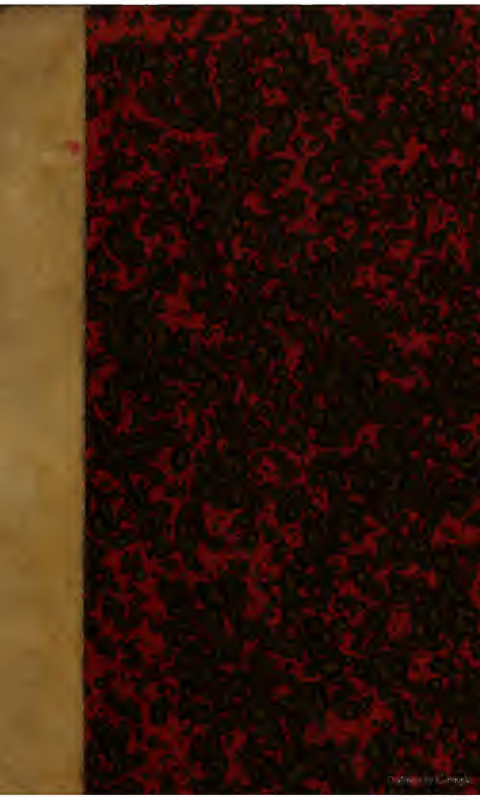


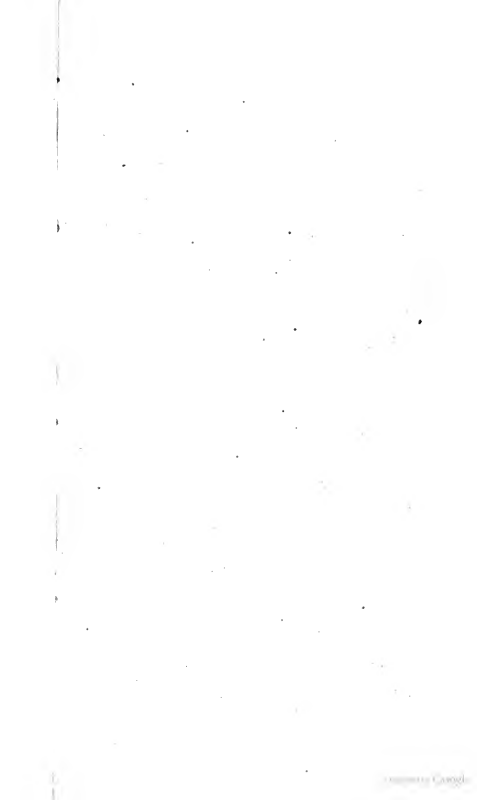


15

5

549

BIBLIOTECA NAZIONALE
CENTRALE ▲ FIRENZE ▲



TRAITÉ
DES
ACTIONS POSSESSOIRES

CONTENANT
L'EXPOSÉ COMPLET DE LA JURISPRUDENCE, L'OPINION DES AUTEURS
SUIVI DE FORMULES
OUVRAGE
DESTINÉ PARTICULIÈREMENT A MM. LES JUGES DE PAIX.

PAR M. BIOCHE

DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT A LA COUR IMPÉRIALE DE PARIS
AUTEUR DU *Dictionnaire de procédure*, du *Journal de procédure*,
RÉDACTEUR DU *Journal des Justices de Paix*.

PARIS

AU BUREAU DES JUSTICES DE PAIX
RUE TARANNE, 40.

AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE
RUE DES GRÈS-SORBONNE, 7.

N D CCC LXV

15.P.5. 549.

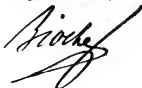
Manuscript signature

TRAITÉ
DES
ACTIONS POSSESSOIRES

Chaque volume du **Traité des Actions Possessoires** sera numéroté et signé par l'auteur, comme suit :

38

Signature de l'auteur,



On ne reconnaîtra pour non contrefaits que les volumes ainsi numérotés et signés.

OUVRAGES DE M. BIOCHE.

JOURNAL DES JUSTICES DE PAIX

Prix : 8 fr. par an (franco).

Le *Journal des Justices de Paix*, fondé et rédigé par M. Bioche, depuis 1852, paraît chaque mois, par cahier de 2 feuilles in-8.

Tous les articles en son réunis sous une même série de numéros. Chaque article est terminé par un renvoi aux numéros des mots correspondant du *Dictionnaire*, qu'une simple annotation marginale peut tenir au courant de la législation, de la Jurisprudence et de la Doctrine : la même corrélation existe entre les tables annuelles, la table de 1852 à 1858 et le *Dictionnaire*; elle facilite beaucoup les recherches.

Un *Bulletin* de la Jurisprudence civile de la Cour de cassation, analysant les arrêts que les Juges de Paix ont le plus d'intérêt à connaître, au *Bureau de conciliation*, pour amener les parties à une transaction; — unité de méthode et de rédaction; — correspondance constante entre le *journal*, les *tables* et le *Dictionnaire*, facilité des recherches; — examen consciencieux des questions proposées; — prompt exactitude dans l'envoi des réponses. — Tels sont les avantages qui distinguent ce recueil.

COLLECTION

DU

JOURNAL DES JUSTICES DE PAIX

DU 1^{er} JANVIER 1852 AU 31 DÉCEMBRE 1864.

13 vol. in-8. Prix : 40 fr. — Chaque volume pris séparément : 5 fr.

DICTIONNAIRE DES JUGES DE PAIX ET DE POLICE

MANUEL THÉORIQUE ET PRATIQUE EN MATIÈRE CIVILE,

CRIMINELLE ET ADMINISTRATIVE

2 vol. in-8*, plus le *Supplément*. — Prix : 16 fr. (port en sus).

Paris — Imprimerie de E. DONNAUD, rue Cassette, 9.

TRAITÉ DES ACTIONS POSSESSOIRES

CONTENANT

L'EXPOSÉ COMPLET DE LA JURISPRUDENCE, L'OPINION DES AUTEURS

SUIVI DE FORMULES

• OUVRAGE

DESTINÉ PARTICULIÈREMENT A MM. LES JUGES DE PAIX.

PAR M. BIOCHE

DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT A LA COUR IMPÉRIALE DE PARIS
AUTEUR DU *Dictionnaire de procédure*, du *Journal de procédure*.
RÉDACTEUR DU *Journal des Justices de Paix*.



PARIS

AU BUREAU DES JUSTICES DE PAIX

RUE TARANNE, 40.

AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE

RUE DES GRÈS-SORBONNE, 7.

M D CCC LXX.

15.5.549

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Les *Actions possessoires* forment la partie la plus importante et la plus difficile des attributions des juges de paix.

De là le grand nombre d'ouvrages, qui, sous forme de *Traités* ou *Commentaires*, ont expliqué spécialement ou accessoirement cette matière si épineuse et d'une application si fréquente.

Toutefois les publications, même les plus récentes, remontent presque toutes à quinze ou dix ans au moins ; et si leur date seule les rend aujourd'hui incomplètes, elles ne laissent pas moins à désirer, sous d'autres rapports, pour la distribution des documents, leur appréciation, et la méthode d'exposition.

Les lacunes et les imperfections, qu'on y rencontre, ne pouvaient échapper à l'œil exercé, à la longue expérience et au soin si consciencieux, qui, avec un grand et légitime

succès, ont recommandé les nombreux travaux de M. Bioche ¹.

La nouvelle publication, qui lui méritera, nous n'en doutons pas, les mêmes suffrages, est un *Traité doctrinal et pratique*. — L'auteur s'est proposé avec un égal soin d'éviter le double écueil, où sont tombés presque toujours ceux qui l'ont précédé, c'est-à-dire le trop ou le trop peu de théorie et l'insuffisance de ces notions de détail ou de pratique, trop négligées, et si utiles pour la conduite et le jugement des affaires. On ne trouvera donc, dans le *Traité* de M. Bioche, ni ces solutions hasardées, irréfléchies, qui ne reposent sur aucun motif; ni ces longs développements de systèmes purement théoriques, repoussés quelquefois par une jurisprudence constante.

D'un autre côté, rien n'a été négligé par l'auteur pour l'exactitude des solutions, une exposition nette et rapide, la division et le classement des matières dans l'ordre le plus méthodique, et une réunion complète de tous les documents utiles et les plus variés.

Voici, du reste, les caractères principaux qui distinguent cette publication destinée particulièrement aux juges de paix :

1° Un exposé exact et complet de la jurisprudence de

¹ *Dictionnaire de Procédure*, 4^e édition, 6 vol. in-8°, 1864; — *Journal de Procédure*, 1835 à 1864, 30 vol. in-8; — *Journal des Justices de Paix*, 1852 à 1864, 13 vol. in-8.

la Cour de cassation, dont on a cité plus de cinq cents décisions soigneusement vérifiées¹ ;

2° L'analyse critique de la doctrine des jurisconsultes, tant anciens que modernes ;

3° Des *Formules*, où l'on trouve la mise en action de cette procédure, dans les applications les plus fréquentes et les plus variées, depuis le billet d'avertissement et la citation jusqu'au jugement, tant préparatoire que définitif. Chaque modèle est accompagné de notes qui renvoient aux numéros, contenant les principes qui en ont déterminé et réglé la rédaction.

Le *Traité* est divisé en 13 chapitres. Les propositions, au nombre de 1272, se suivent dans un ordre logique : d'abord le principe nettement dégagé, puis les conséquences, les applications diverses ; vient enfin, sur chaque solution et après les éléments de controverse, le concours des autorités pour et contre indiquées en note. On a ainsi le dernier état de la doctrine et de la jurisprudence, la statistique complète de la science.

Trois tables facilitent les recherches :

1° La *Table des divisions et des subdivisions* du *Traité*, avec renvoi aux séries de numéros qu'elles comprennent.

¹ On a même pris la peine de distinguer de quelle chambre émane chaque décision, et, pour les arrêts de la chambre civile, s'ils sont de rejet ou de cassation. Le lecteur pourra ainsi nuancer leur degré d'autorité.

Placée en tête de l'ouvrage, elle permet d'embrasser, dans une espèce de tableau synoptique, l'ensemble de la matière. Chaque division, d'ailleurs, est, dans le cours du *Traité*, précédée d'un *sommaire analytique* qui, en les résumant, fait ressortir les solutions.

2° La *Table alphabétique*, qui vient après les *formules* se compose de plus de 600 mots, subdivisés souvent eux-mêmes en un grand nombre de rubriques.

3° La *Table chronologique*, qui renvoie aux numéros où est cité ou commenté un texte de loi ou un arrêt.

L'ouvrage enfin, conciliant avec l'utilité scientifique la commodité du lecteur, ne laisse rien à désirer, même sous le rapport typographique, de ce qui peut rendre la lecture facile et mettre en relief toutes les parties du travail.

AUGUSTE DURAND.

INTRODUCTION

Les actions *possessoires* et les actions *pétitoires* sont soumises à des règles, à des formalités distinctes.

La connaissance des *actions possessoires* a été attribuée exclusivement, depuis 1790, aux *juges de paix* en premier ressort et aux tribunaux civils d'arrondissement, pour le second degré de juridiction.

Ces dispositions sont faciles à justifier.

La possession est à la fois le principal avantage, la cause et souvent la preuve du droit de propriété; sans une protection efficace de la loi civile pour la possession, la sécurité publique et les progrès de l'agriculture seraient compromis; la force seule conserverait au cultivateur le fruit de ses avances et de ses travaux. Que deviendrait la propriété au milieu d'une société livrée à des luttes incessantes ?

Les lois pénales pourraient, il est vrai, prévenir et réprimer certains actes de violence. Mais la législation pénale n'empêcherait pas ces entreprises lentes, successives qui minent sourdement le droit de propriété.

L'obligation de prouver sa propriété pour obtenir

la réparation d'un léger trouble dans la possession apporterait des retards et des obstacles à la répression des usurpations.

La plainte, tendant uniquement au maintien de la possession est donc une procédure plus simple et tout aussi rationnelle qu'une action en revendication.

Le principe de la séparation du p^étitoire et du possessoire une fois admis, quoi de plus convenable que de confier aux juges de paix la connaissance des actions possessoires ?

Ces magistrats sont plus rapprochés des justiciables et des lieux contentieux; connaissent mieux les usages et les habitudes des populations agricoles au milieu desquelles ils vivent; devant eux, les enquêtes sont plus faciles, la procédure est plus rapide, plus économique. Combien de procès sont épargnés aux justiciables par leur bienfaisante intervention ¹?

Toutefois la suppression de l'organisation actuelle de la compétence et de la procédure au possessoire a été demandée ²: les critiques élevées à ce sujet peuvent se résumer ainsi.

¹ En 1862, les juges de paix ont prévenu les trois quarts des litiges par des arrangements. — Voir le rapport publié en 1864, page xv. — Plus ces magistrats se tiennent éloignés du mouvement des passions politiques et des luttes électorales, plus grande est leur influence conciliatrice sur l'esprit des populations.

² M. Béranger, séances de l'Académie des sciences morales et politiques, des

Trois procès pour un :

Procès sur la compétence;

Procès au possessoire;

Procès au pétitoire.

Ces trois procès sont sujets à appel, ce qui fait six instances possibles pour le plus modique intérêt, pour une rigole, un fossé, un mètre de terrain, pour moins encore¹.

Ces contestations donnent lieu très-souvent, par leur nature même, à des *avant faire droit* tels que descente sur les lieux, enquêtes, rapport d'experts, etc., dont la régularité ou la portée peuvent nécessiter de nouveaux incidents.

On signalait un autre inconvénient résultant de la facilité avec laquelle on se jette dans ces débats possessoires qui, grâce à leur simplicité, à la modicité des frais qu'ils entraînent et au rapprochement du juge qui doit les décider, deviennent ainsi le préliminaire presque obligé de tous les débats pétitoires. « N'est-ce pas là, disait-on, la cause du nombre des procès possessoires *immense et hors de proportion* avec l'exercice des autres natures d'actions² ? »

Enfin l'on a exprimé le vœu qu'on plaidât de prime abord au principal, en laissant le possessoire à

4 février et 18 juin 1835. — Voir le compte rendu des Mémoires de cette académie, par MM. Loiseau et Vergé, pages 479 et suivantes.

¹ On a fait ici allusion à l'espèce jugée par l'arrêt du 18 août 1842, cité *infra*, sous le numéro 561.

² En 1862, sur 462,174 jugements émanés des tribunaux de paix 15,373 ont prononcé sur le possessoire.

celui qui jouit, et en prenant toutefois des mesures conservatoires pour que l'état des choses ne fût plus changé ou modifié ¹.

Que d'exagérations, que d'inconséquences dans ces critiques!!!

Pourquoi tant se préoccuper des cas extrêmement rares ² où des plaideurs parcourent les deux degrés de juridiction?

La statistique nous apprend d'abord que sur trente-deux jugements rendus par les juges de paix au possessoire, il n'y a qu'un seul appel.

Le nombre des procès relatifs à la fixation de la compétence entre le possessoire et le pétitoire est infiniment petit; il paraît être en moyenne au-dessous de deux pour toute la France ³.

Aujourd'hui la partie qui a succombé au possessoire hésite à aborder le procès pétitoire, soit que l'expérience d'une première condamnation émanée d'une juridiction paternelle, corrige son esprit de chicane, soit qu'elle manque de titres suffisants, soit qu'après une possession annale établie contre elle,

¹ M. Bérenger, *ib.*

² Sur 45,373 jugements rendus en matière possessoire, en 1862, 477 seulement ont été frappés d'appel. — Ce document prouve le peu de portée de la proposition ayant pour objet d'étendre la compétence des juges de paix à la décision en dernier ressort des actions possessoires. — Voir MM. Alauzet, *Histoire de la possession*, page 297. Lavielle, *Études sur la procédure civile*, page 76.

³ Il y en a eu 43 de 1840 à 1847.

la preuve antérieure d'une possession trentenaire dans les conditions légales lui soit impossible¹.

Aussi a-t-on dit² avec raison que les procès possessoires étaient une sorte d'escarmouche judiciaire, dans laquelle les plaideurs jettent leur premier feu, qui leur épargne souvent les frais ruineux et les ennuis de l'instance principale³.

D'ailleurs la réforme demandée n'empêcherait pas des incidents de procédure qu'on puisse considérer comme le résultat exclusif de l'organisation actuelle.

Le débat spécialement relatif à la possession, un instant évité, renaîtrait des nécessités et des lenteurs de l'instance pétitoire⁴.

Lorsque les deux adversaires se prétendent en jouissance, comment décider cette question préjudicielle sans un *avant faire droit*?

Devant le tribunal d'arrondissement, saisi de prime abord de l'action pétitoire, on aurait le plus souvent les mêmes questions, les mêmes moyens

¹ M. de Parieu *Études historiques et critiques sur les actions possessoires*, page 482.

² Bélimé, *Traité de la possession*, préface, page 48.

³ En 1862, les juges de paix ont rendu 15,373 jugements sur des actions possessoires, tandis que les tribunaux civils n'ont prononcé que 6,414 jugements relatifs à l'application du livre II du Code civil. — Or, ce livre renferme les principes de la propriété, du bornage, des servitudes, c'est-à-dire non-seulement toutes les matières dans lesquelles l'action possessoire trouve son application, mais encore beaucoup d'autres. — Il y a donc lieu de penser que les procès pétitoires précédés d'instances possessoires rentrent dans cette catégorie, qui, prise dans son ensemble, présente un chiffre beaucoup inférieur à celui des contestations diverses portées devant le juge du possessoire.

⁴ De Parieu, page 479.

d'instruction à employer que devant le juge de paix.

Le changement de la compétence rendrait les enquêtes et les descentes sur les lieux plus longues, plus coûteuses, par l'assistance nécessaire des officiers ministériels et par la distance plus grande entre le domicile et la situation des lieux litigieux et le siège du tribunal d'arrondissement.

S'agit-il de procès où le pétitoire doit naturellement être abordé sans possessoire préalable, tout changement est inutile.

S'agit-il d'un litige que l'instance possessoire doit terminer, ce qui est le cas le plus fréquent, la réforme serait nuisible : elle quintuplerait les frais en obligeant les parties à introduire immédiatement l'action pétitoire.

Enfin, le possessoire et le pétitoire doivent-ils être nécessairement parcourus, la réforme n'aurait un avantage que dans les cas infiniment rares où le tribunal d'arrondissement pourrait décider promptement le pétitoire, sans aucun retard ni aucune mesure interlocutoire, sans application de titres, sans aucun examen de la question de possession.

Dira-t-on que quelques-uns de ces procès ne seraient pas portés devant le tribunal d'arrondissement, précisément à raison de son plus grand éloignement des lieux litigieux, s'il était seul appelé à en connaître ; mais en admettant la possibilité de cette réduction, elle aurait lieu le plus souvent au détriment de

la propriété et de la paix publique. Les parties seraient amenées à se rendre justice elles-mêmes, lorsque la voie judiciaire leur paraîtrait trop difficile et trop coûteuse.

Enfin pour prévenir une très-petite partie des quinze mille procès possessoires simples et peu coûteux, on ferait naître plusieurs milliers de procès pétitoires longs et dispendieux.

Le nombre des actions possessoires, relativement considérable¹, prouve une seule chose, la multiplicité et la variété des attaques dont la possession est l'objet, et l'utilité, la nécessité d'un système spécial de juridiction pour ce genre d'actions.

Cette nécessité ressort non-seulement de la nature des choses, de l'examen des statistiques, mais encore de l'étude de l'histoire du droit.

A Rome, à l'époque des *actions de la loi*, le juge devant qui la revendication était portée recherchait quel était le possesseur, et lui conservait *provisoirement*, pendant le procès, la jouissance dont il était investi. Ce jugement préalable portait le nom de *vindicte*. Celui qui était mis en possession devait garantir par des répondants *prædes litis et vindiciarum*, de restituer, pour le cas où il succomberait, la chose litigieuse et ses fruits² le règlement de la possession

¹ V. *sup.*, page III, note 2.

² Gaius, IV, § 16.

n'était alors qu'un *incident* de l'action en revendication.

L'ancien droit civil ne considérait que la possession de bonne foi. Elle seule procurait l'usucapion et l'acquisition des fruits.

Toutefois l'équité et le repos public engagèrent bientôt le préteur à protéger la possession dépourvue d'un juste titre, mais à laquelle on ne pouvait reprocher ni clandestinité, ni violence, ni précarité. La possession fût elle-même entachée de l'un de ces vices, l'ordre public ne pouvait autoriser contre le détenteur l'emploi de la violence. — De là l'origine des interdits, en usage du temps de Cicéron ; ils consistaient dans une ordonnance, délivrée par le préteur, en présence des deux parties, et portant injonction ou défense, *restituas, exhibeas, veto ne quid facias*.

Si le défendeur se soumettait à cette injonction, la contestation était terminée ; mais si le défendeur opposait une dénégation ou se prévalait de quelque exception, alors les parties étaient renvoyées devant un juge, et l'ordonnance du préteur devenait la formule d'après laquelle la sentence était prononcée. Celui qui succombait dans ce débat possessoire pouvait, en général, agir en revendication. La possession du défendeur se continuait pendant le procès pétitoire, à la charge de donner caution pour la restitution de la chose et des fruits ; si le défendeur refusait

de donner cette caution, le prêteur l'obligeait par un interdit à transférer la possession au demandeur qui, comme détenteur, se trouvait dès lors déchargé du fardeau de la preuve.

Nous croyons inutile de rechercher si les interdits furent ou non, dans le principe, une voie spéciale ouverte aux possesseurs de l'*ager publicus* qui, n'ayant pas le *dominium* ou la propriété civile, n'avaient pas l'action pétitoire pour faire respecter leur possession¹.

Toujours est-il que l'institution des interdits fut appliquée à une certaine époque aux propriétés privées, qu'elle servit à fixer les rôles de demandeur et de défendeur et qu'elle protégeait la possession, *en dehors* de toute contestation sur le droit de propriété.

Les interdits possessoires se divisaient en deux grandes classes, comprenant les interdits pour retenir la possession et ceux pour la recouvrer : — *Uti possidetis* ou *retinendæ possessionis*, et *unde vi*, ou *recuperandæ possessionis*.

Pour obtenir l'interdit *uti possidetis*, il suffisait que la possession ne fût ni violente, ni clandestine, ni à titre précaire vis-à-vis de l'adversaire du détenteur ; le juste titre et la bonne foi n'étaient pas exigés

¹ Savigny, *Traité de la possession*, § 42; Ch. Giraud, pages 183 à 208 ; thèse de M. Lermnier. — Voir *Théorie des actions possessoires*, par J. Crémieu, ouvrage couronné par la faculté d'Aix, le 8 novembre 1845 ; thèses du docteur Marinier, Paris 1855 ; — du docteur Beauvois, Paris 1858, — du docteur Gaultier, 1860.

complainte. Quant à la *réintégrande*, on n'exigeait aucune condition de durée dans la possession.

« Lorsqu'on apprit à distinguer la propriété de la possession, dit M. Giraud ¹, on changea en prescription provisoire ce qui, dans l'origine, était une prescription définitive ². On fit de la possession annale un indice de la propriété, dont elle était auparavant la preuve. Le possesseur annal devint un propriétaire *préssumé*, au lieu d'un propriétaire irrévocable; on fit de la saisine d'an et jour une propriété *provisoire*, au lieu d'une investiture de la propriété définitive; de la *complainte* une action possessoire, au lieu d'une action pétitoire en revendication. »

Ainsi se trouva consacrée la séparation du droit de possession et du droit de propriété, du possessoire et du pétitoire ³.

La théorie du droit canonique, au sujet de la *réintégrande*, se résume en ces termes : *spoliatus ante omnia restituendus* ⁴.

En 1446, Charles VII défend à tous gens de justice de conduire le pétitoire et le possessoire, en matière de nouvelleté, ensemble. — Mais à cette époque les mêmes juges statuaient sur l'une et l'autre action.

la Gaule, suivant M. Laferrière, *Histoire du droit civil de Rome et du droit français*, t. 4, p. 391, n. 567. — Cette doctrine est vivement critiquée par M. de Parieu, pages 39 et suivantes.

¹ Thèse sur les actions possessoires, 1830, p. 27.

² Bourbeau, page 486.

³ V. *Decretal. Gregor.*, tit. *De restit. spoliat.* Delaurière, *Etablissements de saint Louis*, liv. 2, chap. 6.

⁴ V. *infra*, n. 4423 à 4426.

La *complainte* et la *réintégrande* sont mentionnées dans l'art. 63 de l'ordonnance de 1539. Cette double mention se retrouve dans l'ordonnance de 1667¹.

La possession invoquée à l'appui de la *complainte* étant une sorte de prescription provisoire, devait réunir, sauf ce qui concerne la durée, toutes les conditions de la possession utile pour prescrire².

¹ Ordonnance de 1667. — Titre 18. — *Des complaints et réintégrandes*.

Art. 4. Si aucun est troublé en la possession et jouissance d'un héritage, ou droit réel, ou universalité de meubles qu'il possédait publiquement sans violence, à autre titre que de fermier ou possesseur précaire, il peut, dans l'année du trouble, former *complainte*, en cas de saisine et nouveleté contre celui qui lui a fait trouble.

Art. 2. Celui qui aura été dépossédé par violence ou voie de fait pourra demander en *réintégrande*, par action civile et ordinaire, ou extraordinairement par action criminelle; et s'il a choisi l'une des deux actions, il ne pourra se servir de l'autre, si ce n'est qu'en prononçant sur l'extraordinaire, on lui réserve l'action civile.

Art. 3. Si le défendeur en *complainte* dénie la possession du demandeur, ou de l'avoir troublé, ou qu'il articule possession contraire, le juge appointera les parties à informer.

Art. 4. Celui contre lequel la *complainte* ou *réintégrande* sera jugée ne pourra former sa demande au pétitoire, sinon après que le trouble sera cessé, et celui qui aura été dépossédé, rétabli en la possession, avec restitution des fruits et revenus, et payé les dépens, dommages et intérêts, si aucuns ont été adjugés; et néanmoins, s'il est en demeure de faire taxer les dépens, et liquider les fruits, revenus, dommages et intérêts dans le temps qui lui aura été ordonné, l'autre partie pourra poursuivre le pétitoire, en donnant caution de payer le tout, après la taxe et liquidation qui en sera faite.

Art. 5. Les demandes en *complainte* ou en *réintégrande* ne pourront être jointes au pétitoire, ni le pétitoire poursuivi, que la demande en *complainte* ou en *réintégrande* n'ait été terminée et la condamnation par fournie et exécutée. Défendons d'obtenir lettres pour cumuler le pétitoire avec le possessoire.

Art. 6. Ceux qui succomberont dans les instances de *réintégrande* et *complaintes* seront condamnés en l'amende, selon l'exigence du cas.

Art. 7. Les jugements rendus par nos juges, sur les demandes en *complaintes* et *réintégrandes*, seront exécutés par provision, en baillant caution.

² Bourbeau, *Justices de Paix*, page 488.

Les actions pétitoires et possessoires, malgré leur séparation dans l'ancienne organisation judiciaire, étaient soumises aux mêmes juridictions¹. — Les juges de paix furent appelés, en 1790, à connaître de ces dernières actions².

Lors des travaux qui ont précédé notre codification, la Cour de Caen réclamait une place dans le Code civil pour les actions possessoires³. — Toutefois l'art. 2060 du Code civil est le seul qui s'en occupe, et il ne parle que de la réintégrande.

Les bases de notre procédure actuelle furent indiquées dans les *observations préliminaires*⁴ de la

¹ V. *infra*, n°s 4423 et suiv.

² La loi du 24 août 1790, titre III, art. 40, est ainsi conçue :

« Il (le juge de paix) connaîtra de même *sans appel*, jusqu'à la valeur de 50 livres, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse monter : — 4° Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes ; — des déplacements de bornes, des usurpations de terres, arbres, haies, fossés et autres clôtures, *commises dans l'année* ; des entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosement des prés, commises *parcilleurement dans l'année*, et de toutes autres actions possessoires.

³ Fenet, 3, page 459.

⁴ Voici le projet proposé par la Cour :

De la complainte et de la réintégrande :

Art. 35. Par la complainte on demande d'être maintenu dans la possession d'un immeuble ou d'un droit réel immobilier, lorsqu'on y est troublé ; et par la réintégrande, d'y être réintégré lorsqu'on en est dépouillé.

Art. 36. Les actions en complainte et en réintégrande ne peuvent être fondées que sur deux faits : — 1° sur une possession paisible, publique et continuée pendant plus d'une année, à titre de propriétaire ; — 2° sur le trouble ou la spoliation qu'a essuyée le possesseur, par voie de fait, dans l'année.

Art. 37. Celui qui ne possède que depuis quelques mois ou quelques

Cour de cassation sur le projet de Code de procédure civile.

jours, peut compter l'année de la possession, en joignant la sienne à celle de son auteur, en quelque manière qu'il l'ait remplacé, soit à titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux.

Art. 38. La preuve de la propriété ne sera pas reçue en matière possessoire, et le juge ne pourra, dans aucun cas, joindre le possessoire au pétitoire. — Celui qui a intenté le pétitoire n'est plus recevable à agir au possessoire.

Art. 39. En matière de servitude urbaine ou rurale, l'action possessoire n'est recevable que lorsque la servitude peut se prescrire.

Art. 40. L'action pétitoire ne peut s'exercer lorsqu'il existe une instance au possessoire pour le même objet, ou tant que le jugement rendu en réparation du trouble n'aura pas été entièrement exécuté. — Si néanmoins celui qui a obtenu gain de cause sur le trouble qu'il a essuyé était en retard de faire liquider les condamnations prononcées en sa faveur, le juge du pétitoire fixera un délai pour faire cette liquidation, après lequel le demandeur au pétitoire pourra suivre sa demande.

Art. 41. La complainte et la réintégrande ont pour objet de faire cesser le trouble, de remettre les choses dans le même état où elles étaient avant le trouble commis, et de faire indemniser celui qui l'a souffert. Ces actions s'exercent contre l'auteur du trouble et ses héritiers.

Art. 42. Celui qui obtient, par jugement passé en force de chose jugée, la maintenue ou la réintégrande, à la pleine possession et jouissance de l'objet contentieux, et le trouble qu'il a essuyé ne l'a pas rendu possesseur de mauvaise foi.

De la dénonciation de nouvel œuvre.

Art. 43. La dénonciation de nouvel œuvre est une espèce de complainte qu'on intente contre celui qui a fait un nouvel ouvrage sur son fonds, contre l'ancienne disposition des lieux, et qui porte préjudice au plaignant en le troublant dans sa propriété. — Le juge saisi de la plainte ne pourra permettre de continuer provisoirement l'ouvrage qu'en imposant à l'entrepreneur l'obligation de donner caution pour assurer, si le cas échet, la démolition du nouvel œuvre et le payement des dommages-intérêts qui pourraient être dus au plaignant. — En matière de complainte et de réintégrande, le juge ne pourra permettre la continuation du trouble, quoique le défendeur offrit pareille caution.

Art. 44. La dénonciation de nouvel œuvre doit s'intenter dans l'année, à compter de l'époque où le nouvel ouvrage a commencé à troubler le plaignant dans la jouissance de sa propriété.

Art. 60. L'on agit en complainte et en réintégrande devant le juge du lieu de la situation du bien sur lequel le trouble a été commis, et en dé-

La section de législation du Tribunal reconut que c'était devant le juge de la situation de l'objet litigieux que la citation devait être donnée en matière d'actions possessoires; elle émit le vœu qu'il fût tracé des règles spéciales sur la *complainte* et la *réintégrande*, à l'exemple de ce qui avait été fait dans l'ordonnance de 1667. C'est d'après ce vœu que le titre IV des jugements sur les actions possessoires a été ajouté ¹.

Dans l'exposé des motifs par M. Treilhard, on lit :

« Ce titre manquait dans la loi de 1790. Nous n'avons pas dû nous dispenser de rappeler quelques règles sur cette matière, qui forme une partie si importante des attributions du juge de paix. — Ces règles ont pour objet le temps où l'action possessoire peut être exercée, la manière de prouver la possession, la défense de cumuler le possessoire et le pétitoire; l'obligation de la part du demandeur qui succombe au possessoire de satisfaire pleinement aux condamnations prononcées contre lui avant qu'il puisse être reçu à former sa demande au pétitoire, c'est-à-dire à discuter le fond du droit. — Cependant cette obligation de la part du demandeur ne doit pas fournir à son adversaire un moyen d'éluder à son gré le combat sur le fond, et si celui-ci était en retard de faire liquider le montant des condamnations par

nonciation de nouvel œuvre, devant celui de la situation du bien sur lequel le nouvel œuvre est fait.

¹ Loaré, tome XXI, p. 378, n° 3.

lui obtenues, le juge du pétitoire fixerait pour cette liquidation un délai après lequel la demande au fond pourrait être admise. Du reste, les dispositions de ce titre n'ont rien de contraire à celles de l'ordonn. de 1667 et n'offrent rien qui puisse être susceptible du doute le plus léger ¹. »

Les art. 23, 24, 25, 26 et 27 n'ont donné lieu à aucune discussion. Ils ont été présentés, pour la première fois, dans la rédaction définitive adoptée dans la séance du 29 mars et qui est celle du même Code ¹.

¹ Locré, tome XXI, p. 48.

On lit dans le rapport de M. Faure au Corps législatif, séance du 44 avr., Locré, tome XXI, p. 558, le passage suivant :

« La connaissance des actions possessoires fait partie des attributions *des justices de paix*. Le Code supplée, à cet égard au silence de la loi de 1790. Il dit, comme l'ordonnance de 1667, que l'action possessoire doit être formée dans l'année du trouble : mais il ajoute, ce que la jurisprudence seule avait établi, que celui qui forme cette action doit être en possession depuis un an au moins. La possession doit avoir été, durant cet intervalle, continue, non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire. On ne peut cumuler l'action possessoire et celle relative à la propriété. Le défendeur au possessoire doit en attendre le jugement, avant de se pourvoir sur la question du fond. Bien plus, s'il a succombé, il n'est recevable à se pourvoir qu'après avoir exécuté le jugement. Celui en faveur duquel le jugement a été rendu ne peut pas cependant retarder à son gré le jugement du pétitoire, en différant de faire liquider les condamnations ; s'il diffère trop, le juge fixe un délai, et le délai passé, l'action au pétitoire est reçue. Telles sont les principales dispositions de ce titre.

« Quant aux règles qui concernent la possession, c'est au Code civil qu'il faut se référer.

« Une autre observation se présente ici. De ce que les actions sur le déplacement de bornes et l'usurpation de terres sont mises au rang des actions possessoires et dès lors attribuées au juge de paix, il ne s'ensuit pas que, si le fait est accompagné de circonstances qui caractérisent un délit, on ne puisse rendre plainte, alors le délit serait jugé par le tribunal de police correctionnelle, et il pourrait y avoir lieu à l'application des peines portées par la loi du 28 septembre 1791, qui a prévu les cas du déplacement de

Si nous parcourons la législation des peuples étrangers, nous y trouvons presque partout une protection *spéciale* plus ou moins efficace accordée à la possession, — notamment en Allemagne, pays encore soumis au droit romain; en Espagne, en Hollande, à Genève ¹, en Italie ².

Le Code de procédure de l'ancien royaume des Deux-Siciles reproduit presque textuellement les dispositions de notre Code de procédure, sur les conditions de l'action possessoire, sur la défense de cumuler le possessoire et le pétitoire; et la législation anglaise elle-même admet aussi la distinction des actions possessoires et des actions pétitoires, bien qu'elle n'ait aucune analogie avec la nôtre, ni pour la durée, ni pour la forme des actions possessoires qui, suivant la jurisprudence britannique, sont recevables pendant 30 ans, à compter du jour de la dépossession et du trouble ³.

En résumé, la distinction des actions possessoires et des actions pétitoires peut être considérée comme formant le droit commun de l'Europe ⁴.

Que ressort-il de cette revue rapide des législa-

bornes et d'usurpation de terres, considérés comme délits (aujourd'hui Code pénal, 389 et 456).

¹ — V. *infra*, n° 90.

² Du reste les conditions de la possession pour la plainte étant généralement les mêmes pour la prescription et pour la plainte, sauf la durée, on peut consulter la *Concordance des Codes étrangers avec le Code civil français*, par M. Anthoine de Saint-Joseph.

³ Blackstone, tome 4, p. 322. — Trad. de Chompré.

⁴ Dalloz, V° *Action possessoire*, n° 24.

tions tant anciennes que modernes? — La preuve évidente, selon nous, que, de tous temps, on a senti la nécessité de protéger la *possession*; que, après avoir longtemps confondu le pétitoire et le possessoire, on en est arrivé successivement à les séparer, et à en confier la solution à des juridictions distinctes.

Lorsque notre législation est parvenue à consacrer ces deux principes, que les meilleurs esprits considèrent avec raison comme un *progrès*¹, le moment serait-il bien choisi de faire un pas rétrograde vers le passé?

Lorsque la législation tend chaque année à augmenter la compétence des juges de paix, conviendrait-il d'enlever à cette magistrature si utile la partie de ses attributions qui lui permet de rendre relativement le plus de services aux populations agricoles?

Poser la question, c'est la résoudre.

¹ Voir notamment les observations de la Cour de cassation, art. 38, *supra*, p. viii; — Thomine-Desmazures, commentaire, n° 48, 4830; Rodière, *Exposition raisonnée des lois de la compétence*, 1840, p. 85; de Parieu, 4850, p. 474 à 484; Bourbeau, *Justice de paix*, 4863, page 764.

TABLE DES DIVISIONS

CHAPITRE PREMIER.

DE LA POSSESSION ET DES DIVERSES ESPÈCES D'ACTIONS POSSESSOIRES.

SECTION I. — De la possession.

SECTION II. — Des diverses espèces d'actions possessoires (N^{os} 1 à 25).

§ 1. — *De la complainte (26 à 77).*

§ 2. — *De la dénonciation de nouvel œuvre (74 à 87).*

§ 3. — *De la réintégrande (83 à 96).*

CHAPITRE II.

CONDITIONS REQUISES POUR L'EXERCICE DES ACTIONS POSSESSOIRES.

SECTION I. — Conditions pour l'exercice de la complainte.

§ 1. — *La possession doit être continue et non interrompue (98 à 108).*

§ 2. — *paisible (109 à 121).*

§ 3. — *publique (122 à 131).*

§ 4. — *à titre de propriétaire (133 à 154).*

§ 5. — *non équivoque (155 à 184).*

§ 6. — *annale (185 à 198).*

ART. 1. De l'acquisition de la possession (199 à 213).

ART. 2. Jonction des possessions (214 à 231).

ART. 3. Interruption de la possession (232 à 239).

ART. 4. Comment se perd la possession (240 à 277).

SECTION II. — Conditions pour la réintégrande (278 à 304).

SECTION III. — Conditions pour l'exercice des actions possessoires en matière de servitudes (305 à 308).

CHAPITRE III.

DES CHOSES QUI PEUVENT OU NON ÊTRE L'OBJET DES ACTIONS POSSESSOIRES (309 à 344).

SECTION I. — Des héritages ou immeubles corporels (342 à 339).

§ 1. — *Des chemins* (340 à 379).

§ 2. — *Des cours d'eau* (380).

ART. 1. — *Rivières navigables ou flottables* (382 à 389).

ART. 2. — *Rivières non navigables ni flottables* (390-400).

ART. 3. — *Des ruisseaux* (404-410).

ART. 4. — *Des sources* (411-422).

§ 3. — *Des mines* (423-426).

§ 4. — *Des remparts* (427-433).

§ 5. — *Des églises* (434-440).

§ 6. — *Des cimetières* (441-449).

§ 7. — *Des établissements publics* (450-455).

SECTION II. — Des droits réels (456-458).

§ 1. — *Des droits réels autres que les servitudes* (459-481).

§ 2. — *Des servitudes* (482-514).

ART. 1. — *Des servitudes relatives aux eaux* (515-542).

ART. 2. — *De l'enclave* (543-549).

SECTION III. — Des actions possessoires en matière de meubles (550-562).

CHAPITRE IV.

DES PERSONNES QUI ONT L'EXERCICE ACTIF OU PASSIF DES ACTIONS POSSESSOIRES.

SECTION I. — De l'exercice actif et passif de la complainte.

§ 1. — *Des personnes qui ont qualité et capacité pour l'intenter*
(563-566).

ART. 1. — *Des personnes qui ont qualité pour intenter la complainte*
(567-619).

ART. 2. — *Des personnes qui ont capacité pour l'intenter* (620-679).

§ 2. — *Des personnes contre lesquelles la complainte doit être in-
tentée* (680-708).

SECTION II. — De l'exercice actif et passif de la réintégrande (709-742).

CHAPITRE V.

DÉLAI DANS LEQUEL DOIT ÊTRE INTENTÉE L'ACTION POSSESSOIRE (743-747).

CHAPITRE VI.

DEVANT QUEL TRIBUNAL (748-755).

SECTION I. — Compétence à raison de la matière (756-791).

SECTION II. — Compétence territoriale (792-797).

CHAPITRE VII.

INSTRUCTION (798).

SECTION I. — Introduction de la demande (800)

§ 1. — *Comparution volontaire* (804-809).§ 2. — *De la citation* (803).ART. 1. — *Demande principale* (804-823).ART. 2. — *Demande incidente* (824-835).SECTION II. — *Moyens de preuve* (836-844).§ 1. — *Preuve par titres* (842-844).§ 2. — *Preuve testimoniale et visite de lieux* (845-863).§ 3. — *Aveu et serment* (869-871).§ 4. — *Des présomptions* (872-877).

CHAPITRE VIII.

DU JUGEMENT (878-885).

SECTION I. — Jugements préparatoires et interlocutoires (886).

SECTION II. — Jugement définitif (887).

§ 4. — *Ce que peut et doit ordonner le juge* (888-890).ART. 1. — *De la complainte* (891-902).ART. 2. — *De la réintégrande* (903-908).§ 2. — *Quand doit être rendu le jugement* (969-974).§ 3. — *Dans quel lieu* (972-974).§ 4. — *Formalités du jugement* (975-980).

CHAPITRE IX.EXÉCUTION ET EFFETS DU JUGEMENT POSSESSOIRE (984).SECTION I. — Exécution (982-989).SECTION II. — Effets (990).

- § 1. — Jouissance provisoire (994-997).
- § 2. — Obligation pour le défendeur d'exécuter les condamnations (998-1023).
- § 3. — Influence du possessoire sur le pétitoire (1044-1055).

CHAPITRE X.VOIES DE RECOURS (4056).SECTION I. — Opposition (4037-4060).SECTION II. — Tierce opposition (4061).SECTION III. — Appel (1062-1085).SECTION IV. — Cassation (4086-1092).SECTION V. — Requête civile (1093-1094).SECTION VI. — Prise à partie (4095).**CHAPITRE XI.**PRÉSENCE DU POSSESSOIRE SUR LE PÉTITOIRE (4096 à 4122).**CHAPITRE XII.**CUMUL DU POSSESSOIRE ET DU PÉTITOIRE (4123-4130).SECTION I. — Les parties ne peuvent cumuler le possessoire et le pétitoire (4131-4143).SECTION II. — Le juge ne peut cumuler le possessoire et le pétitoire (4144-4220).**CHAPITRE XIII.**FORMULES.SECTION I. — Notions générales (4221-4227).SECTION II. — Formules (4228-4272).

EXPLICATION

DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS.

Arg.....	Argument.
Av. Cons. d'Ét.....	Avis du Conseil d'État.
Casse.....	Arrêt de cassation.
Code.....	Code Napoléon.
C. com.....	Code de commerce.
C. l. crim.....	Code d'instruction criminelle.
C. pén.....	Code pénal.
C. pr.....	Code de procédure.
Cir. min.....	Circulaire ministérielle.
(D. 64, 1, 25).....	Dalloz, 1864, partie 1, page 25.
Décis.....	L'écision.
Décr.....	Décret.
Dev.....	Arrêt cité dans Devilleneuve, à sa date.
L.—LL.....	Loi.—Lois.
Ordon.....	Ordonnance du roi.
Palais.....	Arrêt cité dans le journal du Palais, à sa date.
Parl.....	Parlement.
Qu. dr.....	Questions de droit de Merlin.
Rejet, civ.....	Arrêt de rejet de la chambre civile.
Rejet, req.....	Arrêt de rejet de la chambre des requêtes.
Rép.....	Répertoire de jurisprudence de Merlin.
S. 64, 2, 40).....	Sirey, tome 64, partie 2, page 40.
Tar.....	Tarif.
Trib.....	Tribunal.

NOTA. Dans les recueils de MM. Sirey et Dalloz, la première partie contenant les arrêts de cassation, et la seconde ceux des Cours d'appel, on n'indique ordinairement que le tome et la page. On a suivi dans les citations d'auteurs les éditions les plus récentes.

1911

1911

1911

1911

TRAITÉ

DES

ACTIONS POSSESSOIRES

CHAPITRE PREMIER.

DE LA POSSESSION ET DES DIVERSES ACTIONS POSSESSOIRES.

SECTION I. — De la possession.

SOMMAIRE :

1. Ce que c'est que la possession.
2. Ses différentes espèces.
3. Le droit de possession est un droit réel.
4. Qualités diverses de la possession. — De la bonne et de la mauvaise foi.
5. Des vices de la possession.
6. La possession fait présumer la propriété.
7. Cette présomption n'est que provisoire.
8. Toutefois la possession prolongée peut rendre le possesseur propriétaire.

1. *Possession* dérive de *posse*; posséder une chose, c'est l'avoir en sa puissance, c'est pouvoir en jouir exclusivement et à sa volonté ¹.

« La possession, dit le Code ², est la *détention* ou la jouissance d'une *chose* ou d'un *droit* que nous tenons ou que

¹ Bérime, *Traité du droit de possession*, n. 4.

² Art. 2228.

nous exerçons par nous-même, ou par un autre qui le tient ou l'exerce en notre nom. »

2. Il ne faut pas confondre : — la simple détention ou possession *matérielle* ; — la possession ; — le droit de possession ; — le droit de posséder.

Ces termes indiquent autant de faits distincts ; ils peuvent être invoqués à l'égard du même immeuble par quatre personnes différentes.

Exemple : mon héritage a été vendu à un tiers qui le cultive depuis plusieurs années ;

Un usurpateur a lui-même enlevé cet héritage à l'acheteur depuis moins d'un an et l'a donné à bail à un fermier ;

Ce fermier a la simple détention ; l'usurpateur en a la possession par son représentant ;

L'acheteur a le droit de possession annale et l'exercice des actions possessoires ;

Lorsque j'aurai fait reconnaître ma propriété au pétitoire, j'aurai le droit de posséder.

Dans son origine, la possession n'est qu'un *fait* ; — mais, après une certaine durée, et sous certaines conditions, elle donne naissance à un droit de saisine possessoire ¹.

3. Le droit de possession (ou saisine possessoire) est un droit réel.

Ce qui distingue le droit réel du droit personnel, c'est que celui-ci ne donne d'action que contre une personne déterminée qui s'est obligée envers nous sans permettre de suivre la chose entre les mains des tiers, tandis que le droit réel autorise à attaquer toute personne indistinctement, *quemcumque turbantem vel impediensem* ².

4. On distingue plusieurs espèces de possessions, selon

¹ Bêlme, n. 41 à 43.

² Bêlme, n. 47.

les qualités que la possession réunit, ou selon les vices dont elle peut être entachée.

Ainsi, la possession est de bonne ou de mauvaise foi. — Le possesseur de bonne foi est celui qui tient la chose en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices. — Le possesseur de mauvaise foi est, au contraire, celui qui sait ne pas être propriétaire. — Cette distinction a de l'importance pour l'acquisition de la propriété par la prescription, — pour le gain des fruits, — pour le règlement des impenses dues à raison des améliorations et constructions faites par le possesseur ¹.

5. La possession est vicieuse ou non vicieuse : — elle est vicieuse lorsqu'elle est entachée de violence, de clandestinité ou de précaire ².

6. La possession matérielle a dû être, dans les premiers âges de la société, le point de départ du droit de propriété. Le propriétaire possède matériellement la chose et il est en contact avec elle par lui-même ou par ses représentants, lorsqu'il veut en recueillir les fruits; d'où l'on est facilement conduit à induire que le possesseur doit être supposé propriétaire ³.

La possession est donc une présomption de propriété, comme la remise du titre est une présomption de libération; — quand le juge maintient le possesseur, ce n'est pas tant le possesseur qu'il protège que le propriétaire présumé ⁴. — Le demandeur au possessoire avoue n'être pas propriétaire de la chose et convient que la propriété appartient à son adversaire, il sera déclaré mal fondé ⁵.

¹ — V. Code, art. 2265, 2268, 2269; — 549, 555. — Bérime, n. 26.

² — V. Code, art. 2232, 2233 et 2240. — Bérime, n. 27, et, pour plus de développements, notre chapitre II.

³ Bourbeau, n. 265.

⁴ Argument Code, art. 4283 et 4350; Troplong, *Prescription*, n. 237.

⁵ Bérime, n. 44.

7. La présomption de propriété résultant de la possession n'étant que provisoire, le possesseur ne peut dégrader la chose ni changer l'état des lieux ¹.

8. Toutefois, la possession prolongée pendant un certain nombre d'années, c'est-à-dire la prescription, peut rendre le possesseur propriétaire incommutable ².

SECTION II. — Des diverses espèces d'actions possessoires.

SOMMAIRE :

9. L'action possessoire a pour objet la possession.
10. La nature de l'action se détermine par les conclusions.
11. Comment les conclusions doivent être interprétées.
12. Des conclusions rectificatives.
13. Motif de l'action possessoire.
14. Ses avantages.
15. L'action possessoire suppose en général que la possession est menacée.
16. A la différence de l'action en dommages-intérêts.
- 17-18. Exemples.
19. Il n'est pas indispensable que le fait soit de nature à procurer la possession à l'adversaire.
- 20-22. Exemples.
23. Trouble de droit.
24. L'exercice des actions possessoires est une mesure conservatoire.
25. Des différentes espèces d'actions possessoires.

9. Il importait à la société que la possession ne demeurât pas vacante et le fonds improductif, tant que le droit de propriété resterait en suspens.

La possession n'est pas le signe absolu de la propriété ; elle peut même en être séparée. Elle a donc aussi ses règles

¹ Bétime, n. 48.

² Code, art. 4350 et 2219.

et ses effets particuliers : de là le fondement de l'action possessoire.

Les actions possessoires sont uniquement relatives à la possession ; celles qui ont trait à la propriété s'appellent pétitoires. Il y a entre ces deux espèces d'actions la même différence qu'entre la propriété et la possession.

Comme le propriétaire a le droit de se plaindre des atteintes à sa propriété, et de la revendiquer s'il en a été dépouillé, de même le possesseur peut empêcher qu'on ne trouble sa possession, ou se faire réintégrer s'il a été dépossédé.

10. La nature de l'action se détermine par les conclusions du demandeur. Elle est pétitoire s'il réclame un droit de propriété, possessoire s'il s'agit uniquement d'un droit de possession.

11. On doit s'attacher plutôt à l'intention du demandeur qu'au sens littéral des mots employés dans l'assignation. — Ainsi, l'action ne cesse pas d'être possessoire par cela seul que le demandeur fournit, à l'appui de ses conclusions en maintenance de possession, des allégations tendantes à établir sa propriété ¹.

Mais l'action est pétitoire, si le demandeur invoque *uniquement* son titre de propriétaire : dans ce cas, c'est le droit à la propriété, et non le fait de la possession, qui forme l'objet du litige.

12. L'incertitude que présenterait l'exploit sur la nature de l'action peut être expliquée par des conclusions rectificatives.

13. La possession fait présumer la propriété. De là l'importance du jugement rendu au possessoire. — Ce-

¹ — Voyez pour plus de développements ce que nous disons *inf.*, sous le chapitre XII, du CUMUL.

lui qui obtient la possession, poursuivi au *pétitoire*, n'est pas tenu d'établir son droit à la propriété; mais seulement de discuter la prétention de son adversaire. — Dans l'intervalle, il est présumé propriétaire; — il continue de jouir de la chose possédée, d'en acquérir les fruits ¹.

14. Il y a donc un grand avantage à introduire de préférence l'action au possessoire. — Souvent l'administration des forêts, les communes, ou les particuliers transforment en délit et poursuivent devant les tribunaux correctionnels ou de police des faits qui ne sont que des actes de possession légitime. Le prévenu, renvoyé à fins civiles, agira prudemment en prenant la voie du possessoire, car un grand nombre de propriétaires n'ont pas de titres assez positifs pour justifier une demande en revendication, et la possession trentenaire est souvent difficile à établir ².

L'exercice de l'action possessoire, de préférence à l'action pétitoire, est facultatif de la part de celui à qui la loi l'accorde.

Il ne suffit pas d'usurper la possession pendant une courte absence du maître ou du possesseur pour rejeter sur lui le fardeau de la preuve du droit de propriété. — L'ancien possesseur peut agir contre le nouveau en prouvant l'antériorité de sa possession, s'il forme sa demande dans un certain délai, et si sa possession réunit certains caractères.

15. Les actions possessoires ont pour but de protéger la possession. Il faut, pour les intenter, que la possession soit menacée.

16. L'acte nuisible qui ne menace pas le droit de possession peut autoriser une demande en réparation du pré-

¹ Pothier, *Possession*, n. 83; Casse, 5 juillet 1826; Dev.

² Argument Code forestier, art. 482; Curasson, *Compétence*, 2, p. 6, n. 7.

judice causé, en vertu de l'art. 1383. — Ce sera une action civile ordinaire, — mais non une action possessoire.

17. Ainsi le fait de chasser sur mon terrain, — ou de pêcher dans mon canal, — ou de voler mes fruits dans une vigne ou dans un verger, — ou de faire paître du bétail dans une forêt, — est un acte qui porte atteinte à mon droit de propriété, et qui motivera une action en dommages-intérêts devant les tribunaux civils.

Mais il n'y a pas là le *trouble* donnant lieu à une action possessoire.

18. Autre exemple : — Une compagnie de chemin de fer cause un dommage à l'exercice d'une industrie exploitée sur l'un des immeubles riverains, — spécialement à un établissement de blanchissage, — et cela par l'emploi d'un mode de chauffage de locomotives contraire aux règlements, dont le résultat est l'envoi sur cet établissement d'une fumée épaisse salissant les toiles qui y sont étendues : — ce dommage donne lieu, non à une action possessoire, mais bien à une action pour dommages ¹.

19. Est-ce à dire que l'on ne doit regarder comme trouble que les actes susceptibles de faire acquérir la possession à celui qui les commet? Non. Souvent il peut y avoir intérêt à agir au possessoire contre une personne qui prétend s'arroger certains droits contre nous, encore qu'elle n'ait rien fait qui puisse, à proprement dire, opérer notre dépossession actuelle.

Ainsi un propriétaire dont le fonds n'est pas enclavé prétend passer sur mon fonds, et malgré mon opposition; quoiqu'il n'ait pas de titre, il persiste à réclamer un passage; les actes qu'il se permettrait ne lui feraient pas acquérir la possession, puisqu'on ne peut prescrire sans titre les servi-

¹ Casse, 4^{re} février 1864, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2298.

tudes discontinues ; néanmoins je suis recevable à le tra-
duire pour ce fait au possessoire ¹.

20. Un voisin opère des travaux dans sa cave, il anti-
cipe secrètement sur ma propriété, dans laquelle il fait des
excavations ; cet état de choses durât-il cent ans, ne lui
donnerait pas la possession civile à cause de la clandestini-
té ; toutefois si j'acquiers indirectement la connaissance de
de ces travaux, je puis agir au possessoire.

21. A plus forte raison puis-je prendre pour *trouble* une
sommation qui tend à me contester mon droit sur la chose ;
par exemple le voisin me somme de fermer des vues que je
possède sur son fonds. Toutefois si je ne tiens aucun compte
de cette sommation et que jè laisse subsister mes vues comme
par le passé, elle n'aura pas pour résultat de me déposséder ¹.

22. Tout acte emportant prétention à la propriété ou à
un droit de servitude peut être réputé *trouble*.

Un acte quoique insuffisant pour faire acquérir la posses-
sion à son auteur prend de la gravité, quand celui qui l'a
commis soutient avoir eu le droit de le faire comme pro-
priétaire de la chose : le possesseur a un intérêt légitime à
sortir de cet état d'incertitude. Il lui importe de faire con-
stater sa possession, avec défense à son adversaire de l'y
troubler à l'avenir ¹.

23. Une simple prétention manifestée en justice, in-
dépendamment de tout acte matériel, constitue aussi le
trouble.

Ainsi le défendeur à l'action possessoire, par cela seul
qu'il réplique à cette action en prétendant qu'il a lui-même
la possession, cause un trouble, bien qu'il n'ait d'ailleurs
fait aucun acte matériel ². — Le caractère du trouble pos-

¹ Bérime, n. 316 et 317.

² Imbert, *Pratique judiciaire*, lib. 4, ch. 46 ; Bérime, n. 318.

semplice gît bien plus dans l'intention que dans le fait matériel lui-même.

24. L'exercice actif et passif des actions possessoires a le caractère d'un simple acte d'administration ; c'est une simple mesure conservatoire. — Ce principe général, consacré par plusieurs lois¹, nous servira à résoudre plusieurs questions examinées notamment sous le chapitre IV.

25. Aux termes de l'art. 6 de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent : — Des *dénonciations de nouvel œuvre*, — *complaintes*, — *actions en réintégration* ET AUTRES ACTIONS *possessoires*.

Au premier abord, il semblerait résulter de ce texte que la *dénonciation de nouvel œuvre*, la *réintégration*, forment autant d'actions possessoires distinctes, et qu'il existe même d'autres actions possessoires. — Jusqu'à quel point cette double induction résiste-t-elle à un examen plus approfondi ? c'est ce que nous expliquerons dans la suite de ce *Traité*.

§ 1. — De la complainte.

SOMMAIRE :

- 26. De la complainte dans l'ancien droit français.
- 27-28. Cas où elle a lieu.
- 29. Elle suppose un trouble à la possession.
- 30. Le trouble est de fait ou de droit.
- 31. Le trouble de fait suppose une entrave matérielle.
- 32. Il y a lieu à une action personnelle en indemnité lorsque la possession n'est point inquiétée.
- 33. Spécialement si le défendeur reconnaît la possession du demandeur.

¹ Lois des 18 juillet 1837, art. 55 ; — 10 mai 1838, art. 36 et 37.

34 à 39. Exemples.

40. Il n'est pas nécessaire que l'acte ait été fait sur le fonds du demandeur;

41. Ni que le préjudice soit actuel.

42-43. Un préjudice éventuel suffit.

44-45. Exemples.

46-47. Pas de complainte, s'il n'y a à craindre aucun préjudice;

48. Ou si le préjudice n'existe déjà plus.

49. Exemples.

50. Le trouble de droit résulte d'une sommation, d'une citation, etc.

51. D'une saisie-gagerie.

52. Résulte-t-il de la vente de l'immeuble par un tiers?

53. Une simple prétention verbale est insuffisante.

54. Le défendeur peut prendre pour trouble la citation en complainte.

55. Il en est autrement de l'assignation au pétitoire.

56-58. *Quid* d'un procès pétitoire ou possessoire contre des tiers?

59. Les actes de l'autorité ne sont point en général des troubles de droit.

60-62. Exemples.

63. De l'expropriation pour utilité publique.

64-65. *Quid*, si le maire agit comme directeur de la voirie et comme représentant de la commune?

66. *Quid* du commandement de déguerpir?

67-68. Du jugement d'adjudication sur saisie immobilière? Distinction.

69. Prétention à la propriété élevée devant un tribunal de répression.

70. Faut-il que l'acte soit de nature à faire acquérir la possession à l'adversaire?

71. La question de l'existence du trouble est à l'appréciation des juges du fond.

72. Peu importe la qualification donnée à l'action.

73. La complainte est une action réelle.

74. Ses différences avec la revendication.

75. Avec la réintégration.

76-77. La partie troublée a le choix entre d'autres actions.

26. Autrefois le mot *complainte* servait à désigner toutes les actions. Les vieux auteurs parlent de la *complainte en cas*

de propriété, en cas de gage, en cas de saisine et nouveleté¹.

27. Aujourd'hui cette expression ne s'applique plus qu'à l'action possessoire.

28. La possession matérielle de la chose, produit trois situations diverses :

Le détenteur devenu propriétaire exerce, quand il est desaisi, l'action en *revendication* ou l'action pétitoire ;

Le simple détenteur expulsé par voie de fait est spécialement protégé par la *réintégrande*.

Le détenteur, devenu possesseur annal, a, pour réprimer le trouble apporté à l'exercice de son droit, ou pour reprendre la chose entre les mains d'un tiers, la *complainte*.

29. Ainsi il y a lieu à cette dernière action toutes les fois que l'on est *troublé* dans une possession réunissant les caractères exigés par la loi². — La complainte est l'action possessoire proprement dite.

30. Le *trouble* est l'empêchement causé à la possession. — Il est de fait ou de droit.

31. Le *trouble de fait* a lieu lorsque des entraves réelles sont apportées à la jouissance : — Par exemple quand un voisin anticipe, en labourant, sur mon héritage ; — quand on enlève ma récolte, — quand on élaguemes arbres ou ma haie ; — quand on comble mon fossé, et généralement quand on se permet sur mon fonds un acte de maître.

32. Le *trouble de fait* ne résulte pas de la simple appréhension de la chose à laquelle il s'applique : la volonté de la posséder doit y être jointe³. — Par exemple, la coupe d'une certaine quantité de foin faite par un voisin, sans annoncer qu'il a l'intention de posséder le terrain sur lequel il

¹ Bélimé, n. 209.

² Voir notre CHAPITRE II, sect. 4.

³ Pothier, *Possession*, n. 39.

l'a faite, et en général le simple dommage aux champs, fruits ou récoltes de la part de celui qui n'a pas entendu agir comme possesseur légal, ne donne pas lieu à une plainte : dans cette action, on considère, le droit et non le fait de la possession. Elle a pour but d'obtenir une maintenue de la possession ; si la possession elle-même n'est pas troublée, il n'y a pas de motif pour l'intenter : c'est seulement le cas d'une action en dommages-intérêts ¹.

33. Toutefois, lorsque le demandeur se plaint d'un enlèvement de récoltes, quelques doutes pouvant exister sur l'intention du voisin, l'action en plainte serait valablement introduite contre lui. Si, devant le juge de paix, le défendeur déclare qu'il n'entend pas contester la possession, il sera donné acte de son aveu, et le juge statuera sur les dommages-intérêts, s'ils n'excèdent pas sa compétence². — Mais le juge de paix doit déclarer l'action non recevable si l'exploit même d'assignation suppose évidemment que la possession n'est pas contestée.

34. Un laboureur contourne sur le voisin lorsqu'il arrive en tête de son champ ; ce fait est généralement toléré, parce qu'il est nécessaire ; il ne pourrait donner lieu tout au plus qu'à une action pour dommages causés aux récoltes³.

35. Celui sur la propriété duquel avancent les *branches* des arbres du voisin, au lieu de demander à ce dernier de les élaguer, procède lui-même à cet élagage, commet une voie de fait passible d'une peine correctionnelle⁴. — Mais cet acte n'emporte pas de prétention à la propriété des arbres et n'est pas un trouble possessoire⁵.

¹ Argument, Code, art. 4382 ; Boitard, p. 425.

² Argument, rejet, civ., 21 avril 1834 ; D. 34, 214 ; Carou, n. 84.

³ Béline, n. 324.

⁴ Argument, Cassé, 15 février 1814 ; Dev.

⁵ Béline, n. 325.

36. Le locataire refuse de laisser faire à la maison les réparations dont elle a besoin; — il nie l'opportunité des réparations, sans prétendre à la possession de la chose; l'action possessoire n'est pas recevable.

Si le locataire soutient que le bail n'est pas expiré, ou qu'il y a eu tacite reconduction, — il y a lieu à une action personnelle, et non à l'action possessoire ¹.

37. Mais la complainte serait recevable, si le locataire prétendait lui-même à la propriété, par exemple si, à l'expiration du bail, il entendait se perpétuer dans la jouissance, en alléguant son droit de propriétaire ².

38. La complainte est recevable de la part du propriétaire d'un immeuble contre un tiers qui, malgré la résiliation de son bail, *prétend* avoir le droit de posséder cet immeuble en qualité de fermier, n'excipant que d'une possession à titre précaire, il n'y a réellement pas de trouble apporté à la possession du propriétaire; mais il existe un trouble de fait qui suffit pour motiver la complainte, lorsqu'il ne se borne pas à un acte isolé ³.

Il en est de même si le trouble résulte des usurpations du fermier d'un propriétaire voisin, sauf à lui à appeler ce dernier en cause ⁴.

39. Les travaux auxquels a fait procéder une commission administrative de dessèchement pour le curage de fossés appartenant à des particuliers, sur le refus de ceux-ci de les faire exécuter eux-mêmes, ne peuvent donner lieu à une complainte de la part de ces particuliers, lorsque leur possession n'est nullement déniée ⁵.

¹ Bérime, n. 328.

² Bérime, n. 326 et 327.

³ Rejet civ., 6 frimaire an XIV; Dev.

⁴ Rejet, req., 19 novembre 1828; Dev.; Merlin, *Répert.*, v° *Complainte*, 3, n. 6.

⁵ Rejet, req., 29 mars 1858; *Journal des Justices de Paix*, Art 1262.

40. Il n'est pas toujours nécessaire que l'acte ait été fait sur l'héritage du demandeur : — par exemple, j'ai un droit de passage ; le propriétaire du fonds servant se clôt ; — le maître d'un mur qui me joint y ouvre des fenêtres sans observer la distance voulue.

Un voisin fait procéder, sans mon consentement, et même malgré mon opposition, à une apposition de borne sur la limite d'un terrain dont il prétend avoir la possession¹, dans ces divers cas, il y a lieu à la plainte.

41. Peu importe que le trouble ne cause aucun dommage matériel, dès à présent appréciable. — Il suffit qu'il annonce, de la part du détenteur, l'intention d'acquérir la possession ou de la rendre équivoque en la personne du demandeur².

42. La plainte est recevable entre propriétaires dont les fonds bordent les rives opposées d'une rivière non navigable ni flottable, lorsque des travaux entrepris par l'un dans le lit de la rivière, sont de nature à porter, plus tard, trouble ou dommage à la propriété de l'autre ; par exemple lorsque ces travaux, en rétrécissant le lit de la rivière, exposent les terrains de la rive opposée à être dégradés par les eaux³.

43. De même le fait par le concessionnaire d'un droit de pêche, de placer sur le radier du pertuis d'un moulin un cadre garni de filets, malgré la résistance du possesseur de ce pertuis, indépendamment de tout autre préjudice causé, est un trouble qui justifie la plainte⁴.

44. Ce dernier arrêt est ainsi motivé : — « Attendu qu'il

¹ Casse, 27 août 1829; Dev.

² Pothier, *Possession*, n. 403; Béline, n. 315.

³ Casse, 1^{er} décembre 1829; Dev., Béline, n. 324.

⁴ Casse, 6 avril 1859, M. Aylies, rap., *Journal des Justices de Paix*, Art. 1444.

importe peu que le jugement attaqué affirme que l'entreprise dénoncée n'a pas occasionné de dommage matériel *dès à présent appréciable*, et que c'est à tort qu'il a fondé sur ce premier motif le rejet de la demande; qu'en effet le trouble contre lequel l'art. 23 précité ouvre le recours spécial de l'action possessoire dérive, indépendamment du dommage causé, du fait même et du fait seul de l'usage du fonds d'autrui, contre le gré de celui qui est légalement investi de la possession de ce fonds; qu'à ce titre, il est présumé propriétaire et peut ainsi, jusqu'au jugement du pétitoire revendiquer l'exercice de tous les droits conférés par l'art. 544 C. N., parmi lesquels figure incontestablement celui de résister à l'usage, quel qu'il soit, qu'un tiers voudrait faire de la propriété par lui possédée; que le principe, en ce point, est absolu et ne comporte ni exception, ni distinction. »

45. Donne encore lieu à complainte : — 1° Le trouble causé par une concession d'emplacement sur le littoral de la mer pour le lavage d'huitres, à la possession de claires à huitres précédemment établies ¹ ;

46. 2° Le fait par l'un des propriétaires de marais à défricher, d'entamer les travaux de défrichement, en coupant par exemple une digue dans son intérêt individuel ².

47. Mais il n'y a pas lieu à complainte s'il est établi que le demandeur n'a aucun préjudice sérieux à craindre pour l'avenir; — Que les travaux achevés sur le terrain du défendeur n'ont rien changé à l'état primitif des lieux ³. — Ainsi, le fait du riverain d'un cours d'eau d'avoir établi, le long de sa propriété, des fascines adossées contre la berge et plongeant dans le lit du cours d'eau, ne suffit pas pour autoriser le riverain opposé à former une complainte fondée

¹ Ord. Cons. d'Et., 21 août 1845; D. 46, p. 3, 33.

² Rejet, req., 4 avril 1842; D. 42, 240.

³ Rejet, req., 20 juin 1843; D. 43, 345; — M. Mesnard, rap.

sur ce que ces ouvrages, en défendant la propriété de celui qui les a faits, menacent la sienne d'inondation à chaque crue d'eau ¹.

Le propriétaire du fonds supérieur ne peut être tenu d'abandonner son héritage à une stérilité perpétuelle, ou à n'en jamais varier l'exploitation, parce que cette culture ou ces travaux apporteraient quelque changement dans le mode d'écoulement des eaux : les intérêts de l'agriculture ne peuvent être à ce point méconnus. Le propriétaire supérieur a nécessairement le droit d'aider et de diriger l'écoulement naturel ; seulement il ne peut imposer au fonds inférieur l'obligation de recevoir des eaux qui n'y seraient pas tombées sans la disposition naturelle du terrain.

Dans l'espèce, à l'aide d'un ponceau, le propriétaire supérieur avait donné aux eaux affluant sur son héritage une direction qui le mettait à l'abri de l'inondation et favorisait ses cultures ; il était dans son droit, pourvu qu'en agissant de la sorte, il n'aggravât pas d'une manière préjudiciable la condition du propriétaire inférieur ².

48. De même, un changement dans le mode d'exercice d'une servitude qui ne fait éprouver aucun préjudice au fonds assujéti ne peut servir de base à une action possessoire.

Spécialement le propriétaire sous le fonds duquel sont dirigées les eaux découlant de la voie publique, au moyen d'un égout ouvrant sous cette voie, n'est pas recevable à se plaindre de ce que, par suite de nouveaux travaux, les eaux, au lieu de se rendre dans l'égout à ciel ouvert, s'y trouvent en partie conduites souterrainement ³.

¹ Rejet, req., 41 décembre 1844 ; D. 45, 57. — M. Mesnard, rap.

² Observations de M. Mesnard, conseiller rap., *ibid.*

³ Rejet, req., 29 décembre 1858 ; *Journal des Justices de Paix*, Art. 1402.

Peu importe que, par suite des travaux exécutés sur le fonds supérieur pour l'utilité de son exploitation, le cours des eaux soit devenu plus abondant, si d'ailleurs le fonds inférieur n'en souffre aucun préjudice ¹.

49. L'ensemble des travaux qui avaient été préjudiciables n'existait déjà plus avant l'introduction de la complainte; une vanne et un aqueduc étaient restés seuls; le jugement attaqué décidait que l'état actuel des choses ne causait aucun trouble, aucun préjudice, qu'il ne nuisait en rien à la jouissance du demandeur; qu'il n'y avait rien de sérieux ou d'appréciable dans les craintes qu'il manifestait pour l'avenir, et que rien ne les justifiait.—On a refusé d'ordonner la destruction de travaux qui ne causaient au demandeur et ne pouvaient lui causer aucun dommage ².

Le propriétaire dont le terrain a été occupé par un entrepreneur de travaux publics (sans autorisation) n'est plus recevable à agir au possessoire depuis que cette occupation a cessé. — Il a seulement une action en réparation du dommage devant le conseil de préfecture.

50. Le trouble de droit peut résulter d'une sommation, d'une citation en justice ou d'un autre acte équivalent.

Ainsi je fais des préparatifs pour construire sur mon terrain, le voisin signifie : *à moi ou à mon fermier* ³ une sommation de m'en abstenir, prétendant avoir sur mon héritage la servitude *altius non tollendi*. Je puis agir en complainte.

51. — Un tiers se prétendant propriétaire de ma maison, fait une saisie-gagerie des meubles de mon locataire, ou lui

¹ Rejet, req. 34 mai 1848; D. 48, 455.

² Rejet, req. 4 août 1852; *Journal des Justices de Paix*, Art. 492. — M. Bayle Mouillard, rap.

³ Conseil d'Etat, 4 juin 1858, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4441.

⁴ Rejet. civ. 42 octobre 1844; Dev., Bêlme, n. 330.

signifie d'avoir à payer désormais entre ses mains. — Il com-met à mon égard un trouble de droit.

Même décision pour le cas où le fermier lui-même signifie au propriétaire qu'il ne lui payera plus les fermages, parce qu'il a découvert que le fonds lui appartient ¹.

52. On peut, en théorie, considérer comme un trouble de droit, la vente de l'immeuble possédé, consentie par un tiers, — ou la concession, d'une hypothèque sur cet immeuble. — Par ces actes quoique, non signifiés au possesseur, celui qui a vendu ou qui a consenti hypothèque a proclamé sa prétention à la propriété de l'héritage ², il a rendu la possession du détenteur moins paisible.

Mais cette vente, cette inscription nuisent plus au crédit du possesseur, qu'à la possession. Il aura donc plus d'intérêt à assigner l'adversaire devant le tribunal civil, soit en nullité de la vente, soit en radiation de l'inscription; en agissant ainsi, il parviendra plus directement à son but. Les dommages-intérêts qu'il obtiendra seront d'ailleurs plus considérables.

53. *Quid* si la prétention à la propriété, quoique se révélant au dehors, n'est accompagnée d'aucun acte agressif qui puisse inquiéter le possesseur pour sa jouissance?

Je publie que je suis propriétaire de votre fonds, que vous me l'avez vendu, que je vous le ferai rendre: nous doutons que ce soit un trouble donnant lieu à l'action possessoire ³. — Le fait de se vanter à tort d'avoir acquis les biens d'un individu justifiera seulement une action en dommages-intérêts ⁴.

54. La complainte formée contre une personne est un

¹ Bêlme, n. 330.

² Bourbeau, n. 346. — *Contrà*, Bêlme, n. 332.

³ Bêlme, n. 334.

⁴ Nîmes, 5 juin 1835; Dev. 36, 2, 252.

trouble de droit à sa possession : — le défendeur peut prendre la citation pour trouble et conclure reconventionnellement à être maintenu dans sa possession, avec défense à son adversaire de l'y troubler à l'avenir ¹.

55. Mais la complainte ne peut être intentée par le défendeur au pétitoire : l'assignation, dans ce cas, n'empêche pas la possession, qui subsiste pendant l'instance au pétitoire.

Spécialement la demande en partage formée par un copropriétaire contre le copropriétaire n'est point un trouble à la possession exclusive de ce dernier et n'autorise pas de sa part une action possessoire ².

56. Lorsque deux personnes se disputent mon héritage au pétitoire, je puis prendre ce fait pour trouble, former contre elles la complainte; le tribunal doit surseoir jusqu'à près le jugement de l'action possessoire.

On objecte que la chose jugée ne nuit et ne profite qu'à ceux qui étaient en cause. — Mais on répond avec raison : On ne pourrait opposer à ce tiers l'obligation d'intervenir dans l'instance pétitoire, comme demandeur intervenant, sans le priver du principal avantage que sa possession lui procure, celui d'être dispensé de toute preuve relativement à la propriété ³.

57. Deux personnes plaident au possessoire relativement à un héritage dont je crois avoir la possession : je ne dois pas former contre elles une nouvelle complainte, mais intervenir dans l'instance déjà engagée. De là la maxime : *complainte sur complainte ne vaut* .

¹ Bélime, n. 335; Carou, n. 707.

² Rejet, req. 25 avril 1842, *Journal de Procédure*, Art. 2384.

³ Argument, Parlement de Paris, 26 juin 1570; Charondas, livre 6, rép. 21 : Bélime, n. 336; Bourbeau, n. 349.

⁴ Bélime, n. 248.

Ce qui ne veut pas dire qu'après avoir succombé au possessoire, une personne ne puisse jamais se faire maintenir dans la possession qu'elle aurait conservée ou reprise depuis le jugement. — Autrement le jugement rendu au possessoire aurait un privilège que n'a pas le jugement au pétitoire, qui doit être exécuté dans les trente ans.

58. Le défendeur qui a succombé au possessoire est resté une année en possession depuis le jugement, il peut alléguer qu'il a acheté, qu'on lui a donné, qu'il est propriétaire; le juge du possessoire n'a pas droit d'en exiger davantage ¹.

59. Les actes de l'autorité publique ne peuvent, en général, servir de fondement aux actions possessoires.

Si l'autorité administrative agit dans les limites de ses attributions légales, il faut faire réformer sa décision par l'autorité administrative supérieure.

Si l'acte est en dehors des attributions de l'officier dont il émane, le propriétaire lésé peut refuser d'obéir, et le trib. de police doit se refuser à prononcer aucune peine contre lui.

Ainsi un maire, usant des pouvoirs que lui confère la loi du 24 octobre 1790, dans l'intérêt de la sûreté de la voie publique, ordonne la destruction d'un mur menaçant ruine, le propriétaire ne peut l'attaquer en complainte. Si l'arrêté a été pris sans nécessité, il faut en demander la réformation devant le préfet ².

De même, le fait de détruire une maison en cas d'incendie pourrait, selon les circonstances, donner lieu à des dommages-intérêts, mais ne motiverait pas une action possessoire ³.

¹ Bêlme, n. 219.

² Argument, rejet, crim. 16 décembre 1826; Dex. — Bêlme, n. 339.

³ Bêlme, n. 340.

⁴ Bêlme, n. 345 et 321; Argument, L. 7; D. *quod vi aut clam*.

60. On ne peut intenter la complainte pour trouble résultant de l'abornement et de l'apposition d'affiches, autorisée par la loi du 9 vent. an xiii, dans le but de rechercher les limites des anciens chemins vicinaux. Ces actes ont uniquement pour objet d'avertir les citoyens et de les engager à présenter leurs réclamations à l'autorité administrative, sauf à faire statuer ensuite par les tribunaux civils sur la propriété qu'ils se croiraient fondés à réclamer après la fixation définitive du chemin ¹.

61. Même décision pour un arrêté administratif qui étend à des terrains particuliers des travaux entrepris dans un intérêt public², — ou qui ordonne des travaux à une usine supérieure³. Celui qui souffre de ces travaux peut demander des dommages-intérêts à celui qui en profite.

Il n'y a pas lieu de surseoir jusqu'à ce que l'autorité administrative ait prononcé sur le recours contre l'arrêté préfectoral.

62. Le préfet a pris un arrêté pour déterminer la largeur d'un chemin vicinal; cet arrêté attribue *définitivement* au chemin la largeur fixée. — Il ne peut, sous ce rapport, servir de base à la complainte⁴.

Mais les riverains peuvent plaider au possessoire, et même au pétitoire, contre la commune, à l'effet de faire constater qu'ils étaient propriétaires de telle ou telle partie de terrain comprise dans le chemin et de réclamer une indemnité.

63. L'expropriation pour cause d'utilité publique ne peut donner lieu à la complainte⁵.

¹ Rejet, req. 26 décembre 1826; Dev.

² Rejet, req. 29 mai 1845; *Journal de Procédure*, Art. 4761.

³ Rejet, req. 49 août 1845; *Ibid.*, Art. 4740.

⁴ Trib. des conflits, 25 juillet 1854; D. 54, 3, 70; Bourbeau, n. 350.

⁵ Carou, n. 445.

64. Un maire prescrit l'enlèvement d'un dépôt de matériaux encombrant la voie publique.

Il agit tout à la fois comme directeur de la voirie et comme gérant des affaires de la commune; en cette dernière qualité, il manifeste une prétention à la propriété des terrains dont il ordonne le déblaiement.

Si le tiers contre qui l'arrêté a été pris se croit propriétaire de ces terrains, il peut se prétendre troublé dans sa possession, et s'il est cité devant le trib. de police, il doit lui être accordé un sursis pour faire vider cette question préjudicielle, d'abord au possessoire, et ensuite au pétitoire¹. Ainsi un procès-verbal dressé par un garde champêtre contre un propriétaire qui creusait un fossé le long de son champ, sous prétexte qu'il anticipait sur la commune, a été considéré comme un trouble de droit pouvant autoriser la plainte².

65. Donne lieu à la plainte le trouble apporté à l'exercice d'un droit de pâturage, en vertu d'un règlement de pâturage; ce règlement ne pouvant prévaloir sur les droits contrares légalement exercés par certains habitants.

Le jugement qui le décide ainsi ne porte pas atteinte à l'indépendance de l'autorité administrative³.

66. Le possesseur d'un immeuble reçoit commandement de déguerpir en vertu d'un jugement qui a déclaré un tiers propriétaire; il prétend n'avoir pas été partie dans le procès et déclare prendre le commandement pour un trouble de droit. Son action possessoire est-elle recevable?

Oui, si le porteur du jugement n'alléguait pas que le défendeur y eût été représenté⁴. — Ainsi j'ai avec Pierre le droit

¹ Curasson, t. 1, 60; Bélimé, n. 341.

² Casse, 10 janvier 1827; Dev.; Bourbeau, n. 350.

³ Rejet, civ. 7 juillet 1848; *Journal de Procédure*, Art. 4765.

⁴ Bélimé, n. 337 et 338.

de prendre de l'eau par la même vanne pour nos deux héritages. Le propriétaire du cours d'eau fait juger avec Pierre que cette servitude n'est pas fondée, et obtient du tribunal la destruction de la vanne ; s'il ne soutient pas que j'ai été représenté par Pierre, je pourrai agir au possessoire contre ce propriétaire.

67. Un jugement d'adjudication sur saisie immobilière ordonne à tous détenteurs de l'immeuble adjugé d'en délaissier la propriété et jouissance : — le saisi ne peut agir en complainte pour trouble apporté à sa jouissance par l'exécution de ce jugement : il doit se pourvoir contre le jugement lui-même s'il y a lieu ¹.

Même décision à l'égard des créanciers du débiteur parties à la saisie.

68. Mais la disposition de ce jugement ne porte aucune atteinte aux droits antérieurs qu'un tiers détenteur, non partie au jugement, pourrait avoir acquis sur cet immeuble. — Ce tiers, qui est en possession, et qui est troublé par la prise de possession de l'adjudicataire, n'est pas tenu d'agir au pétitoire et de revendiquer l'immeuble par voie de tierce opposition ; il peut agir en complainte ².

69. La prétention à la propriété, élevée devant un tribunal de répression comme moyen de défense, ne constitue pas un trouble autorisant la complainte ³. — Ou plutôt le demandeur eût dû prendre pour trouble le fait qui a motivé la poursuite.

70. Quelques-uns des actes ci-dessus énumérés pourraient être insuffisants pour interrompre une possession commencée. Mais ce serait une erreur que de ne regarder

¹ Argument, Merlin, *Qu. dr.*, v^o *Complainte*, § 4.

² Casse, 7 février 1849; *Journal de Procédure*, Art. 4343; — *Contrà*, Thomine, t. 2, p. 282.

³ Motifs, Casse, 20 janvier 1824; Dev.; Curasson, 2, n. 524, note 1.

⁴ Argument, Casse, 22 avr. 1839; S. 39, 366; Curasson, *ibid.*

comme trouble justifiant l'action possessoire que les actes susceptibles de faire acquérir la possession à celui qui les accomplit : il suffit que le fait soit de nature à inquiéter le possesseur. Ce dernier a un intérêt légitime à étouffer dans leur germe des prétentions qui s'enhardiraient de la tolérance du possesseur¹ — et qui enlèveraient à la possession son caractère paisible.

71. La question de savoir si tel fait constitue un trouble pouvant donner lieu à la complainte est en général abandonnée à l'appréciation exclusive des juges du fond.

Spécialement il n'y a pas ouverture à cassation contre un jugement du tribunal civil qui décide qu'une plantation de peupliers dans un pré, faite par le propriétaire, n'est pas un trouble à un droit de secondes herbes appartenant à un tiers sur ce pré².

72. Peu importe la qualification donnée à l'action par le demandeur, les juges du fond peuvent la considérer comme complainte dans le cas où elle en a tous les caractères, si le demandeur offre de prouver la possession annale. Dans ce cas, l'action ainsi convertie en complainte peut être déclarée mal fondée si la possession est déclarée insuffisante³.

73. La complainte est une action réelle : — elle a lieu contre toute personne qui usurpe ou détient la chose, indépendamment de toute idée d'obligation préexistante⁴. — Si l'usurpateur immédiat a vendu la chose, même à un acquéreur de bonne foi, celui-ci peut être attaqué par la complainte.

74. La complainte diffère de la revendication, en ce qu'on y conclut seulement à être maintenu dans la posses-

¹ Curasson, n. 523, note A ; Bourbeau, n. 316.

² Rejet, civ. 49 juillet 1825 ; Dev.

³ Rejet, req. 46 mai 1827, Dev. 47 nov. 1857 ; *Journ. des Justices de Paix*, Art. 4454.

⁴ Argument, C. pr. art. 3 ; Bérime, n. 240.

sion annale sans rien préjuger sur le fond du droit, — tandis que le demandeur en revendication conclut à être déclaré propriétaire, même contre celui qui a précédemment obtenu gain de cause au possessoire.

75. Elle diffère de la réintégrande, notamment en ce que cette dernière n'exige pas les mêmes conditions.

76. La complainte peut concourir avec d'autres actions :

Ainsi toutes les fois que la voie de fait a été dirigée contre le possesseur annal, ce dernier peut, à son choix, — ou former la complainte en articulant la possession annale et en demandant à y être maintenu, — ou simplement agir en réintégrande, en alléguant seulement qu'il détenait lors du trouble et qu'il a été déjeté par voie de fait. — Il pourrait même se pourvoir par la voie criminelle :

La suppression ou le déplacement d'une borne peut donner lieu, — soit à une action correctionnelle ¹; — soit à une action civile devant le juge de paix.

77. Le meunier qui élève son déversoir sans l'autorisation de l'administration et inonde les propriétés voisines, peut être cité, — soit en police correctionnelle ², — soit devant le juge de paix pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes ³, — soit devant le juge du possessoire ⁴.

Le gérant du moulin peut être condamné *personnellement* à des dommages-intérêts à raison de ce fait : il n'est pas recevable à opposer l'exception de mandat ⁵.

§ 2. — De la dénonciation de nouvel œuvre.

78. De la dénonciation de nouvel œuvre, — en droit romain;

79. Dans le vieux droit français;

¹ Code pénal, art. 456.

² Code pénal, art. 457.

³ En vertu de l'art. 5; Loi 25 mai 1838.

⁴ Rejet, req. 9 janvier 1833; Dev. 33, 322; Bélimé, n. 242.

⁵ *Même arrêt.*

80. Du temps de Charondas;
81. Silence de l'ordonnance de 1667 et des Coutumes;
82. Même silence de la loi de 1790 et du Code de Procédure;
83. Doctrine d'abord admise par la Cour de cassation.
84. Jurisprudence plus récente.
85. De la dénonciation de nouvel œuvre depuis la loi du 25 mai 1838.
86. Diffère-t-elle de la complainte?
87. En cas de nouvel œuvre, le juge de paix peut-il, doit-il ordonner la destruction des travaux terminés?

78. La dénonciation de nouvel œuvre, *operis novi nuntiatio*, a été empruntée au droit romain.

Toute personne possédant un fonds, même à titre de gage, pouvait s'opposer *extrajudiciairement*, c'est-à-dire sans l'intervention du magistrat, aux travaux commencés, constructions ou démolitions qui devaient porter atteinte à la liberté du fonds ou aux droits qui y étaient inhérents. — Cette opposition était faite devant les personnes présumées devoir en avertir l'auteur des travaux; on y constatait leur état d'avancement au moment de la dénonciation.

Le dénonçant obtenait ainsi une suspension provisoire des travaux pendant la durée de l'instance qu'il devait intenter pour faire reconnaître son droit. La dénonciation constituait en faute l'adversaire, dans le cas où celui-ci eût continué les travaux, à moins qu'il ne donnât caution de démolir après l'instance définitive. — Sans qu'il fût besoin d'examiner au fond si les travaux avaient été exécutés avec ou sans droit, la destruction en était obtenue au moyen d'un interdit restitutoire.

Si la terminaison des travaux avait précédé, la dénonciation devenait inutile.

79. La dénonciation de nouvel œuvre accueillie dans le vieux droit français, conserva d'abord son caractère extrajudiciaire.

80. Mais déjà, au temps de Charondas¹, elle n'est plus faite par les particuliers; elle n'a lieu que de l'autorité du juge. On peut, en donnant caution, être autorisé à continuer le nouvel œuvre; la continuation des travaux, sans la permission des magistrats, n'entraîne qu'une condamnation à des dommages-intérêts, à moins que l'intérêt public ne se trouve engagé. — Dès lors, la dénonciation de nouvel œuvre se confond avec la complainte. Elle peut être formée utilement depuis l'achèvement des travaux, dans l'année qui a suivi².

Une seule différence restait : celui à qui la dénonciation était faite pouvait parachever l'œuvre en donnant caution de remettre le tout dans son premier état, s'il était ainsi ordonné³; — mais cette dernière différence s'effaça, et la jurisprudence finit par refuser la continuation des travaux sous caution.

81. L'ordonnance de 1667, les Coutumes gardent le silence sur la dénonciation de nouvel œuvre.

82. Même silence dans la loi du 24 août 1790 et dans le Code de procédure.

83. Toutefois la Cour de cassation l'avait d'abord admise dans les conditions suivantes :

La dénonciation de nouvel œuvre ne pouvait être intentée qu'autant que les travaux seraient en cours d'exécution; — s'ils étaient terminés, le juge de paix ne pouvait être saisi et l'action pétitoire était la seule voie ouverte à la partie contre le préjudice résultant des travaux; — il fallait en outre que l'auteur du nouvel œuvre l'eût fait exécuter sur son propre fonds, de telle sorte qu'il nuisit à un droit de servitude ap-

¹ Le Caron, dit Charondas est mort en 1617.

² Boutellier; *Somme rurale*. liv. 4, titre 20.

³ Paris, 26 sept. 1439: Papon, *Arrests notables*, des complaintes, art. 8.

partenant à autrui. — Enfin le juge de paix ne pouvait ordonner la destruction des travaux exécutés avant la demande; il ne pouvait qu'ordonner leur suspension, sauf au demandeur à se pourvoir devant le juge du pétitoire pour en réclamer la destruction, s'ils avaient été pratiqués au préjudice d'un droit de servitude ¹.

Les juges seuls ont le pouvoir de commander et de se faire obéir. Les parties intéressées ont bien le droit de mettre leurs adversaires en demeure de faire ce qu'elles prétendent exiger d'eux; mais de pareils actes rendent seulement passibles de dommages-intérêts ceux qui n'y ont pas déferé lorsque la demande se trouve juste et bien vérifiée ².

La distinction entre la dénonciation de nouvel œuvre et la plainte se trouve encore dans les motifs d'un arrêt plus récent de la *chambre des requêtes* ³ ainsi conçu :

« Attendu qu'il s'agissait en droit d'une action possessoire en plainte, et non pas seulement d'une action en dénonciation de nouvel œuvre; — que par suite le jugement attaqué, en ordonnant, par voie interlocutoire, une expertise pour vérifier les faits allégués, et en faisant dépendre du résultat de cette vérification la solution de la question relative à la destruction des travaux commencés, n'a pas violé les principes qui régissent l'action en dénonciation de nouvel œuvre, non applicables à l'espèce. »

84. Antérieurement, la *chambre civile* de la Cour de cassation avait jugé que l'action pouvait être intentée devant le juge de paix, nonobstant l'*achèvement des travaux*, pourvu

¹ Tel est le résumé de la doctrine résultant des arrêts : rejet req. 45 mars 1826; 41 mars 1827; 5 mars 1828, Dev.

² Argument C. pr. 4044. Casse, 41 juillet 1820, Dev. Henrion, ch. 38; Favard, v° *Plainte*, sect. 3, n° 3; Merlin, Rép. v° *Dénonciation de nouvel œuvre*, § 3.

³ Rejet, req. 4 février 1856, *Journal des Justices de Paix*, Art. 839, — M. Poultier, rap.

que la demande fût formée dans l'année 1; et cette doctrine a été suivie, même avant la loi du 25 mai 1838 par la chambre des requêtes 2.

Dès lors la dénonciation de nouvel œuvre s'est trouvée en réalité confondue avec la complainte.

85. La loi du 24 mai 1838 a consacré *implicitement* cette jurisprudence, en classant la dénonciation de nouvel œuvre au nombre des actions possessoires, et en la soumettant, pour le *délai* dans lequel on doit l'exercer, aux mêmes règles que la complainte 3; dès lors il n'y a plus à distinguer entre le cas où les travaux s'effectuent sur le fonds même de celui qui les fait exécuter ou sur le fonds d'autrui.

86. Seulement la qualification de nouvel œuvre conviendra plus spécialement à l'action possessoire basée sur le trouble qui consiste dans un ouvrage duquel peut résulter un préjudice, surtout s'il n'est pas encore terminé 4.

La dénonciation de nouvel œuvre n'est donc plus qu'une variété de la complainte.

87. En cas de nouvel œuvre, le juge de paix doit-il se borner à ordonner la suspension des travaux; au contraire, peut-il, doit-il en ordonner la destruction?

Refuser au juge de paix le *droit* d'ordonner la démolition des travaux déjà exécutés, ce serait, contre le vœu de la loi, obliger le possesseur troublé dans sa possession, par suite de ces travaux, à agir de prime abord au pétitoire 5.

¹ Casse, 27 mai 1834, Dev. 34, 423; Casse, 23 juillet 1835, *Journal de Procédure*, Art. 513;

² Rejet, req. 5 févr. 1838, *ib.* Art. 4485.

³ En effet, l'art. 6, §1, dispose que les juges de paix connaissent :.... — « des dénonciations de nouvel œuvre, complaintes, actions en réintégrandes... et autres actions possessoires fondées sur des faits également commis dans l'année. »

⁴ Bourbeau, n. 295.

⁵ Argument rejet, req. 4 fév. 1836, *Journal des Justices de Paix*, Art. 839.

Un inconvénient analogue existe, mais avec moins d'intensité, dans le système qui laisse au juge du possessoire la faculté d'ordonner ou de ne pas ordonner la démolition des travaux, suivant les circonstances¹.

§ 3. — De la réintégrande.

88. Ce que c'est que la réintégrande.
89. Son origine.
90. Elle n'est pas soumise aux mêmes conditions que la complainte, — (Controverse).
91. Spécialement, il n'est pas nécessaire que le demandeur ait une possession annale et à titre de propriétaire.
92. L'exercice de la réintégrande suppose un acte de violence ou du moins une voie de fait.
93. Le demandeur en réintégrande a le choix entre l'action civile et l'action criminelle.
94. Cas où la réintégrande devient nécessaire après l'action criminelle.
95. Les réparations civiles donnent lieu à la contrainte par corps.
96. Le défendeur à la réintégrande peut, s'il succombe, intenter la complainte.

88. Cette action a pour but de faire réintégrer dans sa possession celui qui en a été dépossédé par voie de fait ou violence.

89. Elle répond à l'interdit *recuperandæ possessionis*.

Admise par les établissements de saint Louis, elle a été définitivement instituée par l'ordonnance de 1667, ainsi conçue : « Celui qui aura été dépossédé par violence ou voie de fait pourra demander la réintégration par action civile ordinaire ou extraordinaire, même par action criminelle; et s'il a choisi l'une de ces deux actions, il ne pourra se servir de l'autre, si ce n'est qu'en prononçant sur l'extraordinaire on lui réserve l'action civile. »

¹ V. par analogie rejet, civ. 2 décembre 1862. *Journal des Justices de Paix*, Art. 2409 et *infra* chap. VIII.

Ni la loi du 24 août 1790, ni le Code de procédure ne prononcent le mot de *réintégrande*; ce mot se trouve seulement dans l'art. 2060 Code Nap. et dans la loi du 25 mai 1838 : l'art. 6 de cette dernière loi place les *actions en réintégrande* parmi les actions possessoires.

90. La réintégrande existe-t-elle encore avec le caractère spécial que lui avait transmis le droit romain et que le droit canonique avait résumé dans la célèbre maxime : *Spoliatus ante omnia restituendus*? — ou bien l'exercice de la réintégrande est-il soumis aux mêmes conditions que la complainte?

Cette question a soulevé une grande controverse parmi les auteurs.

Ceux qui soumettent la réintégrande aux mêmes conditions que la complainte et notamment à la condition d'annalité, disent : — Les termes de l'art. 23 C. pr. sont généraux. Le Code ne fait aucune distinction entre les actions possessoires : il exige que celui qui les intente ait la possession annale; la réintégrande tient à un système de législation que la loi n'a point conservé.

Ceux qui distinguent la complainte de la réintégrande répondent :

La loi du 24 août 1790, en ne définissant point le caractère des actions possessoires confiées au juge de paix, se réfère par là même à l'ordonnance de 1667; aussi l'art. 2060 C. N. suppose-t-il l'existence de la réintégrande; l'art. 23 C. pr., n'est applicable qu'aux actions possessoires ordinaires, qui, étant fondées sur une jouissance civile et légitime, doivent présenter une possession annale publique, paisible et non précaire, et non à l'action en réintégrande,

Toullier, tome 11, n. 426; Vazeille, *Prescriptions*, 2, n. 708; Troplong, n. 303; Chauveau sur Carré, n. 407 bis; Boitard, 2, 453; Augier, 87; Thominé, n. 46; Rauter, n. 395.

qui, naissant d'une déposssession violente, a seulement pour but de rendre à celui qui a été dépouillé une jouissance matérielle et momentanée. Il serait contraire à l'ordre social que le demandeur, victime d'une violence ou d'une voie de fait, ne fût pas avant tout réintégré. Ces principes n'ont point été modifiés par l'art. 6, 1^o, de la loi du 25 mai 1838, qui dit avec juste raison que l'action en réintégrande doit être fondée sur des faits commis dans l'année, mais sans exiger que celui qui l'intente ait la possession annale.

Ce dernier système, d'ailleurs consacré par la jurisprudence de la Cour de cassation ¹ et par la plupart des auteurs ², nous paraît préférable.

L'un des rapporteurs de la loi du 25 mai 1838 disait à la séance de la Chambre des députés du 19 mars 1837 : — « Cet article attribue aux juges de paix la connaissance, à charge d'appel, des actions possessoires dont il donne, à l'aide de la jurisprudence, une explication plus complète que celle de la loi du 24 août 1790. » — Or, avant 1838, la jurisprudence de la Cour de cassation était déjà fixée en faveur du second système.

Le principe que l'on ne peut par la violence se donner à soi-même une position meilleure, trouve plusieurs applications dans nos lois ³.

¹ Rejet, req. — 40 nov. 1819, 28 décembre 1826; Dev.; 4 juin 1835, Dev. 35, 443; Casse, 10 nov. 1835; 19 août, 1839; *Journal de Procédure*, Art. 4960; rejet, req. 8 juillet 1845, D. 45, 404; Cass. 23 nov. 1847, D. 47, 33; rejet, req. 40 août 1847, *Journal de Procédure*, Art. 3913; Casse, 2 juillet 1862, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2075.

² Henrion de Pansey, *Compétence*, ch. 52. Pigeau, t. 2, p. 509; Duranton, 4, n. 246; Garnier, p. 42; Proudhon, *Domaines*, 2, n. 490; Daviel, 4, n. 470; Bourbeau, n. 284 et suivants; Dissertation de M. Denier, insérée dans notre *Journal des Justices de Paix*, Art. 89.

M. Bérime, n. 374, admet la réintégrande, mais la considère comme une action *in personam* dérivant d'un délit, et non comme une véritable action possessoire.

³ Code forestier, art. 482.

Enfin, la maxime, *Spoliatus ante omnia restituendus* a été admise dans plusieurs Codes modernes ¹.

91. Le demandeur en réintégrande n'est donc pas obligé de prouver la possession *annale*.

Il n'est pas même obligé de prouver un commencement de possession civile, c'est-à-dire de possession à titre de propriétaire.

Le fait d'une *détention* matérielle lui suffit; le fermier a le droit d'agir en réintégrande ².

92. Pour la complainte, il suffit d'être troublé dans sa possession. Celui qui l'intente peut être encore possesseur de fait et de droit, tandis que, pour la réintégrande, il faut qu'il y ait eu dépossession par violence ou voie de fait.

Ainsi, il y a lieu à complainte, et non à réintégrande : — si mon voisin, pour faire acte de possession, s'est emparé des fruits ou récoltes de mon champ, s'il a arraché la borne de nos deux héritages, s'il a planté des arbres en deçà de la distance voulue, s'il a curé un fossé mitoyen ou tondu la haie qui nous sépare. Dans tous ces cas, en effet, il n'y a point expulsion, mais simple trouble à la possession ³.

93. Les actes violents et arbitraires qui mettent en mouvement la réintégrande en font une mesure d'ordre et de paix publics, espèce d'action *quasi ex delicto*.

Le demandeur en réintégrande a le choix entre l'action civile et l'action criminelle ⁴.

La voie de fait peut être punie des peines portées par les art. 437 et 444 C. pén. ⁵. — Et la violence, si elle a existé,

¹ Codes hollandais, art. 609; genevois, art. 261.

² V. *infra*, chap. IV.

³ Boitard, 424 à 426.

⁴ V. Code pénal, art. 434, 449 et 456.

⁵ Motifs, rejet, req. 28 décembre 1826; Dev.

de celle des art. 309 et suiv. — La disposition de l'art. 605 Code de brum. an iv, qui rendait passible des peines de simple police l'auteur de rixes, voies de fait et violences légères, pourvu qu'il n'eût blessé ni frappé personne, n'a pas été reproduite dans le Code de 1810.

94. Le tribunal correctionnel ne peut ordonner la réintégration du possesseur expulsé : il n'a qualité que pour punir la voie de fait.

L'ordonnance de 1667, qui le permettait, doit être considérée comme abrogée ¹.

Si la partie civile éprouvait de la difficulté pour rentrer dans l'héritage, elle devrait agir en réintégrande devant le juge de paix ².

95. Les réparations civiles donnent lieu à la contrainte par corps ³.

96. Celui qui succombe dans la réintégrande peut, à son tour, intenter la complainte, s'il avait auparavant le droit de possession; elle est préjudicielle à l'action en complainte, comme celle-ci est préjudicielle à l'action pétitoire ³.

La restitution, suite de la réintégration, ne peut être que *provisoire*; dès lors elle ne suppose pas une possession caractérisée pour acquérir.

¹ Bérime, n. 392.

² V. Code civil, art. 2060, et *infra*, chap. VIII.

³ Argument, motifs, 4 juin 1835; Palais, 27, 273; Henrion, ch. 52; Carou, n. 69.

CHAPITRE II.

DES CONDITIONS REQUISES POUR L'EXERCICE DES ACTIONS POSSESSOIRES.

97. La possession *annale* est nécessaire, mais suffit, pour l'exercice de la complainte, — à la différence de la prescription qui exige une durée de 10, 20 ou 30 ans ¹.

Au surplus la possession du demandeur en complainte doit réunir les conditions requises pour la prescription ¹.

Il faut ce qu'on appelle une *possession civile*, c'est-à-dire une possession : — 1° continue et non interrompue ; — 2° paisible ; — 3° publique ; — 4° à titre de propriétaire ; — 5° non équivoque.

SECTION I. — Des conditions requises pour l'exercice de la complainte.

§ 1. — Possession continue et non interrompue.

SOMMAIRE.

- 98. Ce que c'est que la possession continue.
- 99. Elle se conserve par l'intention.
- 100. Mais elle cesse s'il y a abandon.
- 101. Différence entre la possession continue et la possession non interrompue.
- 102. L'interruption est naturelle ou civile.
- 103. L'interruption naturelle est la dépossession de fait.
- 104. Exemple.
- 105. Le trouble immédiatement réprimé n'interrompt pas la possession.
- 106. On peut posséder par soi ou par son représentant.
- 107. Spécialement par le fermier.
- 108. Interruption civile. Renvoi.

98. La possession continue est celle qui s'est exercée

¹ C. pr. 23. — Code, art. 2262 et 2263. — 2229.

régulièrement, sans intermittences anormales. — Il ne s'agit pas d'une continuité rigoureusement absolue ; on ne peut pas exiger des actes de possession répétés à chaque instant. — J'ai labouré mon fonds, je l'ai ensemencé, j'en ai fait la récolte. On aurait tort de prétendre que ma possession n'est pas continue, sous prétexte qu'elle ne s'est exercée que par intervalles ¹.

Les terres en jachère dans leur année de repos ne reçoivent d'ordinaire qu'un labour ; cet acte unique de culture suffit pour établir la possession.

Il n'est même pas toujours nécessaire que les actes soient répétés chaque année.

Une possession peut, d'après la nature du fonds, être continue, quoiqu'elle ne se soit exercée qu'à des intervalles de plusieurs années.

La continuité consiste ici dans la jouissance, quelle qu'elle soit, dont la chose se trouve être susceptible ².

99. Lors même que le possesseur n'a fait aucun acte nouveau de jouissance, il est censé avoir conservé la possession *animo solo*, tant que la chose n'a été appréhendée par personne.

Mais s'il paraît que l'immeuble est resté longtemps abandonné, on peut y voir un abandon tacite de la possession.

100. Celui qui abdique sa possession, soit par une renonciation formelle, soit par l'abandon tacite et présumé qui résulte de la cessation prolongée de tout acte de maître, en perd définitivement le bénéfice, de sorte que, quand même il ressaisirait plus tard l'héritage, il y aurait lacune entre ses deux possessions ³.

¹ Bérime, n. 57 ; Bourbeau, n. 325.

² Marcadé, *Prescription*, p. 83.

³ Bérime, n. 57.

101. *Continue et non interrompue* ces mots ne sont pas synonymes.

La discontinuation de la possession consiste dans les intermittences que le possesseur apporte à la jouissance régulière de la chose.

L'interruption est un fait qui provient d'un tiers et qui paralyse la possession.

La possession discontinue a toujours subsisté tout en procédant irrégulièrement et par intervalles. — La possession interrompue est celle qui a cessé d'être à un moment donné.

Dans les deux cas l'effet est le même, le bénéfice de l'ancienne possession est perdu ¹.

102. L'interruption peut s'accomplir ou naturellement ou civilement ².

103. Il y a interruption *naturelle* : — 1° Lorsque le possesseur est privé de sa possession, soit par le propriétaire, soit par tout autre, et qu'il reste un certain temps, sans agir pour s'y faire réintégrer ; — 2° lorsqu'il renonce lui-même à sa possession, en abandonnant à la fois et la détention matérielle et l'*animus domini* ³.

104. J'ai cultivé un champ et j'y ai fait divers actes de maître depuis neuf mois. — Mais au moment de la maturité des grains, un autre ressaisit la possession et enlève la récolte. — Lors même que je recommence à cultiver l'année suivante, je ne pourrai me prévaloir de ma première possession qui a été interrompue si je suis troublé de nouveau ¹.

105. Si j'ai déjà la possession annale au moment où un autre veut rentrer en possession, un seul acte de sa part ne

¹ Bérime, n. 58.

² Code, art. 2242.

³ Bérime, n. 59.

suffirait pas pour causer l'interruption ; cet acte serait un simple trouble que je ferais réprimer par la complainte. — Pour que ma possession annale soit interrompue, il faut que l'autre dure elle même une année ¹.

L'ancien possesseur et le nouveau ont fait tous les deux des actes de jouissance, cherchant à se dépouiller réciproquement. — Ce nouveau possesseur fréquemment interrompu en fait n'aura pas la complainte.

106. Il est indifférent qu'on ait joui par soi-même ou par un tiers qui possède pour vous et en votre nom, comme un fermier.

Toutefois la possession ne résulte pas, au profit d'un propriétaire, d'actes exercés par son métayer ou son terrassier sur le terrain d'un tiers, alors que, sur la demande de celui-ci contre les auteurs de ces actes, ils ont été réprimés ; et c'est à tort que le propriétaire prétendrait que, représenté par son métayer dans la perpétration de ces actes, il n'a pu l'être dans les poursuites dirigées contre eux ².

107. En matière possessoire, le fermier représente activement et passivement le bailleur et ce qui est fait avec le fermier, même à l'insu du propriétaire, profite ou nuit à celui-ci, comme si cela avait été fait avec lui-même ³.

108. Il y a interruption civile : — 1° Lorsque des poursuites judiciaires sont exercées contre le possesseur ; —

¹ Argument, Code, art. 2243 ; Troplong, 2, n. 542 ; Bélimé, 64 ; Carou, n. 675.

² Casse, 31 août 1842 ; Dev., 42, 847.

³ Argument, Code, art. 4768 ; C. pr. 23 ; Rejet, civ. 12 oct. 1814 ; Dev. ; Merlin, *Répertoire*, v° *Possession*, § 4 ; Chauveau, n. 409 ; Garnier, p. 90 ; Carou, n. 493 ; Devilleneuve, 4842, 4, 847 à la note. — *Contrà*, Bélimé, n. 443. — Cet auteur distingue entre le trouble de fait et le trouble de droit. — V. au surplus *infra*, n° 707 et suiv.

2° Lorsque le possesseur reconnaît le droit de son adversaire. — V. d'ailleurs, *inf.*, n. 258 et 259.

§ 2. — De la possession paisible.

SOMMAIRE.

- 109. La possession peut être non paisible sans être violente.
- 110. La contradiction vicie la possession.
- 111. Toutefois, le possesseur peut repousser la force par la force.
- 112. Une contrainte morale peut suffire.
- 113. *Quid* si la violence n'a porté que sur le contrat?
- 114. Peu importe que les actes aient été dirigés contre le fermier.
- 115. *Quid* si les actes émanent d'un tiers?
- 116. La possession s'apprécie en général à son origine.
- 117. Le vice de violence est relatif.
- 118. Un acte délictueux n'est pas utile.
- 119. Pas même pour conserver la possession.
- 120. Cas où le délit se perpétue.
- 121. La possession violente ou délictueuse devient utile dès que la violence ou le délit a cessé.

109. Une possession paisible est celle qui n'est ni violente, ni violentée.

Il ne faut pas confondre la possession non paisible avec la possession violente. — Une possession peut échapper au reproche de violence et cependant n'être pas paisible ¹.

110. La possession paisible est exclusive d'une possession troublée par des contradictions de fait souvent réitérées ou fondée sur des actes de violence ².

111. Mais quelques réclamations isolées et réduites au silence, quelques voies de fait repoussées par des voies de fait contraires, sont insuffisantes pour faire perdre à la pos-

¹ Troplong, 4, p. 554; Carou, n. 678.

² Vazeille, *Prescription*, n. 43,

session le caractère de paisible qu'elle avait auparavant ¹.

112. Une simple contrainte morale, des menaces, peuvent faire réputer la possession violente. — Par exemple : le précédent possesseur prouve par des lettres ou par des témoins qu'on l'a menacé d'attenter à ses jours ou d'incendier sa maison s'il n'abandonnait pas la possession de tel héritage ². — Cette appréciation est abandonnée à la sagesse du juge.

113. Si la violence a porté, non sur la prise de possession elle-même, mais sur le contrat translatif de propriété, en vertu duquel l'acheteur est entré en jouissance, la vente, la transaction seront rescindables, mais la possession n'est pas violente ³.

114. Il n'y a pas à distinguer si ces voies de fait ont été dirigées contre le possesseur, contre son fermier, ses ouvriers, ses enfants, ou même contre l'hôte qui habite momentanément sa maison.

A l'inverse, celui au nom de qui la violence a été employée est censé l'avoir employée lui-même ⁴.

115. Mais peu importent les voies de fait commises pour éloigner le propriétaire de son héritage, si celui qui a pris possession n'en est pas le complice. Je suis entré dans votre héritage paisiblement; un autre avait employé des voies de fait pour vous en chasser. Vous avez contre ce tiers une action en dommages-intérêts, mais ma possession n'en est pas moins paisible ⁵.

116. En général, on se reporte à l'origine de la possession pour en apprécier le caractère.

¹ Troplong, *Prescription*, n. 350.

² Bélimé, n. 32.

³ Troplong, 4, 624.

⁴ Bélimé, n. 35.

⁵ Pothier, *Possession*, n. 96; Boitard, 436; Bélimé, n. 52. — *Contrat Augier*, 79.

Toutefois, la possession acquise par violence, ne reste pas perpétuellement vicieuse ; dès que la violence a cessé, elle devient utile pour prescrire¹ ; après une année révolue elle peut procurer la complainte.

117. Une possession interrompue ou discontinuée est telle par rapport à tous ; quiconque vient alors agir contre ce possesseur est recevable à lui opposer ce vice de sa possession.

Au contraire, la possession non paisible ne peut être critiquée que par celui qui a pratiqué ou subi la violence.

Le vice de la violence pratiquée ou subie par ce possesseur, et qui rend la possession non paisible et dès lors inefficace, est purement relatif ; — à la différence de l'interruption et de la discontinuité dont l'effet est absolu².

Quand la possession acquise paisiblement dans le principe a été retenue par violence, il faut distinguer : si c'est malgré les continuelles entreprises d'un voisin qui la contestait, que cette possession a été retenue, elle est censée violente ; il en est autrement si c'est contre un tiers dont l'agression passagère a été repoussée.

118. La possession *délictueuse* n'est point utile ; il est impossible que la loi y attache la complainte : elle récompenserait d'un côté ce qu'elle punirait de l'autre. Ainsi l'usager qui a joui sans délivrance préalable n'est pas recevable à invoquer la prescription ; cette jouissance constitue un délit punissable correctionnellement.

Le fait d'avoir établi sans l'autorisation du préfet, un barrage sur un cours d'eau, pour faciliter le roulement d'une usine ou dans tout autre but, n'est le fondement d'aucune prescription contre les tiers qui en souffrent : la loi pro-

¹ Argument, Code, art. 2233 ; Aulanier, d. 50 ; Troplong, n. 419 ; Boitard, 436 ; Carou, 684 ; Bélimé, n. 36.

² Marcadé, p. 88.

nonce contre ce délit une amende égale aux dommages-intérêts accordés aux propriétaires à qui ces travaux auraient nui ¹.

119. Un acte délictueux a-t-il pour effet d'interrompre la prescription au profit de celui qui le commet? L'usager qui, pendant les trente dernières années, a pris son appor tionnement de sa propre autorité, ne fût-ce qu'une fois, a-t-il conservé son droit ²?

Pour l'affirmative on dit : les actes extérieurs nécessaires à la conservation d'un droit acquis n'ont pas besoin d'être aussi fréquents et aussi irrécrochables que ceux qui sont exigés pour faire acquérir un droit qu'on n'a pas ³.

Pour la négative on répond avec raison : un acte nul ne peut produire aucun effet légal ⁴.

Spécialement les faits de possession d'un village, qui repousse l'exception de prescription d'un droit d'usage (par non-jouissance) doivent être des faits de communauté, et des actes de particuliers; ils doivent n'avoir aucun caractère d'abus, de délit ou de voie de fait ⁵.

120. Un usager qui entre en jouissance, exploite une coupe de forêt, sans délivrance préalable; un propriétaire d'usine qui élève le niveau sans autorisation, — violent la loi à chaque instant. Leur possession n'est qu'un délit prolongé : un pareil état de choses ne peut jamais fonder un droit.

121. Mais une possession délictueuse au début peut quelquefois se purger de cette tache originelle. Ainsi les voies de fait employées pour occuper un héritage sont un délit, mais la possession devient utile à partir du moment

¹ Code forestier, 79, 492, 493; Casse, 40 janv. 1838; Dev., 38, 464; Béline, n. 73.

² Loi 28 septembre 1791, art. 46.

³ Troplong, *Prescription*, 4, n. 264.

⁴ Casse, 9 mai 1822, 40 janvier 1838; Dev., 38, 464; Béline, n. 76.

⁵ Casse, 6 février 1833; Dev., 33, 464.

où la violence a cessé. Le commencement de la possession est seul vicieux ; les faits ultérieurs de jouissance paisible n'étant plus des délits fondent une possession valable ¹.

Celui qui abat une portion de forêt, croyant en être propriétaire, n'a pas une possession délictueuse, la jouissance qui en résulte procurerait la plainte :

Mais l'usager ne peut alléguer la bonne foi, en prétendant qu'il ne savait pas être obligé à demander la délivrance : nul n'est excusable d'avoir ignoré la loi ².

§ 3. — *De la possession publique.*

SOMMAIRE

- 122. Exemples de possession publique.
- 123-125. Actes clandestins.
- 126-127. Actes commis la nuit ou en cachette.
- 128-129. Faut-il distinguer si les actes ont été ou non connus de l'adversaire.
- 130. S'agit-il seulement de conserver la possession ?
- 131. Des anticipations successives.
- 132. La clandestinité est-elle purgée dès que la possession devient publique ?

122. La possession est publique lorsqu'elle est non clandestine, *au vu et su de tous ceux qui l'ont voulu voir et savoir.*

La possession publique n'est pas celle *qu'on a vue*, mais celle *qu'on a facilement pu voir.*

Il importe fort peu que le propriétaire auquel s'oppose ma possession l'ait connue ou ignorée en fait. La question est uniquement de savoir s'il a facilement pu la connaître,

¹ Bélimé, n. 74.

² Bélimé, n. 75.

si les choses étaient bien visibles, si je ne me suis pas caché de lui, s'il doit s'imputer de ne l'avoir point connue.

J'avais une fenêtre sur une cour fermée appartenant au voisin, il ne serait pas bien fondé à prétendre que ma possession n'est pas publique sous prétexte qu'elle n'était pas à la connaissance de tout le monde ¹.

123. Des fouilles souterraines faites dans la propriété du voisin ne sauraient servir à celui qui les a faites; ni à ses successeurs ².

124. Le voisin adosse à mon mur une construction, ou y pratique des trous pour y enfoncer ses poutres, sa possession est clandestine : je ne pouvais pas ouvrir des jours pour examiner s'il ne se permettait rien de contraire à mes droits ³.

125. S'il s'agit de travaux dangereux ou insalubres, pratiqués près du mur d'autrui, comme de puits, de fosses d'aisances, d'amas de matières corrosives pour lesquels on n'a pas pris les mesures de précaution prescrites par l'art. 674 du Code, la possession sera presque toujours clandestine ; celui qui les a faits ne peut se prévaloir de la possession annale pour repousser l'action du voisin qui en éprouve un préjudice ⁴.

126. Des actes exercés la nuit, eussent-ils eu pour spectateurs un grand nombre de personnes, ne pourraient être réputés des actes publics ⁴.

127. Les actes de possession quoique connus du propriétaire seront réputés clandestins si leur auteur s'est caché pour les commettre, de telle sorte qu'on ne sût à qui les attribuer : l'auteur est venu pendant la nuit tondre ou faucher un

¹ Bélime, n. 38 ; Marcadé, p. 89.

² Coutume d'Orléans, art. 253 ; Pothier, *Prescription*, n. 37 ; Parlement, Paris, 16 juin 1755 ;

³ Bélime, n. 39,

⁴ Carou, n. 667.

pré, la précaution qu'il a prise indique un délit dont il veut dérober la trace, plutôt qu'un acte de possession, exercice libre et public du droit de propriété ¹.

128. Le vice de clandestinité est relatif à ceux envers lesquels, il a existé et ne saurait être invoqué par ceux auxquels le possesseur n'a pas caché ses actes de possession.

Un propriétaire, pour agrandir sa cave, en creuse une sous la maison voisine. Si l'existence de cette cave se manifeste par des portes, soupiraux ou autres signes facilement visibles pour tous, personne ne pourra lui opposer la clandestinité ;

Si rien, au contraire, n'en révèle extérieurement l'existence, la possession sera clandestine pour tous. Enfin, si un indice très-apparent a été placé de manière à pouvoir très-bien être vu de tel voisin et à ne pouvoir pas l'être de tel autre, la possession sera publique pour le premier et clandestine pour le second ².

129. Il y a deux choses à distinguer, dans les faits de possession : si ces faits ont été publics, ils suffisent, même alors que la personne intéressée à les combattre ne les a pas connus, et à l'inverse s'ils ont été connus de celle-ci, ils suffisent, même alors qu'ils n'ont pas été publics.

130. On fait une autre distinction : — s'agit-il de la possession à l'effet d'acquérir ou de la possession à l'effet de conserver ? Les actes qui caractérisent la première doivent être plus significatifs et plus manifestes que ceux qui servent à établir la seconde ³.

131. Les usurpations de terre commises graduellement par le voisin en labourant sont-elles clandestines ? Pour la

¹ Bérime, n. 40.

² Bérime, n. 39 ; Marcadé, p. 88.

³ Carou, n. 668 ; Garnier, p. 462.

⁴ Carou, n. 669.

négative, on dit : — une usurpation qui s'est opérée à la vue de tous ne saurait être réputée clandestine, par cela seul qu'elle a été graduelle. On ne saurait à quelle limite commencerait la faculté de prescrire. Une faible vigilance suffit pour reconnaître le retournement des terres et prévenir les moindres anticipations. — Presque toujours, les contenance indiquées dans les anciens titres sont inexactes ; rien n'est plus variable que les résultats obtenus par les arpentages. Il ne faut pas donner toute l'autorité aux titres et rien aux jouissances longtemps respectées. La possession est ordinairement le meilleur interprète des titres. Elle supplée à leurs inexactitudes ; elle crée un ordre de choses respectable ¹.

Pour l'affirmative on répond avec raison : — une semblable possession n'est point continue ; elle est trop variable et trop mobile ; — Elle n'est point publique : car l'usurpation commise en labourant est imperceptible ; il est bien rare qu'un propriétaire sache assez parfaitement où est la limite de son héritage pour remarquer si son voisin commet quelque anticipation. — Elle est équivoque : en effet comment connaître l'époque de sa naissance, ses progrès, sa fin ? Une telle possession ne peut donc servir de base à la prescription ².

132. Pour savoir si une possession est publique faut-il se reporter uniquement à l'origine de la possession ?

Pour l'affirmative on dit : — Le but de la loi en exigeant la publicité, c'est que le propriétaire puisse connaître l'agression dirigée contre lui. Ce but est rempli lors même

¹ Bélime, n. 44 ; Dalloz, n. 484 ; Troplong, n° 352.

² Argument, Coutume de Paris, art. 415 ; Coutume d'Orléans, art. 253, Coutume de Troyes, art. 64 ; Paris, 30 nov. 1813, 28 fév. 1824 ; Pardessus, n. 426 ; Fournel, *Voisinage*, p. 443 ; Aulanier, p. 428 ; Curasson, 2, p. 42.

que la jouissance du voisin, d'abord publique, cesserait d'être matériellement visible. La publicité primitive de la possession peut réfléchir sur toute sa durée ¹.

Il nous paraît plus équitable de décider que la possession qui cesse d'être clandestine devient utile, tandis que celle qui perd le caractère de publicité qu'elle avait d'abord ne peut plus servir pour la complainte ². L'art. 2229, en exigeant d'ailleurs que la possession soit publique, veut par là même qu'elle le soit pendant le temps nécessaire pour acquérir un droit ; mais il ne demande rien de plus.

§ 4. — *La possession doit être à titre de propriétaire.*

SOMMAIRE.

- 133. Quand la possession est à titre de propriétaire.
- 134. Cette possession se présume.
- 135. Exemples de possession à titre précaire.
- 136. Le vice de précarité peut-il être opposé par tous ?
- 137. La possession à titre de propriétaire résulte d'un titre translatif de propriété.
- 138. *Quid* si le titre est nul ou seulement rescindable ?
- 139. Si le détenteur a plusieurs titres ?
- 140. La bonne foi n'est pas nécessaire ;
- 141. Peu importe que le titre n'émane pas du véritable propriétaire.
- 142. On considère la possession à son origine.
- 143. La possession continue d'être vicieuse entre les mains des successeurs universels.
- 144. Il en est autrement des successeurs à titre particulier.
- 145. Comment la possession peut être intervertie.
- 146. Ces actes de contradiction doivent être directs et formels.
- 147. Une protestation suffit-elle ?
- 148. L'appréciation des actes appartient au juge du possessoire.
- 149. Peu importe que l'interversion provienne du fait de la loi.

¹ Pothier, *Possession*, ch. 4, § 18 ; Analogue, Favard, *vo* *Complainte*, sect. 4, § 2 ; Bérime, n. 44

² Argument, Code, art. 2233 ; Troplong, 4, n. 387.

150. La détention d'un bien du domaine public est précaire.

151. Mais les tiers ne peuvent se prévaloir de ce vice.

152-154. Exemples.

133. Le possesseur n'est pas seulement celui qui possède étant propriétaire ou du moins se croyant propriétaire, c'est encore celui qui, sachant très-bien qu'il ne l'est pas, entend posséder et possède comme s'il l'était.

L'usurpateur d'un terrain le possède à titre de propriétaire et *animo domini*, tout aussi bien que celui qui l'aurait légitimement acheté et payé.

134. Exercer des actes de possession, c'est en général agir en maître. — On est toujours présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire, c'est au défendeur qui conteste l'efficacité de ces actes à faire preuve du vice de précarité dont ils sont entachés ¹.

135. Une possession à titre précaire ne donne pas lieu à la complainte. Cette action ne peut être exercée par le dépositaire, ni par l'antichrésiste ², ce dernier a seulement, lorsqu'il est troublé, une action en garantie contre le propriétaire, qui est obligé de le faire jouir et une action en dommages-intérêts contre l'auteur du trouble ³.

136. La précarité est un vice absolu qui peut être opposé non pas seulement par celui dont le détenteur précaire tenait son droit et pour lequel il possédait, mais par tous autres. — Celui qui a détenu la chose comme locataire, dépositaire, etc., ne possédait pas, c'est le locateur, le déposant ⁴. — V. toutefois *infra*, n. 145

137. La possession à titre de propriétaire est basée sur

¹ Argument, Code, art. 2230.

² Code, art. 2229 ; C. pr. art. 23.

³ Code, art. 1726, 1727 ; — 1382, 1383.

⁴ Code. art. 2235.

un titre translatif de propriété tel qu'une vente, un échange, une donation.

138. La possession n'est pas civile, mais simplement naturelle si elle est fondée sur un titre nul en la forme; par exemple une donation entre-vifs faite par acte sous seing privé, une vente sous seing privé en un seul original, elle ne produit pas d'effet. *Melius est non habere titulum quam habere vitiosum*.

Ces fins de non-recevoir ne peuvent être invoquées contre le possesseur, si son titre n'est pas nul de droit, mais seulement susceptible de rescision ¹.

139. Celui qui a plusieurs titres est censé posséder en vertu de celui qui lui est avantageux. A défaut de titre, c'est la qualité que le détenteur a prise dans les actes d'administration qui détermine le caractère de sa possession.

140. Toutefois, il faut se garder de confondre la possession qui donne lieu à la complainte avec la possession de bonne foi, à l'aide de laquelle on peut prescrire la propriété par dix ou vingt ans ². Il en est de la possession annale comme de la prescription trentenaire, qui n'a pas besoin d'être fondée sur la bonne foi et le juste titre ³.

Le défendeur à la complainte n'est pas recevable à faire preuve de la mauvaise foi du demandeur en complainte ⁴.

141. Peu importe que le titre n'émane pas du véritable propriétaire.

142. En général on considère la possession à son origine. Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire ⁵.

¹ Argument, Toullier, 7, p. 624.

² Codé, art. 2265.

³ Pothier, *Possession*, n. 95; Observation de M. le conseiller rapporteur lors de l'arrêt du 26 juin 1822; Dev.

⁴ *Journal des Justices de Paix*, art. 654.

⁵ Code, art. 2231.

143. La possession qui est précaire entre les mains d'un individu, continue à rester telle entre les mains de ses héritiers ou successeurs à titre universel. C'est une conséquence du principe eu vertu duquel ils sont réputés continuer la personne de leur auteur¹.

144. Mais les mêmes motifs n'existent pas à l'égard des successeurs à titre particulier, tel qu'un acquéreur, un légataire ; ils sont libres de joindre leur possession à celle de leur auteur, ou de s'en séparer s'ils le préfèrent.

145. Le titre de la possession peut être interverti soit par une cause venant d'un tiers soit par la contradiction que le possesseur a opposée au droit du propriétaire².

146. Cette contradiction ne peut résulter que d'actes formels et positifs, manifestant entièrement, de la part du détenteur précaire, le dessein de posséder pour soi et à titre de propriétaire. — Ces actes extérieurs consistent dans des faits matériels opposant un obstacle à l'exercice du droit de propriétaire. — Par exemple, le fermier chasse le maître du domaine, ou lui en interdit l'entrée, en agissant lui-même en maître de la chose³.

147. Une déclaration ou une protestation contre le droit du propriétaire suffit-elle ? — Oui, s'il y a preuve écrite de l'intention manifestée par le détenteur précaire d'agir contrairement à son titre. — Par exemple, lorsque la déclaration a été notifiée au moyen d'un acte extra-judiciaire⁴.

La simple cessation du paiement des fermages n'est pas une contradiction suffisante ; une abstention ou un fait purement négatif n'équivaut pas à la signification du désaveu du droit d'autrui.

¹ Code, art. 2337.

² Code, art. 2230, 2234 et 2238.

³ D'Argentré, sur l'art. 265 de la Coutume de Bretagne, p. 945.

⁴ Bourbeau, n. 424.

148. Le juge du possessoire peut constater les caractères de cette intervention et des actes qui l'établissent.

C'est la possession elle-même dont ce magistrat apprécie le mérite lorsqu'il constate la nature du titre ou de la cause en vertu de laquelle elle s'exerce ; il n'y a pas là cumul du pétitoire et du possessoire ; l'intervention de possession, lorsqu'elle provient du fait du détenteur lui-même, ne repose pas sur un titre de propriété, mais sur un changement manifesté par des actes extérieurs dans le caractère de la possession.

Le jugement qui décide que tels faits articulés à l'appui d'une action possessoire constituent des faits de possession exercés à titre de propriétaire, contient une appréciation souveraine qui échappe à la censure de la C. cassation ¹.

149. Le juge du possessoire peut-il également constater l'intervention de possession lorsqu'elle provient du fait de la loi ?

On objecte, dans ce cas, que la possession précaire à l'origine ne pouvant servir à l'action possessoire que lorsque le détenteur se prévaut d'un titre de propriété qui change le caractère de la détention primitive, le juge de paix, pour déclarer le fait de l'intervention, serait obligé de reconnaître d'abord le droit de propriété nouvellement transmis et cumulerait ainsi, dans sa décision, la constatation de ce droit avec l'appréciation des faits de possession. Le juge de paix ne peut, dit-on, sans entrer dans l'examen du fond et sans violer l'art. 25 C. de pr., apprécier les effets d'une loi invoquée par le détenteur de l'objet litigieux comme ayant interverti son titre originairement précaire, en substituant un titre de propriété ². — Il s'agissait des

¹ Rejet, req. 4 fév. 1856, 22 nov. 1858 ; *Journal des Justices de Paix*. Art. 839, 1404.

² Dalloz, 1859, 1, 428, note 3.

effets de la loi du 14 vent. an 7, et de la loi du 12 mai 1820, qui ont pour objet de faire rentrer dans la main de l'État les domaines engagés, ou d'en consolider la propriété dans la main de leurs détenteurs.

Mais on répond avec raison : — ici le titre sert uniquement à colorer la possession et le juge de paix, pour apprécier le caractère des actes par lesquels, elle s'est exercée n'a besoin que d'un titre apparent, fût-il émané d'un autre que du véritable propriétaire. Cet examen du titre ne constitue pas un empiétement sur le pétitoire, pas plus que quand il a pour objet de reconnaître si l'exercice d'une servitude discontinue est fondé sur un titre, soit conventionnel, soit légal. — Ce que la loi défend au juge c'est de ne tenir compte que du droit, de suppléer aux faits par un titre, en un mot de conclure du droit de propriété au droit de possession. Elle ne lui interdit pas d'interpréter les faits au moyen des titres ¹.

150. On considère comme précaire la possession d'un bien qui dépend du domaine public ; la destination publique de la chose réagit sur la possession, qui ne peut être exclusive ni manifestée par des actes à titre de propriétaire.

151. Toutefois la qualité de la personne se prétendant propriétaire d'une chose imprescriptible, à raison d'une immunité personnelle, ne vicie pas la possession du tiers, qui n'invoque cette possession que comme une présomption de propriété ². L'État ou la commune ont seuls le droit d'exciper de l'imprescriptibilité du domaine public ; les tiers ne peuvent s'en prévaloir. — La possession tolérée par l'Etat est utile à l'égard des tiers, si elle réunit d'ailleurs les autres conditions nécessaires.

¹ Bourbeau, n. 425.

² Bourbeau, n. 423, *in fine*.

152. Aussi le juge, saisi d'une action possessoire entre particuliers, doit-il statuer, sans s'occuper du caractère domanial du terrain litigieux ¹.

153. Spécialement celui qui, depuis plus d'un an, est en possession de dériver, avec l'autorisation de l'administration de la guerre, une certaine quantité des eaux du fossé d'une place de guerre et de conduire cette eau au moyen de travaux apparents dans un fossé faisant partie du domaine public, d'où, au moyen d'autres travaux, établis aussi avec la tolérance de l'autorité, il la dirige sur son fonds est recevable à actionner en complainte le propriétaire du fonds supérieur qui vient diminuer le volume d'eau ainsi dérivé ².

154. La possession, par le propriétaire d'une usine régulièrement autorisée, d'un cours d'eau appartenant à l'État, peut servir de base à un action possessoire, en cas de trouble de la part des riverains inférieurs ³.

§ 5. — *La possession doit être non équivoque.*

SOMMAIRE

155. La possession est équivoque sous plusieurs rapports :

156. Pour défaut de continuité ;

157. — de caractère paisible ;

158. — de publicité ;

159. — *d'aminus domini*.

160. Les actes de possession ne doivent laisser aucun doute sur la prétention du possesseur à la chose.

161-164. Exemples.

165. Des actes de tolérance.

166. Tel est l'acte qui ne cause aucun préjudice ;

167-168. Qui s'exécute sans contradiction.

¹ Casse, 23 août 1859 ; *Journal des Justices de Paix*, Art. 1526.

² Casse, 6 mars 1835 ; *Journal des Justices de Paix*, Art. 1324.

³ Rejet, req. 9 nov. 1858 ; *Journal des Justices de Paix*, Art. 1325.

469-470. Sans convention contraire;

471. Tel acte de tolérance dans le principe peut, s'il est fréquemment répété, changer de caractère.

472. Il appartient au juge du fond d'apprécier les actes d'après les circonstances.

473. Les facultés diffèrent des droits.

474. Ainsi elles ne s'éteignent pas par le non usage.

475-479. Exemples.

480. Les facultés ne s'amoindrissent pas par un usage plus restreint.

481-484. Exemples.

155. En général, le juge est tenu d'affirmer ou de nier, en se déterminant, à défaut de certitude, pour l'idée la plus probable ¹. — Mais ici, et, par exception, la loi permet au juge et lui commande même de consacrer cet état intermédiaire entre le oui et le non dans lequel il peut se trouver.

156. La possession peut être équivoque de bien des manières : — d'abord faute de continuité.

La discontinuité résulte d'intermittences et d'omissions, dans lesquelles il y a des degrés du plus ou du moins ; il peut être dès lors douteux qu'elles soient assez graves pour la constituer. L'adversaire du possesseur pourra quelquefois, en voulant prouver une discontinuité complète, et sans fournir une preuve complète, établir cependant des intermittences et omissions de jouissance suffisantes pour rendre la continuité très-douteuse et faire déclarer la possession équivoque à cet égard ².

157. La possession est équivoque lorsqu'elle n'est pas assez paisible, bien qu'elle ne soit pas violentée. — V. *sup.*, n° 109.

158. La possession peut encore être équivoque quant à sa publicité, soit parce que les actes qui la constituent,

¹ Argument, Code, art. 4 ; Marcadé, p. 93.

² Marcadé, p. 92.

sans être absolument et complètement clandestins ne sont pas cependant assez publics, — soit parce qu'ils ont été par intervalles, tantôt tout à fait publics, et tantôt tout à fait clandestins.

159. La possession peut être équivoque quant à l'*animus domini*, et cela de plusieurs manières : — ainsi l'*animus domini* manque, — dans la jouissance précaire ; — dans la jouissance de pure faculté ; — dans la jouissance de tolérance.

160. Des actes trop rares ou que l'on pourrait interpréter autrement que comme des actes de maître, sont insuffisants. Il doit être certain pour tous que l'on possède pour soi et avec l'intention de s'approprier la chose détenue.

Il ne suffit pas d'avoir l'*animus domini*, il faut encore que les actes pour lesquels cette intention se manifeste soient tellement caractérisés que personne ne puisse se méprendre sur la prétention du possesseur à la chose.

161. Le fait d'avoir fait pacager des troupeaux, ou même d'avoir coupé des joncs ou des herbages sur un terrain vague, ne peut faire acquérir la possession annale au préjudice du propriétaire : on ne sait si l'auteur de ces actes entendait exercer une vaine pâture, s'il commettait un délit ou s'il agissait à titre de maître. — Cette possession a été rejetée comme équivoque en matière de prescription ; il y a même motif pour la plainte¹.

162. Un copropriétaire, un cohéritier qui cultive seul un fonds de la succession passera facilement pour n'avoir qu'une possession équivoque ; les autres ont pu croire qu'il agissait tant en leur nom qu'au sien, comme une sorte de *negotiorum gestor*.

Mais cette interprétation n'est plus possible, s'il y a eu

¹ Bèlme, n. 55.

contestation entre eux, si l'un des communistes a joint une partie de la chose indivise à la sienne propre, soit en y étendant ses constructions, soit en la comprenant dans son enclos ¹.

- **163.** Des dépôts passagers de bois, de pailles ou d'autres matériaux qu'un voisin fait sur le terrain de son voisin peuvent aussi bien s'expliquer par la simple familiarité que par une prétention à la propriété du sol.

Souvent les propriétaires des forêts mettent sur les champs voisins les bois abattus qui encombrant leurs coupes à l'époque de la coupe, et jamais on n'a pensé qu'ils eussent acquis par là la possession de ces fonds.

164. Mon voisin et moi nous avons le même fermier ; celui-ci, en labourant la propriété du voisin, anticipe sur la mienne, y creuse une rigole d'irrigation ou y exerce telle autre servitude. Une pareille possession n'a pas été considérée comme suffisamment caractérisée ¹.

165. Des actes de pure faculté et de simple tolérance ne peuvent fonder ni prescription, ni possession ².

166. Des faits de jouissance trop mince qui ne causent que peu ou point de préjudice sont facilement présumés actes de tolérance. — Par exemple, un voisin est venu prendre des fruits sauvages que j'étais dans l'habitude de laisser perdre sur un arbre ou sur mes haies. — Les riverains du bief d'une usine y pratiquent quelques saignées pour arroser leurs héritages, à l'époque des grandes eaux, lorsque le meunier n'a aucun intérêt à s'en plaindre, en ayant soin de les faire disparaître dès qu'elles peuvent devenir dommageables ³.

167. Les mêmes actes peuvent avoir une toute autre importance, selon qu'il y a eu ou non contradiction. La con-

¹ Bérime, n. 54.

² Bérime, n. 56.

³ Code, art. 2232.

tradition apportée au droit du propriétaire détruit le plus souvent la présomption de tolérance.

S'il est d'assez bons voisins pour souffrir quelques services peu onéreux, ils ne peuvent être présumés pousser la patience jusqu'à continuer de s'y soumettre, lorsqu'on les réclame impérieusement comme un droit ¹.

168. De ce que les habitants d'un village sont dans l'usage de prendre individuellement des pierres et du sable dans un ruisseau traversant le village, il ne s'ensuit pas qu'ils fassent par là des actes de possession de nature à conférer le droit d'action en complainte à ceux d'entre eux qui se prétendraient troublés par les autres dans la jouissance de cet usage. — La possession de chacun des habitants, en un tel cas, ne peut être considérée que comme un effet de tolérance de l'autorité municipale, et n'engendre aucune action au profit des habitants ².

Au contraire, en matière de brandes, on a considéré comme actes de possession suffisants d'avoir, sur un tel terrain, coupé des litières, fagoté des épines et fait paître ses bestiaux. — Surfont si le demandeur offre de prouver qu'il y a eu *culture suivie* par ses aïeux ³.

169. Les parties peuvent imprimer, par une convention, à l'exercice de tel ou tel droit, le caractère de possession de tolérance. — Ainsi je puis, en permettant à un voisin d'ouvrir une fenêtre sur mon héritage, stipuler que sa jouissance sera de pure tolérance et qu'il devra la fermer dès qu'il en sera requis; vainement on objecterait l'art. 2220; cet article est relatif à la prescription à l'effet de se libérer ⁴.

¹ Bérime, n. 71.

² Rejet, req. 29 août 1834; Dev., 31, 335.

³ Rejet, req. 24 fév. 1827; Dev.,

⁴ Bérime, n. 72.

170. Une servitude qui porte sur un objet essentiellement périssable, et que la main de l'homme ne peut réparer ni perpétuer, par exemple sur un arbre, doit être réputée essentiellement temporaire et de tolérance, à moins qu'elle n'ait été établie par une convention expresse qui lui donne un caractère perpétuel.

Spécialement celui qui n'a en sa faveur que la simple possession d'une servitude sur un arbre, dont il se sert pour soutenir une barrière, n'est pas fondé, au cas où le propriétaire de l'arbre vient à l'abattre, à se plaindre du trouble qui est apporté à sa possession et à demander par voie d'action en complainte, qu'un nouvel arbre ou un poteau soit replanté à la place de l'arbre qui a été abattu ¹.

171. Les actes de tolérance sont soufferts par le propriétaire par esprit de bon voisinage : telles sont les servitudes discontinues de passage, de puisage, de promenade. Celui qui en profite n'entend pas agir comme propriétaire; le propriétaire qui les autorise n'entend pas se dessaisir.

Toutefois, certains actes de simple tolérance dans le principe peuvent, quand ils sont réitérés et multipliés pendant une longue suite d'années, changer de caractère, et devenir l'indice que celui qui les exerce entend user d'un droit; telle serait la récolte de quelques fruits de peu de valeur ².

172. La question de savoir si les faits allégués sont ou non des actes de tolérance est appréciée souverainement par les juges du fond ³.

173. Les actes de pure faculté sont ceux qu'on peut se permettre d'après le droit commun. — Les *facultés* diffè-

¹ Rejet, req. 6 avril 1841 ; Dev., 41, 414.

² Troplong, n. 389.

³ Rejet, civ. 19 mars 1834 ; Dev. 34, 838 ; Rejet, req. 25 janvier 1842 : Dev., 42, 972.

rent des *droits* qui présupposent une dérogation à la règle commune et un empiétement sur autrui.

174. Les *facultés* ne s'éteignent pas par le non-usage. — Ainsi le propriétaire qui s'abstient de bâtir sur son terrain use en cela d'une pure faculté, dont on ne pourra se prévaloir contre lui si, plus tard, il lui convient d'élever une construction ; — tandis que celui qui a acquis un droit sur autrui ; par exemple une servitude de passage (ou le droit d'ouvrir des fenêtres, sans observer la distance légale), ne peut le conserver qu'en l'exerçant¹.

175. Je suis resté un temps immémorial sans ouvrir dans mon mur les jours de souffrance autorisés par l'art. 676 ; cette inaction ne m'empêche pas de les ouvrir, s'ils me deviennent utiles.

176. Je n'absorbe pas l'eau d'une source qui jaillit sur mon fonds ; je suis toujours à temps de le faire, sans que le propriétaire inférieur puisse s'y opposer ; — à moins qu'il n'ait acquis un droit à cette eau par des ouvrages apparents.

177. Je suis toujours libre de creuser un puits lorsque je le veux, le voisin n'est pas recevable à prétendre que j'ai intercepté une veine d'eau qui alimentait le sien depuis plus de 30 ans.

178. Au contraire, si j'ai acquis, par convention ou autrement, un droit sur autrui, je suis tenu de l'exercer, si je veux le conserver ; sinon le droit commun reprend son empire.

Ainsi j'ai stipulé une servitude de passage, je perds mon droit en demeurant trente ans sans passer.

179. L'acte porte que le vendeur ou le copartageant

¹ Bérime, n. 67.

aura la *faculté* de passer à toute réquisition sur un héritage. Le mot *faculté* s'entend ici dans le sens de *droit* ¹.

180. L'usage plus ou moins restreint fait par un particulier, dans son seul intérêt et à sa convenance, d'un droit qu'il a la faculté d'exercer d'une manière absolue, ne peut faire acquérir aux tiers qu'une possession à titre précaire.

Spécialement, le changement hydraulique d'après lequel un propriétaire inférieur tient constamment plein, pour le jeu de son usine, un réservoir qu'il aurait la faculté de tenir plein ou vide, mais que depuis plus d'un an, il tenait tantôt plein, tantôt vide, à sa convenance et dans son seul intérêt, ne peut être, de la part du propriétaire supérieur qui se plaint du refoulement des eaux causé par le nouveau mode adopté, la base d'une action en complainte ².

181. Celui qui, ayant la servitude de prendre tous les ans, dans le fonds voisin, *dix* voitures de marne pour son héritage, n'en prendrait que *cinq*, diminuerait son droit qu'il n'exercerait pas pour partie. — Au bout de trente ans, la servitude serait réduite de moitié. — Au bout d'un an, il ne pourrait exiger au possessoire que cinq voitures ³.

182. Mais lorsque le titre porte que le demandeur peut prendre la quantité nécessaire au besoin de son héritage, sans la limiter autrement, — il peut prendre alors, tantôt plus, tantôt moins, et il conserve son droit pour le tout.

183. Même décision pour le cas où l'on a stipulé le droit d'envoyer ses bestiaux en pâture sans en fixer le nombre. — C'est une *faculté* pour le propriétaire d'en envoyer peu ou d'en envoyer beaucoup; il ne perdrait la possession, qu'en n'exerçant nullement la servitude ⁴.

¹ Bérime, n. 68.

² Rejet, req. 4 déc. 1837; D., 38, 42.

³ Argument, Code, art. 708; Bérime, n. 69.

⁴ Bérime, n. 69.

184. On convient dans un acte de partage que si Pierre construit un jour sur son lot, il pourra prendre des vues sans observer la distance légale ; est-ce un droit, est-ce une faculté ? Pierre perd-il le bénéfice de cette clause, en restant trente ans sans en user ? — Non, tant que la maison n'est pas construite, Pierre n'est que créancier conditionnel du droit d'ouvrir les jours ; or, la prescription ne court contre une créance conditionnelle que du jour où la condition s'est réalisée ¹.

§ 6. — *La possession doit être annale.*

SOMMAIRE :

- 185. La possession doit être d'une année *au moins*.
- 186. Exceptions.
- 187. De l'accession de possession *de re ad rem*.
- 188-189. Exemples.
- 190. Faut-il que la possession ait eu lieu chaque jour de l'année ?
- 191. L'année de possession doit être antérieure au trouble.
- 192. Le délai se calcule par jours, et non par heures.
- 193. Il faut que la possession annale n'ait pas cessé depuis plus d'une année.
- 194. Que doit faire le juge lorsqu'aucune des parties ne justifie d'une possession annale ?
- 195. La possession actuelle fait-elle présumer la possession annale ?
- 196. Exemples.
- 197. La possession ancienne et actuelle fait présumer la possession intermédiaire.
- 198. Excepté en matière de servitudes.

185. Il ne suffit pas que la possession réunisse tous les caractères précédemment énumérés, qu'elle soit continue et non interrompue, paisible, publique, à titre de propriétaire, et non équivoque ; — il faut encore qu'elle soit *annale*.

¹ Argument, Code, art. 2257 ; Bérime, n. 68.

La possession est annale lorsqu'elle dure depuis une année au moins ¹. — L'année de jouissance doit être révolue avant que le fait qui vient la troubler ne se produise. Le possesseur a donc dû posséder sans trouble pendant une année *entière*, et il possède encore au jour qui suit l'expiration de cette année, au moment où survient le trouble.

186. Ce principe souffre plusieurs exceptions.

La possession peut être moindre d'une année, si, d'après l'usage des lieux, elle s'exerce par une opération qui se fait une seule fois chaque année, au retour d'une fête solennelle, lorsque, entre les fêtes il s'est écoulé moins d'un an ².

A l'inverse, une possession plus qu'annale est insuffisante, lorsqu'un intervalle de treize mois sépare les deux fêtes.

187. Une possession de moins d'un an peut être réputée annale lorsqu'une chose accessoire vient s'unir à la chose principale qu'on possède depuis une année au moins.

Exemple : je construis une maison sur mon terrain, j'ai la possession annale de cette maison à l'instant même ; je n'ai pas besoin d'attendre une année pour agir au possessoire en cas de trouble ³.

188. Même solution en cas d'agrandissement d'un immeuble par suite d'alluvion ou par la formation d'un île ⁴.

189. Mais lorsqu'un fleuve ou une rivière emporte une partie reconnaissable d'un héritage qui vient échouer contre un fonds inférieur, ce n'est plus par accession, mais par prise de possession que le riverain acquiert la chose : en effet, même après l'année, le maître de la portion de terre entraînée peut encore réclamer, lorsque le riverain ne s'est pas mis en possession. Celui-ci ne pourrait pas agir en com-

¹ Argument, C. pr. art. 23 ; Bourbeau, n. 298.

² Le Havre, 30 mars 1832 ; D., 34, 4, 310.

³ Bérime, n. 350.

⁴ Argument, Code, art. 556 et 561 ; Bérime, n. 350 ; Dalloz, n. 282.

plainte sans avoir possédé par lui-même la portion enlevée ¹.

190. Il n'est pas nécessaire que le possesseur ait joui chaque jour de l'année. Spécialement, celui à qui appartient une servitude *discontinue* de nature à ne devoir être exercée qu'à de longs intervalles (une servitude de tour d'échelle) peut être réputé avoir la possession annale de cette servitude, encore bien qu'il n'en ait pas usé depuis plusieurs années, si, pendant ce laps de temps, il n'a pas été troublé dans la jouissance de son droit ou n'a pas eu besoin de l'exercer ².

191. L'année de possession doit être antérieure au trouble, et non pas seulement au jour où l'action est intentée.

192. Au reste le délai se calcule par jours et non par heures ³. — Le jour où la possession a commencé ne compte pas il n'est pas complet. — Le dernier jour doit être accompli pour que la durée légale soit entière ⁴. — Si la prise de possession a commencé le 1^{er} janvier 1864, l'année n'est acquise qu'après l'expiration du 1^{er} janvier 1865.

Le trouble survenant le 2 janvier 1865, — il y a possession annale. Donc, en comptant le jour du trouble, on peut dire qu'il y a possession d'an et jour ⁵.

193. La possession civile est prescrite et ne peut pas produire d'effet lorsqu'un tiers s'est mis en possession du même objet et en a joui paisiblement pendant plus d'un an : ce tiers a lui-même acquis une possession civile qui ne saurait appartenir à la fois à deux personnes différentes ⁶.

194. Que doit faire le juge, lorsqu'aucune des parties

¹ Argument, Code, art. 559 ; Bélimé, n. 350.

² Rejet, req. 4 juillet 1838 ; Dev., 38, 882.

³ Code, art. 2260.

⁴ Souquet, *introduction*, n. 453 ; Dalloz, n. 286.

⁵ Bourbeau, n. 298.

⁶ Pothier, *Possession*, n. 402. — V. d'ailleurs, *infra*, CHAPITRE VI.

ne justifie d'une possession annale? — V. *infra*. chap., VII, ce que nous disons de la récréance et du renvoi au pétitoire.

195. La possession *actuelle* fait-elle présumer la possession annale? — Celui qui justifie de sa possession ancienne par un titre est réputé l'avoir conservée depuis la date du titre jusqu'au moment où l'adversaire prouve sa possession. C'est à ce dernier à établir qu'il a opéré l'interruption de l'ancienne possession depuis une année au moins. Le possesseur *actuel* dont parle l'art. 2254 est le possesseur *annal*; l'article est placé au titre de la *prescription*¹.

196. Suffit-il qu'un usager, pour justifier la complainte, exhibe un ancien procès-verbal de délivrance s'il ne rapporte pas celui de l'année précédente?

Le propriétaire du fonds dominant, lors même qu'il a exercé le passage sans interruption, peut se trouver sans témoin de son passage dans la dernière année. Spécialement s'il s'agit d'un passage dans les champs qui ne s'exerce qu'une fois l'an, à l'époque de la récolte. Celui qui établit une jouissance non interrompue ne doit-il pas être réputé avoir continué à jouir jusqu'à l'époque du trouble?

Au surplus le demandeur en complainte qui n'a aucun témoin peut argumenter de simple présomption; par exemple on voit encore des traces de rouës sur le fonds assujetti; le fossé servant de séparation aux héritages a été comblé en partie pour livrer passage; les propriétaires voisins déclarent tous que le passage n'a pas été pris sur eux.

197. Celui qui établit à la fois sa possession *ancienne* et sa possession *actuelle*, même sans titre, est présumé avoir la possession *annale*.

198. Toutefois s'il s'agit de servitudes discontinues, le non-usage en fait perdre la possession. — Ou du moins la

¹ Bêlme, n. 424 et 437.

possession ne s'en conserve pas *solo animo* au delà d'une année.

Le propriétaire ayant droit à un passage en vertu d'un titre, qui prouve avoir passé il y a dix ans et dans le temps qui a précédé immédiatement la complainte, prouve-t-il la possession annale ?

Il prouve que la servitude était possédée il y a dix ans; le nouvel acte prouve qu'il y a eu tentative pour la ressaisir, mais s'il n'y a pas un an qu'il a eu lieu, on le suppose, il n'a pu encore créer la possession annale¹.

Le propriétaire du fonds asservi n'a besoin de faire aucune démonstration extérieure pour recouvrer la liberté de son héritage. La propriété renaît dès que la servitude cesse d'être exercée; c'est à celui qui réclame la possession de cette servitude à prouver qu'il a lutté, par une série d'actes non interrompue, contre cette tendance naturelle de la propriété à effacer les droits qui la déprécient.

ART. 4. — De l'acquisition de la possession.

SOMMAIRE :

- 199. La possession s'acquiert par un acte corporel joint à l'intention.
- 200. Exemples d'actes de possession.
- 201 à 205. Ces actes sont plus ou moins efficaces, suivant les circonstances.
- 206. Ils ont plus ou moins de gravité selon qu'ils éprouvent ou non de la contradiction.
- 207. L'intention d'acquérir est distincte de la bonne foi.
- 208. L'erreur vicie-t-elle l'intention ?
- 209. Les incapables peuvent acquérir la possession par eux-mêmes.
- 210. Par leurs représentants.
- 211. Par un *negotiorum gestor*.

¹ Bérime, n. 428; Argument, 6 avril 1824; Dev.

212. Les établissements publics peuvent l'acquérir.

213. Quand commence la possession.

199. La possession s'acquiert par le concours de deux conditions : un acte corporel de prise de possession et la volonté de détenir la chose à titre de maître.

200. Ainsi les actes de culture, et avant tout la perception des fruits, sont les moyens les plus naturels de prendre possession d'un héritage. L'enclore d'un mur ou d'une haie, y bâtir, en tirer du sable ou de la pierre, sont aussi des actes de possession très-caractérisés.

S'agit-il d'une haie, les actes de possession consisteront à la tondre, à la recéper, ou à ébrancher les arbres qui y croissent. — Pour un mur, ils consisteront à le réparer ou à y percer des jours; pour un fossé, à le curer en mettant le rejet sur soi-même exclusivement.

Lorsque l'acte n'est pas assez caractérisé, la possession n'est pas acquise.

Le fait d'avoir chassé ou d'avoir fait pâturer des bestiaux sur le fonds d'autrui ne sera pas ordinairement considéré comme assez significatif. Ce sont des choses que l'on se permet presque aussi souvent sur les autres que sur soi-même ¹.

201. Toutefois ce fait d'avoir fait pacager des bestiaux sur une lande qui n'était pas susceptible de procurer d'autre avantage, a été considéré avec raison comme un acte de possession suffisant ².

En cette matière, il est impossible de tracer des règles absolues.

202. En général, les entreprises commises sur un fonds n'acquièrent la possession que de la partie sur laquelle

¹ Bérime, n. 82.

² Rejet, req. 8 janv. 1837; *Journal de Procédure*, Art. 357.

elles ont porté. Si l'on n'en a cultivé que quelques sillons, on n'en possède que quelques sillons ; si l'on a ouvert une fenêtre sur autrui, on n'a pas le droit d'en ouvrir une seconde : — *Tantum de jure alieno detrahitur, quantum possumus est*¹.

Mon mur surplombe depuis plusieurs années sur votre héritage, par suite de son état de vétusté ; — je ne puis pas prétendre le conserver toujours ainsi, ni faire avancer d'autant ma maison sur vous quand je la rebâtirai.

203. Des canaux suspendus amènent les eaux de très-loin aux usines qui en ont besoin en passant par-dessus les fonds de divers propriétaires ; — s'il se manifeste dans ces canaux une fuite d'eau nuisible aux fonds sous-jacents, l'usinier ne pourra pas prétendre, après une année, avoir acquis la possession de les inonder. Il y a là un accident à réparer, mais non une possession à titre de maître².

204. Un simple fait moral, quelque prétention qu'il dénote sur la chose serait insuffisant. — Un tiers vend mon héritage, en paye les impôts, nomme un garde pour surveiller les bois, lui fait prêter serment : — ces actes ne lui font point acquérir la possession ; je suis censé les avoir ignorés, tant qu'il n'y a aucune hostilité formelle dirigée contre ma chose ou ma personne.

205. Même décision pour le cas où l'on aurait compris mon héritage dans une saisie immobilière poursuivie contre un tiers³.

206. Un acte qui par lui-même serait trop insignifiant pour faire acquérir la possession, deviendra suffisamment caractérisé, s'il a été précédé ou accompagné de contradiction.

¹ Bérime, n. 83.

² Bérime, n. 85.

³ Bérime, n. 86.

Lorsque les parties sont en contestation pour un fonds, le moindre fait de jouissance prend de l'importance et devient significatif; il ne peut être considéré comme acte de tolérance ou de bon voisinage¹.

207. Outre l'acte corporel, il faut encore, pour acquérir la possession, avoir l'*animus possidendi*.

L'esprit de maître ne doit pas être confondu avec la bonne foi. On est de bonne foi quand on croit être propriétaire; on a l'*animus possidendi*, quand on veut l'être. Celui qui est de bonne foi a toujours l'*animus possidendi*; mais celui qui a l'*animus possidendi* manque souvent de bonne foi.

L'intention de posséder ne consiste pas nécessairement à savoir qu'on acquiert la possession; il suffit de jouir dans la confiance qu'on possède pour soi-même.

Exemples : Me croyant propriétaire d'un terrain qui joint ma maison, j'y ai pris des jours, ou j'ai disposé mes toits de manière à y verser mes eaux; le maître de ce terrain ne peut prétendre que j'ai été dans l'impossibilité d'acquérir la possession annale, parce que je ne croyais pas exercer une servitude¹.

Après l'expiration du bail de mon fermier, je fais des actes de culture sur un fonds que je crois faussement en faire partie; si le propriétaire ne m'attaque pas en trouble dans l'année, j'aurai acquis la possession annale, parce que je jouissais à titre de maître, bien que n'ayant pas la volonté d'usurper le terrain d'autrui².

208. L'erreur vicie-t-elle l'intention? il faut distinguer.

L'erreur peut tomber sur la chose même. — Je vous mets en possession du fonds A, que vous acceptez dans la fausse

¹ Bélimé, n. 87. — V. *sup.*, n. 167

² Bélimé, n. 88.

persuasion que c'est le fonds B acheté par vous précédemment. — Les tiers qui ont commis des usurpations sur l'immeuble, ne sont pas recevables à se prévaloir d'une erreur plus ou moins grave qui aurait pu altérer le consentement. Les parties contractantes peuvent seules demander la rescision de leur convention.

Et même, si l'acheteur est resté plus d'une année en possession paisible de l'héritage où il est entré par suite d'une méprise, il aura la complainte contre son vendeur qui prétend l'en déposséder. — Le vendeur, en laissant une année entière la chose à l'acheteur, est présumé avoir ratifié ¹.

Si, au contraire, l'acheteur n'a pris possession que depuis moins d'une année, le vendeur cité au possessoire peut lui répliquer qu'il s'est mis indûment en jouissance d'un autre fonds que celui qui lui avait été délivré.

L'erreur peut porter sur la personne à qui la tradition est faite : j'ai mis en jouissance une personne que je croyais votre mandataire ; j'ignorais que vous lui aviez retiré votre procuration.

Si le nouveau possesseur a joui en son nom depuis un an, il a la complainte.

L'erreur peut porter sur la cause. — J'entendais vous mettre en jouissance comme fermier, vous entendiez recevoir le fonds à titre de vente.

Le propriétaire qui n'a pas voulu se dessaisir conserve la possession.

Mais si l'erreur a roulé entre deux causes également translatives de propriété, la possession serait transférée.

Celui qui se dessaisit, livre l'héritage dans la fausse opinion qu'il le doit, tandis qu'il ne le doit pas réellement. — Ex. Je vous délivre un fonds qui vous a été légué par mon

¹ Bérime, n. 494.

père, ignorant qu'il avait révoqué ce legs par un testament postérieur que je retrouve ensuite; la possession a été transférée. — Il en était ainsi dans l'ancien droit, et à plus forte raison en est-il de même dans le nouveau ¹.

L'ancien maître qui vient à reconnaître son erreur quelques jours après, ne peut se dessaisir du fonds de sa propre autorité.

L'erreur du mandataire n'est d'aucune considération si le mandant n'errait pas : il faut plutôt considérer la volonté des parties principales que celle de leurs agents.

Peu importe que le mandataire qui faisait ou recevait la tradition fût incapable, si les principaux intéressés étaient capables.

Dès que le fermier apprend qu'il est propriétaire, il acquiert l'*animus domini*; mais il faut encore qu'il intervienne son titre, en apportant de la contradiction au droit du bailleur. Du jour où il lui aura signifié qu'il n'entend plus lui payer ses fermages, attendu qu'il est seul propriétaire, il commencera à posséder, mais pas avant. — Il faudra qu'une année s'écoule pour qu'il ait la possession annuelle; jusque-là, son bailleur pourra le traduire au possessoire, à raison même de l'acte d'intervention qu'il a tenté d'opérer ¹.

209. Les incapables de contracter, peuvent acquérir la possession; incapables de s'obliger, ils consentent valablement pour faire leur condition meilleure ²; — spécialement l'interdit ³.

210. Les incapables peuvent, à plus forte raison, acquérir la possession par leurs représentants, tels que tuteur et curateur.

¹ Argument, Code, art. 4380; Bélimé, n. 492.

² Argument, Code, art. 4125; Bélimé, n. 89.

³ *Contré*, Troplong, *Prescription*, 4, n. 255.

De même un fermier ou un mandataire fait un acte de maître sur un fonds : la possession est acquise au bailleur, au mandant, même à leur insu, sans qu'on puisse objecter qu'ils manquent de l'intention de posséder, l'intention du représentant suppléant ici celle du maître.

211. On acquiert la possession par un *negotiorum gestor* : la ratification du maître a un effet rétroactif¹. Dans le cas où le maître refuse de ratifier, le *negotiorum gestor* peut acquérir la possession pour son propre compte, si telle a été son intention

212. Les personnes morales peuvent aussi commencer à posséder par leurs représentants. — Ainsi, les villes, les hospices, les fabriques, acquièrent la possession par leurs administrateurs et par leurs fermiers.

Les communes acquièrent même par les habitants jouissant *ut singuli* ; par exemple, ils avaient usé d'un terrain à titre de pâture communale. — Les actes de jouissance exercés sur des communaux, passent le plus souvent pour équivoques ; mais il en est autrement à raison de la contradiction qu'on a apportée au droit du propriétaire².

213. Le juge a besoin de connaître à partir de quelle époque précise la possession a commencé.

L'acte corporel peut se produire de lui-même : — exemple, un arbre croît naturellement sur la limite de ma propriété, à moins de six pieds du voisin.

La possession sera réputée commencée, — non du moment où l'arbre a germé, — mais du moment où il n'y a plus de doute que le propriétaire du fonds veut posséder un arbre ; par exemple en lui donnant un tuteur, en recé-

¹ Bérime, n. 92. — *Contrà*, Pothier, *Possession*, n. 53.

² Bérime, n. 93.

pant les broussailles qui l'environnaient. — Dans le doute, le juge se prononcera pour la liberté des héritages.

ART. 2. — De la jonction des possessions.

SOMMAIRE :

- 214. On peut joindre à sa possession celle de son auteur.
- 215. La jonction suppose un certain lien entre les deux possesseurs.
- 216-219. Exemples.
- 220. *Quid* au cas d'action en nullité ou en rescision?
- 221. L'appelé profite de la possession du grevé;
- 222. L'usufruitier de la possession du propriétaire;
- 223. Le nu-propriétaire de la possession de l'usufruitier.
- 224. Le revendiquant profite-t-il de la possession du défendeur qui se désiste?
- 225. Les possessions doivent en général être contiguës;
- 226. Et justes.
- 227-231. Distinction entre les successeurs universels et les successeurs à titre singulier.

214. La condition de l'annalité peut être accomplie par un possesseur unique ; — ou par plusieurs possesseurs exerçant ensemble et divisément une possession s'appliquant au même objet ; — ou par des possesseurs qui se succèdent et qui sont unis les uns aux autres par un certain lien de droit¹ ; en effet, on peut joindre sa possession à celle de son auteur.

215. Il y a lieu de possession suffisant, toutes les fois qu'il y a nécessité de transférer la chose à une personne déterminée ; de telle manière que celle-là seulement ait le droit de réclamer la chose, soit en vertu de la loi, soit par suite d'un contrat ; il y a auteur et successeur dans le sens de l'art. 2235 C. N.

¹ Code, art. 2235 ; C. pr. art. 23 ; Bourbeau, n. 299.

216. Mais il n'y a pas d'accession suffisante, lorsque le précédent détenteur, ayant abandonné l'immeuble, un tiers s'en empare ; ici la succession des personnes est fortuite.

217. Je me suis laissé déposséder par un tiers qui a joui de la chose pendant plus d'un an sans que je l'aie inquiété ; il délaisse lui-même l'héritage dans lequel je m'établis de nouveau. L'accession n'a pas lieu ; il n'existe aucun lien entre les deux possessions.

218. Toutefois, si j'assigne le possesseur en justice et que j'obtienne jugement contre lui, comme il est tenu de me restituer l'immeuble, sa possession me profitera ¹.

219. Faut-il distinguer entre le cas où le défendeur a été condamné à restituer les fruits et celui où il les gagne à raison de la bonne foi ? Accorder l'accession des possessions dans le premier cas, la refuser dans le second ? — Non. La bonne ou mauvaise foi du défendeur n'a pas d'importance quant aux tiers à l'égard desquels on invoque l'accession des possessions ².

220. Dans toutes les actions en nullité ou en rescision, pour dol, violence, minorité, lésion, ingratitude ou survenance d'enfants, celui qui recouvre la chose use de l'accession de la possession du défendeur. — Le jour même de la rentrée en jouissance, il peut, s'il est troublé, agir en complainte comme possesseur annal ³.

221. Le même droit appartient, dans une substitution, à l'appelé qui entre en jouissance, relativement à la possession du grevé, encore qu'il n'ait pas accepté sa succession ⁴.

222. L'usufruitier conventionnel ou légal profite de la possession du propriétaire auquel il succède, pour se faire

¹ Bérime, n. 202.

² Bérime, n. 203. — *Contrà*, Troplong, 4, n. 453.

³ Bérime, n. 499.

⁴ Bérime, n. 499.

maintenir dans son usufruit, bien que son droit n'ait pris naissance que depuis moins d'un an ¹.

223. A l'inverse, lorsque l'usufruit se réunit à la propriété par la mort de l'usufruitier, le nu-propriétaire doit-il attendre une année avant d'agir en complainte ?

Pour l'affirmative on dit : l'usufruitier ne possède pas au nom du propriétaire, mais pour lui-même et en son nom personnel ². — Dans l'espèce, la complainte n'avait pas été dirigée par le nu-propriétaire contre un usurpateur ordinaire, mais contre une personne qui prétendait elle-même commencer un nouveau droit d'usufruit sur la chose après l'extinction du premier. Mais on répond avec raison que le nu-propriétaire profite de la possession de l'usufruitier : en effet l'art. 2236 du Code range expressément l'usufruitier dans la catégorie de ceux qui possèdent pour autrui, et qui, comme le fermier et le dépositaire, ne peuvent prescrire la propriété. Entre les possessions du nu-propriétaire et de l'usufruitier, il existe un lien. Celui qui a constitué l'usufruit a voulu qu'après la mort de l'usufruitier ses héritiers fussent tenus de restituer la chose au propriétaire ³.

224. Celui qui, sur une demande en revendication, obtient un *désistement*, peut-il joindre la possession du défendeur à la sienne ? Oui. Ce ne serait pas rétablir le demandeur complètement qu'à ne pas le mettre à même de repousser les attaques dont la possession peut devenir l'objet ⁴.

On peut se servir, dit Dunod, pour prescrire de la possession de certaines personnes que l'on ne reconnaît pas ce-

¹ Bérime, n. 200.

² Casse, 6 mars 1822; Dev., Duranton, 4, p. 474.

³ Merlin, *Question, v° Usufruit*, § 8, additions; Proudhon, *Usufruit*, 5, n. 2574; Curasson, 2, n. 35; Carou, n. 740; Bérime, n. 204.

⁴ Bérime, n. 202. V. toutefois en sens contraire, rejet, req. 42 janvier 1832; Dev. 381.

pendant pour ses auteurs. Ainsi l'on peut employer la possession de celui que l'on a fait condamner à la désistance ¹.

225. Au reste, il n'y a lieu à joindre les deux possessions que lorsqu'elles sont contiguës entre elles ², c'est-à-dire lorsqu'aucun tiers n'a possédé dans l'intervalle.

Mais la *détention* de l'héritier qui précède celle du légataire, ne constitue pas une interruption de la possession. — De même, en cas de résolution de vente et de réméré, le vendeur qui rentre dans la chose peut s'aider de la possession intermédiaire de son acheteur. Ce dernier, qui connaissait l'éventualité du contrat, est réputé avoir possédé pour lui ³.

226. Il est indispensable, pour joindre la possession de l'auteur à celle du successeur, qu'elles soient toutes deux également justes ; l'ayant cause ne peut s'aider de la possession vicieuse de son auteur, et réciproquement la possession de son auteur, fût-elle juste, ne peut lui servir, s'il n'a pour lui-même qu'une possession vicieuse. *Vitiosa non vitiosæ non accedit, vel contra; non est enim societas virtutis cum vitio* ⁴.

L'héritier représentant la personne du défunt continue nécessairement la possession avec ses qualités et ses vices. Ainsi, l'héritier d'un fermier ne peut pas plus que son auteur former la complainte ⁵.

227. Mais si la possession de l'auteur est vicieuse, le successeur à titre singulier peut, en y renonçant, se prévaloir de la sienne propre. La jonction des deux possessions

¹ *Prescription*, page 49.

² Pothier, *Prescription*, n. 124.

³ LL. 43, §§ 2 et 40 ; D. de acq. vel. amitt. poss. 40 de Usurp. et usu-cap.

⁴ Cujas, *ad. tit.*, D. De acq. vel amitt. posses.

⁵ Code, art. 2237.

n'est qu'un bénéfice introduit à son profit, dont il peut à son gré user ou ne pas user¹.

228. Il a été jugé néanmoins que l'acquéreur qui a joui pendant plus d'une année ne peut demander, par action possessoire, à être maintenu dans la possession, si le vendeur avait déjà, avant la vente, succombé dans une action semblable². — Cette décision est controversable; s'il faut reconnaître que les jugements rendus contre le vendeur ont force de chose jugée, quant aux droits transmis par le contrat de vente, il doit en être autrement des faits de possession qui sont propres à leur auteur.

229. L'un des héritiers est fondé avant le partage à invoquer la possession de son auteur pour justifier sa complainte contre les tiers; mais non vis-à-vis ses cohéritiers, qui ont un droit égal au sien. — Il en est autrement après le partage, chaque héritier étant censé avoir succombé seul et immédiatement aux biens compris dans son lot³.

Il a même été jugé que l'héritier peut agir en complainte comme possesseur d'un immeuble, en vertu d'un partage provisoire fait entre lui et ses cohéritiers, bien qu'il existe à l'époque de la demande, un partage définitif qui attribue cet immeuble à l'un d'eux, si ce partage n'a pas encore reçu d'exécution⁴.

230. Quoique les autres successeurs à titre universel ne continuent pas la personne du testateur, on décide cependant la même chose à leur égard, parce que, n'ayant pas une cause de possession qui leur soit propre, ils succèdent à celle du défunt⁵.

¹ Pothier, *Possession*, n. 34.

² Rejet, req. 47 mars 1849; Palais, 45, 467.

³ Code, art. 883.

⁴ Metz, 29 avril 1813; Palais, 17, 4073.

⁵ L. 2, de *Fruct.*; *Possession*, n. 33.

231. Mais l'héritier d'un individu, dont la possession était violente ou clandestine, peut se prévaloir de sa possession personnelle. La possession pouvant, comme nous l'avons dit, devenir à l'égard de la même personne publique et paisible, d'occulte et violente qu'elle était ¹.

ART. 3. — De l'interruption de la possession.

232. L'interruption est naturelle ou civile.

233-234. Exemples d'interruption naturelle.

235. Pouvoir d'appréciation du juge.

236. Un trouble momentané est insuffisant.

237. Pas d'interruption, s'il n'y a une possession contraire.

238. L'interruption civile se confond avec le trouble de droit.

239. Reconnaissance du droit de l'adversaire.

232. Le cours de la possession annale peut être interrompu de la même manière que celui des prescriptions ordinaires, soit naturellement, soit civilement ².

233. *Interruption naturelle.* Elle a lieu lorsque le possesseur est privé pendant plus d'un an de la jouissance de la chose soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers ³. Ainsi, elle résulte de la destruction, par le demandeur, des travaux faits par le défendeur pour masquer sa possession.

234. De ce qu'un individu a fermé, avec une barrière à clef, un chemin qui servait aux habitants de la commune, le passage exercé depuis sur ce chemin, nonobstant la barrière, sans permission, par les mêmes habitants, — peut ne pas être considéré comme de simple tolérance, et être au contraire considéré comme interruptif de la possession de

¹ Code, art. 2237.

² Argument, Code, art. 2242.

³ Code, art. 2243.

celui qui a intercepté le chemin, et cela, par appréciation des faits résultant de l'enquête ¹.

235. L'appréciation des juges du fait est ici souveraine ¹.

236. Si le trouble a cessé avant l'expiration du délai moralement nécessaire pour la réclamation du possesseur ou sur la plainte de ce dernier, la jouissance annale n'a point été interrompue.

237. Il faut une possession contraire qui ait au moins duré une année. En présentant le titre de la prescription, M^e Bigot Préameneu disait : « On a considéré que si l'occupation momentanée d'un fonds suffisait, pour priver des effets de la possession, ce serait une cause de désordre ; chaque possesseur serait à tout moment exposé à la nécessité d'avoir un procès pour justifier son droit de propriété ².

238. *Interruption civile.* — Le trouble de droit se confond avec l'interruption civile.

Mais de tous les actes judiciaires qui peuvent former l'interruption civile, la citation en justice à l'effet de contraindre le possesseur à déguerpir et à me rendre ma chose est le seul qui convienne à la possession, c'est le seul moyen direct et légal de la combattre. — De simples dénunciations ou protestations sont insuffisantes ³.

239. La reconnaissance du droit du propriétaire par le possesseur, enlève à ce dernier le bénéfice de sa possession pour le passé, — Et même pour l'avenir, en le constituant en état de possession précaire.

Exemple : J'obtiens de mon voisin qui a ouvert un jour

¹ Rejet, req. 24 février 4844 ; Dev. 44, 496.

² Argument, Code, art. 2243 ; Carou, 675.

³ Carou, n. 77. — V. d'ailleurs, *sup.*, n. 440 et suivants.

sur moi une reconnaissance qu'il n'en jouit que par pure tolérance, avec promesse de le fermer à la première réquisition ¹.

ART. 4. — Comment se perd la possession.

SOMMAIRE :

- 240. La possession se perd par l'usurpation d'un tiers;
- 241-242. Le possesseur fût-il incapable ou absent.
- 243. La possession se perd instantanément par la renonciation.
- 244. La renonciation suppose des actes extérieurs;
- 245. Elle ne s'induit pas d'un simple oubli;
- 246. Elle peut résulter d'une cessation de jouissance prolongée.
- 247. *Quid*, au cas d'une inondation ?
- 248. Ou d'un dessèchement de marais ?
- 249. La renonciation à la possession ne peut émaner d'un représentant ;
- 250. Ni d'un incapable.
- 251. Quand la chose est entre les mains d'un détenteur précaire, la possession se perd par l'interversion du titre.
- 252. L'interversion naît de la contradiction du droit du propriétaire.
- 253. Exemple.
- 254. Le fait de la contradiction peut être prouvé par témoins.
- 255. La cause de l'interversion peut venir d'un tiers.
- 256. Il faut un changement dans la conduite du détenteur précaire.
- 257-262. Exemples.
- 263. Le bailleur perd la possession lorsque le preneur cède la chose à un tiers à titre particulier.
- 264. Il en est autrement de la transmission à titre universel.
- 265-273. Exemples.
- 274. La bonne foi du tiers acquéreur n'est pas nécessaire.
- 275. Cas où le contrat de transmission est résolu.
- 276. Le trouble causé au fermier est causé au bailleur.
- 277. En est-il autrement du trouble de droit.

¹ Argument, Code, art. 2248.

¹ Bélimé, n. 64.

240. Quand on détient par soi-même, la possession se perd de deux manières, — soit par l'usurpation d'un tiers, — soit par l'abandon du possesseur.

241. Les incapables, comme les capables, perdent la possession lorsqu'un tiers s'empare de leurs propriétés.

242. La possession se perd, bien que le propriétaire n'ait pas connu les actes de maître faits sur sa chose, même en son absence, si ces actes ont été publics et non équivoques. Le délai de la complainte n'en court pas moins contre lui. — « Il faut, dit Dunod, s'informer de ce à quoi l'on a intérêt et, si on ne le sait pas, l'on doit s'imputer ce que l'on en souffre. » — C'est au maître qui s'absente à laisser sur les lieux un fermier ou un mandataire qui surveille sa chose; s'il l'a fait, et que son représentant ne l'ait pas averti, c'est à lui à s'imputer d'avoir mal placé sa confiance ¹.

243. Celui qui abdique sa possession, cesse de posséder à l'instant même, fût-il encore matériellement sur l'immeuble ².

Par exemple, — celui qui renonce à un usufruit, pour se dispenser de faire les réparations à sa charge ; le propriétaire grevé d'une servitude qui fait, conformément à l'art. 699, l'abandon du fonds asservi.

L'héritier présomptif qui renonce à la succession. — Mais s'il rétracte sa renonciation avant que la succession soit acceptée par d'autres, sa possession sera censée n'avoir jamais été interrompue, l'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession ³.

244. La renonciation à la possession doit se manifester par des actes extérieurs.

¹ Bérime, n. 95.

² Bérime, n. 97.

³ Code, art. 724 et 777.

La possession se conserve plus facilement qu'elle ne s'acquiert. — Pour l'acquérir, il faut vouloir posséder, au lieu qu'il suffit, pour ne pas la perdre, de n'avoir pas fait acte de volonté contraire.

245. Le simple oubli, ou l'ignorance où serait quelqu'un de sa propriété ne lui ferait pas perdre sa possession. Un héritier ignore que tel héritage dépend de la succession, il continue de le posséder, lors même qu'il le laisse quelque temps sans culture¹.

246. Toutefois, l'intention d'abdiquer la possession peut résulter de la cessation *prolongée* de tout acte de jouissance. Il est rare de voir quelqu'un rester longtemps sans faire acte de propriété sur son fonds : cette inaction fait présumer qu'il a entendu abandonner.

Quand cette présomption sera-t-elle censée acquise? Cette question est laissée à l'appréciation du juge².

La solution dépendra de la nature des héritages, des circonstances accessoires, de l'absence ou de la coprésence du maître ; — quelquefois dix années pourront ne pas suffire : par exemple s'il s'agit de forêts, ou d'autres biens sur lesquels les actes de jouissance ne se font qu'à de longs intervalles. — Quelquefois ce sera beaucoup trop, ainsi un propriétaire, en clôturant son champ, laisse en dehors une petite portion de terrain pour obtenir plus de régularité.

247. Si l'usage a été impossible, l'inaction du propriétaire, pendant dix ans et plus, ne lui a pas fait perdre la possession. — Par exemple le fonds a été couvert d'eau pendant plusieurs années³.

248. Un propriétaire a compris dans un étang des

¹ Bérime, n. 400.

² Bérime, n. 403.

³ Bérime, n. 404.

fonds appartenant à autrui, sa possession n'est pas interrompue, par cela seul que l'étang vient à se dessécher par accident ou par sécheresse. Rien n'indique que le possesseur veuille abdiquer sa possession. Souvent, après avoir joui d'un étang pendant quelques années, on le dessèche pour le livrer à la culture ou pour en faire un pâturage ¹.

249. Pour renoncer à la possession il faut avoir la libre disposition de ses droits.

L'abandon doit émaner du maître lui-même, et non de son fermier. Bien que ce dernier quitte le fonds dans l'intention de ne plus le posséder, le bailleur possède toujours *animo solo* : c'est à lui qu'appartenait la possession, et non à son représentant; alors même que le fermier aurait acquis la possession à l'insu du propriétaire : le bailleur est toujours censé avoir donné mandat à son représentant de poursuivre ses droits, de conserver sa possession, ou de recouvrer celle qu'il aurait perdue; quand le fermier fait acte de maître sur un terrain, il y a présomption, surtout après l'année, qu'il n'a fait que ressaisir une chose appartenant à son bailleur ².

250. Les incapables et leurs représentants sont censés conserver toujours l'*animus possidendi* : ils ne sont pas maîtres de le perdre quand même ils le voudraient, soit par une renonciation expresse, soit par une renonciation tacite. — Sauf le droit du tiers qui se serait mis en possession depuis un an ³. — V. *supra* n. 209.

251. Quand la chose est entre les mains d'un détenteur précaire, la possession peut se perdre de plusieurs manières.

¹ Bélime, n. 405.

² Bélime, n. 404.

³ Bélime, n. 406.

res : — soit que le détenteur tente de la conquérir ; — soit qu'il la transmette à un tiers ; — soit qu'un tiers la lui enlève ¹.

252. Le fermier ne peut se changer à lui-même le titre de sa possession par une simple opération mentale. — A l'expiration du bail, sa possession reste précaire quel que soit son mauvais vouloir. Après son décès, elle reste encore précaire entre les mains de ses héritiers, fussent-ils de bonne foi.

Mais il y a contradiction opposée au droit du propriétaire, lorsque le fermier signifie à son bailleur qu'il n'entend plus posséder pour lui ². — Exemple : le fermier sommé de payer ses fermages répond par un refus, et prétend que la chose lui appartient. — Il n'a pas besoin d'être de bonne foi ni d'exhiber un titre ; le détenteur élève une prétention à la chose, il en informe le propriétaire, ce dernier sait que la chose n'est plus détenue en son nom et doit prendre ses mesures.

253. La contradiction peut résulter d'un simple fait ; le locataire ferme la porte au bailleur, en lui contestant sa propriété ³.

254. Le fait de la contradiction peut être prouvé par témoins ³.

255. La cause de l'interversion peut venir d'un tiers : — Le fermier a reçu la chose d'un étranger, soit à titre d'achat, de legs, de donation entre-vifs, soit par tout autre acte translatif de propriété. Cette cause extrinsèque l'autorisant à posséder *pro suo* fait perdre la possession du bailleur.

¹ Bélimé, n. 467.

² Argument, Code, art. 2238.

³ Argument, Code, art. 4348 ; Troplong, 2, n. 514 ; Bélimé n. 409 et 410. — *Contrà*, Vazeille, *Prescription*, p. 466.

L'héritier d'un fermier ignore que tel héritage faisait partie du bail, dans cette ignorance il l'achète de bonne foi d'un tiers qui se présente comme étant le propriétaire. Cet héritier ne signifiera pas son titre au bailleur, auquel il ne sait pas que la chose appartient.

256. Mais n'est-il pas à craindre que le propriétaire ne devienne victime d'une interversion, que le fermier aura soigneusement tenue secrète; s'il s'agit d'un usufruitier qui exerce tous les actes de maître, qui n'a à payer aucune redevance annuelle, la fraude ne sera-t-elle pas encore plus facile ?

On répond : La possession, pour être utile, doit toujours être publique et surtout non équivoque ; les actes par lesquels elle s'exerce doivent être patents et caractérisés, et tels qu'on ne puisse douter à quel titre ils sont faits. Il faut surtout que le propriétaire ait été mis à même de connaître la prétention que le nouveau possesseur élève sur la chose.

Aussi un changement dans la conduite du détenteur précaire est nécessaire.

257. Le fermier cesse de payer ses fermages, change la nature des héritages, détruit les constructions, abat les forêts, aliène une partie de la chose :— il proclame suffisamment par là qu'il n'est plus fermier. C'est à partir de ces actes publics de possession, bien plus qu'à partir de la date du nouveau titre, que l'on doit faire courir contre le propriétaire le délai de la prescription ou celui de la possession annale.

258. Le fermier peut-il intervertir son titre, même en achetant de celui qu'il sait n'être pas propriétaire ?— Non ; autrement, par cette acquisition non sérieuse, il se changerait à lui-même la cause de sa possession ¹.

259. En résumé, le détenteur précaire peut intervertir

¹ Argument, Code, art. 2240; Bélimé, n. 413.

sa possession vicieuse par la contradiction apportée, même de mauvaise foi, aux droits du propriétaire.

Il le peut encore, sans contradiction, lorsqu'il reçoit de bonne foi la chose d'un tiers, par un acte translatif de propriété.

Dans ce dernier cas, le propriétaire n'est dépouillé de la possession que du moment où le détenteur précaire s'est livré à des actes de jouissance assez patents et assez significatifs, pour que le public pût s'apercevoir qu'il possédait désormais à titre de maître; mais *dans le doute*, le propriétaire est plus favorable et doit être préféré ¹.

260. Le mari, soit sous le régime dotal, soit sous le régime de communauté, commence-t-il à prescrire dès l'instant de la dissolution du mariage, sans qu'il soit besoin d'aucune interversion, de telle sorte que si les héritiers de la femme tardaient plus d'une année à réclamer les biens, le mari aurait contre eux la complainte? Non ².

261. Même décision pour l'antichrésiste, à partir de l'époque où le débiteur a payé sans retirer l'immeuble ³.

262. Dans une espèce où il avait été convenu qu'à défaut de paiement dans l'année, l'immeuble appartiendrait au créancier de plein droit, en acquit de sa créance, on a jugé ⁴ que cette clause quoique réprouvée par la loi avait pu intervertir la possession au bout de l'année, en sorte qu'après 30 ans le créancier devait être réputé avoir prescrit.

Mais la possession du créancier avait commencé par être précaire; l'interversion de son titre ne pouvait résulter d'une clause nulle; elle ne pouvait inspirer au créancier

¹ Bérime, n. 442 et 445.

² Argument, Code, art. 2236; Bérime, n. 447 à 454.

³ Bérime, n. 422. — *Contrà*, Troplong, n. 480.

⁴ Bruxelles, 26 juin 1806.

l'animus domini. — Il ne s'agissait pas de savoir si une possession saisie pour la première fois en vertu d'un titre nul peut conduire à la prescription, — mais si une possession d'abord précaire, peut s'intervertir par suite d'une convention nulle, à laquelle la loi résiste continuellement¹.

263. Le bailleur peut perdre la possession lorsque la chose a été *transmise* par le débiteur précaire à un tiers acquéreur.

264. Le titre *translatif de propriété* s'entend d'une cession à titre particulier ; — telle qu'une vente, un échange, une donation entre-vifs, — non d'une cession universelle. — Ainsi le légataire universel du détenteur précaire, comme héritier et continuateur de la personne, ne possède pas plus que son auteur².

265. Le légataire à titre universel du débiteur précaire peut-il acquérir la possession ? — Non : ce légataire une fois envoyé en possession de son legs continue la personne du défunt, comme le légataire universel³.

266. Même décision pour l'institué contractuel.

267. *Quid* du donataire de biens présents et à venir qui opte pour les biens présents à la mort du donateur ? — La possession est réputée intervertie, à compter du jour où ce donataire, ayant fait son option, est entré en jouissance, pourvu que l'acte de donation, en énumérant les divers immeubles du donateur, ait compris nominativement celui qui n'était détenu qu'à titre précaire⁴.

268. Lorsque le fermier consent une démission de biens, celui dans le lot duquel a été placé l'immeuble ne

¹ Bélimé, n. 423.

² Argument, Code, art. 2239.

³ Bélimé, n. 427.

⁴ Bélimé, n. 42.

succède pas au vice de la possession de son auteur : il n'est pas héritier à vrai dire ¹.

269. Le bailleur perd-il la possession, lorsque celui qui a reçu la chose du fermier n'a qu'une possession feinte : — exemple le fermier, par le contrat de vente lui-même, a pris le fond à bail du nouvel acheteur ²; — une pareille possession est équivoque clandestine et à l'égard du bailleur; il n'a aucun moyen de la connaître, elle fait présumer un concert frauduleux entre le vendeur et l'acheteur ³.

270. Le fait isolé de la cessation du paiement des fermages n'opère pas l'interversion.

D'ailleurs s'il s'agit d'un usufruitier, d'un tuteur ou d'un mandataire, le nu-propriétaire, le pupille, le mandant, ne peuvent savoir qu'un autre possède, eux qui voient toujours la chose administrée ostensiblement par leurs représentants.

271. Le bailleur a perdu la possession, si le fermier s'est dessaisi de la chose en faveur d'un tiers, par une mise en jouissance réelle, encore que ce fermier eût continué d'acquitter exactement ses fermages. — On suppose que le tiers possède publiquement l'immeuble ³.

272. La possession n'est pas perdue pour le bailleur lorsque les héritiers du détenteur précaire se vendent l'un à l'autre leur part de la chose affermée. — La cession antérieure à tout partage est considérée comme un partage; — dans le cas de cession postérieure au partage, les deux parties avaient la qualité de détenteur précaire que leur avait transmise leur auteur.

273. Lorsque le fermier vend ou donne à un tiers, le propriétaire a pu connaître ce fait, en voyant son héritage

¹ Argument, Code, art. 718 et 4076; Bélimé, n. 430.

² Bélimé, n. 432.

³ Bélimé, n. 433.

passer dans des mains étrangères. — Mais ici le fonds ne passant que d'un enfant à un autre, le bailleur a pu croire qu'il était toujours possédé précairement par les héritiers de son fermier. Cette cession n'a pu inspirer une confiance nouvelle au cessionnaire ¹.

274. En général, il n'est pas nécessaire, pour faire perdre la possession au bailleur, que l'aliénation ait été faite de bonne foi. — Si celui qui s'empare d'un héritage sans titre, de sa pleine autorité, en acquiert la possession, celui qui achète, même d'un détenteur précaire, en connaissant la qualité de son vendeur, a le même droit ².

275. Si le contrat d'aliénation est résolu ou rescindé, le propriétaire recouvre la possession qui est censée n'avoir jamais été interrompue ³. — V. *sup.* n° 220.

Il en est autrement si la chose revient au fermier, non plus *ex causa antiqua*, mais par un titre nouveau. Il avait donné le fonds en mariage à un de ses enfants; celui-ci prédécède sans postérité, le donateur reprend le fonds dans la succession. Arg. C. N. 747, — le fermier continue la possession de celui à qui il succède.

276. Le trouble causé au fermier est réputé causé au propriétaire. — V. *sup.*, n° 114.

277. Il en est de même du trouble de droit.

SECTION II. — Des conditions pour l'exercice de la réintégration.

SOMMAIRE :

278. Une double condition est nécessaire, mais suffit :

279. 1° La détention paisible au moment du trouble ;

280. La tentative repoussée n'engendre pas de possession.

¹ Bélimé, n. 436.

² Bélimé, n. 434.

³ Bélimé, n. 435.

284. La résistance doit-elle être immédiate?
 285. La possession du détenteur à titre de tolérance suffit-elle?
 286. 2° Il faut des actes matériels de violence ou des voies de fait.
 287. Peu importe que la détention ait été obtenue par violence à l'origine.
 288. La violence ne suppose pas nécessairement une lutte.
 289. Il suffit que la lutte soit probable.
 290. Exemples de voie de fait.
 291. Influence de la bonne ou de la mauvaise foi.
 292. Exemples.
 293. La voie de fait doit-elle avoir été commise sur le terrain du plaignant?
 294-295. La réintégrande a-t-elle lieu en matière de servitudes?
 296. S'agit-il d'une simple crainte?
 297. De l'inexécution d'une convention?
 298-299. D'une voie de fait commise en vertu d'un acte administratif. Distinction.
 300-301. La réintégrande n'a pas lieu s'il s'agit d'un intérêt de salubrité ou de viabilité.
 302-303. *Quid* au cas d'exécution d'un jugement passé en force de chose jugée? Distinction.
 304. *Quid* si le demandeur conclut uniquement à la reconnaissance de sa possession annale?
 305. S'il se borne à offrir la preuve de cette possession, ou s'il l'invoque seulement dans les motifs de la citation?
 306. Pouvoir d'interprétation du juge.
 307. Exemples.

278. Une double condition est indispensable, mais suffit pour l'exercice de la réintégrande : — Cette action appartient au simple détenteur troublé, — dans sa possession matérielle et paisible, — par des actes de violence, ou par des voies de fait.

Les autres conditions exigées pour l'exercice de la complainte, et notamment l'annalité de la possession, ne sont pas nécessaires pour la réintégrande. — Telle est la doctrine enseignée par la plupart des auteurs et consacrée par la jurisprudence¹.

¹ V. *sup.*, n. 91

279. Le demandeur en réintégrande n'a donc qu'une chose à prouver, c'est qu'il avait la possession de *pur fait*, la détention *naturelle* et purement *matérielle*, au moment où l'acte violent a été commis.

Le défendeur à la réintégrande, n'est pas fondé à opposer les vices de précarité et de clandestinité de la possession du demandeur.

280. Lorsqu'au moment où l'on commet une voie de fait pour s'emparer d'un héritage, on est repoussé dans cette tentative, la voie de fait n'aura procuré aucune possession : *vim vi repellere licet*. C'est le droit de légitime défense.

281. Mais faut-il absolument que la résistance soit immédiate? le moindre intervalle qui s'écoulera serait-il suffisant pour changer en acte d'agression l'acte d'une juste résistance? s'il se passe par exemple un jour avant que l'entreprise soit réprimée, tout sera-t-il dit, et l'auteur de cette entreprise, réprimée vingt-quatre heures trop tard, devra-t-il être considéré comme détenteur paisible? il est difficile de le croire. En pareil cas, les tribunaux n'ont-ils pas le droit de consulter et d'apprécier les circonstances et par suite de déterminer le caractère et les conséquences de la première voie de fait ¹?

282. La possession à titre de simple tolérance suffit-elle pour autoriser à intenter la réintégrande?

On a rejeté le pourvoi formé contre un jugement qui déclarait non recevable une action en réintégrande, en se fondant sur ce que le défendeur devait être considéré comme ayant toujours possédé et comme possédant encore l'objet litigieux, nonobstant les actes possessoires faits par

¹ Rapport de M. Mesnard, lors de l'arrêt du 8 juillet 1845; D., 46, 404.

le demandeur, ces actes n'ayant eu lieu qu'à titre de tolérance¹.

Mais la réintégrande a été particulièrement introduite en faveur de l'ordre et de la tranquillité publique; elle est sans influence sur les droits respectifs des parties; elle n'exclut pas même le droit de la partie condamnée d'agir au possessoire; une jouissance matérielle, une possession naturelle et actuelle au moment de la violence, suffisent pour autoriser l'action en réintégrande contre l'auteur d'une voie de fait grave et positive, et d'une dépossession par violence².

283. La réintégrande ne peut être provoquée que par des actes matériels, — à la différence de la complainte, qui peut être basée non-seulement sur un *trouble de fait*, mais encore sur un *trouble de droit*.

284. L'action en réintégrande n'est recevable que tout autant qu'il y a eu dépossession violente d'un détenteur paisible.

Au reste, peu importe que la possession ait été acquise elle-même à l'origine par violence; le possesseur a le droit de repousser la force par la force, pourvu que la résistance soit prompte; — mais si le possesseur s'est retiré devant son adversaire : s'il l'a laissé s'établir dans la chose, il n'a plus le droit de le repousser, en s'excusant sur ce qu'on aurait employé contre lui un pareil moyen³.

285. Il y a violence lorsque l'acte par lequel une partie usurpe sur l'autre l'objet contesté, renferme une voie de fait grave, positive, et telle qu'on ne pourrait la commettre sans blesser la sécurité et la protection que chaque individu a droit d'attendre de la force des lois⁴.

¹ Rejet, civ. 44 juin 4828; Dev.

² Motifs; rejet req. 4 juin 4835; Dev. 35, 443.

³ Bélimé, n. 382. — V. d'ailleurs, *sup.*, n. 284.

⁴ Jousse, Commentaire de l'ordonnance de 4667.

Toutefois, pour qu'il y ait dépossession violente, il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu combat ou sang répandu ; il suffit qu'il y ait eu voie de fait positive, exercée d'autorité privée et de nature à amener un résultat pareil, en cas de résistance de la part de celui qui en est victime ; il suffit que l'usurpateur arrivant en force avec ses ouvriers, ait mis en fuite le possesseur qui n'a pas osé l'attendre ¹.

286. La voie de fait existe par cela seul que l'agresseur s'est emparé d'un héritage qu'il savait que le possesseur ne lui aurait pas abandonné sans contestation.

287. On a considéré comme voies de fait suffisantes pour motiver la réintégration : — la démolition d'un mur construit par un tiers, sous prétexte d'anticipation. — Le fait d'entrer avec escalade et effraction dans un édifice non habité, dont les clés étaient dans la main d'un tiers ². — L'enlèvement d'une vanne percée d'une ouverture pour l'arrosage d'un héritage, et la substitution d'une autre vanne pleine ³.

Le percement d'une digue nouvellement bâtie contre la volonté de celui qui l'achève, sous prétexte qu'elle retient des eaux dont le défendeur a le droit d'user ⁴.

288. On se montrera d'autant plus sévère qu'il y aura absence de bonne foi, que nul motif d'urgence ne conseillait la voie de fait, « qu'elle a été commise *méchamment et sans nécessité* ⁵. »

289. Mais il n'y a pas voie de fait suffisamment caractérisée, lorsqu'un individu prend possession de ce qu'il croit lui appartenir, sans l'intervention de la justice. —

¹ Rejet, req. 28 décembre 1826 ; *Journal de Procédure*, Art. 41 ; Rejet, req. 48 février 1835 ; D., 35, 484 ; Béline, n. 34.

² Rejet, req. 4 juin 1835 ; Palais, 27, 273.

³ Rejet, req. 43 février 1835 ; Dev., 35, 886.

⁴ Rejet, req. 28 décembre 1826 ; Dev.

⁵ Motifs, Casse, 17 novembre 1835, Palais.

Ainsi l'usurpation pure et simple de quelques sillons n'autorise pas l'emploi de la réintégration¹. La réintégration n'a pour objet que la répression d'un délit ou d'un quasi-délit. Si celui qui s'est emparé d'un héritage a eu l'intention d'user légalement de son droit, s'il n'a pas dû raisonnablement supposer que le possesseur s'opposerait à ce qu'il a cru devoir faire, il n'y a ni voie de fait ni violence dans le sens de la loi. — Ainsi, le cultivateur qui reprend une portion de terre labourée à son préjudice par un voisin peut être condamné à des dommages-intérêts pour s'être fait justice à lui-même ; mais l'action en réintégration est non recevable contre lui.

290. La réintégration suppose en général un acte agressif commis sur la personne ou le fonds même du plaignant, — acte qui, mettant en mouvement le droit de légitime défense, pourrait troubler la paix publique².

Aussi le fait par le propriétaire d'un canal d'avoir construit sur ce canal un barrage dont l'établissement a eu pour résultat de priver un riverain inférieur des eaux qui arrosaient son pré, ne peut motiver, de sa part, une réintégration. Dans ce cas, il n'y a lieu qu'à la plainte³.

291. Celui qui exerce une *servitude* peut-il se pourvoir en réintégration s'il y est troublé par voie de fait ?

Le propriétaire du fonds soumis à un droit de passage, avait planté une haie sur sa propriété. La réintégration a été déclarée non recevable⁴, par le motif que l'exercice d'une servitude ne constitue pas une possession réelle et actuelle suffisante. — Il eût mieux valu dire que la plantation de la haie n'était pas une voie de fait assez grave.

¹ Bérime, n. 384.

² Motifs, req. 6 décembre 1854 ; *Journal des Justices de Paix*, Art. 660.

³ Même arrêt.

⁴ Rejet, req. 5 mars 1828 ; Dev.

Lorsque des travaux ou des ouvrages apparents ont été effectués pour l'exercice d'une servitude, la destruction de ces travaux constitue la dépossession ou l'expulsion violente : la détention s'applique, dans ce cas, aux signes matériels de la servitude, sinon à la servitude elle-même¹.

292. J'ai sur vous un *jus projiciendi*, vous détruisez la partie de ces constructions qui avance sur votre héritage; j'ai un droit d'aqueduc sur votre fonds, vous l'interceptez méchamment; j'ai un droit de passage, vous me repoussez avec violence; — j'aurai la réintégrande : peu importe que vous ne m'ayez pas enlevé une possession matérielle; que vous ayez commis le trouble sur votre sol, non sur le mien².

293. La réintégrande serait-elle admise contre le propriétaire dont la maison menace ruine? — Nous ne le pensons pas : aucun acte de possession par violence ou voie de fait ne pouvant être reproché à ce dernier. Ne faudrait-il pas d'ailleurs que le voisin établît que le fait dont il se plaint remonte à moins d'une année; ce qu'il serait presque toujours dans l'impuissance de faire, l'état de dégradation des bâtiments provenant le plus habituellement de leur vétusté³?

294. La réintégrande n'est pas non plus recevable de la part de celui qui se plaint de ce qu'au mépris d'une convention qu'il allègue, un voisin auquel il a cédé un terrain, sous la réserve d'en jouir encore un certain temps, s'est emparé de ce terrain et l'a labouré : un tel fait ne constituerait qu'une simple inexécution de contrat⁴.

295. Toute violence ou voie de fait entraînant la dépos-

¹ Bourbeau, n. 387.

² Bélime, n. 385.

³ *Contrà*, Loiseau, *Action possessoire*, n. 74.

⁴ Rejet, req. 4 déc. 1833; Dev., 34, 335.

session donne-t-elle lieu à réintégration, alors même que celui qui en est l'auteur agirait dans un intérêt administratif ?

Il faut distinguer entre les actes du maire agissant comme officier de police, comme exerçant une partie du pouvoir exécutif et prononçant par voie de disposition générale et réglementaire, et ceux dans lesquels il agit dans l'intérêt de la commune, comme exerçant ses actions et comme chargé de surveiller et de gérer tout ce qui tient au domaine de la commune, soit quant à la propriété, soit quant à la jouissance.

296. Lorsque le maire agit comme représentant de la commune, si ses actes sont de nature à porter atteinte à un droit quelconque, ils donnent lieu à une action contre la commune devant les tribunaux ordinaires, comme si le débat s'agissait entre de simples particuliers ¹. Aussi a-t-on ordonné la réintégration d'un particulier dépossédé par les agents de la force publique, sur les ordres du maire agissant comme représentant les droits de la commune ².

297. Lorsque le maire prend un arrêté comme officier de police, le particulier lésé doit agir par voie de réformation devant l'autorité administrative supérieure ou par voie d'indemnité ; mais il ne peut demander au possesseur la suppression des travaux, notamment de ceux qui ont été exécutés par ordre du maire sur la voie publique pour en assurer la salubrité et qui causent un préjudice aux propriétés riveraines ³.

298. De même la démolition de travaux exécutés en vertu d'un arrêté municipal pris dans un intérêt public, ne peut être ordonnée par l'autorité judiciaire ⁴.

¹ Cassé, 19 août 1839, *Journal de procédure*, art. 4960.

² Cassé, 2 juillet 1862 ; *Journal des Justices de Paix*, Art. 2075.

³ Rejet, req. 5 décembre 1842 ; *Journal de Procédure*, Art. 3445.

⁴ Rejet, civ. 11 août 1856 ; *Journal des Justices de Paix*, Art. 914.

299. Un acte de possession fait dans les limites d'un droit reconnu et déclaré par un jugement rendu au possessoire et passé en force de chose jugée, n'a pas le caractère de violence arbitraire et de spoliation qui donne ouverture à la réintégrande¹.

Spécialement l'individu déclaré, par un jugement rendu au possessoire et passé en force de chose jugée, en possession immémoriale d'un canal, ne peut être actionné par l'adversaire en réintégrande, pour avoir procédé au curage de ce canal à une époque où aucun fait nouveau n'avait contredit sa possession².

300. Lorsque ce jugement a été rendu contre un tiers, l'exécution même régulière de ce jugement, contre ce tiers, peut donner lieu à une action possessoire en faveur du possesseur au préjudice duquel cette exécution est poursuivie³.

301. Si celui qui est dépossédé par violence, au lieu de demander simplement à être réintégré dans la possession de la chose, *conclut* à ce que le juge reconnaisse sa possession annale, il ne peut plus soutenir ensuite, lorsque cette possession a été déclarée ne pas exister ou n'être que précaire, qu'il n'avait intenté qu'une action en réintégrande pour laquelle la possession annale n'était pas nécessaire⁴.

302. Toutefois de ce que le demandeur en réintégrande a dans le *motif* de son exploit de citation devant le juge de paix, ou dans les actes ultérieurs du procès, allégué la possession annale où il se prétendait être de l'objet litigieux, et même demandé à prouver cette possession, il ne s'ensuit.

¹ Rejet, req. 5 janvier 1837 ; D., 37, 212.

² Rejet, req. 4^{re} avril 1856 ; *Journal des justices de Paix*, Art. 954.

³ Casse, 7 février 1849 ; *Journal de Procédure*, Art. 4343.

⁴ Rejet, req. 16 mai 1827 ; Dev. ; — 9 février 1837 ; Dev., 37, 609.

pas que son action doive être nécessairement considérée comme une action en complainte et qu'elle doive être rejetée, sous prétexte qu'il n'aurait pas prouvé sa possession annale; elle n'en doit pas moins être jugée comme action en réintégrande, si les voies de fait sur lesquelles elle repose lui donnent ce caractère ¹.

303. Bien que le demandeur en suppression d'une construction et de plantations qu'il prétend empêcher le curage de son moulin, ait signalé ces actes comme des voies de fait, et qu'il en ait demandé la suppression avec contrainte, son action a pu être considérée comme une complainte, et non comme une réintégrande ².

Le juge a ici un certain pouvoir d'appréciation ³.

Ce magistrat ne doit pas s'attacher trop servilement à la qualification de la demande.

Si les actes qualifiés de voie de fait ou de spoliation ne constituaient qu'un simple trouble le demandeur devrait justifier d'une possession annale.

304. Dans une autre espèce, l'exploit introductif d'instance contenait en même temps, *et* une demande en complainte, *et* une demande en réintégrande; cette dernière reposait sur le fait le plus caractéristique, celui de l'envahissement par la charrue d'une partie du champ du demandeur, et du *bouleversement* opéré sur sa propriété par cette voie de fait. — Le jugement attaqué avait reconnu l'existence de cette voie de fait, et accueilli la réintégrande. Le pourvoi a été rejeté ⁴.

¹ Casse, 19 août 1839, *Journal de Procédure*, Art. 4960.

² Rejet, req., 13 novembre 1838, D. 39, 214.

³ Argument, rejet, req., 8 juillet 1845, D. 45, 404. — V. *sup.*, n. 235.

⁴ Rejet, req., 24 juin 1854, *Journal des Justices de Paix*, Art. 84.

SECTION III. — Des conditions spéciales requises pour l'exercice des actions possessoires en matière de servitudes.

SOMMAIRE

305. Certaines conditions spéciales sont exigées en matière de servitudes.
 306. Pour les servitudes discontinues il faut un titre.
 307. A défaut de titres, il faut des ouvrages apparents constituant une contradiction.
 308. Exemples. — Renvoi.

305. Indépendamment des conditions exigées en général pour l'exercice des actions possessoires, soit de la complainte, soit de la réintégration, — certaines conditions spéciales sont nécessaires lorsqu'il s'agit d'un droit de servitude.

306. Ainsi, d'une part, les servitudes discontinues, même apparentes, ne peuvent sans un titre donner lieu à l'exercice de la complainte.

Si les servitudes discontinues ne s'acquièrent pas par prescription, c'est que les actes par lesquels elles s'exercent sont de ceux qu'un voisin permet souvent par tolérance et bon voisinage, et en y attachant peu d'importance, et qu'on ne saurait si c'est à titre de tolérance ou au contraire *jure servitutis* que les actes ont été pratiqués par l'un et subis par l'autre.

Quant à l'*animus domini* et à la publicité, la possession serait équivoquée.

307. A défaut de titre, il faut que la possession soit étayée sur des ouvrages apparents constituant une contradiction aux droits de l'autre partie.

Cette contradiction a pour effet, soit d'affranchir celui

duquel elle émane de certaines charges légales qui, d'après le droit commun, sont imposées à la propriété immobilière, soit de transformer une simple faculté ou même une charge légale en un droit susceptible d'une possession utile. La contradiction par des constructions ou des ouvrages opère sur la nature du droit comme la contradiction par des actes ou des significations opère sur le titre, en vertu duquel la possession s'exerce, en lui faisant subir une interversion¹.

308. Nous avons réuni tout ce qui concerne l'explication de ces conditions spéciales sous le chapitre III, où nous traitons des servitudes.

¹ Bourbeau, n. 384.

CHAPITRE III.

DES CHOSES QUI PEUVENT ÊTRE OU NON L'OBJET D'ACTIONS POSSESSOIRES.

SOMMAIRE.

309. Les actions possessoires peuvent avoir pour objet les héritages et les droits réels.
310. En est-il de même à l'égard des meubles ?
311. Division.

309. Aux termes de l'art. 1^{er} du titre 18 de l'ordonnance de 1667, les actions possessoires pouvaient avoir pour objet :

- 1^o Les héritages ;
- 2^o Les droits réels ;
- 3^o Les universalités de meubles.

Les actions possessoires peuvent encore être exercées aujourd'hui à l'égard des héritages (ou immeubles corporels) et des droits réels.

310. En est-il de même à l'égard des meubles ? — V. *inf.*, n^o 570 et suivants.

311. L'explication des deux premiers points et l'examen de cette question formeront l'objet des trois sections suivantes.

SECTION I. — Des héritages ou immeubles corporels.

SOMMAIRE.

312. Différentes espèces d'immeubles.
313. Ils peuvent, en général, être l'objet d'une action possessoire.
314. Première exception. Les immeubles par la fiction de la loi.
315. Il en est autrement d'un immeuble ameubli.

316. Seconde exception. Les immeubles imprescriptibles.
317. Sauf les biens des mineurs, des interdits.
318. — les biens dotaux.
319. — les biens grevés de substitution.
320. Motifs de ces solutions.
321-322. Ne peuvent être l'objet d'une action possessoire les biens du domaine public, qui ont une destination publique.
323. Il en est autrement des choses dépendant du domaine privé de l'État, des communes.
324-326. Cas dans lesquels la destination à un usage public est douteuse.
327-328. Le représentant du domaine public peut seul se prévaloir de l'imprescriptibilité.
329-330. Un simple particulier ne peut l'opposer à son adversaire.
331. La possession de la chose principale comprend l'accessoire.
332. Toutefois, le principal et l'accessoire peuvent être l'objet d'une possession distincte.
333-334. Par exemple le canal et les francs-bords.
335. Les lais et relais de la mer.
336. Les varechs.
337. Les arbres et le sol.
338. La réintégrande peut-elle être exercée à l'égard d'un bien qui dépend du domaine public?
339. Division.

312. Les biens sont immeubles ou par leur nature ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent¹; ces trois classes d'immeubles peuvent en général être l'objet des actions possessoires et particulièrement de la complainte.

Pour distinguer ceux qui restent dans la règle de ceux qui forment l'exception, il faut se demander si la chose peut être possédée dans les conditions précédemment indiquées ². — V. *suprà*, chapitre II.

313. Tout immeuble corporel peut devenir l'objet d'une

¹ Code, art. 517.

² Bourbeau, n. 360.

action possessoire. — Nous avons dit que telle était la règle générale.

Cette règle souffre de nombreuses exceptions.

314. Ainsi ne donnent pas lieu aux actions possessoires : les immeubles par la fiction de la loi, par exemple les actions de la Banque de France, celles des canaux d'Orléans et du Loing, qui peuvent être immobilisées; cette immobilisation n'a d'autre effet que de rendre applicables les règles du Code sur l'aliénation des biens immeubles et sur les privilèges et hypothèques. Mais on ne conçoit pas comment le propriétaire de ces actions pourrait agir au possessoire pour trouble prétendu dans sa jouissance ¹.

315. A l'inverse, un immeuble *ameublé* par contrat de mariage n'en reste pas moins sujet aux actions possessoires, quoique, à certains points de vue, il soit, dans les rapports des époux, assimilé aux choses mobilières. La fiction légale est ici étrangère au trouble ².

316. En général, si la chose ne peut être acquise au moyen de la prescription, elle ne peut pas non plus être l'objet d'une possession efficace au point de vue des actions possessoires.

Toutefois cette règle n'est pas absolue.

317. Ainsi les biens frappés d'imprescriptibilité à cause de la faveur qui s'attache à la personne du propriétaire, tels que les biens des mineurs, des interdits, sont protégés contre la prescription, qui reste suspendue tant que dure l'incapacité, mais non contre la plainte.

318. La suspension de la prescription des immeubles dotaux pendant le mariage ne met aucunement la femme à l'abri des actions possessoires. Lorsqu'un tiers a acquis la

¹ Décrets, 16 janvier 1808 et 16 mars 1810. — Loi du 2 juillet 1862 pour les rentes immobilisées.

² Carou, n. 86. — Bourbeau, n. 359.

possession annale d'un immeuble, le doute peut naître sur le point de savoir si cet immeuble appartient au détenteur ou à la femme.

• **319.** De même l'action possessoire peut avoir pour objet un immeuble grevé de substitution ou compris dans un majorat. — La loi le suppose : — « En cas d'urgence, le conservateur sera tenu, sans autre autorisation, de faire, aux frais du titulaire, les actes conservatoires, pour interrompre la prescription ¹. »

320. Ces sortes de biens restent dans le commerce, en ce sens qu'ils ne se distinguent en rien des propriétés privées ; comme elles, ils sont affermés, habités, cultivés.

Le juge de paix ne peut, pour écarter l'action possessoire, déclarer que le bien appartient à un incapable ; ce serait trancher la question de propriété pour faire de la solution qu'elle aurait reçue la base de la décision à rendre sur le possessoire. — La possession annale fait présumer un titre émané de l'auteur de l'incapable, titre en vertu duquel elle s'exerce aussi bien qu'une possession ancienne qui se serait accomplie avant que l'incapable ne devint propriétaire. L'incapacité du propriétaire actuel fait obstacle à ce que l'on acquière contre lui, mais n'enlève pas les avantages que la possession fait présumer ².

321. A la différence de l'imprescriptibilité relative, qui dépend de la qualité du propriétaire, et qui est attachée comme un privilège à la personne, — il y a une autre espèce d'imprescriptibilité qui se rattache à la destination publique que les choses ont reçues.

Ces choses dépendent du domaine public, national, départemental ou communal, comme les forêts de l'État, les

¹ Décret du 4 mai 1809, art. 44.

² Bourbeau, n. 360.

routes et chemins classés, les chemins de fer, les rivages de la mer, les ports et rades, les canaux, les rivières navigables ¹, les rues, les places et promenades publiques, les fontaines, puits et lavoirs, abreuvoirs consacrés à l'usage de tous les habitants d'une commune ou d'une partie de la commune, les églises, les cimetières et généralement les édifices qui forment des établissements publics ².

Ces choses servent à tous : à chaque instant on passe sur les routes, on navigue sur les canaux. — La promiscuité même de leur usage réclame à chaque instant contre l'usurpation qu'on en ferait. Non-seulement elle rend tout empiétement difficile, mais elle constitue l'usurpateur en mauvaise foi et ne lui laisse qu'une possession précaire ³.

322. Les choses dont la destination publique est en quelque sorte imprimée par la nature, comme le rivage de la mer, les ports, les rades, ne peuvent être l'objet d'une action possessoire ; — une possession individuelle et privée ne peut se concilier avec la destination naturelle et immuable de ces choses ⁴.

323. Il ne faut pas confondre avec les choses du domaine public proprement dites, celles qui font partie du domaine *privé* de l'Etat, des communes ou des établissements publics.

Ces choses sont prescriptibles et peuvent être l'objet d'une action possessoire, non-seulement de la part de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, mais même contre eux ⁵.

324. Lorsque la chose litigieuse fait *évidemment* partie

¹ Loi du 22 novembre 1790, art. 42.

² Code, art. 538 et 540.

³ Bérilme, n. 252.

⁴ Bourbeau, n. 364.

⁵ Rejet, civ., 22 juin 1836, D. 36, 291. Argument Code, art. 2227.

du domaine public, soit par l'effet d'un arrêté de classement, s'il s'agit d'un chemin vicinal, soit par les indications du plan d'alignement comprenant les rues et places d'une ville, soit enfin par la notoriété d'une affectation actuelle de l'objet litigieux à l'usage du public, le juge de paix doit déclarer l'action possessoire non recevable : il ne tranche pas la question de propriété, mais il déclare que la possession alléguée ne peut avoir les caractères exigés pour légitimer la complainte, et qu'elle n'a pu s'exercer *animo domini*, soit à cause de la promiscuité d'une possession qui se confond avec celle du public, soit à raison de la nature de la chose qui ne comporte pas une possession privée¹.

325. Mais s'il y a doute sur le point de savoir si la chose fait ou non partie du domaine public, par exemple s'il s'agit de rechercher si telle parcelle de terrain dépend d'un cimetière ou d'une promenade publique, si une fontaine est ou non communale, — l'inefficacité de la possession invoquée n'étant pas encore prouvée, l'examen des caractères de cette possession est le seul moyen de terminer le litige. — L'action possessoire sera recevable, bien qu'il puisse être reconnu plus tard, lorsque s'engagera le procès au pétitoire, que l'objet litigieux faisait réellement partie du domaine public².

Admettre que le titre l'emporte sur une possession réunissant les conditions exigées par la loi, ce serait détruire le système des actions possessoires, dont le but unique est d'établir au profit du possesseur une présomption de propriété, que l'instance pétitoire peut seule faire cesser.

326. Spécialement un citoyen se prétend troublé par

¹ Bourbeau, n. 364.

² Bourbeau, n. 364.

les agents du domaine de la couronne dans la possession d'un terrain contigu à celui de la liste civile; il peut se pourvoir devant le juge de paix pour faire cesser le trouble apporté à sa jouissance; il ne s'agit pas dans ce cas de savoir si le terrain fait partie du domaine de la couronne, question qui ne peut être décidée que par le juge du pétitoire, mais seulement quel est celui qui possède.

La simple allégation du représentant de la liste civile, que le terrain sur lequel l'entreprise a eu lieu est compris dans le domaine de la couronne, ne suffit pas pour dépouiller le voisin du droit de déférer au juge de paix la voie de fait dont il croyait avoir à se plaindre. Le voisin ne doit pas être déclaré non recevable dans la complainte possessoire, en raison de l'imprescriptibilité du domaine de la couronne¹.

327. Bien que la chose litigieuse soit une dépendance incontestable et incontestée du domaine public, elle peut encore être l'objet de l'action possessoire dans deux cas :

328. *Premièrement*, lorsque l'action est intentée au nom de la partie qui représente le domaine public national ou communal. La possession exercée au nom de l'État ou de la commune est utile, précisément parce que celle des particuliers est inefficace. L'État ou la commune peuvent donc s'en prévaloir pour faire réprimer un trouble, indépendamment des autres moyens qui leur appartiennent de faire respecter les dépendances du domaine public² ;

329. *Secondement*, lorsque l'instance possessoire est engagée entre deux particuliers, l'une des parties ne peut opposer à l'autre, pour écarter les faits de possession allégués, que la chose sur laquelle cette possession se serait

¹ Rejet, req., 24 janvier, 1862, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2043.

² Bourbeau, n. 365.

exercée est une dépendance du domaine public, sauf le cas où l'action est intentée par un particulier au nom de la commune¹.

L'État ou la commune ont seuls qualité pour opposer l'exception d'imprescriptibilité².

330. Dans ce cas, le juge doit statuer, sans se préoccuper du caractère domanial et public de la chose litigieuse, et sans qu'il y ait lieu d'ordonner la mise en cause des représentants de l'État ou de la commune, pour rechercher contradictoirement avec eux si l'objet litigieux a ou non ce caractère³.

Si la possession pour agir en complainte est la même que pour prescrire, — cela ne doit s'entendre que de la possession elle-même, de ses caractères, des conditions requises pour constituer la possession légale ou civile.

Il faut qu'elle soit publique, paisible, non précaire, non équivoque. En effet, la raison même réclame toutes ces conditions pour que la possession soit opposable aux tiers. — Mais l'imprescriptibilité ne touche pas aux caractères de la possession; ce n'est qu'une qualité de la chose. Or, les obstacles qui empêchent la prescription ne rendent pas nécessairement impossible l'action possessoire⁴.

331. La possession d'une chose comprend les accessoires, sans qu'il soit nécessaire que les faits de possession s'y appliquent d'une manière spéciale; — ainsi, celui qui possède une usine alimentée par un canal artificiel est réputé

¹ Conformément aux dispositions de l'art. 49 de la loi du 18 juillet 1837.

² Ce point a été jugé plusieurs fois, notamment en cas de complainte. Casse, 6 mars 1855; rejet, req., 9 nov. 1858, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4324 et 1325; Cons. d'État, 11 avr. 1848; 26 juin 1852, D. 52, 3, 45. — En cas de réintégration. Rejet, req., 25 mars 1857; Casse, 23 août 1859, Art. 4396 et 4526.

³ Casse, 23 août 1859, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4526.

⁴ Bélime, n. 252.

posséder, par cela même, les francs-bords du canal qui en sont une dépendance.

332. Mais cette dépendance n'est pas tellement absolue, que les faits de possession dont ils sont l'objet doivent être réputés inefficaces pour en faire acquérir la propriété par prescription, au préjudice du canal. La présomption cède devant la preuve contraire. Le terrain des francs-bords peut rester assujetti à la servitude nécessaire pour assurer la continuation de l'existence du canal, conformément à sa destination.

333. Ainsi la possession isolée des francs-bords d'un canal peut être l'objet d'une action possessoire dirigée contre le propriétaire du canal.¹

334. L'État, devenu propriétaire d'un canal non navigable ni flottable, en vertu de la loi des 28 oct.-3 nov. 1790, est réputé n'en avoir la propriété qu'à titre purement privé, quoique ce canal soit administré par un syndicat et sous la surveillance de l'autorité. — En conséquence, les francs-bords de ce canal peuvent être, au profit des riverains, l'objet d'une possession susceptible de servir de base à une action possessoire; — spécialement en cas de trouble résultant de la constitution d'un barrage pour la mise en mouvement d'une usine établie avec l'autorisation du gouvernement².

335. Les lais et relais de la mer peuvent être acquis par prescription, pourvu qu'ils soient distincts des rivages de la mer, et délimités par les représentants de l'État³. Ils peuvent donc être l'objet d'une action possessoire, alors même

¹ Casse, 22 juin 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 360; rejet. req. 24 mars 1855, D. 55, 409; Bourbeau, n. 361.

² Rejet, civ. 4^{er} août 1855, *Journal des Justices de Paix*, Art. 935.

³ Rejet, req. 17 nov. 1852; 18 avr. 1855, D. 53, 106; 55, 205. — V. *sup.*, n. 321.

que le demandeur en complainte n'aurait pas de titre de concession ¹.

336. Le varech ou goémon, considéré comme plante attachée au rocher, est une chose immobilière ². Le droit de récolter le varech est distinct du droit de propriété ou de possession sur le terrain qui le produit.

Certaines communes riveraines des rivages de la mer ont seulement le droit de profiter des plantes utiles à l'engrais des terres, et que l'on recueille sur les rochers couverts et découverts alternativement par les flots ³.

— Ce droit donne lieu à l'action possessoire, en cas de trouble apporté à la jouissance de la commune riveraine ⁴.

337. De même, des arbres peuvent être acquis par prescription isolément et indépendamment du sol sur lequel ils sont plantés. Si la présomption de propriété des plantations en faveur du propriétaire du sol s'efface aux termes de l'art. 553 du Code, en présence de preuves contraires, cette preuve contraire peut être faite pour établir la possession qui mène à la prescription, aussi bien que pour établir la propriété; l'art. 3 C. pr. confirme ces principes en admettant l'action possessoire pour le fait seul de l'usurpation des arbres ⁵.

Spécialement la possession plus qu'annale d'arbres plantés sur un chemin classé comme vicinal depuis 1827, peut servir de base à une action possessoire; il n'y a pas lieu de

¹ Bourbeau, n. 366.

² Carou, n. 421.

³ Arrêté du 12 ventôse an 10.

⁴ Rejet, civ., 5 juin 1839, D. 39, 237.

⁵ Casse, 48 mai 1858, rejet, civ., 7 nov. 1860, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4239 et 4737.

rechercher si les plantations remontent à l'époque où le chemin faisait partie d'une route nationale ¹.

338. La réintégration est recevable, même lorsque celui qui l'intente a été dépouillé de la détention d'un immeuble qui n'est pas susceptible de prescription, parce qu'il dépend du domaine public; — spécialement contre le concessionnaire d'un canal qui fait démolir une construction et arracher des arbres possédés par un riverain sur le chemin de contre-halage ².

339. Les divers points que nous venons d'indiquer d'une manière générale vont être l'objet de plus grands développements sous les paragraphes suivants :

§ 1^{er}. — Des chemins.

SOMMAIRE.

340-344. Le sol des chemins de fer, des routes impériales et départementales, des chemins vicinaux n'est pas susceptible de possession.

342. Si ce n'est en cas de déclassement.

343. Le déclassement peut-il résulter de la force majeure?

344. En cas d'établissement d'un chemin nouveau ou d'élargissement d'un ancien chemin, le nouveau sol n'est plus susceptible de possession privée.

345. Toutefois, le riverain a l'action possessoire pour faire reconnaître sa possession antérieure à l'effet d'obtenir une indemnité.

346. Le délai de l'action court du jour où l'indemnité est refusée et non de celui de l'arrêté de classement.

347-348. *Quid*, si par suite d'un redressement, le terrain n'est pas employé à la voie nouvelle?

349. Le riverain qui possède est présumé propriétaire, c'est à l'administration à prouver le contraire.

¹ Rejet, req., 23 décembre 1864, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4972.

² Rejet, req., 25 mars 1857, *Journal des justices de Paix*, Art. 4396; Bourbeau, n. 334. — V. d'ailleurs *supr.* n. 326.

350. Les terrains compris entre les clôtures et la voie publique sont *présumés* être une dépendance de cette voie.
351. Il en est ainsi soit dans les villes, soit dans les communes rurales.
352. Mêmes solutions pour les ruelles;
353. Pour les impasses.
354. Cette présomption cède devant la preuve contraire.
- 355-356. Exemples.
- 357-359. Les fossés sont une dépendance de la voie publique
- 360-361. *Quid* des arbres?
362. — des haies?
- 363-364. Un chemin de halage est-il susceptible d'action possessoire?
- 365-366. Des routes agricoles.
- 367-368. Les chemins ruraux sont-ils susceptibles d'une action possessoire?
369. Un chemin privé peut devenir public par la prescription.
- 370-371. Pourvu que les actes de possession soient à titre de propriétaire.
- 372-374. Si ces actes ne constituent qu'une simple servitude, ils sont insuffisants.
375. Le maire peut maintenir *provisoirement* la commune dans la jouissance d'un chemin, jusqu'à la décision sur la plainte.
376. Mais cet acte administratif n'a pas d'effet rétroactif sur une précédente sentence du juge de paix.
377. Un sentier d'exploitation peut être l'objet d'une plainte, lorsqu'il présente les caractères d'une propriété commune.
378. Il n'y a pas de plainte si le sentier ne constitue qu'un simple droit de passage.
379. Cette appréciation appartient aux premiers juges.

340. Les grandes voies de communication par terre sont les chemins de fer, — les routes impériales, — les routes départementales, — et les chemins vicinaux.

Les chemins de fer, construits ou concédés par l'État, appartiennent à l'État¹. — Les routes impériales se subdivisent en trois classes (1^{re}, 2^e et 3^e); elles appartiennent à

¹ Loi du 21 juillet 1845, art. 4 et suiv.

l'État; — les routes départementales appartiennent aux départements; — les chemins vicinaux appartiennent aux communes.

341. Le sol de ces voies de communication, dans la largeur fixée par l'administration, n'est susceptible ni de prescription, ni de possession privée; c'est une conséquence de leur destination; elles sont mises hors du commerce et frappées d'inaliénabilité.

342. Ce qui excède la largeur fixée peut seul être prescrit et possédé utilement par les particuliers.

Vainement le riverain d'un chemin vicinal, pour exercer l'action possessoire, invoquerait, soit un simple empiétement qu'il aurait commis sur la largeur du chemin, soit une usurpation complète du sol qui l'intercepterait et le détournerait de sa destination. — Un arrêté de déclassement peut seul lui rendre le caractère de propriété privée².

343. Toutefois, si un éboulement, ou tout autre événement analogue avait intercepté une route de manière à rendre la circulation à jamais impossible, la force majeure emporterait déclassement virtuel et une possession utile pourrait désormais être acquise sur la portion devenue impraticable³.

344. Le terrain attribué, par l'autorité compétente, soit à l'établissement d'une nouvelle voie, soit à l'élargissement d'une voie nouvelle, se trouve dès lors acquis à la voie publique, et n'est plus susceptible d'actes de possession⁴.

345. Mais le riverain, en cas de contestation, a l'action

¹ Code, art. 538 à 2226; Loi du 21 mai 1836, art. 40.

² Argument Casse, 3 mars 1828; Casse, ch. réun., 27 nov. 1835, Dev. 36, 296.

³ Bérime, n. 224. — V. *inf.*, n. 430.

⁴ Casse, 24 fév. 1842, D. 42, 408; — Trib. conflit, 24 juill. 1854, D. 51, 3, 70.

possessoire contre l'État, le département ou la commune, non pour rentrer dans la possession du terrain, mais pour faire reconnaître sa possession antérieure, et réclamer l'indemnité affectée au terrain contesté¹.

346. Le riverain doit intenter son action possessoire dans l'année du trouble.

Ce délai d'un an court, non du jour de l'arrêté de classement ou de la prise de possession de la commune, mais du jour de la décision préfectorale portant refus d'accorder l'indemnité demandée : — « ce refus constitue seul le trouble dont parle l'art. 23 C. pr. L'intérêt et les effets de l'action possessoire se bornant en ce cas spécial à la constatation de l'état de possession antérieure à l'arrêté du préfet, la contradiction à la possession ne résulte ni de cet arrêté, ni de l'exécution des travaux du chemin ; elle ne prend naissance que par les faits ou les actes inconciliables avec la reconnaissance de cette possession antérieure². »

347. Au surplus, le terrain du chemin conserve son caractère public, bien qu'un arrêté postérieur ordonne un redressement et abandonne la portion sur laquelle l'élargissement devait d'abord avoir lieu : cet arrêté postérieur ne change en rien, quant aux terrains expropriés, l'état de choses préexistant. Les terrains enlevés aux riverains par le premier arrêté qui a déterminé la largeur du chemin, restent la propriété de la commune, qu'ils soient enveloppés ou non par la direction définitive donnée au chemin. L'ancien propriétaire n'a aucun droit de s'opposer par la voie

¹ Ordonn. cons. d'Etat, 28 nov. 1829 ; rejet, civ., 13 février 1847, D. 47, 81.

² Rejet, civ. 13 janvier 1847, D. 47, 84 ; Casse, 23 décembre 1852 ; Bordeaux, trib., 22 février 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 281 et 328, Dalloz, *Rép. Voirie par terre*, n. 455. — *Contrà*, rejet, req., 27 nov. 1843, Dev. 44., 46.

de l'action possessoire à l'exploitation de ce même terrain par la commune ou ses représentants, bien qu'il n'ait pas encore été payé de son indemnité, ou même qu'elle n'ait pas encore été réglée¹.

348. Comment sera réglée l'indemnité due au propriétaire dont le terrain, d'abord destiné à l'élargissement du chemin, est abandonné plus tard par suite d'un changement de direction? — Sera-ce par le juge de paix sur rapport d'experts, en la forme réglée par l'art. 45 de la loi du 21 mai 1836, — ou par le jury, en la forme réglée par la loi de 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique?

Cette dernière forme est applicable seulement au cas d'expropriation de terrains pour *ouverture* ou *redressement* de chemins vicinaux, c'est-à-dire au cas où le sol du chemin doit occuper en tout ou partie des terrains nouveaux sur lesquels il n'existait pas de chemins auparavant. Ici, au contraire, c'est le cas d'une expropriation pour simple élargissement d'un chemin vicinal; c'est au juge de paix à régler l'indemnité de la même manière que si le terrain n'avait pas changé de destination².

349. C'est à la commune qui revendique la propriété d'un chemin vicinal récemment classé à justifier de ses droits, et non au riverain qui est en possession du sol. Le riverain est présumé propriétaire et a droit à une indemnité³.

350. En général, on doit considérer comme dépendant des rues et places tous les terrains compris entre les murs ou maisons qui les bordent, alors même qu'une partie de ces terrains ne serait pas livrée à la circulation. — Il y a

¹ Rejet, req., 27 novembre 1843, Dev., 44, 46.

² Devilleneuve, 1844, 4, 46, à la note.

³ Casse, 22 novembre 1847, Dev. 48, 24.

présomption que les riverains ont bâti sur les limites de la voie, et ces terrains laissés en dehors des constructions doivent être considérés comme des dépendances du domaine public, et, comme tels, imprescriptibles.

351. Cette solution s'applique non-seulement aux villes¹, mais encore aux communes rurales².

352. Les ruelles ou rues étroites font aussi partie du domaine public municipal : les riverains, en laissant un espace libre au-devant de leurs maisons, ont reconnu par cela même que cet emplacement appartenait à la commune³.

353. Même imprescriptibilité pour une impasse, espèce de rue avec une seule issue : — la possession qu'en pourraient avoir les propriétaires n'est que de pure tolérance⁴.

354. Cette présomption que les terrains laissés par les riverains en dehors de leur mur de clôture font partie de la voie publique ne fait foi que jusqu'à preuve contraire⁵.

355. Lorsque les faits et circonstances de la cause, démontrent que ces terrains ont été considérés par la commune elle-même comme ne formant pas une dépendance de la voie publique, les riverains peuvent être maintenus au possessoire⁶.

356. Si un propriétaire construit en arrière de l'alignement qui lui a été donné, il ne doit point être présumé par cela seul avoir abandonné à la voie publique la parcelle de terrain qu'il laisse libre devant son habitation⁷.

¹ Rejet, req., 4^{re} mars 1852, D. 42, 419; Casse, 43 mars 1854, D. 54, 414; Dalloz, *Voirie par terre*, n. 4537.

² Rejet, req., 20 juin 1834, D. 34, 277.

³ Proudhon et Dumay, n. 352; Dalloz, *Voirie par terre*, n. 4540.

⁴ Casse, crim., 4 août 1837, Dalloz, *Voirie par terre*, n. 4544.

⁵ Argument Casse, 43 mars 1854.

⁶ Rejet, cr., 28 juillet 1856, D. 56, 307.

⁷ Conseil d'État, 44 mai 1854, D. 54, 3, 58.

357. Les accotements, revers, fossés, berges, talus et murs de soutènement sont des dépendances de la route et en font partie intégrante 1.

358. Les fossés creusés le long des chemins vicinaux et compris dans la fixation de leur largeur participent de la nature de ces chemins ; ils sont imprescriptibles comme les chemins eux-mêmes 2.

Au delà des limites, ils sont présumés appartenir aux riverains d'après les dispositions des art. 666 à 668 C. civ. ; — sauf titre contraire 3.

359. Ainsi, le fossé sera réputé mitoyen, à moins que le rejet ne soit d'un seul côté, cas auquel il appartient à celui du côté duquel le rejet se trouve 4.

360. Les arbres plantés sur les chemins vicinaux avant 1792 sont censés appartenir au riverain, sauf le titre ou la possession contraire de la commune. — Aujourd'hui on ne plante plus d'arbres sur les chemins vicinaux, et l'on ne peut en planter sur les propriétés riveraines qu'en se conformant à l'arrêté préfectoral rendu en exécution de l'art. 21 de la loi du 21 mai 1836,

361. Les arbres plantés sur le sol des grandes routes peuvent être l'objet d'une action possessoire 5.

Mais le particulier dont la possession est reconnue ne peut disposer de ces arbres que conformément aux lois 6.

Ainsi les riverains ne peuvent couper les arbres sans l'autorisation de l'administration, et ils doivent, pour l'élagage, se conformer aux règlements.

362. Il en est de même des haies.

¹ Dalloz, *Voirie par terre*, n. 54.

² Carou, n. 547.

³ Circulaire, 30 octobre 1821.

⁴ Code, art. 660.

⁵ Argument, Loi 12 mars 1855, art. 4 ; Carou, n. 461 ;

⁶ Décret 13 juin 1811, art. 105.

363. Le sol du chemin de halage appartient au riverain. — L'État a seulement une servitude de passage ¹.

La propriété privée conserve sa nature et ses prérogatives hors les cas du service de la navigation.

364. Les questions de possession étrangères à la jouissance du chemin considéré comme servitude d'utilité publique, qui s'élèvent entre les riverains, l'État ou des particuliers, sont de la compétence du juge de paix.

365. Les *routes agricoles* peuvent être classées en routes départementales ou en chemins vicinaux de grande communication, selon les circonstances.

366. L'établissement de ces routes a été autorisé notamment dans les départements de la Gironde et des Landes, — dans la Sologne, — et dans les Dombes ².

367. Il existe une autre espèce de chemins, ce sont les chemins *ruraux*. Le sol de ces chemins est-il hors du commerce et imprescriptible ?

Les uns disent : De ce qu'un chemin n'est pas classé comme vicinal, il ne s'ensuit pas qu'il soit d'une nature privée ; le classement ne crée pas la publicité ou l'usage public ; il ne fait que le déclarer comme fait préexistant ³.

D'autres semblent admettre que les chemins ruraux peuvent devenir prescriptibles, mais seulement dans le cas où l'usage du chemin a été abandonné par le public. — Ainsi, il a été jugé que si un chemin rural devient pres-

¹ Argument Code, art. 556, 649, 650. Casse, cr., 24 février 1827, Dev. ; Proudhon, *Domaine public*, n. 776 à 781. Daviel, *Cours d'eau*, 4, n. 85.

² Décrets, 4^{er} août, 4^{er} octobre 1857, — 45 octobre, 6 novembre 1861, — 2 et 15 avril 1862.

³ Rejet, req., 3 mars 1846, Dev., 46, 289 et la note. Troplong, *Prescription*, 4, n. 463, Cotelle, *Gazette des Tribunaux* du 3 février 1838 ; Foucart, 4^e édit., t. 3, n. 1346 ; Flandin, *Revue critique*, année 1862, p. 302 ; de Raze, 1863, p. 143 et suiv. — V. d'ailleurs Proudhon, tome 2, n. 614.

criptible, soit à partir de l'acte qui en a opéré le déclassement, soit en l'absence d'un arrêté de déclassement, à partir de l'abandon des chemins par les habitants, cet abandon ne peut résulter que de faits nombreux, persévérants et attestant une abstention prolongée dont il appartient au juge du fait d'apprécier la valeur; qu'en conséquence, la prescription du chemin ne peut commencer à courir que du jour où les faits de possession invoqués sont exclusifs du passage des habitants, et non à compter des faits de possession, lors desquels l'intention d'abandonner l'usage du chemin ne se manifestait pas encore avec certitude¹.

D'autres enfin, et cette opinion a prévalu, — admettent, sans aucune restriction, la prescriptibilité des chemins ruraux (non classés comme vicinaux), qu'ils assimilent à une propriété communale ordinaire.

En effet, le caractère d'imprescriptibilité n'est attaché qu'à l'acte de la puissance publique qui a fait sortir le chemin de la classe des propriétés ordinaires; or, si l'arrêté préfectoral pris pour le classement des chemins vicinaux constitue pour la commune un titre irréfragable à la propriété de ces chemins; c'est que l'art. 15 de la loi du 21 mai 1836 permet au préfet d'attribuer définitivement au chemin vicinal le sol compris dans les limites qu'il détermine; mais cette disposition ne s'applique pas à un chemin simplement rural. L'arrêté de classement des chemins ruraux n'est qu'une mesure conservatoire propre à constater des faits matériels existant au moment du classement; il ne peut être invoqué ni comme un titre de propriété communale, ni comme une prise de possession légale. — Lorsqu'il est justifié d'une possession *exclusive*, exercée par un

¹ Rejet, req., 24 avril 1855, D. 55, 707.

particulier, cette possession fait présumer une propriété privée et enlève, au moins *provisoirement*, au chemin le caractère communal et public qui lui était attribué ¹.

368. Les questions qui intéressent, soit la propriété, soit la possession du sol de ces chemins, sont dans les attributions de la justice ordinaire ².

La commune troublée dans la possession d'un chemin rural peut agir au possessoire; réciproquement, un particulier troublé dans la possession de ce chemin aurait la même action.

369. Un chemin privé peut, par l'effet de la prescription, être transformé en un chemin public.

Mais il faut que les actes de possession, invoqués à l'appui de la prescription, soient de la part de la commune des actes de propriétaire.

370. Des actes de passage, exercés, non isolément par un ou plusieurs individus, pour l'exploitation de leurs fonds, mais par la généralité des habitants d'une commune, pour tous leurs besoins, doivent être considérés, moins comme l'exercice d'une simple servitude, que comme constitutifs d'une possession non précaire du terrain sur lequel ces actes sont pratiqués. Ils sont trop patents et trop exclusifs, pour laisser supposer l'ignorance ou la tolérance de la partie intéressée à les contredire.

371. Le passage des habitants d'une commune dans une rue ou voie publique, bien qu'il soit prétendu que

¹ Rejet, crim., 5 janvier 1855, 19 avril 1855, D. 55, 5, 473; 4^{re} déc. 1860; 14 nov. 1861, D. 63, 391; 20 mars 1854, *Journal des Justices de Paix*, Art. 526. Rejet, req., 24 juin 1856, D. 57, 91. — Casse, 13 novembre 1849, *ib.*, Art. 404 et 384. — Instruction min. intérieur, 24 juin 1836, sur l'art. 40, n. 2; Cormenin, *Gazette des tribunaux*, du 25 janvier 1838; Belime, n. 229. Carou, n. 547; Dalloz, *Voirie par terre*, n. 4363.

² Casse, 13 novembre 1849, *Journal des Justices de Paix*, Art. 404.

cette rue est un passage privé, ne peut pas non plus être assimilé à une servitude discontinue de simple passage, non susceptible de s'acquérir par prescription; en conséquence, l'exercice de ce passage peut servir de fondement à une action possessoire de la part de la commune¹.

372. Mais de simples faits de passage supposent uniquement l'existence d'une servitude de passage, c'est-à-dire d'une servitude discontinue qui ne peut s'acquérir sans titre².

373. Ainsi la propriété du sol d'un chemin ne peut être acquise par la prescription au profit de la commune qu'autant que celle-ci y a fait des travaux d'art depuis plus de trente ans : le simple fait du passage des habitants sur ce chemin depuis plus de trente ans ne serait pas suffisant pour procurer la propriété à la commune; ce fait, exercé sur une propriété particulière, devrait être considéré comme de pure tolérance de la part du propriétaire; il faudrait que la possession de la commune s'annonçât par des signes moins équivoques³.

374. A plus forte raison, la jouissance d'un ancien sentier communal ne peut-elle servir de base à une action possessoire de la part d'un habitant agissant en son nom privé, lorsque ce sentier a été supprimé par suite d'une vente que la commune a consentie avec l'autorisation administrative⁴. — Dans l'espèce, la jouissance de l'habitant ne consistait que dans quelques faits de passage; elle

¹ Casse, 2 décembre 1844, Dev., 45, 24; rejet, req., 12 décembre 1853, D. 54, 346.

² Rejet, req., 14 février 1842, Dev. 42, 363; Proudhon, *Domaine*, 2, n. 634; Garnier, *Chemins*, 4^e édition, page 294; Demolombe, *Servitudes*, n. 797.

³ Grenoble, 27 janvier 1843, Dev., 44, 2, 468; Rouen, 12 avril 1856, *Journal de Procédure*, Art. 6325; Garnier, *ib.*; Vazeille, *Prescription*, n. 95.

⁴ Rejet, req., 8 avril 1856, *Journal des Justices de Paix*, Art. 892.

n'avait d'ailleurs qu'un caractère privé; il n'était plus recevable à invoquer des droits auxquels la commune avait renoncé.

375. Les maires et les préfets peuvent maintenir les communes *provisoirement* en possession des chemins qui leur sont contestés par des particuliers, jusqu'à ce que la contestation soit jugée par les tribunaux; il importe d'obtenir un moyen expéditif d'éloigner les obstacles qui entravent la circulation.

L'arrêté du maire n'a pas pour effet d'attribuer à la commune la propriété ou la possession de ce chemin; c'est simplement une mesure d'ordre qui ne fait pas obstacle à ce que les intéressés fassent valoir devant les tribunaux les droits qu'ils prétendraient avoir à la propriété ou à la possession de ce chemin ¹.

376. Le juge saisi de poursuites exercées pour usurpation commise sur le sol d'un chemin ainsi classé, doit surseoir à statuer jusqu'à ce que l'exception de propriété élevée par le prévenu ait été jugée par les tribunaux compétents ².

377. Un sentier d'exploitation est considéré comme une propriété commune entre les possesseurs des fonds riverains aux dépens desquels il est censé avoir été formé. Le trouble à la jouissance de ce sentier autorise l'action possessoire sans que le complainant soit tenu de produire un titre, alors même qu'il n'y a pas d'enclave.

Spécialement, s'il résulte de la disposition des lieux une forte présomption de propriété en sa faveur; par exemple, s'il possède une maison ayant ses vues et son entrée immé-

¹ Trib. des conflits, 27 mars 1854; Cons. d'État, 2 sept. 1862, D. 63, 3, 47.

² Argument Code forestier, art. 482; rejet, crim., 18 juin 1853, D. 53, 319.

diat sur le chemin litigieux. — On présume facilement que le passage est l'exécution d'une convention entre les propriétaires voisins pour la desserte de leurs fonds respectifs¹.

378. La complainte n'est pas recevable lorsque les faits articulés auraient pour résultat d'établir l'exercice d'un simple droit de passage, c'est-à-dire d'une servitude discontinue². — Peu importe que le demandeur ait conclu à la preuve d'actes de réparation du chemin, lorsque la situation des lieux est contraire à l'enclave et à l'existence d'une possession à titre de copropriétaire du sol du sentier litigieux.

379. La question de savoir s'il y a un chemin de desserte ou passage à titre de pure tolérance appartient aux juges du fait³.

§ 2. — Des cours d'eau.

SOMMAIRE :

380. Des différentes espèces de cours d'eau.

381. Division.

380. Les cours d'eaux se divisent en trois classes : — 1° les rivières navigables ou flottables ; — 2° les rivières non navigables ni flottables ; — 3° les simples ruisseaux.

381. Nous examinerons ces divers cours d'eau sous les articles suivants :

¹ Rejet, req. 29 novembre 1814 ; — 19 novembre 1828, Dev.

² Rejet, req. 25 mars 1863 ; Casse, 2 juillet 1862, *Journal des Justices de Paix*, art. 2036 et 2202.

³ Rejet, req. 7 avril 1852, Art. 175.

⁴ Rejet, req. 20 mai 1828, Dev. — 16 juin 1858, *Journal des Justices de Paix*, Art. 1350.

ART. 1^{er}. — Des rivières navigables ou flottables.

SOMMAIRE :

- 382. Rivières navigables ou flottables.
- 383. L'usage des eaux (mais non la disposition) appartient à tous.
- 384. Nécessité d'une autorisation pour l'établissement des usines.
- 385. L'autorisation peut être retirée.
- 386. Un établissement non autorisé est délictueux. Renvoi.
- 387. Une prise d'eau autorisée peut motiver une plainte contre les tiers.
- 388. L'autorisation peut être tacite.
- 389. Une prise d'eau non autorisée peut-elle motiver une plainte?

382. Les rivières navigables ou flottables sont celles qui peuvent porter bateaux, ou qui servent à la flottaison des bois liés en trains. Elles font partie du domaine public, lorsqu'une ordonnance ou décret a déclaré la navigabilité. — Ce décret fixe le point à partir duquel la navigabilité commence; au-dessus, le cours d'eau n'est réputé que simple rivière ou ruisseau. — Le conseil de préfecture est chargé de réprimer toutes les entreprises que l'on se permettrait.

383. L'usage des eaux d'une rivière navigable ou flottable appartient à tous, — mais ils n'en ont pas la disposition. Les riverains n'ont aucun droit particulier de dérivation des eaux; ils ne peuvent en utiliser la force motrice, ni établir des barrages ou autres travaux pour le mouvement d'une usine; ils n'ont pas droit aux produits de la pêche; ils profitent seulement des alluvions.

384. Les autorisations nécessaires à l'établissement des usines sont accordées par décret impérial, quand il s'agit d'établissements permanents; — et par arrêté préfectoral pour les établissements temporaires et pour une année 1.

¹ Arrêté du 49 ventôse, an 6, art. 9. — Décret de décentralisation du 25 mars 1852 et 43 avril 1861, tableau D. 1^o; Bourbeau, n. 367.

385. L'autorité de laquelle ces concessions émanent a toujours le droit de les retirer, sans indemnité pour le concessionnaire ¹, — mais cette concession, quoique révocable, donne à la possession une base que les tiers doivent respecter; le concessionnaire peut intenter l'action possessoire contre ceux qui, par des ouvrages ou des entreprises quelconques, apporteraient une innovation au régime des eaux ².

386. Celui qui, sans autorisation, établit sur une rivière navigable ou flottable des travaux, tels qu'un barrage, afin d'utiliser les eaux pour le mouvement d'une usine, ne peut se prévaloir de sa possession annale et intenter la complainte en cas de trouble; non-seulement sa possession est précaire à l'égard de l'administration, mais elle est encore délictueuse ³ et ne peut être invoquée contre les tiers.

387. Une prise d'eau peut avoir lieu avec l'assentiment ou par la tolérance de l'administration; elle existe depuis un an; celui qui en jouit peut se faire maintenir au possessoire contre les entreprises des propriétaires voisins qui entraveraient sa jouissance.

388. La loi n'a point indiqué la marche à suivre pour obtenir l'autorisation préfectorale, comme elle l'a fait pour les usines. — Cette autorisation peut être tacite.

Elle doit se présumer tant que l'administration ne réclame pas; — il n'y a ici aucun empiètement du pouvoir judiciaire sur le pouvoir administratif; il s'agit d'intérêts

¹ A l'exception du cas où l'usine aurait été établie avant l'ordonnance de 1566, qui a consacré l'inaliénabilité du domaine de l'État.

² Rejet, req. 9 nov. 1858, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4325.

³ L'arrêté du 19 vent. an vi; les lois du 29 floréal an x et du 16 septembre 1807 attribuent juridiction aux conseils de préfecture, pour les contraventions sur les rivières navigables.

purement privés ; — l'action possessoire serait recevable¹.

389. L'action possessoire doit être refusée au riverain qui, sans autorisation, a pratiqué dans le cours d'une rivière navigable une prise d'eau pour l'irrigation de ses propriétés. — Toutefois, le contraire a été *implicitement* jugé², et l'on a donné pour motif de cette solution, qu'une prise d'eau ne lèse pas au même degré qu'un barrage l'intérêt public qui s'attache à la police des eaux.

ART. 2. — Des rivières non-navigables, ni flottables.

SOMMAIRE :

- 390. L'usage en est commun à tous.
- 391. Droit d'irrigation des riverains.
- 392. Nécessité d'une autorisation pour l'établissement d'une usine.
- 393. L'autorisation émane du préfet.
- 394. Elle ne peut être retirée sans indemnité;
- 395. La possession d'une usine non autorisée est utile vis-à-vis des tiers.
- 396. La hauteur des cours d'eau est déterminée par l'administration.
- 397. Une possession contraire n'est pas utile.
- 398. L'usinier peut se plaindre des travaux qui diminuent la pente du cours d'eau.
- 399. Nécessité d'une autorisation pour les prises d'eau.
- 400. Rôle du juge du possessoire.

390. Les rivières non navigables, ni flottables ne sont pas du domaine public, en ce sens que l'usage n'en est pas ouvert à tous, et qu'elles ne sont pas autant sous la direction de l'administration ; mais leur lit n'est pas une propriété privée, ce sont des choses communes, c'est-à-dire

¹ Cons. d'Ét. 28 mars 1838 ; Bérime, n. 243.

² Cons. d'État, 28 mars 1838. — Affaire Guyot C. Foulon de Doué.

qui n'appartiennent à personne, et dont l'usage est commun à tous¹.

Le riverain n'a pas qualité pour agir au possessoire contre les personnes qui entreprennent quelque chose dans le cours de la rivière, comme d'y tirer du sable ou d'y couper des herbes ; — à moins que les travaux ne soient de nature à nuire aux fonds riverains, en y faisant refluer les eaux et en gênant leur irrigation.

391. Les riverains ont des droits qui leur sont propres ; ainsi, ils peuvent prendre les eaux à leur passage pour l'irrigation de leurs propriétés ; ils ont même le droit d'en détourner le cours dans la traversée de leur héritage, à la charge de les rendre à leur cours ordinaire à la sortie de cet héritage² ; ils ont aussi le droit de pêche ; ils profitent des alluvions, des îles et des atterrissements ; — ils sont tenus de certaines obligations corrélatives, notamment de celle du curage.

392. Toutefois la pente du cours d'eau, c'est-à-dire la force motrice qui en résulte, n'est pas la propriété des riverains³ ; sous ce rapport, les cours d'eau navigables et ceux qui ne le sont pas diffèrent peu. Des autorisations sont nécessaires, dans les deux cas.

393. L'autorisation d'établir une usine émane toujours du préfet, que l'établissement soit permanent ou temporaire, sauf le recours de droit au ministre⁴.

394. L'autorisation d'établir une usine sur un cours d'eau non navigable ni flottable, ne peut être retirée par l'administration que moyennant une indemnité⁴.

¹ Argument Code, art. 714. Bérime, n. 244 bis ; Bourbeau, n. 367.

² Code, art. 644.

³ Décret de décentralisation des 25 mars 1852 et 13 avril 1861, tableau D, 2° et 3°.

⁴ Une usine établie avant 1789 sur un cours d'eau non navigable ni flottable est considérée comme autorisée.

395. La possession d'une usine non autorisée sur un cours d'eau non navigable ni flottable n'est pas délictueuse; elle est utile vis-à-vis des tiers en cas de trouble, sauf le droit pour l'administration d'ordonner la suppression de cette usine sans indemnité¹.

396. La hauteur des cours d'eau (même non navigables), pour le service des usines est dans le domaine de l'administration publique chargée de la déterminer; sous ce rapport, la hauteur des eaux n'est pas une matière qui soit dans le commerce; elle ne saurait être l'objet d'une action possessoire²; au surplus l'autorité judiciaire ne pourrait, par ses décisions, faire obstacle aux règlements que l'administration croirait devoir arrêter dans l'intérêt public³.

397. Les règlements d'eau, même relatifs à une rivière non-navigable ni flottable, qui, dans un intérêt d'ordre public et par mesure d'administration publique, restreignent les droits des riverains et leur interdisent l'usage des eaux au détriment d'une usine, ont pour effet de rendre toute possession contraire à ces défenses inefficace pour prescrire⁴.

398. Si des riverains, procédant, en exécution des règlements, au curage d'une rivière non navigable, au lieu de se contenter d'extraire les matières charriées par les eaux, font des travaux de nature à approfondir le lit et à diminuer la pente du cours d'eau qui alimente une usine, le propriétaire de l'usine a l'action possessoire⁵.

399. Quant aux prises d'eau pour l'irrigation, les

¹ Bourbeau, n. 368, p. 630.

² Rejet, req. 43 déc. 1826, Dev.

³ Cons. d'Et. 29 déc. 1849; 22 janv. 1824.

⁴ Rejet, civ., 26 janv. 1831, D. 41, 400.

⁵ Rejet, req. 8 nov. 1836, D. 36, 441.

concessions émanent du chef de l'Etat, si elles doivent avoir pour effet d'altérer sensiblement le régime des eaux; — elles émanent du préfet dans le cas contraire¹.

400. Le rôle du juge de paix est de maintenir le *status quo* violé par l'entreprise qu'on lui dénonce, et de ramener la possession à l'état de choses existant avant le trouble.

Si les parties prétendent que cet état de choses est contraire au bien général, qu'il y a lieu de modifier l'usage ancien des eaux dans l'intérêt de l'agriculture, elles doivent s'adresser à l'autorité administrative pour solliciter un règlement d'eau.

Ce règlement une fois donné, le juge de paix connaît des infractions à ce règlement : elles constituent un trouble à la possession².

ART. 3. — Des ruisseaux.

SOMMAIRE :

- 401. La plainte peut avoir pour objet l'usage des eaux et la possession du lit.
- 402-403. Droits et obligations du propriétaire du fonds supérieur.
- 404-405. Droits et obligations des riverains.
- 406. L'établissement des usines est soumis à une autorisation.
- 407. Compétence des juges de paix.
- 408. Application des règlements.
- 409. Le bief est présumé appartenir à l'usiner.
- 410. Sauf preuve contraire.

401. Les simples ruisseaux font partie des propriétés sur lesquelles ils coulent : ils sont soumis aux actions possessoires.

Ces actions peuvent avoir pour objet, non-seulement

¹ Ordonnance de 1667, titr. 27, art. 44; arrêté du 19 ventôse an vi, art. 40; décret de décentralisation, tableau D, 4^e.

² Bétime, n. 346 *quater*.

l'usage des eaux, mais encore le lit dont la possession peut être acquise par l'un des riverains, à l'exclusion de l'autre, bien qu'il serve à l'usage de plusieurs riverains¹.

402. Le propriétaire du fonds supérieur peut être actionné au possessoire : — s'il établit un barrage pour retenir les eaux sur son héritage, de manière à n'en plus laisser aux propriétaires inférieurs qui en jouissaient depuis l'an et jour ; — s'il modifie le cours de l'eau dans sa propriété, de manière à ne pas le rendre au point exact de la sortie, ou s'il le rend avec une nouvelle direction pouvant dégrader le fonds inférieur².

403. A l'inverse, le propriétaire supérieur sur lequel l'eau reflue, par suite de l'établissement d'un barrage, a la plainte.

404. Peut être actionné : — celui qui plante des arbres ou des claies dans un cours d'eau en avant d'un fonds ; ou qui y jette des pierres afin d'y opérer des atterrissements pour rejeter le courant sur le bord opposé.

405. Quelque étendu que soit le droit des riverains sur les ruisseaux, l'administration n'en conserve pas moins un pouvoir de surveillance et de police ; elle a le droit de prendre l'initiative de certaines mesures, dans un intérêt général³.

406. L'autorisation d'établir des usines sur les ruisseaux émane toujours du préfet : il s'agit moins ici d'une concession proprement dite, que d'une mesure de surveillance et de police. Mais les riverains ont un droit exclusif à l'irrigation.

¹ Rejet, req. 7 décembre 1842, D. 43, 35.

² Bérime, n. 246 bis.

³ Lois des 22 déc. 1789, sect. 3, art. 2 ; 20 août 1790 tit. 2, art. 45 et 46.

407. Le juge de paix connaît des entreprises commises sur les cours d'eau servant au mouvement des usines et moulins : il n'y a pas à distinguer entre les rivières et les ruisseaux.

Mais il faut que les usines ou moulins aient reçu l'autorisation administrative, autrement leur établissement serait un délit ; toute possession qui en résulterait serait inefficace.

408. Le juge de paix doit s'informer avant tout si l'usine existe légalement. — Il doit se conformer aux règlements d'eaux.

S'il y est dit que les riverains ne pourront dériver les eaux que la nuit ou pendant certains mois de l'année, il condamnera ceux qui s'écarteraient du mode de jouissance prescrit.

Lorsqu'il n'y a pas de règlement, il examine si la quantité d'eau prise par les riverains est exorbitante, ou si elle n'excède pas la part que chaque propriétaire peut raisonnablement s'attribuer, en s'éclairant surtout par la possession des années précédentes¹.

409. Le propriétaire de l'usine est *présumé* aussi seul propriétaire du canal ou biez, destiné à retenir les eaux dont la chute met son usine en mouvement, lorsque le canal paraît fait de main d'homme, par exemple, à cause de la rectitude de sa direction : la réunion de ces deux circonstances, traces d'ouvrages faits de main d'homme, nécessité d'un biez pour une usine, a fait admettre que le canal destiné à retenir les eaux appartenait à l'usine.

Par suite, on a admis que la propriété du fonds du canal emporte aussi celle des rives, qui ne sont elles-mêmes qu'une partie du lit. Autrement, il serait impossible de

¹ Bêlime, n. 247.

faire au canal des réparations, de déposer sur la rive les terrains et les vases qu'on en retire lors du curage.

La largeur à attribuer aux francs-bords dépend des circonstances, de la largeur du bassin, de sa profondeur. C'est une question de fait à apprécier par le juge¹.

410. Des saignées pratiquées sur les bords du biez, des plantations d'arbres, l'élagage de ces arbres et autres faits de jouissance publics, caractérisés, non équivoques, peuvent-ils faire acquérir la possession annale à des tiers, au détriment du maître de l'usine? Nous le pensons¹. V. *sup.* n. 337 et 404.

ART. 4. — Des sources.

SOMMAIRE

- 411. Droits du propriétaire de la source.
- 412. Il ne peut en corrompre les eaux.
- 413. Les eaux pluviales appartiennent au premier occupant.
- 414. Même lorsqu'elles coulent sur la voie publique.
- 415. Une fois recueillies, elles peuvent être l'objet d'une possession utile.
- 416-417. Spécialement au cas de convention.
- 418. Il en est de même des eaux provenant de neiges momentanées.
- 419. Mais les cours d'eau provenant des glaciers sont assimilés aux rivières.
- 420. Des mares, des étangs, des puits.
- 421. Des lacs.
- 422. Des sources d'eaux thermales.

411. Celui qui a une *source* dans son fonds peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur pourrait avoir acquis, par titre ou par prescription².

412. Mais ce droit ne va pas jusqu'à l'autoriser à cor-

¹ Bélime, n. 248.

² Code, art. 641.

rompre ces eaux et à les envoyer aux propriétaires inférieurs, impropres aux usages domestiques ou à l'agriculture¹.

413. Les eaux pluviales sont *res nullius* ; elles appartiennent au premier occupant.

Celui sur le fonds duquel elles tombent directement a le droit de s'en emparer.

S'il les laisse s'écouler sur le fonds inférieur, le propriétaire de ce fonds peut également s'en emparer, sans être tenu de les rendre, à la sortie de son héritage, à leur cours naturel, comme il y serait obligé s'il s'agissait de véritables eaux courantes².

Lorsque le propriétaire dont le fonds reçoit les eaux pluviales ne les retient pas par des ouvrages destinés à les recueillir, il n'a pas d'action contre le propriétaire inférieur qui s'en empare.

Telle est la règle générale :

414. Les eaux pluviales qui coulent sur la voie publique ne sont pas susceptibles d'une possession exclusive ; elles peuvent donc être prises à leur passage par les propriétaires riverains, quand ils le jugent à propos³.

La possession annale où un riverain prétendrait être de dériver sur lui, par un ouvrage extérieur, les eaux pluviales qui coulent dans les fossés des routes, n'empêcherait pas un autre propriétaire de les prendre.

Ainsi jugé à l'égard des eaux qui coulent le long d'un chemin vicinal ; — peu importe qu'à ces eaux se mêlent parfois, pendant l'hiver, des eaux de source surgissant

¹ Rejet, 18 mars 1839 ; 8 juin 1841 ; D. 45, 168.

² Demolombe, *Servitudes*, 2, n. 106.

³ Motifs rejet. req. 24 juillet 1825, Dev. ; — Béline, n. 246 *ter*

d'une des propriétés riveraines, mais trop peu abondantes pour avoir un cours quelconque¹.

415. Mais les eaux pluviales peuvent être l'objet d'une action possessoire, lorsque, après avoir été recueillies sur un chemin public, elles traversent une propriété au moyen d'un canal apparent et construit de main d'homme, pour venir arroser une autre propriété. — Il y a alors une véritable servitude d'aqueduc².

416. Les eaux pluviales peuvent devenir l'objet d'une possession utile, lorsque, dérivées de la voie publique par un propriétaire riverain, elles sont distribuées, après cette première occupation, entre plusieurs parties, à l'aide de travaux apparents, ou suivant la destination du père de famille ou d'une convention. Les eaux ainsi aménagées peuvent devenir, sauf les droits des tiers, l'objet d'une possession civile qui ne repose plus sur le régime légal des eaux, mais sur l'efficacité des conventions ou des quasi-contrats³.

A la limite séparative de deux terrains qui recevaient directement les eaux du ciel, se trouvait un bief dans lequel ces eaux étaient recueillies. Ce bief n'était pas la propriété exclusive du demandeur comme il le prétendait, mais une propriété commune entre lui et le voisin. (Ce dernier n'était donc pas soumis à l'obligation de prouver, conformément à l'art. 642, du Code, qu'il avait fait sur le fonds supérieur des travaux destinés à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété). — Ces eaux ainsi réunies étaient devenues l'objet d'une *possession commune*; elles continuaient d'être communes en arrivant dans le canal de l'étang éga-

¹ Caen, 24 mai 1856, *Journal de Procédure*, Art. 6213.

² Rejet, req. 16 mars 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 516.

³ Rejet, req. 9 avril 1856, *Journal de Procédure*, Art. 6235.

lement commun, existant entre les deux propriétés, pour aller se rendre sur un héritage appartenant à l'un des propriétaires riverains. — L'autre propriétaire, en comblant le fossé de décharge et en s'appropriant la *totalité* des eaux, avait porté atteinte à la jouissance des eaux qui étaient devenues l'objet d'une possession *privative* et avaient cessé d'être *res nullius*. La plainte a été admise avec raison au profit du propriétaire troublé¹.

417. La plainte est recevable contre le riverain d'un chemin public qui détourne les eaux pluviales coulant sur ce chemin et les amène dans sa propriété, au préjudice du riverain inférieur, à l'égard duquel ses auteurs ont renoncé par une convention à tout usage de ces mêmes eaux.

Si les eaux pluviales, considérées en elles-mêmes, n'appartiennent à personne et ne sont susceptibles que d'une possession précaire, elles peuvent, par l'effet des conventions, devenir entre les parties l'objet d'une propriété privée, et par suite d'une possession exclusive de nature à servir de base à une action possessoire².

418. Les eaux provenant de la fonte des neiges et des glaces doivent-elles être assimilées aux eaux pluviales?

Oui, s'il s'agit de neiges et de glaces qui n'ont qu'une existence momentanée et irrégulière.

419. Mais dans les contrées du Midi qui avoisinent les montagnes, la plupart des ruisseaux ne sont alimentés que par la fonte des neiges ou des glaces. Ils ont un cours à peu près périodique, et qui se maintient plusieurs mois de l'année sans interruption. C'est ce qui arrive surtout à ceux

¹ Rejet, req. 42 mai 1858, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4323; Bourbeau, n. 385.

² Rejet, req. 44 juillet 1859, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4487.

³ Aulanier, n. 478.

qui se forment au pied des grands amas de neige, dont la fonte a lieu d'une manière presque insensible, à mesure que le soleil prend plus de force.

Cette distinction, enseignée par M. Carou¹, nous paraît très rationnelle.

420. Le droit d'user de l'eau des étangs, mares, citernes, puits, fontaines, abreuvoirs, constitue une servitude discontinue qui ne peut s'acquérir par prescription, indépendamment du sol. — Mais ce sol et les eaux qui reposent à sa surface peuvent être prescrits, et, par suite, donner lieu à l'action possessoire.

Le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres que les eaux couvrent par suite des crues extraordinaires².

421. Les lacs sont assimilés aux étangs³.

Donne lieu à complainte l'usurpation sur un lac, étang, mare ou citerne, soit par la dérivation d'une partie de leurs eaux, soit par la prise d'une portion de leur lit, par l'abreuvement des bestiaux, le lavoir, la pêche, etc.

422. Une source d'eaux thermales, située dans le fonds d'un particulier, appartient au propriétaire de ce fonds, quoiqu'il n'ait pas la disposition absolue de ces eaux⁴. — L'action possessoire peut donc avoir lieu à l'occasion d'une source de cette nature : l'art. 641 ne distingue pas⁵. — Si le conseil de préfecture est exclusivement compétent, lorsque la contestation s'élève entre une commune et l'État, le décret du 15 janvier 1809 qui le décide ainsi ne doit s'entendre que du débat au pétitoire.

¹ N. 365.

² Argument Code, art. 558 ; Carou, n. 400.

³ Argument Code, art. 518. Carou, n. 414.

⁴ Lois, 29 flor. an 7 ; 3 flor. an 8 ; 6 niv. an xi.

⁵ Carou, nos 420 à 426 ; Dalloz, n. 386.

§ 3. — *Des mines.*

SOMMAIRE :

- 423. Les mines ne peuvent être exploitées sans autorisation.
- 424. Pas de possession sans une concession.
- 425. Mais le concessionnaire peut agir en complainte.
- 426. Le juge peut exiger la représentation du titre de concession.

423. Il appartient au gouvernement de disposer des mines au profit de ceux qui présentent les plus sûres garanties d'une bonne exploitation ¹.

424. Celui qui, sans concession, pratique des fouilles ou procède à l'exploitation de la mine ne peut invoquer la possession annale.

425. Au contraire, le concessionnaire dont les actes de possession remontent à plus d'une année peut intenter l'action possessoire en cas de trouble provenant, soit des tiers, soit du propriétaire de la surface.

426. Le juge de paix peut exiger la représentation du titre de concession, pour apprécier la valeur de la possession ².

§ 4. — *Des remparts.*

SOMMAIRE :

- 427. Les remparts sont imprescriptibles.
- 428. Tant que la destination n'en est pas changée.
- 429. Ce changement résulte d'un acte du gouvernement.
- 430. Peut-il s'induire de l'abandon ?
- 431. Ce point est apprécié par l'autorité judiciaire.

¹ Loi du 21 avril 1810, art. 5 et suivants.

² Bourbeau, n. 369.

432. L'imprescriptibilité des remparts ne peut être opposée par un particulier.

433. Mais seulement par l'État ou la commune.

427. Les remparts et autres terrains dépendant des fortifications des places de guerre sont inaliénables et imprescriptibles.

428. Toutefois ils deviennent aliénables et par suite prescriptibles, lorsqu'il arrive un changement dans leur destination primitive, et qu'ils cessent de faire partie du système de défense de la place.

429. Régulièrement, le changement de destination doit résulter d'une déclaration *expresse* du gouvernement; déclaration qui doit être représentée au juge de paix ¹.

430. Il a été jugé cependant qu'il n'est pas indispensable de représenter la décision ministérielle portant changement de destination; qu'il suffit d'établir en fait que les terrains ont été abandonnés par l'État ². Dans l'espèce, l'ancienneté de l'abandon de fait (quatre siècles écoulés) semble avoir été considérée comme l'équivalent d'un abandon exprès.

431. La question de savoir si un terrain, autrefois dépendant des fortifications d'une place de guerre, a cessé d'en faire partie et a pu être acquis au moyen de la prescription par des particuliers, est une question de propriété de la compétence des tribunaux ².

432. Le propriétaire qui a obtenu l'autorisation d'établir une prise d'eau sur la cunette des remparts d'une place forte, et qui est en possession d'arroser ses propriétés à

¹ Casse, 3 mars 1828, Casse, ch. réunies, 27 nov. 1835, Dev. 36, 296; Proudhon, 4, p. 318; Carou, n. 474.

² Rejet, req. 30 juill. 1839; Dev. 40, 466.

l'aide de ces eaux, après les avoir conduites dans un fossé coupant un chemin communal, et de là sur un terrain, au moyen de travaux apparents, est recevable à exercer la complainte s'il vient à être troublé par un particulier.

433. L'Etat ou la commune ont seuls le droit de lui opposer l'imprescriptibilité du terrain ou la priorité de la possession ¹.

§ 5. — Des églises.

SOMMAIRE :

434. Les églises affectées au culte par l'autorité sont imprescriptibles.

435. Il en est de même des accessoires.

436. Un banc ou place ne peut être l'objet d'une complainte contre la fabrique.

437. *Quid* entre particuliers?

438. Mais la complainte peut avoir lieu pour les anciennes églises.

439. Pour les chapelles particulières.

440. Pour les églises dont la destination publique a été changée.

434. Sont imprescriptibles les églises mises par l'autorité publique à la disposition des évêques pour la célébrations du culte; tant qu'elles conservent leur destination, elles ne peuvent devenir l'objet d'une action possessoire ².

435. Cette imprescriptibilité s'étend aux accessoires des églises, par exemple aux piliers extérieurs, aux contreforts ³.

436. Une place dans une église, ou dans une chapelle faisant partie d'une église, est réputée hors du commerce et ne peut être l'objet d'une action possessoire ⁴ à la requête d'un particulier contre la fabrique.

¹ Casse, 6 mars 1855, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4324.

² Rejet, civ. 4^{er} décembre 1863; rejet, req. 49 avril 1825. Dev.

³ Paris, 48 févr 1851, Dev. 51, 81.

⁴ Rejet, req. 49 avr. 1825, 48 juill, 1838, D v. 38, 798, Henrion, ch. 44; Garnier, n. 340; Carou, n. 260.

Ces droits de chapelle, bancs et places qui, dans l'ancien droit, pouvaient être concédés à perpétuité à une famille¹, ne peuvent plus être concédés par les fabriques qu'à titre provisoire et précaire².

437. Mais l'action possessoire peut-elle être intentée contre un particulier ? L'affirmative a été jugée à l'égard d'un droit de place ou de stalle dans une synagogue³. On déciderait de même pour une église.

438. Au reste ce n'est ni la consécration religieuse, ni la célébration du culte qui retirent la chose hors du commerce, c'est son affectation actuelle à un service public.

Ainsi peuvent être l'objet d'une action possessoire les anciennes églises ou chapelles qui ont été mises hors de la disposition de l'évêque et affectées par la fabrique ou la commune à un service non religieux⁴.

Des églises ou chapelles particulières ou appartenant à un établissement quelconque, quoique le culte y soit célébré publiquement, peuvent être l'objet d'une action possessoire.

439. Une chapelle isolée au milieu des bois, éloignée de toute habitation, ne peut être réputée être en la possession de la commune, par cela seul que depuis longtemps cette chapelle est un lieu de pèlerinage, qu'il s'y tient des réunions périodiques plusieurs fois par an, et qu'on y célèbre les cérémonies du culte⁵.

¹ Bourjon, *Droit commun de la France*, tit. iv, *Des actions réelles*, n. 24.

² Argument, décret 30 déc. 1809, art. 72.

³ Colmar, trib. 15 août 1862 ; Wissembourg, 8 juillet 1863, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2304. — V. par analogie inf. n. 443.

⁴ Argument, Bastia, trib. 19 déc. 1857, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4183. Troplong, *Prescriptions*, 4, n. 470. — Ainsi jugé au cas de réintégrande. Rejet, req. 4 juin 1835, *Dev.* 35, 443.

⁵ Château-Chinon, 10 mars 1855, *Journal des justices de paix*, Art. 456.

440. Du moment où un édifice, primitivement consacré au culte, devient une propriété privée, cet édifice devient désormais susceptible de toutes les modifications de la propriété privée et soumis notamment à l'application de l'article 661 du Code sur l'acquisition forcée de la mitoyenneté¹.

§ 6. — Des cimetières.

SOMMAIRE :

- 441. Les cimetières sont imprescriptibles.
- 442. Sauf les concessions particulières.
- 443. Le concessionnaire troublé dans l'exercice de sa concession a la plainte.
- 444. L'autorité judiciaire connaît de la contestation.
- 445. Un lieu d'inhumation sur un terrain privé est prescriptible.
- 446. *Quid* du terrain d'un ancien cimetière?
- 447-448. Les murs d'un cimetière ne sont grevés d'aucune servitude.
- 449. Deux communes peuvent-elles se disputer la possession du même cimetière?

441. Les cimetières font partie du domaine public municipal ; ils sont inaliénables et imprescriptibles, tant que dure leur destination.

442. Toutefois les personnes qui désirent obtenir une place séparée pour y fonder leur sépulture et celle de leurs parents ou successeurs, et y construire des caveaux, monuments ou tombeaux, peuvent en obtenir la concession moyennant un don en faveur des hôpitaux, indépendamment d'une somme payée à la commune et avec l'autorisation du gouvernement, sur l'avis des conseils municipaux et la proposition des préfets².

¹ Casse, 5 décembre 1818, Dev. 39, 33.

² Décret 23 prairial an xii, art. 10, 11 et 12.

443. En cas de trouble à l'exercice du droit à la place qui lui a été concédée dans le cimetière, le concessionnaire peut-il agir en complainte? — Pour la négative on a dit : cette concession n'est qu'une location de terrains pour un usage déterminé; le trouble dans la possession du tombeau n'est qu'une atteinte portée à une chose mobilière ¹; — cette proposition se concevrait, s'il ne s'agissait que d'une pierre sépulcrale; mais la concession d'un terrain de sépulture ne peut être considérée comme une chose mobilière. Il devient une véritable propriété privée, à la charge d'en conserver la destination. Le concessionnaire troublé par un autre particulier dans sa possession a la complainte ².

444. L'autorité judiciaire connaît des contestations entre deux concessionnaires à perpétuité de terrains dans un cimetière, au sujet des limites de leurs concessions ³.

L'administration municipale n'est pas tenue d'user de son pouvoir de police pour réprimer l'anticipation qu'un concessionnaire prétend avoir été commise à son préjudice par le concessionnaire d'un terrain limitrophe.

445. Un lieu d'inhumation qu'on aurait sur son propre terrain n'a rien d'imprescriptible ⁴.

446. Le terrain d'un ancien cimetière doit rester fermé sans que l'on en puisse faire usage, pendant cinq ans ⁵; — on ne peut y construire jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. Tant que cette autorisation n'a pas été accordée, le constructeur ne peut acquérir aucune possession utile, car on ne prescrit pas contre les lois de police.

¹ Garnier, n. 338.

² Proudhon, *Domaine public*, ch. 25; Carou, n. 544; Curasson, 2, n. 652.

³ Cons. d'Ét. 49 mars 1863, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2177.

⁴ Troplong, *Prescriptions*, n. 170.

⁵ Décret 23 prairial an XII. — Carou, n. 542.

447. La commune est fondée à demander au possesseur la suppression de toute construction commencée sur un mur de clôture du cimetière; la disposition de l'art. 661 qui attribue à tout propriétaire joignant un mur, la faculté de le rendre mitoyen, est inapplicable aux murs de clôture d'un cimetière¹.

448. Ainsi est obligatoire l'arrêté municipal, qui interdisant toute ouverture ancienne ou nouvelle, qui établirait une communication entre une propriété privée et le cimetière de la commune.

Si le propriétaire d'une porte précédemment établie dans le mur d'un cimetière, élève devant le juge de police une exception de propriété fondée sur la possession immémoriale, le juge ne peut en connaître; tout au plus pourrait-il surseoir².

449. Lorsque deux communes prétendent au même cimetière, non pour en changer la destination, mais, au contraire, pour la maintenir en s'en réservant l'usage exclusif, l'action possessoire est-elle recevable?

Pour l'affirmative on dit : ce n'est pas la nature ou la destination du cimetière qui est mise en cause; dès-lors, il importe peu que, sous d'autres rapports, le cimetière soit hors du commerce³.

Pour la négative on a répondu : — C'est seulement dans le cas où la possession peut conduire à la prescription, que l'exercice des actions possessoires est admis; or, la commune, pas plus qu'un particulier, ne peut prétendre à l'acquisition par prescription d'une chose destinée à un

¹ Jugement du trib. de paix de Quissac (Gard), du 29 mai 1864, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4841.

² Casse, cr. 20 juin 1863, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2241.

³ Devilleneuve, 1844, 4, 420. à la note; argument Casse, 34 décembre 1855, *Journal des Justices de Paix*, Art. 800.

service public. — D'ailleurs, la contestation élevée entre les communes, à l'égard de la jouissance du cimetière, devait être portée devant l'autorité administrative¹. Une commune ne peut prétendre qu'un terrain dépend de son domaine public, que tout autant que ce terrain a reçu de l'autorité une affectation publique.

§ 7. — *Des établissements publics.*

SOMMAIRE.

- 450. Ces établissements ne sont pas, en général, susceptibles d'une possession privée.
- 451. *Quid* du siège d'un mont-de-piété?
- 452. Toutefois un terrain privé peut servir à la tenue d'un marché.
- 453. Un particulier a la complainte à raison des taxes qu'il est en possession de percevoir.
- 454. De même pour la tenue des foires.
- 455. Excepté en cas d'abandon.

450. Les autres édifices communaux affectés à un service spécial d'intérêt public, tels que les collèges, hôpitaux, prisons, casernes, halles, etc., sont également imprescriptibles. Cette affectation est exclusive de toute possession *animo domini* de la part d'un tiers.

451. Toutefois, un propriétaire qui avait possédé pendant trente ans des jours dans un mur non mitoyen, joignant immédiatement une propriété appartenant à l'administration des hospices de Paris et siège de la succursale du mont-de-piété, a été déclaré avoir acquis une servitude de vue telle, que le mont-de-piété ne pouvait plus user de la faculté de rendre le mur mitoyen, qu'à la condition de respecter la servitude acquise².

¹ Cassé, 40 janvier 1844, D. 44, 56 note.

² Paris, 3 juin 1836, D. 36, 2, 428.

452. Un terrain peut servir à la tenue des marchés, sans cesser d'être un bien patrimonial, une propriété privée, et sans avoir le caractère d'imprescriptibilité qui appartient aux propriétés publiques; il peut être l'objet d'une action possessoire¹.

453. Ainsi, un particulier est recevable à intenter la complainte à raison des taxes qu'il est en possession de percevoir des marchands étalagistes².

454. Il en est de même des champs de foires.

La tenue des foires sur un terrain privé n'établit aucun droit au profit de la commune : elle ne constitue pas une servitude ; la servitude n'existe qu'au profit d'un héritage contre un autre ; ce serait en tous cas une servitude discontinue.

455. Mais si le propriétaire abandonnait son terrain, rien ne s'opposerait à ce que la tenue des foires et marchés en opérât la prescription au profit de la commune³.

SECTION II. — Des droits réels immobiliers.

SOMMAIRE.

456. Ces droits sont soumis à certaines conditions.

457. Les actions immobilières ne peuvent être l'objet d'une action possessoire.

458. Division.

456. La loi n'exige pas la possession *matérielle* comme condition rigoureusement indispensable de l'exercice de

¹ Aulanier, p. 409.

² Rejet. req. 4^{er} août 1809, Dev. ; Carou, n. 495.

³ Carou, n. 548 à 550. — V. *sup.* n. 439.

l'action possessoire. Un *droit*, chose essentiellement incorporelle, peut faire la matière de la possession ¹.

On entend par droit réel celui qui existe sur une chose, abstraction faite de la personne qui peut la posséder. — Pour qu'il donne lieu à une action possessoire, il faut : — 1° qu'il s'applique à un immeuble; — 2° qu'il soit réputé immeuble ²; — 3° qu'il soit prescriptible; — 4° qu'il soit susceptible d'une certaine jouissance ³.

457. Ainsi, une action en revendication, quoique immobilière, ne peut être l'objet d'une action possessoire, parce qu'elle n'est susceptible d'aucune jouissance ⁴.

458. Sous un premier paragraphe, nous indiquerons quels sont les droits réels immobiliers, autres que les servitudes. — Ces dernières seront l'objet d'un second paragraphe.

§ 1. — Des droits réels autres que les servitudes.

SOMMAIRE.

- 459. Le droit de nue propriété;
- 460. Celui d'usufruit;
- 461. Ceux d'usage et d'habitation.
- 462. Le droit d'affouage;
- 463. L'emphytéose.
- 464. Le droit de bail à covenant ou à domaine congéable;
- 465. De superficie;
- 466. *Quid* du droit de chasse?
- 467. — du droit de pêche?
- 468. Droit de grosse pâture.
- 469. Droit de pacage.

¹ Argument, Code, art. 2228.

² Coutume de Paris, art. 96.

³ Pothier, *Possession*, n. 88 à 91.

⁴ Bourbeau, n. 359.

- 470. Droit de parcours.
- 471. Droit de paturage exclusif.
- 472. *Quid* du droit de bois de chauffage ?
- 473. Droit de prendre des tourbes.
- 474. Ne peuvent être l'objet d'une action possessoire, les rentes foncières ;
- 475. Les droits de champart ;
- 476. *Quid* du droit de complant ?
- 477. Droits de secondes herbes ;
- 478. Droit de séquestre.
- 479. Franchise d'un droit de péage.
- 480-481. Droit de faire faire des réparations.

459. Peuvent donner lieu aux actions possessoires : —

1^o Le droit de nue propriété ¹.

460. 2^o Celui d'usufruit : l'usufruitier n'est détenteur précaire que par rapport au nu-propriétaire.

461. 3^o Ceux d'usage et d'habitation : ils sont de même nature que le droit d'usufruit, quoique plus restreints ².

462. Même solution pour le droit d'affouage, que les habitants ont au produit des forêts de leurs communes ³, soit qu'on le considère comme une espèce de droit d'usage, soit qu'on y voie un droit de servitude discontinue.

463. 4^o Les droits d'emphytéose ⁴.

464. 5^o Le droit de bail à convenant ou à domaine congéable. Le preneur a l'action possessoire comme propriétaire des édifices et superficies, mais non comme fermier ⁵.

465. 6^o Ceux de superficie ⁶. — J'ai fait des constructions

¹ Argument, Code, art. 644.

² Aulanier, n. 58 ; Carou, 333.

³ Rejet, req. 41 juin 1839 ; D., 39, 247. — V. Curasson, *Compétence*, n. 713 ; notre *Journal des Justices de Paix*, Art. 252.

⁴ La jurisprudence est constante. — V. *infra*, n. 583.

⁵ V. d'ailleurs, *infra*, n. 476.

⁶ Bérime, n. 308.

sur votre terrain ; pendant un an vous m'avez laissé en possession paisible : je puis, en cas de trouble de votre part, et reconnaissant n'avoir aucune prétention au sol, demander ma maintenue dans le droit de superficie. — Sauf au propriétaire à opposer au pétitoire son droit résultant de l'art. 555 du Code.

466. En est-il de même du droit de chasse et du droit de se promener dans un jardin ? — Ce sont bien des droits immobiliers, en ce sens qu'ils sont un démembrement de la propriété ; mais ce sont des droits personnels et non des servitudes ; ils ne sont pas établis pour l'utilité du fonds ¹.

467. Le droit de pêche n'est pas non plus susceptible d'action possessoire ². — Si l'art. 2 de l'ordonnance du 24 avril 1829, sur la pêche fluviale, accorde aux riverains le droit de pêcher jusqu'au milieu de la rivière, *sauf les droits contraires acquis par possession ou par titre*, il veut parler des droits de propriété acquis par des tiers sur le cours d'eau lui-même, par exemple par des meuniers qui l'auraient converti en bief pour leur usine. Les riverains de chaque côté perdraient leur droit de pêche, s'ils laissaient le meunier, par des travaux et des actes de maître, prescrire la propriété du cours d'eau.

468. 7° Le droit de grosse et grasse pâture, qui consiste à faire consommer par des bestiaux des fruits susceptibles d'être vendus et récoltés ; il peut être l'objet d'une action possessoire ³.

¹ Bèlme, n. 267. — V. d'ailleurs, Amiens, 2 déc. 1835 ; S., 36, 498.

² Bèlme, n. 268. — *Contrà*, Proudhon, *Domaine public*, tome 3, n. 996.

³ Bèlme, n. 269 ; Argument, rejet req., 28 nov. 1837 ; Dev. ; — 6 janv. 1852 ; *Journal des Justices de Paix*, Art. 48.

469. 8° Le droit de pacage au profit d'une commune sur un terrain situé dans une commune voisine¹.

470. 9° Le droit de parcours ou vaine pâture, pourvu qu'il soit fondé sur un titre². — Mais le droit de *vaine pâture* ne peut être l'objet d'une action possessoire lorsqu'il n'y a pas de titre³.

471. 10° Le droit de pâturage exclusif sur son propre terrain.

472. Le droit d'une commune ou de particuliers de se faire délivrer tous les ans une certaine quantité de bois, soit pour le chauffage, soit pour la bâtisse, peut-il donner lieu à l'action possessoire? — Si l'usager représente un titre, il peut agir en complainte. — Mais l'usager dépourvu de titre, qui se met en possession sans délivrance, commet un délit⁴ qui ne fonde aucune possession valable, quelque répété qu'il ait pu être. Il n'en résulte ni saisine possessoire, ni prescription. La délivrance a été faite régulièrement à un usager qui ne représente aucun titre de concession, mais qui a joui pendant la dernière année; peut-il intenter la complainte? — Pour la négative, on dit : l'art. 691 dispose que les servitudes discontinues ne peuvent se constituer que par titres. — Pour l'affirmative, on répond : Cet art. 691 n'est pas applicable au droit d'usage dans les forêts; il ne concerne que les servitudes prédiales proprement dites, qui sont établies sur un fonds au profit d'un autre fonds, qui rendent la culture ou l'accès plus facile, qui tendent à l'améliorer, comme les droits de passage, d'aqueduc, de vues et autres semblables. Les coutumes traitaient presque toutes

¹ Argument, rejet civ., 6 août 1832; Dev., 33, 47.

² Argument, Casse, 22 nov. 1830; Dev. — M. Bélimé, n. 270, considère ce droit comme une servitude légale.

³ Casse, 19 vendémiaire an xi; Dev.

⁴ Code forestier, art. 79.

des servitudes prédiales et de l'usage dans les forêts, dans des titres distincts. Le Code confirme cette doctrine en disant que *l'usage des bois et forêts est réglé par des lois particulières*; ce qui exclut l'application de l'art. 691; d'ailleurs l'art. 636 n'est pas placé sous le titre des servitudes foncières, mais sous celui de l'usage et de l'habitation; d'où il faut conclure que le Code, comme les coutumes, considère cette sorte de droits comme une servitude personnelle. — Le motif qui fait repousser la prescription en matière de servitudes discontinues, c'est que les passages, puisages, etc., sont toujours présumés tolérés par pure familiarité et par esprit de bon voisinage. — Or, ce motif n'est point applicable à l'exercice d'un droit d'usage dans une forêt, l'un des plus onéreux qui puissent grever la propriété. La délivrance, demandée au propriétaire et accordée par lui, exclut l'idée d'une jouissance équivoque et précaire¹.

Toutefois, dans les bois de l'État, les servitudes d'usage ne sont plus prescriptibles; l'art. 61 C. for. porte : « Ne sont admis à élever un droit d'usage dans ces forêts que ceux qui, au jour de la promulgation de ce Code, auraient un titre de concession ou un jugement définitif, ou qui auraient, dans les deux années à dater de la promulgation, intenté une action pour faire reconnaître leur droit. » — Mais cet article ne s'applique ni aux bois des communes, ni à ceux des particuliers².

473. 11° Le droit acquis, en vertu d'une concession, de prendre des tourbes dans une tourbière, ou d'exploiter une mine³.

474. Mais au contraire ne peuvent être l'objet d'une

¹ Bérime, n. 306.

² Argument, C. for., art. 442 et 420; Bérime, n. 306 bis.

³ Carou, n. 267.

action possessoire; — 1° Les rentes foncières : ce sont aujourd'hui de simples créances ; elles ne constituent plus un droit réel. — V. *infra*, n° 556.

475. 2° Les droits de champart ou de partage avec le propriétaire, dans une certaine proportion, des fruits d'un héritage¹. — Bien que créés sous l'empire de l'ancienne législation qui leur attribuait le caractère de droits immobiliers, ils sont aujourd'hui réputés purement mobiliers, et ne forment qu'une obligation personnelle.

476. 3° Les redevances dues en vertu d'un bail à complant : ce sont maintenant des droits purement mobiliers².

477. 4° Le droit de secondes herbes, établi même par titre au profit d'une personne sur un héritage. — Il en serait autrement s'il était établi au profit d'un autre héritage voisin. Dans ce cas, ce droit serait une véritable servitude³. — Mais le droit de secondes herbes exercé sans titres est une servitude discontinue.

478. 5° Le séquestre considéré comme droit de jouir⁴.

479. 6° La franchise d'un droit de péage sur un pont au profit des particuliers qui en jouissent⁵.

Mais lorsqu'une convention existe à cet égard, on peut dire qu'il y a trouble à la possession même d'un droit de passage établi par titre.

480. 7° Le droit d'obliger un ou plusieurs particuliers de faire des réparations à des maisons ou usines, d'en réparer les écluses. Un pareil droit ne constitue qu'une simple

¹ Argument, Code, art. 529 ; Rejet, civ. 29 juillet 1828 ; Dev. ; Casse, 9 août 1831 ; Dev., 34, 387.

² Rejet, civ. 16 janv. 1816 ; Dev. ; Casse, 11 févr. 1833 ; Dev., 33, 483 ; Duvergier, *Louage*, 4, n. 493. — *Contrà*, Henrion, *Compétence*, ch. 43, § 1. — V. *sup.*, n. 474 et 475.

³ Rejet, req. 7 mars 1826 ; Dev.

⁴ Carou, n. 239.

⁵ Carou, n. 397. — *Contrà*, Henrion, ch. 43, § 3.

obligation de faire, qui se réduit, en cas d'inexécution, à des dommages-intérêts : c'est un droit mobilier. — Un fait de trouble dont l'appréciation dépend d'une convention intervenue entre les parties ne donne pas lieu à une action possessoire¹.

481. Toutefois, si le propriétaire du fonds assujetti se refuse au renouvellement périodique des ouvrages nécessaires pour user d'une servitude, et qui ont été mis à sa charge, par exemple au curage d'un aqueduc, l'action possessoire peut être exercée contre lui : l'obligation d'exécuter les travaux n'est point un simple engagement personnel; elle fait partie de la servitude; on peut s'en affranchir par l'abandon du fonds. — S'il s'agissait d'un simple engagement personnel, il passerait du contractant à ses héritiers, et non aux tiers acquéreurs du fonds soumis à la servitude².

La présomption est que les ouvrages sont aux frais du propriétaire dominant; il faut donc pour agir au possessoire exhiber un titre établissant le contraire, et justifier d'une possession conforme, qui consistera dans l'exécution régulière des travaux par le maître du fonds assujetti³.

§ 2. — Des servitudes.

SOMMAIRE :

482. On distingue plusieurs espèces de servitudes.

483. Elles sont continues ou discontinues;

484. — apparentes ou non apparentes;

¹ Favard, v^o *Complainte*, sect. 4, § 4, n. 6; Argument, *Motifs*, rejet, req. 47 novembre 1847; *Journal de Procédure*, Art. 4770. — V. *sup.*, n. 294.

² Argument, Code, art. 698 et 699; Bélimé, n. 266; Dalloz, n. 476.

³ Bélimé, n. 266.

485. Importance de ces distinctions.
486. Les servitudes continues et apparentes peuvent être l'objet des actions possessoires.
487. Destruction momentanée du signe apparent.
488. Les servitudes discontinues ne peuvent s'acquérir sans un titre.
489. *Quid* de la servitude discontinue et apparente?
490. Une servitude discontinue se conserve par la possession.
491. *Quid* si le titre émane du non-propriétaire?
492. Des servitudes négatives.
- 493-495. Cas où elles résultent de la loi, ou d'une convention.
- 496-498. Des droits de copropriété.
- 499-500. De la destination du père de famille.
501. Droit d'appréciation du juge.
502. Des servitudes légales.
503. Les fonds du domaine public en sont exempts.
504. Des servitudes résultant de la situation des lieux.
505. Des droits de parcours et vaine pâture.
506. De la distance à observer pour certaines constructions.
507. Du droit de mitoyenneté.
- 508-511. La possession l'emporte-t-elle sur la présomption résultant des marques de mitoyenneté ou de non-mitoyenneté? Distinction.
- 512-513. Peu importe le changement dans le mode d'exercice s'il n'y a pas de préjudice.
514. Division.

482. Les servitudes sont des charges imposées sur un héritage (le fonds *servant*), pour l'usage et l'utilité d'un héritage (le fonds *dominant*)¹ appartenant à un autre propriétaire.

On distingue plusieurs espèces de servitudes ; elles sont continues ou discontinues ; — apparentes ou non apparentes.

483. Les servitudes *continues* sont celles dont l'usage est ou peut être continuels sans avoir besoin du fait *actuel* de l'homme ; tels sont les conduites d'eau, les égouts, les vues

¹ Code, art. 687.

et autres de cette espèce. — Les servitudes *discontinues* sont celles qui ont besoin du fait *actuel* de l'homme pour être exercées; tels sont les droits de passage, puisage, pacage et autres semblables¹.

484. Les servitudes *apparentes* sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, tels qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc. — Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme, par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds, ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée².

485. Ces distinctions sont importantes, au double point de vue — du mode de l'acquisition des servitudes, par la prescription — et de l'exercice des actions possessoires.

486. Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre, ou par la possession de trente ans³.

La possession est suffisamment justifiée par le signe apparent résultant de l'état de choses qui les constitue : en effet elles n'ont pas besoin du fait de l'homme pour s'exercer.

Les servitudes continues et apparentes peuvent être l'objet des actions possessoires.

487. Lorsque le signe apparent au moyen duquel une servitude se manifeste est détruit par un fait accidentel ou volontaire, — le droit de servitude peut n'être pas absolument perdu, si les choses sont rétablies de manière qu'on en puisse user, à moins qu'il ne se soit écoulé trente années⁴.

Mais il suffit qu'une année se soit écoulée depuis le jour

¹ Code, art. 688.

² Code, art. 689.

³ Code, art. 690.

⁴ Code, art. 704.

où l'état des choses ne permet plus d'user de la servitude pour que l'action possessoire ne puisse être intentée, alors même que la servitude serait fondée sur un titre; il ne reste plus que l'action pétitoire ¹.

488. Les servitudes discontinues ne peuvent s'acquérir que par titre ²; leur possession est inefficace, parce que le caractère de tolérance s'applique aux faits qui la constituent. Cette présomption de tolérance ne disparaît que devant un titre, alors même que la servitude est apparente.

489. Peut-on acquérir une servitude discontinue et apparente par la possession au moyen d'une sorte d'intervention résultant de la contradiction opposée à leur exercice et à compter du jour où la possession s'est exercée malgré cette contradiction? — Il en était ainsi sous les coutumes, et plusieurs auteurs l'enseignent sous le Code ³; — mais les termes absolus de l'art. 651 repoussent cette solution ⁴, bien qu'elle ne semble pas dépourvue de tout motif rationnel.

490. La possession ne fait pas acquérir les servitudes discontinues, mais elle est utile à les conserver, en prévenant l'extinction par le non-usage. Celui qui a un titre a l'action possessoire en cas de trouble; à défaut de titre, sa possession serait présumée vicieuse ⁵.

491. Un titre émané du non-propriétaire suffit-il pour colorer la possession? — Oui, dit Pothier. ⁶ En effet d'une part, le titre fait présumer la possession, et, d'autre part, la

¹ Argument, rejet, req. 4 fév. 1856; *Journal des Justices de Paix*, Art. 839; Bourbeau, n. 371.

² Code, art. 694.

³ Proudhon, *Usufruit*, n. 3583; Troplong, *Prescription*, n. 393, — V. d'ailleurs, *infra*, n. 517.

⁴ Bourbeau, n. 372.

⁵ Bourbeau, n. 372.

⁶ *Introduction à la Coutume d'Orléans*, tit. 43, n. 8.

possession fait présumer l'efficacité du titre; ils se prêtent un mutuel appui jusqu'à ce que le vice du titre soit révélé dans l'instance pétitoire.

Mais il faut que le titre soit sérieux et qu'il émane du propriétaire *apparent* du fonds servant.

Ainsi il n'y a pas un titre propre à colorer la possession d'une servitude discontinuée dans un acte de vente consentie par le propriétaire du fonds dominant, lorsque cet acte contient l'énonciation de l'existence de la servitude ¹.

492. On appelle servitudes *non apparentes* ou *négatives*, celles qui consistent à ne pas faire; par exemple, l'interdiction de bâtir ou de planter.

493. Lorsque l'interdiction est écrite dans la loi, telle que la défense d'ouvrir des vues directes à une distance moindre de deux mètres de l'héritage voisin, ou celle de planter des arbres, ou de faire certaines constructions sans observer les distances et les précautions prescrites par la loi, la possession de l'héritage suffit pour justifier la complainte dirigée contre celui qui viole les prescriptions légales et qui fait des actes excédant le droit commun du propriétaire : en possédant le fonds, on possède les immunités légales qui protègent la propriété ².

494. Lorsque l'interdiction résulte d'une convention, il n'y a alors ni possession réelle, ni signe apparent; — toutefois, le fait de la soumission du voisin à la clause du titre prohibitif, continué pendant une année au moins, est une possession corrélatrice à la nature du droit possédé. Si le voisin prétend que son abstention n'est que la conséquence d'une faculté inhérente à son droit de propriété, on lui répondra qu'il a obéi à la convention. Le titre sert

¹ Rejet, civ. 16 juillet 1849; D., 49, 193; Bourbeau, n. 373.

² Bourbeau, n. 374.

à interpréter les faits en montrant que l'abstention de l'un était une possession pour l'autre, parce que cette abstention n'était pas facultative, mais forcée¹.

Ainsi celui auquel un titre réserve le droit de faire maintenir en état de non-culture une partie de l'héritage qui joint sa propriété, est en possession de ce droit par cela seul que l'état de non-culture subsiste. — Il est recevable à former une action en complainte pour trouble à sa possession, au cas où le terrain vient à être mis en culture²; et, dans ce cas, le juge du possessoire peut et doit, pour s'éclaircir sur cette possession, vérifier le titre.

495. Pour reconnaître s'il s'agit d'une servitude discontinue qui ne peut être possédée sans titre, ou d'un autre droit dont la possession n'exige pas cette condition, le juge doit s'attacher à la formule des conclusions du demandeur en complainte, et apprécier, d'après les circonstances, si la nature des faits de possession invoquée concorde avec le caractère du prétendu droit, ou s'ils n'indiquent pas plutôt l'exercice d'une servitude discontinue³.

496. Certains droits de copropriété se distinguent des servitudes discontinues, avec lesquelles ils n'ont qu'une affinité apparente. — Tels sont les droits qui s'exercent sur les *chemins* d'exploitation. Les propriétaires des héritages contigus passent, — non en vertu d'une servitude, mais en vertu d'un droit de copropriété qui s'est constitué par l'abandon que chaque propriétaire a fait pour l'établissement de ce chemin, de la parcelle de terrain faisant partie de la voie longeant son héritage.

Le droit à la jouissance commune d'un chemin de cette

¹ Casse, 45 fév. 1844; D., 44, 235; Bourbeau. n. 374.

² Argument, Code, art. 2228; *Même arrêt*.

³ Bourbeau, n. 375.

nature peut, à la différence d'une servitude de passage, s'établir par prescription; l'action possessoire est recevable, sans qu'il soit nécessaire que la possession annale soit appuyée sur un titre ¹.

497. De même le passage des bestiaux et l'enlèvement des litières peut s'exercer à titre de propriété ou de copropriété, et non à titre de servitude ou d'usage, et constituer, indépendamment des titres, une possession utile pour former l'action possessoire, si le terrain sur lequel ces faits de possession ont eu lieu ne s'exploite que par le passage et n'a pas d'autres produits que les litières ².

498. Le droit d'un habitant de participer à la jouissance des biens communaux s'exerce encore, — non à titre de servitude ou d'usage, mais à titre de communiste; — il peut être l'objet d'une action possessoire de sa part, dans le cas où l'on refuserait de l'admettre à la jouissance commune. Ce droit résulte de la loi; il est facultatif dans son exercice, en ce sens qu'il ne se perd pas par le non-usage ³.

499. Les servitudes qui résultent de la destination du père de famille peuvent être assimilées aux servitudes exercées en vertu d'un titre : — la destination du père de famille a une grande importance au pétitoire; elle vaut titre, et dispense de la justification d'un titre conventionnel celui qui n'aurait pas acquis la servitude par la prescription; mais si on ne l'applique qu'aux servitudes continues et apparentes, elle ajoute peu à la valeur de la possession, au possessoire ⁴.

¹ Rejet, civ. 12 déc. 1853; *Journal des Justices de Paix*, Art. 593; Bourbeau, n. 375.

² Rejet, req. 8 janv. 1835; *Journal de Procédure*, Art. 357; Bourbeau, n. 375.

³ Bourbeau, n. 375.

⁴ Bourbeau, n. 376.

500. Deux fonds entre lesquels il existe un *signe apparent* de servitude ont été réunis dans la même main ; puis l'un d'eux a été aliéné ; la servitude qui avait disparu lorsque la réunion des fonds dominant et servant s'était opérée, reparait lorsque la séparation des deux fonds a eu lieu de nouveau par l'aliénation de l'un d'eux ; et *continue* d'exister au profit ou à la charge du fonds qui a été vendu, donné ou attribué en partage. Telle est l'hypothèse prévue par l'art. 694¹.

Héritages soumis à un même maître après avoir appartenus à des propriétaires différents, — *signe apparent* de la servitude existant déjà avant cette réunion, et existant encore lorsque cette réunion cesse, — cette combinaison de faits équivaut à un titre. — Dès lors l'action possessoire est recevable en cas de trouble, quoiqu'il s'agisse d'une servitude discontinue, pourvu qu'elle se manifeste par un *signe apparent*².

501. Le juge de paix doit examiner si le concours de ces circonstances prête ou non son appui à la possession ; mais il ne doit apprécier leur existence qu'au point de vue de la possession, comme il apprécie provisoirement un titre pour reconnaître si, ou non la possession a été exercée à titre de propriétaire³.

502. Quelques servitudes ont un titre dans la loi ; par exemple, celles que le propriétaire d'un fonds ou les habitants ont le droit de réclamer dans certaines circonstances que la loi détermine.

503. Les fonds du domaine public en sont seuls exempts :

¹ Discours du tribun Albisson au Corps législatif ; — cette solution est conforme à la doctrine de Ferrière et Lecamus, commentateurs de la Coutume de Paris.

² Bourbeau, n. 376.

³ Bourbeau, n. 376.

La destination publique des fonds du domaine public est incompatible avec l'établissement des servitudes ¹. L'intérêt qui s'attache à cette destination l'emporte sur l'intérêt moins élevé auquel ces servitudes doivent donner satisfaction.

Ainsi, le propriétaire d'un terrain joignant le mur de soutènement de la place publique ne peut contraindre la commune à lui céder la mitoyenneté de ce mur, à l'effet de lui permettre d'y appuyer un bâtiment ².

504. Certaines charges sont imposées aux héritages par la situation des lieux ou résultent de rapports de voisinage que la loi établit entre les propriétaires. La possession invoquée à l'appui de la plainte dans ce cas, n'est que la possession de l'héritage lui-même auquel ce droit est inhérent.

505. Les droits de vaine pâture et de parcours s'exerçant, en vertu des anciennes lois et coutumes locales, sur des terrains non clos, sont des servitudes fondées sur un titre.

L'action possessoire est recevable, en cas de trouble, de la même manière que si ces droits résultaient d'une convention : — vainement on oppose la faculté qu'a le propriétaire de se clore et de soustraire ainsi son fonds à la servitude. Cette faculté affecte moins le caractère de la possession que la durée du droit exercé ; tant que le propriétaire n'a pas usé du droit de se clore, il est tenu de subir la vaine pâture. A cette obligation correspond un droit, et une action pour la faire exécuter. L'action possessoire sera accueillie par le juge de paix, s'il est justifié que la vaine pâture

¹ Rejet, req. 49 juin 1856 ; D., 56, 423 ; Cons. d'Ét., 8 mars 1860 ; D., 60, 3, 83 ; Bourbeau, n. 377.

² Même arrêt. — V. d'ailleurs, *sup.*, n° 447.

ou le parcours ont pour base une possession fondée sur les lois et les coutumes¹.

506. Au cas de l'art. 674 du Code, le demandeur peut agir devant le juge de paix, alors même que les plantations et les constructions remontent à plus d'une année, et le juge de paix ne devient incompétent que si le défendeur oppose la prescription trentenaire, ou un titre².

507. La mitoyenneté des murs, des haies et des fossés, servant de séparation entre les bâtiments, s'il n'y a titre ou marque du contraire, — est, sinon une servitude, du moins une copropriété fondée sur un titre légal.

508. La présomption de mitoyenneté est, en l'absence de marques contraires, un titre légal pour agir en complainte contre celui qui fait sur le mur des entreprises défendues par la loi, par exemple en y pratiquant des enfoncements. — Le mur est une partie de l'héritage dont la possession embrasse les dépendances accessoires, le demandeur n'est pas tenu de justifier d'une possession spéciale sur ce mur.

509. De même la marque de non-mitoyenneté est une justification suffisante au maintien d'une possession qui se prétend exclusive³.

510. Mais la possession annale manifestée par des actes matériels *exclusifs* l'emporte au possessoire sur la présomption de mitoyenneté. — Cette présomption est un titre contre lequel on peut prescrire; la possession annale est toujours efficace lorsque la prescription le serait.

511. Toutefois, lorsque l'instance s'engage au pétitoire sur la question de mitoyenneté, les présomptions légales

¹ Bourbeau, n. 383.

² Bourbeau, n. 382.

³ Bourbeau, n. 383.

reprennent leur puissance et ne le cèdent qu'à la prescription trentenaire ou à un titre conventionnel ¹.

512. Un changement dans le mode d'exercice d'une servitude qui ne fait éprouver aucun préjudice au fonds assujéti ne peut servir de base à une action possessoire ².

513. Si, en fait, l'innovation est préjudiciable, l'action possessoire est recevable ³ lors même que l'auteur du changement prétendrait avoir usé de son droit ⁴.

514. Il n'entre pas dans notre plan d'énumérer ici toutes les servitudes, nous traiterons seulement des principales, au point de vue de l'exercice des actions possessoires, sous les articles suivants :

ART. 1^{er}. — Des servitudes relatives aux eaux.

SOMMAIRE.

- 515. Du droit d'écoulement des eaux sur les terrains inférieurs..
- 516. De la contradiction opposée à son exercice.
- 517. Du droit de recevoir les eaux.
- 518. S'applique-t-il aux eaux pluviales?
- 519-520. Nécessité d'un préjudice. — Cas d'aggravation.
- 521. De la servitude d'aqueduc.
- 522-523. Elle s'applique aux cours d'eau et aux sources, et aux eaux pluviales.
- 524. La servitude ne doit pas être aggravée par le fait de l'homme.
- 525-526. De la servitude d'appui.
- 527. Du drainage.
- 528. Le juge de paix, ici, est compétent au fond.
- 529. Source dont l'eau est nécessaire à une agglomération d'habitants.
- 530. La disposition de la loi tient lieu de titre.
- 531. Cette attribution de la servitude a lieu de plein droit.

¹ Bourbeau, n. 383.

² Rejet, req. 26 juill. 1854; D. 55, 4, 338; 29 déc. 1858. — V. sup., n. 47.

³ Rejet, req. 27 février 1855; *Journal des Justices de Paix*, Art. 799.

⁴ Casse, 29 décembre 1857; *Ib.*, Art. 1234.

532. Est-elle applicable aux citernes, mares, étangs ou fontaines stagnantes ?
533. Aux eaux de sources devenues ruisseaux ?
534. Aux eaux thermales ?
535. Ne fait pas obstacle au droit du propriétaire de pratiquer des fouilles sur son terrain.
536. Même au cas de sources d'eaux thermales.
537. Peut-il intercepter l'accès de la source ?
- 538-539. Il faut que l'eau soit reconnue nécessaire aux habitants par le juge de paix.
540. Que la possession soit annale.
541. Que l'action soit formée par une agglomération d'habitants.
542. La commune ne peut prescrire l'usage des eaux non nécessaires qu'au moyen de travaux apparents.

515. Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que le main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur ¹.

516. Le propriétaire du fonds inférieur ne peut se prévaloir de ce que, pendant un temps plus ou moins long, le propriétaire du fonds supérieur a retenu les eaux sur son fonds, pour soutenir qu'il est en possession annale de l'affranchissement pour son héritage de la charge légale de recevoir les eaux. Le propriétaire du fonds supérieur s'est abstenu d'user d'une *faculté* inhérente à son droit de propriété, en ne laissant pas les eaux se déverser sur le fonds inférieur.

Mais si le propriétaire du fonds inférieur a fait des ouvrages, par exemple une digue pour empêcher l'écoulement des eaux sur son fonds, la possession utile commence à son

¹ Code, art. 640.

profit, contre le droit d'écoulement des eaux que voudrait exercer désormais le propriétaire du fonds supérieur ¹.

517. Le propriétaire du fonds inférieur, au lieu d'opposer un obstacle à l'écoulement des eaux, a fait des travaux pour les diriger sur son fonds; par ces ouvrages apparents, remontant à plus d'une année, il fait cesser pour le propriétaire du fonds supérieur la faculté qu'avait celui-ci de retenir les eaux. Le droit d'écoulement des eaux a perdu, dans ce cas, son caractère facultatif au préjudice du propriétaire du fonds supérieur, et la charge légale imposée au fonds inférieur s'est transformée en un droit de copropriété des eaux au profit de l'autre propriétaire ².

La contradiction par des constructions ou des ouvrages opère sur la nature du droit, comme la contradiction par des actes ou des significations opère sur le titre en vertu duquel la possession s'exerce, en lui faisant subir une interversion ³.

518. Cette solution s'applique aux eaux pluviales, si ces eaux, lorsqu'elles sont abandonnées à elles-mêmes, n'appartiennent à personne; elles deviennent, au contraire, susceptibles de possession et de prescription, lorsque, par des travaux apparents, elles sont soumises à une destination privée ⁴.

Mais il faut que ces travaux soient faits sur le fonds supérieur, afin qu'ils aient un caractère plus manifeste de contradiction.

519. Il y a aggravation à l'exercice de la servitude lorsque le fait de l'homme a changé l'état des lieux, non-

¹ Bourbeau, n. 384.

² Bourbeau, n. 384.

³ Rejet, req. 12 mai 1858; *Journal des Justices de Paix*, Art. 1323; Bourbeau, n. 385.

⁴ Casse, 8 fév. et 2 avr. 1858; D., 58, 68, 59, 230.

seulement en augmentant l'écoulement des eaux, mais encore en les rendant malsaines ou corrompues. — Par exemple, un concessionnaire de mines a creusé nouvellement des galeries souterraines d'où s'échappent des eaux infectées de substances délétères pour la végétation, communiquées par les amas de houille déposée à la surface du sol et que ces eaux traversent¹.

520. Au surplus, l'obligation imposée par le juge d'exécuter des travaux destinés à arrêter le dommage causé à un propriétaire inférieur par le nouvel état du fonds supérieur, ne peut être considérée comme constituant une servitude au profit du fonds inférieur; cette obligation est la conséquence nécessaire de la constitution de l'état des lieux, et peut cesser avec la cause qui l'a produite².

521. Tout propriétaire qui veut se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer *peut* obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à la charge d'une juste et préalable indemnité³.

522. Cette disposition s'applique aux riverains d'un cours d'eau et aux propriétaires d'une source ou d'un réservoir.

La servitude ne frappe pas seulement les propriétaires intermédiaires; si les eaux servant à l'irrigation doivent être rendues à leur cours naturel, il sera presque toujours nécessaire de les faire passer sur les fonds inférieurs.

523. Le propriétaire de terrains submergés peut obtenir de faire passer les eaux sur les fonds intermédiaires à l'effet de procurer aux eaux nuisibles leur écoulement.

¹ Rejet, req. 3 août 1843; D., 43, 481.

² *Même arrêt.*

³ Loi du 29 avril 1845.

La possession annale est applicable à la servitude d'aqueduc ; — d'abord elle repose sur un titre légal ; — elle constitue d'ailleurs une servitude continue et apparente¹.

524. Peut donner lieu à l'action possessoire, le trouble résultant de ce que celui en faveur duquel existe une servitude d'aqueduc destinée au jeu de deux usines déterminées, a, par lui ou par un cessionnaire, affecté les eaux dérivées à la mise en mouvement d'une troisième usine². — Il y a, dans ce cas, aggravation de la servitude.

525. Le propriétaire peut obtenir d'appuyer sur la propriété du riverain opposé les ouvrages d'art nécessaires à sa prise d'eau, à la charge d'une juste et préalable indemnité. Cette servitude est le complément de la servitude du passage des eaux³.

526. On a exempté de la servitude d'aqueduc — les maisons, jardins, parcs et enclos, attenants aux habitations, — et de la servitude d'appui, — les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations.

Toutefois la possession annale pourrait être invoquée, alors même que la servitude aurait été exercée sur les objets compris dans l'exemption : le titre légal manquerait pour exercer l'action pétitoire, en tant que la servitude se serait appliquée aux choses exemptées par la loi. — Mais la possession annale et la prescription peuvent s'accomplir sans titre, puisqu'il s'agit ici d'une servitude continue et apparente⁴.

527. Tout propriétaire qui veut assainir ses fonds par

¹ Code. art. 688.

² Casse, 40 août 1858 ; *Journal des Justices de Paix*, Art. 4300.

³ Loi du 15 juillet 1847.

⁴ Bourbeau, n. 380.

le drainage ou un autre mode d'assèchement, peut en conduire les eaux souterrainement ou à ciel ouvert, moyennant une juste et préalable indemnité, à travers les propriétés qui séparent ce fonds d'un cours d'eau ou de toute autre voie d'écoulement¹. La loi excepte de cette servitude les propriétés exemptées déjà de la servitude d'aqueduc par la loi de 1843.

528. Relativement à l'action possessoire, cette servitude ne présente qu'un intérêt secondaire : — en effet, le juge de paix en cette matière est juge du fond, en ce sens qu'il connaît, à charge d'appel, des contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice de la servitude, la fixation du parcours des eaux, l'exécution des travaux de drainage et d'assèchement, les indemnités ou les frais d'entretien.

On n'applique pas, dans cette hypothèse, la règle qui défend le cumul du pétitoire et du possessoire. — V. *infra* chapitre XII.

La même observation est à faire pour le cas où l'action possessoire est intentée au sujet d'une plantation d'arbres ou de haies qui n'a pas été faite à la distance légale².

529. Le propriétaire d'une source ne peut en changer le cours, lorsqu'il fournit aux habitants d'une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire³.

530. Si la possession ne s'appuyait pas sur ce texte, elle serait inefficace, car elle s'appliquerait à une servitude de puisage ou d'abreuvement, laquelle est *discontinue*. La loi, comme le ferait un titre, efface le soupçon de tolérance qui vicie cette possession isolée, en attachant à la circonstance

¹ Loi du 10 juin 1854, art. 5.

² Bourbeau, n. 381.

³ Code, art. 643.

que l'eau est nécessaire à une agglomération de personnes l'idée d'une possession exercée *animo domini* ¹.

531. L'intérêt public est une cause d'expropriation forcée ², à plus forte raison peut-il motiver l'établissement d'une simple servitude. Ici, ce qui est remarquable, c'est que l'art. 643 constitue une attribution directe et de plein droit de la servitude au profit de la commune, sans l'emploi préalable des formalités de l'expropriation pour cause d'utilité publique. C'est là une restriction considérable au droit de propriété qui ne doit pas être étendue au delà des termes mêmes de la loi qui l'établit ³.

532. La disposition de l'art. 643 s'applique-t-elle aux citernes, mares, étangs ou fontaines stagnantes ?

L'affirmative est enseignée par plusieurs auteurs ⁴.

Pour la négative on répond : La loi par son texte ne parle que d'un *cours* d'eau. — D'ailleurs si l'usage des eaux courantes d'une source, qui se renouvellent sans cesse, est inépuisable pour les besoins domestiques, il en est autrement des eaux d'une citerne, d'une mare ou de tout autre amas d'eaux stagnantes. — Enfin ce serait une gêne exorbitante pour le propriétaire de laisser les habitants exercer sur son fonds une servitude de puisage ou d'abreuvement que le texte de l'art. 643 ne lui impose pas ⁵.

533. Si l'art. 643 n'est applicable qu'aux eaux de source, il est toujours applicable à cette espèce d'eaux, —

¹ Bourbeau, n. 377.

² Code, art. 545.

³ Demolombe, *Servitudes*, 4, n. 90.

⁴ Delvincourt, 1, p. 456, note 4 ; Pardessus, 4, n. 438 ; Duranton, 5, n. 494 ; Taulier, 2, p. 366. — Ainsi jugé à l'égard d'un abreuvoir. Rejet, civ. 3 juill. 1822 ; Dev.

⁵ Proudhon, *Domaine public*, n. 4391 ; Daviel, 3, n. 815 ; Marcadé, art. 643, n. 4 ; Demolombe, *Servitudes*, 4, n. 91 ; Poitiers, 26 janv. 1825 ; D. 25. 436.

soit sur le fonds même du propriétaire où naît la source ; — soit sur les fonds inférieurs où la source devenue ruisseau prend son cours : le propriétaire riverain du ruisseau ne peut avoir plus de droits que celui sur le fonds duquel la source prend naissance ¹.

534. L'art. 643 s'applique aux sources d'eaux thermales nécessaires, comme moyens curatifs, aux habitants d'une commune ².

535. Le Code ne va pas jusqu'à permettre à la commune de s'opposer, par voie d'action en complainte, aux travaux qui seraient exécutés dans les fonds médiatement ou immédiatement supérieurs à la source, sous prétexte que ces travaux couperaient les veines de la source et diminueraient le volume des eaux ³.

536. Même décision à l'égard d'une source d'eaux thermales : l'art. 643 ne s'applique pas aux veines souterraines ⁴.

537. Mais le fait par le propriétaire d'une source dont les eaux sont nécessaires aux habitants d'une commune d'avoir intercepté l'accès de cette source au moyen d'une clôture, établie à l'endroit où les habitants en faisaient usage, est un acte qui peut être assimilé au détournement du cours de la source prévu par l'art. 643, et donner lieu par suite à une action possessoire ⁵.

538. Plusieurs conditions sont requises : — Il faut :
1° que la généralité des habitants n'ait pas d'autre moyen

¹ Nancy, 29 août 1842; D. 42, 458; Rejet, req. 45 janv. 1849; *Journal de Procédure*, Art. 4683; Demolombe, *Servitudes*, n. 92 bis.

² Montpellier, 43 février 1847; D. 49, 4, 305.

³ Rejet, civ. 29 nov. 1830; Dev.; 26 juillet 1836; Dev., 36, 849; Demolombe, *Servitudes*, 4, n. 92.

⁴ Casse, 4 déc. 1849; D., 49, 305; Hennequin, 4, n. 438.

⁵ Rejet, req. 49 déc. 1854; D., 55, 73.

de se fournir de l'eau ; — 2° que la possession soit annale ; — 3° que la complainte soit intentée au nom de la généralité des habitants, soit par le maire, soit par la majorité des habitants.

539. C'est au juge de paix qu'il appartient d'apprécier le fait de la nécessité ¹, — à l'exclusion de l'autorité administrative ².

540. A défaut de possession annale, le titre qui est dans la loi suffit pour agir au pétitoire.

C'est dans l'instance pétitoire que doit être réglée la question de l'indemnité ³.

541. L'art. 643 ne peut être invoqué par un particulier, lors même qu'il prétendrait que son exploitation constitue à elle seule un hameau ⁴.

542. Le titre de la commune est dans la loi ; l'existence d'ouvrages destinés à faciliter l'usage des eaux n'est pas nécessaire.

Mais la commune ne peut prescrire l'usage des eaux de la source d'un particulier, non nécessaires aux besoins des habitants, qu'autant qu'elle a joui de ces eaux au moyen de travaux apparents exécutés sur le fonds même où naît la source ⁵.

ART. 2. — De l'enclave.

SOMMAIRE :

543. Cas d'enclave.

544. Le juge du possessoire peut la constater..

¹ Argument, rejet, req. 46 fév. 4837 ; D., 37, 255 ; Bourbeau, n. 377.

² Argument, Aix, 44 juin 1845 ; D., 46, 223.

³ Bourbeau, n. 377.

⁴ Colmar, 5 mai 1809 ; Dev. ; Limoges, 43 mai 1840 ; D., 41, 25 ; Demolombe, *Servitudes*, 4, n. 93.

⁵ Aix, 43 juin 1845 ; D., 46, 223.

545. La fixation du mode de passage, et la détermination du chiffre de l'indemnité, ne lui appartiennent pas.
 546. Le droit de passage, en cas d'enclave, ne se prescrit pas.
 547. Le passage exercé sans indemnité constitue un trouble.
 548. Le propriétaire du fonds enclavé qui n'a pas la possession doit agir au pétitoire.
 549. Du tour d'échelle.

543. Le propriétaire dont le fonds est enclavé et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son héritage, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner ¹.

544. Les faits de passage s'appuient sur un titre légal, et ne peuvent être considérés comme actes de tolérance.

Ce titre légal a lui-même pour base un fait qu'il est nécessaire de vérifier. Le juge de paix a le droit de reconnaître l'enclave, de la constater sous le rapport de l'influence qu'elle exerce sur les faits de possession annale ¹. Cette constatation ainsi restreinte, laisse entier le pouvoir des juges du pétitoire, de même que l'application d'un titre par le juge de paix statuant au possessoire laisse entières les questions de validité de ce titre pour les juges du droit de propriété ².

545. Mais le juge de paix n'a compétence ni pour vérifier si la possession s'est exercée du côté où le trajet est le plus court et le moins dommageable ³, — ni pour apprécier le chiffre de l'indemnité réclamée par le propriétaire du fonds servant ⁴.

Ces difficultés se rapportent au fond du droit; elles sont

¹ Code, art. 682.

² Casse, 19 nov. 1832; D., 33, 46; Bourbeau, n. 378.

³ Casse, 26 avr. 1849; *Journal de Procédure*, Art. 4704.

⁴ Bourbeau, n. 378.

complètement étrangères à la question de possession. Le juge du possessoire se borne à maintenir le passage sur le point où il a été exercé précédemment.

546. Le droit de réclamer un passage, en cas d'enclave, ne peut être prescrit, quel que soit le temps écoulé, sans que le propriétaire enclavé ait exigé le passage.

Mais il ne peut user de cette faculté qu'à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage causé par le passage. C'est la faculté de réclamer le passage moyennant indemnité, et non la faculté de l'exercer que la loi concède.

547. Les faits de passage exercés d'autorité et sans règlement de l'indemnité constituent un trouble donnant lieu à l'action possessoire de la part du propriétaire sur le fonds duquel ils ont lieu, à moins que ces faits ne remontent à plus d'une année¹.

548. Si le propriétaire enclavé n'a pas la possession annale, c'est par l'action pétitoire qu'il est obligé d'agir².

549. La servitude du tour d'échelle n'est pas un accessoire de celle d'égout : ces deux servitudes peuvent exister séparément ; la première est discontinue et non apparente ; la seconde, au contraire, continue et apparente. Cette dernière seule est susceptible de l'action possessoire³.

SECTION III. — De l'action possessoire en matière de meubles.

SOMMAIRE.

550. La plainte, dans l'ancien droit, était admise pour universalité de meubles.

¹ Argument, *Casse*, 15 juillet 1845 ; D , 45, 312.

² *Bourbeau*, n. 378.

³ *Bourges*, 3 août 1831 ; S. 32, 431. V. *Demolombe*, n. 424.

551. En est-il de même aujourd'hui? Controverse.
 552. Les meubles pris isolément ne peuvent faire l'objet d'une action possessoire.
 553. Spécialement : — 1° à l'égard du titre d'un office ou d'une cure;
 554. 2° Des reliques;
 555. 3° D'une enseigne;
 556. 4° Des rentes foncières;
 557. 5° D'un bain sur bateaux;
 558. 6° D'un bac;
 559. 7° D'une banalité non abolie;
 560. *Quid* du droit de piler des fruits?
 561. Mais l'action possessoire peut être exercée à l'égard des meubles immobilisés par leur destination.
 562. Même lorsqu'ils ne sont pas adhérents au sol.

550. L'action possessoire était admise dans l'ancien droit pour l'*universalité des meubles*¹. — Au reste ces mots ne s'appliquaient qu'à l'universalité des meubles dépendant d'une succession², et non pas, comme le pensait Rodier, à la totalité des meubles d'une maison, ou même à une partie indéfinie de meubles.

Il paraît, dit Bourjon, qu'elle ne peut s'appliquer que lorsqu'une succession est contestée entre plusieurs³.

Mais il y avait lieu à complainte de la part du détenteur légataire universel de meubles, contre un individu qui se prétendait légataire au même titre, ou contre l'héritier qui poursuivait les débiteurs de la succession.

551. Sous le Code, une universalité de meubles peut-elle être l'objet d'une action possessoire?

Pour la négative on dit : — A l'égard des meubles, il ne peut s'élever que des questions de propriété, puisqu'en fait

¹ Grand coutumier, livre 2, ch. 24; Coutume de Paris, art. 97; Ordonnance, 1667, tit. 18, art. 4.

² Delaurière, art. 97; Coutume de Paris.

³ Bourjon, *Dr. com.*, t. 2, liv. 6, tit. 4, sect. 3.

de meubles la possession vaut titre. D'ailleurs les art. 10 L. 1790 et 3 C. pr. ne parlent que d'objets immobiliers, et le même art. 3 suppose qu'il ne peut s'agir de meubles en exigeant que les actions possessoires soient portées devant le juge de la situation.

Pour les meubles, la possession et la propriété se confondent ; ou la possession des meubles est vicieuse, et alors elle ne constitue aucun droit ; ou elle est exempte de vices, et alors elle est un titre de propriété.

Il n'y a aucune raison pour appliquer aux universalités de meubles, même composant une succession, une action qui n'est pas admissible relativement aux meubles considérés individuellement. Autrefois l'hérédité d'une personne se divisait en plusieurs hérédités ; il y avait hérédité de meubles, de conquêts, de propres maternels, de propres paternels ; les meubles appartenaient à certains héritiers, les immeubles à d'autres ; alors il avait pu paraître utile d'accorder une action particulière pour réclamer une universalité de meubles ; il n'en est plus ainsi aujourd'hui¹.

Pour l'affirmative on a répondu :

L'art. 2279 doit se restreindre aux meubles corporels, et ne peut s'étendre à une universalité de meubles. C'est ce qui résulte des motifs de cet article, de la manière dont il est rédigé et des paroles de M. Bigot-Préameneu au Corps législatif. — La loi de 1790 et l'art. 3 C. pr. citent, à la vérité, plusieurs exemples d'actions possessoires s'appliquant aux immeubles ; mais ces mêmes articles, en déférant aux juges de paix généralement toutes les autres actions

¹ Favard, v^o *Complainte*, sect. 4, § 4, n. 3 ; Pigeau, 4827, 4, p. 45 ; Carré, 4, 94 ; Rodière, 4, p. 87 ; Bélimé, n. 280 ; Carou, n. 600 ; Garnier, page 489 ; Curasson, 2, 606 ; Dalloz, n. 499 ; De Parieu, page 466 ; Bourbeau, n. 358.

possessoires, se réfèrent naturellement à l'ancien droit. ¹ —

Les difficultés relatives à la compétence se présentaient dans l'ancien droit, et cependant la complainte était reçue pour universalités de meubles. Le juge compétent sera celui du dernier domicile du défunt, qui sera considéré comme le lieu de la *situation* de l'objet litigieux.

Cette controverse est sans utilité pratique. — « Je n'y vois pas de base, disait Bourjon², c'est vain examen, vaine curiosité plus que réalité que cette décision. »

552. Au surplus, les meubles pris *isolément* ne peuvent, dans aucun cas, faire l'objet d'une action possessoire ; ils n'ont pas assez de consistance et d'importance pour donner lieu à des débats distincts et préliminaires sur la possession ; il importe au commerce de ne pas laisser longtemps incertaine la propriété de ces sortes de valeurs destinées à une circulation rapide ³.

553. Ainsi la complainte n'est pas recevable à l'occasion du trouble à la possession : — 1° du titre d'un office ou d'une cure, — ou du moins les tribunaux sont incompetents pour connaître de l'action possessoire formée par un ecclésiastique qui se prétend en possession d'une cure depuis plus d'un an et jour, et qui se plaint d'être dépouillé par la nomination d'un autre curé, faite par l'évêque et agréée par le gouvernement.

L'église de Sainte-Perpétue, de Nîmes, fut érigée en succursale en 1821, et M. Simil en fut nommé desservant. Une ordonnance royale du 1^{er} mai 1822 érigea cette succursale en cure de 2^e classe. — M. Simil crut qu'il était devenu

¹ Merlin, *Répertoire*, v^o *Complainte*, § 3, n. 3 ; Henrion, ch. 45, § 5 : Vazeille, *des Prescriptions*.

² *Droit commun de la France*, tome 2, p. 542.

³ Marcadé, *Prescription*, page 67.

de plein droit curé de la paroisse qu'il desservait, et il en remplit les fonctions pendant l'an et jour. — Mais M. Reynard fut nommé à cette cure, reçut l'agrément du roi, et fut installé le 23 mai 1825. — M. Sinil interjeta d'abord un appel comme d'abus devant la Cour de Nîmes ; puis il introduisit une action en complainte dont il saisit le tribunal de Nîmes¹. — Son action fut successivement repoussée par le tribunal et par la Cour de Nîmes².

Dans l'ancien droit les offices ecclésiastiques et les bénéfices avaient un caractère immobilier. — Il n'y a plus aujourd'hui de bénéfices ecclésiastiques dont la collation puisse être un objet de concours entre plusieurs prétendants. Celui qui est revêtu de la fonction en vertu d'un décret a seul droit aux biens qui s'y trouvent attachés ; il ne peut se trouver en concours avec d'autres titulaires qui n'auraient pas pour eux la nomination gouvernementale.

554. La possession de reliques ne peut pas non plus être l'objet d'une complainte, à la différence de ce qui avait lieu dans l'ancienne jurisprudence³.

L'église de Notre-Dame-en-Vaux, à Châlons, possédait une relique consistant en une portion du nombril de Notre-Seigneur, qu'elle exposait, à certaines époques, à la vénération des fidèles. M. de Noailles, évêque de Châlons, étant venu dans une visite épiscopale, couvert de ses habits pontificaux et accompagné d'un médecin, se fit remettre la clef de la châsse où la relique était conservée, et l'emporta dans une boîte de vermeil. — Plainte au possessoire de la part des doyen, chanoines et chapitre de Notre-Dame-en-

¹ M. Béline, n. 265, suppose à tort que l'action avait été portée devant le juge de paix.

² Nîmes, 26 mai 1824 ; *Palais*, tome 48, p. 743.

³ Béline, n. 277 ; Dalloz, n. 498.

Vaux, qui se prétendaient troublés dans la possession immémoriale où ils étaient de cette relique ; ils invoquaient à l'appui de leur demande plusieurs arrêts du parlement, qui avaient déclaré la complainte recevable en pareille matière. Le parlement de Paris, saisi de la contestation, reconnut en principe *que la complainte était possible*, mais il rejeta la demande par ce motif que l'évêque avait agi comme supérieur spirituel, dans une visite pastorale et recouvert de ses ornements pontificaux, et que l'action possessoire ne pouvait jamais être dirigée contre celui qui avait agi en qualité de juge ou de supérieur¹.

555. L'action possessoire n'est pas non plus admise : — 1° à l'égard d'une enseigne peinte depuis an et jour sur un mur d'une maison voisine ; — cette enseigne fait partie de l'achalandage d'un fonds de commerce, qui est chose mobilière² ; la vente du fonds faite sans restriction est censée comprendre l'enseigne qui accrédite l'établissement.

556. 2° Des rentes foncières ; — ces rentes sont devenues des choses mobilières, de simples créances³. A la différence de l'ancien droit, autrefois le rentier troublé, soit par des tiers qui prétendaient se faire servir les intérêts, soit par le débiteur qui refusait d'en continuer le payement, avait la complainte : le bailleur à rente était censé conserver une partie du domaine du fonds, son droit était immobilier.

¹ Parlement de Paris, 13 mars 1708, Augeard, tome 2 ; — On trouve dans les mémoires du clergé, tome 6, un arrêt du conseil qui a jugé que les chapitres, même exempts, ne peuvent sans un ordre de l'évêque, faire porter processionnellement les reliques et châsses. Denisart, v° *Reliques*, n. 4.

² Argument, Motifs, Paris, 15 juillet 1854 ; Palais, 55, 2, 201.

³ Loi du 11 brum. an 7, art. 6 ; Code, art. 530 ; Motifs, rejet, civ. 29 juillet 1828 ; Dev. ; Merlin, v° *Complainte*, n. 4 ; Garnier, 331 ; Curasson, n. 158 ; Bélimé, n. 283.

M. Henrion est resté trop imbu des anciens principes. -- Suivant cet auteur, la saisine du créancier résulterait de deux prestations au moins, et l'année pour intenter la complainte courrait du jour où le débiteur, sommé de payer, déclarerait s'y refuser ¹.

557. 3° Des bains ou autres usines sur bateaux ².

558. 4° D'un bac établi sur une rivière navigable. — Il en est autrement de la maison du batelier ³.

559. D'une banalité non abolie : elle ne constitue qu'un droit purement mobilier ⁴.

560. Le droit de piler ou de pressurer des fruits, si on le considère comme un simple droit mobilier, — ne peut être l'objet d'une action possessoire de la part de celui qui le réclame.

Mais ce droit, considéré comme droit de servitude, peut être l'objet d'une complainte, lorsque le demandeur se prévaut tout à la fois de la possession annale et d'un titre qui en est le fondement ⁵.

Au surplus, le possesseur du moulin, du four, du pressoir, a l'action possessoire contre celui qui prétend avoir le droit de se servir de ces objets.

561. Au surplus, peuvent être l'objet d'une action possessoire les meubles immobilisés par leur destination, adhérents et cohérents, ou incorporés au fonds, comme les ustensiles tenant à fer et à clous, chevillés ou scellés en plâtre, et mis à perpétuelle demeure, qui ne peuvent être emportés sans fraction ni détérioration ⁶.

¹ Ch. 43, § 2.

² Proudhon, 3, p. 302.

³ Carou, n. 396.

⁴ Carou, n. 259 ; Dalloz, n. 506.

⁵ Argument, Casse, 6 juillet 1812 ; Dev.

⁶ Code, art 523.

Ainsi l'enlèvement d'objets mobiliers dépendant d'une clôture est un trouble à la possession, soit de la clôture, soit du terrain clos, et dès lors donne ouverture à l'action possessoire. On prétendrait vainement que cet enlèvement ne peut motiver qu'une action mobilière en restitution des objets enlevés¹. — Dans l'espèce, des cadenas, des boulons et des barres faisant partie de la clôture d'un immeuble avaient été enlevés par un voisin, qui prétendait avoir un droit de passage. — La partie lésée a, dans ce cas, une double action : la revendication et l'action possessoire.

562. Il en est de même des immeubles par destination², bien qu'ils ne soient pas adhérents au fonds. — Ainsi, lorsqu'une ruche a été enlevée d'un héritage, le propriétaire peut, dans la crainte que l'auteur de la soustraction ne se prétende propriétaire ou possesseur de l'héritage, demander la maintenue dans la possession troublée et la réparation du préjudice. — C'est moins dans la possession de ces objets mobiliers que le demandeur conclut à être maintenu ou réintégré, que dans celle de l'immeuble à l'exploitation duquel ils servent.

Lorsque le propriétaire est troublé dans la possession de l'immeuble principal lui-même, par exemple, lorsqu'un tiers prétend avoir acquis une usine et en prendre possession, — l'action possessoire est évidemment admissible. Le juge de paix ne se bornera pas à ordonner la restitution de l'usine, il ordonnera aussi la restitution des objets mobiliers qui servent au roulement de cette usine : ces objets ne sont que des accessoires de la chose réclamée³.

¹ Rejet, req. 48 août 1842 ; S. 42, 963.

² Code, art. 522 à 524.

³ Bélimé, n. 275.

CHAPITRE IV.

DES PERSONNES QUI ONT L'EXERCICE ACTIF OU PASSIF DES ACTIONS
POSSESSOIRES.

SECTION I. — De l'exercice actif et passif de la complainte.

§ 1. — *Des personnes qui ont qualité et capacité pour
l'intenter.*

SOMMAIRE.

563. Conditions pour l'exercice de la complainte.

564. Qualité requise.

565. Capacité requise.

566. Division.

563. Celui qui intente l'action possessoire et spécialement la complainte doit avoir *qualité* et *capacité* à cet effet.

564. Ainsi il faut d'abord que le demandeur ait un droit d'une certaine nature sur la chose dont il réclame la libre possession et jouissance. — Par exemple, le propriétaire a *qualité* pour intenter la complainte, le fermier ne l'aurait pas.

565. Il faut, en outre, que le demandeur soit capable de se présenter en justice pour réclamer la possession. Par exemple, le majeur a capacité pour intenter la complainte, le mineur non émancipé (sauf certaines réserves) ne l'aurait pas.

Quelques auteurs¹ expriment la même idée, en disant qu'une double capacité est nécessaire, l'une *réelle*, en ce

¹ V. Bérime, n. 286; Dalloz, v^o *Action possessoire*, n. 510.

sens qu'elle dépend de la nature du droit prétendu sur la chose ; — l'autre *personnelle*, en ce sens qu'elle dépend de l'état de la personne qui veut exercer l'action.

566. Cette double condition de qualité et de capacité sera examinée sous les deux articles suivants :

ART. 1^{er}. — Des personnes qui ont qualité pour intenter la plainte.

SOMMAIRE

- 567. La plainte peut être intentée par le propriétaire ;
- 568. Par le nu-propriétaire ;
- 569-572. Par l'usufruitier ;
- 573-574. Le nu-propriétaire et l'usufruitier, en cas de trouble, peuvent agir ou isolément ou simultanément.
- 575. Le nu-propriétaire peut-il réunir à sa possession celle de l'usufruitier ?
- 576. Le jugement rendu pour ou contre l'usufruitier profite-t-il ou nuit-il au nu-propriétaire ?
- 577. Le jugement rendu pour ou contre le nu-propriétaire profite-t-il ou nuit-il à l'usufruitier ?
- 578. L'usufruitier a-t-il la plainte contre le nu-propriétaire ?
- 579. *Quid* s'il n'a ni dressé état des immeubles, ni fourni caution ?
- 580. Le nu-propriétaire a la plainte contre l'usufruitier.
- 581. *Quid* s'il y a deux cousufruitiers ?
- 582. *Quid* du colon à domaine congéable ?
- 583. De l'emphytéote ?
- 584. Du superficiaire ?
- 585. Du preneur à bail à complant, à champart ?
- 586. Du propriétaire sous condition résolutoire ?
- 587. — sous condition suspensive ?
- 588. Du vendeur jusqu'à la délivrance ?
- 589. Du vendeur qui attaque la vente ?
- 590-594. Des copropriétaires et des communistes ?
- 595-597. De l'habitant d'une commune ?
- 598-604. A-t-il besoin de l'autorisation du conseil de préfecture ? — Distinctions.
- 609. Les tiers doivent-ils agir contre la commune par l'entremise d'une commission syndicale ?

603. *Quid* s'il s'agit d'un chemin voisinai?

604-605. De l'action relative au varech.

606. Du contribuable qui agit au nom de la commune.

607-610. De l'habitant qui agit *ut singulus*.

611-613. *Quid* d'une section de commune?

614. Sont non-recevables à agir en complainte les détenteurs à titre précaire.

615. Le vice de précarité ne peut être opposé par les tiers.

616. Au surplus, le dépositaire, le séquestre, le fermier n'ont pas qualité.

617. *Quid* si le propriétaire refuse d'agir?

618. De l'intervention du propriétaire.

619. L'antichrésiste n'a pas qualité.

567. Le propriétaire, troublé dans la possession de son droit, est évidemment recevable à former l'action en complainte.

568. Si l'immeuble est grevé d'un usufruit, l'action peut être intentée par le nu-propriétaire pour la nue propriété et par l'usufruitier pour ce qui concerne l'usufruit.

569. L'usufruitier n'est point un simple détenteur, il possède en son nom propre le démembrement qui lui appartient dans la propriété foncière¹. — Le droit d'usufruit forme un immeuble distinct, qui est même susceptible d'hypothèque et d'expropriation forcée².

570. L'usufruitier a, dans son propre intérêt, les actions possessoires, nonobstant l'obligation qui pèse sur lui de dénoncer au propriétaire les entreprises qui peuvent être faites sur le fonds grevé d'usufruit, afin que ce dernier soit aussi mis à même de se défendre par tous les moyens qu'il jugera convenables.

¹ Pothier, *Possession*, n. 400 ; Proudhon, *Usufruit*, t. 1, n. 32 ; Pardessus, n. 333 ; Marcadé, *Prescription*, page 64. — *Contrà*, Carou, 204.

² Code, art. 2148, § 2 et 2104.

571. Si le tiers contre lequel l'usufruitier agit seul en complainte est intéressé à ne pas voir recommencer l'action par le nu-propiétaire, il peut l'appeler dans la cause¹.

572. L'usufruitier n'a pas l'action possessoire en ce qui concerne la nue propriété; sous ce rapport, l'usufruitier n'est plus qu'un détenteur précaire².

573. Le propriétaire et l'usufruitier peuvent agir isolément par suite de trouble apporté à leur possession; ils ont chacun un intérêt distinct à le faire réparer, et ces deux actions ne se confondent pas, puisqu'ils' agit d'une part de la possession, d'autre part de la nue propriété.

574. En cas de simultanéité d'actions, il n'y a pas lieu de mettre le propriétaire hors de cause, sous prétexte que l'usufruitier a plus d'intérêt à conserver la possession³. —

L'usufruitier possède l'usufruit pour le nu-propiétaire; mais si ce dernier n'avait pas l'action possessoire, un tiers pourrait se mettre en possession de l'héritage et acquérir ainsi la possession annale; le propriétaire témoin de cette usurpation n'aurait pas le droit de la repousser, la disposition de l'art. 614, du code serait inutile.

575. Le nu-propiétaire qui a possédé depuis l'extinction de l'usufruit, peut-il se prévaloir de la possession de l'usufruitier comme réunie à la sienne pour compléter la possession annale?

La négative a été jugée par le motif que l'usufruitier ne possède pas pour et au nom du propriétaire, mais pour lui-même et en son nom personnel.

Cette solution a été critiquée avec raison. — En effet, si l'usufruitier possède son usufruit en son nom et pour son compte

¹ Proudhon, 3, n. 4264.

² Proudhon, 4, n. 33.

³ *Contrà*, Poncet, n. 79.

personnel, il ne possède le fonds grevé de ce droit qu'au nom du propriétaire ¹. Or, comment l'usufruitier pourrait-il posséder le fonds pour le propriétaire, sans que le propriétaire fût par cela seul censé le posséder lui-même, sans que les actes de possession qu'il y fait profitassent au propriétaire à l'effet de conserver la possession ².

576. Si l'usufruitier gagne, il gagne en même temps pour le nu-propriétaire ; il est responsable envers lui des usurpations ³. — Si, au contraire, il succombe, le jugement ne lie pas le nu-propriétaire.

577. Si le nu-propriétaire triomphe, l'usufruitier est relevé, et recommence à jouir de la chose rentrée dans la main du propriétaire ; elle n'y est rentrée que grevée du droit d'usufruit qui l'affectait ⁴.

578. L'usufruitier a-t-il les actions possessoires, même à l'encontre du propriétaire du fonds ? peut-il se plaindre du trouble causé par celui-ci ?

Pour la négative on dit : — L'usufruitier n'a pas envers le propriétaire les mêmes droits qu'il aurait à l'encontre d'un tiers, puisque, comparativement au propriétaire, il n'est qu'un détenteur précaire, le propriétaire étant le véritable possesseur, même quand l'usufruitier est en jouissance, il serait contradictoire de l'évincer d'une possession que l'on reconnaît être sienne ⁵.

Mais on répond avec raison : — L'usufruitier doit avoir l'exercice des actions possessoires, même contre le proprié-

¹ Argument, Code, art. 236.

² Merlin, *Qu.*, v^o *Usufruit*, § 8 (add.) ; Proudhon, 3, n. 1261 ; Curasson, 2, p. 428 ; Carou, n. 740.

³ Code, art. 613 et 614.

⁴ Proudhon, 3, n. 4260 à 4266 ; Bélimé, n. 302.

⁵ On argumente par analogie de la loi 4, § 9, D. *Ut possidetis*, lib. 43, tit. 47.

taire qui trouble sa jouissance : en effet la possession de l'usufruitier, en tant qu'elle s'applique au droit d'usufruit, cesse d'être précaire du moment qu'il en jouit et le possède pour lui-même ; or, dès qu'il a une possession civile et proprement dite, il faut qu'il puisse la réclamer contre quiconque veut l'usurper. En la réclamant contre le propriétaire, il ne demande rien qui appartienne à celui-ci ; il n'exige que la possession de son usufruit. L'usufruit d'un fonds est un immeuble distinct de la nue propriété. Conséquemment, il faut reconnaître dans l'usufruitier possesseur de cet immeuble la faculté d'exercer toutes les actions possessoires. La loi défend positivement au nu-propriétaire d'apporter aucun trouble à la jouissance de l'usufruitier ¹. Comment donc celui-ci n'aurait-il pas la complainte contre le nu-propriétaire ² ?

579. L'usufruitier peut exercer l'action possessoire même avant d'avoir fait dresser un état des immeubles et fourni caution ³.

580. Le nu-propriétaire a l'action lorsque l'usufruitier oppose de la contradiction à ses droits en se prétendant seul maître de la chose.

Mais, si l'usufruitier, sans se prétendre propriétaire, abuse seulement de son droit, s'il abat des futaies ou anticipe des coupes, bien que ce soit jusqu'à un certain point un trouble à la possession du propriétaire, il serait plus prudent pour le propriétaire d'intenter contre l'usufruitier une action en dommages-intérêts devant le tribunal civil ⁴.

581. Deux co-usufruitiers d'un même héritage conviennent d'en jouir chacun une année alternativement, au lieu

¹ Code, art. 599.

² Proudhon, tome 3, n. 1265.

³ Garnier, p. 306.

⁴ Bélimé, n. 303.

de le partager entre eux, l'un trouble l'autre pendant son année de jouissance, il n'y a pas lieu à action possessoire mais à une action en dommages-intérêts devant le tribunal civil, pour violation du contrat. — C'est un cas analogue à celui d'un propriétaire qui empêcherait son locataire de jouir des lieux loués ¹.

582. Le propriétaire peut-il intenter lui-même l'action possessoire, lorsqu'un tiers exerce sur le fonds tenu à domaine congéable des actes de possession que le colon ne songe pas à réprimer? — Il faut distinguer : le propriétaire n'a pas la complainte, si les actes de possession exercés ne concernent que la jouissance du colon.

Si ces actes peuvent être considérés comme une atteinte au droit lui-même du propriétaire, si par exemple, la tente à domaine congéable était abandonnée à la disposition du premier venu, le propriétaire pourrait demander la résolution du contrat ².

583. L'emphytéote, est recevable à intenter la complainte : le droit d'emphytéose est un démembrement de la propriété ³. — Il est immobilier et susceptible d'hypothèque ⁴.

L'emphytéote peut exercer la complainte contre le propriétaire lui-même ⁵.

584. La complainte peut être intentée par le superficiaire : c'est-à-dire par celui qui a acquis le droit de construire ou de planter sur un fonds, pour jouir de ses cons-

¹ Bérime, n. 304.

² Carou, n. 224.

³ Pardessus, n. 334; Duvergier, *Louage*, n. 160; Bérime, n. 307; Carou, n. 354; Zachariæ, 2, § 289.

⁴ Rejet, req. 19 juill. 1832; S. 32, 534; Douai, 15 déc. 1832; S. 33, 65; Troplong, *Hypothèques*, n. 405.

⁵ Casse, 26 juin 1822; Dev.; 44 déc. 1840; D., 44, 32.

tructions et plantations pendant un délai déterminé : il a plus de droits que l'usufruitier, il est même considéré comme propriétaire de tout ce qui est attenant au sol pendant la durée de la concession ¹.

585. Quant au preneur à bail à complant et à champart, il faut distinguer. — V. *sup.*, n. 483 et 498.

586. Le propriétaire sous condition résolutoire a la complainte ².

587. Il en est autrement du propriétaire sous condition suspensive.

588. Le vendeur qui conserve la jouissance de l'immeuble jusqu'au jour fixé pour la délivrance a qualité pour agir au possessoire contre les tiers qui commettraient des usurpations : l'acheteur, en lui laissant la chose, est censé lui en laisser l'administration jusqu'à la délivrance, — sauf le droit d'intervenir dans l'instance, s'il le croit utile ³.

589. Le vendeur peut-il agir au possessoire contre l'acheteur, en attaquant la validité de la vente? — Il faut distinguer. — V. *sup.*, n. 220, 275.

590. L'action possessoire est-elle admissible entre copropriétaires et communistes?

Lorsque la communauté est reconnue, l'action est non-recevable, la possession ne pouvant être considérée que comme abusive et précaire. Il a été décidé que le juge du possessoire peut se fonder sur l'avoué des parties et l'appréciation des titres pour en déduire l'état indivis du terrain litigieux et le rejet de la demande en complainte faute de possession suffisamment exclusive de la part du complainant ⁴.

¹ Proudhon, *Usufruit*, tome 8. p. 547 ; Bélimé, n. 308.

² Carou, n. 753 ; Aulanier, n. 307.

³ Bélimé, n. 344.

⁴ Rejet, req. 14 juillet 1856 ; *Journal des justices de Paix*, Art. 955.

591. Mais si l'un des communistes fait acte de possession exclusive et privative, l'action est donnée aux autres communistes contre lui, pour conserver leur possession et prévenir son usurpation ¹.

Ainsi le lit d'un cours d'eau qui sert à l'irrigation des propriétés qu'il sépare peut, nonobstant le droit que l'un et l'autre riverains ont à l'usage des eaux, être possédé exclusivement par l'un d'eux, en telle sorte que celui-ci soit recevable à former une action possessoire pour se faire maintenir dans cette possession, et faire cesser le trouble qu'y apporte l'autre riverain, en curant la partie du cours d'eau qui lui est limitrophe dans le but de s'en approprier la vase fertilisante ².

592. Même décision pour des travaux qui portent préjudice au complainant. — Ainsi, le copropriétaire qui a entouré l'immeuble indivis d'un fossé et l'a réuni à son jardin peut être actionné par le copropriétaire ³.

593. Même décision pour le cas de copropriété sans indivision, lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires ⁴.

594. Le possesseur par indivis peut agir seul au possessoire contre l'auteur du trouble apporté à la possession de la chose commune ⁵.

595. Chaque habitant d'une commune ayant un droit personnel à la jouissance des biens communaux, peut également agir au possessoire, soit contre un tiers, — soit contre la commune qui l'a troublé dans un droit qu'il pré-

¹ Casse, 10 nov. 1812 ; Rejet, req. 19 nov. 1828 ; Carou. n. 745.

² Rejet, req. 7 déc. 1842 ; Dev., 43, 222.

³ Rejet, civ. 8 déc. 1824 ; Casse 27 juin 1827 ; Dev.

⁴ Bélimé. n. 304.

⁵ Casse, 23 nov. 1836 ; Dev., 37, 532 ; Carou, n. 746 ; Curasson, 2, 74.

tend lui appartenir¹ ; — surtout si le droit qu'il réclame est spécialement utile à son immeuble, ou s'il a possédé *exclusivement*; dans ce cas, sa possession serait de nature à fonder une prescription².

596. S'il succombe, les copropriétaires pourraient-ils attaquer le jugement par tierce-opposition ?

La négative résulte des art. 1222 et suiv., autrement le possesseur reconnu dans la première instance, pourrait succomber dans les autres, et c'est cette contradiction que le Code a eu pour but de prévenir.

Le jugement qui a acquis force de chose jugée est définitif contre tous les co-possesseurs.

597. Ils n'ont que le droit d'intervenir dans l'instance ou en appel. — Dans tous les cas, ils ont une action en garantie contre le copropriétaire qui a négligé de les appeler en cause.

598. Un habitant peut-il intenter l'action possessoire sans remplir les formalités de l'art. 49 de la loi du 18 juillet 1837.

Il faut distinguer si le droit de la commune est ou non contesté.

599. Lorsque le droit de la commune est contesté, l'habitant ne peut donner suite au procès ; — d'une part, il n'a pas qualité pour exercer les droits de la commune et d'autre part son droit n'est pas distinct de celui de la commune.

600. Si le droit de la commune est reconnu, l'habitant peut avoir un intérêt actuel et légitime ; or à tout droit correspond une action.

601. Ainsi les habitants d'un hameau sont recevables

¹ Av. cons. d'Ét., 2 juill. 4806 ; Rejet, req. 2 fév. 4820 ; Casse, 7 juin 4820 ; Rejet, req. 43 fév. 4834 ; *Palais*, 34, 155 ; Carou, n. 784.

² Casse, 4^{re} avr. 4806 ; Dev.

à intenter personnellement et pour l'exercice de leurs droits individuels une action possessoire en maintien de la possession indivise de terrains vendus par la commune ¹.

602. Ceux qui actionnent une commune, non comme membres d'une même section de commune, mais dans un intérêt privé et en vertu d'un droit indépendant de leur qualité d'habitants, ont qualité pour agir en leur nom et sans l'entremise d'une commission syndicale ².

603. Celui contre lequel il a été décidé qu'un chemin était *voisinal* et que le public devait être admis à y circuler librement peut néanmoins actionner au possessoire les habitants non portés au premier jugement, à raison de faits de passage par eux exercés sur ce chemin ³.

604. L'action possessoire relativement au droit de cueillir le varech, peut être intentée par tous les habitants *ut universi* ou par chacun d'eux individuellement ⁴.

605. L'habitant qui n'a pas l'habitude d'exercer ce droit, ne peut formuler l'action possessoire; il a seulement l'action en revendication et en dommages-intérêts.

606. Le contribuable peut intenter l'action possessoire *au nom de la commune*, pourvu qu'il y soit autorisé; autrement il n'aurait pas qualité.

607. Chaque habitant n'a-t-il pas une action *ut singulus* pour se faire rendre justice, action qui n'intéresse pas la commune, en ce sens que le jugement à rendre ne sera pas opposable à celle-ci, mais servira à faire maintenir le demandeur dans la jouissance qu'il avait personnellement?

¹ Rejet, civ. 16 fév. 1859; *Journal des Justices de Paix*, Art. 4425.

² Rejet, civ. 6 avr. 1859; *même Journal*, Art. 4452.

³ Casse, 23 août 1858, *ib.*, Art. 4320.

⁴ Carou, n. 424.

⁵ Carou, n. 778. — V. Loi du 18 juillet 1837, art. 49.

On le jugeait ainsi avant la loi de 1837, et cette décision devrait être maintenue depuis.

Ainsi un habitant a qualité pour demander, en vertu d'un droit particulier, l'enlèvement de barrières qu'un voisin aurait mises sur le terrain d'une ancienne rue publique ¹.

Cet habitant exerce alors une espèce de droit de servitude ².

608. Lorsqu'un arrêté municipal maintient provisoirement une commune en possession d'un chemin dont elle jouissait, tout habitant peut individuellement *ut singulus* réclamer la jouissance individuelle de ce chemin, sans l'intervention du maire, contre un particulier qui, sous prétexte qu'il est propriétaire exclusif du chemin, l'a intercepté par une barrière ³.

609. Celui qui a une maison ouverte sur une rue, a qualité pour se plaindre de la fermeture de cette rue : le fait de l'établissement de la rue et de l'autorisation accordée aux propriétaires riverains d'y bâtir sur l'alignement donné, est une espèce de quasi-contrat, assurant aux propriétaires voisins un droit de passage à titre de servitude; — il peut réclamer lui-même, sans être tenu d'attendre que l'autorité municipale agisse au nom de l'intérêt public.

610. Mais lorsque le demandeur prétend seulement au droit de passer dans la rue pour se rendre à des propriétés plus éloignées, il n'a sur cette rue qu'un droit qui lui est commun avec tous les autres habitants, et ce droit ne peut être réclamé que par l'autorité communale agissant dans

¹ Rejet, req. 15 juin 1829; D., 29, 274; Curasson, 2, 272; Carou, n. 779.

² Bélimc, n. 233.

³ Rejet, req. 12 février 1834; Dev., 34, 453.

l'intérêt de tous. Un hospice réclamait le libre passage d'une ruelle contre un particulier¹, — ou bien le demandeur doit se conformer à l'art. 49 de la loi de 1837.

611. Lorsqu'une section de commune intente une action contre la commune elle-même, on forme pour cette section une commission syndicale de trois ou cinq membres, que le préfet choisit parmi les électeurs municipaux, et, à leur défaut, parmi les citoyens les plus imposés. Les membres du corps municipal intéressés à la jouissance des biens ou droits revendiqués par la section, ne doivent pas participer aux délibérations du conseil municipal relatives au litige; ils sont remplacés, dans toutes les délibérations, par un nombre égal d'électeurs municipaux de la commune, que le préfet choisit parmi les habitants et les propriétaires étrangers à la section. L'action est suivie par celui de ses membres que la commission syndicale désigne à cet effet².

612. Lorsqu'une section plaide contre une autre section de la même commune, on forme de même pour chacune des sections intéressées une commission syndicale³.

613. Lorsqu'en vertu d'un règlement local les habitants d'une ville ont droit de jouir d'une chose tant qu'ils résideront dans l'enceinte de la ville, celui qui a été privé de ce droit par défaut de résidence n'a pas l'action possessoire pour se faire maintenir dans la jouissance. Cette demande ne pouvant être motivée sur la possession, mais seulement sur le fait de la résidence, constitue une action personnelle qui doit être portée devant les tribunaux ordinaires⁴.

¹ Rejet, req. 11 juill. 1826; D., 26, 412; Béline, n. 233.

² Loi du 18 juillet 1837, art. 56.

³ Même loi, art. 57.

⁴ Cassé, 7 juin 1820; Dev.

614. Sont non recevables à exercer la complainte les détenteurs à titre précaire.

Toutefois le vice de précarité n'est pas absolu ; il est seulement relatif. S'il peut être opposé par le propriétaire, il ne peut être proposé par les tiers. — V. par analogie, *suprà*, n. 435.

615. Ainsi, et sous le mérite de cette réserve, la complainte ne peut être intentée par le dépositaire ou séquestre ¹.

616. Le fermier, lors même qu'il est troublé dans l'exercice d'un droit nécessaire à son exploitation, ne peut intenter la complainte : il a seulement une action en dommages-intérêts contre l'auteur de ce trouble ² et une action en indemnité contre le propriétaire pour défaut de jouissance. Il n'est qu'un simple détenteur ; c'est le propriétaire qui possède par sa personne ³.

617. Le fermier, lorsque son bailleur refuse d'agir, peut-il, avec l'autorisation du tribunal et au nom du bailleur, en vertu de l'art. 1166, former l'action ? — L'affirmative a été jugée ⁴. — Cette solution nous paraît douteuse : le fermier n'est pas un créancier.

618. Au surplus le défaut de qualité du fermier ne peut plus être un obstacle dès que le propriétaire intervient et prend le fait et cause du fermier. Ce n'est plus ce dernier qui se trouve en instance. Le propriétaire régularise l'action par son intervention ⁵.

619. L'antichrésiste n'a pas la complainte : — son

¹ Carou, n. 762.

² Bourjon, 2, p. 541 ; Carou, n. 236.

³ Argument, rejet, req. 40 mars 1829 ; Dev.

⁴ Montpellier, 2 février 1849 ; *Journal de Procédure*, Art. 4703.

⁵ Rejet, req. 8 juillet 1819 ; Dev. ; Curasson, 2, n. 602.

droit n'est pas réel; il peut seulement se faire payer sur les fruits de l'immeuble ¹.

ART. 2. — Des personnes qui ont capacité pour intenter la plainte.

• SOMMAIRE.

- 620-624. L'administrateur peut l'intenter.
- 622-623. Le mari, qu'il y ait ou non communauté;
- 624. Sous le régime dotal;
- 625. La femme n'aurait pas la tierce opposition.
- 626. *Quid* au cas de collusion?
- 627. — ou d'inaction du mari?
- 628. *Quid* si le mari agit comme mandataire?
- 629. Cas de séparation de biens.
- 630. *Quid* au cas d'urgence?
- 634. Le père administrateur légal peut intenter la plainte.
- 632. Le tuteur même non autorisé.
- 633. *Quid* du mineur pubère?
- 634. De l'interdit, dans un intervalle lucide?
- 635. De l'administrateur spécial?
- 636. De l'individu pourvu d'un conseil judiciaire?
- 637. Le mineur émancipé;
- 638-639. L'héritier.
- 640. Même avant d'avoir pris qualité.
- 644. L'héritier apparent;
- 642. L'héritier bénéficiaire;
- 643. Le curateur à succession vacante;
- 644. Le curateur au délaissement.
- 645. Le curateur d'un militaire absent.
- 646. Le légataire universel.
- 647. Le successeur irrégulier, après la délivrance.
- 648. *Quid* des légataires?
- 649. L'envoyé en possession provisoire ou définitive.
- 650. L'administrateur provisoire.
- 654. L'époux présent en cas d'absence du conjoint.
- 652. Le séquestre.

¹ Merlin, *v° Complainte*, § 2, 4°; Carou, n. 238; Aulanier, n. 60. — *Contrà*, Berlin, *Casse*. 27 janv. 1846; D., 46, 2, 62.

- 653. L'acquéreur à réméré.
- 654. Le mandataire général;
- 655-658. *Quid* au cas de société civile ou commerciale ?
- 659. Le syndic d'une faillite ;
- 660. Le saisi immobilièrement ;
- 661. Les créanciers au nom du débiteur.
- 662. *Quid* de l'antichrésiste ?
- 663. Le fermier ne peut intenter la complainte ;
- 664. A moins que le bailleur n'intervienne ;
- 665. L'étranger même non domicilié.
- 666. Le maire, avec l'autorisation du conseil municipal.
- 667. La dispense d'autorisation du conseil de préfecture s'applique à toute l'instance.
- 668. Même à l'appel.
- 669. *Quid* du pourvoi devant la Cour de cassation ?
- 670. *Quid* si l'action intéresse une section de commune ?
- 671. Les commissions syndicales sont affranchies de l'autorisation du conseil de préfecture.
- 672. *Quid* du contribuable agissant au nom de la commune ?
- 673. Le préfet, au nom de l'État et du département ;
- 674. L'intendant de la liste civile ;
- 675. Le maire pour les établissements de bienfaisance ;
- 676. Le trésorier avec l'avis du conseil de fabrique ;
- 677. Le maire, pour les églises ;
- 678-679. Le curé, pour les biens de la cure, sans autorisation du conseil de préfecture. Dissentiment avec M. Bourbeau.

620. L'exercice de l'action possessoire, même de la complainte, n'est qu'un acte d'administration : — l'action a un but éminemment conservatoire. — Il est vrai que l'action peut avoir pour résultat d'imposer à l'une des parties le rôle de demandeur dans l'action en revendication, mais elle ne compromet point directement la propriété. D'ailleurs il serait encore plus dangereux d'interdire à l'administrateur l'exercice de l'action possessoire, surtout à raison de la brièveté du délai.

Ce caractère de l'action possessoire sert à résoudre plusieurs questions que nous examinons *infra*, sous les n. 633, 636, 679.

621. L'exercice de la plainte n'étant qu'un acte d'administration, — celui qui a le droit d'administrer, soit pour lui, soit pour autrui, a, en général, une capacité suffisante pour intenter les actions possessoires ¹, il n'a besoin d'aucune autorisation.

Parcourons les diverses applications de ce principe :

622. Le mari, sous le régime de la communauté, a l'exercice des actions possessoires relativement aux immeubles de sa femme ², — et à plus forte raison pour les biens de la communauté ³.

623. Même solution dans le cas où les époux ont déclaré se marier sans communauté : cette clause laisse au mari l'administration des biens de la femme ⁴.

624. Sous le régime dotal, le mari a la même action pour les biens dotaux ⁵.

625. Dans ces divers cas, la femme étant représentée par son mari, ne pourrait former tierce opposition au jugement qui aurait repoussé l'action intentée par le mari ⁶.

626. Si la femme craint une collusion préjudiciable à ses intérêts entre le mari et le tiers demandeur ou défendeur au possessoire, elle peut intervenir, avec l'autorisation de justice ⁷.

L'autorisation doit émaner du tribunal civil de 1^{re} instance, et non du juge de paix ⁸.

627. En cas d'inaction du mari, — la femme peut faire

¹ Bourbeau, n. 392.

² Code, art. 4428.

³ Code, art. 4421.

⁴ Code, art. 4534 ; Bourbeau, n. 392.

⁵ Code, art. 4549.

⁶ Bélime, n. 291.

⁷ Toullier, 42, n. 590 ; Carou, n. 766.

⁸ Bourbeau, n. 392.

tous les actes *extrajudiciaires* ayant pour objet de mettre obstacle à l'acquisition d'une possession paisible de la part des tiers.

Dûment autorisée, elle peut, à défaut du mari, exercer l'action possessoire ¹.

628. Peu importe que le mari ait intenté l'action comme exerçant les droits de son épouse en vertu de sa procuration, l'action n'en est pas moins recevable, puisque le mari avait le droit de l'introduire en son nom propre ².

629. La femme séparée de biens administre ses immeubles et exerce l'action possessoire avec l'autorisation maritale ou de justice ; il en est de même pour les biens paraphernaux ³.

630. La femme peut même, en cas d'urgence, intenter l'action sans autorisation, pour prévenir la déchéance. — V. *infra*, n. 633.

631. Le père administrateur des biens propres de son enfant pendant le mariage a l'exercice des actions possessoires ⁴. Ses pouvoirs sont aussi étendus et même plus étendus que ceux du tuteur. — Le père a l'usufruit des biens de l'enfant, tant que ce dernier n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans.

632. La plainte peut être formée par le tuteur, sans autorisation du conseil de famille. — L'art. 464, exigeant l'autorisation pour l'exercice des droits immobiliers du mineur, n'a entendu parler que des actions dans lesquelles le fond du droit était engagé.

¹ Bourbeau, n. 392.

² Casse, 23 mai 1838 ; Dev., 38, 406.

³ Pothier, *Contrat de mariage*, n. 97 ; Code, art. 4536, 4549, 4576.

⁴ Argument, Code. art. 389 ; Bourbeau, n° 396. — Il a même été jugé que le père n'avait pas besoin d'une autorisation du conseil de famille pour intenter une action *immobilière* concernant les immeubles dont il a l'administration légale. Bourges, 40 déc. 1832, Dev. 33, 648.

Par droits immobiliers on ne doit entendre que les actions qui tendent à revendiquer un immeuble¹. — Dans l'art. 450, le Code règle les pouvoirs du tuteur quant à l'administration des biens du pupille; dans les articles suivants, il ne s'occupe que des actes de propriété, au nombre desquels ne figure pas l'exercice des actions possessoires; enfin, l'art. 1428 met sur la même ligne les actions mobilières et les actions possessoires.

Le tuteur pouvant intenter seul les actions mobilières, il est logique de lui reconnaître le même pouvoir quant aux actions possessoires².

Si l'action en revendication ou l'action pétitoire n'est pas laissée sans contrôle à la merci du tuteur, c'est que cette action soulève la question de propriété; son exercice a une certaine affinité avec l'aliénation. Cette affinité n'existe pas lorsqu'il s'agit de la plainte; le résultat qu'elle doit avoir laisse entière la question de propriété.

633. Un mineur pubère peut-il introduire lui-même une action possessoire?

Le droit d'assigner suppose la capacité d'ester en jugement; or, les personnes gouvernées par autrui n'ont pas cette capacité; telle est la rigueur du droit.

Mais il est difficile de refuser à une action introduite par un mineur l'effet de prévenir une déchéance. Pour conserver son droit, l'incapable doit être considéré comme ayant une capacité suffisante³. L'autorisation peut être donnée

¹ Argument, Code, art. 526.

² Argument, Code, art. 4428; Loi 18 juillet 1837, art. 55. Durantou, 3, 571; Dalloz, n° 553; Bélimé, n° 288; Aubry et Rau, t. 4, § 444, p. 446, note 7; Valette, *Explication sommaire*, p. 266, note 2; Bourbeau, n° 396.

³ D'Argentré, art. 459, n° 2. Troplong, *Prescription*, n° 599; Aulanier p. 307.

après la demande; elle vient couvrir l'irrégularité primitive.

Au surplus, le défendeur peut exiger qu'il soit sursis au jugement jusqu'à l'intervention du tuteur; le refus que ferait celui-ci d'appuyer la demande fournirait une fin de non-recevoir insurmontable contre les poursuites du mineur¹.

Mais le juge ne peut rejeter la demande, il peut seulement surseoir et fixer un délai pour la régularisation de l'action.

634. L'interdit, dans un intervalle lucide, peut-il introduire l'action, sauf régularisation ultérieure de la procédure par le tuteur? Nous le pensons².

635. L'administrateur provisoire, nommé en vertu de l'art. 497 du Code, à la personne dont l'interdiction est poursuivie, ou, en vertu de l'art. 32 de la loi du 30 juin 1838, pour surveiller les intérêts d'une personne non interdite placée dans un établissement d'aliénés, n'a pas des pouvoirs aussi étendus que ceux du tuteur.

La mission de l'administrateur se borne à des actes de surveillance et de gestion : il ne peut intenter aucune action mobilière ou immobilière, si ce n'est avec l'autorisation du tribunal qui l'a nommé.

Le tribunal, sur la demande de l'administrateur provisoire, ou à la diligence du procureur impérial, désigne un mandataire spécial à l'effet de représenter en justice l'individu placé dans un établissement d'aliénés.

Au surplus, l'administrateur provisoire, peut être désigné pour mandataire spécial³.

¹ Carou, n° 772.

² — V. *Contra*, Carou, n° 773.

³ Bourbeau, n° 396 ;

636. Le prodigue a-t-il besoin de l'assistance de son conseil?

Le doute vient de ce que la loi lui défend absolument de *plaider* sans assistance, même pour la plus mince contestation, précisément à cause de la facilité avec laquelle le prodigue se jette inconsidérément dans les procès¹.

Mais ici le caractère d'acte conservatoire nous paraît dominer, surtout s'il s'agit de la réintégrande : le moindre retard pourrait être préjudiciable. — La citation serait au reste, valablement donnée à la requête du prodigue seul, sauf l'intervention du conseil judiciaire avant le jugement.

637. Le mineur émancipé peut, sans l'assistance du curateur, intenter la plainte².

638. L'héritier, quoiqu'il n'ait pas possédé par lui-même, peut intenter la plainte, en vertu de la possession du défunt. La possession lui a été transmise, dès l'instant du décès, par l'effet légal de la saisine³. — Par cela seul qu'il est saisi, il peut exercer l'action résultant de la possession quoique le défunt ait déjà cessé de posséder, de son vivant, pourvu qu'une année ne se soit pas accomplie de puis que la possession de ce dernier a pris fin.

639. L'héritier qui, en vertu d'un partage provisoire fait entre lui et ses cohéritiers, a joui d'un immeuble, peut exercer l'action possessoire, bien qu'à l'époque de la demande il existe un partage définitif qui attribue cet im-

¹ Argument, C. art. 543. — MM. Bérime, n° 290; Dalloz, n° 555; Bourbeau, n° 397, refusent d'une manière absolue au prodigue le droit d'agir.

² Carou, n° 774; Bérime, n° 289; Bourbeau, n° 397.

³ Code. Art. 724.

meuble à l'un d'eux, si ce dernier partage n'a pas encore reçu son exécution ¹.

640. L'héritier, même avant d'avoir pris qualité, peut intenter l'action possessoire ². Cette mesure conservatoire est pour les administrateurs plus qu'un droit, c'est une obligation ³.

Il ne fait pas acte d'héritier pourvu qu'il ait soin de ne pas prendre la qualité d'héritier dans la citation. — Il fera prudemment en disant qu'il agit comme habile à succéder, dans l'intérêt éventuel de qui de droit.

641. L'héritier apparent : il est réputé propriétaire. — Le jugement rendu contre lui au possessoire, relativement aux biens de l'hérédité, liera le propriétaire rentré dans ses droits pourvu qu'il n'y ait pas eu collusion ³.

642. Il en est de même de l'héritier bénéficiaire : il a le droit et le devoir de faire les poursuites nécessaires pour conserver la possession des biens héréditaires ⁴;

643. — Du curateur à une succession vacante ;

644. Du curateur au délaissement opéré par un tiers détenteur, dans le cas prévu par l'art. 2174 ;

645. Du curateur donné au militaire absent ⁵.

646. Ce que nous avons dit de l'héritier s'applique au légataire universel, lorsqu'il a la saisine ⁶.

647. Les successeurs irréguliers, à la différence de l'héritier, ne peuvent agir qu'après avoir obtenu la délivrance ⁷.

¹ Metz, 29 avril 1823, *Palais*.

² Argument, C. N. 803, 814 ; Bélimé, n° 295 ; Carou, n° 758.

³ Carou, n° 759.

⁴ Bélimé, n° 295.

⁵ Rejet, req. 27 août 1828, *Dev.*

⁶ Bourbeau, n° 389.

⁷ Code, art. 724, 767. 770 et 773.

648. Même solution, à l'égard des légataires particuliers, ou même à titre universel ¹, — et des légataires universels, s'ils se trouvent en concours avec des héritiers à réserve ².

649. L'envoyé en possession provisoire peut agir ³. Les envoyés en possession définitive des biens d'un absent sont de véritables propriétaires sous condition résolutoire.

650. L'administrateur chargé de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par une personne présumée absente et qui n'a point de procureur fondé ⁴. — Le jugement rendu contre lui lierait l'absent, s'il reparaisait.

651. L'époux qui, en cas d'absence de son conjoint, opte pour la continuation de la communauté.

652. Le séquestre judiciaire ou conventionnel. Vainement on objecte que sa jouissance est précaire, on répond avec raison : — Il n'y a pas de propriétaire connu ; la personne chargée du séquestre ne saurait à laquelle des deux parties entre lesquelles le litige existe dénoncer le fait qui donne lieu à l'action possessoire, car ni l'une ni l'autre n'aurait actuellement qualité pour l'intenter ou pour y défendre ⁵.

653. L'acquéreur à réméré durant la faculté de rachat ; il a le *jus in re* ⁶.

La possession est transférée à l'acquéreur telle qu'elle appartenait au vendeur, sans qu'aucune appréhension soit nécessaire de la part de celui auquel le droit est transmis. La

¹ Code, art. 1044 et 1045.

² Code, art. 1040 ; Bélimé, n° 296.

³ Carou, n° 756 ; Bélimé, n° 292.

⁴ Code, art. 412, 429, 424.

⁵ Carou, 760 et 761. — *Contra*, Aulanier, n° 60.

⁶ Garnier, n° 353 ; Bélimé, n° 343.

complainte qui pouvait être exercée par le vendeur passe à l'acquéreur, quoiqu'il n'ait fait sur l'immeuble objet de cette action aucun acte matériel de possession ¹. La loi du 25 mars 1855 sur la transcription n'exerce aucune influence sur le jugement de l'action possessoire. La transcription n'est requise pour la translation des droits réels que vis-à-vis des tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés conformément aux lois; or, celui qui en qualité d'acquéreur, invoque la possession du vendeur qui la lui a transmise, se prévaut de son titre transcrit ou non transcrit, non pour se dire propriétaire vis-à-vis du défendeur à l'action en complainte, mais pour prendre la qualité d'ayant cause sous le rapport de la possession. L'acte invoqué ne modifie en rien la situation du défendeur; il a seulement pour résultat de substituer au possesseur primitif un successeur qui prend sa place; il n'a par conséquent d'effet qu'entre les deux parties contractantes ².

654. La complainte peut être formée par celui qui est investi d'un mandat général. — Le maître a voulu que son représentant eût pour soin principal de surveiller l'intégrité de ses héritages et d'empêcher ou de réprimer les usurpations. Le mandataire général doit conserver le droit du mandant, poursuivre les débiteurs, interrompre les prescriptions. C'est un droit corrélatif que de former plainte au possessoire contre ceux qui attentent aux propriétés qu'il administre. — Une défense inhabile peut, il est vrai, compromettre quelquefois le sort de la propriété elle-même, mais il y aurait, dans l'autre système, un danger bien plus réel. Si le mandataire ne pouvait pas agir, souvent le délai fatal expirerait avant le retour du propriétaire sur les lieux, de

¹ Argument, Code, art. 714 et 4138.

² Bourbeau, n° 390, p. 659.

telle sorte que le bénéfice de la possession serait acquis à l'adversaire ¹.

655. Si les biens dépendent d'une société civile, l'action doit être intentée par celui des associés qui a été autorisé à gérer; — au nom de tous les associés.

Lorsque nul n'a reçu cette autorisation, chacun peut agir au nom des autres au possessoire, sauf à ceux-ci le droit d'intervenir ².

656. Si les biens dépendent d'une société en nom collectif ou en commandite, l'action est dirigée par celui des associés désigné pour administrer, et, à défaut de désignation spéciale, par l'un de ceux qui figurent dans la raison sociale ³.

657. L'action est dirigée par les gérants ou les sociétaires, selon que la société est anonyme ou en participation.

658. L'action formée par un associé commanditaire, même en vertu d'une procuration, doit être considérée comme un acte de gestion qui l'oblige solidairement avec les associés en nom collectif pour les dettes et engagements de la société qui dérivent des actes de gestion qu'il a faits, et il *peut*, suivant le nombre et la gravité de ces actes, être déclaré solidairement obligé pour tous les engagements de la société ou pour quelques-uns seulement ⁴.

659. Les syndics ont qualité pour intenter la complainte au nom de la faillite ⁵.

Le failli *peut* être reçu partie intervenante ⁶.

¹ Pothier, *Mandat*, n° 430; Bérime, n° 287; Aulanier, n° 305; Carou, n° 763;

² Code, art. 4856, 4857; Bérime, n° 293 :

³ V. pour la société à responsabilité limitée, *Journal de Procédure*. Art. 8128, note 90.

⁴ Argument, Code de commerce, art. 2 et 28; Loi des 6 et 9 mai 1863; Bourbeau, n° 395.

⁵ C. Comm. 443.

⁶ Carou, n° 752.

660. La saisie immobilière, même après la transcription, n'enlève pas la possession au débiteur, si le saisi perd le droit de faire certains actes¹ qui pourraient diminuer la valeur du gage de ses créanciers, il n'y a rien à en conclure contre la capacité relative aux actes qui ont pour objet de le conserver².

En cas de négligence du saisi, l'action peut être exercée en son nom à la requête de ses créanciers³.

661. Les créanciers peuvent agir sans demander à la justice une subrogation, ou au débiteur son consentement, et sans qu'il soit nécessaire de le mettre en cause : le texte de l'art. 1166 ne soumet à aucune condition l'exercice des droits et actions du débiteur de la part des créanciers. C'est la loi elle-même qui opère la subrogation. — Ces motifs s'appliquent, à plus forte raison, à l'exercice des actions possessoires qui ont un caractère essentiellement conservatoire et d'urgence, qui ne pourrait se concilier avec les retards d'une demande en subrogation ou d'une mise en cause du débiteur⁴.

La demande introduite par les créanciers est à leurs frais⁵.

662. Si l'antichrésiste ne peut exercer l'action possessoire en son nom, il peut, comme créancier, l'exercer au nom de son débiteur⁶.

663. Le fermier ne peut être considéré comme un créancier ayant le droit d'exercer la complainte au nom du bail-

¹ Art. 686 C. pr.

² Bastia, 6 janv. 1857, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4136 ; Aulanier, n° 308 ; Bourbeau, n° 394.

³ Argument Code, art. 1166.

⁴ Bourbeau, n° 403. — Argument rejet, req. 23 janv. 1849, 2 juill. 1854, *Journal de Procédure*, Art. 4232 et 4991.

⁵ Argument, Code, art. 882.

⁶ Bourbeau, n° 403.

leur. — Mais à raison de l'intérêt direct que le preneur a au débat que soulève l'action possessoire, on lui reconnaît le droit d'intervenir, pour conserver une jouissance paisible et obtenir des dommages-intérêts.

664. A-t-il le droit d'introduire l'instance possessoire contre l'auteur du trouble en appelant le bailleur dans la cause?

Cette marche a été suivie ¹.

Au surplus, lorsque l'instance a été introduite par le fermier, le bailleur, soit qu'il ait été mis en cause, soit qu'il intervienne spontanément, peut s'emparer du rôle principal et par les conclusions qu'il prend contre l'auteur du trouble régulariser la procédure.

C'est à partir de ces conclusions seulement que l'action peut être considérée comme valablement exercée.

Conséquemment le bailleur serait non recevable à demander sa maintenue en possession, si le trouble remontait à plus d'une année, au moment de son intervention, bien que l'action intentée par le fermier eût été formée en temps utile ².

Si le bailleur n'intervient pas, l'action en complainte du fermier est non-recevable.

Le fermier peut seulement demander au bailleur des dommages intérêts, à raison de la privation de jouissance; mais cette demande étant fondée sur une privation de jouissance qui ne provient pas directement du fait du propriétaire, ne rentre dans la compétence du juge de paix que si elle n'excède pas 200 fr. ³.

¹ Montpellier, 2 fév. 1849, D. 49, 458.

² Bourbeau, n° 404.

³ Bourbeau, n° 483 et 484.

665. La complainte peut être intentée par l'étranger, même non domicilié en France ¹. — S'il n'est pas naturalisé, il doit fournir la *caution judicatum solvi* ².

666. L'action est intentée par le maire pour les biens qui appartiennent à la commune :

Le maire peut, sans autorisation du conseil de préfecture, intenter toute action possessoire ou y défendre et faire tous autres actes conservatoires ou interruptifs des déchéances ³.

Mais de ce que le maire est dispensé de recourir à l'autorisation du conseil de préfecture, il ne faut pas en conclure qu'il soit dispensé, pour l'exercice des actions possessoires, d'obtenir l'avis du conseil municipal, véritable appréciateur des intérêts de la commune ⁴.

Au surplus, il suffit que l'avis du conseil municipal intervienne pour régulariser la procédure ⁵.

667. La dispense d'autorisation *préalable* doit-elle s'entendre en ce sens que l'autorisation du conseil de préfecture soit requise dans l'intervalle de la demande au jugement? — Non, la dispense est absolue ⁶. — Lors de la discussion, M. Caumartin demandait que l'autorisation ne fût que différée, M. Teste proposa au contraire qu'il n'y en eût pas du tout, etc'était le sentiment de la commission.

L'article de la commission fut adopté.

668. La dispense s'étend-elle à l'appel? — Pour la négative on dit : — Le motif d'urgence n'est plus le même ; les frais menacent d'être considérables ; la loi n'exempte

¹ Argument, Art. 3, Code.

² Code, art. 46 ; Code de procédure, art. 466.

³ Loi du 18 juillet 1837, art. 55.

⁴ Rejet civ. 28 décembre 1863, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2284 ; Bourbeau n° 400.

⁵ Bélimé, n. 300.

⁶ Rouen, 7 août 1840 ; Dev. 41, 65 ; Carou, n° 774 ;

le maire de la formalité, que lorsqu'il s'agit d'intenter l'action; on doit rentrer dans le principe d'après lequel une autorisation nouvelle est nécessaire à chaque degré de juridiction.

La dispense nous paraît s'étendre à l'appel, bien que le motif d'urgence soit moins impérieux; le maire peut intervenir directement sur l'appel d'un jugement possessoire qui préjudicie à la commune¹.

669. Le maire peut-il se pourvoir en cassation sans autorisation préalable du conseil de préfecture? Nous ne le pensons pas. Il n'y a plus la même urgence, le délai est plus long; les présomptions favorables ont beaucoup diminué, les chances défavorables ont augmenté; les frais seraient bien plus considérables. La position est toute différente.

Dans l'espèce jugée par l'arrêt du 28 décembre 1863², le maire s'était fait autoriser, par un arrêté du conseil de préfecture, à suivre sur son pourvoi.

670. Le maire n'a pas besoin d'autorisation pour les actions possessoires qui intéressent une section de la commune³.

Lorsqu'une action est intentée entre sections d'une même commune, ou entre une commune et l'une de ses sections, il est formé pour la section ou pour chacune des sections, une commission syndicale de trois ou de cinq membres, que le préfet choisit parmi les électeurs municipaux, et, à leur défaut, parmi les citoyens les plus imposés; l'action est suivie par celui de ses membres que la commission syndicale désigne à cet effet.

¹ Rejet, req. 2 févr. 1842, D. 42, 186. — *Contra*, Carou, n° 776; Bélimé, n° 299.

² — V. *supra* n. 666.

³ Cons. d'Etat, 3 janv. 1848; Bourbeau, n° 400.

671. Les commissions syndicales sont affranchies, comme le maire, de l'autorisation du conseil de préfecture, mais non de la délibération du conseil spécialement organisé dans ce cas, d'après la disposition de l'art 56 de la loi du 18 juillet 1837 ¹.

672. Le contribuable qui veut agir au possessoire, à défaut de la commune, est-il dispensé d'autorisation du conseil de préfecture?

Pour l'affirmative on dit : — le contribuable n'est soumis à l'obligation d'obtenir l'autorisation que parce que l'action qu'il exerce appartient à la commune ; il doit profiter de la dispense lorsque la commune, si elle eût agi elle-même, aurait eu droit de l'invoquer. C'est la nature de l'action qui motive la dispense, et non la qualité du demandeur ; la dispense s'applique même au cas où l'action possessoire est intentée contre la commune ; à plus forte raison, doit-il en être ainsi lorsque la commune est seulement appelée dans la cause ; si elle est exposée aux conséquences de la chose jugée, elle échappe à une condamnation aux dépens et aux dommages-intérêts que le contribuable est seul exposé à subir ².

Dans ce cas, il n'est pas même nécessaire que la commune soit appelée dans la cause ; le jugement ne produit vis-à-vis d'elle aucun effet ³.

673. La plainte est introduite par le préfet au nom de l'Etat ⁴ et du département ⁵, — sans autorisation préalable.

674. Les actions possessoires qui intéressent le domaine

¹ Bourbeau, n. 400.

² Bourbeau, n° 401.

³ Bourbeau, n. 401.

⁴ Art. 69 C. pr.

⁵ Loi, 40 mai 38, art. 36 et 37.

de la couronne sont exercées par l'administrateur de la liste civile, sans l'intervention du ministre des finances ¹.

675. La complainte est introduite par les administrateurs d'établissements publics au nom de ces établissements ².

Spécialement par le maire, comme président de la commission administrative, pour les établissements de bienfaisance ³, — sans autorisation préalable du conseil de préfecture ⁴. — Le receveur n'a qualité que pour les actes extrajudiciaires et interruptifs de prescription. — V. arrêté 19 vend. an xii, art. 1.

676. Le trésorier d'une fabrique peut, sans autorisation du conseil de préfecture, intenter une action possessoire ⁵ relativement aux biens qui appartiennent à une fabrique, — mais il doit prendre l'avis du conseil de fabrique.

677. Le maire a qualité relativement aux églises qui sont considérées comme une propriété communale.

Ainsi jugé ⁶. — L'autorisation était d'autant moins nécessaire, dans l'espèce, que le demandeur avait présenté au conseil de préfecture un mémoire à fin d'autorisation, et que plus de deux mois s'étaient écoulés sans que le conseil eût répondu avant la prononciation de la sentence du juge de paix.

678. La complainte est introduite par les curés, les évêques, les trésoriers de chapitre et de séminaire, pour les

¹ S. C. 23 avril 1856.

² Av. Cons. d'Ét. 2 juil. 1806; Dalloz, n° 572.

³ Instruction, 8 févr. 1823; Durieu, v° *Procès*, n° 25;

⁴ Argument, loi 18 juillet 1837, art. 55. — il y a même raison de décider. Durieu, v° *Procès* n° 9. Carou, n° 788.

⁵ Argument, décret, 30 décembre 1809, art. 78 et 79; *Journal des Justices de Paix*, Art. 42.

⁶ Argument, Poitiers, 20 fév. 1835, D. 33, 86.

biens des cures, des menses épiscopales, des chapitres cathédraux et collégiaux et des séminaires ¹.

679. Toutefois les personnes désignées sous le numéro précédent ne peuvent intenter la complainte qu'après la proposition ou l'avis des personnes ou des corps d'administration qui surveillent ces sortes de propriétés ².

Mais elles n'ont pas besoin, selon nous, de l'autorisation du conseil de préfecture.

La solution dépend principalement du caractère de l'action. L'exercice de la complainte est-il ou non un acte d'administration. Ce point avait fait d'abord difficulté et il a été jugé que le titulaire d'une cure ne peut, sans autorisation du conseil de préfecture, sur l'avis du conseil de fabrique, intenter une action en complainte relative à un droit foncier de sa cure; par exemple, à un droit de servitude qu'un tiers voudrait établir sur le fonds du presbytère.

Mais *plus tard* le législateur, appelé à examiner la question, a tranché la difficulté et a considéré l'exercice même actif des actions possessoires comme un acte purement conservatoire ³. — Le caractère de l'acte une fois déterminé, il n'y a plus de doute possible. La question de personnes est ici très-secondaire; tel acte ne peut pas être considéré comme une mesure conservatoire, à l'égard des communes, des départements, des établissements publics et des mineurs, — et comme une aliénation à l'égard d'un curé ou d'un évêque ⁴.

¹ Argument, décret, 6 nov. 1813, art. 14, 29, 53 et 70.

² Bourbeau, n. 402.

³ V. Loi 18 juillet 1837, art. 55. — Loi 10 mai 1838, art. 36 et 37. — V. d'ailleurs *sup.* n. 533, 636.

⁴ *Contra*, Bourbeau, n° 402.

§ 2. — *Des personnes contre lesquelles la plainte doit être intentée.*

SOMMAIRE.

- 580. L'action est dirigée contre l'auteur du trouble.
- 681-683. Si c'est un détenteur précaire. Distinction.
- 684. *Quid* si c'est un ouvrier?
- 685. Faut-il citer l'usufruitier et le nu-propriétaire?
- 686. Un maire?
- 687. Celui qui peut intenter l'action peut y défendre.
- 688-690. *Quid* du fermier? Distinction.
- 691. La citation irrégulière couvre-t-elle la déchéance?
- 692-693. Le jugement obtenu contre le fermier lie-t-il le bailleur?
- 694. Le jugement obtenu par le fermier profite au bailleur.
- 695-696. Peut-on ne mettre en cause que l'un des copropriétaires?
- 697-700. Quel sera l'effet du jugement à intervenir?
- 701-703. L'acheteur peut-il appeler le vendeur en garantie? Distinction.
- 704. L'action peut être intentée sans autorisation, contre une commune;
- 705. Contre une fabrique;
- 706. Sans dépôt préalable d'un mémoire;
- 707. De même contre un département;
- 708. Contre un curé pour le presbytère. Dissentiment avec M. Bourbeau.

680. L'action possessoire et notamment la plainte doit être dirigée *contre* l'auteur du trouble.

681. Lorsque l'action est dirigée contre un détenteur précaire, il faut distinguer s'il élève ou non des prétentions sur la chose du chef de celui qu'il représente.

682. S'il élève des prétentions, il doit nommer celui pour lequel il possède.

S'il refuse de le nommer, ou si le maître indiqué ne vient pas prendre son fait et cause, le demandeur peut poursuivre

l'action ; mais la sentence n'aura pas force de chose jugée à l'égard du maître.

Si le maître se présente, l'action se poursuivra contre lui.

683. Si le maître, ou si son représentant n'élève aucune prétention sur la chose, l'action est une action de dommages-intérêts qui n'a rien de possessoire. Le détenteur reste seul en cause.

684. L'auteur du trouble prétend n'avoir agi qu'en qualité d'ouvrier et de l'ordre du voisin, dans l'intérêt duquel ce trouble a eu lieu : il ne peut être mis hors de cause, s'il n'a pas appelé ce voisin en garantie. — L'ouvrier se reconnaissant l'auteur immédiat du trouble, — en devient directement responsable, faute par lui de justifier autrement que par de vaines allégations qu'il n'avait agi qu'au nom, au profit et par ordre du propriétaire ¹.

685. L'auteur du trouble est un usufruitier : — il est prudent de citer avec lui le nu-propriétaire ; bien que l'usufruitier ait qualité pour plaider en son nom personnel au possessoire, il n'engage que son usufruit. — Quant à la nue propriété, il ne peut rendre pire la cause du nu-propriétaire. Ce dernier a le droit de former tierce opposition au jugement rendu contre le premier. — L'usufruitier a une sorte de mandat, pour conserver les droits du nu-propriétaire, mais il ne peut en diminuer les droits ².

686. L'action doit être dirigée contre la personne qui prétend à la possession ou qui a le droit d'en profiter, dans le cas où elle cesserait d'appartenir au demandeur. — Ainsi, la complainte pour trouble causé par un maire, un locataire, un fermier, est régulièrement formée contre la commune ou contre le propriétaire.

¹ Argument, Code, art. 4384 ; rejet, req. 15 juill. 1834, D. 34, 431 ; Cassé, 13 juin 1813, Dev. 43, 597.

² Proudhon, *Usufruit*, tome 1, p. 40 ; Bérime, n° 408.

687. Celui qui a qualité et capacité, pour intenter l'action possessoire, à plus forte raison, a qualité et capacité pour y défendre.

688. Le fermier a-t-il *qualité* pour répondre à une citation en complainte ?

L'affirmative semble résulter des termes de l'art. 1727, du Code, ainsi conçu : — « Si ceux qui ont commis des » voies de fait, prétendent avoir quelques droits sur la » chose louée, ou si le *preneur* lui-même est cité en justice » pour se voir condamner au délaissement de la totalité » ou de partie de la chose, ou à souffrir l'exercice de » quelque servitude, il doit appeler son bailleur en garan- » tie; il doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nom- » mant le bailleur pour lequel il possède. »

Cette disposition a besoin d'être expliquée.

689. Lorsque le trouble est un fait *personnel* du fermier, sans concours du propriétaire, le fermier ne peut même pas exiger sa mise hors de cause, s'il se borne à nommer purement et simplement son bailleur.

Pour être mis hors d'instance, il faut en outre que le fermier appelle le bailleur en garantie; — autrement le fermier pourrait user d'une allégation mensongère pour échapper à la réparation du trouble qu'il aurait causé : — On n'est pas obligé de le croire sur parole, tant que le propriétaire ne se présente pas pour assumer la défense à l'action¹.

690. Par suite, si le bailleur fait défaut sur l'appel en garantie, le fermier ne peut obtenir sa mise hors de cause².

691. La citation donnée à celui qui tient à ferme, a pour effet de couvrir la déchéance au profit du demandeur

¹ Rejet, req. 49 nov. 1828, Dev. ; Bélimé, n° 406.

² Bélimé, n° 406.

qui n'était pas obligé de savoir que le détenteur de l'héritage n'en était pas propriétaire.

Mais si le demandeur a cité le détenteur en sa qualité de fermier, il l'a reconnu pour tel et il a avoué par cela même l'irrégularité de sa procédure, en citant une personne qui n'avait pas qualité pour défendre à la plainte¹.

692. Le fermier, cité au possessoire, s'est laissé condamner sans appeler son bailleur, quel est à l'égard de ce dernier, l'effet du jugement qui a été rendu ?

L'action dirigée à l'origine par le tiers contre le fermier a été régulière, le fermier était le propriétaire *apparent*. Aussi le jugement obtenu contre le fermier est-il *provisoirement* opposable au propriétaire.

Spécialement le bailleur ne peut se prévaloir, pour établir sa possession, des actes faits par son fermier, lorsque, sur une poursuite dirigée personnellement contre ce dernier, ces actes ont été déclarés attentatoires à la possession d'un voisin².

693. Mais le propriétaire peut former tierce opposition : — Ce recours a l'effet de l'opposition simple dans le cas d'un jugement par défaut rendu contre une partie dûment citée et qui n'a pas comparu ; elle remet la chose et les parties au même état où elles étaient avant le jugement. Un nouveau débat s'engage entre le propriétaire et le tiers qui prétend droit à la chose, et le jugement qui intervient est seul applicable. Le premier jugement obtenu contre le fermier est considéré comme non avenu³.

694. A l'inverse, le jugement obtenu contre le deman-

¹ Bérime, n° 406.

² Casse, 31 août 1842 ; Dev. 4^e, 847.

³ Caron, n° 793.

deur par le fermier défendeur, profite au propriétaire¹. Le premier a une sorte de mandat pour conserver les droits du second, et non pour les diminuer.

695. Si le droit dans la possession duquel on est troublé est indivisible de sa nature, comme un droit de passage, le demandeur en complainte n'est pas tenu de mettre en cause tous les copropriétaires du fonds servant, surtout lorsque l'opposition à l'exercice de son droit ne provient que du fait de l'un des copropriétaires².

696. La citation est remise à l'un des ayants droit d'une chose indivisible, tant pour lui que pour ses copropriétaires ou cohéritiers : — quelle sera la force du jugement à intervenir à l'égard de ceux qui n'ont pas été mis en cause?

Si le défendeur gagne, le jugement obtenu par lui profitera à ses co-ayants droit qui adhéreront à cette défense³.

Le demandeur, en plaidant contre un seul, a accepté ce dernier comme le représentant des autres.

697. Si le défendeur succombe, le jugement rendu contre lui oblige *provisoirement* les autres ayants droit, tant que ces derniers ne l'ont pas attaqué par la voie de la tierce opposition⁴.

698. Spécialement, quand un jugement a fixé à une certaine hauteur la décharge d'un cours d'eau, il peut être opposé à tous les riverains, qui n'ont d'autre moyen d'y résister que de former la tierce opposition⁵.

699. Les tiers sont recevables à former la tierce opposition, sans avoir besoin d'alléguer une collusion entre

¹ Argument. C. pr., art. 23.

² Code, art. 4224, n° 5; Rennes, 7 juin 1846, Palais.

³ Duranton, 13, n° 528; Bélimé, n. 409; Demolombe, *Servitudes*, n. 966.

⁴ Pothier, *Obligations*, n° 908;

⁵ Rejet, civ. 19 déc. 1832, Dev. 33, 473; Bélimé, n° 406.

leur copropriétaire et son adversaire; ils n'ont pas été représentés d'une manière complète¹.

700. Les tiers, non parties au premier jugement, ont réussi dans leur tierce opposition, la décision qu'ils ont obtenue n'aura-t-elle d'effet qu'à leur égard, ou bien relèveront-ils leur consort précédemment condamné?

Par exemple, l'un des copropriétaires *par indivis* d'un héritage dominant, a plaidé seul. il a été repoussé de sa demande en exercice de la servitude de passage qui lui est due par le fonds voisin; — l'autre copropriétaire non partie au premier jugement forme tierce opposition et parvient à le faire rétracter. L'autre copropriétaire qui avait d'abord succombé sera-t-il rétabli dans ses droits?

L'affirmative a prévalu avec raison : en effet, d'une part, l'objet adjugé par le second jugement est une chose indivisible; elle est due par le fonds servant pour l'avantage de *tout* le fonds dominant; il est impossible d'exécuter simultanément les deux jugements qui sont rendus en sens opposé². — D'autre part, celui qui a obtenu le premier jugement aurait dû mettre en cause tous les ayants droit, s'il avait voulu obtenir un jugement définitif contre tous.

701. L'acheteur cité au possessoire peut-il appeler son vendeur en garantie? — Il faut distinguer :

S'il ne s'est point écoulé une année depuis l'entrée en jouissance de l'acheteur, comme le demandeur prétend avoir commencé de posséder avant cette entrée en jouissance, l'acheteur peut appeler en cause son auteur pour le défendre; le trouble qu'il éprouve vient d'un droit que le vendeur aurait laissé acquérir sur l'immeuble.

¹ Demolombe, *Servitude*, n° 960.

² Merlin, *Rép.* v° *Tierce opposition*, § 3; Proudhon, *Usufruit*, n° 4423; Bérime, n° 409, *Argument*, Rejet, civ. 49 déc. 1832; Dev. 33, 473. — *Contrà*, Carou, n° 747.

702. S'il s'est écoulé une année entière depuis l'entrée en jouissance de l'acheteur; si le demandeur n'a acquis la possession que depuis cette entrée en jouissance, — l'acheteur ne pouvant imputer le trouble qu'à sa propre négligence, n'a pas le droit de mettre en cause son vendeur¹.

Le juge de paix devrait lui refuser le délai qu'il réclamerait pour la citation en garantie.

La même distinction doit être faite, lorsque l'acheteur, au lieu de recevoir une citation en justice, éprouve un trouble de fait de la part d'un tiers. Si l'acheteur est entré en jouissance depuis moins d'un an, il doit citer l'auteur du trouble en complainte, puis appeler le vendeur en garantie.

703. L'action, à raison du trouble causé par le vendeur, n'est pas recevable contre l'acquéreur, — à moins que ce dernier n'ait continué le trouble en se maintenant en possession du terrain litigieux.

704. Une complainte peut être intentée contre une commune, sans autorisation préalable du conseil de préfecture, par citation remise au maire². — V. *sup.*, n. 666.

705. Elle peut également être intentée contre une fabrique, sans autorisation préalable, par citation remise au trésorier³.

706. Celui qui veut intenter une complainte contre une commune est-il tenu d'adresser préalablement au préfet un mémoire exposant les motifs de sa réclamation et de se conformer aux dispositions de l'art. 51 de la loi du 18 juillet 1837? — Non, ces formalités ne sont exigées que dans les cas où l'autorisation préalable du conseil de préfecture est

¹ Bélime, n° 410.

² Argument, Loi 18 juillet 1837, art. 55.

³ Bastia, trib. 49 déc. 1857, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4483.

nécessaire à la commune pour défendre à l'action. Or, le maire peut, sans autorisation préalable, intenter la complainte ou y défendre ¹. — V. *sup.* n. 668.

707. On peut également agir en complainte sans production préalable d'un mémoire explicatif contre un département ²; — contre le domaine de l'État, et contre des établissements publics ³.

708. Spécialement contre les curés, les évêques, les trésoriers de chapitre et de séminaire, pour les biens des cures, des menses épiscopales, des chapitres cathédraux et collégiaux et des séminaires ⁴ — V. *sup.* n. 679.

SECTION II. — De l'exercice actif et passif de la réintégrande.

SOMMAIRE :

- 709. La réintégrande peut être intentée par tous ceux qui peuvent intenter la complainte.
- 710. Même par le fermier.
- 711. Même contre le bailleur. — Dissentiment avec M. Bourbeau.
- 712. A plus forte raison peut-il répondre à la réintégrande.

709. Tous ceux qui ont qualité et capacité pour intenter la complainte ont, à plus forte raison, qualité et capacité pour intenter la réintégrande.

710. L'exercice de la réintégrande présentant un plus grand degré d'urgence que l'exercice de la complainte, on

¹ Même loi, art. 55. Rejet. req. 7 juin 1848, *Journal de procédure*, Art. 4764.

² Argument, Loi 40 mai 1838, art. 37.

³ Carou, n° 786 et 789.

⁴ *Contrô.* Bourbeau, n. 402.

admet plus facilement encore à intenter la première action que la seconde. La possession civile n'étant pas nécessaire pour donner ouverture à la réintégration — (V. *sup.*, n. 90), tout possesseur de fait tel que le fermier ¹ ou l'antichrésiste ² peut l'intenter, pourvu qu'il ait été dépossédé violemment ou avec voies de fait.

711. L'expulsion violente subie par le fermier de la part du bailleur donne-t-elle lieu à la réintégration?

Pour la négative on dit : — La violence, dans ce cas, se rattache à la violation du contrat; elle n'est qu'une circonstance accessoire et aggravante, qui ne peut modifier la compétence du tribunal, auquel il appartient de faire respecter la convention. La durée restreinte de l'action en réintégration se concilierait mal avec la nature de la demande intentée par le fermier; la loi a limité à un délai assez court le droit pour le détenteur spolié de se faire réintégrer, par le motif qu'après ce délai expiré, le spoliateur aurait acquis la possession annale qui élèverait en sa faveur une fin de non-recevoir contre la réintégration demandée; le droit du fermier contre le bailleur ne peut être soumis à cette déchéance ³.

Toutefois, selon nous, — de ce que le fermier n'est pas déchu, à l'expiration de l'année, du droit de réclamer devant le tribunal sa réintégration, en vertu du bail, contre le propriétaire, et comme exécution de la convention, il n'en résulte pas qu'avant l'expiration de l'année depuis l'expulsion, il ne puisse, lorsqu'il invoque seulement sa détention,

¹ Rejet, req. 40 nov. 1819; Dev.; Coucy-le-Château, 4 nov. 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. — 432; Henrion, ch. 52; Garnier, 357; Rélimé, n° 383.

² Rejet, req. 46 mai 1820; Dev.

³ Bourbeau, n° 335.

obtenir, par la réintégrande, sa réintégration. — Il nous paraît avoir l'option entre les deux actions.

712. Les personnes qui ont qualité et capacité pour intenter la réintégrande ont, à plus forte raison, qualité et capacité pour répondre à la réintégrande.

CHAPITRE V.

DÉLAI DANS LEQUEL DOIT ÊTRE INTENTÉE L'ACTION POSSESSOIRE.

SOMMAIRE :

- 713. Ce délai est d'un an.
- 714. Motifs de cette courte prescription.
- 715-716. Cas où elle s'applique;
- 717. Ne s'étend ni aux demandes en dommages intérêts;
- 718. Ni à l'action correctionnelle ou criminelle en cas de violence.
- 719. Elle court du jour du trouble.
- 720-721. Court-elle du jour où l'ouvrage est commencé ou du jour où il est terminé? Il faut distinguer :
- 722-726. Court du jour où le trouble constitue un obstacle à l'exercice du droit.
- 727-730. Ne pas confondre le nouvel ouvrage avec la continuation du premier.
- 731-733. Si le trouble est clandestin, le délai ne court que du jour où il devient public.
- 734. *Quid* au cas d'expropriation?
- 735. Le délai se compte par jours et non par heures.
- 736. Le jour *a quo* n'y est pas compris;
- 737. Le jour *ad quem* compte;
- 738. Fût-il férié.
- 739. La citation donnée un jour férié, ou après l'heure légale n'est pas nulle.
- 740. *Quid* de l'instance reprise?
- 741. L'introduction de l'action correctionnelle interrompt-elle la prescription annale?
- 742. Le délai court-il contre l'État? Distinction.
- 743. Il court contre le mineur.
- 744. Contre l'interdit.
- 745. L'incapable a un recours contre son tuteur.
- 746. Après l'année il ne reste plus que l'action pétitoire.
- 747. La déchéance peut être prononcée d'office par le juge.

713. L'action possessoire doit être intentée dans l'année du trouble ¹.

¹ C. pr. art. 23.

Cette règle, écrite dans la coutume de Paris, art. 96, et dans l'ordonnance de 1667, titre 18, art. 2, a été reproduite par la loi du 24 août 1790 et par l'art. 6 de la loi du 25 mai 1838.

714. Cette prescription est de courte durée.

Est-ce afin que le juge de paix n'ait à examiner que des faits récents sur lesquels la mémoire des témoins soit encore fraîche ¹. — Ce motif n'est pas concluant; la possession se conserve par l'intention; d'ailleurs, la fréquence des actes varie avec la nature du droit possédé; dès lors le juge de paix est souvent obligé de remonter au delà d'une année. — V. *sup.*, n. 186.

N'est-ce pas plutôt parce que celui qui ne fait pas valoir son droit dans un bref délai est censé par là même y avoir renoncé ²?

N'est-ce pas aussi pour favoriser le cultivateur vigilant?

Enfin, n'y a-t-il pas une certaine corrélation, — entre la condition de l'annalité exigée pour la durée de la possession, quand il s'agit d'acquérir le titre de possesseur, — et la durée de l'action à partir du moment où le possesseur a été, par le trouble ou par la dépossession, mis en demeure d'agir? Comment l'action possessoire survivrait-elle à la perte légale de la possession? Or, si elle était intentée après une année accomplie depuis le moment où l'action a été provoquée par les entreprises d'autrui, il se serait écoulé, entre le fait du trouble et le premier acte de poursuite judiciaire, un temps suffisant pour qu'une nouvelle possession annale ait succédé à la possession annale du demandeur ³.

¹ Bérime, n. 352.

² Argument, Troplong, *Prescription*, n° 809.

³ Bourbeau, n. 354.

715. Il n'y a pas à distinguer ici entre la complainte, la dénonciation de nouvel œuvre et la réintégration.

S'il s'est écoulé une année depuis le fait qui a causé le trouble, l'action possessoire n'est plus recevable ¹.

716. Un individu exerce *sans titre* une servitude *discontinue*, par exemple un droit de passage, et cela, depuis plus d'une année, — le propriétaire du fonds servant n'est plus recevable à intenter la complainte ².

Mais l'obstacle que ce propriétaire met à l'exercice de cette servitude, même après l'expiration de l'année, n'autorise pas contre lui l'action possessoire, parce que le propriétaire du fonds prétendu dominant réclame la possession d'une servitude *discontinue* qui ne peut s'établir sans titre.

717. Paul a fauché une portion du pré dont j'étais en possession et qu'il me contestait ; il en a même rentré la récolte en partie : je m'oppose à ce qu'il continue, et depuis ce temps, je reste seul et paisible possesseur, pourrai-je attaquer Paul plus d'une année après le trouble, pour obtenir les restitutions de fruits et les dommages-intérêts ? — La complainte ne sera plus recevable ; il ne peut y avoir d'action possessoire que là où la possession est disputée par les deux parties. — Mais je pourrai agir devant le juge de paix en dommages-intérêts en vertu de l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838 ³, et cela pendant trente ans ⁴. — V. toutefois *inf.*, n. 746.

718. Le spolié qui laisse écouler une année avant de se plaindre se trouve en présence, non plus d'un spoliateur, mais d'un possesseur annal qui aura acquis, depuis que les

¹ Argument, C. pr., art. 23 ; Loi du 25 mai 1838, art. 6, § 1, disposition finale.

² Rejet, req. 44 novembre 1819, *Palais*.

³ Bélimé, n° 352.

⁴ Argument, Code, art. 2262.

faits de violence ont cessé, le titre légal qui lui permet de résister à la demande en délaissement formée contre lui ¹. Mais si la violence qui motive l'action présente les caractères d'un délit ou d'un crime, l'action correctionnelle ou criminelle pourra être intentée après l'année ².

719. L'action possessoire doit être intentée dans l'année, à partir *du jour du trouble*, sans compter ce jour, ou dans l'an et jour en le comptant ; — en d'autres termes, l'action possessoire n'est plus recevable après l'expiration de l'année qui a suivi le jour du trouble ³.

Le délai court du jour du trouble de fait, et non pas seulement du jour du trouble de droit qui a suivi le trouble de fait.

Ainsi lorsque des fossés creusés sur un terrain (trouble de fait) ayant été détruits, une action correctionnelle (trouble de droit) a été intentée contre l'auteur de cette destruction, le demandeur au possessoire n'est pas fondé à prétendre qu'en comblant les fossés il a fait cesser le trouble matériel qui en résultait, et que le délai de l'action n'a pu commencer à courir que du moment où le trouble a été renouvelé par la plainte correctionnelle ⁴.

720. Les actes constitutifs d'un trouble peuvent être successifs et consister dans une série de faits appartenant à diverses époques. La question de savoir si le délai pour agir aura son point de départ dans les premiers actes ou dans les derniers doit être résolue d'après les circonstances.

721. En général le délai court du jour où l'ouvrage a

¹ Bourbeau, n. 354, p. 607.

² Pigeau, *Commentaire*, 4, 54.

³ Arrêts du parlement de Paris, 16 avril 1574 ; novembre 1586, rendus en matière de retrait lignager, dont le délai était fixé à la même durée d'an et jour. — Bourbeau, n. 355.

⁴ Casse, 22 avril 1839, Dev. 39, 366.

été commencé, et non du jour où a il été terminé. — Vainement on oppose l'art. 642 du Code ; il y a ici une raison particulière : la prescription à l'effet d'acquérir droit aux eaux d'une source ne peut courir que du jour où le cours de l'eau a été changé, où sa chute a été réellement facilitée dans le fonds inférieur au moyen d'ouvrages apparents ¹. On conçoit dès lors que la prescription ne court dans ce dernier cas que du jour de la terminaison des travaux.

722. La déchéance ne doit pas être prononcée contre celui qui a commencé à agir au moment seulement où il a vu le droit sérieusement menacé. Les entreprises d'un usurpateur sont quelquefois timides au début, et peuvent ne pas révéler suffisamment l'intention d'user d'un droit. Il faut, mais il suffit que l'on intente l'action possessoire dans l'année qui suivra les faits nouveaux ayant pris le caractère d'un véritable trouble ².

723. Est recevable l'action possessoire fondée sur un fait de trouble commis dans l'année, bien que ce fait ne soit que la répétition de faits semblables antérieurs de plus d'une année à la plainte. Tel acte dans le commencement a paru inoffensif qui, par sa répétition ou sa constance, revêt plus tard le caractère d'un véritable trouble. Si le possesseur troublé laisse passer une année sans se plaindre d'un trouble qui continue, il s'expose non pas à voir sa plainte non recevable, s'il y a moins d'un an que le trouble a cessé, mais bien à voir son adversaire se prévaloir de la possession annale que pourraient lui faire acquérir les faits successifs de trouble dont il s'est rendu l'auteur ³.

¹ Bélimé, n. 357.

² Bourbeau, n. 356.

³ Rejet, req. 1^{er} août 1848, *Journal de Procédure*, Art. 4744.

724. L'usiner riverain d'un cours d'eau, rend ce cours intermittent au préjudice des riverains inférieurs, au moyen d'éclusées; la complainte sera valablement formée dans l'année à partir du jour où les travaux ont donné aux faits de jouissance nouveaux le caractère d'un véritable trouble, encore que certains travaux se soient produits plus d'un an avant la demande, s'ils n'ont eu lieu qu'accidentellement et sans révéler chez leur auteur l'intention d'user d'un droit rigoureux¹.

« Attendu, porte l'arrêt, que si quelquefois le sieur Dauge avait joui par éclusées, plus d'un an avant la demande, ces actes accidentels qui ne révélaient pas l'intention d'user d'un droit et qui ne laissaient aucune trace, étaient du nombre de ces faits sans caractère dont le législateur a voulu rendre la tolérance facile entre voisins, en raison de leur inefficacité, et ne suffisaient pas pour mettre les possesseurs en demeure d'invoquer leurs droits, et que leur action n'a véritablement pris naissance qu'à partir du jour où les prétentions du sieur Dauge ont été constatées par des travaux donnant à des faits jusqu'alors tolérables le caractère d'un véritable trouble. »

725. Un propriétaire a élevé la digue de son étang ou le barrage d'un déversoir: le délai court-il du jour où les travaux ont été faits ou du jour où l'inondation aura eu lieu? — Ce dernier système nous paraît préférable: un changement apporté à un barrage peut froyer des fonds situés à une grande distance. Comment forcer des propriétaires à calculer à l'avance si leurs héritages sont ou non menacés d'inondation; le trouble n'est public que du jour où le préjudice est causé.

¹ Rejet, req. 3 août 1852, *Journal des Justices de Paix*, Art. 493; Bourbeau, n. 356.

L'art. 6, loi de 1838, n'est pas contraire ; il statue pour le cas où un tiers commet une entreprise sur un cours d'eau, par exemple en détruisant une écluse, en faisant une prise d'eau : le trouble est *actuel* ; le délai court ¹.

726. Peut donner lieu à la plainte le dommage éprouvé depuis moins d'une année, par suite des travaux *mobiles* d'un barrage, encore bien que les travaux *permanents* dont se compose ce barrage fussent établis depuis plus d'un an, s'il est constant que le préjudice éprouvé a été le résultat immédiat de la partie *mobile* des travaux ².

727. Le trouble, au lieu de consister dans des actes successifs, se manifeste par un travail exigeant une certaine durée, comme la construction d'un mur ou le creusement d'un fossé. — Le délai courra-t-il du jour où le travail a été commencé, ou du jour où il est accompli ?

Si les travaux ont été commencés sur le fonds litigieux, ils constituent un trouble suffisant pour donner lieu à l'action en plainte ; le délai d'une année pour le former court du jour où l'entreprise se manifeste par des actes extérieurs.

728. Si, au contraire, les travaux sont faits par le constructeur sur son propre fonds, de telle sorte que le trouble consiste, non dans une atteinte directe au fonds d'autrui, mais dans l'obstacle qu'ils peuvent apporter à l'exercice du droit d'autrui ou dans une servitude qu'ils lui imposeraient, le délai pour agir compte, — soit du jour où l'état d'avancement des travaux opposera au possesseur un obstacle à la jouissance de son droit, — soit du jour où les ouvrages seront devenus une indication de la servitude qui pourrait en résulter pour l'héritage voisin ; — soit enfin du jour où il en résultera un dommage.

¹ Bélimé, n. 358.

² Rejet, req. 9 janv. 1833, D. 33, 405.

729. Spécialement le trouble résultant de l'obstacle apporté par la construction d'un mur à l'accès d'un terrain sur lequel se trouve un lavoir public, dont les habitants de la commune ont la jouissance, n'existe et ne sert de point de départ à la prescription de l'action en complainte que du jour où l'état d'avancement du mur a mis les habitants dans l'impossibilité de continuer à jouir de ce lavoir ¹.

730. Un tiers cultive un fonds et enlève plus tard la récolte. Le délai court-il du jour des actes de culture ou du jour de l'enlèvement de la récolte? — Du jour de la culture ², — à moins que les actes de culture n'aient été insignifiants ou clandestins; — ainsi un pré exige peu de soins pour amener à bien la récolte. Il ne faut pas confondre le nouvel ouvrage avec ce qui est seulement la continuation du premier, élever à sa hauteur un mur dont les fondations sont jetées, c'est l'achever; le prolonger dans sa longueur, bien que sur la même ligne, ce serait un nouveau trouble ³.

L'appréciation des circonstances déterminera le juge.

731. Le délai court contre le possesseur, alors même qu'il a ignoré le fait de trouble, — pourvu que ce fait soit public et non clandestin.

Ce caractère de publicité indique une prétention à la possession : la publicité de l'acte laisse l'ignorance sans excuse. Si un acte a été clandestin, ce n'est pas seulement parce que le possesseur l'a ignoré que le délai n'a pas couru contre lui, c'est parce que l'acte clandestin n'est pas un trouble ⁴.
— V. *suprà*, n. 126.

¹ Rejet, req. 4 mai 1852, *Journal des Justices de Paix*, Art. 405; Bourbeau, n. 356.

² Bérime, n. 360. — *Contrà*, Dumoulin, *Comm. Art.* 94.

³ Bérime, n. 357.

⁴ Bourbeau n. 356, p. 640.

732. Le creusement d'une fosse d'aisance sous la maison voisine, ne fait courir le délai pour l'exercice possessoire contre le possesseur troublé, que du jour où il a connaissance de cet acte. Dans ce cas, le trouble n'a pas été instantané, il se continue au contraire à chaque instant par le seul fait de l'existence des travaux ¹.

733. Le délai peut courir, avant le jour où le trouble a été connu; peu importe qu'il s'agisse d'un trouble de droit résultant d'un acte signifié au fermier, et que celui-ci a négligé de dénoncer en temps utile au propriétaire. Le doute naît de ce que le droit d'exercer l'action en complainte appartient au propriétaire seul, et non au fermier. Mais il est juste que l'on puisse perdre la possession, comme on peut l'acquérir, par le fait de ses préposés. Cela résulte d'ailleurs des art. 614 et 1768 C. N., d'après lesquels les usufruitiers et les fermiers sont tenus, sous les peines de droit et dans le délai réglé pour les assignations, d'avertir le propriétaire des atteintes portées à son droit. Il n'est pas nécessaire que le trouble ait été connu de la partie intéressée, sinon la complainte pourrait être formée après un grand nombre d'années, ce qui serait contraire au but que le législateur s'est proposé ².

Le bailleur aura un recours contre son fermier qui a négligé de l'avertir ³.

734. Le délai de l'action du riverain qui se prétend troublé par la déclaration de vicinalité d'un chemin court, non du jour de l'arrêt de classement ou de la prise de possession de la commune⁴, mais du jour de la décision préfector-

¹ Dalloz, n. 579.

² Rejet, civ. 42 oct. 1844; Dev.; Merlin, *Quest.*, v^o *Complainte*, § 3. Souquet, *Introduction*, n. 1064; Rodière, 4, p. 89, note 4.

³ Code, art. 1768.

⁴ — V. toutefois rejet, req. 27 nov. 1843; Dev. 43, 46.

rale portant refus d'accorder l'indemnité réclamée. Ce refus constitue seul le trouble ¹.

735. Le temps de la possession, comme celui de la prescription se compte par jours, et non par heures ou par moments ². C'est un espace de temps trop court et qui ne saurait être uniformément déterminé ³.

736. Le jour où le trouble a eu lieu, *dies a quo*, n'est pas compris dans le délai, quand même on pourrait constater l'heure où le trouble a commencé. Le premier jour du terme ne compte pas; il n'est pas-complet; il faut que le dernier jour du terme soit accompli pour que la durée légale soit entière.

Ainsi le trouble a eu lieu le 31 janvier 1863, l'action a pu encore être introduite le 31 janvier 1864.

737. Le dernier jour du délai, le *dies ad quem*, compte dans le délai ⁴.

738. Peu importe que le dernier jour soit férié.

On le décidait ainsi avant la loi du 3 mai 1862 ⁵.

Il doit en être de même depuis : — Le doute vient de la disposition finale de l'art. 1033 C. pr. nouveau, ainsi conçue : « Si le dernier jour de délai est un jour férié, le délai sera prorogé au lendemain. » — Mais la place qu'occupe cet article, les termes par lesquels il commence, indiquent assez que cette disposition n'est point applicable aux prescriptions; d'ailleurs il s'agit ici d'un délai qui n'a subi aucune réduction; or, on lit dans l'exposé des motifs que la disposition finale du nouvel art. 1033, est une légitime conséquence de l'abréviation des délais.

¹ — V. *Journal de Procédure*, Art. 4766. et *supra*, n. 346.

² Argument Code, art. 2260; Troplong, n. 840. Bigot (Fenet, tome 45, p. 587). — V. *sup.* n. 492.

³ Souquet, *Introduction*, n. 4060.

⁴ Garnier, p. 87; Bélimé, n. 354.

⁵ Mêmes auteurs; Troplong, n. 846.

Ainsi le trouble ayant eu lieu le 1^{er} janvier 1863, l'action intentée le 2 février 1864 a été tardive.

739. La citation au possessoire donnée le dernier jour du délai, après l'heure indiquée dans l'art. 1037 C. pr., — ou bien un jour férié sans permission du juge, est valable. — Mais l'huissier instrumentaire est passible des peines portées par cet article.

740. La demande formée après l'année du trouble, en reprise d'une instance possessoire intentée dans le délai utile par une personne sans qualité, est tardive.

741. L'action correctionnelle intentée à raison du fait qui a causé le trouble interrompt-elle la prescription de l'action possessoire? — La négative a été jugée¹ par application de la doctrine enseignée par Cujas, que si l'on a deux actions pour l'exercice d'un droit il faut les intenter toutes deux, si l'on ne veut pas s'exposer à en perdre une par la prescription.

Mais l'affirmative nous paraît préférable : en effet, toute déchéance suppose une négligence de la part de celui qui l'a encourue ; or, d'un côté la citation devant un juge incompétent interrompt la prescription, et d'un autre côté le choix de la voie civile ou criminelle que la loi accorde au plaignant serait un véritable piège. Pourquoi le Code exige-t-il que la plainte soit formée dans l'année du trouble : c'est qu'à l'expiration de ce délai le perturbateur non inquiété est censé avoir la possession annale, mais le défendeur poursuivi au correctionnel ne peut être considéré comme un paisible possesseur².

¹ Casse, 20 janv. 1824, Dev.; Merlin, *Rép. v^o Prescriptions*, sect. 4, § 7, art. 2, qu. 45. Carré, n. 407 *ter*; Troplong, 2, n. 674.

² Curasson, 2, n. 567; Devilleneuve, 7, 4, page 377, note 2.

Par la même raison nous pensons que le délai est suspendu par une citation donnée devant un juge incompétent ¹.

742. Le délai d'un an court contre l'État, les établissements publics et les communes :—ils sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers ². — Du moins en ce qui concerne les biens produisant des revenus, tels que les héritages patrimoniaux. — S'agit-il, au contraire, d'un bien ayant une destination publique actuelle, il ne sera susceptible ni de possession, ni de prescription. — Cette explication suffit pour faire cesser la contradiction apparente existante entre les dispositions des art. 2226 et 2227.

743. Le délai d'un an court-il contre les mineurs? — Pour la négative on dit : L'art. 2252 porte : « La prescription ne court pas contre les mineurs sauf ce qui est dit à l'art. 2278 et à l'exception des autres cas déterminés par la loi. » Or, l'art 2278 ne concerne pas les immeubles et aucune loi ne décide que l'action possessoire se prescrit par un an contre les mineurs. Les immeubles sont en général plus importants que les meubles ; la perte de la possession peut amener à la perte de la propriété. — Pour l'affirmative on répond avec raison : — L'art. 2252, C. N. ne s'applique qu'au fond des droits que le Code a consacrés, et non aux délais et déchéances de la procédure. Il en était ainsi dans l'ancien droit ³. — Autrement le vœu de la loi, qui a voulu rendre l'exercice de l'action possessoire rapide et peu dispendieux serait éludé ⁴.

¹ Argument Code, art. 2246. — *Contra*, Bérime, n. 63. — Cet auteur a considéré le délai d'un an, non comme une prescription, mais comme une espèce de déchéance. Au reste, le plus prudent est de suivre l'opinion de M. Bérime.

² Argument Code, art. 2227.

³ Jousse, ordonn. 1667, art 48.

⁴ Guichard, p. 36 ; Garnier, p. 403 ; Carou, n. 704 ; Bérime, n. 355 ; Troplong, *Prescriptions*, n. 4038 ; Bourbeau, n. 357. — *Contra*, Pigeau.

744. Même décision à l'égard des interdits, des femmes mariées et de tous les incapables, en un mot à l'égard de tous ceux qui sont représentés par des curateurs ou des administrateurs légaux, et de l'absent lui-même ¹.

745. L'incapable qui a encouru la déchéance de son action possessoire, par la négligence de celui qui avait l'exercice de ses actions, aura un recours contre ce dernier ².

746. Après l'année, peut-on intenter une action en dommages-intérêts en vertu de l'art. 1382 ? — Non : il ne reste plus que l'action pétitoire ; l'art 1382 du Code, suppose la violation d'un droit sans prétention de la part de l'auteur du trouble. Si, au contraire, le trouble porte sur un droit de possession, auquel prétend d'ailleurs l'auteur du trouble, l'action est possessoire et sa durée est nécessairement limitée à un an. — Toutefois si celui qui a essuyé la voie de fait est demeuré en possession, il a trois années pour dénoncer le fait aux tribunaux correctionnels ³ et poursuivre des dommages-intérêts.

747. Lorsque le défendeur à l'action possessoire n'invoque pas le moyen tiré de l'expiration du délai, le juge de paix peut-il, doit-il se déclarer, d'office, incompétent ? — Pour la négative on invoque les dispositions de l'art. 2223 du Code. — Mais on répond avec raison pour l'affirmative : La prescription à l'effet de se libérer touche à la bonne foi du débiteur ; on conçoit que celui-ci ne veuille pas l'opposer et que le juge ne puisse l'appliquer contre son gré ; mais il s'agit ici d'une déchéance plutôt que d'une véritable prescription. On l'a ainsi *implicitement* jugé ⁴, dans une

¹ Mêmes autorités.

² Argument Code, art. 2278.

³ Argument Code d'instr. crim., art. 638.

⁴ Douai, 30 juillet 1856, *Journal des Justices de Paix*, Art. 934.

espèce où l'action avait été portée devant le tribunal civil qui, d'office, s'était déclaré incompétent. — Arrêt infirmatif motivé sur ce que les faits servant de base à la demande remontant à plus d'un an, l'action était essentiellement pétitoire. — V. d'ailleurs *supra*, n° 741.

CHAPITRE VI.

COMPÉTENCE.

SOMMAIRE :

- 748. Le juge de paix connaît des actions possessoires ;
- 749. Mais en premier ressort seulement.
- 750. Motifs de cette attribution.
- 751. Elle est exclusive de la juridiction des autres tribunaux.
- 752. Toutefois une action possessoire peut être l'objet d'un compromis.
- 753. La compétence du juge de paix est ici d'ordre public.
- 754. Elle est matérielle ou territoriale.
- 755. Division.

748. Les juges de paix connaissent de toutes les actions possessoires ¹.

749. Mais ils n'en connaissent qu'en premier ressort ; — l'appel est porté devant le tribunal civil de première instance.

750. Plusieurs motifs ont déterminé le législateur à confier à ces magistrats la solution de ces questions si délicates ; ils sont plus près des justiciables et des lieux contentieux. Ils connaissent mieux les usages et les habitudes des populations agricoles au milieu desquelles ils vivent ; devant eux, les enquêtes sont plus faciles, la procédure est plus rapide, plus économique.

751. En cette matière, le juge de paix a la plénitude de la juridiction ; — il en connaît, à l'exclusion des autres juridictions, civile, administrative et répressive.

752. Toutefois une action possessoire peut faire l'objet

¹ Loi du 24 août 1790, tit. 3, art. 10 et surtout Loi du 25 mai 1835, art. 6 ; *Journal de Procédure*, Art. 4166.

d'un compromis et être soumise à des arbitres, du consentement de toutes les parties capables. — V. *infra*, chapitre 12.

753. Au surplus, cette compétence des juges de paix est en quelque sorte d'ordre public; tout autre juge saisi, doit se déclarer d'office incompétent. L'incompétence peut être proposée en tout état de cause. — « Attendu que les juridictions sont d'ordre public et que c'est la loi elle-même qui la détermine dans l'intérêt général : — Attendu que les juges de paix ont la plénitude de la juridiction dans les matières qui leur sont spécialement attribuées, et qu'il ne peut pas dépendre de la volonté ou du consentement des parties de transférer à une juridiction d'un autre ordre la portion de pouvoir judiciaire que la loi a conférée aux juges de paix, soit en dernier ressort, soit à charge d'appel ¹. »

A l'inverse, le juge de paix ne connaît pas des questions du fond; — spécialement d'une demande par laquelle on conteste, au fond, le droit de prise d'eau sur un canal concédé à un riverain; l'incompétence peut être invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation ².

754. La compétence des juges de paix doit être examinée sous le double rapport de la matière et du territoire.

755. C'est ce que nous étudierons successivement sous les deux sections suivantes :

SECTION I. — De la compétence à raison de la matière.

SOMMAIRE :

756. Le juge de paix connaît des actions possessoires : — 1° *A l'exclusion du tribunal civil.*

¹ Motifs Casse, 16 mars 1844; *Journal de Procédure*, Art. 2060.

² Casse, 24 juin 1863; *Journal des Justices de Paix*, Art. 2246.

757. Mais il surseoit, s'il y a lieu d'interpréter judiciairement un jugement de ce tribunal.
758. Les difficultés d'exécution de sa sentence n'appartiennent pas au juge de paix.
759. 2° Il statue, à l'exclusion du tribunal de commerce ;
760. 3° A l'exclusion de la juridiction administrative,
- 761-764. Même entre les communes et l'État.
- 765-768. Même lorsqu'on invoque un acte administratif.
769. Mais il ne peut ordonner la suppression de mesures prescrites dans l'intérêt de la circulation ou de la salubrité.
770. Il surseoit, s'il y a lieu à interprétation d'un acte administratif ;
771. Ou à l'examen d'une question préjudicielle.
- 772-774. Le juge de paix est incompétent si le trouble est l'exécution d'un ordre administratif ;
- 775-776. Mainteneur provisoire par l'autorité administrative.
777. Règlement des dommages intérêts et des dépens.
- 778-779. Cas d'expropriation.
780. Si la légalité d'un impôt est contestée, le juge de paix est incompétent.
781. Il statue à l'exclusion des tribunaux de répression.
782. Spécialement du tribunal de police.
783. Du tribunal correctionnel.
- 784-787. Renvoi par le trib. de répression au juge civil, en cas de question préjudicielle.
788. Ce magistrat doit surseoir si le juge de répression est saisi de l'action criminelle.
789. *Quid* si pendant une instance au pétitoire, la complainte survient ?
790. Le tribunal civil n'en connaît pas.
794. *Quid* si la répression du nouveau trouble est la conséquence d'une sentence rendue au possesseur.

756. Nous avons dit que les juges de paix ont la plénitude de la juridiction en matière d'actions possessoires. — Entrons dans le développement de cette proposition.

Le juge de paix, est ici compétent en premier ressort seulement, à l'exclusion du tribunal civil de première instance.

757. Mais lorsque ce magistrat reconnaît la nécessité d'interpréter un jugement rendu au pétitoire par un tribunal civil de première instance, il doit se borner à surseoir jusqu'après l'interprétation donnée par qui de droit ; il ne peut se déclarer incompétent. — Conséquemment, c'est à tort que le tribunal d'appel annule la sentence du juge de paix, pour avoir retenu la connaissance de la cause et statué au fond, et qu'il se dessaisit lui-même en laissant la partie maîtresse de reporter l'affaire devant qui de droit ; il devait se borner à surseoir jusqu'à ce qu'il eût été statué par les juges compétents, sur l'interprétation du jugement invoqué¹.

758. Mais s'il s'élève des difficultés sur l'exécution de la sentence du juge de paix, ce magistrat ne peut en connaître : la proposition du Tribunal qui exprimait cette interdiction a été considérée comme superflue² ; la connaissance de ces difficultés appartient au tribunal civil appelé à statuer sur l'appel du fond³.

759. Le juge de paix statue à l'exclusion du tribunal de Commerce ; peu importe que le litige existe entre des commerçants ou des sociétés commerciales⁴.

760. Le juge de paix statue à l'exclusion des tribunaux administratifs.

761. Ce magistrat connaît des actions formées : — 4° Entre les propriétaires indivis d'un terrain communal : la loi du 9 vent. an iv, qui soumettait ces actions à des arbitres forcés, est abrogée⁵.

762. Peu importe que l'action soit formée contre la

¹ Casse, 9 avril 1851 ; D. 51, 92.

² Argument, art. 442. Henrion, *Compétence des juges de paix*, ch. 5.

³ Rejet, civ. 41 août 1856, *Journal des Justices de Paix*, Art. 944.

⁴ Bélimé, n. 293.

⁵ Casse, 40 novembre 1842.

commune, surtout si le demandeur nie que le terrain soit communal¹.

763. Même à l'occasion des terrains adjacents à la voie publique, que la commune a été autorisée à vendre comme étant sa propriété. Ceux qui prétendent avoir la possession de ces terrains peuvent demander leur maintien en possession contre les acquéreurs².

764. Le juge de paix connaît des actions possessoires relatives aux terrains prétendus domaniaux, sauf à réserver toute question de propriété ou délimitation³. — On ne doit recourir à l'autorité administrative que lorsqu'il s'élève des difficultés sur le fond du droit. — Les particuliers qui prétendent que leurs propriétés sont entamées par cette délimitation, ont la faculté de recourir aux tribunaux ordinaires, mais dans le but seulement de faire constater leur droit de propriété ou leur possession sur les terrains dont ils se trouveraient dépouillés par les décisions de l'autorité administrative, et par suite de se faire adjuger une indemnité⁴.

765. Ce magistrat est compétent, bien que l'auteur du trouble s'étaye d'un titre de propriété émané récemment de l'autorité administrative⁵. — « Considérant que l'autorité administrative n'est compétente pour connaître des difficultés qui s'élèvent entre des acquéreurs de biens nationaux que lorsque ces difficultés sont relatives au fond. — Attendu que ces principes ont été solennellement confirmés par un décret du 24 mars 1806 ; — Que dans l'espèce, le juge de

¹ Rejet, req. 49 janv. 1831, Sirey, 31, 66.

² Rejet, civ. Casse 41 mai 1831 ; D. 31, 492 ; 6 avr. 1859 ; *Journal des Justices de Paix*, Art. 4352.

³ Conseil d'État, 26 juin 1852 ; D. 52, 3, 45.

⁴ Rennes, 24 mai 1854, Dev. 52, 407.

⁵ Casse, 28 août 1810, Dev. — V. Cons. d'État. 18 fév. 1825, 26 juill. 1826.

paix a seulement à prononcer sur une demande possessoire et que, dès-lors, il n'excédera pas ses pouvoirs ; Attendu qu'il ne jugera ni du mérite du fond, ni des titres de propriété. »

Le décret précité est ainsi conçu :

« Vu les pièces relatives à une contestation élevée entre le sieur Mauduit-Larive et le sieur Patrix, tous deux acquéreurs de biens nationaux, à Mont-Lignon, au sujet du cours d'eau de la source dite des Brosses, située dans les bois du sieur Larive, réclamée par le sieur Patrix, comme servant à alimenter et à faire tourner son moulin de Mont-Lignon ; la demande au possessoire formée par le sieur Patrix devant le juge de paix d'Émile-Montmorency ; la demande en revendication faite par le sieur Larive au sous-préfet de Pontoise et au préfet de Seine-et-Oise ; le jugement du 26 floréal an xiii, par lequel le juge de paix d'Émile, sur la réclamation du préfet, surseoit à faire droit jusqu'à ce qu'il ait statué sur la compétence ; l'arrêté du conseiller d'État, préfet de Seine-et-Oise, du 27 fructidor, an xiii, qui élève le conflit sur le motif que les sieurs Mauduit-Larive et Patrix, étant acquéreurs de biens nationaux, les contestations qui s'élèvent au sujet de leurs acquisitions doivent être jugées par l'autorité administrative, considérant que l'autorité administrative n'est compétente, pour connaître des difficultés qui s'élèvent entre les acquéreurs de biens nationaux, que lorsque ces difficultés sont relatives *au fond* ; que dans l'espèce, le juge de paix d'Émile, a seulement à prononcer sur une demande possessoire et que dès lors il n'excédera pas ses pouvoirs ; — Attendu qu'il ne préjugera ni du mérite du fond, ni des titres de propriété ; notre conseil d'État entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit : Art. 1^{er}. L'arrêté du 27 fructidor, an xiii, par lequel le conseiller d'État, préfet de Seine-et-Oise, élève le conflit au sujet de la contestation pendante devant le juge de paix d'Émile, entre les notaires Mauduit-Larive et Patrix, relativement au cours d'eau de la source dite des Brosses, est annulé.

766. Ainsi peu importe que le litige s'élève entre des propriétaires riverains, à l'occasion d'un cours d'eau dont la source jaillit d'un terrain communal et dont la commune a concédé l'usage à l'une des parties litigantes par une délibération approuvée du préfet¹. — Le défendeur opposait

¹ Cassé, 45 prair. an xii ; Merlin, *Rép.*, v^o *Complainte*, 2, 670.

vainement la concession que la commune lui avait faite, pour établir que l'autorité administrative avait déjà prononcé. La concession n'avait pu transférer au défendeur plus de droits que n'en avait la commune elle-même. La contestation qui aurait pu s'élever avant la concession sur le possessoire, entre la commune et le demandeur, aurait été de la compétence exclusive du juge de paix; conséquemment le juge de paix était également compétent après la concession.

767. Le juge de paix connaît de l'action intentée par un usinier contre une commune, pour obtenir sa maintenue en possession du droit de faire passer les eaux de fuite de l'usine sous un pont établi sur un chemin vicinal, et qui a été démoli par la commune dans l'intérêt de la viabilité de ce chemin : « Attendu que la compétence du juge de paix résultait de la nature même de l'action en complainte, et que cette compétence est indépendante de l'autorisation donnée ou refusée par l'administration pour l'établissement du travail qui donne lieu à la complainte ¹. »

768. Ainsi l'acte qui autorise l'établissement d'une usine et d'un barrage, *sauf les droits des tiers*, n'enlève pas à l'autorité judiciaire la connaissance des difficultés relatives à l'établissement de ces travaux; cet acte règle exclusivement une question de police et de surveillance de l'administration supérieure, et non une question de propriété ².

769. Mais ce magistrat, en statuant sur des conclusions tendant au rétablissement des lieux dans leur état antérieur, ne pourrait ordonner la suppression des travaux faits par l'autorité dans le but de maintenir la viabilité d'un chemin vicinal ³.

¹ Motifs d'un arrêt de rejet, req. 45 août 1832, Dev. 32, 733.

² Rejet, civ. 4^{re} août 1855, *Journal des Justices de Paix*, Art. 935.

³ Conseil d'État, 2 décembre 1853. — V. *supra*, n. 297, 298.

770. Lorsque, sur l'action possessoire, il s'élève une question relative à l'interprétation d'un acte administratif, le juge de paix ne doit pas se déclarer incompétent d'une manière absolue, mais bien surseoir et renvoyer la question préjudicielle à l'autorité administrative ¹.

Le conflit élevé par un préfet (avant l'ordonnance du 1^{er} janvier 1828) sur une action possessoire pendante devant un juge de paix et le jugement de ce magistrat qui, par suite, renvoyait devant l'administration, dépens réservés, n'ont pu dessaisir entièrement le juge de paix; ils n'ont fait que suspendre la procédure; de telle sorte que l'administration n'ayant pas statué elle-même sur la contestation et ayant renvoyé plus tard la décision aux tribunaux, pour faire statuer sur le bornage et la largeur du chemin, il a pu être donné suite, par une simple demande en reprise d'instance, à l'action possessoire portée primitivement devant le juge de paix ².

D'après l'ordonnance du 1^{er} juin 1828, interprétée par la jurisprudence du conseil d'État, le conflit ne peut plus être élevé devant le juge de paix où il n'existe pas d'officier du ministère public, mais seulement devant le tribunal civil, sur l'appel de la décision du juge de paix ³.

771. Lorsque dans une instance introduite par un particulier à l'effet de se faire maintenir en possession, comme en étant propriétaire, d'un terrain situé sur le bord d'un canal de navigation, — l'État soutient que ce terrain est une dépendance du canal, et fait, comme tel, partie du domaine public, la question de délimitation du canal se trouvant

¹ Casse, 3 novembre 1824, Dev. — 11 mai et 31 juillet 1834, D. 32, 398; Curasson, 2, 388, n. 5.

² Casse, 11 juin 1827, Dev.

³ Ordonn. 8 avril 1829; 5 septembre 1836, *Journal de Procédure*, Art. 971.

alors préjudicielle, doit être renvoyée devant l'autorité administrative ¹.

Lorsqu'un particulier demande à être remis en possession d'une portion de terrain joignant une route et conclut contre l'administration au paiement d'une indemnité, si l'administration répond que le terrain occupé est une dépendance de la route et fait partie du domaine public, cette question préjudicielle est de la compétence de l'autorité administrative ².

Mais il en est autrement, et la question reste purement judiciaire, lorsque le particulier se borne à demander d'être reconnu propriétaire (ou possesseur) du terrain litigieux, — sans en réclamer la prise de possession, et dans le seul but d'arriver à réclamer une indemnité, à raison de l'expropriation qu'il aurait soufferte³. — V. *supi.*, n. 764.

772. S'il s'agit simplement d'appliquer un acte administratif dont le sens est parfaitement clair, — par exemple, si le juge du possessoire est saisi d'une action en complainte relative à un terrain que des arrêtés préfectoraux non attaqués déclarent être une dépendance du domaine public, il doit prononcer son incompétence, et non pas seulement surseoir, surtout lorsque le demandeur n'a pas conclu au sursis ⁴.

773. Si le trouble dont on se plaint n'est que l'exécution d'un ordre administratif intimé au défendeur, le juge de paix est incompétent⁵. Le demandeur doit se pourvoir devant l'autorité administrative.

¹ Trib. des conflits, 20 mai 1850, Dev. 50, partie 2, p. 552;

² Conseil d'État, 13 janvier 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 366.

³ Casse, 26 février 1833, D. 33, 444; tribunal des conflits, 20 mai 1850, Dev. 1850, partie 2, p. 552.

⁴ Rejet civ., 9 avril 1856, *Journal des Justices de Paix*, Art. 894.

⁵ Cons. d'État. 22 nov. 1826; rejet, req. 7 juin 1836 *Journal de Procédure*, Art. 648.

774. Si, au lieu de prendre la voie de l'action possessoire, et de demander la suppression des travaux autorisés sur la rivière qui causaient le trouble, les riverains se fussent bornés à demander contre la commune, une indemnité à raison du préjudice qui résultait pour eux, des travaux opérés sur la voie publique, l'acte administratif n'aurait été ni attaqué ni mis en question, et il ne se serait agi que de prononcer sur ses effets, relativement à la propriété et aux droits des tiers¹.

775. Mais quel serait le tribunal compétent, pour connaître de l'indemnité? — Suivant le conseil d'État, c'est l'autorité administrative². — Suivant la Cour de cassation, c'est l'autorité judiciaire³.

776. L'autorité administrative (les maires et les préfets) peut maintenir les communes *provisoirement* en possession des chemins qui leur sont contestés par des particuliers, jusqu'à ce que la question de propriété soit jugée.

Un maire a pu ordonner l'enlèvement d'une barrière placée par un particulier, par le motif que cette barrière qui n'existait pas auparavant, avait été indûment placée; qu'elle n'était qu'une usurpation dont le résultat était d'interrompre la circulation des habitants dans cette partie de la voie publique.

777. Lorsque le trouble et la plainte sont antérieurs à l'arrêté du maire, le juge de paix continue d'être compétent, nonobstant la survenance de cet arrêté. — Si l'acte administratif fait obstacle à ce que le juge de paix ordonne la démolition des ouvrages autorisés par le maire, dans

¹ Rejet, civ., 23 nov. 1836; req., 6 août 1840, *Journal de Procédure*, Art. 649 et 1789.

² Ordonn. 24 févr. 1842. Dev. 42, 2, 276.

³ Rejet, civ., 23 avril 1838, Dev. 38, 453.

l'exercice de ses fonctions administratives, ce même arrêté n'empêche pas que le juge de paix ne statue sur les dommages-intérêts, et sur les dépens que le complainant a le droit de réclamer¹.

L'acte administratif qui déclare un chemin vicinal, ne fait pas non plus obstacle à ce qu'il soit statué au possessoire à raison du trouble prétendu par un riverain : il a intérêt à ce que sa possession et sa propriété soient reconnues, afin de réclamer l'indemnité à laquelle il a droit².

778. En cas d'expropriation pour élargissement d'un chemin vicinal, celui dont le terrain a été incorporé à la voie publique peut également demander au possessoire, qu'il lui soit donné acte de ce que, à la date de l'arrêté, il était depuis plus d'un an en possession du terrain incorporé³.

779. L'autorité judiciaire a été déclarée compétente lors d'une complainte formée par des particuliers, et fondée sur des voies de fait émanées de l'autorité municipale qui les avaient troublés dans leur possession immémoriale et annale d'une eau courante servant à l'irrigation de leurs héritages ; les demandeurs n'ayant ni soutenu ni eu besoin de soutenir que les arrêts municipaux, en vertu desquels le maire avait réglé l'usage des eaux, fussent illégaux ; ils n'avaient pas à se pourvoir devant l'autorité administrative pour les faire réformer ; les arrêtés étaient réguliers en ce qui concernait les eaux appartenant au domaine communal ; mais les complainants avaient seulement fait juger que ces arrêtés ne pouvaient servir de prétexte et d'excuse à l'autorité municipale pour porter atteinte à des droits de possession

¹ Casse, 22 mars 1837, *Journal de Procédure*, Art. 900.

² Casse, 26 février 1833, D. 33, 144.

³ Rejet, civ. 13 janvier 1817, *Journal de Procédure*, Art. 4766.

privée, acquis légalement, sur des eaux susceptibles d'appropriation¹.

780. La plainte n'est recevable qu'autant qu'elle tend à repousser des faits ayant le caractère de trouble apporté à la possession *animo domini* du plaignant, par des prétendants à cette même possession, et non lorsqu'elle tend à repousser une taxe ou contribution imposée par l'État, par exemple, des droits de navigation. Lorsque la légalité de l'impôt est en question, le juge de paix doit se déclarer incompétent².

781. Le juge de paix statue à l'exclusion des tribunaux de répression.

Le juge de paix lui-même, présidant le tribunal de police, ne peut connaître d'une question préjudicielle de possession agitée incidemment à la poursuite d'une contravention de simple police, et ensuite, comme juge de police, prononcer des condamnations contre ce prévenu³. — Il doit, lorsque l'exception de possession est soulevée, surseoir au jugement de la contravention, jusqu'à la décision de la contestation par le tribunal de paix.

782. A l'inverse, — le juge de paix, qui s'est transporté sur les lieux contentieux, pour la décision d'une action possessoire, ne peut pas non plus s'y déclarer tribunal de police, et sans autre instruction, y prononcer une peine contre l'une des parties, pour une contravention dont la preuve résulte du procès⁴.

783. Si l'usurpation de possession constitue un délit; par exemple s'il s'agit d'une destruction de récoltes, d'un bris de clôture, d'un déplacement de limites, ou d'une

¹ Rejet, req. 4 nov. 1846, D. 48, 54.

² Rejet, req. 30 mars 1844, D. 44, 181.

³ Casse, 2 thermidor an 2, Dev.

⁴ Casse, 9 thermidor an 9, Dev.

autre atteinte à la propriété, punie par le Code pénal¹; la partie lésée peut se pourvoir en dommages-intérêts devant le tribunal correctionnel; mais après le jugement, si le condamné veut rester en possession, le demandeur n'obtient sa réintégration que devant le juge de paix².

784. Lorsque le jugement d'un délit ou d'une contravention soulève une question préjudicielle de propriété ou de *possession* qui est de nature à l'effacer, les tribunaux de répression ne peuvent ni prononcer sur la prévention, ni se dessaisir de sa connaissance: ils doivent se borner à renvoyer devant les juges compétents pour faire statuer sur l'exception³.

Spécialement le tribunal correctionnel, saisi d'une plainte en destruction de clôture d'un terrain, est essentiellement incompétent pour apprécier l'existence et le caractère de la possession de ce terrain alléguée par les parties. Il doit surseoir à prononcer sur la prévention jusqu'à ce qu'il ait été statué au civil sur la question de possession⁴.

785. Mais il n'y a pas lieu de surseoir si le plaignant a la possession annale du terrain sur lequel le délit a été commis: la possession annale est aux yeux de la loi, une présomption juridique de propriété; la loi veut que cette possession soit respectée jusqu'à ce que la présomption légale ait été détruite par un jugement rendu au pétitoire. Ainsi le prévenu d'un délit commis au préjudice du possesseur n'est pas recevable à exciper d'un droit de propriété sur le terrain qui a été l'objet de ce délit, et à demander qu'il soit sursis au jugement de la prévention.

786. « Il n'y a de questions préjudicielles que celles

¹ Art. 444 et suiv.

² Garnier, *Actions possessoires*, page 346.

³ Casse cr. 9 mai 1828, Dev.

⁴ Argument Code forest. art. 182. Rejet, crim 11 août 1837, Dev. 40, 967.

dont la décision, si elle est favorable au prévenu, peut faire disparaître le délit ; — en admettant qu'il intervienne, dans la suite, une décision définitive qui déclare que le plaignant a en effet compris dans sa clôture, une partie du chemin vicinal, il n'en résulterait pas que les faits reprochés aux demandeurs, et qui consistent à avoir, dans leur intérêt privé, détruit cette clôture, arraché des haies, comblé des fossés et abattu des arbres, cesseraient d'être des délits ; — l'arrêt attaqué déclare que, lors des voies de fait, le plaignant avait la possession incontestée du terrain sur lequel elles ont été commises ; — une pareille possession doit être protégée comme la propriété même ; — les voies ouvertes au propriétaire pour obtenir la réparation des voies de fait commises sur la chose le sont également au possesseur *animus domini* ; la sûreté des propriétés et la conservation de la paix publique exigent le maintien de ces principes ¹. »

787. Sous l'ordonnance de 1667, la réintégration pouvait, au choix du demandeur, être intentée soit au civil, soit au criminel ; mais aujourd'hui elle ne peut plus être portée en qualité d'action possessoire que devant le juge de paix de la situation de l'immeuble ².

L'action possessoire ne perdrait pas son caractère d'action civile par cela seul que la citation devant le juge porterait ces mots : *Sauf les conclusions du ministère public à raison de l'amende prévue par la loi pénale* ³.

788. Ce magistrat ne saurait donc refuser de juger, sous prétexte que le fait dont se plaint le demandeur cons-

¹ Rejet, crim. 5 juillet 1823, Dev. — V. dans le même sens, Bourguignon, sur l'art. 3 Code d'inst. crim. n. 2 ; Mangin, n. 210. Le Selleyer, *Traité du droit criminel*, n. 4467.

² Argument avis du cons. d'État, 4 et 8 février 1812 ; Sirey 12, 2, 443 ; Favard, v^o *Complainte*, section 2, n. 5.

³ Rejet, civ. 24 avril 1834, D. 34, 214.

titue un délit : la partie lésée est libre de choisir la voie qu'elle préfère.

Seulement, si le tribunal criminel est saisi, l'instance devant le juge de paix doit demeurer suspendue jusqu'à ce qu'il ait prononcé ¹.

Réciproquement, on ne peut, pendant l'instance au possessoire, intenter une action correctionnelle ².

789. *Quid* si les difficultés s'élèvent pendant une instance au pétitoire ?

En faveur de la compétence du tribunal civil on dit : Le trouble, pendant le procès au pétitoire, est une atteinte à l'autorité saisie de la contestation ; lui seul doit donc connaître de l'action pour trouble. D'ailleurs il est contraire aux règles de l'ordre judiciaire de soumettre à deux tribunaux deux procès pour le même objet.

Mais on répond : une action possessoire ne peut être assimilée à un incident. Elle constitue une demande distincte, elle n'a ni le même objet, ni le même résultat ; elle doit être décidée par d'autres principes que la première. Le tribunal, dans le système contraire, cumulerait le pétitoire et le possessoire, s'il statuait en même temps sur les deux chefs ; ou s'il prononçait séparément, il enlèverait la connaissance du possessoire à la juridiction spéciale appelée par la loi à la juger ³.

790. Ainsi, le tribunal de 1^{re} instance, et, sur appel, la Cour, sont incompetents pour connaître des actions possessoires, spécialement d'une demande en dommages-intérêts formée par voie d'action en réintégration. — Cette incompetence étant *ratione materiæ*, est proposable en tout état de

¹ Code d'instruction criminelle, art. 3.

² Mangin, *Action publique*, tome 4, p. 68.

³ Casse, 7 août 1817, 47 avr. et 24 juill. 1837; 5 août 1845, *Journal de Procédure*, Art. 966, 967, 4856). — *Contrà*, Henrion, ch. 54.

cause, même pour la première fois, devant la Cour de cassation¹.

Jugé toutefois que l'action en complainte a pu être jugée par le tribunal de première instance et en appel par la Cour, mais dans une espèce où le demandeur en cassation était celui-là même qui avait saisi le tribunal².

791. Au reste, le *nouveau* trouble survenu pendant l'instance d'appel sur le possessoire, peut valablement être dénoncé au tribunal saisi de cet appel et réprimé par lui, si cette répression est une conséquence de la maintenue possessoire qui a été prononcée³.

SECTION II. — De la compétence territoriale.

SOMMAIRE :

792. Le juge de la situation de l'objet litigieux est compétent.

793. *Quid* si l'on conteste sur la limite de la circonscription?

794. L'immeuble est situé sur plusieurs cantons.

795. Le fonds servant et le fonds dominant sont situés dans deux cantons différents.

796. L'incompétence territoriale est-elle relative?

797. Les parties ne peuvent donner juridiction, en première instance au tribunal civil, et, en appel, à la Cour.

792. L'action possessoire étant réelle doit être portée devant le juge de la situation de l'objet litigieux.

Cette solution n'est qu'une application du droit commun⁴, et se justifie d'ailleurs par les motifs qui ont fait attribuer la connaissance de ces sortes de difficultés aux juges de paix.

— V. *sup.*, n. 750.

¹ Casse, 16 mars 1844, *Journal de Procédure*, Art. 2060.

² Rejet, req. 42 février 1834, *Dev.* 34, 490.

³ Rejet, civ. 47 nov. 1841 ; *D.* 44, 387.

⁴ C. pr. art. 3 et 59.

793. Le juge dont la compétence est contestée par le motif que le terrain litigieux n'est point situé dans son ressort, en ce qu'il dépend, par exemple d'un canton limitrophe, ne peut, si les limites des deux cantons sont incertaines, en vérifier lui-même la délimitation ; c'est à l'autorité administrative qu'il appartient de faire préalablement cette délimitation ¹.

794. Si le domaine dont dépend le fonds litigieux est situé dans plusieurs cantons, le juge compétent est celui du chef-lieu de l'exploitation, ou, à défaut de chef-lieu, celui du lieu où la partie des biens est la plus importante ².

Toutefois un juge de paix saisi d'une action possessoire relative à un bois, d'un seul tenant, situé, partie dans son canton, partie dans un autre canton, a été déclaré compétent pour prononcer sur la demande en ce qui concerne la portion de l'immeuble établie dans sa circonscription.

Spécialement si le juge a connu de la demande pour le tout, le tribunal d'appel ne doit annuler le jugement qu'au chef qui s'applique à la possession de l'immeuble situé hors de la juridiction du juge de paix, alors surtout qu'en appel la demande a été réduite à la portion de l'immeuble située dans les limites de cette juridiction ³.

795. Lorsque les deux fonds litigieux sont contigus et situés dans deux cantons différents, le juge de paix compétent est-il celui de la situation du fonds dominant ou du fonds servant ?

La question a été jugée, en matière de dommages causés, en faveur du juge de la situation du fonds endommagé,

¹ Casse, 9 juillet 1849, *Journal de Procédure*, Art. 4527.

² Argument Code, art. 2240; Curasson, 4, p. 409; Dalloz, v^o *Compétence des trib. de paix*, n. 253.

³ Casse, 6 mai 1846, *Journal de Procédure*, Art. 3392.

par la chambre civile ¹, — et en faveur du juge de la situation du lieu cause du trouble, par la chambre des requêtes ².

Plusieurs interprétations ont été proposées pour concilier cette espèce de contradiction.

Dans l'espèce de 1844, il s'agissait de travaux que le défendeur avait eu le droit de faire, et qui donnaient naissance à l'action possessoire : le litige portait alors sur ces travaux et sur le lieu où ils avaient été faits. Dans l'espèce plus récente, le défendeur ne prétendait pas avoir eu le droit de faire ce qui avait endommagé l'immeuble du demandeur ; il soutenait seulement n'être pas responsable de ce dommage, ce qui concentrait le litige sur l'objet endommagé.

D'autres ont dit : le fait est complexe dans les deux cas, le litige porte tout à la fois et sur l'immeuble cause du dommage, et sur l'immeuble objet du dommage. Le dommage allégué a-t-il été réellement causé ? Est-ce bien l'immeuble en suspicion qui l'a causé. Voilà un double fait à examiner pour le juge. Or, de même que dans une affaire personnelle concernant plusieurs défendeurs, le demandeur peut à son choix saisir le juge du domicile de l'un d'eux, dans une affaire où le même litige porte sur deux immeubles situés dans des cantons différents, le demandeur ne peut-il pas à son gré saisir l'un des deux tribunaux ³ ?

Selon nous, le demandeur peut, à son choix, porter l'action devant l'un des deux juges de paix.

796. L'incompétence du juge de paix autre que celui de la situation des lieux est-elle seulement relative ? peut-elle être couverte par le silence des parties ?

¹ Rejet, civ. 26 janvier 1847, *Journal de Procédure*, Art. 3621.

² Rejet, req. 25 juin 1844, *ib.*

³ Chauveau sur Carré, qu. 8 *sexties*. Curasson, n° 716, note a.

L'affirmative est enseignée par M. Curasson¹ ; — l'appel devrait être porté devant le tribunal duquel ressortit le juge de paix qui a prononcé.

Selon d'autres, l'incompétence est absolue : l'affaire ne peut être bien appréciée et bien jugée que par le juge du lieu, non-seulement parce qu'en ce cas il peut voir et visiter par lui-même l'objet litigieux, mais encore parce qu'il est plus au courant des usages de sa localité. En matière possessoire, il y a attribution de juridiction au juge de paix de la situation de l'immeuble litigieux ; il ne peut dépendre de la volonté des parties d'en choisir un autre².

Selon nous, l'incompétence est absolue en ce sens qu'elle n'est pas couverte par le silence des parties, et qu'elle doit être prononcée d'office par le juge. — Mais il nous semble résulter de la généralité des termes de l'art. 7 du Code de procédure, que les parties peuvent, par une déclaration expresse, proroger la juridiction du juge de paix, et le constituer juge en dernier ressort³.

797. Mais il ne dépend pas de la volonté des parties de transférer, même incidemment, la connaissance des actions possessoires à une autre juridiction, en première instance au tribunal civil, et sur l'appel à la Cour : l'incompétence peut être proposée en tout état de cause, même pour la première fois en cassation. — V. *sup.*, n. 753.

¹ N. 746.

² Carou, n. 614.

³ Dalloz *Répertoire, Action possessoire*, n. 589. V. *inf.*, chap. xiii.

CHAPITRE VII.

DE L'INSTRUCTION.

798. Nous savons maintenant — ce qu'est que l'action possessoire, — dans quelles conditions et dans quel délai elle est exercée, — quelles choses peuvent en être l'objet, — quelles personnes en ont l'exercice, — devant quel tribunal elle doit être portée.

Nous allons exposer dans quelle forme l'action doit être instruite.

799. Nous examinerons d'abord comment l'action peut être introduite; — et en second lieu quels sont les moyens de preuve. — De là, la division de ce chapitre en deux sections.

SECTION I. — Introduction de la demande.

800. Le juge de paix peut être saisi ou par la comparution volontaire des parties, ou par une citation.

§ 1. — *De la comparution volontaire.*

SOMMAIRE :

801. Forme de la déclaration des parties comparantes.

802. Signatures.

801. La déclaration des parties qui comparaissent volontairement et demandent jugement doit désigner d'une manière claire et précise l'objet en litige ¹.

802. Elle est signée par elles (ou par fondé de pouvoirs

¹ Argument C. pr., art. 7; Colmar, 43 août 1828, Dev.

spécial), ou mention est faite si elles ne peuvent signer ¹.—
V. chapitre XIII.

§ 2. — *De la citation.*

803. L'action possessoire peut être introduite soit par une demande principale, soit par une demande reconventionnelle ou incidente.—V. *sup.*, n° 54.

ART. 4. — Demande principale.

SOMMAIRE.

- 804. La citation est précédée d'un avertissement.
- 805-806. Ou d'une cédula s'il y a urgence.
- 807. Sanction de cette disposition.
- 808-809. Quel huissier remet la citation.
- 810-813. Libellé de la citation.
- 814. Elle ne doit contenir aucune conclusion au pétitoire.
- 815. On donne copie du titre, s'il y en a.
- 816-817. La dénonciation de nouvel œuvre est précédée d'une sommation.
- 818. Délai de la comparution.
- 819. Augmentation à raison de la distance.
- 820. Réassignation en cas d'inobservation du délai.
- 821. Citation à bref délai, en vertu de cédula.
- 822. Le juge peut-il, par la même cédula, ordonner la visite des lieux?
- 823. Une seule citation suffit pour plusieurs troubles.

804. La citation doit en général être précédée d'un avertissement ¹.

Ce billet, remis dans l'espoir d'une transaction, n'est

¹ C. pr., art. 7.

² Loi 5 mai 1855, art. 2.

point un acte judiciaire; il ne peut être considéré comme un trouble de droit interruptif de la possession ¹.

805. Toutefois, lorsque le cas requiert célérité, la citation peut être signifiée sans avertissement préalable, mais en vertu d'une permission donnée, sans frais, par le juge de paix sur l'original de l'exploit ².

806. Le cas requiert célérité, lorsque le délai de l'action est sur le point d'expirer.

807. L'huissier qui donne une citation, — sans avertissement préalable, ou sans permission du juge, en cas d'urgence, — supporte sans répétition les frais de l'exploit, mais la citation n'en est pas moins valable.

808. La citation est remise par un huissier de la justice de paix du domicile du défendeur ³, ou, quelquefois, en cas de dénonciation de nouvel œuvre, par l'huissier du canton du lieu des travaux.

809. Il y a concurrence entre tous les *huissiers* du même canton.

810. Le demandeur énonce le trouble; — conclut à sa maintenue en possession avec dommages-intérêts, et à ce qu'il soit fait défense à son adversaire de l'y troubler à l'avenir.

811. Il indique, s'il est possible, le jour précis où le trouble a été commis, ou du moins l'époque. — Il ne faut pas se borner à énoncer vaguement que le trouble a eu lieu depuis moins d'un an.

812. S'il s'agit d'une action en complainte, le demandeur doit articuler et prouver sa possession annale antérieure au trouble.

¹ Toulouse, Paix, 49 juillet 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 391.

² Même loi, art. 2.

³ C. pr., art. 4.

En cas de dénonciation de nouvel œuvre, il demande en outre la destruction ou la suspension des travaux.

En cas de réintégrande, il constate sa possession ou même sa simple détention au moment du trouble ; il signale la nature et les circonstances de la voie de fait ; il demande sa réintégration, le rétablissement des lieux dans leur premier état, et la restitution des fruits perçus pendant l'indue possession.

L'offre du demandeur en réintégrande de prouver que l'immeuble est une propriété privée n'implique pas de sa part renonciation aux droits de réintégration immédiate¹.

813. Dans tous les cas, le demandeur peut réclamer des dommages-intérêts et conclure aux dépens.

814. La citation ne doit contenir aucune conclusion sur le fond du droit. — Mais il ne suffit pas que la prétention du demandeur à la propriété ou à une possession immémoriale soit indiquée dans les motifs, pour autoriser le juge de paix à se dessaisir. Ce magistrat peut et doit réintégrer le complainant à cause de la possession annale, sans s'occuper de la propriété, si ce n'est pour qualifier la possession et la déclarer non précaire².

815. Lorsque la possession doit être appuyée sur un titre, on peut en donner copie en tête de la citation³.

S'il s'agit d'une servitude constituée par un titre, alors surtout que ce titre n'émane pas directement de l'auteur du trouble, il nous paraît prudent de le signifier.

816. La dénonciation de nouvel œuvre est précédée d'une sommation faite à l'auteur des travaux.

¹ Casse, 3 juillet 1850, *Journal de Procédure*, Art. 4769.

² Casse 2 févr. 1844 ; 40 juin 1816 ; 30 nov. 1848 ; 6 avril 1844, *Dev.* 41, 590.

³ Argument C. pr., art. 65.

Cette sommation, constituant le défendeur en demeure, le rend passible de dommages-intérêts plus considérables lorsque, plus tard, la demande se trouve juste et bien vérifiée. — Mais elle n'emporte pas par elle-même défense de continuer les travaux. — V. *suprà*, n. 83.

817. A Rome, la dénonciation du nouvel œuvre devait être faite en présence de l'œuvre même; s'il y avait des travaux commencés en plusieurs endroits, il fallait plusieurs significations. Il n'était pas nécessaire qu'elle fût faite au propriétaire lui-même, elle était valablement signifiée aux personnes qui se trouvaient sur les lieux, aux serviteurs du propriétaire, ou même aux ouvriers employés au nouvel œuvre.

Aujourd'hui, la suspension des travaux ne pouvant être ordonnée que par le juge, il convient d'appeler le propriétaire du fonds par citation à personne ou domicile.

Toutefois, s'il ne se trouvait pas sur les lieux, et que son domicile fût trop éloigné, l'ordonnance du juge pourrait être rendue sur la sommation faite aux personnes par lui préposées au nouvel œuvre. — Mais dans le cas de continuation des travaux après l'ordonnance du juge qui les prohibe, on ne peut obtenir de jugement que sur citation régulière.

818. Il doit y avoir un jour au moins entre celui de la citation et le jour indiqué pour la comparution¹.

819. Lorsque le défendeur est domicilié au delà de cinq myriamètres, on ajoute un jour par cinq myriamètres².

820. Si les délais n'ont pas été observés et que le défendeur ne comparaisse pas, le juge doit ordonner qu'il

¹ C. pr., art. 5.

² Argument C. pr., art. 4033 nouveau; Loi du 2 juin 1862, art. 4.

sera réassigné, et les frais de la première citation sont à la charge du demandeur¹.

Cet acte, quoique irrégulier, suffit pour lier l'instance, sous la condition néanmoins d'une nouvelle citation ordonnée par le juge².

821. Le juge de paix a le droit de permettre par une cédula de citer le défendeur à bref délai, même à jour et heure indiqués³.

Ce magistrat ne doit abréger le délai déjà si court de la comparution, que dans les cas d'une extrême urgence. La loi du 26 octobre 1790, titre 1, art. 8, portait : — « Les délais ci-dessus pourront être abrégés par le juge de paix dans les cas *très-urgents* où il y aurait péril dans le retardement. »

822. Le juge de paix peut-il, par la cédula même qui abrége le délai, ordonner de prime abord la visite des lieux et la comparution des parties sur ces mêmes lieux?

La négative semble résulter du texte des art. 30, 41 et 42 du Code de procédure, ainsi conçus : — « Toutes les fois que le juge de paix se transportera sur le lieu contentieux, soit pour en faire la visite, soit pour entendre les témoins, il sera accompagné du greffier, qui apportera la minute du *jugement préparatoire*. — Lorsqu'il s'agira, soit de constater l'état des lieux, soit d'apprécier la valeur des indemnités et dédommagements demandés, le juge de paix *ordonnera* que le lieu contentieux sera visité par lui, en présence des parties. Si l'objet de la visite ou de l'appréciation exige des connaissances qui soient étrangères au juge, il *ordonnera* que les gens de l'art, qu'il nommera par *le même jugement*, feront la visite avec lui, et donneront

¹ C. pr., art. 5.

² Argument code, art. 2246.

³ C. pr. art. 6.

leur avis. » — Ici la disposition de la loi, dit Carré, est formellement impérative, le juge *ordonnera* : d'où il suit qu'il doit nécessairement rendre un avant faire droit qui ordonnera la visite, et qui mettra chacune des parties à portée de s'y trouver, et de veiller à ses intérêts.

Curasson¹ ajoute : — « Le cas qui se présente le plus fréquemment est celui où les parties étant contraires en fait, soit sur la possession, soit sur l'entreprise considérée comme trouble, force est d'ordonner une enquête et de visiter les lieux. Dans ce cas, le juge de paix doit avoir soin de rendre son jugement définitif dans les quatre mois qui suivent la prononciation de l'*interlocutoire*, etc. »

Nonobstant ces objections, — plusieurs juges de paix sont dans l'usage, en cas d'une urgence extrême, d'ordonner de prime abord, par une simple cédule, que le défendeur sera cité à comparaître sur les lieux contentieux.

Ce dernier mode a l'avantage d'être beaucoup plus rapide; il permet au magistrat de constater, pour ainsi dire immédiatement, les traces de l'anticipation, et d'apprécier l'étendue du dommage qu'elle a causé. Il n'est pas en opposition directe avec les dispositions des art. 30, 41 et 42 C. pr., dont les termes prévoient le cas le plus général, sont énonciatifs et non pas absolument limitatifs; ce qui est essentiel, c'est que le débat sur les lieux contentieux soit contradictoire; mais que le transport sur les lieux soit ordonné par un véritable *jugement* ou par une simple *cédule*, peu importe.

823. Une seule citation suffit, bien que les travaux dénoncés aient lieu dans plusieurs endroits différents.

¹ Tome 2, page 496. — M. Bourbeau, n. 502, en citant l'art. 30 C. pr., semble adopter l'opinion de Carré.

ART. 2. — Demande incidente.

SOMMAIRE :

- 824. Exemple de demande incidente,
- 825-830. Mise en cause des garants.
- 831. Cette exception est proposée d'abord.
- 832. Intervention d'un tiers.
- 833. Forme.
- 834. Cas où le trouble vient d'une citation.
- 835. Demande reconventionnelle.

824. L'action possessoire peut être incidente ou préjudicielle : par exemple lorsque, sur une action ordinaire, la qualité de celui qui se dit possesseur est contestée. Si le défendeur oppose au demandeur qu'il n'est pas le légitime propriétaire, celui-ci peut écarter l'exception en prouvant non pas qu'il est propriétaire, mais simplement qu'il est possesseur. La possession annale reconnue, il est en effet réputé propriétaire.

825. En général, la garantie n'a pas lieu en matière possessoire ; il ne s'agit que d'un simple fait dont la garantie ne peut être due par celui qui est garant du fond du droit.

826. Ce principe souffre exception : — 1° en faveur du fermier, qui est même tenu, sous des peines de droit, de mettre en cause le propriétaire.

827. 2° En faveur de l'acquéreur, pendant l'année de son acquisition : il est présumé avoir dû compter sur la possession du vendeur.

Si l'époque de l'entrée en jouissance remonte à plus d'un an, l'acquéreur est seul en faute de n'avoir pas conservé la possession de sa chose, son vendeur n'est pas responsable d'un fait supposé postérieur à l'époque où celui-ci a été dessaisi.

Si l'acquéreur succombait au pétitoire, le vendeur devrait l'indemniser ¹.

828. 3° En faveur de l'acquéreur qui a usé du terrain à lui vendu; ce défendeur a l'action en réintégrande.

829. Dans ces divers cas, le juge de paix, saisi de l'action possessoire, connaît aussi de l'action en garantie; elle n'est qu'un accessoire de l'instance principale ².

830. C'est une demande mobilière, dont le juge de paix connaît dans les limites ordinaires, c'est-à-dire jusqu'à 200 fr. ³.

831. L'exception de garantie doit être proposée à la première audience ⁴.

832. La possession civile peut appartenir à un tiers; ce dernier a le droit de prendre part au débat et d'agir par voie d'intervention. — V. *supra*, n° 57.

833. L'intervention ne doit pas retarder le jugement de la cause principale ⁵. — Elle peut avoir lieu ou par exploit ou par de simples conclusions prises à l'audience.

834. Lorsque le trouble ne résulte que d'une citation, le tiers peut s'abstenir: en effet, le jugement à intervenir ne lui sera pas opposable.

835. Le tiers mis en cause dans un procès possessoire peut prendre à l'audience des conclusions tendantes à être déclaré lui-même possesseur du terrain litigieux.

¹ Carou, n. 637. — V. *sup.* n. 228.

² Rejet req., 11 janv. 1809; Favard, v° *Complainte*, sect. 2, n. 11. — V. d'ailleurs l'espèce jugée par l'arrêt du 2 déc. 1862, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2109.

³ *Même arrêt*; Garnier, p. 383; Curasson; 2, 301; Carou, n. 634.

⁴ Carou, n. 636.

⁵ Argument C. pr., art. 32 et 33.

⁶ Argument C. pr., art. 340.

SECTION II. — Moyens de preuve.

SOMMAIRE :

836. Débats.

837. Déclinatoire.

838. C'est au demandeur à prouver la possession et le trouble.

839. C'est au défendeur à prouver les vices de la possession du demandeur.

840. Demande reconventionnelle.

844. Division.

836. Au jour indiqué par la citation, le demandeur reproduit, devant le juge de paix, les conclusions de la citation ; il peut même les expliquer, les modifier ou les augmenter lorsque le défendeur est présent.

837. Si la compétence est déniée, le juge de paix peut, sans violer l'art. 172 C. pr., ordonner une vérification de lieux, à l'effet d'apprécier avec exactitude l'objet de la demande et de s'éclairer sur le mérite de l'exception proposée¹.

838. C'est au demandeur à prouver sa possession et le trouble de son adversaire. — S'il n'établit pas que sa possession est annale et a cessé depuis moins d'un an, son action, ne pouvant être fondée que sur un droit de propriété, devient pétitoire. Un juge de paix avait admis une complainte par le motif que le demandeur justifiait d'un droit de propriété et que la possession n'était qu'une émanation de ce droit ; cette décision a été cassée, avec raison².

839. La possession du demandeur une fois justifiée ou reconnue, c'est au défendeur à prouver qu'elle est précaire : on est présumé posséder à titre de propriétaire. Mais si la possession du demandeur a commencé par être précaire, c'est à ce dernier à prouver l'interversion.

¹ Rejet, req. 7 janv. 1829, Dev.

² Casse, 6 avril 1824, Dev.

840. Si le défendeur allègue une possession contraire et conclut à être reconnu possesseur annal de l'objet litigieux, c'est à lui à faire de son côté la preuve des faits qui lui confèrent cette qualité.

841. Le juge de paix peut éclairer sa conviction par tous les genres de preuves; si quelques-unes paraissent insuffisantes pour fournir une démonstration complète, elles peuvent du moins concourir à la manifestation du droit des parties.

Les titres, — la preuve testimoniale, — l'aveu, — le serment décisore ou supplétif, — les présomptions résultant, soit d'un concours de circonstances de fait, soit de l'aspect des lieux ou des énonciations des titres; — Tous ces moyens sont abandonnés à la sagacité du juge; il peut les ordonner ou simultanément ou séparément.

Mais il ne doit y recourir que pour les appliquer à la constatation de la possession, et non pas à la recherche du droit de propriété¹.

§ 1. — *Preuve par titres.*

SOMMAIRE :

842. Différentes espèces de titres.

843. Le juge de paix peut les apprécier.

844 *Quid* si les actes n'émanent pas de l'adversaire ?

842. Les titres les plus utiles sont ceux qui tendent à établir *directement* des faits de possession, par exemple un procès-verbal de délivrance, consenti à un usager, établit qu'il n'est pas resté sans user de son droit. — Un jugement précédemment rendu au possessoire contre le défen-

¹ Argument C. pr. 24; Bourbeau, n. 427.

deur lui même, prouve qu'à l'époque de ce jugement le demandeur était en possession.

Le juge pourra remonter à l'origine de la possession, examiner d'anciens titres pour voir si la possession longue et soutenue n'est pas inutile comme ayant été précaire dès le début. L'ancienneté de jouissance ne peut-être une fin de non-recevoir contre la compétence de ce magistrat ¹.

843. Des baux, des actes de ventes de récoltes, des cotes et quittances de contributions, des extraits de cadastre, des titres de propriété, les plans des lieux, et autres documents qui concernent *principalement* le fond du droit, peuvent être néanmoins consultés par le juge du possessoire ² pour apprécier le caractère de la possession.

844. Des actes non émanés de l'adversaire, par exemple un bail passé à un tiers, des marchés d'ouvriers relatifs au fonds, des quittances d'impôts, prouvent-ils qu'à la date de ces actes la possession de l'immeuble était à celui qui le représente ?

Il est possible que le bail ait été passé par une personne qui n'avait pas la possession de la chose et que ce bail n'ait jamais été suivi d'exécution. Des actes émanés de tierces personnes ne forment pas, en général, une preuve complète contre l'adversaire; ils peuvent être combattus par la preuve contraire. — Mais s'il ne s'élève contre eux aucune allégation, aucune présomption de simulation, celui qui les exhibe est présumé avoir possédé à leur date ³.

¹ Bélimé, n. 424.

² La jurisprudence est constante. — V. notamment Cassé, 6 déc. 1853; rejet, req. 21 janv. 1862, *Journal des Justices de Paix*, Art. 390 et 2043. — *Contrà*, Bélimé, n. 443 et suiv. V. *inf.*, chap. XII.

³ Arg. Bélimé, n. 414; Pothier, *Prescription*, n. 177;

§ 2. — *Preuve testimoniale et visite de lieux.*

SOMMAIRE.

- 845-846. Cas où il y a lieu à enquête.
 847-849. Son objet.
 850-851. Le juge n'est pas tenu d'ordonner l'enquête demandée.
 852. Il peut l'ordonner d'office.
 853. Le juge doit préciser les points à prouver.
 854. Les parties ne sont pas tenues à une articulation aussi précise.
 855. L'enquête ne peut porter sur le fond du droit.
 856-857. Visite de lieux avec ou sans experts.
 858. Le jugement contradictoire n'est pas levé.
 859. On notifie le jugement au défaillant.
 860. Utilité de l'assistance de l'huissier.
 861. Les habitants de la commune partie au procès peuvent-ils être entendus?
 862. *Quid* du fermier de la partie?
 863. Appréciation du juge.
 864. Un seul témoin peut suffire.
 865-866. L'interlocutoire ne lie pas le juge.
 867-868. Il est dressé procès-verbal de l'enquête.

845. Si la possession ou le trouble sont *déniés*, le juge ordonne une enquête¹, — à moins qu'il ne puisse vérifier par l'inspection des lieux et sans recourir à une enquête, le caractère des faits invoqués².

846. Si les faits sont *déniés*, est-ce à dire que si le défendeur ne comparait pas, il n'y a pas lieu à ordonner l'enquête, et que les conclusions du demandeur doivent lui être adjugées? Non, ce serait une exception au principe consacré par l'art. 150 C. pr., qui exige que le juge vérifie les conclusions du demandeur avant de lui adjuger le profit du défaut; l'art. 24 n'est pas assez formel pour en

¹ C. pr., art. 24.

² Rejet, req. 47 déc. 1844, D. 45, 46.

tirer cette conséquence : ces mots : *si les faits sont déniés* s'appliquent seulement au cas où l'affaire est contradictoire, parce qu'alors le défendeur qui ne dénie point les faits les reconnaît tacitement, tandis que le défendeur, qui ne compare pas est censé s'en rapporter à la justice, qui n'en doit pas moins examiner l'affaire¹.

Le juge de paix sera souvent dans la nécessité d'ouvrir une enquête sur des faits qui se sont passés bien plus d'une année avant le trouble. — Par exemple, lorsqu'on allègue qu'il y a eu abandon tacite de la possession, par discontinuation de jouissance, ou bien encore lorsqu'il s'agit de servitudes qui ne peuvent s'exercer qu'à de très-longes intervalles.

847. Si le défendeur, tout en soutenant que la possession lui appartient, répond qu'il n'est pas l'auteur du trouble, l'enquête est ouverte pour connaître s'il en est l'auteur, et à quelle somme les dommages-intérêts doivent être évalués.

848. Lorsque le défendeur se borne d'abord à nier, non pas la possession annale du complainant, mais l'existence même du trouble, et qu'un interlocutoire autorise le demandeur à prouver ce dernier fait et subordonne ainsi la solution du litige à cette preuve unique, le défendeur auquel la preuve contraire a été réservée, établirait vainement dans sa contre-enquête qu'il a lui-même la possession annale de l'objet litigieux; il a été jugé² avec raison, que la demande devrait être accueillie, si le fait du trouble était prouvé : l'arrêt ne décide pas que le défendeur à l'action en complainte, ne puisse repousser l'action en niant la pos-

¹ Garnier, 362; Favard, v° *Complainte*; Curasson, 2, 285. — *Contrà*, Victor Augier, 4., 402.

² Rejet, req. 24 juillet 1839, D. 41, 456.

session du complainant, et en faisant lui-même la preuve de sa possession; mais une fois le litige réduit à la preuve du trouble par un jugement interlocutoire non attaqué, qui préjuge ainsi l'existence du fait de la possession annale du complainant, le défendeur qui exécute ce jugement sans réserve, n'est plus recevable à contester d'une manière quelconque cette possession de son adversaire¹.

849. Le défendeur à la réintégrande invoque une plantation de bornes opérée du consentement du demandeur quelques semaines auparavant, et ayant interrompu la possession, — si le juge est incompetent pour apprécier au pétitoire les conséquences de ce bornage, et ne peut admettre à cet égard la preuve par témoins, il a le droit d'ordonner une enquête à l'effet de vérifier l'allégation du défendeur, en tant que cette plantation de bornes constitue un fait matériel, de nature à influencer sur la question de l'existence de la possession; et le jugement définitif est inattaquable, lorsque ses motifs prennent en ce sens les résultats de l'enquête, et que le dispositif se renferme expressément dans la question possessoire².

850. Si le juge de paix se trouve suffisamment éclairé sur la possession, il n'est pas tenu d'ordonner une enquête. Aucune loi ne lui impose cette obligation³.

On a voulu induire le contraire de ces mots : l'enquête sera ordonnée; mais il est évident que le législateur n'a point entendu prescrire une procédure frustratoire³. Spécialement en matière de réintégrande, lorsque le juge est convaincu que la dénégation du défendeur est fondée sur l'erreur ou

¹ Dalloz, *ib.*

² Rejet, civ. 3 août 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 377.

³ Argument C. pr., art. 473. Rejet, req. 22 mai 1833.

⁴ Reje req. 25 juill. 1826, Dev.; Carou, n. 644.

la mauvaise foi¹. — Il n'est pas tenu surtout d'ordonner la preuve de la possession exclusive du demandeur, lorsque celui-ci n'offre pas d'en justifier, et que son adversaire prouve au contraire la sienne².

Deux propriétaires voisins prétendaient avoir droit à une même partie des héritages limitrophes; il est très-difficile, en pareille occurrence, de déterminer la possession d'une manière certaine; on n'alléguait d'ailleurs l'existence d'aucun signe matériel pouvant servir de point de repère, et sur lequel les témoins pussent baser leurs dépositions, et indiquer d'une manière positive dans quelles limites la jouissance avait eu lieu. — La demande d'enquête a été repoussée³.

851. Si l'une des parties demande à établir par témoins qu'elle a passé depuis l'an et jour sur l'héritage de l'autre, sans alléguer que ce droit de servitude soit fondé en titre, le juge ne doit pas admettre cette preuve, mais il déclare purement et simplement le demandeur mal fondé dans son action en maintenue.

852. Le juge peut ordonner l'enquête d'office.

Toutefois, ce magistrat attendra le plus souvent l'opposition du défendeur pour ordonner cette procédure assez dispendieuse⁴.

853. Le jugement interlocutoire doit indiquer d'une manière nette et précise les points sur lesquels portera l'enquête.

Toutefois, il a été décidé que le jugement précise suffisamment ce qui est à prouver, quand il admet à la preuve d'une possession annale⁵.

¹ Rejet, req. 24 juin 1835, D. 35, 278.

² Rejet, req. 31 août 1831, D. 34, 322.

³ Amiens, 12 mars 1840, *Palais* 1842. 1, 104.

⁴ Argument rejet, req., 7 janv. 1829, Dev.

⁵ Rejet, req. 7 janv. 1829, Dev.

854. Il n'est pas nécessaire que les parties articulent, par écrit ou autrement *chacun* des faits qu'elles entendent prouver. — Il est même imprudent de le faire; celui qui a offert d'établir tel ou tel fait, semble avoir manqué la preuve s'il échoue sur un seul; on se montrerait moins exigeant à son égard s'il avait seulement dit qu'il prouverait sa possession, sans entrer dans aucun détail ¹.

855. L'enquête ne peut jamais porter sur le fond du droit ² elle n'a lieu que sur les faits de possession ou de trouble. — Le juge de paix ne saurait ordonner qu'avant faire droit, le défendeur prouvera que le demandeur n'est pas propriétaire, et qu'il n'exerce qu'un droit d'usage. Ce serait violer l'art. 24 C. pr.; ce serait aussi cumuler le possessoire et le pétitoire ³.

856. Lorsque la vue du lieu litigieux est utile pour l'intelligence des dépositions, le juge s'y transporte et ordonne que les témoins y soient entendus ⁴ — Il appartient au magistrat de rechercher dans l'état des lieux le véritable caractère de la possession, et par suite les éléments de la décision ⁵.

857. Ainsi le juge de paix doit ordonner la visite des lieux lorsqu'il s'agit soit de constater leur état, soit d'apprécier la valeur des indemnités et des dédommagements demandés. Il peut y procéder en présence des parties.

Si l'appréciation exige des connaissances qui lui sont étrangères, il peut ordonner que les gens de l'art qu'il devra nommer par le même jugement feront la visite avec lui et donneront leur avis ⁶.

¹ Bérime, n. 449.

² C. pr., art. 24.

³ Casse, 48 juin 1846, Dev.

⁴ C. pr., art. 38.

⁵ Rejet, req. 47 déc. 1844, D. 45, 46.

⁶ Argument, C. pr., art. 42.

858. Le jugement interlocutoire ne doit point être levé, s'il est prononcé en présence des parties. — Lorsque leur présence est nécessaire à l'opération ordonnée, le jugement indique le lieu, le jour et l'heure auxquels il y sera procédé. — La prononciation vaut citation ¹.

859. Si l'une des parties n'assiste pas à la prononciation, le jugement doit être levé par le demandeur ou par la partie la plus diligente et notifié à l'autre; le juge, par une cédule, fixe les lieu, jour et heure de l'opération.

S'il y a lieu d'appeler des experts, la simple prononciation du jugement ne vaut pas citation à leur égard. Le juge de paix, doit dans ce cas, délivrer cédule à la partie requérante.

860. La présence de l'huissier peut être utile au cas de descente sur les lieux, ordonnée sur cédule et suivie d'un jugement définitif prononcé sur ces mêmes lieux, sans désenparer, avant l'enregistrement de la citation.

Le juge de paix, dans ce cas, donne une véritable *audience*. L'appel de la cause doit être fait par l'huissier, qui ne peut se dessaisir de l'exploit, tant que la formalité de l'enregistrement n'a pas été accomplie, si le défendeur ne comparait pas comment le juge de paix pourrait-il constater qu'une citation régulière a été donnée, l'original n'étant pas représenté? — D'ailleurs la présence de l'huissier peut être utile pour le maintien du bon ordre, pour appeler et faire comparaître chaque témoin qui lui est indiqué par le magistrat ².

Mais ce n'est point à dire que le jugement rendu sur le vu

¹ C. pr., art. 28.

² Argument décret, 30 mars 1808, art. 95; décr. 14 juin 1813, art. 20 et 94. Rouen, 29 nov. 1828, *Palais*;

de la copie produite par le défendeur serait entaché d'une nullité radicale ¹.

La présence de l'huissier n'est pas une des conditions indispensables pour la composition du tribunal, mais les raisons de convenance indiquées plus haut, suffisent pour engager le juge de paix à requérir le concours de l'huissier qui prévendra bien des inconvénients.

861. Des habitants peuvent-ils être entendus dans une cause possessoire qui intéresse leur commune? — La négative réduirait la commune à l'impossibilité de prouver sa possession. Les habitants n'ont point en général un intérêt assez grave et assez direct pour qu'on doive écarter leur témoignage ².

862. Le fermier peut être entendu dans la cause de son bailleur, excepté dans le cas où l'action a pour objet l'immeuble même que le fermier tient à bail ³.

863. Au reste, le juge a plus ou moins d'égard à la déposition de tel ou tel témoin, suivant le plus ou moins de confiance qu'il lui inspire.

864. Le juge peut baser sa décision sur la déposition d'un seul témoin, s'il n'a aucune raison de se défier de sa véracité.

865. Le jugement interlocutoire ne lie pas le juge. Ainsi, bien qu'on ait mis à la charge du complainant la preuve que le trouble occasionné par des ouvrages pratiqués sur le bord d'un canal avait eu lieu dans l'année, l'action possessoire a pu être accueillie par cet unique motif, que le demandeur, ayant la possession annale du canal,

¹ *Journal des Justices de Paix*, Art. 4364.

² Rejet, req. 30 mars 1836, *Palais*.

³ *Béline*, n. 423.

était présumé, à défaut de preuve contraire, avoir la possession annale des fraucs-bords¹.

866. Le juge peut, sans violer l'autorité de la chose jugée par l'interlocutoire acquiescé et exécuté, déclarer, par sa sentence définitive, la complainte non recevable, comme ayant pour objet une chose placée hors du commerce, et dès lors ne pouvant être l'objet d'une possession utile de nature à servir de base à une action possessoire².

867. Ici on doit toujours dresser procès-verbal de l'enquête³ : le juge de paix ne prononce jamais qu'en premier ressort. — V. *sup.*, n° 749.

Le procès-verbal est dressé par le greffier; le serment prêté par les experts est constaté : le juge, le greffier et les experts signent : si les experts ne savent signer, il en est fait mention.

868. Pour les autres formalités relatives aux enquêtes, il faut se reporter au Code de procédure⁴.

§ 3. — *Aveu et serment.*

SOMMAIRE :

869. Interrogatoire sur faits et articles.

870-871. Serment décisoir ou supplétif.

869. L'interrogatoire sur faits et articles peut être ordonné par le juge de paix, lorsque les faits sont pertinents

¹ Rejet, req. 23 nov. 1840, D. 44, 46.

² Cassé, 25 juill. 1837. *Palais*, 1837, 2, 96 ; Carou, n. 629 ; Curasson, 2, 286.

³ Code de proc., art. 39.

⁴ Aux articles 35, 36 à 39. — V. d'ailleurs notre *Dictionnaire des Juges de Paix*, v° *Enquête*, *Expertise*, *Descente sur les lieux*.

et concluants¹. — Ce magistrat ordonnera le plus souvent la comparution des parties².

870. Le serment peut être déféré par l'une des parties à l'autre en tout état de cause³... Si le demandeur refuse de prêter le serment qui lui est déféré, il y a lieu de le débouter de sa demande.

Cela s'applique seulement au cas où la possession est exercée par le demandeur lui-même; — s'il était aux droits d'un tiers, ou s'il s'agissait d'une possession exercée en son nom par un détenteur particulier de son fonds, comme un usufruitier ou même un fermier, et qu'il n'eût pas une connaissance certaine, personnelle des faits de possession, il pourrait refuser de prêter le serment et devrait néanmoins être admis à faire la preuve⁴.

871. Le serment supplétif peut être déféré d'office par le juge, pour compléter une preuve qui laisse encore hésiter sa conviction⁵.

§ 4. — Des présomptions.

SOMMAIRE:

872. Différentes espèces de présomptions.

873. La possession du canal fait présumer la possession des francs-bords.

874. La preuve contraire est réservée.

875-876. Autres exemples.

877. Les présomptions de mitoyenneté ou de non mitoyenneté l'emportent-elles, au possessoire, sur la possession? — Renvoi.

¹ Arg. C. pr. article 324.

² Bourbeau, n. 519. — V. d'ailleurs C. pr., art. 428 et 4033.

³ Arg. Code art. 4358 et 4361.

⁴ Argument Code, art. 4359.

⁵ Bourbeau, n. 427 et 520.

872. On distingue les présomptions résultant de la loi et celles abandonnées à l'appréciation du magistrat¹.

873. La preuve de la possession annale doit être faite contre le possesseur du canal qui est présumé avoir la possession annale des francs-bords d'un canal².—La possession *actuelle* d'une partie du bord d'un canal a pu s'induire de la possession prouvée du surplus des bords de ce canal, alors d'ailleurs que la partie litigieuse est adjacente à une partie de terre non soumise à une culture annuelle³.

874. La présomption cède devant la preuve contraire; le terrain des francs-bords peut rester assujéti à la servitude nécessaire pour assurer la continuation de l'existence du canal, conformément à sa destination⁴.

Spécialement la jouissance par le maître d'une usine d'un canal de fuite ne le dispense pas de prouver qu'il en a la possession annale dans toute son étendue, tellement qu'il ne peut demander la destruction d'un pont jeté sur ce canal, s'il ne prouve pas sa possession annale de cette partie du canal⁵.

875. Peut être invoqué à l'appui d'une action possessoire le fait par celui qui n'a que le droit de prendre, à leur arrivée dans son fonds, les eaux d'un canal d'irrigation, de faire des actes de curage sur le fonds où passe ce canal⁶.

876. Lorsque la jouissance ne peut se manifester par des actes et des produits annuels, il faut rechercher les derniers faits de jouissance pour adjuger le bénéfice de la pos-

¹ Code, art. 1350 et 1353.

² Rejet, req. 23 nov. 1840, D. 44, 46.

³ Rejet, req. 22 févr. 1843, D. 43, 407.

⁴ Rejet, req. 6 mars 1844; Cassé, 13 août 1850, Dev. 44, 290; 50, 721; 22 juin 1853; rejet, civ. 4^{re} août 1855, *Journal des Justices de Paix*, Art. 360 et 935. Daviel, 2, n. 337.

⁵ Rejet, req. 17 janv. 1842, D. 42, 391.

⁶ Rejet, civ., 18 avril 1854, D. 54, 241.

session annale à celui qui en justifie. — Ainsi la présomption de propriété établie relativement aux fossés séparatifs de deux héritages en faveur de celui des deux propriétaires sur le fonds duquel se trouve le rejet de terre, est inapplicable aux fossés établis entre les bois domaniaux et des bois appartenant à des particuliers. Ces derniers étant tenus, d'après l'ordonnance d'août 1669 et l'arrêté du 19 pluviôse an vi, de creuser des fossés séparatifs sur leurs propres terrains et à leurs frais, doivent être admis à prouver leur possession, bien que le rejet de terre soit du côté du bois domanial. — Il en est de même des fossés qui séparent les bois domaniaux des propriétés dites rietz, les rietz étant assimilés aux bois et soumis aux mêmes règles quant aux fossés¹.

877. Les présomptions légales, et notamment celles de mitoyenneté ou de non-mitoyenneté l'emportent-elles, au possessoire, sur la possession? — V. *suprà*, n. 510 et *infra*, n. 1035 à 1037.

¹ Saint-Omer, *Paix*, 49 avril 1850.

CHAPITRE VIII.

DU JUGEMENT.

SOMMAIRE.

- 878. Le juge régulièrement saisi doit statuer.
- 879. Défaut congé.
- 880-884. Si le défendeur fait défaut, vérification des conclusions de la demande.
- 882. Défaut des deux parties.
- 883. Dénégation du trouble.
- 884. Aveu du trouble.
- 885. Importance relative des actes de jouissance.

878. L'affaire une fois engagée et portée devant le juge de paix, le rôle de ce magistrat commence.

Le juge vérifie d'abord si la demande est régulièrement introduite.

Si les parties n'ont pas une capacité suffisante, il surseoit jusqu'à ce que l'instance ait été régularisée. — V. *sup.*, n. 663 et suivants.

Il vérifie ensuite sa compétence.

879. Au jour indiqué pour l'audience, si le demandeur ne comparait pas, le juge prononce un défaut-congé contre lui, et le défendeur, sans fournir aucune preuve, est laissé en possession¹.

880. Le défendeur fait-il défaut, les conclusions du demandeur ne lui sont adjugées qu'autant qu'elles paraissent justes et bien vérifiées².

881. Il ne peut être pris contre le défendeur absent aucune conclusion nouvelle.

¹ Favard, v° *Complainte*, § 5, n. 44.

² Argument C. pr., art. 450. — *Contrà*, Carré, art. 24.

882. Lorsque aucune des parties ne se présente, le juge ne peut statuer : il n'est requis par personne; la citation est comme non-avenue.

883. Le trouble est rarement dénié; le plus souvent le défendeur l'avoue et soutient qu'il a usé de son droit.

La dénégation du trouble emporte en général reconnaissance implicite de la possession de l'adversaire, enlève à la contestation le caractère possessoire, et la convertit en un procès en dommages-intérêts¹.

884. Si le défendeur, tout en niant la possession de son adversaire, convient à l'audience qu'il a fait des actes de jouissance d'où résulte nécessairement une possession légale, il doit être condamné sans autre procédure.

885. Parmi les actes de jouissance, ceux-là doivent l'emporter, qui sont en plus grand nombre et le plus appropriés à la destination de la chose qui en est l'objet.

Le fait de la moisson prouve plus la possession que celui de la culture; — le fait d'avoir coupé l'herbe d'un pré, que celui d'y avoir fait paître des bestiaux, à moins qu'il ne s'agisse de la possession non d'un pré, mais d'un pâturage. — S'il s'agit d'un champ cultivé, planté d'arbres, celui qui a labouré le champ, qui l'aensemencé et y a récolté les grains, sera préféré à celui qui a émondé les arbres, recueilli les fruits.

La propriété d'un canal fait de main d'homme entraîne la présomption de propriété des francs-bords; le riverain qui a planté et abattu des arbres sur ces francs-bords est présumé avoir fait des actes de tolérance².

¹ Dalloz. n. 653. — V. *suprà*, n. 33.

² Paris, 12 fév. 1830, *Palais*. — V. *sup*, n. 331, à 333; 409.

SECTION I. — Jugements préparatoires et interlocutoires.

886. Il est rare qu'une action possessoire puisse être jugée définitivement sans quelques mesures d'instruction préalables.

Nous les avons indiquées sous le chapitre précédent, à la section II.

SECTION II. — Jugement définitif.**§ 1. — Ce que peut et doit ordonner le juge.****SOMMAIRE :**

887-888. Le juge de paix doit statuer au possessoire, seulement.

889. Et sur les conclusions prises en dernier lieu.

890. Il peut réduire la demande, mais non la dépasser.

887. Lorsque la citation contient des chefs relatifs au possessoire et d'autres concernant le pétitoire, le juge de paix doit statuer sur les premiers, et renvoyer devant qui de droit pour le surplus : il ne peut se déclarer incompétent pour le tout¹.

Ainsi, lorsque le demandeur a conclu à être réintégré en la *propriété et jouissance* d'un terrain, le juge de paix peut et doit statuer sur le chef de ces conclusions concernant la jouissance.

888. Ce magistrat ne peut statuer sur des faits antérieurs à l'année du trouble; par exemple, ordonner la suppression d'un fossé établi depuis plus d'un an. De sembla-

¹ Motifs Cassé, 30 janv. 1837, D. 37, 237.

bles faits ne sauraient fonder qu'une action pétitoire¹. Mais le juge du possessoire a pu invoquer un fait de possession remontant bien au delà de l'année qui a précédé l'action, alors que dans le dispositif il s'est borné à statuer sur la possession².

889. Le juge du possessoire peut et doit prononcer sur les conclusions rectificatives ou additionnelles qui ont pour objet la possession³.

890. Il peut réduire la demande, si elle lui paraît excessive, mais il ne peut statuer sur des chefs non compris dans les conclusions; autrement il y aurait *ultra petita*. — V. *infra*, chap. X, sect. v.

ART. 1. — De la plainte.

SOMMAIRE :

- 891-892. Le juge maintient le demandeur qui prouve sa possession.
- 893. Il peut se fonder, entre autres motifs, sur une possession plus qu'annale.
- 894-896. Il peut négliger une exception de propriété qui n'est pas sérieuse.
- 897. Faut-il que le demandeur prouve le préjudice?
- 898. Le juge s'attache principalement à la question de possession.
- 899. Il peut examiner si le défendeur a abusé du droit que la loi lui reconnaît.
- 900. Le demandeur qui prétend seul à la possession, doit la prouver.
- 901. A défaut de preuve, la demande est rejetée.
- 902. Le défendeur nanti, reste en possession par le seul fait du rejet de la demande.
- 903. En cas de demande reconventionnelle, il faut distinguer :
- 904. Que doit faire le juge quand les preuves respectives sont insuffisantes?

¹ C. pr. art. 23.

² Rejet, civ., 3 décembre 1834, D. 35, 59.

³ Casse, 29 décembre 1828, Dev.

- 905-906. Il peut maintenir une possession indivise ou le *statu quo*.
 907-910. Ou bien une possession distincte pour chacune des parties.
 911. Ou bien une possession alternative.
 912-918. Cas où la copossession est impossible.
 919. La possession la mieux colorée doit-elle l'emporter ?
 920. La récréance existe-elle encore ?
 921. Différence entre la maintenue indivise et la récréance.
 922. Le juge peut-il renvoyer les parties au pétitoire ?
 923. Du séquestre.
 924-925. La récréance et le séquestre sont de simples mesures provisionnelles.
 926. Le possesseur provisoire doit-il rendre compte des fruits ?
 927. Les frais de labour doivent être déduits.
 928. Le juge peut ordonner la destruction des travaux faits sur le terrain d'autrui.
 929. *Quid* si l'auteur du trouble a fait les travaux sur son propre terrain ?
 930-934. Au cas d'usine, on distingue si elle est ou non autorisée.
 935. *Quid* au cas d'aveu partiel de plusieurs défendeurs ?
 936-937. Interprétation de la sentence.
 938-939. Le juge peut accorder des dommages-intérêts.
 940. Les liquider.
 941-942. Les codéfendeurs peuvent être condamnés solidairement.
 943. Le juge de paix connaît des restitutions de fruits.
 944. Il peut prononcer la contrainte par corps.
 945. Ordonner une caution.
 946. Statuer sur les dépens.
 947. Il les réserve, lorsqu'il renvoie au pétitoire.
 948. Le juge peut ordonner une plantation de bornes provisoire.
 949. Saisi d'une action en bornage, il peut statuer sur l'action possessoire formée incidemment.
 950-951. *Quid* s'il s'agit d'une demande en extraction d'arbres ?
 952. La fixation de la valeur des matériaux ou de la plus-value n'appartient pas au juge de paix.

891. Le juge doit vérifier d'abord si le demandeur en complainte justifie d'une possession ayant les qualités et conditions énumérées *suprà*, sous le chapitre II.

892. Cette preuve faite, le juge peut autoriser le de-

mandeur à prendre possession du terrain litigieux, faute par le défendeur de se désister de cette possession, dans un certain délai, par exemple dans les huit jours de la prononciation du jugement¹.

893. Le juge qui reconnaît, dans les *motifs* de son jugement, que le demandeur a une possession même plus qu'annale, peut statuer au possessoire sans renvoyer à se pourvoir au pétitoire².

894. Peu importe que le défendeur lui-même prétende un droit de propriété ou de servitude, lorsqu'il ne fournit à l'appui de ce dire aucune preuve ou présomption qui donne à l'exception proposée le caractère d'un moyen sérieux³.

895. A plus forte raison, le juge de paix peut-il et doit-il retenir la cause, lorsque le défendeur se borne à avancer que la *propriété* du terrain litigieux appartient à un tiers (à une commune) qui n'est pas en cause⁴.

896. Lorsque deux communes sont contraires en fait sur la question de situation du rocher qui produit le varech litigieux, le juge du possessoire ne doit pas nécessairement se déterminer d'après les limites de chaque commune; il peut se borner à apprécier les faits de possession et prononcer la maintenue possessoire au profit de celle des communes qui justifie de sa jouissance. En accueillant cette demande, le juge du possessoire ne commet ni violation des dispositions qui attribuent la *propriété* du varech à la commune limitrophe, ni violation d'un arrêté administratif qui aurait reconnu ce droit de propriété en faveur de cette

¹ Rejet, civ. 16 fév. 1859, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4425.

² Rejet, req. 19 avril 1843, *Palais*, 1843, 1, 674.

³ Argument rejet, req. 26 mai 1840, *Journal de Procédure*, Art. 2384.

⁴ Rejet, req. 19 avr. 1843, *Palais*, 43, 1, 674.

dernière commune, ni violation du principe d'imprescriptibilité des rivages de la mer. — V. *supra*, n° 336.

897. Dans les cas ordinaires, il suffit au demandeur en complainte d'établir le fait de sa possession annale et celui du trouble qui y a été apporté. — Peu importe que ce trouble n'ait causé aucun dommage dès à présent appréciable ; l'intérêt du demandeur à conserver le bénéfice de la possession, protège à lui seul son action. — V. *supra*, n° 43 et suiv.

898. Si le défendeur prétend avoir eu le droit d'agir comme il l'a fait, c'est une question à examiner au pétitoire. — Nous supposons que la constatation du *droit* invoqué par le défendeur ne puisse résulter que de l'appréciation des prétentions ou allégations contraires des parties, de l'examen des titres invoqués ; le juge de paix ne pouvant faire cette appréciation sans cumuler le *possessoire* et le *pétitoire*. — V. *infra*, chapitre XII.

Mais provisoirement la maintenue en possession du demandeur doit être prononcée.

899. S'agit-il, au contraire, d'un *droit* que la loi elle-même confère au défendeur, pour la reconnaissance duquel le juge du *possessoire* n'a aucune vérification à faire et n'a qu'à consulter la loi ; le défendeur, ayant de par la loi un droit égal au demandeur, celui-ci ne peut être reçu dans son action en complainte qu'en prouvant que le défendeur a usé de son droit d'une manière abusive et dommageable.

Ainsi, l'exercice par le propriétaire riverain d'un cours d'eau, du droit qui lui est attribué par l'art. 644 du Code, de se servir de cette eau à son passage, ne peut donner lieu contre lui à une action en complainte de la part du propriétaire inférieur, qui a la possession annale des mêmes eaux, qu'à la double condition qu'il y aurait abus de la part du

propriétaire supérieur dans l'exercice de son droit et préjudice causé au propriétaire inférieur ¹.

900. Lorsque le demandeur en complainte conserve la détention matérielle de la chose et se prétend seul possesseur annal, il se trouve seul chargé de la preuve des faits de trouble et de la possession alléguée.

Si la preuve du demandeur est incomplète, le juge déclare la complainte non recevable, renvoie le défendeur absous des conclusions principales et accessoires prises contre lui.

901. Lorsque le demandeur en complainte plaide des saisi, et qu'il ne justifie pas de sa possession annale, le défendeur nanti de la possession actuelle y est maintenu, sans avoir besoin de prouver l'annalité de cette possession. *Actore non probante reus absolvitur* ².

902. Lorsque le défendeur n'a pas pris de conclusions tendantes à se faire reconnaître véritable possesseur, le juge n'ordonne pas en sa faveur le délaissement de l'objet litigieux. Il constate l'absence du droit de possession chez l'un, sans reconnaître qu'il existe pour l'autre. Le trouble dans ce cas, fût-il constaté, ne donne lieu à aucune réparation ³.

903. Si la possession est suffisamment prouvée par l'une des parties, elle y est maintenue, et défense est faite à son adversaire de la troubler.

Cette défense n'a pas pour effet de frapper d'avance du vice de précarité les actes de jouissance que pourrait se permettre plus tard la partie condamnée et de la rendre par là incapable d'acquérir jamais la possession de l'objet litigieux ³.

¹ Rejet, req. 41 juin 1844, Dev. 41, 729, note 4.

² Bourbeau, n. 428.

³ Bélimé, n. 249 et 429. — V. sup., n. 57.

904. Les preuves peuvent être insuffisantes de part et d'autre; — ni l'un ni l'autre des plaideurs ne prouve la possession invoquée.

Le demandeur principal succombe, en ce sens qu'il ne peut être réintégré dans la possession de la chose dont il a perdu la détention matérielle, ni obtenir des dommages intérêts pour le trouble subi.

Le défendeur est dans la même situation que s'il n'eût offert aucune preuve de sa possession. Il est maintenu s'il possède, mais il n'obtient pas le délaissement à son profit, dans le cas où le demandeur détient la chose litigieuse ¹.

905. Le juge peut, sans attribuer formellement la possession au défendeur qui ne justifie que d'une possession non paisible, se borner à rejeter l'action en maintenue du demandeur, faute par celui-ci d'établir sa possession ², — et se fonder sur l'aveu des parties et l'appréciation des titres pour en déduire l'état indivis du terrain litigieux et le rejet de la complainte, faute de possession exclusive de la part du complainant.

906. Lorsque l'une des possessions, en s'exerçant, a eu pour l'autre le caractère d'un trouble, le juge peut considérer cette simultanéité des actes comme impliquant l'idée de deux possessions qui n'ont été ni paisibles, ni continues, ni exemptes d'interruption. Ce sont deux possessions équivoques. Les choses peuvent rester dans l'état où elles sont ³.

907. Les deux possessions se sont exercées sans promiscuité, comme sans conflit, parce qu'elles se sont appliquées à des parties ou à des dépendances diverses d'un

¹ Bourbeau, n. 429.

² Rejet, req. 23 juill. 1834, D. 34, 400.

³ Rejet, req. 23 juill. 1834, D. 34, 400; Bourbeau, n. 430.

même objet. — Exemples, la possession de l'un s'applique au sol, la possession de l'autre aux arbres qui y sont accrus. — L'un est en possession du lit d'un canal, l'autre a la possession annale des francs-bords. — L'un semble posséder le fonds comme propriétaire, l'autre comme usager. — Dans ces divers cas, le juge peut reconnaître deux possessions distinctes et les maintenir chacune dans leur objet ¹.

908. De même on peut acquérir la possession d'élaguer et de recueillir les fruits des arbres croissant sur la berge d'un fossé, sans acquérir celle du terrain lui-même ².

Un propriétaire peut avoir la possession d'arbres qu'il a plantés sur une chaussee, tandis qu'un autre conserve celle des herbages qu'on y récolte.

On a pu adjuger la possession des bois existants sur une montagne à une personne, et à une autre personne la possession des herbes et chaumes venant sous ces bois ³.

On attribue à l'un les hauts bords d'un canal et à l'autre les arbres et les herbes qui y croissent ⁴.

Les art. 555 et 664 C. N., en reconnaissant comme possible, dans certains cas, l'existence de deux propriétés distinctes sur un même sol, viennent à l'appui de ces décisions.

909. Les deux possessions peuvent aussi s'appliquer indivisément à la totalité de l'objet litigieux ; alors les plaideurs sont maintenus l'un et l'autre dans une possession commune.

Par exemple, s'il agissait d'une cour contiguë aux bâtiments des deux parties, ou d'un chemin attenant à leurs

¹ Sainte-Hénimie. 47 février 1854, *Journal des Justices de Paix*, Art. 594 ; Bourbeau, n. 430.

² Caen, 44 juill. 1825, Dev.

³ Rejet, req. 43 févr. 1834, D. 34, 120. — V. d'ailleurs *suprà*, n. 337.

⁴ — V. *suprà*, n. 333.

héritages ; d'un puits ou d'une fontaine placée à proximité de leurs habitations.

Chacune des parties prétend à la possession exclusive d'un mur, d'une haie ou d'un fossé qui sépare leurs héritages ; l'un et l'autre prouvent des actes de possession de même valeur. — Chacun des plaideurs sera maintenu dans la possession de l'objet litigieux considéré comme mitoyen¹.

Le juge de paix doit donc vérifier si l'une des parties n'a pas eu la jouissance sous un rapport qui aurait été constamment le même, et l'autre sous un rapport différent.

910. Lorsque les parties ont fait des actes entièrement pareils, aussi caractérisés, aussi anciens d'un côté que de l'autre, — on doit les maintenir toutes deux concurremment².

911. Le juge du possessoire, saisi d'une action en complainte relative à la jouissance du cours d'un ruisseau, dont le demandeur et le défendeur prétendent chacun avoir la possession annale, peut, en appréciant l'état et la nature de la possession respective des parties, et en les maintenant dans cette possession, décider que l'une aura la jouissance exclusive des eaux pendant une saison et que cette jouissance sera commune entre les parties pendant le reste de l'année : ce n'est pas là cumuler le possessoire et le pétitoire, ni faire un règlement d'eau rentrant dans les attributions de l'autorité administrative³.

912. Le juge ne peut attribuer aux parties une possession commune ou indivise, lorsque ni titre, ni rapport entre les plaideurs, ni caractère particulier de la chose possédée,

¹ Rejet, req. 28 avr. 1813, Dev. ; Bourbeau, n. 430.

² Argum., rejet, req. 28 avr. 1813 ; rejet, civ. 8 déc. 1824 ; Bélimé, n. 401 ; Dalloz, v^o *Action poss.* n. 690,

³ Rejet, civ., 9 août 1836, Dev. 37, 440.

ni présomption légale, ne justifient cette attribution indivise¹.

913. Quelquefois, par la nature des faits, il est impossible de supposer les deux plaideurs copropriétaires et il est évident que la chose appartient à l'un ou à l'autre. Exemple : — Un passage à ciel découvert forme séparation entre deux bâtiments; il est commun aux deux propriétaires voisins d'après les titres; qui n'en déterminent pas la largeur. L'un des bâtiments a un appentis ou rebord de toit projeté sur le treige et en couvre à peu près la moitié. Le propriétaire de ce bâtiment dépose du bois de chauffage le long de son mur, sous l'appentis; il est actionné au possessoire comme obstruant la chose commune, il répond : je suis en possession de toute la partie du treige comprise sous mon appentis, d'après la maxime *qui habet solum, habet cælum*. Je suis censé propriétaire du terrain sur lequel s'avance mon toit; cet état de choses existe depuis longues années; c'est à moi qu'appartient la possession annale; j'ai le droit de faire sur ce terrain tel dépôt qu'il me plaît. Le demandeur réplique : j'ai la possession du treige où j'ai toujours passé librement.

914. Un treige étant reconnu exister entre deux bâtiments, est présumé s'étendre d'un mur à l'autre, bien que la largeur n'en soit pas spécifiée dans le titre. Celui qui est en possession d'y passer est censé l'avoir fait dans toute sa largeur, et non pas d'un côté seulement; il doit être regardé comme ayant la possession à titre de propriétaire de la totalité du terrain.

L'autre propriétaire en avançant le rebord de son toit sur le passage est présumé avoir entendu seulement exercer la servitude : *jus stillicidii vel projiciendi*, ce qui consiste à

¹ Bourbeau, n. 430.

verser les eaux ou à faire avancer un ouvrage sur la propriété adjacente. Ce droit est une servitude continue et apparente susceptible d'attribuer l'action possessoire, mais ce n'est qu'une servitude, et non un droit de propriété. C'est le cas de maintenir le demandeur en possession du treige commun ; d'ordonner l'enlèvement des bois déposés ; de maintenir le défendeur en possession de la servitude *stillicidii*. — Ce qui revient au fond à conserver le *statu quo*, en attendant le jugement au pétitoire¹.

915. Le propriétaire d'une cour ou d'un jardin, et le propriétaire d'un bâtiment contigu ont une difficulté, à raison de la lisière de terre que ce dernier prétend avoir laissée en dehors de son mur pour recevoir ses eaux. — Le maître de la cour bâtit immédiatement contre le mur du voisin et celui-ci l'actionne en complainte. — Les titres sont muets.

Le propriétaire du mur est présumé propriétaire d'un certain espace au delà, lorsque le chaperon du mur est disposé de manière à rejeter les eaux en dehors. Autrement le voisin n'aurait pas souffert qu'on fit couler sur lui les eaux pluviales².

916. La largeur de la lisière variera suivant l'usage des lieux. Elle sera plus grande pour une maison : les eaux s'écartant davantage à mesure qu'elles tombent de plus haut.

917. Cette présomption pourrait céder devant certaines circonstances particulières ; exemple : le propriétaire du terrain adjacent a planté jusqu'au pied du mur ou y a fait d'autres actes de maître équivalents, bien caractérisés ; il devra être maintenu dans sa possession annale³.

¹ Bêlime, n. 402.

² Bêlime, n. 403.

³ Bêlime, n. 403.

918 Les témoignages sont égaux en nombre, mais quelques uns sont plus décisifs et plus respectables que les autres : *non numerantur, sed ponderantur* ¹.

Y eût-il parité entre les preuves testimoniales, si l'examen des titres appuie l'une des possessions et que l'autre en soit dénuée, le doute se résoudra en faveur de la première.

A défaut de titres, la possession antérieure à celle qui s'est exercée pendant la dernière année fera pencher la balance au profit de celui qui invoque cette présomption².

919. Les deux parties prétendent réciproquement avoir la possession annale, le défendeur s'est porté reconventionnellement demandeur; ni l'un ni l'autre ne justifie d'une possession *exclusive* de l'immeuble litigieux, que doit décider le juge du possessoire?

La question est délicate et a donné lieu à plusieurs systèmes :

1^{er} système. — Lorsque les faits de possession coexistent et se balancent, le juge est autorisé à examiner les titres et à accorder la maintenue à celle des parties qui paraît avoir la possession la *mieux colorée*³.

920. 2^e système. — Lorsque les parties justifient d'une possession *simultanée*, le juge *peut* attribuer la possession *provisoire*, ce que l'on appelle la *récréance*, à celle d'entre elles qui a le droit le plus apparent ou qui offre le plus de garantie, à la charge de rendre compte des fruits dans le

¹ Bourbeau, n. 429.

² *In conflictu possessionum, titulata vel antiquior possessio vincit.* Du-moulin sur l'art. 441 de la coutume du Maine — Rejet, req. 49 juill. 1830 ; 13 nov. 1839, D. 33, 274 ; 40, 72.

³ Rejet, req. 13 nov. 1838, D. 40, 26.

cas où l'adversaire obtiendrait gain de cause au pétitoire.

Cette solution a donné lieu à une grande controverse ¹ :

Pour repousser la récréance on invoque le silence du Code, l'abrogation des anciens usages en matière de procédure par l'art. 1041 C. pr., d'autant plus que dans l'espèce il s'agit d'attribuer au juge de paix, juge d'exception, un pouvoir que les anciens usages n'accordaient qu'à la juridiction ordinaire. On insiste sur la maxime *actore non probante absolvitur reus*; sur l'injustice qu'il y aurait à attribuer une possession exclusive à l'une des parties quand elle n'a eu qu'une possession commune; sur les avantages du séquestre, qui, sans léser l'intérêt d'une partie au préjudice de l'autre, ne préjuge rien sur la question de propriété. — On ajoute que la récréance n'était usitée autrefois que dans les matières bénéficiales ².

L'ancienne organisation judiciaire devait se prêter *plus facilement* à cette mesure; c'était le même juge qui avait compétence sur les questions de possession et sur les questions de propriété; l'instruction sur le pétitoire devenait ainsi le complément du débat engagé sur la possession. Le juge n'avait pas à se dessaisir, mais à ordonner une instruction sur le fond.

Le juge de paix, au contraire, ne pouvant statuer que sur la possession, ne semble-t-il pas abdiquer ses pouvoirs et commettre un déni de justice, lorsqu'il laisse indécise la possession annale, et que, se bornant à régler la détention provisionnelle de l'objet litigieux, il renvoie les parties devant d'autres juges pour y plaider sur la propriété ²?

¹ Chauveau, 43, p. 360; Augier, p. 74; Garnier, p. 69; Miroy, p. 323; Crémieux, *Théorie des actions possessoires*, n. 457; Alauzet, *Histoire de la Possession*, p. 267; Carou, n. 654; Dalloz, n. 699.

² Bélimé, n. 399.

En faveur de la récréance on répond : Il résulte des termes généraux du grand Coutumier de Charles VI et des anciens auteurs que la récréance, introduite d'abord dans les matières bénéficiales, avait cessé de leur être exclusivement propre, et avait été appliquée aux matières profanes¹. Et les art. 1961 et 1963 du Code ne sont pas contraires à cette interprétation : le premier permet au juge d'ordonner le séquestre, mais ne l'y oblige pas, et le second est muet sur la question. D'ailleurs, la *récréance* est une espèce de séquestre qui, au lieu d'être confié à un tiers, l'est à l'une des parties. L'art. 1963 ne s'oppose pas à ce qu'il en soit ainsi. Cette mesure, en épargnant des frais, est préférable à un séquestre entre les mains d'un tiers².

L'objection tirée d'un prétendu déni de justice n'est point fondée. — L'une et l'autre partie, nous le supposons, réclament la maintenue possessoire : l'une et l'autre ont apporté des preuves d'une possession annale. Mais ces preuves s'affaiblissent l'une, l'autre. Dès lors le juge ne peut pas affirmer qu'il y ait un véritable possesseur annal. — Il accorde à l'une de ces possessions une partie des avantages que la possession légale procure, la détention de la chose, sans qu'il en résulte aucun préjugé sur le fond du droit ; — de même que, si ni l'une ni l'autre des parties n'avait justifié la possession annale, il eût refusé la maintenue possessoire et eût laissé les choses dans le *statu quo*. — Le juge ne refuse pas de juger en prononçant la récréance ; il rend une décision négative qui n'en est pas moins un véri-

¹ Lizet, *Pratique judiciaire*, tome 5. — De Parien, *Études historiques et critiques*, p. 450.

² Rejet, req. 44 nov. 1832, Dev. 32, 846 ; 44 nov. 1842, *Journal de Procédure*, Art. 2410 ; Pothier, *Possession*, n. 105 ; Henrion, ch. 53. Poncet, *Actions*, n. 59 et 68 ; Troplong, *Prescription*, n. 329 ; Curasson, n. 724 ; Bourbeau, n. 432.

table jugement, en décidant que la possession *légale* n'appartient à aucune des parties.

921. La maintenue indivise diffère de la *récréance*.

Chacun des plaideurs prétend avoir la possession *exclusive*; dans la *récréance*, le juge ne se prononce pas, il dit qu'il ne sait lequel a raison, que la possession est obscure. Dans la maintenue, le juge dit: les faits sont clairs, vous possédez tous les deux; il donne une solution, en condamnant chaque partie dans ce que sa prétention avait d'exorbitant. — Si le défendeur a fait acte de maître sur la totalité du terrain litigieux, en l'entourant d'une clôture, le juge en ordonne la destruction. — Dans la *récréance*, il n'aurait pas ce droit: il n'oserait décider à qui la possession appartient. Il est vrai qu'en maintenant les deux parties, on ne met pas un terme aux rixes et aux débats provoqués par les prétentions rivales du demandeur et du défendeur.

922. 3^e système. En l'absence de preuve d'une possession exclusive, le juge du possessoire a la *faculté* de renvoyer les parties au pétitoire, et d'ordonner le *séquestre* de la propriété litigieuse.

Ainsi le demandeur en complainte a été déclaré non recevable pour défaut d'intérêt à se pourvoir contre un jugement, qui après avoir déclaré qu'il reste, sur le caractère de la possession des parties, un doute sérieux, et que l'interprétation des titres peut seule éclaircir ce doute, renvoie ces parties à se pourvoir au pétitoire et ordonne néanmoins le séquestre de la propriété litigieuse¹.

Des faits de culture passagère pouvant être considérés comme actes de jouissance précaire ou équivoque, n'ont pas la même importance.

¹ Rejet, req. 31 juillet 1838; 14 févr. 1857; rejet, civ. 5 nov. 1860; 2 déc. 1862, *Journal des Justices de Paix*, Art. 1101, et 1699; 2109. — *Contrà*, Carou, n. 654; Dalloz, n. 699.

Ces procès, au pétitoire, présenteront souvent moins de difficultés : les juges auront toute latitude pour interpréter les titres, ils pourront faire porter l'enquête sur le fond du droit, faculté que l'art. 24 C. pr. refuse au juge de paix ¹.

La décision qui, entre les parties, n'a que des effets purement provisionnels, est définitive relativement au juge, dont les pouvoirs sont épuisés par la solution donnée à l'instance possessoire ².

923. Le juge de paix peut substituer le séquestre à la récréance, c'est-à-dire ordonner le séquestre, au lieu de prononcer la maintenue, en renvoyant les parties dont les possessions sont égales, à se pourvoir au pétitoire.

924. Ni la récréance, ni le séquestre ne sont des actions possessoires, ce sont des mesures provisionnelles ³, que le juge peut prendre d'office.

925. Au reste, la possession provisoire accordée à l'une des parties n'a pour effet que de lui donner le droit de jouir de l'immeuble pendant la durée du procès au pétitoire, à la charge d'en rendre compte à l'autre partie ; si cette dernière triomphe dans cette instance, elle ne dispense pas celui qui l'a obtenue de prouver sa propriété : cet avantage n'est attribué qu'à la possession civile ⁴.

926. La partie qui succombe au possessoire doit être condamnée à rendre à l'autre les fruits qu'elle a perçus et ceux qu'elle a empêché de recueillir, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu ⁵. — Toutefois, suivant

¹ Bérime, n. 403.

² Bourbeau, n. 433.

³ Rejet, civ. 30 juill. 1838, D. 38, 341 ;

⁴ Bourbeau, n. 296.

⁵ Pothier, *Possession*, n. 405.

⁶ Jousse, ordonn. 4667.

M. l'avocat général Laplagne-Barris, celui qui obtient la récréance fait les fruits siens ¹.

927. Au surplus, la restitution n'est due que sous la déduction des frais faits pour labour, travaux et semences : cette réserve doit être sous-entendue dans la sentence.

928. Lorsque l'auteur du trouble a fait des travaux sur le terrain possédé par antrui, le juge de paix peut et doit ordonner la destruction des travaux. — Point de difficulté.

929. Le juge de paix peut-il se dispenser d'ordonner la destruction des travaux, lorsque l'auteur du trouble les a faits sur son propre terrain, et que ces constructions portent atteinte à l'exercice d'un droit de servitude appartenant à l'autre partie?

L'affirmative est enseignée par plusieurs auteurs pour le cas où le juge aurait la certitude qu'au fond celui qui a fait les constructions avait le droit de les faire ².

Cette solution n'est pas à l'abri de la critique. — En effet, le juge de paix ne pourrait pas exprimer cette prétendue certitude sans violer la loi ; — qu'arriverait-il d'ailleurs, si l'auteur du trouble s'en tenait au jugement possessoire ? — Il faudrait que le possesseur annal, pour obtenir la suppression des ouvrages, prît l'initiative de l'instance pétitoire ³.

La destruction des travaux dont l'établissement a donné lieu à la complainte, étant le seul moyen de faire cesser le trouble, elle peut être ordonnée par le juge.

Les jugements possessoires sont des jugements de pleine maintenue, définitifs sur le fait et le caractère de la posses-

¹ — V. *Journal de Procédure*, Art. 4274.

² Bélimé, n. 367 ; Dalloz, *Actions possessoires*, n. 464. — V. d'ailleurs *sup.* n. 235.

³ Bourbeau, n. 434.

sion¹. La maintenue ne serait pas pleine et entière, si le juge n'ordonnait pas la destruction des travaux et des ouvrages qui font obstacle à l'exercice du droit de possession.

930. Le juge peut défendre à l'auteur du trouble de retenir les eaux dans le bief de son moulin au delà d'une certaine hauteur déterminée par experts, à peine de dommages-intérêts par chaque contravention, alors que la mesure ainsi ordonnée n'a été devant lui l'objet d'aucune contestation²; — cette mesure, dans l'espèce, avait uniquement pour objet de maintenir la possession des demandeurs dans l'état où elle était reconnue exister en leur faveur. Elle laissait entier le droit de faire régler la jouissance des eaux, soit par l'autorité administrative, soit par les tribunaux au pétitoire.

931. S'agit-il de travaux servant au roulement d'une usine, considérés comme constituant un trouble à la possession d'autrui? — Il faut distinguer :

932. Les travaux ont-ils été construits *sans autorisation*, le juge de paix, en reconnaissant qu'ils sont un trouble à la possession d'autrui, et que leur construction ne remonte pas à plus d'une année, a le droit d'en ordonner la suppression³.

933. Si, au contraire, les ouvrages ont été construits en vertu d'une autorisation administrative, le juge de paix en constatant le trouble qui en résulte peut accorder des dommages-intérêts pour le préjudice matériel causé par le nouvel établissement : le pouvoir administratif permet plutôt qu'il ne concède, et toujours sous la réserve des intérêts privés.

¹ Casse, 5 juill. 1826, D. 26, 409.

² Rejet, req. 3 août 1852, *Journal des justices de Paix*, Art. 493.

³ Rejet, req. 28 janv. 1845, D. 45, 415.

Mais les tribunaux civils devant respecter les actes administratifs, ne peuvent rien prescrire de contraire à l'arrêté d'autorisation¹.

Lorsque le demandeur en complainte, au lieu de conclure à des dommages-intérêts, se borne à réclamer la suppression des ouvrages, le juge de paix se déclare incompétent².

934. Toutefois si, par suite d'une erreur, l'administration a autorisé la construction d'une usine sur un terrain appartenant, non au concessionnaire, mais à un tiers, celui-ci, en se faisant maintenir dans la possession du terrain sur lequel les travaux ont été exécutés, peut faire prononcer leur destruction, qui est alors une conséquence nécessaire et légale du droit de rentrer dans la possession matérielle du terrain; l'autorisation, qui ne peut avoir pour objet qu'une modification ou une transformation de la chose du concessionnaire, doit être considérée comme non avenue, si le droit de propriété ou de possession lui faisant défaut, il n'y a plus de base aux modifications ou aux transformations autorisées³.

935. Un droit de passage dans une certaine largeur est réclaté au possessoire contre l'un des riverains, lequel appelle en garantie l'autre riverain; — le droit est reconnu par les deux riverains, — il s'agit seulement de savoir si le trouble provient des travaux du défendeur originaire, ou des travaux du défendeur en garantie: le juge du possessoire peut-il *dès maintenant*, pour assurer l'exercice de ce droit de passage, ordonner la démolition des ouvrages les moins importants, à la charge par celle des parties qui suc-

¹ Argument loi 25 mai 1838, art. 6; Bourbeau, n. 436.

² Rejet, req. 49 août 1845, D. 45, 404.

³ Rejet, civ. 4^{re} août 1855, D. 55, 370.

combera au pétitoire de supporter les conséquences de cette démolition?

L'affirmative a été jugée¹. Cette décision peut être équitable, mais est-elle à l'abri de toute critique, au point de vue des principes?

Il est vrai que le droit de passage du demandeur était reconnu par les deux défendeurs; mais cette reconnaissance n'était pas complète. — Ainsi, le défendeur appelé en garantie, condamné par le juge du possessoire à démolir les clôtures qu'il avait élevées, loin de reconnaître que ce droit de passage existait et eût été exercé sur le terrain occupé par les clôtures, le contestait formellement. — D'autre part, le demandeur auquel incombait l'obligation de prouver contre ce défendeur que le passage avait été exercé par lui sur cette portion même du terrain occupé par les clôtures, ne faisait pas cette preuve. — Dans ces circonstances, l'aven du défendeur appelé en garantie pouvait-il être divisé contre lui et servir de base à une condamnation? il est d'autant plus permis d'en douter, que ce doute semble avoir été partagé par la chambre des requêtes qui avait admis le pourvoi.

936. La sentence qui ordonne la destruction des travaux doit être interprétée en ce sens qu'elle n'a prescrit la destruction que de la partie des travaux opérés dans l'année du trouble¹.

937. Lorsque cette sentence a été annulée en appel pour excès de pouvoir, la Cour de cassation à laquelle le jugement est déféré, est autorisée à vérifier dans les pièces s'il y a eu erreur de fait de la part des juges qui ont prononcé l'annulation .

¹ Rejet, civ. 2 décembre 1862, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2109.

² Casse, 44 février 1844, *Dev.*

938. Le juge de paix peut accorder des dommages-intérêts ou des restitutions de fruits.

939. Il statue sur les dommages-intérêts, quel que soit le chiffre auquel s'élève la demande; en matière possessoire, sa compétence est illimitée et toujours à charge d'appel.

940. Lorsque le juge n'a pas les éléments nécessaires pour liquider par son jugement les restitutions et dommages-intérêts prononcés contre la partie condamnée, il ordonne une liquidation ultérieure¹, peu importe qu'il ne soit pas compétent pour connaître de l'exécution de ses décisions. Il s'agit dans l'espèce plutôt de compléter le jugement que de l'exécuter. — Il n'est pas nécessaire que le jugement établisse la preuve du préjudice souffert, en condamnant à des dommages-intérêts. Le fait seul de l'usurpation l'établit suffisamment².

941. Lorsque le dommage dont la réparation est ordonnée a été causé par deux personnes, sans qu'on puisse déterminer la part que chacune a prise dans ce fait, cette réparation constituant un objet indivisible, le tribunal peut condamner *solidairement* ces deux personnes au paiement des dommages-intérêts³.

942. Le rejet de la demande principale en complainte emporte le rejet de la demande accessoire en dommages-intérêts, sans qu'il soit nécessaire de donner des motifs particuliers sur ce dernier point⁴.

943. La restitution des fruits s'applique non-seulement aux fruits perçus à partir du jour de la demande possessoire mais encore aux fruits perçus avant la demande.

Vainement la partie condamnée alléguerait sa bonne foi

¹ Argument C. pr., art. 27.

² Rejet, civ. 24 avril 1834, D. 34, 244.

³ Argument Code, art. 4202. Rejet, req. 8 novembre 48 6, D. 36, 804.

⁴ Rejet, req. 4 déc. 1843, Palais, 1844, 4, 61.

pendant la première période. Le juge de paix remet les parties dans la situation qu'elles auraient eue si le trouble ne s'était pas produit.

Mais si la partie condamnée au possessoire se pourvoit en revendication, elle peut, en démontrant que son adversaire était de mauvaise foi, se faire restituer avec la possession de la chose, non-seulement les fruits perçus depuis le jugement possessoire, mais encore ceux qu'elle avait été condamnée à rendre au possesseur annal ¹.

944. Le jugement rendu sur plainte peut-il prononcer la contrainte par corps, lorsqu'il condamne à des dommages-intérêts excédant 300 fr.? — Pour la négative on dit : l'art. 126 C. pr., est placé sous le titre VII, du livre deuxième, *Des tribunaux inférieurs*, et ne s'applique pas aux juges de paix. — Mais on répond avec raison pour l'affirmative. Le tribunal de paix prononce un véritable jugement, qui emporte les voies d'exécution légale; le système contraire mettrait le créancier dans la nécessité d'interjeter appel pour obtenir du tribunal civil, ce qu'il n'aurait pu obtenir du juge de paix ².

945. L'exécution provisoire pour des condamnations excédant 300 fr. peut être ordonnée sous caution ³.

946. La partie qui succombe au possessoire est condamnée aux dépens ⁴.

947. Si le juge de paix a renvoyé les parties à se pourvoir au pétitoire, dépens réservés, et qu'aucune des parties n'élève de réclamation, le défendeur au possessoire qui

¹ Rejet, req. 6 nov. 1838, D. 38, 397, Bourbeau, n. 437.

² Carré et Chauveau, n. 530. Lonchampt, v° *Contrainte par corps*, n. 3. — *Contra*, Dalloz, n. 724. — V. d'ailleurs C. N. 2060.

³ C. pr., art. 17.

⁴ Argument C. pr. art. 430.

succombe au pétitoire doit être condamné aux dépens des deux instances ¹.

948. Le juge peut ordonner (même d'office) une plantation de bornes provisoires ², pour empêcher de nouvelles anticipations; dès qu'il lui appartient de déclarer jusqu'où s'étend la possession d'une partie, il peut marquer par un signe matériel la limite de cette possession ³.

Mais une délimitation ou bornage *définitif* ne pourrait être ordonné que sur une demande formée au pétitoire ⁴.

949. Le juge de paix saisi d'une action en bornage peut, si le défendeur prétend avoir la possession jusqu'à tel endroit, procéder immédiatement à la décision de la question possessoire. — Mais si le défendeur à une action en trouble pour anticipation forme une demande reconventionnelle en bornage, cette action pétitoire ne peut être vidée qu'après l'action possessoire ⁵.

950. Une demande en extraction d'arbres qui ne seraient pas plantés à la distance légale est formée. — Le défendeur oppose sa possession annale, — le juge de paix ne s'arrêtera pas à cette défense; il ne jugera pas la question de possession, pour statuer ensuite sur la demande d'extraction des arbres; il déclarera le défendeur non recevable à invoquer la possession annale, qui ne peut prévaloir contre l'obligation légale de respecter les distances et d'observer les usages. — Il ne devrait s'arrêter que devant une défense invoquant la prescription trentenaire, un titre ou la destination du père de famille ⁶.

¹ Rejet, req. 8 décembre 1836, *Journal de Procédure*, Art. 650.

² Bélimc, n. 217.

³ Arg. rejet, civ. 26 janv. 1825, Dev.; Pardessus, n. 419 et 325; Garnier, p. 212; Guichard, p. 190; Carou, n. 276.

⁴ Bélimc, *ib.*; Dalloz, n. 710.

⁵ Argument, C. pr., art. 25.

⁶ Bourbeau, n. 415.

951. Toutefois lorsque le défendeur invoque la possession annale non-seulement des arbres, mais encore du terrain intermédiaire jusqu'à la limite de la distance légale, et qu'il justifie de cette possession, — la question d'extraction des arbres ne peut être soumise qu'au tribunal d'arrondissement, saisi en même temps de la question de propriété du terrain¹.

952. Lorsque celui qui a construit sur le terrain d'autrui argumente de sa bonne foi, et de l'art. 555 du Code, le juge de paix doit se borner à reconnaître la possession annale, et à ordonner le délaissement du sol avec les constructions, les plantations et les ouvrages, au profit du possesseur annal, sauf aux parties à se faire régler par les juges compétents sur la question de bonne foi du constructeur et sur le remboursement des impenses ou de la plus-value du fonds¹.

ART. 2. — De la réintégrande.

SOMMAIRE:

- 953. La réintégrande ne comporte pas de sursis.
- 954-955. Exemples.
- 956. La restitution est ordonnée.
- 957. Affirmation du demandeur.
- 958. La chose périt pour le défendeur; il est mis en demeure.
- 959. Le juge peut ordonner la destruction des travaux qui constituent la voie de fait.
- 960. Les co auteurs de la voie de fait peuvent être condamnés solidairement.
- 961. La contrainte par corps doit être prononcée.
- 962. Même contre le propriétaire.
- 963. Le refus de la contrainte serait un déni de justice.

¹ Bélimé, n. 368; Bourbeau, n. 435.

964. Mais le juge ne peut la prononcer d'office.

965. Pas de contrainte par corps, s'il n'y a pas de violence.

966. Elle est prononcée, alors même que le demandeur justifie d'une possession annale.

967. Par le jugement même qui statue sur la réintégration.

968. La restitution ordonnée au pétitoire est réglée par l'art. 2061.

953. La demande en réintégration ne comporte aucun sursis.

Spécialement le défendeur à l'action en réintégration n'est pas recevable à demander un sursis jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'action pétitoire qu'il se proposait d'exercer, concernant l'interprétation d'un règlement d'eau¹.

954. La demande reconventionnelle en validité de congé formée par le défendeur ne peut empêcher de statuer sur la réintégration².

955. L'annalité de la possession n'est pas nécessaire. — Pairault demandait à être réintégré dans la possession d'un mur qu'il avait fait construire le long de sa propriété; Bidault avait fait démolir environ deux mètres de ce mur, peu de jours après sa construction; la réintégration formée par Pairault a été admise avec raison³.

956. Le jugement qui ordonne la réintégration du possesseur dépouillé condamne en même temps l'auteur de la spoliation à restituer toutes les choses qui se trouvaient sur l'héritage au moment où il s'en est emparé, sans préjudice des dommages-intérêts.

957. Le spolié peut être cru jusqu'à concurrence d'une certaine somme, dans sa déclaration sous serment, sur l'existence de ces choses⁴.

¹ Rejet req. 44 mai 1844, D. 44, 242.

² Coucy-le Château, 4 novembre 1863, *Journal des Justices de Paix*, Art. 431.

³ Casse, 23 nov. 1846, D. 47, 33. — V. *sup.* n. 94 et 278.

⁴ Pothier, *Possession*, n. 134; Favard, n. 10

958. Le spoliateur rembourse le prix de l'héritage spolié et des choses qu'il renfermait, encore bien qu'elles aient péri ou aient été perdues même sans sa faute. Il était en demeure de les restituer par le seul fait de la spoliation¹.

La destruction des travaux dont l'établissement a donné lieu à l'action, étant le seul moyen de faire cesser la spoliation, elle peut être ordonnée par le juge du possessoire².

959. Le rétablissement d'un pont existant sur un cours d'eau, et détruit par le propriétaire riverain, peut être ordonné contre celui-ci, encore bien que les possesseurs du pont n'aient aucun droit de passage sur la propriété riveraine. Cette maintenue en possession n'implique pas nécessairement la reconnaissance d'une servitude de passage³.

960. Lorsque la voie de fait a été commise par plusieurs individus, ils doivent être condamnés *solidairement* aux restitutions, dommages-intérêts⁴ et frais⁵.

961. La contrainte par corps est prononcée contre le défendeur qui succombe en cas de réintégrande : — 1^o pour le délaissement du fonds occupé par voie de fait ; — 2^o pour la restitution des fruits perçus pendant son indue possession ; — 3^o pour le payement des dommages-intérêts.

962. Elle est prononcée, soit que la voie de fait ait été exercée contre le propriétaire lui-même, soit contre le possesseur : l'interprétation contraire qui s'attache judiciairement aux termes de l'art. 2060 doit être repoussée. — Cet article se sert du mot *propriétaire*, parce que le possesseur

¹ Code, art. 4302; Pothier, n. 427.

² Casse, 30 janv. 1837, *Journal de Procédure*, Art. 990.

³ Rejet, req. 47 juill. 1837, D. 37, 412.

⁴ Argument, Code pénal, art. 55. Bélimé, n. 388.

⁵ Argument. Décret, 18 juin 1814, art. 156; Casse, cr. 12 mai 1849. *Journal des Justices de Paix*, Art. 2256

est réputé propriétaire. Si ce mot était entendu d'une autre manière, l'article n'aurait plus aucun sens¹.

963. La contrainte par corps n'est pas laissée ici à l'arbitrage du juge : le magistrat n'a pas la faculté de la prononcer ou de ne la pas prononcer. La refuser au demandeur qui aurait pris des conclusions formelles à cet égard est un véritable déni de justice².

964. Mais le juge ne doit pas la prononcer d'office³.

965. Au surplus, si la dépossession a eu lieu sans voie de fait, c'est-à-dire sans violence, la contrainte par corps n'a pas lieu⁴. — Il s'agit alors plutôt d'une complainte que d'une réintégrande proprement dite.

966. Le juge de paix n'a pas besoin de constater la possession *annale* du détenteur dépouillé. — V. *sup.*, n. 955.

Toutefois si le demandeur invoquait sa possession *annale* antérieure aux voies de fait qu'il a subies, et s'il fournissait tout à la fois la preuve de son droit de possesseur et celle des voies de fait qui l'ont dépouillé, il n'en devrait pas moins obtenir pour le délaissement prononcé en sa faveur, et pour les condamnations accessoires, la sanction de la contrainte par corps à laquelle il aurait conclu⁵.

967. La contrainte doit être prononcée par le jugement même qui statue sur l'action possessoire, et non par un second jugement, à peine de nullité⁶.

968. Mais la contrainte par corps édictée par l'art. 2060 ne s'étend pas à la restitution d'un fonds usurpé, ordonnée au pétitoire sur une action en délaissement ou en reven-

¹ Bèlme, n. 389.

² Coin-Delisle, p. 28, n. 4; Troplong, *Contrainte par corps*, n. 420.

³ Argument C. pr., art. 480, n. 3.

⁴ Troplong, n. 424.

⁵ Bourbeau, n. 438.

⁶ Argument Code, art. 2060.

dication : il faut recourir aux dispositions spéciales de l'art. 2061¹.

§ 2. — *Quand doit être rendu le jugement.*

SOMMAIRE :

969. Le jugement doit être rendu au plus tard à la première audience.

970. Dans les quatre mois de l'interlocutoire.

971. La péremption profite au demandeur au pétitoire.

969. Le juge doit rendre son jugement immédiatement après l'enquête, ou au plus tard à la première audience².

970. Lorsqu'un interlocutoire a été ordonné, la cause doit être jugée définitivement dans le délai de quatre mois du jour du jugement interlocutoire³. Autrement l'instance serait périmée, et l'action possessoire ne pourrait être renouvelée qu'autant que l'on se trouverait encore dans l'année du trouble.

Si l'instance est périmée par la faute du juge, il sera passible de dommages-intérêts³.

971. La péremption de l'action possessoire peut motiver, au profit de l'autre partie, l'attribution de la propriété par le juge du pétitoire, nonobstant les dispositions des art. 15 et 401 C. pr.⁴.

§ 3. — *Dans quel lieu le jugement doit être rendu*

SOMMAIRE :

972. Le juge peut statuer sur les lieux litigieux.

¹ Troplong, *ib.*, n. 422.

² Argument, C. pr. 39 et 42.

³ C. pr., art. 45.

⁴ Rejet, req., 28 avril 1858, *Journal des Justices de Paix*, Art. 1497.

973. Ou dans une maison voisine.

974. A-t-il droit à une indemnité de transport?

972. Le juge de paix, soit qu'il ait procédé seul, soit qu'il ait été assisté d'experts, peut, l'opération terminée, statuer sur le lieu sans désemparer ¹.

973. Ce magistrat peut-il juger dans la demeure de l'une des parties, non loin des lieux contentieux, quand il ne mentionne pas l'impossibilité où il était de juger en plein air, ou de se retirer dans une maison tierce?

Si le juge de paix, au lieu de juger chez lui ou à l'auditoire, avait indiqué *un autre lieu* pour entendre les parties ou les témoins, lors même que ce lieu ne paraîtrait pas *convenable*, par exemple un cabaret, ce serait une faute qui exposerait ce magistrat à un fâcheux avertissement, mais il n'en résulterait pas la nullité du jugement qu'il aurait rendu ².

974. Le juge de paix qui a procédé à une visite de lieux par lui ordonnée d'office, a-t-il droit à l'indemnité de transport? — En d'autres termes, l'art. 8 du décret de 1807 qui exige une réquisition de la part des parties, et la mention de cette réquisition pour l'allocation du droit de transport, a-t-il été virtuellement abrogé en ce qui concerne le juge de paix, par les art. 1 et 4 de la loi du 21 juin 1843 et par l'art. 10 de l'ordonnance royale du 6 déc. 1845? — Nous le pensons. L'ancien tarif semblait confondre les juges de paix avec les diverses classes d'officiers ministériels ³; le législateur de 1843 a voulu évidemment relever la position de ces magistrats; il les a mis presque sur la même ligne que les membres des trib. civils; le traitement des juges de paix

¹ C. pr., art. 42.

² Thomine, sur l'art. 8.

³ — V. l'art. 454 du tarif de 1807.

est le même que celui des juges des tribunaux civils dans les lieux où siègent les trib. de 1^{re} instance. L'indemnité de transport allouée par la loi du 21 juin n'est plus un salaire comme l'était autrefois la vacation allouée par le tarif, mais elle est le remboursement des dépenses nécessaires du juge ¹.

Vainement on objecterait que, par l'art. 8 du tarif, le législateur n'a pas voulu que les populations, ordinairement soupçonneuses, surtout dans les campagnes, pussent supposer que le juge de paix ordonnait une visite de lieux uniquement par le désir d'émolument. — La loi de 1845 fait mieux, elle place les juges de paix dans une sphère assez élevée pour que le soupçon ne les atteigne plus.

§ 4. — *Formalités du jugement.*

SOMMAIRE

975. Le juge doit avoir siégé à toutes les audiences.

976. Il est assisté du greffier ou d'un commis assermenté.

977. Publicité du jugement.

978-979. Rédaction et signatures.

975. Le jugement, en matière possessoire, est soumis aux formes ordinaires des sentences des tribunaux de paix.

Ainsi le jugement doit être rendu par un juge qui ait assisté à toutes les audiences de la cause. — En cas d'absence

¹ M. Desjardins, dissertation insérée sous l'art. 629 du *Journal des Justices de Paix*. — V. toutefois, en sens contraire, Curasson, t. 1, 442; Dalloz, *v^o Descente de lieux*, n. 59; Louchamp, 1852, *Visite de lieux*, n. 4.

du juge titulaire, le suppléant qui le remplace doit avoir assisté à tous les débats.

976. Le juge est assisté du greffier ou d'un commis greffier assermenté, mais sans assesseurs ¹. — V. *supra*, n. 860.

977. Le jugement doit être rendu publiquement.

Les motifs du jugement doivent être prononcés à l'audience publique, aussi bien que le dispositif.

978. Le greffier indique, sur un registre appelé *plumitif*, le sommaire de ce qui se passe à l'audience. — Les notes qui y sont consignées servent à la rédaction du jugement.

Cette rédaction se compose de deux parties distinctes : — l'une comprend les motifs et le dispositif tels qu'ils sont prononcés et dictés par le juge. Elle est principalement l'œuvre de ce magistrat. — L'autre contient diverses mentions essentielles au jugement. On la désigne ordinairement sous le nom de *qualités*. Elle est plus particulièrement l'œuvre du greffier.

979. La minute est signée par le juge et par le greffier.

La rédaction du jugement, comme celle de tout acte authentique, est, en outre, soumise à certaines conditions générales ².

980. Le jugement doit être motivé.

Les motifs doivent être principalement tirés de la possession ; ils ne peuvent porter exclusivement sur le fond du droit. — V. *infra*, chapitre XII.

¹ — V. d'ailleurs notre *Dictionnaire des Juges de Paix*, v^o *Audience*, *Juge de Paix*, *Juge suppléant*, *Jugement*.

² — V. notre *Dictionnaire des Juges de Paix*, v^o *Acte*, *Enregistrement*, *Langue française*, *Poids et mesures*, *Timbre et infra*, chapitre xiii.

CHAPITRE IX.

EXÉCUTION ET EFFETS DU JUGEMENT.

981. Le jugement une fois rendu, il s'agit de le mettre à exécution et de profiter des effets qu'il peut produire.

C'est ce que nous exposerons sous les deux sections suivantes.

SECTION I. — De l'exécution du jugement.

SOMMAIRE :

- 982. Levée du jugement.
- 983. Le condamné peut-il s'y opposer en acquiesçant?
- 984. Différences entre une simple expédition et la grosse.
- 985. Le jugement ne peut, en général, être exécuté que sur la grosse.
- 986. Effets de la signification.
- 987. Elle a lieu par un huissier du canton de la partie à qui l'on signifie.
- 988. Par copies séparées, s'il y a plusieurs parties.
- 989. Le délai fixé pour l'exécution court en général du jour de la signification.

982. Le droit de lever le jugement appartient à la partie qui a obtenu gain de cause¹. — S'il y a plusieurs chefs, il se détermine par l'importance respective des condamnations et par la qualité du demandeur.

Si la partie qui a obtenu le jugement néglige de le lever, l'autre partie, qui peut avoir intérêt à se procurer l'expédition, fait sommation de lever le jugement dans les trois jours¹. — S'il n'est pas satisfait à cette sommation, celui

¹ Argument décret 16 février 1807, art. 7.

qui a succombé peut lever une expédition du jugement.

983. La partie condamnée au possessoire ne peut s'opposer à ce que l'adversaire lève le jugement, en déclarant qu'elle tient le jugement pour signifié. — Le gagnant a intérêt à conserver expédition du jugement comme titre de la possession.

984. L'expédition contient tout ce que renferme la minute portée sur la feuille d'audience; et, en outre, la formule exécutoire. Auquel cas on lui donne le nom de *grosse*.

L'expédition est signée par le greffier : lui seul a le droit de la délivrer; il atteste qu'elle est conforme à l'original qui reste entre ses mains.

985. Le jugement ne peut être mis à exécution que sur la grosse, — à moins que le juge de paix, en cas d'extrême urgence, ne l'ait déclaré exécutoire sur minute ¹.

986. La signification du jugement a deux objets principaux :

1^o Elle fait courir les délais du recours;

2^o Elle permet de mettre la sentence à exécution.

987. Si le jugement est contradictoire, la signification peut être faite par un huissier quelconque du canton qu'habite la partie à laquelle on signifie ². Peu importe que cette partie n'habite pas le même canton que le juge qui a rendu le jugement.

988. Le jugement doit être signifié par copies séparées à chacun des adversaires contre lesquels on veut exécuter.

989. Le jugement qui ordonne que, dans les huit jours de sa prononciation, le défendeur sera tenu d'exécuter la condamnation ne dispense pas d'une signification préalable.

¹ Loi du 25 mai 1838, art. 42.

² Argument loi du 25 mai 1838, art. 16.

Le plus souvent, le point de départ du délai est fixé à dater de la *signification* du jugement; c'est afin que le défendeur soit averti d'une manière plus certaine et que la mise en demeure soit plus énergique¹.

SECTION II. — Effets du jugement.

990. Les principaux effets du jugement possessoire sont : — 1° d'attribuer au demandeur qui a obtenu gain de cause la jouissance de la chose litigieuse ; — 2° d'empêcher le défendeur qui a succombé d'agir au pétitoire avant d'avoir exécuté les condamnations contre lui prononcées ; — 3° d'exercer une certaine influence sur le sort de l'action pétitoire.

§ 1. — *Jouissance provisoire.*

SOMMAIRE :

- 991. La jouissance provisoire n'autorise ni les dégradations, ni les innovations.
- 992-994. Si le possesseur est insolvable on nomme un séquestre.
- 995. Le simple rejet de la complainte n'attribue pas la jouissance provisoire au défendeur.
- 996. Le jugement sur une première action n'a pas d'influence directe sur une seconde.
- 997. *Quid* si le gagnant n'est plus en possession depuis plus d'un an ?

991. Le demandeur jouit provisoirement de la chose jusqu'au jugement sur la propriété.

Il ne peut se permettre que des actes ordinaires de jouissance; s'il voulait innover, démolir une construction, défricher une forêt, le juge du pétitoire ordonnerait la

¹ Rejet, civ., 6 avril 1859, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4452.

séquestration de la chose litigieuse. En effet, l'art. 1961 du Code porte : — « La justice *peut* ordonner le séquestre d'un immeuble dont la *propriété* ou la *possession* est litigieuse. »

992. Le séquestre doit être ordonné surtout lorsque le possesseur est insolvable ¹.

993. La nomination d'un séquestre n'enlève pas au possesseur annal la possession de droit qui lui est acquise; si les titres des parties présentent plus tard de l'incertitude, c'est en sa faveur que le doute doit s'interpréter. On ne porte pas atteinte à la chose jugée au possessoire : on n'enlève au possesseur que la détention.

994. Toutefois le juge du pétitoire ne doit pas, sans des motifs graves, enlever la détention au défendeur.

995. Le rejet pur et simple de la *demande* possessoire n'a pas pour effet nécessaire d'attribuer au *défendeur* qui a fait déclarer cette demande non recevable la jouissance de la chose litigieuse. Les choses restent dans l'état où elles étaient. — Si le défendeur se porte ultérieurement lui-même demandeur en complainte contre la partie qui avait intenté la première action, il est tenu de prouver sa possession annale, à l'époque où il a été troublé. Le fait qui avait motivé la première action n'a pu à lui seul, et indépendamment de tout fait ultérieur, devenir le principe et la preuve d'une possession continuée depuis et prolongée surtout dans l'année qui a précédé le trouble dont le défendeur se plaint à son tour ².

996. L'autorité de la chose jugée sur une première action possessoire est sans influence directe et nécessaire sur le jugement d'une seconde action fondée sur des faits de

¹ Bêlime, n. 494.

² Rejet, civ., 21 mars 1854, *Journal des Justices de Paix*, Art. 555.

trouble d'une nature différente; il n'y a plus la même cause¹.

Spécialement le jugement qui a maintenu le possesseur d'un cours d'eau, troublé dans sa possession par l'établissement d'un droit de pêche prétendu par l'administration, n'a pas l'autorité de la chose jugée à l'égard du trouble ultérieur qui résulterait de l'établissement d'un péage¹ ou droit de navigation sur le même cours d'eau.

997. Le jugement possessoire ne profite plus à celui qui s'est laissé déposséder pendant plus d'un an de la chose dont ce jugement lui reconnaissait la jouissance.

Toutefois ce jugement a été considéré comme entachant de précarité la possession de celui qui, nonobstant la sentence rendue contre lui, avait continué de jouir depuis an et jour, et sa complainte a été rejetée².

§ 2. — *Obligation pour le défendeur d'exécuter les condamnations.*

SOMMAIRE :

998-999. Le défendeur au possessoire doit, avant d'agir au pétitoire, acquiescer à la demande ou satisfaire aux condamnations.

1000. *Quid* de l'acquéreur, si le vendeur était défendeur?

1001-1003. Le demandeur au possessoire peut agir immédiatement au pétitoire.

1004-1006. Mais il ne peut se désister, en cas de demande reconventionnelle.

1007. Le défendeur qui gagne peut agir immédiatement au pétitoire.

1008-1009. L'action en rescision est assimilée ici à l'action pétitoire.

1010. Le défendeur, en cas de demande reconventionnelle, peut agir

¹ Arg. Code, art. 4354; rejet, req., 30 mars 1841, S. 41. 341.

² Rejet, civ., 12 juin 1809, Dev.

au pétitoire, devant le juge de paix, dans les matières où ce magistrat est compétent.

- 1011. L'exécution ne résulte ni de l'offre d'une caution;
- 1012. Ni d'une cession de biens;
- 1013. Ni de travaux pratiqués sur un autre point.
- 1014. Offres réelles.
- 1015-1016. L'exécution n'est pas exigée si le gagnant est en retard de faire liquider les condamnations.
- 1017. Peut-on suivre au pétitoire, si la complainte a été incidente?
- 1018-1019. *Quid* si la complainte et le pétitoire ont un objet différent?
- 1020. *Quid* de l'homologation d'un arpentage?
- 1021. Le demandeur peut renoncer à l'exception, soit expressément;
- 1022. Soit tacitement.
- 1023. *Quid* au cas de question préjudicielle?

998. Le défendeur au possessoire ne peut se pourvoir au pétitoire qu'après que l'instance sur le possessoire a été terminée¹, — soit par un jugement, soit par la reconnaissance que ferait le défendeur de la possession de son adversaire : la loi a voulu punir l'auteur du trouble en lui refusant l'exercice de l'action pétitoire jusqu'à la répression du trouble².

999. Le défendeur au possessoire qui a succombé ne peut se pourvoir au pétitoire qu'après avoir pleinement satisfait aux condamnations prononcées contre lui³. Ce défendeur qui a usurpé la possession mérite peu de faveur.

1000. L'acquéreur ne peut être admis à se pourvoir au pétitoire avant d'avoir satisfait aux condamnations prononcées contre le vendeur aux obligations duquel il succède en qualité de propriétaire de l'immeuble⁴. — Tant que la vente n'a point eu date certaine à l'égard des tiers, le vendeur a été

¹ C. pr., art. 27.

² Bélimé, n. 472.

³ C. pr., art. 27.

⁴ Cass. 30 novembre 1840, D. 41, 22.

le légitime contradicteur de ceux qui l'ont actionné au possessoire.

1001. La prohibition ne s'applique pas nécessairement au demandeur; il a pu succomber par cela seul qu'il ne prouvait pas la possession; il a été condamné seulement aux dépens; son action pétitoire sera valable, bien qu'il ne prouve pas préalablement qu'il a satisfait à la condamnation. On ne lui reproche pas d'avoir usurpé la possession. Le défendeur qui succombe au possessoire est moins favorable¹.

1002. Si le *demandeur* est débouté de son action possessoire, il peut agir immédiatement au pétitoire². — Même décision, s'il se désiste. — Pourvu toutefois que ce désistement soit accepté par le défendeur ou que le juge de paix en donne acte³.

1003. Le demandeur au possessoire encourt-il déchéance de son action, par cela seul qu'en concluant à être maintenu en possession, il allègue un droit de propriété ou une possession trentenaire?

Pour que le juge de paix dût se déclarer incompétent et qu'il y eût déchéance de l'action possessoire, il faudrait que les termes de la citation fussent tels, qu'ils ne fussent pas susceptibles d'une signification compatible avec l'intention d'agir au possessoire.

Si l'ancienne jurisprudence, dans ce cumul de conclusions réunissant le caractère d'une demande possessoire et d'une action en revendication, faisait prédominer la nature pétitoire de l'instance, c'est que le même juge, connaissant de la possession et de la propriété, pouvait se considérer

¹ Carou, n. 720. Aulanier, n. 270. — *Contrà*, Guichard arg. ordonn. 4667, titr. 48, art. 4.

² Carré, art. 27.

³ Rejet, req., 3 mars 1836, notre *Journal de Procédure*, Art. 412.

comme saisi des questions de propriété, lesquelles absorbaient l'intérêt de la question possessoire.

Dans notre organisation judiciaire, le juge de paix n'étant compétent que pour statuer sur le possessoire, on doit plus facilement admettre l'interprétation qui donne à la demande une signification en rapport avec la nature de la juridiction à laquelle le demandeur a recouru¹.

1004. Toutefois, lorsque le défendeur a conclu reconventionnellement à des dominages-intérêts pour le trouble qu'il prétend avoir éprouvé, le demandeur ne peut se soustraire, par un désistement, à la réparation du trouble qu'il a causé².

1005. Souvent le défendeur originaire conclut reconventionnellement à être maintenu dans la possession qu'il conteste le demandeur.

Si ce dernier succombe sur la contre-prétention de son adversaire, on doit le considérer comme un défendeur et le déclarer non recevable à se pourvoir au pétitoire, tant qu'il n'a pas pleinement satisfait au jugement prononcé contre lui.

La disposition de l'art. 27 C. pr. ne reçoit son application directe que dans le cas où le demandeur originaire succombe sur l'action en complainte, sans que son adversaire ait conclu à être maintenu lui-même en possession³.

1006. L'art. 27 reçoit son application, même dans le cas où le demandeur au pétitoire, poursuivi en complainte devant le juge de paix pour avoir changé l'état des lieux pendant le cours de l'instance pétitoire, a été condamné par le juge de paix à remettre les lieux dans leur état primitif. Il doit exécuter le jugement avant d'être admis à *poursuivre*

¹ Bourbeau, n. 409.

² Bédime, n. 473.

³ Bourbeau, n. 442.

l'instance pétitoire. — Le doute vient de ce que la loi a seulement interdit au défendeur condamné *de se pourvoir* avant l'exécution de la sentence possessoire; — mais la loi a prévu par son texte le cas le plus fréquent, celui où l'instance possessoire précède l'instance pétitoire; si, au contraire, cette dernière a précédé l'autre, le motif qui interdit *de se pourvoir*, interdit également *de reprendre ou de poursuivre* l'instance pétitoire, tant qu'il n'a pas été satisfait aux condamnations prononcées par le juge de paix¹.

1007. Le défendeur qui a été maintenu en possession peut exercer l'action pétitoire; il a intérêt à prévenir toute atteinte ultérieure. Vainement on objecterait que l'exercice de l'action pétitoire renferme une renonciation implicite au bénéfice de la possession².

1008. La loi entend suspendre l'exercice non-seulement de l'action en revendication proprement dite, mais encore de l'action en nullité ou en rescision par laquelle on attaque une aliénation précédente. — Un vendeur tente de déposséder son acheteur, quelque temps après la vente; cité pour ce fait en complainte, il demande par voie de défense l'annulation du contrat pour cause de lésion, le juge de paix n'en doit pas moins le condamner au possessoire; tant qu'un jugement n'a pas prononcé cette rescision, l'acheteur est propriétaire; personne n'a le droit de le troubler³.

1009. Le vendeur actionné en complainte ne se dit pas lésé, mais allègue qu'il ne peut obtenir son paiement. — Le juge de paix doit passer outre au jugement de l'action possessoire. — Mais s'il ordonne une descente sur les lieux pour apprécier le dommage, s'il y a appel et que l'affaire

¹ Bourbeau, n. 344.

² Bastia 6 janvier 1857, *Journal des Justices de paix*, Art. 4136.

³ Bérime, n. 485.

éprouve quelques délais, le vendeur peut dès maintenant former sa demande en paiement du prix et subsidiairement demander la résolution de la vente ¹.

1010. Le défendeur à une action possessoire peut former reconventionnellement devant le juge de paix une demande pétitoire, toutes les fois que cette demande aurait pu être formée isolément par la voie principale devant ce magistrat, par exemple; une demande tendant à faire arracher des arbres plantés à une distance moindre que la distance légale ².

1011. L'exécution des condamnations ne peut être remplacée par l'offre d'une caution, en accordant la faculté de faire fixer un délai pour la liquidation. La loi montre qu'elle a voulu éviter les formalités et la discussion d'une réception de caution ³.

1012. La cession de biens serait également insuffisante; elle n'est pas un véritable paiement. Elle n'a d'autre effet que de procurer au débiteur la liberté de sa personne ⁴.

1013. L'exécution préalable de la sentence possessoire doit être réelle et complète. — N'est pas réputé avoir exécuté la sentence celui qui, condamné au possessoire à combler un fossé nuisible à la propriété de son voisin, l'a comblé, mais n'a pas tardé à en ouvrir un nouveau à peu de distance de l'ancien, et avec la même destination. Ouvrir ce nouveau fossé en remplacement de celui qui a été comblé, c'est enfreindre l'autorité du jugement possessoire, qui n'est plus exécuté lors de la demande pétitoire ⁵.

1014. Mais le défendeur au possessoire est recevable à

¹ Bérime, *ib.*

² Rejet, req., 41 déc. 1841, D. 45, 57; Bourbeau, n. 445.

³ Argument C. pr., art. 27; Carré et Chauveau, n. 431; Garnier p. 488.

⁴ Code, art. 1268; Bérime, n. 480.

⁵ Bourges, 22 janvier 1839, D. 39, 2, 244; Carou, n. 724.

former sa demande au pétitoire, lorsqu'avant la liquidation il a fait des offres du montant des condamnations ¹, — pourvu que ces offres soient suivies de consignation dans un court délai.

1015. La règle qui oblige à l'exécution préalable des condamnations prononcées au possessoire reçoit exception :
1° Lorsque la partie qui les a obtenues est en retard de les faire liquider; le juge du pétitoire peut fixer pour cette liquidation un délai après lequel l'action au pétitoire sera reçue. Il ne peut dépendre de la partie qui a gagné au possessoire de paralyser les droits de propriété de son adversaire, en abandonnant le produit des condamnations prononcées à son profit ².

1016. La liquidation est faite par le juge de paix auquel il appartient de compléter son jugement ³.

1017. L'une des parties poursuivies en complainte pour avoir changé l'état des lieux pendant le cours d'une instance au pétitoire, peut-elle, après avoir été condamnée, reprendre l'action pétitoire, sans être tenue de satisfaire préalablement aux condamnations prononcées contre elle. — Pour l'affirmative on argumente de ce que le texte de l'art. 27 ne défend que de se *pourvoir* au pétitoire ⁴. — Mais cette interprétation judaïque qui va contre l'esprit de la loi doit être repoussée. La loi n'a-t-elle pas voulu faire respecter la possession : qu'importe, dès lors, que le trouble ait précédé ou accompagné l'instance ⁵?

1018. 2° Dans le cas où l'action possessoire et l'action pétitoire, quoique relatives au même fonds, n'ont point de rapport entre elles. — Par exemple, lorsque l'instance péti-

¹ Paris, 28 mai 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 337.

² C. pr., art. 27. — V. Rodier, ordonn. 1667.

³ Bourbeau, n. 444.

⁴ Riom, 29 juin 1809, *Palais*; Carré sur l'art. 27.

⁵ Béline, n. 478; Dalloz, n. 812.

toire tend à faire supprimer une digue que l'une des parties a établie sur sa propriété et dans son intérêt, tandis que la demande possessoire a eu pour objet la suppression d'une autre digue construite par l'autre partie dans un emplacement et dans un but différents ¹.

1019. Toutefois il n'est pas nécessaire qu'il y ait corrélation complète entre l'action possessoire sur laquelle sont intervenues les condamnations non exécutées et l'action pétitoire, pour que cette dernière action soit non recevable à défaut d'exécution des condamnations rendues au possesseur.

Ainsi le condamné au possessoire à détruire des travaux de barrage, dans un certain délai, ne peut demander au pétitoire l'autorisation d'appuyer un barrage sur l'héritage voisin, avant la démolition de ces travaux et le paiement des dépens de l'instance possessoire ².

1020. Une demande tendante à obtenir l'homologation et l'exécution d'un arpentage convenu entre les propriétaires riverains avant le trouble qui a motivé l'action possessoire ne doit pas être considérée comme une action pétitoire dans le sens de l'art. 27 du Code de procédure; elle n'est que la conséquence et le complément de la convention intervenue entre les propriétaires du canton avant l'instance concernant le trouble; cette convention ayant pour but de procurer un titre commun à tous ces propriétaires a donné à chacun d'eux le droit d'en requérir immédiatement l'homologation et l'exécution. Une partie peut donc former cette demande avant d'avoir pleinement satisfait aux condamnations prononcées contre elle, à l'occasion

¹ Rejet, req., 30 mars 1830; Casse, 47 avril 1837, Dev. 37, 668.

² Rejet, civ., 25 août 1852, *Journal des Justices de Paix*, Art. 244.

d'une action possessoire, fondée sur ce qu'avant la rédaction du procès-verbal d'arpentage, elle s'était mise en possession de la part qui lui était assignée¹.

1021. L'assignation au pétitoire donnée nonobstant la disposition de l'art. 27 du Code de procédure n'est pas nulle.

L'exception résultant de l'art. 27 a été établie en faveur de l'autre partie, qui peut y renoncer et ne pas réclamer le sursis; cette exception n'est pas d'ordre public. Autrement un propriétaire qui serait sur le point de prescrire un droit de vue sur le voisin et qui craindrait une demande en justice, s'empresserait lui-même de citer au possessoire, pour lier les mains à son adversaire².

1022. L'exception est couverte par le silence du défendeur, en 1^{re} inst. et en C. d'appel; il ne peut s'en prévaloir pour la première fois en cassation³. Elle est purement dilatoire et elle serait couverte par la défense au fond⁴. V. C. pr., art. 173. — Lors même que cette défense aurait été suivie de réserves, les droits du condamné demeurent entiers quant au pétitoire; il peut les faire valoir aussitôt qu'il a satisfait aux dispositions du jugement rendu sur la possession⁵.

1023. Lorsqu'en exécution d'un jugement en dernier ressort qui a refusé de statuer au possessoire avant qu'une question d'enclave eût été vidée au pétitoire, une Cour d'appel, saisie de l'action pétitoire, refuse à son tour d'y faire droit, sous prétexte que les parties auraient dû préalablement faire statuer au possessoire, et renvoie celles-ci pour

¹ Metz, 42 déc. 1823, *Palais*.

² Béline, n. 475.

³ Rejet, civ., 5 juillet 1826, *Dev.*

⁴ Rejet, civ., 45 avril 1833, D. 33, 275.

⁵ Bourges, 43 fév. 1829, *Dev.*

faire statuer à cet égard, il y a violation de la chose jugée ¹.

§ 3. — Influence du possessoire sur le pétitoire.

SOMMAIRE :

- 1024. Celui qui gagne au possessoire devient défendeur au pétitoire.
- 1025. Mais, au pétitoire, une présomption légale l'emporte sur la possession.
- 1026-1028. Exemples. — Conquet de communauté.
- 1029-1033. Haie ou mur mitoyen.
- 1034. *Quid* au cas de servitudes?
- 1035-1037. Les présomptions simples l'emportent-elles, au pétitoire sur la possession?
- 1038-1040. Le possessoire n'a pas d'influence directe sur le pétitoire.
- 1041-1043. Mais il peut être pris en considération.
- 1044-1045. *Quid* si tous les intéressés n'ont pas été mis en cause?
- 1046-1050. Le possesseur qui succombe au pétitoire doit-il restituer les fruits? Distinction.
- 1051-1052. Les frais de labour sont déduits.
- 1053. Des dommages-intérêts peuvent être alloués.
- 1054. Les dommages-intérêts et dépens alloués au possessoire ne sont pas restitués.
- 1055. Les dépens réservés au possessoire sont mis à la charge de la partie qui succombe au pétitoire.

1024. La sentence au possessoire confère à la partie qui l'obtient le rôle de défendeur dans l'instance ultérieure en revendication, et lui attribue le bénéfice de rejeter sur son adversaire le fardeau de la preuve. Elle peut invoquer la maxime *actore non probante, reus absolvitur* ².

1025. Mais devant le juge du pétitoire, — le jugement possessoire n'emporte pas présomption *légale* de propriété.

Le demandeur au pétitoire qui a en sa faveur une pré-

¹ Casse, 4 juillet 1838, D. 38, 352.

² Casse, 5 juillet 1826, Dev.

somption légale de propriété, doit obtenir gain de cause, lorsque le défendeur ne peut alléguer que sa possession.

• **1026.** — Ainsi l'époux qui, laissé en possession pendant plus d'un an après le décès de son conjoint, d'un immeuble de la communauté, a été maintenu dans cette jouissance, doit succomber au pétitoire s'il ne peut opposer aucun titre de propriété à la présomption légale que fournit à l'adversaire l'art. 1402 du Code.

Aux termes de cet article, tout immeuble est réputé acquêt de communauté, s'il n'est prouvé que l'un des époux en avait la propriété ou *possession légale* antérieurement au mariage, ou qu'il lui est échu depuis à titre de succession ou donation ¹.

1027. La possession dont parle l'art. 1402 et qui imprime sur l'immeuble la qualité de propre doit être une possession légale, c'est-à-dire paisible, publique, sans équivoque, sans interruption et à titre de propriétaire. Mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit appuyée sur un titre ou sur la bonne foi ².

1028. Pour écarter la présomption que tel immeuble est conquêt de communauté, faut-il que l'époux qui le réclame comme propre prouve qu'il en a eu la possession annale antérieurement au mariage? — Suffit-il d'une possession d'une durée quelconque?

Il s'agit seulement d'écarter la présomption que tel immeuble est conquêt de communauté; or, pour atteindre ce but, il suffit d'une possession d'une durée quelconque, pourvu qu'elle ait eu lieu à titre de propriétaire; ne fût-elle que de quelques mois, même d'un seul, elle exclut la supposition que l'immeuble a été acquis pendant le mariage.

¹ Dalloz, v^o *Action possess.*, n. 826.

² Troplong, *Contrat de mariage*, n. 529.

Par le mot *légale*, on exige dans la possession, non pas une condition de durée, mais une condition relative à sa qualité, il faut que la possession soit à titre de propriétaire ¹.

1029. Celui qui possède depuis an et jour doit être maintenu provisoirement, même contre celui qui a un titre : ainsi le veut la paix publique.

La possession annale n'est qu'un fait à juger, la propriété est un droit ; je puis faire valoir mon droit de propriété résultant d'un titre ou d'une possession trentenaire contre celui qui vient d'être maintenu en possession d'an et jour.

La possession annale n'est que le commencement de la possession suffisante, laquelle ne s'accomplit que par 30 ans.

Le législateur ayant dit *s'il n'y a titre ou possession suffisante au contraire*, a voulu parler d'une possession équivalente à un titre ; il les a mis sur la même ligne.

1030. Ainsi le jugement rendu sur une action possessoire relativement à une haie, déclare le fait d'une possession exclusive continuée depuis an et jour ; le juge de paix auquel la connaissance de cette sorte d'action est attribuée, n'a que ce fait à constater : il n'a point à considérer si l'un des terrains entre lesquels se trouve la haie est seul en état de clôture ou si l'une des parties a un titre. Il ne décide point que la haie est mitoyenne ou n'est pas mitoyenne : il déclare qu'il y a preuve de possession annale en faveur de l'une des parties. Voilà tout. Mais cette déclaration n'empêche point que l'autre partie ne soit reçue à former ultérieurement une action pétitoire et à faire juger le droit de mitoyenneté ou de non-mitoyenneté par le tribunal civil. Rien ne s'opposera à ce qu'elle puisse invoquer

¹ Duranton, 44, n. 478 ; Troplong, *Contrat de mariage*, n. 534.

contre la prise de possession annale ou son titre ou la présomption que la loi admet comme un titre, ou la possession trentenaire, qui le remplace toujours¹.

1031. La possession ne suffit pas non plus pour détruire la présomption légale de propriété établie par les art. 653 et 670 C. N. — Souvent on n'a aucun titre écrit de la mitoyenneté d'un mur ou d'une haie ; on s'en est reposé sur la disposition de la loi, qui déclare ces sortes de choses mitoyennes. Si la présomption légale n'avait pas le même effet qu'un titre, le Code aurait, pour ainsi dire, tendu un piège au propriétaire qui aurait eu confiance dans ses dispositions. L'art. 670 déclare mitoyenne toute haie séparative d'héritages s'il n'y a titre ou possession suffisante au contraire, la loi en mettant ici la possession sur la même ligne que le titre entend une possession trentenaire, c'est-à-dire équivalente au titre. Donc la simple possession annale ne suffit pas pour faire cesser la présomption de mitoyenneté².

1032. Toutefois il a été jugé que la possession annale d'une haie suffit pour écarter la présomption légale de mitoyenneté établie par l'art. 670 du C. N.³

1033. 2° Que la présomption qui existe en faveur du propriétaire du bâtiment, que le terrain sur lequel les eaux tombent lui appartient, peut être détruite par des présomptions contraires, notamment par la possession paisible, publique et à titre de propriétaire du voisin⁴.

¹ Boncenne, Dev. 37, 4, 216.

² Casse, 13 déc. 1836 ; rejet, req., 17 janv. 1838, D. 37, 42 ; 38, 143 ; Delvincourt sur l'art. 670 ; Carou, n. 82 ; Marcadé sur l'art. 670 ; Massé et Vergé sur Zachariæ, 2, p. 476. Duvergier sur Toullier, 2, n. 229 ; Bélimé, n. 489 ; Demante, 2, n. 524 bis. Demolombe, 4, n. 475. — *Contra*, Toullier, 3, n. 229 ; Duranton, 5, n. 570 ; Ducaurroy et Roustain, 2, n. 305.

³ Bordeaux, 5 mai 1858, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4222.

⁴ Rejet, req., 28 juin 1851 ; *ib.*, Art. 72.

1034. En matière de servitudes prescriptibles, celui qui a obtenu gain de cause au possessoire n'est pas dispensé, quoique défendeur au pétitoire, de prouver qu'il a acquis par titre ou par prescription la servitude réclamée : le demandeur qui prouve sa propriété est protégé par la présomption légale que sa propriété est libre jusqu'à la preuve du contraire. Obliger ce propriétaire à prouver la non acquisition d'une servitude sur son fonds par l'adversaire, c'est le réduire à la justification impossible d'un fait négatif¹.

1035. Ainsi celui qui au possessoire a été maintenu dans l'exercice d'une servitude (celle de passage pour cause d'enclave), est tenu, sur l'action au pétitoire formée contre lui, et nonobstant sa qualité de défendeur, de faire preuve de l'acquisition de cette servitude².

1036. Le préjugé résultant du jugement au possessoire peut-il être combattu au pétitoire par de simples présomptions? — Ou bien les présomptions de l'homme ne peuvent-elles être accueillies que dans les cas seulement où la loi admet la preuve testimoniale? — Cette dernière solution est enseignée par M. Bélimé³, par argument des dispositions finales de l'art. 1353.

Toutefois, il a été jugé que la partie qui a succombé au possessoire, peut, lors de l'instance au pétitoire, en l'absence même d'un commencement de preuve par écrit, revendiquer la propriété en s'appuyant sur les simples présomptions que l'art. 1353 abandonne à la prudence des magistrats.

La commune de Pressigny, au possessoire, avait été

¹ Grenoble, 14 juill. 1832 ; Toullier, 3, n. 744 ; Carou, n. 266. — *Contrà*, Duranton, 5, n. 644 ; Limoges, 20 nov. 1843. — Dev. 44, 158.

² Limoges, 23 juill. 1842, D. 43, 424 ; Agen, 30 nov. 1852 ; 23 nov. 1857, *Journal des Justices de Paix*, Art. 289 et 4174.

³ N. 491.

maintenue dans la jouissance du terrain litigieux. — Arrêt de la cour de Dijon qui décide, au pétitoire, que, d'après les justifications produites par l'adversaire et d'après l'état des lieux, le terrain faisait partie nécessaire du château de Pressigny et de ses moyens de défense; qu'il constituait une propriété privée conservée par les vestiges de murs existant encore, et qui empêchaient de ranger ce terrain dans la classe des terres vaines et vagues. — Le pourvoi contre cet arrêt a été rejeté¹.

1037. La preuve de la propriété peut n'être pas mise à la charge du demandeur au pétitoire, lorsque l'adversaire reconnaît sa possession annale : cette reconnaissance a pour effet d'intervertir les rôles.

Spécialement, lorsque, sur la plainte d'une commune qui demande, devant le tribunal correctionnel, à être réintégrée dans la propriété d'un terrain dont elle prétend avoir été dépouillée, le prévenu a opposé que ce terrain lui appartenait, et que par suite les parties ont été renvoyées à fins civiles, c'est à la commune qui dans le principe a demandé à être réintégrée dans la propriété, à faire, devant le tribunal civil, la preuve de cette propriété, encore bien que ce soit l'autre partie qui ait saisi les juges civils.

1038. Le jugement rendu au possessoire n'a aucune influence *directe* sur le pétitoire. C'est une conséquence du principe général posé dans l'art. 1351 C. N., et de la disposition spéciale de l'art. 25 C. pr. : la chose demandée aux deux juridictions n'est pas la même².

1039. Des faits de possession déclarés faux par le juge du possessoire, peuvent être déclarés vrais par le juge du

¹ Requêtes, 31 juillet 1832, D. 32, 398.

² Rejet, req., 7 décembre 1834, D. 33, 144.

³ Caen, 25 mai 1856, *Journal de Procédure*, Art. 6213.

pétitoire ¹, — et réciproquement, c'est-à-dire que les mêmes faits peuvent être considérés par le juge du possessoire comme prouvant une possession utile, et par le juge du pétitoire comme équivoques et sans portée ².

1040. Spécialement, celui qui, au possessoire, a été maintenu dans un droit d'égout sur l'héritage du voisin peut, au pétitoire, réclamer, indépendamment du maintien de ce droit, un mode nouveau et particulier pour le rétablissement de ce droit et son exercice.

1041. Toutefois, les juges du pétitoire peuvent consulter les éléments de décision qui ont servi à éclairer le possessoire et fonder leur jugement sur l'aveu judiciaire volontairement émis par l'une des parties au possessoire ³.

1042. Décidé que le jugement au possessoire rendu par un juge de paix étranger peut servir d'élément de preuve du fait de la possession, bien qu'il ne soit pas exécutoire en France ⁴.

1043. Lorsque l'action pétitoire a été introduite de prime abord, le fait de la possession conserve une grande importance, si l'induction qui en résulte au profit du possesseur n'est point détruite par des titres ou par des présomptions: *in pari causa melior est conditio possidentis*. Vainement on avait prétendu que le juge du pétitoire ne peut considérer le fait actuel de la possession comme un élément de sa décision, sans cumuler le pétitoire et le possessoire ⁵.

1044. Le jugement rendu au possessoire contre l'un

¹ Rejet, req., 47 févr. 1809, Dev.; 28 déc. 1857, *Journal des Justices de Paix*, Art. 1260.

² Rejet, req., 25 janv. 1842, *Palais* 1842, 2, 651.

³ Rejet, req., 4^{re} févr. 1844, D. 44, 213.

⁴ Rejet, req., 21 févr. 1826, Dev.

⁵ Rejet, req., 25 mai 1840, D. 40, 234.

des copropriétaires d'un immeuble n'est point opposable aux autres copropriétaires qui n'ont pas été mis en cause : ils n'y ont pas été représentés ¹.

1045. Celui contre lequel il a été décidé qu'un chemin était voisin sur lequel le public devait être admis à circuler librement, peut néanmoins actionner au possessoire les habitants non parties au premier jugement, à raison de faits de passage par eux exercés sur ce chemin ².

Ainsi, lorsqu'un jugement rendu entre l'administration des forêts et une partie des habitants d'une commune a acquis l'autorité de la chose jugée, d'autres habitants qui n'étaient pas dans l'instance ne peuvent s'en faire un titre ³.

1046. Le possesseur annal qui succombe au pétitoire doit-il restituer à son adversaire les fruits qu'il a perçus ?

Il faut distinguer :

Les fruits perçus avant la sentence rendue au possessoire sont acquis au possesseur, à moins que l'on ne prouve qu'il a été de mauvaise foi.

Quant aux fruits perçus depuis la sentence rendue au possessoire, la même solution doit être admise.

La bonne foi du possesseur se présume.

1047. Les jugements possessoires sont des jugements de pleine maintenue, définitifs sur le fait et les caractères de la possession, leur effet est de déclarer le demandeur et de le faire présumer propriétaire tant que le défendeur n'aura pas au pétitoire justifié de sa propriété; et sous aucun rapport ils ne le placent dans une situation moins favorable

¹ Argument 49 décembre 1832; — Bérime, n. 469. — *Contrà*, Carou, n. 747. — V. *sup.*, n. 695.

² Cassc, 23 août 1858, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4310.

³ Cassc, 22 nov. 1837, *Palais*, 1838, 4, 283.

que tout possesseur qui fait les fruits siens, *s'il n'est pas prouvé qu'il est de mauvaise foi*¹.

1048. La mauvaise foi du possesseur peut donc être prouvée : en effet le juge du possessoire n'a prononcé que sur le fait de la possession, sans s'inquiéter de savoir si le possesseur était ou non de bonne foi. — Le tribunal qui ordonne la restitution des fruits perçus depuis la sentence possessoire ne viole pas l'autorité de la chose jugée ; jusqu'à la décision du pétitoire, il n'y a qu'une situation provisoire².

1049. L'arrêt qui juge qu'un possesseur évincé n'a pu ignorer, à la simple lecture de son contrat, qu'il n'avait aucun droit sur le terrain dont il a été évincé, décide par là implicitement que ce possesseur n'était pas de bonne foi, bien qu'antérieurement il eût été maintenu en possession par un jugement rendu au possessoire. — Par suite, les juges du pétitoire ont pu décider qu'il n'avait droit à aucune indemnité à raison des plantations par lui faites sur le terrain litigieux³.

Le possesseur fondait son droit non-seulement sur la sentence possessoire, mais aussi sur un contrat antérieur dont il n'avait pu ignorer le vice ; le jugement rendu sur la possession n'avait pas fait cesser la mauvaise foi antérieure.

1050. Quant aux fruits perçus depuis la demande en revendication, il n'y a pas à distinguer : ils sont dus indépendamment de la bonne ou mauvaise foi du possesseur. — La demande neutralise les effets de la bonne foi. L'art. 55 C. pr., attache les mêmes effets à la citation en conciliation suivie d'une demande formée dans le mois, à dater du jour

¹ Motifs Casse, 5 juill. 4826, Dev.

² Carou, n. 662 ; Bélimé, n. 499.

³ Rejet, req., 6 nov. 4838. Dev. 39, 202.

de la non-conciliation. — Il faut appliquer aux fruits ce que l'art. 55 dit des intérêts.

1051. La restitution des fruits s'entend, sauf déduction des frais faits pour labour, travaux et semence¹.

1052. Si le jugement n'ordonne pas de restitution de fruits parce qu'il n'en a pas encore été perçu, c'est au demandeur qu'appartient le droit de récolter, mais à charge d'indemniser le défendeur de ses impenses².

1053. Le jugement qui ordonne la restitution des fruits perçus par le défendeur, peut le condamner s'il y a lieu à des dommages-intérêts.

1054. Celui qui succombe au pétitoire n'est pas tenu de restituer les dépens et les dommages-intérêts payés par l'adversaire ; ce dernier les a occasionnés en contestant mal à propos la possession.

1055. Toutefois, lorsque les dépens de l'action possessoire ont été réservés, sans réclamation, ils doivent être mis à la charge de la partie qui succombe au pétitoire³.

¹ Argument Code, art. 548.

² Béline, n. 430.

³ Rejet, req., 8 décembre 1836, S. 37, 76.

CHAPITRE X.

VOIES DE RECOURS.

1056. Les jugements sur les actions possessoires peuvent être attaqués par les voies établies contre les jugements ordinaires. — Nous les examinerons sous les sections suivantes.

SECTION I. — De l'opposition.

SOMMAIRE :

1057. Les jugements par défaut sont susceptibles d'opposition.

1058. Jugement de défaut congé.

1059-1060. Délai et formes de l'opposition.

1057. Les jugements, rendus en matière possessoire, par défaut contre le défendeur, sont susceptibles d'opposition.

1058. Il en est de même du jugement qui déboute le demandeur de son action, faute de comparaître¹, lorsque le défendeur s'est borné à demander défaut congé.

Mais si le défendeur a critiqué au fond la demande, le premier degré paraît être épuisé et l'appel nous semble seul recevable².

1059. — L'opposition contre le jugement rendu par défaut contre le défendeur par le juge de paix est recevable dans les trois jours de la signification de ce jugement³.

¹ Argument, rejet, 30 novembre 1852, notre *Journal des Justices de Paix*, Art. 567.

² Notre *Dictionnaire de Procédure*, v^o Appel, n. 43.

³ — V. C. pr., art. 5, 49 à 22.

1060. Quant aux formes et aux délais de l'opposition contre le jugement par défaut rendu par le tribunal civil de 1^{re} instance, statuant sur l'appel, — V. C. pr. 149 à 165.

SECTION II. — Tierce opposition.

1061. La *terce opposition* est recevable en matière possessoire ¹.

Elle devient même nécessaire dans certains cas énumérés plus haut, sous les n^{os} 695, 698.

SECTION III. — Appel.

SOMMAIRE :

- 1062-1063. Tous les jugements possessoires sont sujets à appel.
- 1064. L'appel ne peut être interjeté dans les trois jours.
- 1065. Le délai de l'appel est de trente jours.
- 1066. *Quid* si le dernier jour est férié ?
- 1067-1068. Jugements interlocutoires.
- 1069. Le tribunal civil connaît de l'appel.
- 1070. Ce tribunal statue sur les conclusions posées devant le juge de paix.
- 1071. On ne peut former une nouvelle demande en appel.
- 1072. Du droit d'intervention.
- 1073. On peut produire de nouveaux titres ;
- 1074-1077. Invoquer de nouveaux moyens.
- 1078-1080. Le juge d'appel peut-il, doit-il ordonner une nouvelle enquête ?
- 1081-1082. S'il infirme pour cumul, il statue sur le possessoire.
- 1083. Mais il ne peut statuer sur le pétitoire.
- 1084. Cas d'infirmité partielle.

1062. Les jugements rendus au possessoire sont tou-

¹ — V. sup., n. 68, 696, 625, — 56, 67 218, 576, 672, 682, 692.

jours sujets à appel, *quelque minime que soit l'intérêt de la contestation*

Peu importe que le demandeur ait conclu à des dommages-intérêts n'excédant pas 50 francs ¹.

1063. Les deux degrés de juridiction ont lieu non-seulement pour la plainte et la dénonciation de nouvel œuvre, mais encore pour la réintégrande ². — L'art. 6 de la loi de 1838 prévoit tous les cas ; il parle d'une manière formelle *des dénonciations de nouvel œuvre, plainte, actions en réintégrande et autres actions possessoires*.

1064. L'appel ne peut être formé dans les trois jours de la prononciation du jugement ³.

1065. Le délai de l'appel a été réduit à *trente jours* ⁴.

1066. Mais si le dernier jour du délai est un jour férié, le délai est prolongé au lendemain ; la disposition finale de l'art. 1033 C. pr., nouveau, par sa généralité, nous paraît applicable à ce cas, bien que le délai de trente jours n'ait pas été abrégé par la loi du 2 juillet 1862.

1067. On peut appeler des jugements interlocutoires avant que le jugement définitif ait été rendu ; il en est dans ce cas donné expédition ⁵.

1068. Le jugement définitif rendu plus de quatre mois après l'interlocutoire, acquiert force de chose jugée s'il n'a pas été attaqué dans le délai légal ⁶.

¹ Argument loi du 25 mai 1838, art. 6 ; Cassé, 17 juin 1839, Dev. 39, 544. — Avant la loi de 1838, ce point était très-controversé. — V. rejet, chambres réunies, 25 mai 1822, Dev.

² Rejet, req., 5 mars 1828, Dev.

³ Loi du 25 mai 1838, art. 13.

⁴ Loi du 25 mai 1838, art. 13.

⁵ C. pr., art. 34.

⁶ Carou, n. 614.

1069. L'appel est porté devant le trib. civ. de 1^{re} inst. ¹.

Le tribunal civil compétent est celui de l'arrondissement des lieux litigieux. — V. *sup.*, n. 792 à 797.

1070. Le juge d'appel doit apprécier l'objet de la contestation, non d'après les conclusions originaires du demandeur, mais d'après les conclusions rectificatives posées devant le premier juge ².

1071. Les dommages-intérêts ne peuvent être demandés, pour la première fois en appel, par la partie qui, en 1^{re} instance, s'est bornée à demander la destruction des travaux portant trouble à sa possession ³.

1072. La partie condamnée pour trouble apporté à l'exercice d'un droit de servitude prétendu sur un immeuble qu'elle a vendu durant l'instance, peut appeler du jugement. — L'acquéreur a le droit d'intervenir sur cet appel ⁴.

1073. Le demandeur au possessoire à raison d'un droit de passage (servitude discontinue), qui n'a produit aucun titre en première instance à l'appui de ce droit, est recevable à en produire pour la première fois en appel, pour repousser l'exception d'incompétence, qui lui est également opposée pour la première fois en appel, prise de ce qu'une servitude ne peut donner lieu à une action possessoire devant le juge de paix, qu'autant qu'elle est fondée en titre. — Cette production constitue un *moyen* nouveau, et non une demande nouvelle ⁵.

1074. Le demandeur en réintégrande peut offrir pour la première fois en appel la preuve de la détention qui sert

¹ Quant à la forme de l'appel, — V. C. pr., art. 61, *sup.*, n. 668 et *infra*, chapitre XIII.

² Tours, 48 mars 1854, *Journal des Justices de Paix*, Art. 582.

³ Argument C. pr., 464 ; rejet, req., 19 août 1845, D. 45, 401.

⁴ Casse, 30 mars 1858, *Journal de Justices de Paix*, Art. 1285.

⁵ Casse, 12 juin 1850, Dev. 50, 792.

de base à son action. *L'offre d'une preuve n'est point une demande nouvelle, dans le sens de l'art. 464 C. pr.*¹

1075. Celui qui a conclu à être maintenu dans la possession d'un terrain, incorporé par le préfet à un chemin vicinal, peut sur l'appel, modifier ses conclusions et se borner à demander la constatation de sa possession, à l'effet d'obtenir une indemnité.²

1076. Le défendeur à une plainte formée pour trouble causé à la propriété d'autrui, et qui, reconventionnellement, oppose son droit de possession promiscue, immémoriale, est recevable à opposer ensuite, pour la première fois, en appel, qu'il a au moins un droit d'usage. Cette exception nouvelle est recevable comme défense à l'action principale.³

1077. Le demandeur (en réintégration) peut, pour la première fois en appel, offrir la preuve de la détention qui sert de base à son action. Cette offre ne constitue pas une demande nouvelle.⁴

1078. Le trib. d'appel *peut*, sans ordonner une enquête nouvelle, s'il trouve la première enquête suffisante, infirmer la sentence du juge de paix.

1079. Il doit refuser d'admettre la preuve de nouveaux faits contraires à ceux reconnus devant le juge de paix, et qui tendraient à dénaturer l'action jugée par celui-ci : une pareille articulation n'est pas considérée comme une défense à l'action principale.

Spécialement, le voisin assigné en suppression d'un toit faisant égout sur le terrain d'autrui qui s'est défendu en 1^{re} instance, en alléguant que ce toit avait été commencé

¹ Rejet, req. 47 janv. 1849, *Journal de Procédure*, Art. 4702. — *Contrà*, Garnier, p. 293.

² Casse, 4 juillet 1854, *Journal des Justices de Paix*, Art. 538.

³ Rejet, req. 8 mai 1838, *Dev.* 38, 408.

⁴ Rejet, req. 47 janvier 1849, *Journal de Procédure*, Art. 4702.

depuis plus d'un an et qui a succombé par le motif que la plainte appartient à celui dont la jouissance a été troublée dans l'année, sans distinguer si le trouble résulte de l'établissement d'une servitude nouvelle ou seulement de l'aggravation d'une servitude ancienne, n'est pas recevable à prouver en appel que le toit tout entier a été construit plus d'un an avant la plainte et que le terrain sur lequel déverse l'égout fait partie de la voie publique ¹.

1080. Ici, comme en toute autre matière, les juges d'appel peuvent et doivent rejeter la preuve de nouveaux faits de possession, s'ils les considèrent comme non pertinents pour la décision du procès.

1081. Le tribunal saisi de l'appel d'une sentence du juge de paix qui avait cumulé le possessoire et le pétitoire, *peut*, sans évocation et bien que la cause ne soit pas en état sur le fond, en infirmant sur ce dernier point, statuer sur le possessoire ².

1082. Il y a plus, le tribunal qui annule la sentence du juge de paix, pour cumul du pétitoire et du possessoire, *est tenu* de statuer lui-même sur l'action possessoire dont il est saisi par l'appel; il ne doit pas se borner à infirmer la sentence pour incompétence ³.

1083. Le tribunal d'appel ne peut déclarer la cause en état d'être jugée quant au pétitoire, à l'égard duquel le juge de paix était incompétent ⁴.

1084. Lorsque le tribunal d'appel infirme et statue, par un second jugement, sur le pétitoire, avant d'avoir vidé la demande au possessoire, la Cour saisi de l'appel de

¹ Rejet, req. 5 févr. 1833, D. 38, 409.

² Rejet, civ., 7 juillet, 1836, Dev. 37, 459.

³ Casse, 17 août 1836, Dev. 36, 788.

⁴ Casse, 29 août 1836, Dev. 36, 785; 24 févr. 1846, *Journal de Procédure*, Art. 3393.

ces deux jugements doit se borner à annuler celui rendu sur le pétitoire, mais non celui qui a annulé la sentence du juge de paix ¹.

1085. Ce dernier jugement n'est susceptible que du recours en cassation ². — V. d'ailleurs *sup*, n° 794.

SECTION IV. — Cassation.

SOMMAIRE :

- 1086. L'excès de pouvoir est la seule ouverture contre les jugements des tribunaux de paix.
- 1087. Mais le pourvoi est recevable contre tous les jugements du tribunal civil statuant en appel.
- 1088. Un jugement préparatoire peut être attaqué en même temps que le jugement définitif.
- 1089-1091. Les moyens nouveaux ne sont pas recevables.
- 1092. La Cour de cassation peut rectifier les faits d'après les conclusions et les actes de la procédure.

1086. La sentence du juge de paix, rendue au possesseur, et passée en force de chose jugée, par l'expiration du délai de trente jours accordé pour l'appel à dater de la signification n'est pas susceptible d'un recours en cassation, — si ce n'est pour excès de pouvoir ³.

1087. Mais le pourvoi en cassation est ouvert contre tous les jugements rendus par le tribunal civil statuant en appel, sur une sentence du juge de paix rendue au possesseur.

1088. Le jugement qui, en infirmant une sentence du juge de paix, ordonne la mise en cause d'un tiers, est pure-

¹ Montpellier, 2 fév. 1849, *Journal de Procédure*, Art. 4703.

² Cassé, 7 août 1833, *Dev.* 33, 747.

³ Loi du 25 mai 1838, art. 15. — V. *sup.* n. 669.

ment préparatoire, et comme tel, il est susceptible de recours en cassation, en même temps que le jugement définitif ¹.

1089. On n'est pas recevable à présenter pour la première fois devant la C. de cassation un moyen qui n'a pas été proposé devant les juges du fait ².

Par exemple, à se plaindre de ce que le juge de paix a prescrit une expertise pour évaluer les dommages-intérêts, au lieu de se transporter lui-même sur les lieux contentieux pour faire cette évaluation.

1090. Lorsque, sur la complainte intentée par le propriétaire d'un pré contigu à la voie publique, en raison du trouble apporté à la jouissance d'eaux pluviales qui, après avoir coulé dans une rigole traversant le chemin public, aboutissent à son pré, il n'a pas été question, devant les juges, d'eaux pluviales coulant sur la voie publique, mais simplement d'eaux coulant par une rigole aboutissant à un pré, on ne peut se faire un moyen de cassation contre le jugement qui réprime ce trouble, de ce qu'il s'agirait d'eaux pluviales coulant sur la voie publique et non susceptibles d'une possession privée ³.

1091. Le moyen tiré de l'inaliénabilité d'un chemin ne peut être invoqué pour la première fois devant la Cour de cassation.

Spécialement lorsque les habitants d'un hameau intentent une action possessoire, le moyen qu'ils tirent de ce que les terrains litigieux faisaient partie des chemins vicinaux, ne peut, surtout en l'absence de tous documents, être présenté pour la première fois devant la Cour de cassation ⁴.

¹ Cass., 7 août 1833, Dev. 33, 747.

² Rejet, civ. Belgique, 43 mai 1835, Dalloz, n. 840.

³ Rejet, req., 5 juin 1827, D. 27, 264.

⁴ Rejet, civ., 16 février 1859, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4425.

1092. L'appréciation des faits appartient en général au juge du possessoire.

Toutefois la Cour de cassation n'est pas liée par la déclaration des premiers juges touchant l'objet de l'action portée devant eux, quand cette déclaration est contredite par les conclusions du demandeur¹.

Spécialement, bien que le jugement attaqué ait décidé que le demandeur au possessoire ne réclamait qu'un droit de passage et l'ait par suite déclaré non recevable dans son action, attendu qu'elle n'avait pour objet qu'une servitude discontinue, la Cour de cassation *peut* décider que l'action était recevable, par le motif que des conclusions du demandeur au possessoire, il résulte formellement qu'il réclamait la possession du terrain même sur lequel s'exerçait le passage².

SECTION V. — Requête civile.

1093. Si la requête civile existe contre les sentences des juges de paix — (ce point est très-controversé³), — cette voie de recours est ouverte aussi bien en matière possessoire que dans les autres.

1094. L'auteur du trouble qui, cité au possessoire, demande le rejet de l'action en complainte, et fait une enquête pour établir sa possession, bien qu'il ne conclue pas

¹ — V. *suprà*, n. 74, 448, 474, 235, 246, 281, 303, 409, 730.

² Casse, 17 avril 1837, Dev. 37, 868.

³ — V. notre *Dictionnaire des Juges de Paix*, v^o *Requête civile*, n. 4. — Pour l'affirmative : Henrion, *Compétence*, ch. 48, § 3 ; Thomine, n. 534 ; Rodière, 2, p. 376 ; Dalloz, v^o *Requête civile*, n. 21. — Pour la négative, Pigeau, 4, 599 ; Merlin, t. 47, p. 518 ; Boitard, 3, 498 ; Chauveau, n. 4736 ; Carou, n. 688 ; Curasson, n. 878. Épinac, 44 avril 1855, *Journal des Justices de Paix*, Art. 771.

d'une manière *expresse* à être maintenu en possession, n'en manifeste pas moins d'une manière explicite et formelle ses prétentions à cet égard ; si donc il est maintenu en possession, le jugement qui le maintient ne peut être attaqué par voie de requête civile comme ayant statué sur chose non demandée.

Spécialement, le juge du possessoire a pu, sans statuer sur autre chose que ce qui était demandé, maintenir celui qui réclamait la possession pleine et entière d'un chemin, seulement dans le droit de passer sur ce chemin¹.

SECTION VI. — Prise à partie.

1095. La *prise à partie* est admise contre le juge de paix, comme elle l'est contre les autres *juges*².

¹ Rejet, req., 14 juin 1843. Dev. 43 589.

² Argument C. pr., art. 509. — V. notre *Dictionnaire des Juges de Paix*, v^o *Prise à partie*, nos 6 et suivants.

CHAPITRE XI.

DE LA PRÉSÉANCE DU POSSESSOIRE SUR LE PÉTITOIRE.

SOMMAIRE :

- 1096-1098. Influence du possessoire sur le pétitoire.
1099-1100. Le *demandeur* au pétitoire renonce au possessoire.
1101. *Quid* s'il se désiste?
1102. S'il a assigné devant un juge incompetent.
1103. La déchéance ne résulte ni de la citation en conciliation ;
1104-1105. Ni de la constitution d'un arbitrage.
1106-1110. Cas où les tribunaux de répression sont saisis.
1111. *Quid* en cas de nouveau trouble avant ou depuis l'instance sur
le pétitoire ?
1112-1116. Le *défendeur* au pétitoire peut se pourvoir au posses-
soire.
1117-1119. Le défendeur au possessoire ne peut se pourvoir au pé-
titoire.
1120. Le juge du pétitoire ne peut connaître du possessoire.
1121-1122. Intervention d'un tiers dans une action pétitoire.

1096. Le possessoire exerce sur le pétitoire plusieurs sortes d'influences. — Il le retarde : le pétitoire ne peut être engagé qu'après que le jugement au possessoire aura été exécuté par le défendeur. — V. *supra*, chapitre IX.

Il déplace la preuve : celui qui est déclaré possesseur n'a aucune preuve à fournir ; l'effet de la possession est de le faire réputer propriétaire.

1097. Toutefois, sur la plainte portée devant le tribunal correctionnel par une partie prétendant avoir été dépouillée de la propriété d'un terrain, et demandant à y être réintégrée, — le prévenu ayant opposé que le terrain litigieux lui appartenait, — et par suite les parties ayant été renvoyées à fins civiles ; — il a été jugé qu'en un tel cas, le juge du pétitoire a pu constater que le demandeur à fins

civiles avait la possession annale, et rejeter la preuve de la propriété sur l'adversaire, malgré sa position de défendeur à l'action pétitoire devant les juges civils¹; — mais cette décision paraît due à l'influence des circonstances².

1098. Celui qui triomphe au possessoire a un droit de jouissance *provisoire* jusqu'au jugement sur la propriété.

1099. Le demandeur au pétitoire n'est plus recevable à agir au possessoire³.

1100. Le demandeur, en agissant au pétitoire, est *censé* avoir reconnu que le bénéfice de la possession était à son adversaire; il lui est beaucoup plus avantageux de jouer le rôle de défendeur que celui de demandeur dans l'instance en revendication; il n'aurait donc pas renoncé à se prévaloir de cet avantage, si, au moyen de la possession annale, il avait pu se la faire attribuer⁴. — Peut-être aussi a-t-on vu dans cette déchéance un moyen de hâter la conclusion du procès; c'est intervertir l'ordre naturel des choses que de revenir du pétitoire au possessoire⁵.

1101. Le demandeur au pétitoire peut-il, avant que le défendeur ait fait aucun acte qui ait lié l'instance, se désister et agir au possessoire? — Pour la déchéance on dit : Les termes de la loi sont généraux et ne comportent aucune distinction, la fin de non-recevoir est absolue; la présomption légale de possession en faveur du défendeur résulte du fait seul de l'introduction de la demande au péti-

¹ Dijon, 17 mars 1830, Sirey, 2, 214; rejet, req., 7 déc. 1834, Dev. 32, 79.

² Bélimé, n. 500.

³ C. pr. art. 26. — Il n'en était pas ainsi en droit romain. L. 48, § 4, *Ge vi et de vi armata*; — ni dans l'ancien droit français. Pothier, *Possession*, n. 425.

⁴ Motifs, Limoges, 19 janvier 1831, Dev. 34, 2, 233.

⁵ Bélimé, n. 500.

toire par son adversaire. C'est un aveu qui ne peut se rétracter¹.

Pour repousser la fin de non-recevoir, on répond avec raison : — La demande au pétitoire vaut comme une sorte d'aveu, mais cet aveu n'est obligatoire que tout autant qu'il a été accepté; tant que le défendeur n'a pas acquiescé à la demande et qu'il n'est pas intervenu de condamnation, le contrat judiciaire n'étant pas formé, le demandeur peut se désister de sa demande au pétitoire, et revenir à l'action possessoire². — Après la demande au pétitoire, tant que le défendeur n'a pas constitué avoué, le demandeur peut se désister, sans qu'il soit besoin que le désistement pour avoir son effet soit accepté par le défendeur; mais après la constitution de l'avoué du défendeur, le désistement du demandeur n'a pas d'effet, tant qu'il n'est point accepté. — Pourquoi le demandeur au pétitoire ne peut-il plus intenter l'action possessoire? Ce n'est pas parce qu'il a reconnu la possession, mais c'est parce qu'il est *censé* l'avoir reconnue. Or, s'il rétracte en temps utile l'acte duquel on induit la présomption d'un abandon du droit de la possession, sur quoi baser la fin de non-recevoir? Tant que le demandeur au pétitoire conserve ce titre, il est non recevable au possessoire; mais lorsqu'il s'est désisté de sa demande en temps utile, les choses sont remises de part et d'autre au même état où elles étaient avant la demande³.

1102. Celui qui porte une action pétitoire devant un

¹ Carré, *Lois*, n. 427; Demiau, p. 35; Thomine, n. 49; Bélimé, n. 504; Garnier, p. 343; Victor Augier, 4. p. 403; Lonchampt, *v° Action possess.* n. 43; Dalloz, *ib.*, n. 620; Gilbert, art. 26, n. 7.

² Argument, Code, art. 4244.

³ Pigeau, 2, 540 n. 4; Favard, *v° Complainte*, p. 604, n. 5; Carou, n. 749; Chauveau sur Carré, n. 427; Levasseur, p. 82; Aulanier, n. 245; Bourbeau, n. 406.

tribunal civil incompétent à raison du territoire, ne peut plus, après le jugement sur l'incompétence, former une action au possessoire.

En est-il de même de celui qui porte de prime abord son action pétitoire devant le juge de paix? Le doute vient de ce que, devant les tribunaux de paix, les parties n'étant pas assistées d'avoués, le demandeur étranger à la science du droit, tout en formulant son action au pétitoire en réalité, a pu croire intenter seulement une action possessoire; de telle sorte que le motif sur lequel est fondée la présomption de l'art. 28 ne se rencontre plus. Le Code, en repoussant l'action possessoire par cela seul qu'une demande pétitoire a été précédemment intentée, n'a-t-il pas eu uniquement en vue le cas d'une demande pétitoire soumise au tribunal civil? — Ces considérations ont une certaine valeur en équité; mais les termes de l'art. 26 sont clairs et ne comportent aucune interprétation ¹.

1103. Ne fait pas obstacle à l'exercice de l'action possessoire : — 1° La citation en conciliation : cet acte n'est pas une demande; elle n'engage pas le procès. Celui qui se dispose à réclamer un immeuble ou une servitude fait une première tentative pour assoupir le différend; il cite son adversaire au bureau de conciliation; si la conciliation n'a pas lieu, pourquoi ne pourrait-il pas agir au possessoire ²?

1104. 2° La constitution d'un arbitrage pour juger le pétitoire, si le refus de l'adversaire de produire ses titres a mis l'arbitre dans l'impossibilité de juger : le défendeur au possessoire ne peut se prévaloir d'un compromis resté sans effet.

¹ Arles, 43 nov. 1852, *Journal des Justices de Paix*, Art. 234.

² Bélière, n. 502; Carou, n. 719.

1105. L'action possessoire est recevable lors même qu'au moment où elle est intentée les arbitres ne se sont pas encore déportés d'une manière expresse, et que ce déport n'a eu lieu qu'après l'introduction de l'instance au possessoire et seulement depuis la sentence du juge de paix¹.

1106. Ce n'est pas non plus former une action pétitoire que de saisir la justice criminelle d'une demande en réparation des voies de fait qui ont accompagné la spoliation, alors même que le demandeur a pris dans la poursuite la qualité de propriétaire.

C'est au défendeur poursuivi criminellement à faire les diligences nécessaires au jugement de la question préjudicielle.

Il peut, s'il le préfère, se pourvoir au possessoire, afin de rejeter plus tard sur son adversaire la preuve de la propriété².

1107. Lorsqu'une question préjudicielle a été soulevée devant un tribunal de répression, par exemple le prévenu s'est défendu contre l'application d'une peine en se disant *propriétaire* de l'objet endommagé, et en demandant, au cas de doute, le renvoi devant les tribunaux civils pour être préjudiciellement statué sur la question de propriété, rien n'empêche le prévenu, après le renvoi à la justice civile, de débiter par faire juger la question de *possession*, au moyen d'une action en complainte.

Dès qu'en justice répressive il n'y a pas eu de *conclusions* aux fins de jugement sur la *propriété*, on ne peut pas dire que le *pétitoire* ait été engagé, et que le renvoi devant les juges civils pour faire juger le pétitoire soit un jugement ayant l'effet de la chose jugée, duquel il résulte que le prévenu qui a élevé la question préjudicielle ne puisse procéder

¹ Rejet, req., 27 juin 1843, Dev. 43, 816.

² Rejet, cr., 7 juill. 1853, D. 53, 5, 388 ; Bourbeau, n. 406.

que sur le pétitoire et qu'il soit non recevable à intenter une action *possessoire* ¹.

1108. Il ne faut induire de l'introduction de la demande pétitoire, dans un cas pareil, — ni un aveu tacite que la possession appartient à son adversaire, — ni se prévaloir de cette possession, comme servant de base à la prescription ².

1109. Cette décision est surtout applicable au cas où l'action répressive a été intentée seulement par le ministère public ³.

1110. L'arrêt qui, par une appréciation souveraine des faits et actes de la cause, décide, d'une part, que le prévenu ou son auteur justifie, à l'égard de l'immeuble litigieux, d'une possession à titre de propriétaire, non interrompue et capable de fonder la prescription; d'autre part, que les titres produits par l'adversaire sont insuffisants, non-seulement pour contre-balancer la possession du prévenu, mais pour donner à l'adversaire le droit de constater l'existence et le caractère de cette possession, — ne viole pas l'art. 26 C. pr. ⁴.

1111. Celui qui, troublé dans sa possession, a intenté une action pétitoire et qui, pendant le procès, est troublé de nouveau, peut se pourvoir au possessoire; cette action n'est pas dévolue au tribunal déjà saisi du pétitoire; elle doit être portée devant le juge de paix. Comment reprocher au demandeur de n'avoir pas d'abord agi au possessoire pour faire réparer un trouble qui n'existait pas? Il pouvait d'ailleurs avoir intérêt à faire reconnaître sa propriété, encore que sa possession ne fût pas troublée ⁵.

¹ Bédme, n. 504.

² Rejet, req., 9 juin 1852, *Journal des Justices de Paix*, Art. 229.

³ Casse, 10 janvier 1827.

⁴ Rejet, req., 9 juin 1852, *Journal des Justices de Paix*, Art. 229.

⁵ Rejet, req., 7 août 1817, Dev. à sa date; Casse, 17 avril 1837, Dev. 37, 868; Bourbeau, n. 407.

Il n'est même pas nécessaire qu'il ait payé les frais, ni exécuté le jugement rendu au possessoire. — V. *suprà*, n. 998.

1112. Le *défendeur* au pétitoire peut se pourvoir au possessoire, soit pour trouble antérieur, soit pour trouble postérieur à la demande.

1113. *Trouble antérieur.* Il avait une année pour se plaindre; son adversaire, en formant sa demande au pétitoire, n'a pu lui enlever ce délai. Le défendeur assigné au pétitoire peut agir au possessoire ¹.

1114. *Trouble postérieur.* Le demandeur, par le seul fait de la demande, ayant reconnu la possession de l'adversaire, s'il porte atteinte à cette possession durant l'instance, commet une entreprise qui doit être réprimée. — Vainement on objecte qu'il s'agit uniquement d'une action en dommages-intérêts; — que le demandeur au pétitoire ayant reconnu la possession du défendeur, celui-ci est sans intérêt à agir au possessoire; il lui importe que le demandeur ne soit pas maintenu *en fait* dans l'indue possession des fruits de l'immeuble jusqu'au jugement définitif ².

1115. Le défendeur à l'instance en délimitation, au lieu de se borner à se défendre au pétitoire, conclut formellement à la maintenue en possession, il conserve néanmoins le droit d'engager ultérieurement l'action possessoire ³.

1116. Le nouveau trouble survenu pendant l'instance d'appel sur le possessoire peut valablement être dénoncé au tribunal saisi de cet appel et réprimé par lui, si cette répression est une conséquence de la maintenue provisoire qui est prononcée ⁴.

¹ Casse, 8 avril 1823, Dev.

² Rejet, req. 30 mars 1830, Dev; Bourbeau, n. 410.

³ Rejet, req., 29 mars 1858, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4185; argument Casse, 5 août 1845, D. 45, 396.

⁴ Casse, 17 nov. 1841, Dev. 41, 817; 5 août 1845, D. 45, 396.

1117. Le défendeur au possessoire ne peut, à l'inverse, se pourvoir au pétitoire, pour échapper au jugement de maintenue que son adversaire est sur le point d'obtenir ; son action pétitoire serait non-recevable.

1118. Mais la violation de cette règle n'emporte pas pour lui déchéance du droit de revenir devant le juge de paix pour s'y défendre contre l'action possessoire encore pendante.

Il n'y a là ni renonciation implicite à se défendre au possessoire, ni reconnaissance de la possession de son adversaire ¹.

1119. Ainsi l'action pétitoire formée par un défendeur condamné au possessoire par un jugement en premier ressort, n'emporte pas déchéance de l'appel déjà interjeté au moment où l'action pétitoire est intentée ².

Mais l'introduction de l'action pétitoire emporterait acquiescement au jugement possessoire, si elle était antérieure à l'appel, la partie fût-elle encore dans le délai pour appeler du jugement possessoire ³.

1120. Le juge du pétitoire (le tribunal civil ou la Cour) ne peut connaître de cette action. Vainement on objecterait qu'elle est un incident de l'instance principale ⁴.

1121. Lorsque deux parties plaident au pétitoire, et qu'un tiers prenant ce fait pour trouble, forme contre elles la complainte, le trib. doit surseoir jusqu'après le jugement de l'action possessoire ⁵.

¹ Bourbeau, n. 414.

² Casse, 19 déc. 1859, *Journal des Justices de Paix*, Art. 1573.

³ Bourbeau, n. 414.

⁴ Rejet, req., 24 juillet 1837, *Palais*, 37, 2. 415.

— V. *suprà*, n. 56.

1122. Le tiers possesseur a le droit de former tierce-opposition et d'intervenir en tout état de cause, et même en appel. La question une fois engagée au possessoire, le tribunal ou la Cour doit renvoyer devant le juge de paix.

CHAPITRE XII.

DE LA DÉFENSE DE CUMULER LE POSSESSOIRE ET LE PÉTITOIRE.

SOMMAIRE :

- 1123. Historique. Droit canon.
- 1124-1125. Ordonnance de Charles VII.
- 1126. Ordonnance de François I^{er}.
- 1127. Dispositions de l'art. 25 du Code de procédure.
- 1128-1129. Motifs de la prohibition.
- 1130. Elle s'applique aux parties et aux juges.

1123. En droit canon, le cumul du possessoire et du pétitoire n'était pas prohibé : — « Si possessorio et petitorio est simul actum, potest iudex possessorium prius terminare. Si spoliatus possessorio et petitorio simul agens possessionem et spoliationem probat, sed non dominium, obtinebit in possessorio, sed succumbet in petitorio¹.

1124. Charles VII² défend à tous gens de justice de conduire le pétitoire et le possessoire en matière de nouvelleté ensemble : il en donne pour motif les retardements qu'éprouvait l'instruction des plaintes possessoires, par leur jonction avec l'instance sur le fond du droit qui exige un examen plus approfondi. — A cette époque, les mêmes juges statuaient sur l'une et l'autre action.

1125. L'ordonnance défendait seulement d'*instruire* les deux actions *ensemble*; elle ne s'opposait pas à ce qu'elles fussent poursuivies en même temps, séparément.

1126. François I^{er} dit que la partie qui sera déchuë du possessoire ne sera reçue à intenter le pétitoire, que préala-

¹ Panorminianus, tome, 2, p. 495 sur la décrétale *cum ecclesia sutrina*.

² Ordonnance du 28 octobre 1446, rendue à Montil-les-Tours, art. 72.

blement elle n'ait payé et satisfait les fruits et dépens auxquels elle aura été condamnée à cause dudit possessoire ¹. — Cette disposition reproduite par l'art. 27 C. pr. a pour but d'empêcher les particuliers de se rendre justice à eux-mêmes.

1127. L'article 25 du Code de procédure civile, placé sous le livre I^{er}, titre 4, des jugements sur les actions possessoires, est ainsi conçu :

« Le possessoire et le pétitoire ne seront jamais cumulés. »

Le Code avait dit, dans l'article précédent : « Si la possession ou le trouble sont déniés, l'enquête ne pourra porter sur le fond du droit. »

Les art. 26 et 27 ajoutent, — 26 : le demandeur au pétitoire ne sera plus recevable à agir au pétitoire ; — 27 : le défendeur au possessoire ne pourra se pourvoir au pétitoire, qu'après que l'instance sur le possessoire aura été terminée.

1128. La règle prohibitive du cumul est une conséquence de la nature même de l'action possessoire, dont l'utilité principale consiste dans l'influence que le droit de possession, une fois constaté, exerce sur la solution de la question de propriété. — La règle tient d'ailleurs étroitement à la distinction des juridictions. Le juge de paix ne pourrait sans excéder les limites de sa compétence, résoudre les difficultés relatives au droit de propriété, soulevées lors du débat. — Enfin la nécessité de maintenir la paix publique, de diminuer les frais et les lenteurs de la procédure exigeait, comme complément et corollaire, la préséance du possessoire sur le pétitoire ².

1129. Les lois nouvelles, en attribuant la connaissance des actions possessoires au juge de paix, et en résér-

¹ Ordonnance de 1835 d'Ys-sur-Tille.

² — V. *suprà* chapitre XI.

vant l'action pétitoire au tribunal civil ont tranché d'une manière plus nette la ligne de démarcation entre le pétitoire et le possessoire. Le juge, quel qu'il soit, ne peut cumuler le pétitoire et le possessoire sans sortir de sa sphère.

1130. Cette défense s'applique, non-seulement au juge, mais encore aux parties.

Nous l'examinerons successivement à ce double point de vue, sous les deux sections suivantes.

SECTION I. — Les parties ne peuvent cumuler le possessoire et le pétitoire.

SOMMAIRE :

1131. La citation ne contiendra aucune prétention sur le fond du droit.

1632-1133. C'est par les conclusions, plutôt que par les motifs, que l'on voit s'il y a cumul.

1134-1135. On peut argumenter de la possession immémoriale.

1136-1137. Une expression ambiguë s'entend *pro subjecta materia*.

1138. Les conclusions irrégulières peuvent être rectifiées à l'audience.

1139. Cas où le doute n'est pas possible.

1140. Ce que doit faire le juge lorsque les conclusions sont mélangées de possessoire et de pétitoire.

1141. Il doit se dessaisir lorsque le défendeur conclut au pétitoire.

1142-1143. Assigner séparément devant le juge de paix, au possessoire et devant le tribunal civil au pétitoire, c'est cumuler.

1131. Le demandeur au possessoire, dans sa citation, s'abstiendra de toute conclusion qui porterait sur le fond du droit.

1132. Ce sont les conclusions qui déterminent la compétence. Pour savoir s'il y a cumul, on s'attache plutôt aux conclusions qu'aux motifs de la citation.

1133. Le juge de paix ne doit pas se dessaisir, par cela

seul que la citation contient dans ses motifs une expression ambiguë, — ou que le demandeur énonce ses titres, — ou prétend que l'immeuble a toujours appartenu à lui ou à ses auteurs. — Si le demandeur conclut seulement à être maintenu au possessoire, le juge de paix doit retenir la cause.

1134. Celui qui, en formant devant le juge de paix une demande afin de maintenue dans sa possession annale d'un droit immobilier, argumente d'une possession *immémoriale*, ne change pas pour cela la nature de sa demande possessoire et ne la rend pas pétitoire. — Le juge ne peut donc, sans méconnaître sa propre compétence, surseoir à statuer sur la plainte jusqu'au jugement du pétitoire ¹.

1135. Offrir de prouver sa possession *immémoriale*, et notamment d'an et jour, ce n'est pas cumuler le possessoire avec le pétitoire ².

1136. Lors même que les conclusions présentent un double sens, le juge, dans le doute, doit les interpréter comme une simple demande possessoire; la citation ayant été donnée devant lui, le demandeur est présumé n'avoir voulu lui soumettre qu'une question dont il pouvait connaître.

1137. Le défendeur est cité à comparaître pour s'entendre condamner à délaisser l'immeuble, à le restituer au demandeur, à s'abstenir désormais de tout acte de propriétaire : ces expressions ambiguës doivent s'entendre, *pro subjecta materia*, du délaissement provisoire, que le juge du possessoire ordonne sans préjudicier au fond du droit ³.

1138. La compétence se détermine par l'état des der-

¹ Cassé, 22 août 1842, Dev. 42, 823.

² Bélimé, Possession, n. 438.

³ Bélimé, n. 440.

nières conclusions. — Le demandeur a conclu à être maintenu *dans la possession et propriété* de tel immeuble, mais à l'audience il restreint sa demande à la seule possession : le juge de paix peut, en donnant acte à la partie de cette déclaration, retenir la cause ¹.

1139. Si la citation est conçue en des termes tels qu'on ne puisse les interpréter autrement que comme une demande pétitoire, par exemple, si un légataire cite l'héritier au possessoire pour se faire *envoyer en possession* de l'héritage légué, le juge de paix doit se déclarer incompetent ².

1140. Lorsque les conclusions sont mélangées de chefs appartenant au pétitoire, le juge de paix peut et doit statuer sur le possessoire et se déclarer incompetent sur les autres chefs concernant le pétitoire; — spécialement, la demande tendante à être réintégré dans la *propriété et jouissance* d'un terrain sur lequel le demandeur a été troublé *depuis moins d'un an*, doit être jugée comme action possessoire, indépendamment du chef relatif à la propriété ³.

1141. Mais bien qu'une citation devant le juge de paix n'ait eu pour objet que la dénonciation d'un trouble à la possession du demandeur, si le défendeur a répondu en excipant de sa possession immémoriale et en exerçant une véritable action pétitoire dans ses conclusions reconventionnelles, — le juge du possessoire ne pourrait statuer sur cette demande reconventionnelle sans cumuler le pétitoire et le possessoire ⁴.

1142. Les actions possessoire et pétitoire ne peuvent être intentées à la même époque, par des assignations sépa-

¹ Bérime, n. 439.

² Bérime, n. 441.

³ Casse, 6 avril 1841, D. 41, 208.

⁴ Casse, 29 août 1836, Dev. 36, 785.

rées, l'une pour le possessoire devant le juge de paix, l'autre pour le pétitoire devant le tribunal de première instance.

1143. L'instance au pétitoire ne peut être introduite qu'après que l'instance sur le possessoire est terminée : assigner au pétitoire, c'est renoncer à l'action possessoire¹.

SECTION II. — Le juge ne peut cumuler le possessoire et le pétitoire.

SOMMAIRE.

- 1144-1145. C'est par le *dispositif*, plutôt que par les motifs, que l'on voit s'il y a cumul.
- 1146-1150. Le juge dans le *dispositif*, s'abstiendra de toute expression relative au fond du droit.
- 1151. Un terme ambigu s'entend *pro subjecta materia*.
- 1152. Il n'y a pas cumul, — quand le juge fait défense à l'auteur du trouble de le renouveler.
- 1153. Lorsqu'il autorise le demandeur à réparer le trouble aux frais du défendeur.
- 1154. Lorsqu'il ordonne des travaux provisoires;
- 1155. Une plantation de bornes provisoires;
- 1156-1158. Ou même certains travaux, pour maintenir le possessoire;
- 1159-1160. Une instruction préalable, telle qu'une visite de lieux;
- 1161. La preuve d'une possession à titre de propriétaire;
- 1162-1163. D'une possession annale et immémoriale;
- 1164. De la publicité d'un chemin;
- 1165-1166. Lorsqu'il renvoie au pétitoire.
- 1167-1168. Il n'y a pas cumul, si le fond du droit n'est invoqué que pour apprécier le caractère de la possession.
- 1169-1170. S'il est apprécié dans *quelques-uns* des motifs seulement.
- 1171-1172. On peut se fonder, *entre autres motifs*, sur la possession immémoriale.
- 1173-1174. Surtout, en appel, et par adoption des motifs du premier juge.

¹ Pigeau, 2, 544; Argument, C. pr., art. 26.

1175. Le jugement ne peut être basé sur des motifs tirés *uniquement* du fond du droit.
- 1176-1189. Diverses applications de cette règle
1190. Le juge du possessoire *peut* consulter les titres pour apprécier le caractère de la possession.
- 1191-1200. Exemples.
- 1201-1202. Il ne peut s'appuyer *exclusivement* sur les titres de propriété.
- 1203-1204. Peu importe que le titre soit contesté.
- 1205-1206. Ce droit est plutôt une *faculté* qu'une obligation.
1207. Le défendeur peut-il saisir reconventionnellement le juge d'une demande en arrachement d'arbres.
- 1208-1209. Dans un procès au pétitoire, le tribunal peut prendre la possession comme l'un des éléments de sa décision.
- 1210-1211. La réintégrande est en général préjudicielle à la complainte.
1212. A moins que le défendeur n'accepte le débat sur la complainte.
1213. S'il y a cumul, la sentence doit être infirmée sur l'appel.
1214. Le tribunal civil, en infirmant, doit statuer sur le possessoire.
- 1215-1217. Mais il ne peut, par évocation, statuer en même temps sur le pétitoire.
1218. Les parties ne peuvent autoriser le juge à statuer cumulativement sur le possessoire et sur le pétitoire.
- 1219-1220. *Quid* au cas d'arbitrage?

1144. C'est, en général, par le *dispositif*, et non par les *motifs*, que l'on doit apprécier s'il y a cumul dans le jugement ¹.

1145. Le juge de paix s'est borné à maintenir le demandeur dans sa *possession*; il s'est fondé sur ce que le demandeur a prouvé, non-seulement sa possession, mais encore sa *propriété*; il n'y a pas cumul. Le dispositif, qui seul peut passer en force de chose jugée, ne porte que sur la possession; l'énonciation surabondante relative à la propriété, n'empêchera pas les parties de débattre leurs droits au pétitoire ².

¹ Curasson, 2, p. 486. Dalloz; *Action possessoire*, n. 739.

² Cass., 1^{er} mars 1819; Dev., Béline, n. 443.

1146. Il y a cumul du pétitoire avec le possessoire dans la sentence d'un juge de paix qui, par son dispositif, maintient le complainant tout à la fois dans une possession annale et immémoriale¹.

1147. Le juge de paix ne peut, par sa décision, attribuer à l'une des parties un droit de propriété, de servitude ou tout autre démembrement de la propriété. Un jugement qui maintenait une partie dans la jouissance d'une cour, par le motif qu'elle en avait la propriété et que la possession est une émanation de la propriété, a été cassé².

1148. Un jugement porte que le terrain, objet de l'action en complainte, ayant été déclaré précédemment, par une décision judiciaire, appartenir en propriété aux défendeurs à cette action, le demandeur n'avait pu avoir sur ce terrain une possession telle que l'exige l'art. 2229 du Code, paisible, non équivoque, à titre de propriétaire. — Cette décision ne s'adresse pas aux faits eux-mêmes qui étaient invoqués comme caractéristiques de la possession et ne les apprécie pas; elle les repousse d'une manière absolue et par cela seul qu'ils ne peuvent avoir de valeur en regard du droit de propriété qui, avant l'existence de ces faits, avait été reconnu au profit des défendeurs à l'action possessoire. — En décidant ainsi, le jugement a été considéré comme cumulant le pétitoire et le possessoire³.

1149. Ces décisions et d'autres analogues que nous pourrions citer, sont un avertissement pour le juge d'être très-circonspect dans les termes qu'il emploie à la rédaction de sa sentence.

1150. La Cour de cassation paraît s'être montrée plus

¹ Rejet, req. 45 juillet 1829, Dev.

² Casse, 6 avr. 1824, Dev.

³ Casse, 47 mai 1848, *Journal de Procédure*, Art. 4083.

ou moins sévère, selon que les expressions relatives au pétitoire se trouvaient tout à la fois dans les conclusions de la citation et dans le dispositif du jugement, ou seulement dans l'un des deux.

1151. Le demandeur usait depuis longtemps du droit de tirer de l'eau à un puits; il se plaint du trouble dans l'exercice de son droit; le juge de paix le maintient, par le motif qu'il résulte de sa possession *immémoriale* qu'il avait un *droit de copropriété*. On a interprété ce motif *ambigu* en ce sens : le juge a voulu dire : nous pensons, d'après les faits et la possession constante du demandeur, qu'il n'exerçait pas une simple servitude de puisage, servitude discontinue qui ne serait pas de nature à conférer l'action possessoire, mais qu'il usait de la chose à titre de copropriétaire, qu'il avait la possession *animo domini*¹.

Toutefois, comme on a fait remarquer avec raison, si le juge de paix avait déclaré le demandeur copropriétaire du puits litigieux, son dispositif pouvant empêcher la revendication, quand il aurait eu acquis la force de chose jugée, il aurait cumulé le pétitoire et le possessoire².

1152. Il n'y a pas cumul :— 1° Lorsque le juge fait défense à l'auteur du trouble d'exercer à l'avenir des actes semblables à ceux qui ont donné lieu à l'action en complainte. Cette défense est une condamnation essentiellement *provisoire*, et elle est une conséquence immédiate de la décision qui maintient le demandeur en possession³.

1153. 2° Lorsque le juge autorise le demandeur à reprendre aux frais du défendeur, les eaux détournées, faute

¹ Rejet, req., 4 mars 1828, Dev.

² Bélimé, n. 444.

³ Argument, Rejet req., 47 janvier 1832; Dalloz, *Action possessoire*, n. 733.

par celui-ci de les rendre à leur ancien cours dans un délai déterminé¹.

1154. 3° Lorsque le juge, saisi d'une action possessoire pour trouble résultant de l'enlèvement d'un atterrissement ou barrage naturel dans une rivière, en ordonnant le rétablissement des lieux dans leur premier état, prescrit, à défaut de ce rétablissement, la construction d'un barrage artificiel. — Cet ordre n'est qu'une mesure provisoire, propre à faire cesser le plus promptement possible le trouble apporté à la jouissance du demandeur, — une faculté, une alternative laissée à l'adversaire, pour le cas où il ne voudrait pas ou ne pourrait pas rétablir les lieux dans l'état primitif. — Cet ordre ne porte aucune atteinte aux attributions de l'autorité administrative et laisse aux parties toute faculté de se pourvoir auprès de cette autorité, pour en obtenir un règlement définitif des eaux².

1155. 4° Lorsque le juge ordonne, conformément aux conclusions de l'une des parties, une plantation de bornes pour empêcher qu'un trouble commis dans l'année ne se renouvelle. — V. *sup.*, n. 948.

1156. Il peut ordonner la suppression d'une rigole de dérivation d'un cours d'eau, sauf aux parties à faire régler au pétitoire leurs droits respectifs sur secours d'eau, lorsque l'ensemble des motifs conduit à un dispositif qui statue *uniquement* sur le possessoire³.

1157. Le jugement qui maintient un meunier dans la possession et jouissance des eaux d'un ruisseau exclusivement à un riverain pendant la belle saison, et simultanément avec lui pendant le reste de l'année, et qui ordonne

¹ Rejet, civ., 44 août 1856. *Journal des Justices de Paix*, Art 914.

² Rejet, req. 8 novembre 1836, Dev. 36, 801.

³ Rejet, req. 48 juin 1850, D. 50, 309.

que le riverain sera tenu de détruire les travaux qui s'opposeraient à la possession exclusive du meunier et de n'en point rétablir, ne fait pas en cela un règlement d'eau ¹.

1158. Le riverain d'un cours d'eau avait momentanément détourné les eaux au préjudice des riverains inférieurs, à l'aide d'un barrage, d'une vanne et d'un aqueduc, puis il avait détruit ce barrage. — Le juge refuse d'ordonner la destruction de la vanne et de l'aqueduc, par le motif que ces travaux ne sont plus nuisibles aux riverains, il ne viole aucune loi ².

1159. Le juge peut ordonner une visite de lieux pour déterminer la hauteur de la décharge d'un étang, et la nature de la possession du complainant : en effet, le terrain environnant un étang et que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge, étant toujours réputé la propriété du maître de l'étang, il s'ensuit qu'aucune possession contraire ne peut avoir lieu, et que par suite, la plainte n'est pas recevable de la part de celui qui a joui de ce terrain, même depuis plus d'une année ³.

1160. Le juge peut vérifier, par l'examen de l'état matériel des lieux, si un canal a été fait de main d'homme, pour en conclure, la nature artificielle du canal une fois reconnue, que la possession du canal s'étend à ses francs-bords ⁴.

1161. Le juge peut pour déterminer laquelle des deux parties a la possession, déclarer que l'une ne possédait qu'à titre de propriétaire, tandis que l'autre possédait à titre précaire ⁵. Vainement on dirait que cette qualification de

¹ Rejet, civ., 9 août 1836, D. 36, 440.

² Rejet, req., 4 août 1852, *Journal des Justices de Paix*, Art. 492.

³ Rejet, req., 18 novembre 1851, *Journal des Justices de Paix*, Art. 18.

⁴ Rejet, req., 15 avril 1845, D. 43, 264.

⁵ Rejet, civ., 3 décembre 1827, Dev.

la possession respective des parties préjuge, à défaut de titre, la question de propriété.

1162. Le juge à l'occasion d'une preuve de possession annale qu'il ordonne dans le dispositif de son jugement, peut autoriser en même temps la preuve d'une possession immémoriale, lorsqu'il a soin de motiver ce second chef sur la nécessité de caractériser les actes de possession invoqués¹.

1163. Il a été décidé que le juge, saisi d'une action purement possessoire, en se fondant sur la *possession immémoriale* du demandeur, s'appuie à plus forte raison sur la *possession annale*; il n'y pas par cela seul cumul, dès que le dispositif du jugement ne statue que sur la possession, et ne parle pas de la propriété².

Il est plus prudent de se baser *formellement*, dans le jugement, sur la possession annale.

1164. Le juge du possessoire a pu décider que le demandeur n'a pas la possession de l'objet litigieux, par le motif que cet objet est à l'état de chemin public, et qu'affecté à l'usage de tous, il n'a pas pu être privativement possédé par un seul.

1165. Lorsque le juge se trouve hors d'état de prononcer sur le mérite de la possession; il peut renvoyer les parties à se pourvoir au pétitoire; le tribunal n'est investi, par ce jugement, que du pétitoire sur lequel les parties doivent procéder par action nouvelle³.

1166. De même, lorsqu'en appréciant uniquement le caractère de la possession, il a puisé des motifs de décision

¹ Rejet, 29 mai 1854.

² Rejet, req., 7 juill. 1836, Dev. 37, 459. — V. *sup.*, n. 1451.

³ Rejet, req., 24 février 1844, Dev. 41, 492.

⁴ Rejet, req., 17 mai 1819, Dev.; Rejet, civ., 2 décembre 1862
Journal des Justices de Paix, Art. 2109.

dans le droit plus ou moins apparent de propriété, alors surtout que par son jugement il a réservé expressément les parties à se pourvoir au pétitoire¹.

« Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que, pour adjuger à Parent la *possession* du canal dont il s'agit au procès, le tribunal s'est fondé sur trois faits, savoir, que Parent était propriétaire des moulins; que le canal en était une dépendance, et que Parent se servait habituellement des eaux de ce canal pour faire mouvoir ses moulins; — qu'en concluant de ces trois faits que Parent avait la possession annale du canal, le jugement attaqué n'a fait qu'apprécier des faits dans leur rapport avec la possession réclamée, et par conséquent n'a pas violé les art. 23 et 25 C. N. ². »

1167. Il n'y a pas cumul lorsque le juge ne s'occupe du pétitoire que dans les motifs et seulement pour caractériser la possession³.

1168. Ainsi on a rejeté le pourvoi formé contre un jugement qui, pour maintenir le demandeur en possession du droit d'abattre un volet sur le mur voisin, fondait ce droit sur les effets légaux attachés à la mitoyenneté de ce mur. — Mais dans l'espèce, la possession annale étant constante, on a pensé que le juge avait seulement voulu caractériser cette possession. — L'arrêt de rejet est ainsi motivé : — « Attendu que le jugement attaqué se borne, dans son dispositif, à maintenir les défendeurs éventuels dans la possession par eux prétendue; que si quelques-uns des motifs de ce jugement paraissent se rattacher au droit de propriété, ils n'ont en réalité, pour objet que de carac-

¹ Rejet, civ., 9 novembre 1825; req., 4 mars 1828, Dev.

² Rejet, req., 27 novembre 1839, D. 40, 37.

³ Garnier, p. 347; Demolombe, *Servitudes*, n. 484.

tériser la possession ; » d'ailleurs la Cour a peut-être craint de prolonger une contestation d'un intérêt minime.¹

1169. Le juge a pu fonder sa décision entre autres motifs sur ce que le terrain litigieux faisait partie d'un immeuble plus étendu appartenant au demandeur² ;

1170. Sur ce que la possession invoquée pour la réintégration ne réunit pas les conditions exigées pour la prescription³.

1171. Il a pu maintenir le demandeur en possession, en fondant sa décision tant sur la possession annale de celui-ci, que sur son droit de propriété⁴ ; s'il ne s'est livré au développement de cette dernière raison que d'une manière hypothétique, et pour en induire un *a fortiori* en faveur de la demande.

1172. Spécialement, le fait, par le riverain supérieur d'un ruisseau alimentant un moulin, d'avoir, au moyen d'un barrage, détourné les eaux sur son fonds, pour les conduire dans des réservoirs, d'où elles ne rentreraient dans leur lit naturel qu'avec déperdition au préjudice de l'usine, a pu être considéré, par suite d'une enquête, non pas comme l'exercice de la faculté légale accordée au riverain d'un cours d'eau, par l'art. 644 du Code, mais bien plutôt comme constituant un trouble à la possession annale du propriétaire du moulin, et pouvant dès lors donner lieu de sa part à une action possessoire⁵.

1173. Le jugement rendu sur la possession n'est pas nul, par cela seul que, dans quelques-uns des ses motifs, il discute les moyens du fond, si le dispositif, qui consti-

¹ Rejet, req., 2 février 1848, D. 48, 46.

² Rejet, civ., 4 janvier 1854, *Journal des Justices de Paix*, Art. 457.

³ Rejet, req., 7 juillet 1852, *ib.*, art. 459.

⁴ Cassé, 4^{re} mars 1819, Dev.

⁵ Rejet, req., 6 décembre 1836 D. 37, 79.

tue à proprement parler l'essence du jugement, n'a jugé que le possessoire. — Spécialement ce dispositif se trouve suffisamment motivé, lorsque le jugement déclare adopter au surplus les motifs de la sentence du premier juge, dans laquelle on en trouve plusieurs qui se réfèrent au possessoire¹.

1174. Le jugement d'appel qui adopte la décision du premier juge accordant la possession d'un pont, n'est point vicié par les *motifs* qui reconnaîtraient que la demande possessoire sur laquelle le premier juge a statué, s'applique non-seulement au pont, mais encore aux droits de passage et de puisage pour lesquels le pont avait été établi, droits qui ne peuvent être l'objet d'une action possessoire².

1175. Mais il y a cumul lorsque rien dans les motifs n'a trait à la possession annale; si toutes les préoccupations du juge se concentrent sur le fond du droit en lui-même, et que ce soit *uniquement* en considération du droit de propriété ou de copropriété que ce juge statue sur la question possessoire.

On trouve dans la jurisprudence de nombreuses applications de ce principe.

1176. Ainsi, il y a cumul : 1° Lorsque sur une action en complainte résultant du trouble causé au demandeur par la démolition du mur séparatif de son héritage et de celui du défendeur, le jugement reconnaît à ce dernier, par application des art. 661 et 663 du Code, le droit d'acquérir la mitoyenneté du mur dont la reconstruction est ordonnée³.

« Attendu, dit l'arrêt, que cette disposition, inconciliable avec l'admission d'une complainte possessoire, —

¹ Rejet, req. 28 juin 1830, Dev.

² Rejet, req. 17 juillet 1837, Dev. 38, 74.

³ Casse, 7 juin 1853, D. 54, 5. 46.

portait sur le fond même du droit de propriété, et excédait la compétence du juge de paix, etc. »

1177. 2° Lorsque le juge, saisi d'une action possessoire pour détournement d'une partie d'un cours d'eau opéré par un riverain supérieur au préjudice de la possession annale du riverain inférieur, motive *uniquement* le rejet de la plainte sur ce que ce détournement était nécessaire au fonctionnement d'une usine, et laissait au riverain troublé un contingent d'eau suffisant pour ses propres besoins¹.

« Attendu, porte l'arrêt, que le jugement attaqué n'a nié, ni la possession plus qu'annale des demandeurs, ni le trouble permanent apporté à leur jouissance par les travaux exécutés par les frères Alix; que pour repousser l'action des demandeurs, il s'est fondé *uniquement* sur ce que les changements apportés par les frères Alix dans le cours des eaux étaient nécessaires au fonctionnement de leur usine, et que leurs adversaires avaient conservé un contingent d'eau suffisant pour l'alimentation de leurs moulins; qu'en décidant par ces moyens tirés du fond du droit une contestation qui ne devait porter que sur la possession, le jugement attaqué a cumulé, etc. »

1178. 3° Lorsque, sur une demande tendante à ce que des excavations faites sous une avenue soient comblées, le juge déboute le demandeur de son action, par la raison que le terrain litigieux serait borné de tous côtés par des terrains appartenant à d'autres qu'au demandeur, qu'aucun des cantons ne lui appartiendrait, et qu'il n'aurait pas la possession exclusive du terrain litigieux².

1179. 4° Lorsqu'il déclare recevable l'action relative

¹ Casse, 29-décembre 1857, *Journal des Justices de Paix*, Art. 1231.

² Casse, 23 novembre 1836, D. 37, 44.

à un atterrissement formé dans un canal, sur le double motif que l'atterrissement appartient au défendeur comme accessoire du canal qui est sa propriété, et que le demandeur ne pourrait prescrire tout ou partie de ce canal, d'après la destination du père de famille¹.

1180. 5^e Lorsque, sur une demande en réintégration d'un terrain pris pour l'élargissement d'un chemin traversant la propriété du demandeur, il rejette l'action par le motif *unique* que le défendeur, en élargissant le chemin litigieux, n'a fait qu'user du droit à lui réservé par l'acte constitutif de la servitude de passage².

« Que si Lavabre prétendait que Desmazes prenait plus de terrain qu'il ne lui en fallait, il y avait lieu à interpréter l'acte de vente qui lui avait été consenti pour savoir quelle devait être la largeur du chemin; que c'était là une interprétation d'acte qui ne pouvait faire l'objet d'une action possessoire, et devait être portée au pétitoire devant les tribunaux; — Attendu qu'en décidant ainsi, le tribunal a méconnu les avantages que la loi attache à la possession, qu'il a cumulé, etc. »

1181. 6^e Lorsque saisi d'une demande tendante à la maintenue en possession d'un droit d'usage sur un cours d'eau, au lieu de chercher les motifs dans la possession annale du demandeur, le juge s'attache *exclusivement* à un usage immémorial sur le mode d'irrigation, à un arrêté municipal maintenant cet usage, et au pouvoir des tribunaux, sur le règlement de l'usage des eaux entre les propriétaires riverains; — « c'est-à-dire à des considérations tirées du fond même du droit, et qui, ajoutées à la constatation de la possession antérieure, auraient pu être invo-

¹ Casse, 47 novembre 1844, D. 41, 387.

² Casse, 41 août 1852, *Journal des Justices de Paix*, Art 240.

quées comme caractérisant cette possession, mais qui, en l'absence de toute énonciation sur ce point, ne sauraient par elles-mêmes impliquer la preuve et l'existence de la possession annale¹. »

1182. 7° Lorsque le juge, — « sans dénier le fait de la possession actuelle depuis plus d'un an et jour, invoqué par le demandeur, sans admettre le défendeur à la preuve d'une possession contraire, et se fondant *uniquement* sur un prétendu *titre* de transaction, a déclaré la commune en possession du terrain litigieux....2. »

1183. 8° Lorsque le juge admet le défendeur à prouver que le demandeur n'est pas propriétaire du terrain litigieux, qu'il n'en a que l'usage commun avec le public; c'est ordonner une enquête sur le fond du droit, contrairement à l'art. 24 C. pr.³.

1184. 9° Lorsqu'il se fonde sur les dispositions des art. 644, 645 C. N., pour refuser la maintenue en possession provisoire de la possession d'un cours d'eau⁴.

Spécialement lorsqu'au lieu de se borner à ordonner cette maintenue d'une rigole d'arrosement, le juge de paix vise l'art. 645 C. N., et le titre qui détermine les droits respectifs des parties, ordonne en outre l'exécution de ce titre suivant sa forme et teneur, et fixe par voie de règlement d'eau la largeur et la profondeur de la rigole en litige⁵.

1185. 10° Lorsque le juge saisi d'une action en maintien d'une servitude de passage, pour cause d'enclave dans

¹ Casse, 29 nov. 1852, *Journal des Justices de Paix*, Art. 302.

² Casse, 7 août 1833, D. 33, 325.

³ Casse, 18 juin 1816, Dev.

⁴ Rejet, req., 20 avril 1824, Dev.

⁵ Casse, 14 décembre 1841, D. 42, 44; 24 février 1846, *Journal de procédure*, Art. 3393.

un lieu déterminé, maintient le demandeur dans cette possession et dit qu'il sera recherché si ce lieu est l'endroit le moins dommageable pour le fonds servant. En effet, ce jugement a pour résultat de faire décider, par un moyen qui tient uniquement au fond du droit, une question de possession ¹.

1186. 11° Lorsque le riverain d'un cours d'eau, après avoir momentanément détourné les eaux au préjudice des riverains inférieurs, à l'aide d'un barrage, d'une vanne ou d'un aqueduc, a détruit ce barrage, ces riverains ont droit à la réparation du dommage résultant du détournement des eaux. — Il y a cumul dans le jugement qui refuse de prononcer la destruction de la vanne et de l'aqueduc, par le motif *unique* que l'auteur de ces travaux n'a fait qu'user de son droit tel qu'il est réglé par l'art. 644 ².

1187. La plainte du riverain d'un cours d'eau fondée sur ce qu'un usinier a élagué les arbres existant sur sa propriété et a rejeté sur son champ les terres extraites par le curage du cours d'eau, ne peut être repoussée par cet *unique* motif que le défendeur n'aurait procédé à ces élagage et curage qu'en vertu d'un droit de servitude à lui appartenant sur la propriété du demandeur, lorsque ce droit de servitude est contesté par le demandeur ³.

1188. De même, le juge ne peut rejeter une plainte tendant à faire maintenir le demandeur dans la libre possession du droit par lui exercé depuis plus d'un an et jour, d'employer à certaines réparations les bois que lui délivrait l'administration forestière, en se fondant *uniquement*

¹ Casse, 26 avril 1849, *Journal de procédure*, Art. 4794. — V. sup., n. 952.

² Casse, 29 août 1849, *Journal des Justices de Paix*, Art. 492.

³ Casse, 4 décembre 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 761.

sur le caractère délictueux qu'aurait le fait de possession articulé, s'il était décidé au pétitoire par interprétation des titres produits que le demandeur n'avait pas le droit de donner à ces bois cette destination ¹. — Ce jugement offrait un double grief : d'abord il se préoccupait à tort du pétitoire, pour apprécier le mérite de la plainte, ensuite il fondait le rejet de cette plainte, non sur l'inexistence du droit au fond, mais sur la simple hypothèse où le droit à la possession n'existerait pas.

1189. Le juge de paix, lors même qu'il ne statue qu'au possessoire dans son dispositif, évitera donc de limiter les motifs à des raisons *uniquement* tirées du fond du droit. — En effet, l'art. 24 C. pr. que nous avons déjà cité, défend, s'il y a enquête ordonnée, de la faire porter sur le fond du droit. Les actions possessoires sont destinées, non pas à faire présumer la possession par la propriété, mais à induire la propriété de la possession. Les décisions du juge de paix doivent être fondées principalement sur des faits de détention et de jouissance ².

1190. — Souvent le juge de paix a besoin de consulter les titres et d'examiner le fond du droit : — soit pour reconnaître la précarité de la possession alléguée, — soit pour écarter une présomption de tolérance qui s'attache à la possession, à raison de la nature de la chose possédée, — soit pour constater que la destination de la chose est incompatible avec une possession privée, — soit pour décider des questions de jonction, de transmission ou d'intervention de possession ³.

1191. Ce droit d'appréciation — avait été d'abord res-

¹ Casse, 31 mars 1857, *ib.* Art. 4012.

² Casse, 6 avril 1859, *Journal des Justices de Paix*, Art. 1644 ; Bélimc, n. 446.

³ — V. *sup.*, n. 842 à 844.

treint par quelques auteurs dans des limites telles qu'il paraissait presque entièrement refusé au juge du possessoire¹, — mais il lui a été reconnu d'une manière plus large et plus rationnelle par la doctrine et par la jurisprudence aujourd'hui bien constante de la Cour de cassation².

1192. Ainsi, il n'y a pas de cumul, par cela seul que le juge, pour éclairer la possession et en déterminer les caractères, apprécie les titres respectivement produits, en déclarant quels droits résultent de ces titres³ pour chaque partie, si d'ailleurs le *dispositif* se restreint à une simple maintenue en possession. Ce n'est pas un titre qu'applique le juge, c'est une indication qu'il consulte; ce n'est pas le pétitoire qu'il juge, c'est le possessoire qu'il éclaire.

1193. « Attendu qu'on ne conteste pas au juge du possessoire le droit d'examiner les titres produits par les parties, à la charge de les apprécier au seul point de vue du possessoire, et d'y rechercher, non pas le droit, mais le caractère de la possession invoquée; — Attendu que le jugement attaqué n'a pas fait autre chose; — Que les titres soumis par la ville d'Orange ne présentaient aucune difficulté d'interprétation; qu'il a déclaré expressément qu'il ne les consultait qu'au seul point de vue de la possession et qu'il en a tiré *uniquement* la conséquence que cette possession s'exerçait par la commune à titre de propriétaire³. »

1194. « Attendu que le jugement attaqué déclare que la possession de Piétri résulte, non-seulement des faits de la cause interprétés par l'acte du 22 février 1789, mais encor e

¹ Béliame, *Possession*, n. 447 à 459. — La doctrine de cet auteur sur ce point doit être lue avec beaucoup de réserve.

² — V. notamment Casse, 6 décembre 1853; rejet, req., 44 juillet 1856, *Journal des Justices de Paix*, Art. 390 et 955, Pigeau, *Commentaire*, pages 74 à 76; Curasson, 2, p. 290; Garnier, p. 456; Crémieux, n. 464; Bourbeau, n. 417.

³ Rejet, req. 22 novembre 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 4404.

de toutes les circonstances de ladite cause; — Que des termes de cette déclaration il y a lieu d'induire que les juges ont consulté le titre de propriété, non pas pour en tirer la preuve de l'existence des faits matériels, mais afin d'y puiser les éléments de nature à donner aux faits matériels existants les caractères constitutifs des faits de possession; — Qu'une pareille appréciation de titres n'implique pas le cumul du pétitoire et du possessoire¹. »

1195. Il n'y a pas cumul quand le juge se borne à décider, d'après l'examen des titres, que la possession annale du demandeur était illicite, comme portant sur une propriété inaliénable.

Spécialement cette appréciation peut aller jusqu'à décider, dans le cas où la contestation existe entre une ville et un particulier, que le terrain litigieux est une dépendance de la voie publique (par exemple une place publique), et que, par suite de son imprescriptibilité, il ne peut être la matière d'une action possessoire de la part de ce particulier².

1196. Une plainte avait été formée par un particulier, pour trouble à la possession d'une prise d'eau sur un ruisseau appartenant à une ville; le tribunal a pu décider, d'après l'examen des titres, que les eaux de ce ruisseau étant affectées à l'usage public, constituaient une propriété publique, qui n'avait pu être l'objet d'une possession légale de la part d'un simple particulier³.

1197. Le juge du possessoire a pu consulter les titres, pour vérifier si le terrain objet de l'action était une dépen-

¹ Motifs rejet, req., 6 août 1863, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2253.

² Casse, 25 juillet 1837; Rejet, req., 25 février 1840, Dev. 37, 885; 40, 341.

³ Rejet, req., 46 févr. 1837, Dev. 37, 327.

dance des biens de la couronne et susceptible d'une possession utile et efficace pour un particulier¹.

1198. Celui qui, après avoir demandé au possessoire à être maintenu dans un droit de passage à titre de servitude d'enclave, vient à produire des titres qui lui permettent de changer ses conclusions, et de se présenter comme propriétaire ou comme copropriétaire du passage, doit être maintenu dans la jouissance de ce passage, s'il justifie qu'il en a la possession annale *animo domini* : il n'y a pas là cumul du pétitoire avec le possessoire, puisque les titres de propriété ne sont consultés que pour vérifier le caractère de la possession ; d'ailleurs il ne s'agit pas de le faire maintenir, par voie d'action possessoire, dans l'exercice d'une servitude imprescriptible, mais seulement dans la jouissance d'une copropriété².

1199. Le juge de paix pouvant examiner les titres pour savoir, lorsqu'il y a doute, quel est, quant à la possession, le droit le plus apparent, sa décision ne serait attaquable qu'autant que, dans le dispositif, elle validerait ou annulerait un titre.

1200. Mais s'il se bornait à rechercher le droit le plus apparent, sa décision serait inattaquable³.

1201. La sentence qui ferait résulter *uniquement* des titres de propriété produits la preuve de la possession invoquée par le complainant serait nulle⁴.

1202. Lorsqu'un juge de paix saisi d'une action pos-

¹ Argument motifs rejet, req., 24 janvier 1862, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2043.

² Casse, 19 mars 1841, Dev. 41, 356.

³ — V. dans ce sens, rejet, req., 12 fructidor an 10; Casse, 16 janv. 1821; Chauveau, n. 406; Carou, n. 691; Curasson, 2^e éd., tome 2, p. 413. — V. *sup.*, n. 919.

⁴ Casse, 8 novembre 1854; Rejet, req., 13 décembre 1854, *Journal des Justices de Paix*, Art. 603 et 814.

seigneur entre deux acquéreurs d'un même fonds, qui n'ont ni l'un ni l'autre la possession annale de leur chef, se trouve dans la nécessité de remonter à la possession de leur auteur, et qu'il aperçoit que cet auteur est le même pour tous les deux, il ne peut plus dès lors, sans cumuler le possessoire et le pétitoire, entrer dans l'examen des titres respectifs de propriété et accorder la préférence à l'un en déclarant l'autre nul.

« Attendu que le juge de paix ne s'est pas borné à examiner quel pouvait être, d'après les titres produits, le droit le plus apparent des parties, qu'il est entré dans l'examen du mérite de ces titres au fond, qu'il a jugé nul celui de M. B..., et a fait dériver de cette nullité la possession des demandeurs ¹. »

1203. Au reste, peu importe que le titre soit contesté.

Ainsi, le juge du possessoire connaît d'une plainte intentée par un légataire universel invoquant la possession de son auteur contre un domestique qui, après le décès de son maître, continue d'occuper la maison et prétend que cet immeuble lui a été légué par un second testament révoquant le premier ².

« Attendu, porte l'arrêt, que le juge du possessoire n'est pas seulement juge du fait matériel de la possession ; — que la possession civile qu'il doit considérer étant mêlée de fait et de droit, le juge doit vérifier les caractères légaux aussi bien que le fait matériel lui-même, et que, pour faire cette appréciation, il peut consulter les titres respectivement produits par les parties ; — que la circonstance qu'il y avait contestation sur les titres ne peut arrêter le juge dans l'appréciation qu'il aurait à en faire quant au caractère de la

¹ Rejet, civ., 44 août 1819, Dalloz, *Action possessoire*, n. 776.

² Casse, 6 décembre 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 390.

possession, sauf aux parties à faire valoir ultérieurement leurs moyens au pétitoire, tous droits à cet égard leur demeurant réservés, ainsi que le porte le jugement rendu par le juge de paix... »

1204. Le juge peut interpréter une transaction, non pour trancher une question de propriété, mais pour apprécier le caractère et la nature de la possession ¹.

1205. Est-ce à dire que l'appréciation des titres soit pour le juge du possessoire une *obligation* absolue? Non. C'est un droit, ou plutôt une *faculté* ².

Ainsi, lorsque le juge de paix déclare qu'il est suffisamment éclairé sur les caractères de la possession d'un chemin par l'état des lieux et par les faits établis devant lui, *il n'est pas tenu* de recourir à des titres anciens invoqués par le demandeur ³.

« Attendu que le juge du possessoire *peut* s'aider des titres anciens mis sous ses yeux, lorsqu'il en a besoin pour déterminer les caractères de la possession devant lui invoquée; mais qu'aucune loi ne l'oblige à y recourir lorsqu'il est suffisamment éclairé par l'état présent des lieux, par les actes récents et par les *faits accomplis* dans l'année de la possession ³. » — Attendu, ajoute l'arrêt, que, dans l'espèce, le tribunal s'est fondé sur l'état des lieux, sur un procès-verbal descriptif dressé par le juge de paix avec assistance d'experts; qu'il a examiné des actes, en date de 1811 et 1812; qu'il s'est trouvé complètement éclairé par cet état des lieux et par les actes, et que, pour statuer sur une ques-

¹ Tours, 13 août 1853, *Journal des Justices de Paix*, Art. 374. — C'est à tort que le trib. de Prades, dans un motif de son jugement du 20 janvier 1858, semble enseigner le contraire, *Journal des Justices de Paix*, Art. 1264, à la note.

² — V. toutefois Bourbeau, n. 417.

³ Rejet, civ., 20 janv. 1863, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2124.

tion possessoire, il n'était pas tenu de recourir aux titres anciens.

1206. Peu importe que le juge du possessoire, dans les motifs de sa décision, ait pensé à tort que l'appréciation des titres entraînerait le cumul du possessoire et du pétitoire ¹.

1207. Le défendeur à une action possessoire a pu saisir reconventionnellement le juge de paix d'une demande pétitoire placée dans les attributions du juge de paix, telle que celle à fin d'arrachement d'arbres plantés à une distance moindre que la distance légale ².

« Attendu que la demande reconventionnelle.... qui tendait à faire condamner le demandeur à arracher des arbres plantés à une distance moindre que celle qui est déterminée par la loi, n'a, dans les termes de la cause, soulevé aucune question qui se rattache à une contestation sur la propriété; que, d'autre part, lors même que cette demande aurait eu un caractère pétitoire, par cela seul qu'elle était de nature à être soumise au juge de paix, elle pouvait être l'objet d'une reconvention, même dans un litige engagé au possessoire; que par suite le juge de paix était compétent pour en connaître. »

1208. Quand le procès a été intenté au pétitoire, il n'y a pas cumul du possessoire et du pétitoire : — 1° lorsqu'un arrêt a considéré le fait actuel de la possession comme un élément de décision sur la question de propriété ³. — Ou par cela seul qu'il se fonde sur la sentence qui a maintenu le défendeur au possessoire dans la possession d'un terrain

¹ *Journal des Justices de Paix*, Art. 2124.

² Rejet, req., 11 décembre 1844, Dev., 45, 254.

³ Rejet, req., 25 mai 1840, D. 40, 134.

litigieux, pour décider que c'est au demandeur au pétitoire à faire preuve de sa propriété¹.

1209. 2° Lorsque la possession annale du défendeur n'étant pas déniée, le tribunal maintient ce dernier dans cette possession, et ordonne en même temps une enquête, avant faire droit au pétitoire; ce jugement est plutôt provisoire que rendu sur le possessoire; le jugement définitif et l'arrêt confirmatif qui ont suivi un pareil jugement ne donnent pas ouverture à cassation, alors surtout qu'il n'en a point été fait appel et qu'il ne se trouve dans les décisions définitives aucunes traces du possessoire².

1210. Comme la complainte est préjudicielle à la revendication et perdrait son utilité si elle était subordonnée à celle-ci, de même la réintégrande manquerait son but, si elle n'était préjudicielle à la complainte. *Spoliatus ante omnia restituendus*.

1211. Le défendeur à la réintégrande ne peut donc pas se soustraire à l'obligation de réparer la voie de fait qu'il a commise, par l'offre de justifier d'une possession annale; sauf à lui, après avoir délaissé la possession à titre de réparation, à former la complainte³.

1212. Toutefois le juge de paix étant également compétent pour connaître de la réintégrande et de la complainte, peut et doit, si le demandeur en réintégrande accepte le débat sur la complainte et par conséquent sur la possession annale, en vérifier l'existence; dans ce cas, le spolié, en faisant dépendre de la preuve d'une possession annale les réparations qui lui sont dues, est censé renoncer à se prévaloir des conséquences rigoureuses de la spoliation qu'il a

¹ Rejet, req., 14 avril 1853, *Journal des Justices de Paix.*, Art. 444.

² Rejet, req., 19 avril 1836, D. 36, 334.

³ Bourbeau, n. 426.

subie. S'il gagne son procès, il obtiendra une réparation; si, au contraire, la possession annale est prouvée contre lui, il ne pourra plus agir par la réintégration et le défendeur devra être maintenu en possession ¹.

1213. La sentence du juge de paix qui cumule le pétitoire et le possessoire doit être réformée sur l'appel ².

1214. Le tribunal civil, en infirmant, doit statuer sur l'action possessoire, à l'égard de laquelle le juge de paix était compétent ³; il ne peut se borner à annuler la sentence du juge de paix.

1215. La défense du cumul s'adresse non-seulement au juge de paix, mais encore au *tribunal civil*, juge du possessoire en dernier ressort, bien que la question de propriété doive plus tard être jugée par ce tribunal ⁴.

1216. Ainsi il ne peut résoudre lui-même, par forme d'évocation, la question de propriété. Il n'est saisi que comme juge du possessoire; il ne doit faire que ce que le juge du premier degré aurait dû faire. Vainement on oppose un arrêt ⁴ duquel il résulte que si, sur l'appel d'une sentence du juge de paix qui se déclare incompetent, le tribunal reconnaît qu'il ne s'agit point d'une question possessoire, il peut statuer directement au pétitoire. Cet arrêt n'est fondé que sur des considérations de fait, et notamment sur ce que les parties, en procédant volontairement sur l'instruction de la cause au fond, avaient suffisamment saisi le tribunal.

1217. Il y a cumul, lorsque le tribunal évoque le principal, sous prétexte que l'appréciation des titres de pro-

¹ Bourbeau, n. 426. — V. *sup.*, n. 1208.

² Cass., 17 août 1836, Dev., 36, 798.

³ Rodière, 1, p. 95.

⁴ Rej., req., 14 février 1832, D. 32, 327.

priété est nécessaire pour juger la question de possession et refuse de statuer au possessoire¹.

1218. La prohibition du cumul tient surtout à la distinction des juridictions, qui est en quelque sorte d'ordre public. Même du consentement des parties, le juge du possessoire ne peut trancher la question de propriété; il violerait les règles de sa compétence si, pour adjuger la possession, il constatait le droit de propriété.

1219. La défense du cumul est-elle tellement impérieuse que les parties elles-mêmes, d'un commun accord, ne puissent y contrevenir? Deux propriétaires nomment des arbitres en leur donnant pouvoir de régler leur différend au possessoire et au pétitoire, tant par la jouissance que par les titres; ce compromis est-il valable?

Les parties pouvaient transiger à la fois sur le possessoire et le pétitoire; elles pouvaient compromettre dans le même but; le compromis est une espèce de transaction².

Les arbitres doivent-ils, pour éviter le cumul, statuer d'abord séparément sur la possession, par un jugement dont la partie condamnée pourra appeler? Ne pourront-ils rendre leur seconde sentence sur le fond qu'après l'exécution de la sentence sur le possessoire? Peuvent-ils, au contraire, prononcer sur le tout par un seul et même jugement? Cette dernière marche est plus conforme à l'intention présumée des parties : en s'en remettant à des arbitres pour trancher leur différend, elles ont entendu sortir immédiatement de toutes difficultés : elles ont voulu éviter les délais et les frais de deux jugements³.

¹ Casse, 29 décembre 1828, Dev.

² Dumoulin, *Comm.* ad tit. 3 *Consuet.* Paris, n. 42; Bérime, n. 468; Dalloz, *Action Possessoire*, n. 795.

³ Bérime, n. 469.

1220. Le juge saisi de l'appel du jugement arbitral doit prononcer sur le pétitoire et le possessoire à la fois : ce juge est moins appelé à trancher un débat possessoire ou pétitoire qu'à examiner si les arbitres ont bien exécuté leur mandat¹.

¹ Bérime, n. 470.

CHAPITRE XIII.

FORMULES.

SECTION I. — Notions générales.

SOMMAIRE :

- 1221. Nombre de lignes et de syllabes fixées pour les copies des exploits et des significations de jugements.
- 1222. Les copies doivent être correctes, lisibles, et sans abréviations.
- 1223. A peine d'amende de vingt-cinq francs.
- 1224. Indemnité allouée au greffier pour remboursement du timbre.
- 1225. Nombre de syllabes et de lignes.
- 1226. A peine d'amende.
- 1227. Insuffisance de l'allocation.

1221. Les copies des exploits, celle des significations..., de tous jugements, actes ou pièces ne peuvent contenir savoir¹ :

Sur le petit papier plus de 30 lignes à la page et de 30 syllabes à la ligne;

Sur le moyen papier plus de 35 lignes à la page et de 35 syllabes à la ligne;

Sur le grand papier, plus de 40 lignes à la page et de 40 syllabes à la ligne;

Sur le grand registre plus de 45 lignes à la page et de 45 syllabes à la ligne.

1222. Les copies des exploits, celles des significations... de tous jugements actes ou pièces, doivent être correctes, lisibles et *sans abréviations*.

1223. Toute contravention aux dispositions du présent

¹ Décret des 30 juillet et 1^{er} août 1862, art. 4^{er} sur le timbre.

article et à celles du règlement d'administration publique qui détermine le nombre de lignes et de syllabes que doivent contenir les copies est punie d'une amende de vingt-cinq francs ¹.

1224. Il est alloué aux greffiers des justices de paix à titre de remboursement du papier timbré ².

1° Pour chaque jugement porté sur la feuille d'audience, ceux de remise exceptés, 0,65 centimes.

2° Pour chaque jugement de remise 0 fr. 20 centimes.

3° Pour procès-verbal de conciliation, inscrit sur un registre timbré, 0,50 cent.

1225. Les greffiers de paix ne peuvent écrire, sur les minutes ou feuilles d'audience et sur les registres timbrés, plus de trente lignes à la page et de vingt syllabes à la ligne sur une feuille au timbre de un franc ³; de 40 lignes à la page et de 25 syllabes à la ligne, lorsque la feuille est au timbre de 1 fr. 50 c., et plus de 50 lignes à la page et 30 syllabes à la ligne, lorsque la feuille est au timbre de 2 fr. ⁴.

1226. Toute contravention est constatée conformément à la loi du 15 brumaire an 7 et punie de l'amende prononcée par l'art. 12 de la loi du 16 juin 1824, sans préjudice des droits de timbre à la charge des contrevenants ⁵.

1227. Malgré cette allocation, les greffiers de justice de paix seraient encore en perte sur cette fourniture. — D'une part, la loi leur interdit d'une manière formelle d'employer aucune abréviation et fixe le nombre de lignes et de syllabes à la ligne que chaque page peut contenir ;

¹ Loi de finance des 2 et 23 juillet 1862, art. 20.

² Décret du 8 décembre 1862, art. 3.

³ Même décret, art. 4.

⁴ Même décret, art. 4.

⁵ *Ib.*

d'autre part, la minute des jugements de justices de paix (à la différence de la minute des jugements des tribunaux civils) contient les qualités, c'est-à-dire les noms, professions et demeures des parties, leurs conclusions, l'exposition sommaire des points de fait et de droit, indépendamment des motifs et du dispositif de la décision. — Dans les justices de paix, même où l'on se borne à porter sur la minute les noms des parties, les motifs et le dispositif de la décision ; où l'on se réfère à l'original de la citation pour les conclusions du défendeur, il arrive encore souvent que la longueur des motifs à transcrire fait dépasser la quantité du papier alloué, — surtout lorsqu'une mesure d'instruction a été ordonnée. — V. C. pr., art. 40.

SECTION II. — Des formules.

TABLEAU DES FORMULES (1)

ABBREVIATION DE DÉLAI, form. 5.	DÉCLARATION D'EXÉCUTION, 32.
APPEL (acte d'), 34.	DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE.
AVERTISSEMENT (billet d'), 4.	— V. Citation, Jugement, Sommation.
CÉDULE. — V. Abréviation, Enquête, Expert.	ENQUÊTE :
CITATION :	— Cédule aux témoins, 20.
— en complainte, 6 ;	— V. Jugement.
— En dénonciation de nouvel œuvre, 9 ;	EXPERTISE :
— en réintégrande, 43 ;	— Cédule, 49, 20.
— en garantie, 44 ;	— Procès-verbal, 48.
— aux ouvriers, 42 ;	— V. Jugement.
— en cas d'urgence, 43 ;	JUGEMENT :
COMPARUTION VOLONTAIRE, 4.	— sur comparution volontaire, 2 ;
COMPLAINTÉ. — V. Citation, Jugement.	— de sursis, 29 ;
	— interlocutoire ; — enquête,

(1) Ce tableau renvoie aux numéros des formules.

22 à 25; — expertise, 47,	PERMIS DE CITER, 3.
24; — visite de lieux, 24,	POUVOIR DE COMPARAITRE, 16.
33;	RÉASSIGNATION, 15.
— Définitif; — sur com-	RÉINTÉGRANDE. — V. citation,
plainte, 26; — sur dénon-	JUGEMENT, SOMMATION.
ciation de nouvel œuvre,	SOMMATION :
27; — sur réintégrande, 28.	— au voisin, 8.
NOTIFICATION DES TITRES, 7.	— aux ouvriers, 41.
OPPOSITION, 30.	URGENCE, 5, 43.

FORMULE I.

1228. — COMPARUTION VOLONTAIRE DES PARTIES POUR DEMANDER JUGEMENT.¹

(C. pr. 7.)

L'an..... le..... par-devant nous, juge de paix de..... en notre demeure à....., rue....., ont comparu le sieur A....., propriétaire à....., demeurant à....., et le sieur....., lesquels nous ont dit et déclaré qu'ils nous demandaient jugement (en premier ressort) sur les contestations qui les divisent et qu'ils vont nous exposer à à l'instant :

Et ont, lesdits sieurs requérants, signé la présente déclaration avec nous et notre greffier (ou les sieurs nous ont déclaré ne savoir écrire ni signer), et nous avons signé le présent avec notre greffier.

(*Signatures du juge de paix, du greffier et des parties.*)

FORMULE II.

1229. — JUGEMENT SUR COMPARUTION VOLONTAIRE.

Et sur le champ le sieur demandeur a dit (*conclusions du demandeur*).

Le sieur (*défendeur*) a répondu :

Nous juge de paix, prononçant en premier ressort (ou en der-

¹ V. *sup.*, n. 801 et 802.

nier ressort¹, en vertu des pouvoirs qui nous ont été conférés par les parties).

Attendu que (*motifs et dispositif* du jugement).

Fait et jugé à....., le.....

1230. — *Le juge de paix peut également, après avoir dressé le procès-verbal de comparution renvoyer les parties, au jour de sa prochaine audience, en ces termes :*

Nous juge de paix, vu la déclaration ci-dessus et y obtempérant, avons renvoyé la cause et les parties à notre audience du...., pour être fait droit ainsi qu'il appartiendra, etc.

1231. — *Lorsque le juge renvoie à un autre jour, pour la visite des lieux litigieux², il dit :*

Attendu que la contestation pendante entre..... et B....., ne

¹ On a contesté aux parties la faculté de renoncer à l'appel en matière possessoire, c'est-à-dire de proroger la compétence du juge de paix en premier ressort à la décision des questions possessoires en dernier ressort.

Cette prorogation, a-t-on dit, aurait de grands inconvénients, si elle était admise. La sentence du juge de paix, ainsi rendue en dernier ressort, ne serait susceptible de recours en cassation que pour excès de pouvoir et non pour simple violation de la loi; d'ailleurs l'art. 7 C. pr., ne semble autoriser la prorogation de juridiction que pour deux cas, — 1^o celui où il s'agit d'augmenter le chiffre de la compétence du juge de paix, et 2^o celui où il s'agit de rendre compétent un magistrat qui ne le serait pas à raison de la situation de l'immeuble litigieux.

Mais il a été répondu avec plus de raison, ce nous semble, que proroger la juridiction d'un juge, c'est ajouter au pouvoir dont le législateur l'a investi en étendant les limites de ce pouvoir.

Or, d'une part, il résulte des termes de l'art. 7 C. pr., que la juridiction des juges de paix peut être prorogée dans ce double but : — 1^o de rendre compétent un juge devant lequel l'affaire n'eût pas dû être portée, soit à raison du domicile du défendeur, soit à raison de l'objet litigieux ; — 2^o d'autoriser, soit ce juge, soit le juge naturel à prononcer en dernier ressort, sur une contestation dont la loi ne lui attribue la connaissance qu'à la charge de l'appel.

D'autre part, les parties en renonçant à l'appel ne créent pas pour le juge de paix un nouveau genre de compétence, mais elle reculent simplement les limites d'une compétence que le juge de paix avait déjà, de par la loi, en premier ressort. Curasson, tome 4, n. 35; Guilbon, *Compétence civile*, n. 427. — V. d'ailleurs *sup.* n. 796.

² V. n. 856 à 860.

peut être jugée sans une visite préalable des lieux contentieux ;

Disons qu'avant faire droit, les lieux seront par nous visités, le....., heure, etc., en présence des parties.....

Pour être par nous statué ce qu'il appartient, dépens réservés.

FORMULE III.

1232. — PERMIS DE CITER ¹.

Permis à M.,.... de citer M..... pour notre audience du....., le... .., 1865.

Le juge de paix,

FORMULE IV.

1233. — AVERTISSEMENT ².

Au nom de M. le juge de paix du canton de....., le greffier invite M....., demeurant....., à se rendre en personne au siège de la justice de paix, le....., à..... heures du matin, pour être entendu contradictoirement avec M....., demeurant....., sur le différend qui les divise.

Fait en justice de paix, le..... 1865.

Le greffier,

FORMULE V.

1234. — CÉDULE POUR CITER A BREF DÉLAI.

Nous,....

Juge de paix du canton de ³....., arrondissement de....., dé-

¹ — V. *sup.*, 804 à 807.

² Le juge de paix peut prendre les renseignements qui lui paraissent utiles pour amener les parties à un arrangement; mais il n'aurait pas le droit d'ordonner une enquête, d'appeler des témoins sur simple billet, de faire prêter serment à ces témoins, de leur allouer une indemnité. V. notre *Dictionnaire de Procédure*, 4^e édition, v^o *Avertissement*, n. 43. — *Contrà* dissertation de M. Labatut, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2327.

³ La cédule est délivrée par le juge de paix compétent pour connaître de l'action, et non par celui dont le ressort duquel la citation est donnée. — V. *sup.* n. 792 et 808.

partement de....., après avoir entendu le sieur....., demeurant à....., qui nous a exposé qu'il désire faire citer devant nous le sieur....., demeurant à....., pour voir dire.....; et, attendu que (*motifs de l'urgence*) il demande qu'il nous plaise abréger le délai ordinaire.

Mandons à tout huissier du ressort de notre justice de paix, qu'il plaira au sieur..... choisir à cet effet, à la requête dudit....., citer le sieur....., à comparaître le....., heure de....., au lieu ordinaire de nos audiences, sis à.....

Fait à....., le.....

(*Signature du juge.*)

FORMULE VI.

1235. — CITATION EN COMPLAINTE ¹.

L'an....., à la requête de....., demeurant à....., pour lequel domicile est élu, etc., j'ai....., huissier soussigné, donné citation au sieur....., demeurant à....., où étant à son domicile et parlant à....., à comparaître le....., à..... heure du....., devant M. le juge de paix du canton de....., département de....., au lieu ordinaire de ses séances à....., pour

Attendu que le requérant est en possession, depuis plus d'une année, d'une pièce de terre, située à....., lieu dit....., de la contenance de....., touchant au nord....., au midi....., au levant....., au couchant..... — Attendu que ledit sieur s'est permis le..... (*indiquer avec le plus de précision possible l'époque du trouble qui doit avoir été commis dans l'année*), de..... (*indiquer la nature du trouble*) de labourer..... raies de ladite pièce qu'il a jointes à la sienne à l'insu du requérant (*ou malgré ses défenses*);

Voir donner acte à ce dernier de ce qu'il prend pour trouble à sa possession le fait dont il s'agit;

Voir dire que le requérant sera maintenu dans la possession desdites..... raies de terre, lesquelles seront restituées par le cité, dans les trois jours de la signification du jugement à intervenir, sinon reprises par le requérant qui sera autorisé à le faire par le

¹ — V. *sup.*, dans n. 808 et 812.

jugement à intervenir, et ce, aux frais du cité; s'entendre dire qu'il lui sera fait défense de troubler à l'avenir le requérant dans sa possession, et pour l'avoir fait, s'entendre condamner à..... dommages-intérêts..... aux intérêts, à partir de la présente demande et aux dépens, sous réserve de tous autres droits et actions;

Et j'ai, au susnommé, audit domicile, en parlant comme dessus, laissé copie du présent dont le coût est de.....

(Signature de l'huissier.)

Original, 4 fr. 50. — 4 fr. 35. — 4 fr. 25. — Copie, le quart.
— Tarif, 24. C. pr. 23. — Enreg. (L. 19 juillet 1845, art. 5, 2 juillet 1862, art. 44), 4 fr. 20 c.

1236. — Usurpation de haies. — Attendu que le requérant a la possession tant d'une pièce de terre située à (*indiquer sa contenance et ses tenants et aboutissants*), que de la haie vive dont cette pièce de terre est entourée, et qui a été plantée du côté du cité dans la distance prescrite par l'article 674 du Code civil; — Attendu que le....., le cité s'est permis, sans droit ni qualité, de tondre ladite haie de son côté et d'en emporter les branches, ou de faire sur son terrain une tranchée à une distance trop rapprochée de la haie et d'en couper les racines;

Voir dire que ce fait sera pris pour trouble à la possession exclusive du requérant en ce qui concerne la haie dont s'agit;

Voir maintenir ce dernier dans cette possession exclusive, et s'entendre faire défense de l'y troubler à l'avenir; et pour l'avoir fait, s'entendre condamner à....., etc.

1237. — Usurpation de murs. — Attendu que le requérant a la possession annale et exclusive, tant d'un jardin planté d'arbres, situé à..... (*indiquer la contenance, les tenants et aboutissants*), que du mur qui sépare ce jardin de celui du cité, lequel mur ne porte aucune marque de mitoyenneté dont le cité puisse se prévaloir; — Attendu que..... cité s'est permis le....., d'exhausser ledit mur dans la moitié de sa longueur (*ou de le couvrir, etc., ou d'en faire le chaperon de son côté*); de planter des arbres au pied dudit mur, et d'y fixer des corbeaux, des clous ou des treillages destinés à y attacher ses arbres en espalier; — Attendu que par

ce fait il a porté atteinte à la possession exclusive du requérant ; voir dire, etc.

1238. — Si le mur est mitoyen et que le voisin ait fait des travaux qui emportent présomption de propriété exclusive, par exemple, s'il a refait le chaperon tout entier de son côté, on signale ce trouble et l'on demande le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

1239. — *Trouble à une prise d'eau.* — Attendu que le requérant est en possession depuis plus d'un an, d'une pièce de terre en pré, située à....., contenant....., et joignant d'un côté la rivière de....., d'un autre côté, etc. ; — Attendu que le requérant possède aussi depuis un an, une prise d'eau sur ladite rivière, pour l'irrigation de cette pièce de pré ; — Attendu que, sans droit ni qualité, le cité a détourné cette prise d'eau sur sa pièce de terre adjacente (ou bien a bouché le canal, le fossé, au moyen duquel l'eau arrivait sur le pré du requérant) le (indiquer l'époque du trouble).

Voir dire que ce fait sera pris pour trouble à la possession du requérant ; que ce dernier sera maintenu dans ladite possession, et que le cité sera tenu de rétablir ladite prise d'eau dans son état primitif, dans les trois jours de la signification du jugement à intervenir, sinon que le requérant la reprendra et la rétablira aux frais du cité ; s'entendre faire défense, etc.

1240. — *Curage d'un fossé mitoyen par un seul des copropriétaires.*

Attendu que le sieur R... s'est permis de curer seul la totalité du fossé mitoyen qui sépare l'héritage du requérant d'avec celui du sieur A..., et de repandre sur son terrain la totalité des terreaux provenant dudit curage ;

Attendu que le requérant est depuis plus d'une année en possession paisible de la mitoyenneté du fossé dont s'agit.

(Indiquer s'il a coupé l'herbe de son côté, si le dernier curage a été fait en commun).

Attendu que ces faits constituent un trouble à la possession du requérant: qu'ils lui ont causé un préjudice dont il lui est dû réparation, et que ce préjudice peut être évalué à la somme de.....

1241. — Trouble à une servitude de passage.

Attendu que le requérant a la possession annale d'une maison et dépendances situées à..... (*tenants et aboutissants*); qu'il est également en possession, depuis plus d'un an, d'une servitude de passage existant en faveur de ladite maison dans la cour du cité pour aller puiser de l'eau à un puits ou à une fontaine existant à l'extrémité de la propriété de celui-ci, que le droit de puisage résulte d'un acte reçu par...; Attendu que le requérant, voulant user de ce droit de passage, en a été empêché par le cité qui le lui a contesté et qui a même établi un fossé dans l'endroit où le passage s'effectuait;

Voir dire que les faits dont s'agit seront pris pour trouble à la possession dudit droit de passage, dans laquelle le requérant sera maintenu; que le fossé sera comblé et les choses remises dans leur premier état par le cité et à ses frais, dans le jour de la signification du jugement à intervenir, sinon par le requérant, qui en sera remboursé sur la représentation des quittances des ouvriers; s'entendre faire défense, etc.

1242. — Trouble de droit.

Attendu que le requérant est depuis plus d'un an en possession, etc. — Attendu que par exploit de....., huissier à..., le cité s'est permis, sans droit ni qualité, de pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de A..., débiteur de B..., qui tient à bail du requérant la pièce de terre dont s'agit, et cela pour sûreté et avoir payement, dit l'exploit, de la somme de....., que le cité prétend lui être due par B...., pour fermage de cette même pièce de terre; Attendu que le cité élève par là, à la possession de la pièce de terre sus-désignée, une prétention qu'il importe au requérant de faire cesser;

Voir dire que le fait dont il est question sera pris pour trouble à la possession du requérant; que celui-ci sera reconnu seul posses-

seur de ladite pièce de terre et maintenu dans cette possession comme par le passé, et sans que le fait dénoncé ait causé interruption : s'entendre faire *défense* de plus à l'avenir troubler le requérant, et pour l'avoir fait, etc. ¹.

FORMULE VII.

1243. — CITATION AVEC NOTIFICATION DU TITRE INVOQUÉ ².

L'an..... le.... etc.

Attendu que le requérant a vendu..... par acte passé devant M^e..... et dont copie est donnée en tête de celles des présentes un terrain contigu à la propriété du requérant, et sur lequel donnent les fenêtres de mon requérant;

Attendu qu'il a été stipulé dans ledit acte que les constructions que le sieur (*défendeur* ou *son auteur*) pourrait élever sur ce terrain ne dépasseraient jamais la hauteur de....., de façon à ne jamais nuire à la vue des fenêtres de la maison du requérant.

Attendu qu'au mépris de la convention, le sieur..... a fait édifier des constructions qui s'élèvent au-dessus de la hauteur stipulée au contrat.

FORMULE VIII.

1244. — SOMMATION PRÉALABLE A LA DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE ³.

L'an....., à la requête de....., j'ai....., huissier soussigné, fait sommation à....., demeurant à....., en parlant à....., de suspendre immédiatement les travaux par lui commencés le....., à (*lieu des travaux*), pour l'établissement d'un barrage sur la rivière de....., ou le cours d'eau appelé....., dont le requérant a la jouissance depuis plus d'an et jour, attendu que ce barrage arrêterait le courant de la rivière, et empêcherait le moulin du requérant de fonctionner comme à l'ordinaire, déclarant au sieur...., que,

¹ — V. *sup.*, n. 24, 30 et 50.

² — V. *sup.*, n. 306, 488, 506, 530, 560, 815, 842.

³ — V. *sup.*, n. 50, 556, 846.

faute par lui de satisfaire à la présente sommation, le requérant se pourvoira, ainsi qu'il avisera, sous la réserve de tous autres droits et actions, et je lui ai, etc., laissé copie du présent, dont le coût est de....., (*Signature de l'huissier*).

Enregistrement (L. 28 avr. 1816, art. 43), 2 fr. 40 c.

FORMULE IX.

1245. — CITATION EN DÉNONCIATION DU NOUVEL ŒUVRE ¹.

L'an....., j'ai, cité le sieur....., à comparaitre devant, etc.

Pour, attendu que le..... courant, à (*indiquer l'endroit*), le sieur....., a commencé des travaux, à l'effet d'établir un barrage sur la rivière de....., dont le requérant a la jouissance depuis plus d'an et jour; que ce barrage arrêterait le courant de la rivière, et empêcherait le moulin du requérant de fonctionner comme à l'ordinaire; qu'en sa qualité de possesseur annal, il a le droit d'exiger la suspension du nouvel œuvre en cours d'exécution;

Par ces motifs, voir dire qu'il sera fait défense au sieur....., de continuer les travaux par lui commencés pour l'établissement dudit barrage; et que ceux qui se trouvent faits aujourd'hui; comme ceux qui seraient faits au mépris de la sentence à intervenir, seront détruits. En conséquence, voir autoriser le demandeur, par le même jugement et sans qu'il en soit besoin d'autre, à faire procéder à leur suppression sous la direction de tel expert qu'il plaira à M. le juge de paix commettre, lequel expert réglera les mémoires des ouvriers que le demandeur pourra payer sur leur simple quittance, et dont il devra être remboursé par le sieur..... en vertu dudit jugement, et pour le préjudice causé au requérant, s'entendre condamner en..... francs de dommages-intérêts et aux dépens, et j'ai, etc. (— V. *Formule vi*), sous la réserve de tous autres droits et actions, notamment pour préjudice ultérieur.

1246. PLANTATION D'UNE HAIE OU D'UNE RANGÉE D'ARBRES A UNE DISTANCE MOINDRE QUE LA DISTANCE LÉGALE ².

Attendu que le sieur A... s'est permis de planter une haie (*ou* une

¹ — V. *sup.*, n. 846

² Une servitude de vue peut s'exercer aussi bien au moyen d'une terrasse

rangée d'arbres) à la distance de..... de la limite de la pièce de terre du requérant ;

Attendu qu'aux termes de la loi la haie (ou la rangée d'arbres) ne pouvait être plantée qu'à la distance de.....;

Attendu qu'au moment de ladite plantation, le requérant était en possession paisible depuis plus d'une année de la pièce de terre jusqu'à la limite précitée ;

Que la plantation faite par le sieur A... constitue un trouble à la possession de mon requérant, et qu'il lui en est dû réparation.

Qu'il y a lieu, en conséquence, d'ordonner que la haie (ou les arbres) seront enlevés et ne pourront être replantés qu'à la distance de..... et qu'il y a lieu en outre d'évaluer à la somme de..... le préjudice causé.

1247. — OUVERTURE D'UN FOSSÉ A UNE DISTANCE MOINDRE QUE LA DISTANCE LÉGALE ¹.

Attendu que le sieur A..... s'est permis d'ouvrir un fossé sur la limite de la pièce de terre du requérant sans laisser de l'autre côté l'espace de terrain nécessaire pour constituer le rebord dudit fossé désigné dans l'usage du pays sous le nom de réparage ¹ ;

Attendu que d'après l'usage constant du canton de....., ce rebord doit être de....., et que l'existence de cet espace de terre est indispensable au requérant pour lui permettre la libre exploitation de la pièce de terre ;

ou plate-forme artificiellement établie sur le sol du fonds dominant, qu'au moyen d'une fenêtre, d'un balcon ou autre saillie pratiquée dans un mur.

Cette servitude peut s'acquérir par prescription ; elle emporte interdiction, pour le voisin d'établir à moins de 19 décimètres du mur de soutènement de la terrasse, des constructions en dépassant le niveau. — La démolition des constructions faites contrairement à ces conditions de distance et d'élévation peut être poursuivie par voie d'action possessoire. Rejet, civ. 28 décembre 1863, *Journal des Justices de Paix*, Art. 2324.

¹ La largeur de cet espace de terre, diversement dénommé dans chaque pays, varie entre 0,46 c. 1/2, 0, 33 c., et même 0, 50 c. suivant les pays, et suivant la nature de l'héritage qui se trouve de l'autre côté du fossé, généralement l'espace de terre à laisser doit être plus large lorsque cet héritage est en labour que lorsque c'est une prairie. — Il est nécessaire d'éviter que la charrue entraîne l'éboulement des terres.

Attendu qu'au moment de l'ouverture dudit fossé, le requérant était en possession paisible de la pièce de terre dont s'agit jusqu'à la limite où se trouve aujourd'hui la tranche dudit fossé, et que cette ouverture, dans de telles conditions, constitue un trouble à la possession du requérant.

FORMULE X.

1248. — CITATION EN CAS D'URGENCE ¹.

L'an, etc. — V. *sup.*, n. 1237.

Attendu que le mur dont s'agit se relie à des constructions voisines dont il a pour objet d'assurer la solidité;

Que la destruction dudit mur peut avoir pour résultat la ruine desdites constructions, et qu'il importe qu'il soit immédiatement réédifié;

Qu'il y a donc lieu d'ordonner que le sieur A.... sera tenu de mettre ouvriers immédiatement, et faute par lui de ce faire, d'autoriser le requérant à mettre ouvriers aux frais dudit sieur A.... à l'effet de procéder à la réédification du mur dont s'agit,

Et qu'il y a lieu en outre, attendu l'extrême urgence, d'ordonner l'exécution du jugement à intervenir sur minute et avant l'enregistrement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

Par ces motifs.

FORMULE XI.

1249. — SOMMATION AUX OUVRIERS DE CESSER LES TRAVAUX ².

L'an..... le....., en vertu de la cédule délivrée ce jourd'hui, etc.

A la requête de.....

J'ai....., huissier soussigné.....

Signifié, déclaré aux sieurs..... par moi trouvés ce jourd'hui procédant à la surélévation du mur qui sépare la propriété du requérant d'avec celle du sieur N....

¹ V. *sup.*, n. 821.

² — V. *sup.*, n. 816.

Que le sieur..... requérant est depuis plus d'une année en possession paisible et exclusive du mur dont s'agit ;

Qu'il s'oppose à la continuation des travaux exécutés par lesdits sieurs..... et les considère comme un trouble apporté à sa possession ;

Et j'ai en conséquence fait sommation auxdits sieurs..... de se retirer et de cesser immédiatement les travaux dont s'agit.

Nota. Si les ouvriers se retirent, la sommation suffit ; si, au contraire ils refusent, l'huissier constate leur refus, et par le même acte les cite devant le juge de paix.

FORMULE XII.

1250. — CITATION AUX OUVRIERS 1.

..... Et, attendu le refus par lesdits sieurs d'obtempérer à la sommation ci-dessus,

Attendu que le requérant est depuis plus d'une année en possession paisible et exclusive du mur dont s'agit ;

Attendu qu'en raison de l'éloignement du sieur N..... du canton de....., le requérant se trouve dans l'impossibilité d'agir immédiatement contre ce dernier ;

Attendu qu'il importe au requérant d'obtenir dès à présent la cessation des travaux dont s'agit, et qu'il y a urgence ;

J'ai....., huissier susdit et soussigné, à mêmes requête, demeure et élection de domicile que dessus, et en vertu de la cédule susdatée.....

Cité lesdits sieurs.....

A comparaitre.....

Pour, par les motifs ci-dessus,

S'entendre lesdits sieurs A..... et B..... faire défense de continuer les travaux de surélévation du mur dont s'agit, sous peine de..... dommages-intérêts en cas de contravention au jugement à intervenir ;

Voir ordonner le jugement à intervenir exécutoire sur minute, nonobstant opposition ou appel, et sans caution,

Et s'entendre en outre condamner aux dépens, sous toutes ré-

1 — V. *sup.*, n 684.

serve de demander ultérieurement, la démolition des travaux faits jusqu'à ce jour, et tels dommages-intérêts qu'il appartiendra, soit contre ledit sieur N..... soit même contre lesdits sieurs A..... et B....., dans le cas où ledit sieur N..... serait insolvable ou justifierait n'avoir pas ordonné les travaux dont s'agit.

Nota. Pareille citation pourrait être donnée au cas de plantation de haie ou d'arbres en dehors de la distance légale, ou d'ouverture d'un fossé ; le demandeur pourrait réclamer dans certains cas des dommages-intérêts immédiats contre les ouvriers. Mais le plus souvent l'unique intérêt est d'obtenir la discontinuation des travaux, et en demandant plus, il s'exposerait à voir retarder le jugement, par suite de l'appel en garantie formé par les ouvriers contre celui qui les a mis en œuvre.

FORMULE XIII.

1251. — CITATION EN RÉINTÉGRANDE ¹.

L'an....., à la requête de....., j'ai....., soussigné, cité le sieur....., à comparaitre devant M. le juge de paix, etc.

Pour, attendu que le sieur..... s'est permis, le....., malgré la résistance du requérant, de combler un fossé qui sert de fermeture à une prairie appelée....., située à....., de la commune de....., tenant (*indication de deux au moins des tenants et aboutissants*), dont le requérant était en possession paisible, et dont il jouissait depuis le..... (il n'est pas nécessaire qu'il justifie d'une possession annale. — V. *sup.* n° 60); que ledit sieur s'est permis de planter une haie sèche à la limite dudit fossé. — Attendu que cette voie de fait donne lieu au profit du requérant à l'action en réintégrande; — En conséquence, voir dire et ordonner que le requérant sera réintégré dans la possession de ladite prairie, ensemble du fossé qui lui sert de clôture, lequel sera rétabli aux frais du sieur....., dans le même et semblable état où il était avant lesdits travaux, et faute de ce faire dans le délai de trois jours de la signification du jugement à intervenir, autoriser le requérant à faire faire les travaux nécessaires aux frais du sieur.....; con-

¹ — V. *sup.*, n. 842.

damner le sieur....., en..... francs de dommages et intérêts, *le tout même par corps*, — et se voir également condamner aux dépens. J'ai, etc. — V. Formule vi.

1252. — *Déplacement de bornes.*

Attendu que le requérant a la possession annale d'une pièce de terre (*indiquer la contenance, la situation, les tenants et aboutissants*) ; — Attendu qu'entre cette pièce et celle du cité, il existait, à chaque bout, une borne qui marquait la limite desdites pièces ; — Attendu que le cité s'est permis le (*indiquer l'époque*), sans droit ni qualité, de déplacer ces bornes ; qu'il a par là rendu la limite dont s'agit incertaine et troublé la possession paisible du requérant ; — Attendu que les places où étaient lesdites bornes sont encore reconnaissables et que des témoins sont restés dans les trous qu'elles occupaient ;

Voir dire, qu'en effet, ce déplacement de bornes sera pris pour trouble à la possession de ce dernier ; que le requérant sera maintenu en ladite possession ; que le cité sera tenu de remettre lesdites bornes à la place qu'elles occupaient primitivement et qu'elles ont toujours occupée, et ce dans les trois jours du jugement à intervenir, sinon qu'elles y seront replacées à la diligence du requérant par l'expert qui sera commis, en présence du cité, ou lui dûment appelé, aux frais de ce dernier qui devra également supporter ceux du procès-verbal qui sera dressé de ce remplacement : s'entendre faire défense de les déplacer à l'avenir, et pour l'avoir fait, s'entendre condamner aux frais, dommages-intérêts et aux dépens, etc.

FORMULE XIV.

1253. — CITATION EN GARANTIE¹.

L'an....., j'ai....., parlant à....., signifié copie d'une citation donnée au requérant le....., à la requête du sieur....., par le mi-

¹ — V. *sup.*, n. 825.

nistère de, etc., à ce qu'il n'en ignore; et attendu que, suivant acte passé devant M^e....., notaire, à....., le....., le cité a vendu au requérant la pièce de terre dont il s'agit, pour qu'il entrât en possession et jouissance dès le..... dernier; qu'ainsi, il avait droit de faire depuis cette époque les actes que le sieur..... lui a dénoncés comme trouble; pourquoi j'ai, à même requête que dessus, cité le sieur....., à comparaître le....., pour voir dire qu'il sera tenu d'intervenir, et de faire cesser les causes de ladite demande contre le requérant, en prenant son fait et cause, etc., sous toutes réserves, notamment de se pourvoir par toutes voies légales contre ledit sieur....., dans le cas où la possession que ce dernier lui a cédée par l'acte de vente susdaté serait reconnue appartenir audit sieur....., et j'ai, etc.

Il y a le coût de la copie de pièces. — V. d'ailleurs *Formule vi*.

FORMULE XV.

1254. — RÉASSIGNATION, LORSQUE LA PREMIÈRE CITATION AYANT ÉTÉ DONNÉE A UN DÉLAI TROP COURT, LE DÉFENDEUR NE COMPARAIT PAS ¹.

L'an....., le....., à la requête du sieur....., demeurant à.....
Je..... huissier.....

Ai signifié et donné copie au sieur (*nom, prénoms, profession*), demeurant à.....; audit domicile, où étant et parlant à....., de l'exploit notifié le....., contenant citation par le requérant audit sieur....., devant M. le juge de paix du canton de....., ensemble de l'ordonnance mise à la suite par M. le juge de paix, tendant à réitérer la citation.

En conséquence je....., huissier susdit et soussigné, procédant à même requête que dessus, ai cité le sieur....., à comparaître le....., à..... heure, par-devant M. le juge de paix du canton de... , dans le lieu ordinaire de ses audiences à....., pour voir

¹ Le juge de paix écrit sur l'original de la citation, en marge ou au bas, l'ordonnance suivante :

« Soit la citation réitérée à prochain, à heures. Ce (*date*). (*Signature du Juge de Paix*). — V. d'ailleurs *sup. n. 820*.

adjuger au requérant les fins et conclusions de la citation originale, lesquelles tendent à ce qu'il se voie condamner à.....

(Signature de l'huissier.)

FORMULE XVI.

1255. — POUVOIR DONNÉ POUR COMPARAÎTRE AU TRIBUNAL DE PAIX ¹.

Je soussigné..... (nom, prénoms, profession et domicile), donne pouvoir à M..... de, pour moi et en mon nom, comparaître devant le tribunal de paix du....., canton de....., sur la citation qui m'est donnée, à la requête du sieur....., par exploit de....., huissier à....., en date du.....; présenter toutes exceptions et défenses; nommer, s'il y a lieu, tous experts, assister à leurs opérations, composer, traiter, transiger, compromettre; signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, et généralement faire ce qui sera nécessaire, promettant l'agréer.

Fait à....., le.....

(Signature.)

Le mandataire met au bas : certifié véritable, et signe.

Le pouvoir doit être enregistré et sur timbre.

FORMULE XVII.

1256. — JUGEMENT QUI ORDONNE UNE EXPERTISE ².

Nous, juge de paix, statuant en premier ressort;

Attendu qu'il y a nécessité de constater l'état des lieux contentieux, par une expertise;

Et (s'il y a lieu) qu'elle est requise par les parties,

Ordonne que les lieux en litige seront examinés par experts, qui donneront leur avis sur (énoncer l'objet de l'expertise);

Ordonne que les parties conviendront desdits experts, séance tenante, ou, au plus tard, dans les trois jours de la signification du présent jugement sinon, et faute par elle de faire ce choix

¹ — V. sup., n. 802.

² — V. sup., n. 348 et 857.

dans ledit délai, ordonne qu'il sera procédé à ladite opération par....., demeurant à....., et....., lesquels, serment préalablement prêté, procéderont à leurs opérations dans le délai de....., tous droits, moyens et dépens réservés (*ou s'il y a lieu*) : Attendu que les parties ont déclaré qu'un seul expert suffisait pour l'appréciation (*énoncer l'objet de l'expertise*), et qu'elles se sont accordées pour nommer le sieur....., qu'elles déclarent dispenser du serment prescrit par la loi, lequel déclare accepter ladite mission à laquelle il procédera le....., heure de.....

Donne acte desdites nomination et acceptation, et dit que les parties, sans qu'il soit besoin de cédula ni de sommation, devront se trouver aux jour et heure ci-dessus fixés, tous droits, moyens et dépens réservés.

FORMULE XVIII.

1257. — PROCÈS-VERBAL DE RAPPORT D'EXPERTS ¹.

(C. pr. 42.)

L'an....., le....., heure de....., nous experts nommés, conformément au jugement rendu le....., *contradictoirement* (*ou par défaut*) entre A....., *demandeur*, B....., *défendeur* (*ou amiablement* par les parties suivant procès-verbal du.....; *ou d'office* par le tribunal, suivant jugement du....., *ou suivant cédula en date du.....*),

A l'effet de faire un rapport sur les objets énoncés dans ledit jugement, après avoir prêté serment de bien et fidèlement remplir notre mission, ainsi qu'il est constaté par....., en date du..... (*ou bien dispensés du serment par ledit jugement du consentement des parties*),

Nous nous sommes transportés dans une maison sise à....., où étant arrivés à....., heures du matin (*ou de l'après-midi*), avons trouvé le sieur A..... (*ou le sieur....., mandataire du sieur A....., aux termes d'une procuration en date du....., enregistrée, qu'il nous a remise pour être annexée au présent*), lequel nous a remis

¹ Souvent l'expert fait un rapport oral pour éviter les frais, — ou même transmet au juge de paix son avis par une simple lettre; dans ce dernier cas, le juge motive ainsi son jugement :

« Attendu qu'il résulte des débats et des renseignements par nous recueillis. »

la grosse du jugement dûment enregistré et signifié, qu'il s'agit d'exécuter, ensemble l'original de la sommation faite le....., au sieur B....., de se trouver aujourd'hui à....., heures à notre opération, et en conséquence, il nous a requis de procéder, même par défaut, en cas d'absence du sieur B....., et ont signé.

(Signatures.)

Si le défendeur est présent on ajoute : Et aussitôt, a aussi comparu le sieur B..... (ou le mandataire du sieur B....., aux termes d'une procuration, etc., comme ci-dessus), lequel nous a dit qu'il comparait pour satisfaire audit jugement et à ladite sommation, déclarant ne point empêcher qu'il fût par nous procédé à l'opération ordonnée, et à cet effet, après nous avoir remis ses actes, ses titres de propriété, plans, ou devis, et a signé.

(Signature.)

Ici on transcrit les déclarations ou les réquisitions que peuvent faire les parties; — leurs réserves.

Desquelles comparutions, remises, dires, réquisitions et consentement, nous avons donné acte aux parties, et en leur présence, lecture préalablement faite du jugement, avons procédé ainsi qu'il suit :

Si le demandeur ne comparait pas, on met : Desquelles comparutions, remises de pièces et réquisitions avons donné acte à....., et attendu qu'il est..... heures, et que, par conséquent, il s'est écoulé..... heures depuis....., heures fixées dans ladite sommation pour le commencement de nos opérations, et que le sieur B..... ne comparait pas ni personne pour lui, donnons défaut contre le sieur B....., et, en présence du sieur A....., lecture préalablement faite du jugement, avons procédé ainsi qu'il suit :

Les experts commencent par préciser la mission qui leur a été donnée par le jugement dans les termes mêmes où elle est libellée sur ce jugement.

(Relater ici les vérifications faites conformément aux divers chefs de mission ordonnés par le jugement. Rapporter les divers dires et observations des parties; constater les renseignements pris sur les lieux des personnes étrangères au procès, si le jugement l'ordonne ou l'autorise.

En conséquence, après avoir vaqué....., heures, avons clos le

présent procès-verbal, qui a été écrit par M. C....., l'un de nous, lequel en est resté dépositaire ainsi que des pièces qui nous ont été remises, comme il a été dit ci-dessus, et les parties comparantes ont signé avec nous.

(Signatures.)

Si les opérations ne peuvent être terminées dans une seule séance, on met : — Après avoir vaqué jusqu'à..... heures, attendu que nos opérations ne sauraient être, à raison de....., continuées plus tard (ou plus longtemps); nous nous sommes ajournés, pour..... (jour, heure), au même lieu où toutes les parties seront tenues de se trouver sans nouvelle sommation, et ont signé avec nous.

(Signatures.)

Avis. — Et l'an....., mois....., jour....., heure....., nous experts ci-dessus désignés, et qualifiés, nous sommes réunis dans le cabinet du sieur C....., l'un de nous, et en l'absence des parties, avons conféré et délibéré, d'après les divers chefs de la mission qui nous a été confiée, sur le résultat des opérations consignées dans notre procès-verbal en date du.....

Si les experts sont d'accord, on met : — Étant tous trois d'accord, nous avons motivé et rédigé notre avis ainsi qu'il suit :

1^{er} chef. Considérant que....., pensons que.....

2^e chef. Considérant que....., pensons que.....

En résumé, nous estimons que.....

Si les experts ne sont pas d'accord, on met l'avis motivé de chacun séparément : N'étant pas d'accord sur le 1^{er} chef, l'un de nous a dit : Considérant que....., il pensait que.....

Un autre a dit sur le même chef : Considérant que....., il pensait que.....

Si deux experts ont été d'un avis et le troisième d'un autre avis, on met : Avons été d'avis à la pluralité de ce qui suit :

En résumé, nous nous sommes trouvés d'accord sur le..... chef, et avons pensé que.....; nous avons été en désaccord sur les..... chefs, et avons pensé l'un que....., l'autre que, etc.

Après avoir vaqué à ce que dessus, depuis l'heure de....., jusqu'à....., nous avons clos et signé le procès-verbal, écrit par le sieur C....., l'un de nous, qui s'est chargé d'en faire le dépôt.

(Signatures.)

Nota. — S'il y a visite de lieux, le procès-verbal est écrit et signé par le greffier. C. pr. 12.

FORMULE XIX.

1258. — CÉDULE POUR CITER UN EXPERT ¹.

(C. pr. 29.)

Nous....., juge de paix du canton de.....,

Autorisons le sieur, etc....., demeurant à....., ce requérant, à faire citer, par le ministère de....., huissier près notre tribunal, le sieur....., architecte expert, demeurant à....., rue....., n°....., à se présenter le....., heure de....., en notre cabinet, et de là se transporter en la maison du sieur....., sise à....., rue....., n°....., et dans laquelle nous nous transporterons aussi, assisté de notre greffier, à l'effet de ce qui suit : d'un jugement rendu par nous le....., contradictoirement entre....., il résulte que le sieur....., et que les parties n'ont pu s'accorder sur la valeur des ouvrages, etc. Nous avons ordonné par le même jugement que préalablement lesdits ouvrages seraient visités et estimés par nous, assisté du sieur....., que nous avons nommé d'office; c'est pourquoi nous donnons la présente cédule pour citer ledit sieur....., pour prêter en nos mains serment de bien et fidèlement remplir sa mission et procéder à toutes les opérations nécessaires, pour donner son avis sur lesdits ouvrages et sur leur valeur.

Fait et délivré en notre demeure, le....., etc.

(Signature du juge de paix.)

1259. — La cédule pour citer les témoins est rédigée dans une forme analogue : elle doit mentionner la date du jugement qui ordonne l'enquête, et indiquer les jour, lieu et heure de l'audition des témoins. C. pr. 29.

FORMULE XX.

1260. — SIGNIFICATION DE LA CÉDULE ET SOMMATION DE COMPARAÎTRE AUX TÉMOINS.

(C. pr. 29, 34. — Tarif. 21. — Coût, 1 fr. 50 c. orig.; copie le quart.)

L'an....., en vertu de la cédule de M. le juge de paix du canton

¹ — V. sup., n. 822.

de....., en date du....., enregistrée, et dont copie est donnée en tête de celle des présentes.

Et, à la requête du sieur..... (— *prénoms, noms, profession*), demeurant à....., pour lequel domicile est élu en sa demeure,

J'ai (*immatricule de l'huissier*), soussigné, donné citation : — 1^o à M.....; 2^o.....

A comparaître et se trouver le....., heure de....., en l'auditoire, de M. le juge de paix du canton de.....

Pour chacun et séparément, serment par eux préalablement prêté, dire et déposer vérité sur les faits dont ils ont connaissance et dont M. le juge de paix a autorisé la preuve, par jugement en date du....., enregistré, aux offres que fait le requérant de tenir compte de la taxe, si elle est requise par eux.

Leur déclarant que, faute par eux de comparaître aux jour et heure ci-dessus indiqués, ils encourront les amendes et dommages-intérêts prononcés par la loi.

A ce que les susnommés n'ignorent.

(*Signature de l'huissier.*)

FORMULE XXI.

1261. — JUGEMENT EN CAS DE VISITE DE LIEUX AVEC L'EXPERT ¹.

L'an....., le....., heures de....., nous..... juge de paix du canton de....., arrondissement de....., département de....., assisté de M....., greffier de cette justice de paix.

Vu le jugement interlocutoire par nous rendu, le....., enregistré....., sur la demande formée le....., par le sieur A....., contre le sieur B....., etc.; et suivant lequel nous avons ordonné que..... (*dispositif du jugement*).

A la requête du sieur A....., nous nous sommes transporté dans une maison située à....., rue....., n^o....., à l'effet de constater (*énoncer l'objet de la visite et de l'expertise*).

Où étant, ont comparu :

1^o Ledit sieur A....., lequel nous a dit qu'aux termes de notre jugement contradictoire en date du....., etc., et de la cédula à lui

¹ — V. *sup.*, n. 822.

par nous délivrée le....., il a, par exploit du....., enregistré le....., fait citer à comparaître devant nous à ces jour, lieu et heure, le sieur D....., demeurant à....., pour nous assister dans l'opération ordonnée par ledit jugement et nous donner son avis sur (*objet de la visite et de l'expertise*) ; qu'il requiert en conséquence qu'il nous plaise procéder à la visite ordonnée, de concert avec l'expert, serment par lui préalablement prêté (*ou dispensé du serment*), et a signé.

(*Signature.*)

2^o Le sieur B....., demeurant à....., lequel a dit qu'il ne s'oppose pas aux visites et expertises ordonnées, offrant d'y assister sous toutes réserves, et a signé.

(*Signature.*)

3^o M. D....., demeurant à....., expert nommé à l'effet de nous assister dans l'opération dont il s'agit (*s'il y a lieu*, lequel a dit qu'il accepte la mission à lui confiée et offre d'y procéder), et a signé.

(*Signature.*)

Nous juge de paix, vu la cédule et l'original de la citation à l'expert, à nous représentés, donnons acte aux parties de leurs comparutions et diligences, et à l'expert de sa comparution (et acceptation de la mission à lui confiée) et avons procédé en leur présence de la manière suivante :

L'expert (*s'il y a lieu*, après avoir prêté serment de bien et fidèlement s'acquitter de sa fonction) a procédé à l'estimation des réparations dont il s'agit, lecture à lui préalablement faite par le greffier de notre jugement du....., qui a ordonné ladite opération.

L'expert a reconnu que (*énoncer son avis*) et a signé.

(*Signature.*)

La visite terminée, nous juge de paix, parties entendues, et après avoir pris l'avis de l'expert, attendu que ;

Disons que :

Si le juge de paix renvoie la cause à l'audience, on met : La visite et l'opération étant terminées, renvoyons la cause et les parties à notre audience du....., à laquelle lesdites parties seront tenues de comparaître sans citation préalable, dépens réservés.

(*Signatures du juge de paix et du greffier.*)

FORMULE XXII.

1262. — JUGEMENT ORDONNANT UNE ENQUÊTE ¹.

L'an mil huit cent soixante-quatre, le.....,

Nous, juge de paix du canton....., arrondissement....., département..... assisté de....., greffier de cette justice de paix, avons rendu le jugement dont la teneur suit :

Entre le sieur Ferdinand....., cultivateur, à.....,

Demandeur, suivant exploit de....., huissier à....., en date du....., mil huit cent soixante quatre, enregistré,

D'une part ;

Et la commune de....., représentée à la barre par....., cultivateur, demeurant à....., maire de ladite commune ;

Ladite commune défenderesse aux fins de l'exploit susénoncé,
D'autre part ;

Le demandeur expose que tant par lui que par ses auteurs, il est propriétaire depuis plus de cent ans d'une impasse sise à....., tenant d'un bout à la rue....., et de l'autre et des deux côtés à lui, demandeur, ladite impasse portée à son nom, à la matrice cadastrale, section A, n° 100, depuis mil huit cent vingt-sept ;

Que, du reste, il a toujours fait acte de propriété et de possession, notamment depuis plus d'un an avant le trouble dont il va être parlé, sur ladite impasse, soit en y déposant des instruments de culture, soit en l'entretenant, soit en la fermant avec une barrière ;

Que cependant la commune de..... a apporté un trouble à sa possession en faisant enlever par son garde la barrière dont s'agit, le..... ;

Que, ne se bornant pas à cette voie de fait, le maire de la com-

¹ — V. *sup.*, n. 845 à 868.

L'enquête nulle par la faute du juge de paix doit-elle être recommencée à ses frais ? — On peut invoquer ici *par analogie* la disposition de l'art. 292 C. pr., qui met aux frais du juge-commissaire l'enquête ou la déposition déclarée nulle par sa faute. Pourquoi le juge de paix jouirait-il du privilège de faire impunément des actes nuls, et de constituer les parties en frais par sa négligence ? Chauveau, *Commentaire du tarif*, 2^e édition, n. 698. — V. *sup.*, n. 970.

mune de....., a fait dresser contre lui, demandeur, un procès-verbal pour embarras de la voie publique, en vertu duquel il a été traduit devant le tribunal de simple police du canton de....., qui lui a accordé un délai de trois mois pour se pourvoir au possessoire ;

Pourquoi il conclut à ce qu'il nous plaise : le maintenir en possession de l'impasse dont s'agit, et faire défense à la commune de de l'y troubler à l'avenir ;

Et pour le préjudice causé, condamner ladite commune en cinquante francs de dommages-intérêts ;

La condamner en outre aux dépens ;

Aux fins ci-dessus, le sieur F..... offre de prouver que depuis mil huit cent vingt-sept, il paye les impôts grevant le sol litigieux que le plan cadastral fait figurer sous son nom ;

Subsidiairement, il demande à prouver, tant par titres que par témoins, les faits suivants qu'il articule pour justifier sa demande :

1° Il a fréquemment déposé des instruments aratoires ou autres objets sur le sol de l'impasse ;

2° Il y passe constamment ;

3° Il en entretient le sol ;

Pour être ensuite conclu et statué ce que de droit ;

La commune de....., par l'organe de son représentant, reconnaît que le demandeur paye les impôts grevant le sol litigieux ; mais dénie sa possession et demande, en conséquence, le rejet de ses conclusions principales et subsidiaires ;

Sur quoi, nous, juge de paix ;

En ce qui touche les conclusions principales :

Attendu qu'elles se fondent sur ce fait unique, d'ailleurs non dénié, que le demandeur acquitte depuis mil huit cent vingt-sept les impôts relatifs au sol de l'impasse ;

Attendu qu'un tel fait, en admettant qu'il soit un élément de nature à concourir utilement avec d'autres à la justification, soit de la possession, soit de la propriété, ne peut, pris isolément, constituer une preuve suffisante ;

Qu'ainsi nous ne pouvons faire droit dès maintenant sur les conclusions principales ;

En ce qui touche les conclusions subsidiaires :

Attendu que l'articulation renferme trois points nettement spé-

ciflés, comme constituant la possession utile du sieur F....., savoir : 1° dépôt d'instruments d'agriculture et autres objets sur le sol de l'impasse ; 2° passage permanent sur cette impasse ; 3° et entretien du sol d'icelui ;

Sur le premier chef :

Attendu que le dépôt d'instruments aratoires sur les points de la voie publique, où il n'occasionne aucune gêne dans la circulation générale, n'est qu'un acte de pure tolérance administrative universellement admis dans les villages et hameaux ; qu'il ne peut donc être considéré comme un acte de possession *animo domini* de la part des déposants ; qu'envisagé à ce point de vue, le premier fait est non concluant ;

Sur le deuxième chef :

Attendu que le passage est une servitude discontinue qui, aux termes de l'art. 691 C. N., ne peut s'acquérir que par titres ; qu'il ne peut dès lors (sauf le cas d'enclave, qui ne se rencontre pas ici) constituer, même pour une durée immémoriale, la possession utile pour prescrire, la seule apte à fonder l'action possessoire ;

Que ce second point n'est donc pas plus concluant que le premier ;

Sur le troisième chef :

Attendu que l'entretien d'un terrain peut être à juste titre admis comme un élément de justification de possession ;

Que c'est donc le cas d'admettre l'offre de preuve de cet entretien, sauf à nous à apprécier ultérieurement les effets de la preuve administrée ;

Par ces motifs, statuant en premier ressort :

Déclarons que le fait allégué dans les conclusions principales ne peut, à lui seul, justifier complètement la demande du sieur F..... ;

Rejetons dès à présent, comme inadmissibles, les deux premiers chefs de son articulation ;

L'autorisons à administrer, par titres ou par la voie testimoniale, la preuve du troisième fait articulé ;

Et disons, sur la demande des parties, que l'enquête aura lieu sur le sol de l'impasse, après examen des lieux litigieux fait par nous, le....., à.....

La preuve contraire réservée à la partie adverse ;

Pour ensuite être par les parties conclu et par nous statué ce qu'il appartiendra;

Tous droits, moyens et dépens réservés;

Ainsi fait et prononcé à l'audience susindiquée, par nous, juge de paix susnommé assisté comme dessus;

Et nous avons signé avec le greffier;

(Signature du juge de paix.) (Signature du greffier.)

FORMULE XXIII.

1263. — VISITE DE LIEUX, ENQUÊTE ET CONTRE-ENQUÊTE.

L'an mil huit cent soixante....., le....., à....., heures de relevée;

Nous....., juge de paix du canton....., arrondissement....., département....., assisté de....., notre greffier;

En exécution d'un jugement interlocutoire par nous rendu le....., enregistré, entre le sieur F....., demeurant à....., et la commune de....., représentée par....., demeurant dans ladite commune de.....

Nous nous sommes transportés dans ladite commune de....., pour faire l'examen des lieux litigieux et entendre les témoins produits par les parties à l'appui de leurs prétentions respectives;

Là se sont trouvées les parties ci-dessus désignées;

Et sur-le-champ nous avons procédé à l'examen des lieux en présence des sieurs.....

Nous avons constaté que l'impasse dont s'agit tient d'un bout à la rue....., et de l'autre et des deux côtés au demandeur; qu'elle a 2 mètres de largeur et 40 de longueur; qu'elle n'est ni pavée ni couverte de cailloux excepté dans certains endroits où le passage des voitures a creusé des ornières, qui ont été comblées avec de gros silex; qu'il y règne peu d'ordre et que les murs qui la bordent sont mal alignés; qu'au fond, se trouve la grange du sieur F....., laquelle a accès de ce côté;

Cet examen terminé, le sieur F..... nous a exposé que sur la demande formée par lui contre la commune de....., et tendant au maintien en possession d'une impasse sise à....., nous l'avons, par notre jugement interlocutoire du....., enregistré, autorisé à

faire cejourd'hui....., heure de relevée et sur le terrain litigieux, la preuve testimoniale qu'il entretient le sol de ladite impasse, la preuve contraire réservée à la commune de.....;

Que, suivant exploit de....., huissier à....., en date du....., enregistré, il a fait citer pour être entendus aux fins ci-dessus, deux témoins; qu'il nous demande de procéder à l'enquête ordonnée;

Le sieur....., cultivateur, demeurant à....., maire de ladite commune et agissant comme son représentant, a déclaré ne pas s'opposer à l'enquête dont s'agit, et nous a dit qu'il a appelé pour être entendus par nous deux témoins; qu'il nous demande également de procéder à leur audition;

Immédiatement les témoins cités par le demandeur s'étant présentés, ainsi que ceux appelés par la commune de....., nous leur avons donné lecture de notre jugement du.....; puis chacun d'eux a déposé séparément en présence des parties, ainsi qu'il suit :

Enquête.

Premier témoin.

Le sieur..., ouvrier maçon, demeurant à....., âgé de.....,

Ayant déclaré qu'il n'est ni parent, ni allié, ni serviteur des parties, ni ellés à son service et prêté serment de dire la vérité, a fait sa déposition dans les termes suivants :

« En février dernier, la porte du hangar du sieur F..... se trouvant au fond de l'impasse, est tombée, minée par le pied. J'ai relevé cette porte et, pour la protéger contre la pluie, j'ai creusé, près de là, une petite rigole dans le terrain de l'impasse. Comme nous avions charrié, pendant l'hiver, en temps de neige, une assez grande quantité de fumier, j'ai recouvert avec des cailloux les ornières que la voiture avait faites. Je ne sais pas si ce travail a été remarqué par les habitants de la commune. J'étais alors domestique du sieur F....., j'ai cessé d'être à son service à la fin du mois dernier. »

Lecture faite au témoin, il a persisté dans sa déposition et a déclaré ne savoir signer de ce par nous interpellé;

Deuxième témoin.

La dame..... (comme le précédent témoin);

« J'ai vu souvent les voitures de F....., traverser l'impasse pour arriver au bâtiment qu'il possède dans cet endroit; j'ai vu également depuis plusieurs années ses voitures séjourner dans

l'impasse, mais jamais plusieurs jours de suite. Il est aussi à ma connaissance que les domestiques de F..... ont comblé les ornières avec des cailloux. »

Lecture faite, etc.,

Contre-enquête.

Premier témoin.

Le sieur François, âgé de soixante-deux ans, cultivateur à....., cousin germain du sieur F.....

A cet instant, ce dernier déclare reprocher le témoin à cause de sa parenté avec lui ;

Et a signé.

FRANÇOIS.

Nous, juge de paix,

Vu l'art. 233 du Code de procédure civile,

Attendu que le reproche est fondé en droit ;

Admettons ledit reproche et disons que le témoin ne sera pas entendu ;

Et avons signé avec le greffier,

(Signature du juge de paix.) (Signature du greffier.)

Deuxième témoin.

Le sieur Charles, etc.,

Ayant déclaré, etc.

« J'ai bien vu les voitures de F..... traverser l'impasse ; mais je ne crois pas qu'il en ait jamais entretenu ou réparé le sol. Il a, comme moi et comme d'autres habitants du village, remis des instruments aratoires dans cet endroit, qui est peu fréquenté. »

Lecture faite, etc.

Les parties ayant respectivement déclaré n'avoir plus aucun témoin à produire, ont repris leurs conclusions originales qu'elles ont développées ; et elles ont examiné, chacune à leur point de vue, les dépositions des témoins ; puis nous avons mis la cause en délibéré pour être notre jugement prononcé à notre prochaine audience, à laquelle nous avons renvoyé les parties, et avons clos et signé le présent procès-verbal.

(Signature du juge de paix.) (Signature du greffier.)

Nota. — Le procès-verbal de visite de lieux et d'enquête doit être rédigé sur une feuille séparée, et non sur la feuille d'audience qui contient seulement les jugements.

FORMULE XXIV.

1264. — JUGEMENT DÉFINITIF QUI REJETTE LA DEMANDE.

L'an (comme au jugement interlocutoire).

.....

Par jugement interlocutoire du....., enregistré, nous avons autorisé le demandeur à faire la preuve testimoniale des faits de possession consignés audit jugement à l'appui de son action possessoire dirigée contre la commune de.....; la preuve contraire réservée à cette dernière;

Le....., nous étant transportés à....., nous avons procédé à l'examen du terrain litigieux et à l'audition des témoins produits respectivement par les parties, ainsi que le constate notre procès-verbal du même jour, enregistré;

Les parties ont ensuite repris leurs conclusions originaires qu'elles ont développées, et nous avons mis la cause en délibéré pour être notre jugement prononcé à la présente audience;

Sur quoi, nous, juge de paix;

Vu notre jugement du....., et le procès-verbal constatant visite de lieux, enquête et contre-enquête, du.....;

Attendu qu'il résulte bien de l'enquête que F..... a, depuis plus d'un an avant le trouble, passé fréquemment et laissé stationner ses voitures dans l'impasse litigieuse;

Mais attendu que ces deux faits de passage et de stationnement ont été, par notre jugement interlocutoire du....., rejetés de l'articulation comme inconcluants: le premier parce que le passage non appuyé d'un titre constitue, hors le cas d'enclave, une servitude discontinue qui, inopérante pour prescrire, ne peut servir de base à l'action possessoire; et le second, parce qu'il constitue moins une possession *animo domini* qu'une tolérance généralement usitée dans les campagnes;

Qu'il y a donc chose jugée sous ce double rapport;

Attendu qu'il résulte aussi de la même enquête que F....., ou pour lui son domestique, a comblé les ornières tracées dans le sol de l'impasse par le passage des roues de ses voitures ;

Mais attendu qu'un tel travail, uniquement destiné par F..... à réparer les dégradations causées par le passage réitéré de ses voitures, ne renferme pas, apprécié dans son isolement, le caractère réellement constitutif de la possession *animo domini*, surtout si l'on considère qu'il s'agit d'un acte de minime importance, opéré en quelques minutes sur un point à peu près inaperçu de la voie publique et qui a pu facilement, dès lors, échapper aux regards de l'administration communale à laquelle on l'oppose aujourd'hui ;

Que la preuve produite est donc insuffisante pour justifier au profit de F..... la possession utile de l'impasse litigieuse ;

Par ces motifs, statuant en premier ressort,

Déclarons F....., mal fondé dans ses faits et conclusions, l'en déboutons et le condamnons aux dépens ;

Ainsi fait et prononcé à l'audience susindiquée par nous, juge de paix susnommé, assisté comme dessus ;

Et nous avons signé avec le greffier.

(Signature du juge de paix.) (Signature du greffier.)

FORMULE XXV.

1265. — PROROGATION DE LA CONTRE-ENQUÊTE.

Nota. — S'il se trouve au nombre des témoignages produits par le demandeur un témoignage portant sur des faits graves et qui n'auraient pas été signalés dans les débats qui ont précédé l'enquête, par exemple si l'un des témoins dépose de faits qui lui auraient été déclarés par une tierce personne, que cependant le demandeur n'a pas fait entendre, le juge peut accorder au défendeur un délai pour continuer sa contre-enquête, et spécialement pour faire entendre cette tierce personne elle-même.

Le juge de paix ajoute alors à la suite du procès-verbal de contre-enquête :

Le sieur..... (défendeur) nous a ensuite exposé que rien n'avait

été allégué dans les débats antérieurs qui soit de nature à mettre ledit défendeur en demeure de contester les faits qui ont été attestés dans la déposition du sieur.....;

Que dès lors il avait été dans l'impossibilité d'appeler des témoins à cet égard ;

Mais qu'il est en mesure de prouver, notamment par le témoignage du sieur....., l'inexactitude des faits allégués dans la déposition du sieur.....;

Et qu'il nous requiert, en conséquence, de proroger notre contre-enquête au....., afin qu'il puisse faire entendre lesdits témoins,

Sur laquelle réquisition, nous juge de paix,

Attendu qu'en effet (*repréndre les motifs qui lui paraissent fondés*) ;

Renvoyons la cause et les parties au....., heure de....., pour être procédé à la continuation de ladite contre-enquête, et pour être ultérieurement par les parties requis, et par nous statué ce que de droit, dépens réservés.

FORMULE XXVI.

1266 — JUGEMENT DÉFINITIF ¹ SUR COMPLAINTÉ ².

Entre le sieur.....,
demandeur au possessoire, suivant exploit du...

.. ¹ Le jugement définitif doit être rendu dans les quatre mois du jugement interlocutoire. — V. *sup.*, n. 970, — à peine de péremption de l'instance.

Cette péremption de quatre mois n'est formulée par l'art. 45 C. pr. que pour le cas de jugement *interlocutoire*. Cette disposition exorbitante du droit commun doit être restreinte au cas pour lequel elle a été établie. — Elle ne s'étend pas au jugement simplement *préparatoire* (par exemple à celui qui ordonne la remise des pièces). *Casse*, 4^e février 1812, Dev. — Le jugement interlocutoire préjuge le fond; il est susceptible d'appel avant le jugement définitif, — à la différence du jugement préparatoire dont l'appel ne peut être interjeté qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce dernier jugement. *Argument* C. pr., art. 31, 451 et 452.

² — V. *sup.*, n. 887. — 824 à 912.

comparant,
et le sieur.....,
défendeur, aussi comparant.

Le demandeur a dit que
(énoncer les moyens).

Le défendeur a répondu que :

Sur quoi, nous..... juge de paix de.....

Vu l'enquête et la contre-enquête;

Vu les titres produits de part et d'autre. — (V. *sup.*, *Formule* xxii.)

Attendu que de l'enquête et de la contre-enquête, et notamment de la déposition de..... (ou du rapport ou des observations de....., expert par nous précédemment commis, ou nommé à l'effet d'assister le tribunal, ou de l'inspection des lieux, ou de l'appréciation d'un acte reçu le..... par....., portant vente par....., à.....), il résulte, d'une part, que le demandeur est en possession depuis plus d'une année d'une pièce de terre, située à, etc.; — d'autre part, que le défendeur s'est permis (*indiquer la date et la nature du trouble.*—V. *sup.*, *Citation*, formule vi).

Ou bien déclarons le sieur....., bien fondé en son action ;

En conséquence, le maintenons dans la possession et jouissance de....., et condamnons le sieur..... à délaisser immédiatement ladite portion de terrain, et à payer au sieur....., la somme de....., à titre de dommages-intérêts, sous la réserve des droits des parties au pétitoire.

Par ces motifs,

Nous, juge de paix, statuant en premier ressort, disons que A.... a commis une anticipation sur le terrain de....., ordonnons, en conséquence, que A..... remettra à B..... environ..... centimètres de terre du côté du....., dans l'état où elle se trouve, de manière toutefois à ce que la raie séparative se trouve en ligne directe avec celle des aboutissants, longeant celle de....., faisons défense au sieur B..... de l'y troubler à l'avenir, et condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de..... à titre de dommages-intérêts.

Ou en ce qui touche les dommages et intérêts réclamés par A...., attendu que la portion de terrain qui va être rendue à..... est en bon état de culture et bien ensemencée; que ce dernier

profitera de cet avantage sans rembourser aucuns frais, disons qu'il n'y a lieu d'allouer des dommages et intérêts.

Condamnons B..... en tous les dépens, taxés à la somme de....., pour frais de citation, coût du jugement, interlocutoire et du procès-verbal d'enquête, transport, taxe des témoins, etc., mais non compris le coût du présent jugement, la délivrance et la signification d'icelui, s'il y a lieu.

FORMULE XXVII.

1267. — JUGEMENT SUR DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE 1.

Le tribunal, etc. ;

Attendu que de l'enquête, etc., il résulte que, etc. — (V. *les motifs de la citation, formule IX.*)

Par ces motifs, fait défense à B..... de continuer les travaux de barrage par lui commencés, et, en outre, dit que, dans les trois jours du présent jugement, il sera tenu de détruire les travaux par lui exécutés, sinon, et faute par lui de ce faire, autorise le demandeur, après la huitaine du présent jugement, et en vertu d'icelui dûment signifié, à faire procéder à leur suppression sous la direction de....., expert que le tribunal commet, lequel réglera les mémoires des ouvriers, que le demandeur pourra payer sur leur simple quittance, et dont il pourra poursuivre le recouvrement contre le sieur B....., en vertu du présent jugement. — Et pour le préjudice causé au demandeur, condamne le défendeur en..... francs de dommages-intérêts et aux dépens, taxés à la somme de....., etc.

FORMULE XXVIII.

1268. — JUGEMENT SUR RÉINTÉGRANDE 2.

Le tribunal, etc. ;

Attendu que de l'enquête, etc., il résulte que, etc. — (V. *les motifs de la citation, formule XII.*)

Par ces motifs, dit et ordonne que le demandeur sera réintégré dans la possession de la prairie....., située à....., tenant, etc.,

¹ — V. *sup.*, n. 929 et suiv.

² — V. *sup.*, n. 953 à 968.

que le défendeur..... sera tenu d'abandonner et délaisser ladite prairie, et de rétablir à ses frais le fossé qui lui sert de clôture, dans le même et semblable état où il était avant le trouble, et faute par lui de ce faire dans le délai de...., etc., autorise le demandeur à faire faire les travaux nécessaires aux frais du défendeur, sous la direction de....., que le tribunal commet; condamne ledit défendeur en..... de dommages-intérêts, le tout même par corps, et le condamne en outre aux dépens, liquidés à la somme de....., etc.

FORMULE XXIX.

1269. — Sursis pour le cas où le tribunal correctionnel est déjà saisi ¹.

L'an....., le....

Nous juge de paix... :

Attendu que le défendeur nous a justifié d'une assignation à lui donnée devant le tribunal correctionnel à la requête du demandeur à raison des faits dont s'agit;

Qu'il y a lieu en conséquence, aux termes de l'art. 3 du Code d'instruction criminelle, de surseoir jusqu'à ce que le tribunal correctionnel ait prononcé;

Disons qu'il sera sursis jusqu'au....., jour auquel les parties devront se représenter devant nous sans nouvelle citation pour être statué sur les faits dont s'agit;

Dépens réservés.

FORMULE XXX.

1270. — Opposition à un jugement par défaut ².

(C. pr., 20. — Tarif, 21. — Coût, 1 fr. 50 c. orig. ; le quart pour la copie.)

L'an....., le....., à la requête de....., demeurant à....., lequel fait élection de domicile en ma demeure, j'ai (*immatriculé*), sousigné, signifié et déclaré au sieur....., demeurant à....., en son domicile, à....., en parlant à....., que ledit sieur est opposant,

¹ — V. *sup.*, n. 788.

² — V. *sup.*, n. 4057 à 4060.

comme par ces présentes il s'oppose formellement à l'exécution du jugement surpris contre lui, par défaut, par ledit sieur....., en la justice de paix de....., signifié le....

À ce que le susnommé n'en ignore; et à pareilles requête, demeure et élection de domicile que dessus, j'ai, huissier susdit et soussigné, cité ledit sieur....., en son domicile et parlant comme dit est, à comparaître le....., heure....., à l'audience et par-devant M. le juge de paix, en son tribunal, sis à.....

Pour, attendu....., voir recevoir ledit sieur....., opposant à l'exécution du jugement par défaut, dudit jour; en conséquence, voir dire et ordonner que ledit sieur....., sera et demeurera déchargé des condamnations, tant en principal qu'en accessoires, prononcées contre lui au profit dudit..... par le susdit jugement; et faisant droit au principal; — que ce dernier sera déclaré purement et simplement non recevable dans la demande par lui formée suivant l'exploit du.....; et pour en outre, s'entendre condamner aux dépens, à ce que pareillement le susnommé n'en ignore; et je lui ai, en son domicile et parlant comme dessus, laissé copie du présent exploit, dont le coût est de.....

(Signature de l'huissier.)

FORMULE XXXI.

1271. — ACTE D'APPEL D'UN JUGEMENT DE LA JUSTICE DE PAIX ¹.

(C. pr., 16. — Tarif, 27: — Coût, 2 fr. orig.; 50 c. copie.)

L'an....., le....., à la requête du sieur....., pour lequel domicile est élu à....., en l'étude de M^e....., avoué au tribunal de première instance de..... sise à, lequel est constitué et occupera sur l'appel interjeté ci-après, j'ai (*immatricule de l'huissier*), soussigné, signifié et déclaré au sieur (*prénoms, noms*), demeurant à....., en son domicile et parlant à.....;

Que ledit sieur est appelant d'un jugement rendu contradictoi-

¹ — V. sup., n. 4062, 4063, 4067; 4068, et toutefois, n. 796.

L'appel ne peut être interjeté dans les trois jours de la prononciation du jugement. — V. sup., n. 4064.

Le délai d'appel est de trente jours. — V. sup., n. 4065 et 4066.

rement entre les parties, par M. le juge ne paix de....., le....., dûment enregistré et signifié le....., par exploit du ministère de....., huissier....., à ce qu'il n'en ignore.

Et à mêmes requête, demeure, élection de domicile et constitution d'avoué que dessus, j'ai, huissier susdit et soussigné, donné assignation audit sieur, en parlant comme dessus, à comparaitre d'hui à huitaine franche suivant la loi, à l'audience et par-devant la première chambre du tribunal de première instance¹ de....., séant à..... au Palais de justice.

Pour, attendu.....². Voir recevoir le sieur..... appelant du jugement rendu le..... — V. *sup.*, formule xxx.

FORMULE XXXII.

1272. — DÉCLARATION CONSTATANT QUE LE DEMANDEUR AU PÉTITOIRE A PLEINEMENT SATISFAIT AUX CONDAMNATIONS PRONONCÉES CONTRE LUI AU POSSESSOIRE³. C. pr., art. 27.

Je....., soussigné, propriétaire, demeurant à....., reconnais et déclare que le sieur (*nom, prénoms*), aussi propriétaire, demeurant même commune a, suivant jugement rendu par M. le juge de paix du canton de..... le.....

Été condamné envers moi, au possessoire, à me payer :

1° La somme de....., francs, à titre de dommages-intérêts, pour trouble causé sur une pièce de terre labourable m'appartenant, ensemencée en blé.

2° Celle de..... francs, pour frais et dépens, et que, ce jour-d'hui, il a pleinement satisfait aux condamnations prononcées contre lui, en me payant les deux sommes ci-dessus énoncées ;

Dont quittance.

A... , le.

(Signature de la partie.)

Décompte. Timbre, 0,50 c. — Enregistrement, droit proportionnel de libération à raison de 25 c. p. 100. Loi du 7 août 1850, art. 9.

¹ — Quant au tribunal compétent pour connaître de l'appel. — V. *sup.*, n. 792 à 797.

² — Quant aux moyens qui peuvent être proposés en appel. — V. *sup.*, n. 4074 et suiv.

³ — V. *sup.*, n. 998 et 999.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES.

(Les chiffres indiquent les numéros et non les pages.)

A

- | | |
|---|--|
| <p>Abandon de jouissance, 400, 216,
240, 249, 430, 455, 496.
— tacite, 99, 250, 1119.
Aboutissant, 1235.
Abréviation de délai. 821, 1234.
Abréviations :
— Prohibition, 1222.
Abreuvoir, 420, 530.
— public, 321.
Absence, 242, 649 et suiv.
— d'un militaire, 645.
Abus de jouissance, 580, 590,
899.
Accession, 187 et suiv.
Accessoire, 187, 331, 350, 435,
562, 1169.
— V. <i>Demande</i>.
Accotement, 357.
Achalandage, 535.
Acquéreur, 228, 701 et suiv.
1000, 1008.
— à réméré, 653.
— V. <i>Vendeur</i>.
Acquiescement, 1212.
— exprès, 983, 998.
— tacite, 866.
Acte :</p> | <p>Acte administratif, 295 et suiv.
769 et suiv.
— judiciaire, 50.
— privé, 138.
— Application, 772.
— Interprétation, 770, 1180.
— V. <i>Titres</i>.
Acte :
— d'administration, 24, 620
et suiv.
— de l'autorité, 59, 64, 295.
— agressif, 283 et suiv., 290.
— conservatoire, 620 et suiv,
679.
— contraire, 517.
— facultatif, 516.
— d'héritier, 640.
— illicite, 18.
— matériel, 283.
— de possession, 92, 98, 134,
200, 262, 885.
— de pure faculté, 163.
— réitéré, 171.
— successif, 720 et suiv.
— de tolérance, 166 et suiv.
— translatif, 137, 255, 263
et suiv.
— V. <i>Appréciation</i>.
Acte (donner) 801, 1229, 1235,</p> |
|---|--|

Action :

- alternative, 76, 93, 741.
 - civile, 16, 52, 580.
 - collective, 368.
 - correctionnelle, 35, 69, 77, 93, 741.
 - criminelle, 76, 788.
 - en dommages-intérêts, 16 et suiv. 52, 77.
 - Exercice, 54.
 - facultative, 14.
 - immobilière, 457.
 - individuelle, 604, 607.
 - mobilière, 830.
 - nouvelle, 1071 et suiv. 1165.
 - personnelle, 3, 16.
 - pétitoire, 9, 53, 74, 87, 457, 789, 887, 893, 898, 1021, 1121.
 - possessoire, 9, 25.
 - préjudicielle, 96, 1210.
 - principale, 804 et suiv.
 - en rescision, 1008.
 - simultanée, 574.
 - successive, 96, 1210.
 - *V. Demande, Partage, Rescision.*
- Adjudication, 67, 68.
- Administrateur, 620.
- légal, 631.
 - provisoire, 635.
- Affiches, 60.
- Affirmation, 957.
- Affouage, 462.
- Aggravation, 47, 519, 524.
- Agriculture, 9, 412, 744.
- Ajournement, 10, 33.
- Alignement, 555.
- Allégation, 11.
- sérieuse, 894.
- Alluvion, 188, 394.

Amende, 1223, 1226.Aménagement, 313.Animal, 562.— *V. Ruche.*Antichrèse, 261, 649, 662.Anticipation, 31.— graduelle, 464.— *V. Usurpation.*Appel, 1062.— Autorisation, 668.— Compétence, 790, 1069.— Délai, 1064 et suiv.— Forme, 1271.— Renonciation, 1229.— *V. Demande nouvelle*

Appréciation :

— de faits, 71, 148, 172,235, 246, 281, 303, 367,379, 409, 501, 730, 1092.— de titres. — *V. Titre.*Appui, 525.Aqueduc, 49, 292, 415, 523 et suiv.Arbitrage, 752, 761.— compromis, 1104, 1217.Arbre 213, 260 et suiv.— Distance, 92, 528, 950,1207, 1246.— Elagage, 31, 361, 410,908, 1187.— Fruits, 466.— Plantations, 74, 303, 404,506.— Servitude, 170.Arpentage, 1020.Arrondissement, 749, 1089.Arrosage, 415.Articulation de faits, 810 :— *V. Enquête.*Assèchement, 527 et suiv.Assemblée périodique, 439.Assesseur, 976.

Assignation :

- distincte, 1142.
- Assistance :
 - Greffier, 976.
 - Huissier, 860.
- Atelier insalubre, [18](#).
- Atterrissement, [391](#), [404](#).
- Auberge, 973.
- Audience, 860, 969, 975 et suiv.
 - Remise, 1230.
- Auteur, 215, 1133.
 - du trouble, 860 et suiv.
- Autorisation :
 - administrative, [77](#), [154](#), 384, [407](#), 674.
 - judiciaire, 617.
 - maritale, 626.
 - Défaut, [118](#), [121](#).
 - V. *Usine*.
- Autorité :
 - administrative, 344, 379, 382 et suiv. [392](#), [400](#).
 - ecclésiastique, [551](#).
 - judiciaire, [431](#).
 - V. *Tribunal*.
- Avertissement (Billet), [801](#), [1238](#).
- Aveu, [6](#), [33](#), [590](#).
 - judiciaire, 869, 883, 905, 1041.
 - tacite, 883, 1104, 1108.
 - Indivisibilité, 935.

B

- Bac, [558](#).
- Bail :
 - à convenant, 464.
 - à domaine congéable, [582](#).
 - Résiliation, [38](#).

- Titre, 843.
- V. *Fermier*.
- Bain, [557](#).
- Bal, [439](#).
- Balcon, 1246.
- Banalité, [559](#).
- Banc d'église, [136](#).
- Banque (action), [314](#).
- Barrage :
 - Construction, 290, 334, 386, 402, 725, 1172, 1244.
 - Destruction, 1019, 1154.
- Barre, [561](#).
- Barrière, 231.
- Construction, 234, 607.
 - Destruction, 287.
- Bateau, [557](#).
- Bâtisse, 472.
 - Défense, 492 1216.
- Bénéfice ecclésiastique, [552](#).
- Berge, 357.
- Bief, [409](#), [416](#).
- Bien :
 - immeuble, 312 et suiv.
 - meuble [550](#) et suiv.
 - hors du commerce, [322](#) et suiv.
 - V. *Commune, Etat*.
- Blanchissage, [18](#).
- Bois :
 - V. *Arbre, Forêt*.
- Bon voisinage, 166 et suiv.
 - V. *Possession*.
- Bonne foi, [4](#), 207, 219, 288, 1027, 1046.
 - Acquéreur, [73](#), [140](#), 255, 274.
- Bornage :
 - définitif, 949.
 - provisoire, 948, 1155.
- Borne :

- Déplacement, 4252.
- Plantation, 40, 849.
- Suppression, 76, 92.

Boulon, 561.

Branche :

- V. *Elagage*.

Brande, 168.

Bref délai :

- V. *Abréviation*.

Bris de clôture, 564, 783.

- V. *Action criminelle*.

C

Cadastre, 843, 1262.

Cadenas, 561.

Canal, 290, 299, 331, 409, 1179,

- navigable, 321, 338.
- souterrain, 48, 416.
- V. *Franc-bord*.

Canton, 787.

- V. *Compétence territoriale*.

Capacité, 249, 563 et suiv.

Carrière, 473.

Caserne, 450 et suiv.

Cassation, 1086 à 1092, 1209.

- V. *Appréciation*.

Caution, 80, 579, 915, 1248.

- *judicatum solvi*, 665.
- Offre, 4041.

Cave, 20.

Cédule, 803, 822, 839.

- Forme, 1234, 1251, 1258, 1259.

Champart, 475, 585.

Changement, 1177.

- Usage, 7, 48, 402, 512.
- V. *Destination*.

Chapelle, 436 et suiv.

Chaperon :

- V. *Mur*.

Chapitre, 678, 707.

Charrue, 304.

Chasse, 200, 466, 554.

Chauffage, 472.

Chef :

- de demande, 887, 982.
- distinct, 789, 1140.

Chef-lieu d'exploitation, 734.

Chemin :

- Classement, 344 et s. 367.
- communal, 349.
- de fer, 324, 340.
- halage, 338, 363.
- privé, 367.
- public, 321, 369, 4161.
- rural, 367, 496.
- vicinal, 10, 62, 340, 734, 778.
- Elargissement, 62.
- V. *Route*.

Cheminée, 125.

Chose jugée, 56, 67, 228, 576, et suiv. 672, 682, 692, 696, 996, 1023, 1038, 1044.

- V. *Tierce-opposition*.

Choses :

- Domaine public, 321 et s.
- saintes, 554.

Cimetière, 321, 411 et suiv.

- Concession, 443.

Circulation, 375, 769.

Citation, 50, 54, 238.

- Complainte, 704, 1235 à 1243.

- Conciliation, 1050, 1103.

- Dénonciation de nouvel œuvre, 1244 et suiv.

- Réintégrande, 1251.

- en garantie, 1253.

- aux ouvriers, 1250.

- Urgence, 1248.

- Délai, 818 et suiv. 821.

- unique, 696, 823.
- Nullité, 739.
- V. *Avertissement, Copie.*
- Clause nulle, [262](#), [1218](#).
- Clef, [231](#), [287](#).
- Clôture :
 - , Construction , - [40](#) , [200](#), [246](#).
 - Droit, [505](#).
 - (Etat de), 4030.
 - V. *Bris*.
- Clou, [561](#).
- Collège, [431](#).
- Collusion, 626, 644, 698.
- Combat, [285](#).
- Commandement, [66](#).
- Commerce (hors du), 321 et suiv., 866.
- Commission syndicale, 602, 670 et suiv.
- Communauté :
 - conjugale, 622 et suiv.
 - Conquêt, 4026.
 - V. *Société*.
- Commune :
 - Domaine public, [431](#), 336, 340, [433](#), [449](#), 706, 762.
 - Domaine privé , [212](#), 323.
 - rurale, 351.
 - Section, 602, 611 et suiv., [670](#).
 - V. *Maire*.
- Communiste, 498, [590](#) et suiv.
- Comparution, [801](#).
 - volontaire, 4228, [1239](#).
 - Délai, 818.
 - Procès-verbal, [1230](#) et suiv.
- Comparution de parties, 869.
- Compétence :
 - administrative, [59](#), [63](#), [400](#), 760 et suiv., 793.
 - civile, 368, 748, 756, 952.
 - commerciale, 759.
 - criminelle, 781 à 788.
 - Justice de paix, 364, [400](#), 748 et suiv.
 - territoriale, 792 à 797, 1234.
 - V. *Tribunal*.
- Complainte, [26](#) à [76](#).
 - Conditions, [98](#) à [277](#).
 - Exercice, [563](#) à 708.
 - V. *Jugement*.
- Complant, 476, 585.
- Compromis, 752, 761.
 - V. *Arbitre*.
- Compte.
 - V. *Fruits*.
- Concession.
 - V. *Canal, Mine*.
- Conciliation :
 - Citation, 4103.
- Conclusions, [40](#), [74](#), 301, 810.
 - augmentées, 836.
 - distinctes, 304.
 - mélangées, 4140.
 - nouvelles, 881, 889, 1070 et suiv.
 - Rectification, [42](#), 1075, 1138.
 - subsidiaires, 4262.
 - vérifiées, 880.
 - Interprétation, [41](#), 303, 495, 1132.
- Condamnation, 998, 1043.
 - V. *Dépens, Exécution, Jugement*.
- Condition.
 - résolutoire, [586](#).
 - suspensive, [587](#).

Conflit, 770.

Congé, 954.

Congé-défaut.

— V. *Jugement*.

Connaissance, 242, 732.

Conquêt, 4026 et suiv.

Conseil :

— d'État, 770.

— de fabrique, 676, 679.

— de famille, 632.

— judiciaire, 636.

— municipal, 666, 679.

— de préfecture, 49, 386,

422, 598, 666 et suiv.,

675 et suiv.

Construction, 124, 200.

— sur autrui, 952.

— Destruction, 292, 303.

— V. *Bâtisse*, *Mur*.

Contestation.

— V. *Possession*, *Titre*.

Contiguïté, 98, 225.

Contradiction, 410, 443, 467,

206, 252 et suiv., 307, 346,

489, 517.

— V. *Trouble*.

Contrainte par corps, 95, 968,

964 et suiv.

— demandée, 303, 964.

— facultative, 944.

— obligatoire, 963.

Contrainte morale, 112.

Contrat.

— V. *Contravention*, *Titre*.

Contravention, 420 et suiv., 289.

Contribuable, 606, 672.

Convention, 469, 478, 417, 494.

— nulle, 262.

Copie.

— de titre, 815.

— correcte, 4222.

— V. *Citation*.

Copropriétaire, 462, 496.

— V. *Communiste*.

Coupe anticipée, 580.

Cour d'appel, 797, 1084, 4120, 4122.

Couronne (bien de la), 326, 674, 4197.

Cours d'eau, 380.

— navigable, 382 à 389.

— flottable, 382.

— non navigable, 390 à 400.

— V. *Rivière*, *Ruisseau*, *Source*.

Coutume, 505.

Créance.

— conditionnelle, 184.

— V. *Condition*.

Créancier, 617, 660.

Culte, 438.

— V. *Chapelle*, *Cure*, *Église*.

Culture, 9, 730, 885.

— Changement, 47, 248.

— Défaut de, 245.

Cumul, 528.

— Défense au juge, 789,

1144 à 1220.

— Défense aux parties, 4131 à 1143.

Curage :

— Aqueduc, 481.

— Canal, 299, 303, 398, 409, 591, 1187.

— Fossé, 39, 92, 1240.

Curateur, 637.

— à succession, 643 et suiv.

Cure, 555, 679.

Curé, 678, 707.

D

Date.

— Mention, 811.

— V. *Jour.*

Déchéance, 741.

Déclaration d'exécution, 4372.

Déclaration de prorogation, 801.

Déclassement.

— exprès, 342.

— virtuel, 343.

— V. *Chemin.*

Défendeur au pétitoire, 4112.

Défendeur au possessoire, 4117.

— Avantages, 904, 995, 1010, 1044, 1024.

— Obligations, 998 et suiv.

Défense (droit de), 1079.

— au fond, 1023.

— légitime, 280, 290.

— V. *Exception, Moyen.*

Défense (prohibition), 493, 903, 1152.

— de planter, 338.

— V. *Cumul.*

Dégradation, 7, 293, 402, 991.

Degré de juridiction :

— Dernier ressort, 797, 1219, 1229.

— Premier ressort, 749, 1069, 1220, 1228.

— V. *Appel.*

Délai :

— Action, 346, 743, 747.

— Comparution, 818, 1234.

— Distance, 849.

— Exécution, 989.

— V. *Abréviations, Recours.*

Délaissement, 614, 952, 1241.

— V. *Expulsion.*

Délimitation, 335, 344.

Délit, 118 et suiv., 289.

— momentané, 121.

— perpétué, 120.

Délivrance, 472, 4139.

Demande.

— accessoire, 303, 964.

— incidente, 824 et suiv.

— mobilière, 830.

— nouvelle, 1074 et suiv.

— principale, 804 et suiv.

— reconventionnelle, 54, 903, 1040, 1111, 1207.

— réduite, 890.

— régulière, 878.

— vérifiée, 880.

— V. *Conclusions, Dépens.*

Demandeur au pétitoire, 1006, 1037, 1099.

Demandeur au possessoire, 1004 et suiv.

Démision de biens, 268.

Démolition.

— V. *Destruction.*

Dénégation, 39, 845 et suiv., 1182.

— V. *Contradiction.*

Déni de justice, 920, 963.

Dénonciation du nouvel œuvre, 78 à 87, 816.

Département, 323, 340, 673.

Dépens, 813, 1049, 1054.

— réservés, 947, 1055, 1234.

Déplacement.

— V. *Bornes.*

Dépossession, 92.

— V. *Expulsion.*

Dépôt de matériaux, 64, 125, 163, 914.

Descente sur les lieux, 837, 857, 1159, 1231, 1261, 1263.

Désistement, 224, 892, 1002 et suiv. 1101.

Dessèchement, 39.

Destination :

— Changement, 342, 128 et suiv. 438.

- Père de famille, 499 et suiv.
- publique, [450](#), 321, [449](#), [503](#), [950](#), [4196](#).
- V. *Servitude*.
- Destruction :
 - opérée, 233, [287](#), 294, 959.
 - ordonnée, [49](#), [298](#) et suiv. 1049, 4186.
 - V. *Dégradation*.
- Détention matérielle, [1](#), [91](#).
- V. *Possession*.
- Déversoir, [77](#).
- [Diguc](#), [46](#), [287](#), [516](#), [725](#).
- Dispositif.
 - V. *Jugement*.
- Disposition d'office, 747, 852, 924, 964.
- Distance.
 - V. *Délai*.
- Distance légale.
 - V. *Arbre, Fenêtre, Haie*.
- Dol, [220](#).
 - V. *Collusion*.
- Domaine congéable, 464, [582](#).
- Domaine public, [152](#), 324, 707, [4195](#) et suiv.
 - engagé, [149](#).
 - de l'État, 674.
 - V. *Commune, Couronne, Département*.
- Domaine privé, 323.
- Domicile, 665.
 - du défendeur, 808.
- Dommages aux champs, [16](#), [77](#).
- Dommages-intérêts, [815](#).
 - Action civile, [16](#) et suiv. [581](#), 746.
 - Complainte, 813, 930, 938.
 - Réintégrande, 812, 956,
- Liquidation, 939, et suiv.
- Solidarité, 960.
- Donation, [137](#), [265](#).
 - entre-vifs, [138](#).
- Dot :
 - V. *Régime dotal*.
- Doute, [213](#), [259](#), 318, 325, 918.
 - V. *Interprétation*.
- Drainage, [527](#) et suiv.
- Droit canon, 1123.
- Droit :
 - incorporel, [157](#).
 - réel, [3](#), 459 et suiv.
 - apparent, 1199.
 - V. *Faculté*.

E

- Eau :
 - Chute, 383, 392, [416](#).
 - corrompue, [412](#), [519](#).
 - courante, 380 et suiv.
 - Ecoulement, [47](#), [48](#), [515](#) et suiv.
 - Hauteur, [396](#).
 - nécessaire, [539](#).
 - pluviale, [413](#) et suiv. [518](#) et suiv.
 - stagnante, [532](#).
 - thermale, [422](#), [434](#) et suiv.
 - Prise (d'), 387 et suiv. [399](#).
 - Règlement (d'), [396](#) et s.
 - Usage, 383.
 - V. *Cours d'eau, Etang, Lac, Mare*.
- Échange, [137](#).
- Écluse, 480.
 - V. *Canal*.
- Édifice public :
 - communal, 340, [433](#), [449](#), 706, 762.

- V. *Commune, Etablissement*.
- Église, 321, 677.
- Égout, [48](#), [349](#), 944, 917, 1040, 1079.
- Étalage, 908.
 - V. *Arbre, Haie*.
- Emphytéose, 463, [583](#).
- Enclave, [49](#), 377, [543](#) et suiv. 1185.
- Enquête, 845 et suiv.
 - d'office, 852.
 - nouvelle, 1078.
 - Procès-verbal, 867, 1261.
 - prorogée, 1265.
 - V. *Cédule, Jugement, Témoin*.
- Enregistrement, 1235, [1255](#).
- Enseigne, [555](#).
- Entrée en jouissance, 827.
- Entreprise.
 - V. *Usurpation*.
- Envoyé en possession, 964 et suiv.
- Epoux, 622 à 629, 1026.
- Erreur, [208](#), 934.
- Escalade, [287](#).
- Établissement public, [212](#), [321](#), 323, [450](#) et suiv. 675, 707, 742.
- Étage, [593](#).
- Étalage, 453.
- Étang, [248](#), [420](#), [532](#), 725.
- État, [151](#), 323, 324, [340](#), [433](#), 674, 707.
 - V. *Forêt*.
- État (de cause), 780, 797, [11](#) . 2.
- État des immeubles, [579](#).
- État des lieux, [7](#), 1256.
 - V. *Changement*.
- Étranger, 665.
 - Jugement, 1042.
 - V. *Caution*.
- Évêché, 679.
- Évêque, [554](#), 678, 707.
- Évocation, 1081, 1083, 1215 et suiv.
- Excavation, 1178.
 - V. *Fouille*.
- Exception :
 - couverte, 796, 1022.
 - nouvelle, 1077.
 - Ordre public, 797, 1021.
 - préjudicielle, 376.
 - relative, [454](#), 319.
- Excès de pouvoir, 765, 1086.
- Exécution :
 - Difficulté, 758.
 - Obligation, 998 et suiv.
 - provisoire, 945.
 - V. *Jugement*.
- Expert, 348, 857, 1205, 1256.
 - Cédule, 1258.
 - Jugement, 1262 et suiv.
 - Rapport, 1257.
- Exploit :
 - V. *Citation*.
- Expropriation pour utilité publique, [63](#), [531](#), 774.
- Expulsion, [92](#).
 - opérée, 92.
 - ordonnée, 91, 956.
- Extraction :
 - de pierres, [200](#), 473.
 - de terres, [49](#), [200](#), 1187.

F

- Fabrique d'églises, [212](#), [436](#).
 - Conseil, 678, 707.
 - Trésorier, 676, 705.
- Faculté, 173 et [516](#), 546.
 - d'appréciation, 1205.
 - V. *Titre*.
- Faillite, 659.

Fait :

- ancien, 195 888.
- nouveau, 1079, 1111.
- significatif, 885.
- V. *Appréciation*.

Fait et cause, 682, 1263.

- V. *Garantie*.

Femme, 318, 625.

Fenêtre, 40, 174, 1243.

- V. *Servitude*.

Fermages :

- Cessation, 147, 257, 270.

Fermier, 107, 114, 251, 270 et suiv. 616 et suiv., 663 et suiv., 686, 688 et suiv.

Fête :

- annuelle, 439.
- V. *Jour*.

Fin de non-recevoir, 329.

- *Exception*.

Fleuve :

- V. *Rivière*.

Foin, 32.

Foire, 452, 454.

Fond du droit, 528, 545, 855, 1131, 1146, 1167, 1175, 1183.

Fonds supérieur, 515.

- inférieur, 402, 411, 516.

Fontaine, 420.

- V. *Source*.

Force :

- majeure, 248, 343.
- motrice, 383, 392.

Forêt :

- de l'État, 321, 472, 1188.
- des particuliers, 246.
- V. *Arbre*.

Forge, 425.

Fortifications, 427.

Fossé, 357 et suiv. 414.

- comblé, 31, 416, 1013, 1251.

- creusé, 200, 1241, 1247.

- mitoyen, 359, 507 et suiv.

Fosse d'aisance, 125, 532.

Fouille, 123, 424, 535.

- V. *Source*.

Four, 125, 560.

Frais, 661, 1153.

- V. *Dépens*.

Frais de labour, 927, 1051.

Franc-bord, 331 et suiv. 409.

- V. *Canal*.

Français, 665.

Fraude, 269.

- V. *Dol*.

Fruits, 13, 619, 908.

- sauvages, 166.

- Compte, 926.

- Liquidation, 940, 1016.

- Perception, 13, 200.

- Restitution, 219, 943, 961, 1016 et suiv.

Fumier, 125.

G

Garantie, 135, 597, 684, 825, 935.

Gérant, 204.

- V. *Mandat*.

Glace, 419.

Greffier, 976, 1227, 1257.

- Signature, 979, 1221.

Grosse, 985.

H

Habile à succéder, 610.

Habitant, 168, 212, 234, 861.

- Agglomération, 338 et suiv.

Habitation (droit d'), 464.

Haie, 31, 362, 1030,

- Distance, [528](#), 950, 1246.
- mitoyenne, [506](#) et suiv. [1030](#).
- Halle, [450](#) et suiv.
- Herbes, 908.
 - secondes, [71](#), 477.
- Héritage, 309 et suiv.
- Héritier, [226](#), [272](#), 637 et suiv.
 - apparent, 641.
 - bénéficiaire, 642.
- Heure, 735, 739.
- Hospice, [450](#) et suiv.
- Huissier, 987.
 - Assistance, 860
 - Exploit, 807 et suiv. 987.
 - de justice de Paix, 808, [4234](#).
 - Responsabilité, 739.
- Huitres, [45](#).
- Hypothèque, [52](#).

I

- Ignorance, [245](#), 370, 1049.
- Ile, 188, 391.
- Immeuble :
 - ameubli, 345.
 - corporel, 313 et suiv.
 - par destination, 462.
 - par incorporation, 461.
 - dotal, 348.
- Immobilisation, 344.
- Impasse, 353, 4262.
- Impôt :
 - Payement [204](#), 780, 4262.
- Incapable, [209](#), [250](#), 744.
 - Recours, 745.
- Incendie, [59](#).
- Incident, 824 et suiv.
- Incompétence, 4102, 4141.
 - absolue, 753.
 - relative, 796.

— V. *Exception*.

Indemnité :

- Droit, [62](#), 345 et suiv. 394.
- Liquidation, 348, [545](#).
- Refus, 734, 774.

Indivisibilité, 944.

- Aven, 935.
- Droit, 695 et suiv.
- V. *Possession*.

Infirmation, [4213](#) et suiv.

— partielle, 4084.

Influence du possessoire, sur le
pétitoire, 1024 à 1055.

Inhumation, [445](#).

— V. *Cimetière*.

Innovation, [543](#), 991.

Inondation, [47](#), [947](#), 725.

Inscription hypothécaire, [52](#).

Insolvabilité, 992 et suiv.

Instance, 4111.

— Reprise, 770, 772.

Institution contractuelle, [266](#).

Intendant, 674.

Intention, [23](#), [32](#), 99 et suiv. 159,
499, [207](#), [249](#) et suiv.

Interdit, [209](#), 317, 634.

Intérêt :

- Défaut, [70](#).
- distinct, [573](#).

Intérêts, 944, 999, 4235.

Interprétation :

- Acte, 770.
- Conclusions, [44](#), [72](#), 1003,
4136, 4139.
- Jugement, 757, 1151.
- V. *Appréciation*.

Interrogatoire, 869.

Interruption :

- civile, [108](#), [238](#) et suiv.
- naturelle, [103](#), [233](#) et suiv.

Intervention, [56](#), [588](#), 597, 618,
832.

— V. *Tiers*.

Intervention, [252](#) et suiv.

Irrigation, 394, [406](#), [521](#), [1181](#).

— V. *Eau*.

J

Jonction :

— V. *Possession*.

Jouissance provisoire, 994 et suiv.

Jour :

— *à quo*, 736

— *ad quem*, 757.

— férié, 738, [1066](#).

— V. *Nuit*.

Juge de paix, 748, 756 et suiv.

Jugement :

— contradictoire, 883.

— par défaut, 879 et suiv.
1057 et suiv.

— défaut (congé), 1058.

— définitif, 878 et suiv.

— Dispositif, [1144](#) et suiv.

— interlocutoire, 865, 886,
970.

— Effet, [43](#), [57](#), 990, et suiv.
1038.

— Exécution, [299](#).

— Levée, 858, 982.

— préparatoire, 1088.

— Rédaction, 978 et suiv.

— Signification, 859, 986 et
suiv. 1059, [1221](#).

— sur plainte, 1266.

— sur dénonciation, 1257.

— sur réintégrande, 1268.

— V. *Chose jugée*, *Motif*, *Pé-
remption*, *Tribunal*.

L

Labour, 161.

— Frais, 927, 1854.

Lac, [421](#).

Lais et relais de la mer, 335.

Lande, [204](#).

Lavoir, [424](#).

— public. 324 729.

Légataire :

— particulier, [618](#).

— universel, [265](#) 646, [1203](#).

Lésion [220](#).

Lieu litigieux. 792, 972.

Ligne, 1221, 1225.

Limites, 793, 796.

— V. *Bornage*.

Liquidation :

— Condamnations, 1015.

— Dépens 813.

— Dominages-intérêts, 939
et suiv.

Lisible, 1222.

Liste civile, 336, 674.

Lit, [409](#).

Litière, 497.

Locataire :

— V. *Fermier*.

M

Maintenue :

— indivise, 921.

— respective, 907 et suiv.

— V. *Possession*.

Maire :

— Agent de l'autorité, [39](#), [64](#),
295, [297](#), 375, 776.

— Représentant de la com-
mune, [296](#), [666](#) et suiv.
675, 677.

Majorat, [319](#).

Mandat, [77](#), [208](#), [210](#), [242](#), 658.

— général, 654.

— tacite, [210](#), 685.

Marais, [46](#).

— salants, 45.
 Marché, 452, 454.
 Mare, 420, 532.
 Mari, 260, 622 et suiv.
 Mémoire justificatif, 706.
 Menace, 15, 16, 47, 70, 112.
 Mense épiscopale, 679.
 — V. *Evêque*.
 Mesure de police, 405.
 — V. *Maire*.
 Meuble, 550.
 — immobilisé, 314, 561.
 — Universalité, 550 et suiv.
 Meunier, 77.
 — V. *Moulin*.
 Mine :
 — Concession, 423 et suiv.,
 473.
 — Fouille, 424.
 Mineur, 317, 743.
 — émancipé, 637.
 — pubère, 633.
 Ministère public, 770, 787, 1109.
 Mise en cause, 330.
 — facultative, 38, 371, 664.
 — nécessaire, 826, 1044,
 1088.
 — V. *Tierce opposition*.
 Mise en demeure, 816, 958.
 Mitoyenneté, 507 et suiv. 1030 et
 suiv. 1236 et suiv.
 — V. *Fossé*, *Haie*, *Mur*.
 Mois, 408.
 Moisson, 885.
 — V. *Domages*.
 Mont-de-piété, 451.
 Motif :
 — Demande, 302, 810 et suiv.
 — Jugement, 942, 980, 1132,
 1144, 1169, et suiv.
 — Adoption, 1173.
 — Pluralité, 1169 et suiv.

— unique, 1175 et suiv.
 — V. *Cumul*.
 Moulin, 560, 1172, 1244 et suiv.
 Moyen :
 — Défense, 69.
 — nouveau, 1073, et suiv.
 1089 et suiv.
 — Preuves, 836 et suiv.
 — sérieux, 894.
 Mur :
 — Clôture, 200.
 — mitoyen, 440, 447, 451,
 507, 1168, 1176.

N

Navigation, 780.
 — V. *Chemin de halage*, *Ri-
 vière*.
 Négligence, 245, 627.
Negotiorum gestor, 162, 211.
 Neige, 418.
 Non-propriétaire, 141, 491.
 Non-usage, 174, 198, 490.
 Notification, 570.
 Nue propriété, 459, 568, et suiv.
 — V. *Usufruit*.
 Nuit, 126, 408.
 Nullité, 138, 860.
 — V. *Exception*.

O

Objet différent, 996, 1017.
 — V. *Chef*.
 Obligation, 3, 73.
 — Inexécution, 291, 998, et
 suiv.
 Obstacle matériel, 253, 307, 517.
 — V. *Contradiction*.
 Occupation de terrain, 49.
 — momentanée, 237.

- Office, [553](#).
- Offres réelles, [1014](#).
- Opposition, 4037 et suiv., [1270](#).
- Option, [76](#), [77](#), [93](#), 744.
- Ordre public, [93](#).
 - V. *Exception*.
- Original (double), [438](#).
- Ouvrages :
 - apparents, 307, [546](#).
 - extérieurs, 484, [542](#).
 - nouveaux, 722, 724.
 - V. *Travaux*.
- Ouvrier, 684.
 - V. *Somation*.

P

- Pacage, 469.
- Parcours, 470, 505.
- Partage, 229.
 - Demande, 55.
- Passage, [19](#), 370 et suiv. [543](#) et suiv. [1244](#).
 - de bestiaux, 497.
- Pâturage, [65](#), 483, 200, 471.
- Pâturage :
 - vaine, 470.
 - vive, 468.
- Payement, 262, 999 et suiv.
- Péage :
 - Franchise, 479.
- Pêche, [43](#), 391, 421, 467.
- Peine, [93](#).
 - V. *Contrainte par corps*, *Délit*.
- Pèlerinage, [439](#).
- Péremption, 970, 4068.
- Permis de citer, 4231.
- Perte, 958.
- Pétitoire.
 - V. *Action*, *Cumul*.
- Pilier, [435](#).

- Place de guerre, [153](#), 427.
- Place publique, 321, 350, [1195](#).
- Place dans une *église*, [436](#).
- Plantation :
 - V. *Arbre*, *Bornes*, *Haie*.
- Plate-forme, 1246.
- Pont, 321, 4174.
- Port, 321.
- Porte, 287.
- Possession :
 - Acquisition, [70](#), 499 et suiv.
 - actuelle, 495.
 - alternative, 914, [1157](#).
 - ancienne, 493.
 - annale, [97](#), 485 et suiv. 278.
 - antérieure, 842, 888.
 - civile, 493 et suiv.
 - clandestine, [5](#), [20](#), 427. [458](#), 734.
 - colorée, 491, 949.
 - commune, 910 et suiv.
 - conservée, [99](#), [130](#), 498, 244, 490.
 - contiguë, [98](#), 225.
 - contraire, 4029, 4182.
 - délictueuse, [118](#) et suiv.
 - discontinue, [404](#), [456](#).
 - distincte, 907 et suiv.
 - équivoque, [44](#), [455](#) et suiv. 306.
 - exclusive, [509](#).
 - illicite, 4495 et suiv.
 - immémoriale, 4076, [1134](#), 4441, 4446, 4462, 4471.
 - incertaine, [918](#), 922.
 - indivise, 921.
 - interrompue, [70](#), [401](#), 232 et suiv.
 - jointe, 214 et suiv. [575](#), 4490.

- légale, 1026, et suiv.
- matérielle, 26, 28, 279.
- momentanée, 237.
- paisible, 52, 70, 109, 157, 278.
- partielle, 202, 907.
- précaire, 5, 143, 322, 614 et suiv. 1161, 1190.
- prolongée, 8.
- promiscue, 321.
- provisoire, 375.
- publique, 122 et suiv. 158, 256, 731.
- purgée, 132, 231.
- reconnue, 108, 883, 905, 1011.
- simultanée, 906, 920.
- à titre de propriétaire, 133 et suiv. 1161.
- tolérée, 165, 282, 1190.
- trentenaire, 506.
- troublée, 70.
- utile, 193 et suiv.
- vicieuse, 5, 231, 614.
- violente, 109.
- Effets, 6, 13, 510, 1035 et suiv. 1189.
- Origine, 116, 132, 142.
- Qualité, 1, 193 et suiv.
- Vice, 5, 231, 614.
- V. *Trouble*.
- Poteau, 170.
- Pouvoir du juge de paix, 545, 887 et suiv.
- Pré, 71.
- Préfet, 346, 388, 393, 442, 456, 473.
- V. *Maire*.
- Préjudice:
 - actuel, 41, 513, 725.
 - momentané, 46 et suiv. 1158.
- éventuel, 41, 725.
- nul, 166.
- Appréciation, 1185.
- Préposé, 77.
- V. *Ouvrier*.
- Presbytère, 679.
- V. *Cure*.
- Prescription, 8, 316 et suiv. 485, 516, 1108, 1195.
- annale, 713 et suiv.
- trentenaire, 184, 506.
- vigésimale, 110.
- Interruption, 319.
- Suspension, 318.
- Préséance du possesseur, 1096 et suiv.
- Présomption, 6, 13, 197, 331, 349, 510, 1025 et suiv. 1189.
- de l'homme, 1036.
- légale, 872, 877, 1025 et suiv. 1035.
- Pressoir, 560.
- Prétention, 22, 37, 53, 160, 681, 1131.
- V. *Contradiction*, *Servitude*.
- Preuve, 13, 110, 836 et suiv.
- Chargé, 91, 131, 279, 838 et suiv. 1024, 1037, 1096.
- contraire, 332, 840, 1036.
- nouvelle, 1077 et suiv.
- testimoniale, 254, 845 et suiv.
- par titres, 842 et suiv.
- Insuffisance, 219.
- V. *Aveu*, *Comparution*, *Descente de lieux*, *Enquête*, *Expertise*, *Interrogatoire*, *Serment*.
- Prise d'eau, 387 et suiv.
- V. *Eau*.

Prison, [450](#) et suiv.

Procès-verbal.

— Garde champêtre, [64](#).

— V. *Enquête, Expertise*.

Procuration, [628](#), [1255](#).

Prodigue, [636](#).

Promenade, [321](#).

Propos, [53](#).

Propriétaire, [567](#).

— apparent, [491](#).

— riverain, [42](#), [414](#), [522](#).

Propriété, [6](#).

— commune, [377](#), [498](#), [507](#).

— incertaine, [9](#), [320](#).

Prorogation de juridiction, [797](#),
[1229](#).

Protestation, [147](#), [238](#).

Publicité, [977](#).

— V. *Jugement, Possession*.

Puits, [477](#), [420](#), [1434](#).

— public, [321](#).

Q

Qualification, [41](#), [72](#).

— V. *Interprétation*.

Qualité, [329](#), [433](#), [563](#) et suiv.

Qualités de jugement, [978](#).

Quasi-contrat, [462](#), [211](#).

Quasi-délit, [289](#).

Question préjudicielle, [44](#), [770](#),
[784](#) et suiv., [1023](#), [1107](#).

— V. *Sursis*.

Quittance.

— V. *Déclaration*.

R

Racine, [1236](#).

Rade, [321](#).

Réassignation, [1254](#).

Récolte :

— Enlèvement, [33](#), [730](#).

— V. *Culture, Moisson*.

Reconnaissance, [239](#), [1209](#).

— V. *Aveu*.

Reconvention.

— V. *Demande reconventionnelle*.

Recours :

— V. *Garantie, Voies de recours*.

Récréance, [920](#) et suiv.

Redevance, [476](#).

Refus :

— d'agir, [617](#).

— de discontinuer, [1249](#).

— de fermage, [252](#).

— de paiement, [556](#).

Régime dotal, [624](#).

Réintégrande, [28](#), [75](#), [88](#) à [96](#).

— Conditions, [90](#) et suiv.,
[278](#) et suiv., [709](#) et suiv.,
[787](#), [955](#) et suiv.

Règlement d'eau, [396](#) et suiv.,
[1184](#).

Reliques, [554](#).

Réméré, [225](#).

Rempart, [427](#) et suiv.

Renonciation, [243](#), [250](#), [1023](#).

— tacite, [1007](#), [1118](#), [1143](#).

Rente :

— sur l'État, [214](#).

— foncière, [474](#), [556](#).

Renvoi au pétitoire, [922](#), et suiv.,
[947](#), [1165](#).

Réparation, [36](#), [243](#), [376](#), [409](#),
[1188](#).

— Droit, [480](#).

— Refus, [36](#) et suiv.

Représentant [106](#), [114](#), [1044](#).

— V. *Mandat, Tierce-opposition*.

Reprise d'instance, [770](#), [772](#).

Requête civile, 4093.

Rescision, [113](#), [138](#), [220](#), [275](#).

Réserve, 4022, 4257.

— V. *Dépens*.

Réservoir, 480, 4472.

Résidence :

— V. *Domicile*.

Résistance, [280](#).

— immédiate, [21](#).

Responsabilité :

— du juge, 970, 4262.

— V. *Huissier*.

Ressort :

— V. *Degré de juridiction*.

Résolution, [582](#).

Restitution, [96](#), [562](#).

— préalable, 968.

— V. *Fruits*.

Retard, 4045.

— V. *Intérêts*.

Réunions périodiques, [439](#).

[Revendication](#), [28](#), [74](#), [457](#), 4024.

— V. *Action pétitoire*.

Rigole, 4484.

Rivage de la mer, 321.

Rivière :

— navigable, 321, 382 et suiv.

— non navigable, [42](#), 390.

Route :

— agricole, 365.

— V. *Chemin*.

Routoir, [125](#), [297](#), [412](#), [519](#).

Ruche, [562](#).

Rue, 321, 350.

— Fermeture, 609.

— V. *Impasse*.

Ruelle, 352, 610.

Ruine, [293](#), 4248.

[Ruisseau](#), [404](#) et suiv.

S

Saisie :

— arrêt, 4242.

— gagerie, [51](#).

— immobilière, [67](#), [68](#), [205](#), 660.

Saignées, [440](#).

Saillie, 4246.

— V. *Prise d'eau*.

Saisine possessoire, [2](#), [3](#).

Salubrité, [297](#).

Scellés, [561](#).

Secondes herbes, [71](#), 477.

Section :

— V. *Commune*.

Sel, 423.

Semence :

— V. *Frais de labour*.

Séminaire, 678, 707.

Sente, 374, 377.

Sentence arbitrale :

— V. *Arbitre*.

Séparation de biens, 629.

Séquestre, 478, 645.

— judiciaire, 652, 923 et suiv., 992.

Serment :

— décisoire, 870.

— supplétif, 871, 957.

Servitude :

— apparente, 484, 492.

— continue, 483, 486.

— discontinue, [198](#), [306](#), [378](#), [420](#), 483.

— légale, [502](#) et suiv.

— naturelle, [504](#).

— négative, 492 et suiv.

— V. *Aggravation*.

Signature, 802, 979.

— Mention, 867.

Signe, 486 et suiv.

Signification, [447](#).

— V. *Citation, Jugement, Titre*.

Société :

- civile, 655.
- commerciale, 656 et suiv.
- Sol, [420](#), 952.
- Solidarité, 658, 941, 960.
- Sommation, [50](#), [556](#).
 - au voisin, 816, 1244.
 - aux ouvriers, 1249.
 - aux témoins, 1260.
- Source, [441](#) et suiv. [531](#) et suiv.
 - thermale, [534](#).
- Stalle, [437](#).
- Subrogation, 660.
- Substitution, [224](#), [349](#).
- Successeur :
 - universel, [443](#), [226](#).
 - particulier, [444](#), [227](#).
- Succession, 462.
 - irrégulière, 647.
- Superficie, 465, [544](#).
 - V. *Sol*, *Surface*.
- Suppression.
 - V. *Destruction*.
- Surface, [425](#).
- Sursis, [56](#), [61](#), [64](#), [448](#), 770, 788, 953, 1124, 1134, 1269.
- Syllabe, 1224, 1225.
- Synagogue, [437](#).
- Syndic, 659.

T

- Tacite reconduction, [36](#).
- Talus, 357.
- Taxe, [453](#).
- Témoïn, [81](#), 728, 862.
 - V. *Enquête*.
- Terrain vague, [161](#).
 - V. *Lande*.
- Testament, 1203.
- Tierce-opposition, [68](#), 596, 700, 1061, 1122.
 - nécessaire, 693, 698.

Tiers :

- Droit, [250](#), 300, 330, 386, [614](#), 768, 844.
- Fait, [233](#), [240](#).
- Intervention, 832 et suiv., 1121.
- Interversion, [255](#).
- Recevabilité, [454](#).
- V. *Mise en cause*, *Tierce opposition*.
- Timbre, 1221 et suiv.
 - Indemnité, [1297](#).
- Titre, [506](#), [530](#), [560](#).
 - ancien, 1205.
 - Appréciation, [436](#), 1190 et suiv.
 - Contestation, 1203.
 - Défaut, 306, 488 et suiv.
 - Interversion, 255.
 - juste, [434](#).
 - Notification, 875, 1243.
 - nul, [438](#), 1199.
 - Pluralité, [439](#).
 - Preuve, 842 et suiv.
 - Représentation, [426](#), [429](#).
 - translatif, [437](#) et suiv.
 - vicieux, [438](#).
 - V. *Cumul*, *Possession*.

Toit :

- V. *Egout*.
- Tolérance.
 - V. *Acte*, *Possession*.

Tourbe, 473.

Tour d'échelle, 490, [549](#).Transaction, 1204, [1219](#).Transmission, [137](#), [244](#) et suiv.

Transport :

- Indemnité, 974.

Travaux :

- achevés, [81](#).
- apparents, [516](#), [518](#), [542](#).
- autorisés, 932 et suiv.

- commencés, 78, 83, 86,
720 et suiv.
- continués, 80.
- dangereux, 125.
- ordonnés, 1154 et suiv.
- provisoires, 1154 et suiv.
- suspendus, 78, 87, 817.
- V. *Destruction.*

Trésorier, 676, 705.

Tribunal :

- administratif, 760 et suiv.
- civil, 52, 530, 626, 756
et suiv., 1215.
- commerce, 759.
- correctionnel, 784, 1097.
- étranger, 1012.
- de police, 64, 781, 782.
- de répression, 69, 781 et
suiv., 1106 et suiv.
- V. *Conseil de préfecture,*
Juge de paix.

Trouble :

- de droit, 21, 23, 50, 1242.
- de fait, 31 à 49, 283, 1235
et suiv.
- nouveau, 791; 1111.
- V. *Saisie, Usurpation.*

Tuteur, 210, 270, 632.

U

Ultra petita, 890, 1091.

Universalité :

- de meubles, 550 et suiv.
- V. *Légataire.*

Urgence, 630, 806, 824, 1234,
1248.

Usage :

- Coutume, 1181.
- Droit, 461.

Usager, 119, 121, 181.

Usine, 61, 203, 562, 767.

— *Autorisation*, 77, 151, 396,
407, 932 et suiv.

— V. *Etablissement, Moulin.*

Ustensiles, 561.

Usufruit, 222 et suiv., 270, 460.
568 et suiv., 685.

— alternatif, 581.

Usurpation, 11, 38, 240.

— Arbre, 31, 35, 213, 361.

— Chemin, 370, 1241.

— Fossé, 1240.

— Haie, 31, 200, 1236.

— Mur, 40, 561, 1237, 1238.

— Prise d'eau, 400, 1239.

— de terre, 31, 1235.

— graduelle, 131.

V

Vaine pâture, 470, 505.

Vanne, 49, 287, 1186.

Varech, 336, 604, 896.

Vase, 409.

Vendeur, 137, 201.

Vente par un tiers, 52.

Vestiges, 372, 1262.

Viabilité, 769.

Vice, 226.

— relatif, 117, 128, 279, 614.

— V. *Possession, Titre.*

Vicinalité.

— V. *Chemin.*

Ville, 351.

Violence, 220, 281 et suiv.

— V. *Possession.*

Visite de lieux.

— V. *Descente sur les lieux.*

Voie de fait, 92 et suiv.

Voie publique, 297, 344, 354.

Voies de recours, 1056 et suiv.

— V. *Appel, Cassation, Op-
position, Requête civile.*

Voirie, 64, 297.

Voisin.

— immédiat, 42, 414, 522.

— V. *Bornage, Fossé, Haie, Mur.*

Vol de fruits, 47.

Volet, 1168.

Vue, 21, 175, 184, 239.

— Défense, 493, 1243.

— V. *Plate-forme, Servitude.*

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET ARRÊTS

(Cette table renvoie aux numéros et non pas aux pages.)

1439.			1790.		
Sept.	26 Paris.	art. 80	Août.	20 Loi.	402
	1446			24 Loi, titre 3, art. 10.	748
Oct.	28 Ordonnance.	4124	Nov.	22 Loi.	324
	1535.			1791.	
	Ordonnance.	4426	Sept.	28 Loi.	419
	1570.			An 2.	
Juin.	26 Parlement de Paris.	56	Therm.	2 Casse.	781
	1574.			An 6.	
Avril.	46 Parlement de Paris.	719	Vent.	49 Arrêté.	384, 386, 399
	1586.			An 7.	
Nov.	Parlement de Paris.	749	Flor.	29. Loi.	422
	1667.		Brum.	41 Loi.	536
	Ordonnance.	399, 550, 743, 925		An 8.	
	1708.		Flor.	3 Loi.	422
Mars.	43 Parlement de Paris.	554		An 9.	
	1755.		Therm.	9 Casse.	782
uin.	46 Parlement de Paris.	423		An 10.	
	1789.		Vent.	42 Arrêté.	336
Déc.	22 Loi.	402	Flor.	29 Loi.	386
			Fruct.	42 Rejet, req.	1200
				An 11.	
			Vend.	49 Casse.	470

An 12.			8 Cons. d'État.		
Prair.	45 Casse.	766	Juill.	6 Casse.	560
	23 Décret.	442, 446	Nov.	40 Casse.	594, 760
An 14.			1813.		
Frim.	6 Rejet, civ.	38	Avril.	28 Rejet, req.	909, 940
			Juin.	44 Décret.	860
			Nov.	6 Décret.	678
1808.				30 Paris.	434
Avril.	4 ^{re} Casse.	595	1814.		
Juin.	26 Bruxelles.	262	Fév.	2 Casse.	844
Juillet.	2 Av. Cons. d'Etat.	595, 675		44 Casse.	937
1807.			Oct.	42 Rejet, civ.	50, 407, 733
Fév.	46 Décret.	982	Nov.	29 Rejet, req.	377
Sept.	46 Loi.	386	1816.		
1808.			Juin.	7 Rennes.	693
Janv.	46 Décret.	314		40 Casse.	844
Mars.	30 Décret.	860		48 Casse.	855, 4183
1809.			1817.		
Janv.	44 Rejet, req.	828	Août.	7 Casse.	789
Fév.	47 Rejet, req.	4039		Rejet, req.	4441
Mai.	4 Décret.	319	1818.		
	8 Colmar.	544	Nov.	30 Casse.	844
Juin.	42. Rejet, civ.	997	1819.		
	29 Rom.	4017	Mars.	4 Casse.	4145, 4474
Août.	4 Rejet, req.	453		47 Rejet, req.	228, 4165
Déc.	30 Décret.	436, 676	Juill.	8 Rejet, req.	648
1810.			Août.	44 Rejet, civ.	4202
Mars.	46 Décret.	344	Nov.	40 Rejet, req.	90, 740
Avril.	24 Loi.	423	Déc.	29 Cons. d'État.	396
Août.	28 Casse.	765	1820.		
1811.			Fév.	2 Rejet, req.	595
Fév.	45 Casse.	31	Mai.	46 Rejet, req.	740
Juin.	48 Décret.	364, 960	Juin.	7 Casse.	595, 643
1812.			Juill.	44 Casse.	83
Fév.	4 Cons. d'État.	787	1821.		
			Janv.	46 Casse.	4200
			Fév.	28 Paris.	434

1822.

Fév.	12	Casse.	4266
Mars.	6	Casse.	223
Mai.	9	Casse.	449
	25	Rejet, ch. réunies.	4062
Juin.	26	Casse.	410, 583
Juill.	3	Rejet, civ.	532

1823.

Fév.	3	Instruction.	675
Avril.	8	Casse.	4413
	29	Meiz.	229, 639
Déc.	12	Meiz.	1020

1824.

Janv.	20	Casse.	69, 744
	22	Cons. d'État.	396
Fév.	18	Cons. d'État.	765
Avril.	6	Cass.	498, 838, 1147
	20	Rejet, req.	1484
Mai.	26	Nîmes.	513
Oct.	30	Circulaire.	358
Nov.	3	Casse.	770
Déc.	8	Rejet, civ.	592, 940

1825.

Janv.	26	Rej. civ. Poitiers.	948, 532
Mars.	12	Loi.	361
Avril.	19	Rejet, req.	434, 436
Juill.	14	Caen.	908
	19	Rejet, civ.	71
	21	Rejet, req.	414
Nov.	9	Rejet, civ.	4466

1826.

Janv.	16	Rejet, civ.	476
Fév.	21	Rejet, req.	4042
Mars.	7	Rejet, req.	477
	15	Rejet, req.	83
Juill.	5	Cass. 43, 929, 4024,	4047
		Rejet, civ.	4022
	11	Rej. req.	640
	25	Rej. req.	850
	26	Cons. d'État.	765
Nov.	21	Cons. d'État.	773

Déc.	13	Rejet, req.	396
	16	Rej. cr.	59
	26	Rej. req.	60
	28	Rej. req. 90, 93, 285, 287	

1827.

Janv.	10	Casse.	61, 4109
Fév.	21	Rejet, req.	468
	24	Casse, cr.	363
Mars.	11	Rejet, req.	83
Mai.	16	Rejet, req.	72, 304
Juin.	5	Rejet, req.	4090
	11	Casse.	770
	27	Casse.	592
Nov.	28	Rejet, req.	468
Déc.	3	Rejet, civ.	1164

1828.

Mars.	3	Casse.	342, 429
	4	Rejet, req.	4151, 4166
	5	Rejet, req.	83, 291, 1063
Mai.	20	Rejet, req.	379
Juin.	11	Rejet civ.	282
Juill.	5	Rejet, crim.	786
	29	Rejet, civ.	475, 556
Août.	13	Colmar.	804
	27	Rejet, req.	645
Nov.	19	Rejet, req.	38, 377, 591, 689.
	29	Rouen.	860
Déc.	29	Casse.	889, 1217

1829.

Janv.	7	Rejet, req.	837, 852, 853
Fév.	13	Bourges.	4022
Mars.	10	Rejet, req.	616
Avril.	8	Ordonn.	770
Juin.	15	Rejet, req.	607
Juill.	15	Rejet, req.	1146
Août.	27	Casse.	40
Nov.	11	Rejet, req.	746
	28	Ordon., Cons. d'Él.	345
Déc.	17	Casse.	42

1830.

Fév.	12	Paris.	835
------	----	--------	-----

Mars.	17 Dijon.	1097	Déc.	4 Rejet, req.	294
	30 Rejet, req.	1018, 1114	1834.		
Juin.	28 Rejet, req.	4173	Fév.	42 Rejet, req.	608, 790
Juill.	49 Rejet, req.	918		43 Rejet, req.	595, 908
Nov.	22 Casse.	470	Mars.	49 Rejet, civ.	472
	29 Rejet, civ.	535	Avril.	21 Rejet, civ.	33, 787, 910
1831.			Mai.	27 Casse.	84
			Juin.	20 Rejet, req.	351
Janv.	49 Rejet req.	762	Juillet.	45 Rejet, req.	684
	Limoges.	1100		23 Rejet, req.	905, 906
	26 Rejet, civ.	397	Déc.	3 Rejet, civ.	888
Mai	44 Rejet, civ.	770	1835.		
	Casse.	763	Janvier.	8 Rejet, req.	497
Août.	3 Bourges.	549	Fév.	18 Rejet, req.	285, 287
	9 Casse.	475		20 Poitiers.	677
	29 Rejet, req.	468	Mai.	43 Rejet, civ. Belgique.	1089
	31 Rejet, req.	850	Juin.	4 Rejet. req.	90, 96, 282, 287, 438
Déc.	7 Rejet, req.	1037, 1097		5 Nîmes.	53
1832.				24 Rejet, req.	850
Janv.	42 Rejet, req.	224	Nov.	40 Casse.	90
	47 Rejet, req.	1152		47 Casse.	288
Fév.	44 Rejet, req.	1216		27 Ch. réun. Casse.	342, 429
Mars.	30 Le Havre.	486	Déc.	2 Amiens.	466
Juill.	44 Grenoble.	1034	1836.		
	49 Rejet, req.	583	Mars.	3 Rejet, req.	1002
	34 Casse.	1036		30	861
Août.	6 Rejet, civ.	469	Avril.	49 Rejet, req.	1209
	44 Rejet, req.	767	Mai.	21 Loi.	341
Nov.	44 Rejet, req.	910	Juin.	3 Paris.	451
	49 Casse.	544		7 Rejet, req.	773
Déc.	40 Bourges.	631		22 Rejet, civ.	323
	45 Douai.	583		24 Instr. min. intér.	367
	49 Rejet, civ.	698, 700, 1044	Juillet.	7 Rejet, civ.	1081
1833.				Rejet, req.	1163
Janv.	9 Rejet, req.	77, 726		25 Casse.	84
Fév.	6 Casse.	449		26 Rejet, civ.	535
	44 Casse.	476	Août.	9 Rejet, civ.	944, 1157
	26 Casse.	771, 777		47 Casse.	1082, 1213
Avril.	45 Rejet, civ.	1022		29 Casse.	1083, 1141
Mai.	22 Rejet, req.	850	Sept.	5 Ordonnance.	770
Août.	7 Casse.	1085, 1088, 1182	Nov.	8 Rejet, req.	398, 941, 1154

Nov.	23	Casse.	594, 4178	Juillet.	4	Rejet, req.	190
		Rejet, civ.	774		18	Rejet, req.	436
Déc.	6	Rejet, req.	4472		30	Rejet, civ.	923
	8	Rejet, req.	947, 4055		31	Rejet, req.	922
	13	Casse.	4034	Nov.	6	Rejet, req.	943, 4049
		1837.			13	Rejet, req.	303, 919
				Déc.	5	Casse.	440
Jauvier.	5	Rejet, req.	299			1839.	
	8	Rejet, req.	201	Jahv.	22	Bourges.	4043
	30	Casse.	887, 958	Mars.	18	Rejet.	412
Février.	9	Rejet, req.	301	Avril.	22	Casse.	69, 719
	16	Rejet, req.	539, 4496	Juin.	5	Rejet, civ.	336
Mars.	22	Casse.	777		11	Rejet, req.	462
Avril.	47	Casse.	789, 4048, 4092, 4144		17	Casse.	1062
		Rejet, req.	959, 4174	Juillet.	24	Rejet, req.	848
	18	Loi, Art. 49.	672		30	Rejet, req.	430
		art. 51.	706	Août.	19	Casse.	90, 296, 302
		art. 55, 24.	329, 606, 641, 642, 632, 666, 675, 679, 704	Nov.	13	Rejet, req.	948
		art. 56.	670, 674		27	Rejet, req.	4466
	24	Casse.	789			1840.	
		Rejet, req.	1420	Fév.	25	Rejet, req.	4495
	25	Casse.	866, 4495	Mars.	12	Amiens.	850
Août	4	Casse, crim.	353	Mai.	13	Limoges.	544
	11	Rejet, crim.	784		25	Rejet, req.	4043, 4208
Nov.	22	Casse.	4045		26	Rejet, req.	894
Déc.	4	Rejet, req.	480	Août.	6	Req.	774
		1838.			7	Rouen.	667
Janv.	10	Casse.	448, 449	Nov.	23	Rejet, req.	865, 873
	17	Rejet, req.	4031		30	Casse.	998
	25	Gazette.	367	Déc.	14	Casse.	583
Fév.	5	Rejet, req.	84, 4079			1841.	
Mars.	28	Cons. d'Etat.	388, 389	Fév.	1 ^{er}	Rejet, req.	4041
Avril.	23	Rejet, civ.	775		15	Casse.	493
Mai.	8	Rejet, req.	4076		24	Rejet, req.	234, 4464
	9	Casse, cr.	784	Mars.	16	Casse.	753, 790
	10	Loi. 21.	673, 679, 707		29	Casse.	4498
	23	Casse.	628		30	Rejet, req.	780, 996
	25	Loi. 77	745, 748, 933, 985, 987, 4062, 4064	Avril.	6	Casse,	844, 4140
		Casse.	4065, 4086			Rejet, req.	470
			4023	Mai.	11	Rejet, req.	953
				Juin.	8	Rejet.	412
				Nov.	17	Casse.	4446, 4479

Nov.	17 Rejet, civ.	794			
Déc.	14 Casse.	4184			
	1842.				1845.
Janv.	47 Rejet, req.	874	Janv.	28 Rejet, req.	932
	25 Rejet, req.	472, 4039	Avril	45 Rejet, req.	4460
Fév.	2 Rejet, req.	668.		29 Loi.	524
	14 Rejet, req.	372	Mai	29 Rejet, req.	61
	24 Casse.	344	Juin	43 Aix.	542
	24 Ordonnance.	775	Juill.	8 Rejet, req. 90, 284, 303	539
Mars.	1 ^{re} Rejet, req.	351		45 Casse	547
Avril.	4 Rejet, req.	46		24 Loi.	340
	25 Rejet, req.	55	Août	5 Casse. 789, 1445, 1446	
Juil.	28 Limoges.	4035		49 Rejet, req. 64, 933, 1074	
Août.	48 Rejet, req.	561		24 Cons. d'Etat.	45
	22 Casse.	4134		1846.	
	29 Nancy.	533	Janv.	27 Casse.	619
	31 Casse.	106, 692	Fév.	24 Casse.	1063, 4184
Nov.	14 Rejet, req.	920	Mars	3 Rejet, req.	367
Déc.	5 Rejet, req.	597	Mai	6 Cass.	794
	7 Rejet, req	404, 594	Nov.	4 Rejet, req.	779
	1843.			23 Casse.	955
Janv.	27 Grenoble.	373		1847.	
Fév.	22 Rejet, req.	873	Janv.	43 Rejet, civ.	346, 778
Avril	49 Rejet, req.	893, 895		26 Rejet, civ.	795
Juin	43 Casse.	684	Fév.	43 Rejet, civ.	345
	44 Rejet, req.	4094		Montpellier.	534
	20 Rejet, req.	47	Juill.	45 Loi.	525
	27 Rejet, req.	4405	Août.	40 Rejet, req.	90
Août	3 Rejet, req.	549, 520	Nov.	47 Rejet, req.	480
Nov.	20 Limoges.	4034		22 Casse.	349
	27 Rejet, req.	346, 347, 734		23 Casse.	90
Déc.	4 Rejet, req.	942		1848.	
	1844.		Janv.	3 Cons. d'Etat.	670
Janv.	40 Cass.	449	Fév.	2 Rejet, req.	4468
Mars	6 Rejet, req.	874	Avril.	44 Cons. d'Etat.	329
Juin	44 Rejet, req.	899	Mai	47 Casse.	4448
	25 Rejet, req	795		31 Rejet, req.	48
Déc.	2 Casse.	374	Juin	7 Rejet, req.	706
	44 Rejet, req.	47, 4040	Juill.	7 Rejet, civ.	63
		4207	Août	1 ^{re} Rejet, req.	723
	47 Rejet, req.	845, 856		1849	
			Janv.	45 Rejet, req.	537

Janv.	17 Rejet, req.	1074, 1077
	23 Rejet, req.	661
Fév.	2 Montpellier.	647, 664, 1084
	7 Casse.	68 , 300
Avril	26 Cass.	545 , 4186
Mai	12 Cass. cr.	960
Juill.	2 Casse.	793
	16 Rejet, civ.	421
Août	29 Cass.	4185
Nov.	13	367, 363
Déc.	1 Casse	536

1850.

Mai	20 Trib. des conflits	771
Juin	12 Cass.	4073
	18 Rejet, req.	4156
Juill.	3 Casse.	842
Août	13 Cass.	874

1851.

Fév.	18 Paris.	135
Mars	27 Trib. des conflits.	375
Avril	9 Casse.	757
Mai	21 Rennes.	764
	28 Rejet, req.	4033
	24 Rejet, req.	304
Juill.	2 Rejet, req.	661
	24 Trib. des conflits.	344
	25 Trib. des conflits.	62
Nov.	18 Rejet, req.	4459

1852.

Janv.	6 Rejet, req.	468
Mars.	25 Décret.	384, 392, 399
Avril.	7 Rejet, req.	378
Mai.	4 Rejet req.	729
Juin.	9 Rejet, req.	4408, 4410
	26 Cons. d'Etat.	329, 764
Juill.	7 Rejet, req.	4170
Août.	3 Rejet, req.	724, 930
	4 Rejet, req.	49 , 1158
	11 Cass.	1480
	25 Rejet, civ.	4019

Nov.	13 Arles.	4402
	17 Rejet, req.	335
	29 Casse.	1131
	30 Rejet, req.	4058
	Agen.	4035
	23 Casse.	346

1853.

Janv.	13 Cons. d'Etat.	771
Fév.	22 Bordeaux, trib.	346
Mars.	16 Rejet, req.	415
Avril.	11 Rejet, req.	4208
Mai.	28 Paris.	4044
Juin.	7 Casse.	4176
	18 Rejet, crim.	376
	22 Casse.	333, 874
Juill.	7 Rejet, cr.	4406
	19 Toulouse, paix.	804
Août.	3 Rejet, civ.	849
	13 Tours.	1204
Nov.	4 Coucy-le-Château.	740
Déc.	2 Cons. d'Etat.	769
	6 Casse.	843, 4494, 4203
	12 Rejet, req.	374
	Rejet, civ.	496

1854.

Janv.	1 Rejet, civ.	4469
Fév.	17 Sainte-Hénimie.	907
Mars.	13 Cass.	354, 354
	18 Tours.	4070
	20 Rejet, crim.	367
	21 Rejet, civ.	995
Avril.	18 Rejet, civ.	875
Mai.	44 Cons. d'Etat.	356
	29 Rejet.	4462
Juin.	10 Loi.	527
Juill.	4 Cass.	4075
	15 Paris.	555
	26 Rejet, req.	512
Nov.	8 Cass.	1204
Déc.	6 Req.	290
	13 Rejet, req.	1201
	19 Rejet, req.	537

Avril.	1 Décret.	366.	Juin.	20 Casse, cr.	448
Juin.	2 Loi.	849	"	24 Casse.	753
Juill.	2 Loi,	314, 4223	Juill.	48 Wissenbourg.	437
	Casse.	90, 296, 378	Août.	6 Rejet, req.	4494
	30 Décret.	4224	Nov.	4 Coucy-le-Château.	934
Août.	15 Colmar, trib.	437	Déc.	1 ^{er} Rejet, civ.	431
Sept.	2 Cons. d'Etat.	375		28 Rejet, civ.	666, 4246
Déc.	2 Rejet, civ.	87 828, 912 935, 4165			
	8 Décret.	4224, 4225, 4226			
	1863.				
Janv.	20 Rejet, civ.	4205	Janv.	36 Casse.	(1)
Mars.	49 Cons. d'Etat.	444	Fév.	1 ^{er} Casse.	18
Mars.	25 Rejet, req.	378			
Mai.	6 et 9 Loi.	658			
	</				

CODE DE PROCÉDURE.

Article 3.	73, 792	Article 27.	940, 998 à 1023
— 4.	808	— 27.	1272
— 5.	818, 820, 1059, 1254	— 28.	858
— 6.	824	— 29.	1260
— 7.	801, 802, 1228	— 30.	822
— 8.	974	— 31.	1067, 1266
— 9.	802, 1255	— 32.	825, 1253
— 15.	970, 1266	— 33.	834
— 16.	808, 1062, 1234, 1274	— 34.	864 et suiv., 1260, 1262 et suiv.
— 17.	945	— 35 à 37.	868
— 18.	975 à 979, 1256 et suiv	— 38.	856, 868
— 19.	1059, 1254	— 39.	867, 868, 869, 1263
— 20.	1059, 1270	— 41.	837, 857, 1159 1256, 1261
— 21.	1059, 1254	— 42.	969, 972, 1257
— 22.	1059	— 59.	792
— 21.	97, 107, 135, 485, 244, 694, 713 à 747, 888	— 61.	1069
— 24.	528, 545, 844, 845, 865, 1131, 1175 et suiv.	— 61.	1235
— 25.	949, 1123 à 1720	— 65.	815, 1213
— 26.	1099 à 1122, 1127, 1143	— 69.	673
		— 130.	946
		— 150.	880
		— 166.	665
		— 173.	796, 1022
		— 283.	1263
		— 292.	1262

Arl. 324.	869	Arl. 473.	850
— 340.	833	— 480.	961
— 428.	869	— 686.	660
— 464.	1074, et suiv.	— 4033.	819, 869
— 509.	4095	— 4641.	83, 505

CODE NAPOLEON.

Article 3.	665	Article 682.	563
— 4.	545	— 687.	482
— 16.	665	— 688.	483, 529
— 442.	650	— 689.	484
— 424.	650	— 690.	486
— 429.	650	— 694.	488
— 389.	634	— 698.	481
— 513.	636	— 699.	681
— 547.	312	— 704.	487
— 522 a 524.	562	— 708.	481
— 525.	561	— 711.	654
— 526.	632	— 714.	390
— 529.	475	— 718.	268
— 538.	324	— 724.	243, 638, 647
— 540.	231	— 767.	647
— 545.	531	— 770.	647
— 548.	1051	— 773.	647
— 549.	4	— 777.	143
— 555.	4	— 803.	640
— 556.	483, 363	— 844.	640
— 558.	420, 421	— 882.	661
— 559.	489	— 883.	229
— 561.	488	— 4010.	648
— 599.	578	— 4011.	648
— 613.	576	— 4014.	648
— 614.	459, 576	— 4076.	268
— 640.	515	— 4425.	209
— 641.	414	— 4438.	654
— 643.	529	— 4460.	660
— 644.	391	— 4202.	944
— 649.	363	— 4214.	4104
— 650.	363	— 4221.	695
— 660.	359	— 4268.	4012
— 662.	4249	— 4283.	6
— 668.	4247	— 4302.	958
— 674.	4236, 4246	— 4348.	253

Art. 4350.	6, 8, 872	Art. 2226.	324, et suiv.
— 4351.	996	— 2227.	323, 742
— 4353.	872	— 2228.	4, 456, 491
— 4358.	870	— 2229.	97, 435
— 4359.	870	— 2230.	431, 445
— 4361.	870	— 2231.	442, 445
— 1380.	208	— 2232.	5, 466
— 4382.	32, 435	— 2233.	5, 446, 432
— 4383.	46, 435	— 2235.	136, 244
— 4384.	684	— 2236.	260, 575
— 4421.	622	— 2237.	143, 216, 231
— 4428.	622, 632	— 2238.	145, 252
— 4534.	623	— 2239.	264
— 4536.	629	— 2240.	5, 258
— 4549.	624, 629	— 2242.	402, 232
— 4576.	629	— 2243.	405, 233, 237
— 4726.	435	— 2246.	744, 820
— 4727.	435	— 2248.	239
— 4768.	407, 733	— 2257.	484
— 4856.	655	— 2260.	492, 735
— 4857.	655	— 2262.	97, 747
— 2060.	94, 967, 4268	— 2265.	4, 97, 440
— 2148.	569	— 2268.	4
— 2204.	569	— 2269.	4
— 2210.	794	— 2278.	745
— 2419.	8	— 2279.	551

CODE DE COMMERCE.

Article 2.	658	Art. 443.	659
— 24.	658		

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Article 3.	786, 788	Art. 638.	746
------------	----------	-----------	-----

CODE PÉNAL.

Article 55.	960	Art. 449.	93
— 144.	783	— 456.	76, 93
— 434, 437, 444.	93	— 457.	77

CODE FORESTIER.

Article 79.	448, 472	Article 482.	44, 90, 376, 784
— 442.	472	— 462.	448
— 420.	47	— 193.	418

COUTUME DU MAINE.

Article 444.	918
--------------	-----

COUTUME D'ORLÉANS.

Article 253.	423, 444, 491
--------------	---------------

COUTUME DE PARIS.

Article 96.	456
— 97.	550
— 415.	434

COUTUME DE TROYES.

Article 64.	431
-------------	-----

CODE GENEVOIS.

Article 264.	90
--------------	----

CODE HOLLANDAIS.

Article 609.	90
--------------	----

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.



005687432



OUVRAGES DE M. BIOCHE :

JOURNAL DE PROCÉDURE CIVILE ET COMMERCIALE

PRIX : 11 FR. 50 PAR AN, *franco*.

COLLECTION

DU

JOURNAL DE PROCÉDURE CIVILE ET COMMERCIALE

DU 4^{er} JANVIER 1835 AU 31 DÉCEMBRE 1864

30 vol. in-8. Prix : 460 fr.

Chaque volume prix séparément : 7 fr. (*le port en sus*).

Tables analytiques et chronologiques du Journal de procédure, de 1835 au 4^{er} janvier 1858 inclusivement, mises en rapport avec le Dictionnaire. 4 vol. in-8. Prix : 8 fr.

DICTIONNAIRE DE PROCÉDURE CIVILE ET COMMERCIALE

Contenant la Jurisprudence, l'Opinion des auteurs, les Usages du Palais, le Timbre et l'Enregistrement des Actes, leur Tarif, leurs Formules.

QUATRIÈME ÉDITION, AVRIL 1864.

6 volumes in-8°. — Prix : 48 fr.

NOUVEAU FORMULAIRE DE PROCÉDURE

CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE ET ADMINISTRATIVE

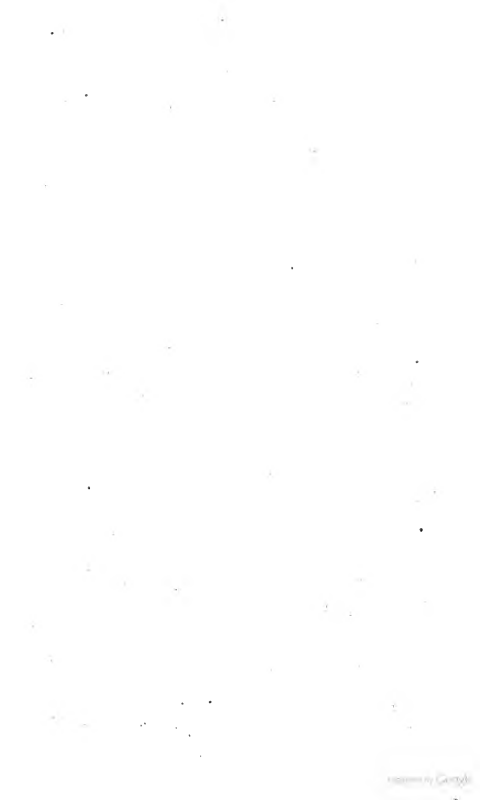
Contenant dans l'ordre alphabétique les modèles de tous les actes de procédure et des actes sous seing privé de l'usage le plus fréquent, suivi des lois de procédure publiées de 1831 à 1863 inclusivement, avec des annotations qui le mettent au courant de la doctrine et de la Jurisprudence la plus récente.

QUATRIÈME ÉDITION, 1863.

4 fort volume, in 8°, 9 fr., *franco*, envoyer un mandat sur la poste.

Paris — Imprimerie de E. DODRAC, rue Cassette, 9.





Public ID
#00000000



